N°03
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 3 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Débat sur l'état de la nation (suite)	p. 40	Sommaire des séances publiques nos 4 et 5	p. 75	4e séance	Jeudi 10 octobre 2019
Dossier « abri de jardin »	p. 49	Sommaire des questions parlementaires	p. Q79	5e séance	Jeudi 10 octobre 2019
Aide financière de l'État pour études supérieures	p. 62				

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

13e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe

Coopération entre petits États et défis de la digitalisation

M. Fernand Etgen (à gauche) et ses homologues à la 13e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a participé à la 13e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe les 26 et 27 novembre 2019 à Chypre. Les défis de la digitalisation ainsi que les différentes formes de coopération entre les petits États d'Europe constituaient le fil conducteur de cette réunion. Des Présidents de Parlement du Moyen-Orient ont également assisté aux discussions.

Différentes formes de coopération pour les petits pays

M. Fernand Etgen a précisé que le Grand-Duché dispose d'une « diplomatie active, qui se déploie tant au niveau bilatéral que sur le plan multilatéral ». Il a constaté que les pourparlers importants se font souvent entre les grands États, mais qu'il existe néanmoins des formats plus larges qui permettent une participation pour les petits pays.

De manière générale, les institutions internationales permettraient à un petit État non seulement d'avoir un siège, « une place à la table », mais aussi une voix, a précisé le Président de la Chambre pour qui « l'appartenance aux organisations internationales est primordiale pour atteindre des régions plus lointaines ». Dans ce cadre, le Grand-Duché pourrait augmenter son impact à travers de bons arguments, l'expérience et la persuasion, même s'il est un « petit » acteur. « C'est ainsi que le Luxembourg - tant le gouvernement que le parlement - peut contribuer à forger des compromis, à faire avancer le dialogue, à rassembler là où d'autres cherchent parfois à diviser », a-t-il conclu.

Exemples luxembourgeois en matière de digitalisation

Face à ses homologues, M. Fernand Etgen a souligné qu'« il est indispensable de convaincre la population que la digitalisation constitue une opportunité immense de modernisation plutôt qu'un risque indéterminable ou démesuré par rapport aux avantages qui pourraient en résulter ». Au cours de son discours, le Président a présenté plusieurs projets luxembourgeois comme par exemple la digitalisation des procédures administratives, la généralisation des tablettes en classe ou encore la carte électronique de santé contenant les données administratives du patient. Il a en outre fait remarquer que la digitalisation et la protection des données sont au cœur des débats du Parlement luxembourgeois. Pour conclure, il a relevé d'autres dossiers qui sont d'actualité au sein du Parlement luxembourgeois, notamment la dématérialisation des documents ainsi que la numérisation des travaux parlementaires.

Adoption d'une déclaration commune

À la fin de cette réunion, les Présidents des Parlements de Chypre, d'Islande, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Monaco et du Monténégro ont adopté une déclaration commune axée sur la promotion de la coopération entre les petits États d'Europe et les pays du Moyen-Orient ainsi qu'une meilleure coopération dans le domaine des maladies rares.

100 JOER

#WIELEWATMIRSINN

ALLGEMENGT WAHLRECHT

EXPO | 27.09.19 — 06.09.20

... la volonté de la Chambre qui est la volonté du pays
Un florilège de débats parlementaires luxembourgeois (1848-2004)
Sous la direction de Claude Frieseisen, Marie-Paule Jungblut et Michel Pauly

Dans le cadre du 100e anniversaire de l'introduction du suffrage universel la Chambre publie quelques-uns des « grands » débats menés dans l'enceinte parlementaire depuis 1848. Pour relever ce défi, elle a cherché la collaboration avec l'Institut d'histoire de l'Université du Luxembourg afin de proposer un regard externe, distancé, sur ses activités. Les grands débats peuvent être des discours d'une qualité rhétorique remarquable, mais aussi des discussions qui établissent des normes morales, marquent des étapes dans le développement de la démocratie ou ont des impacts importants sur notre pays à long terme.

ISBN : 978-2-87978-215-7 | Prix : 20 €
Lieux de vente : MNHA et librairies

Musée national d'histoire et d'art Luxembourg
MNHA

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

L'ORK a présenté son rapport annuel 2019

Le Président et les membres de l'ORK ont remis leur rapport au Président de la Chambre.

La veille de la 30e journée internationale des droits de l'enfant, le Président de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, M. René Schlechter, et les membres du comité ont remis le rapport 2019 sur la situation des droits de l'enfant au Luxembourg au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Entre le 1er novembre 2018 et le 31 octobre 2019, 129 nouveaux dossiers ont été ouverts qui concernaient 247 enfants.

30 dossiers portaient sur une/un séparation/divorce ou le droit de garde/droit de visite, 11 impliquaient des enfants migrants ou mineurs non accompagnés et 9 dossiers touchaient le placement judiciaire ou le placement en foyer.

En 2020, le Gouvernement luxembourgeois devra remettre son rapport périodique sur la réalisation des droits de l'enfant au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies à Genève.

En vue de ce rendez-vous, l'ORK a traité dans son rapport 2019 les points figurant sur une liste établie par le Comité des droits de l'enfant.

Ainsi, l'ORK formule un certain nombre d'observations. Il aimerait notamment voir disparaître les cinq réserves du Luxembourg à l'application de certains articles de la Convention internationale des droits de l'enfant concernant la filiation naturelle, la prohibition absolue à mariage, l'avortement, l'accouchement anonyme et le droit de s'associer. D'autres chapitres portent sur la violence à l'égard des enfants, le milieu familial, les droits de l'enfant dans le sport ou encore l'éducation.

Depuis sa création en 2002, l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand remet un rapport annuel au Président de la Chambre des Députés. Ce rapport est traité par la suite en détail par les membres des commissions parlementaires compétentes. Une nouvelle loi sur l'« Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher » est en cours d'élaboration et rattachera l'Ombudsman à la Chambre des Députés.

Tous les rapports peuvent être consultés sur www.ork.lu.

Discussions sur les aéroports de la Grande Région

Les parlementaires de la Grande Région étaient réunis le 25 octobre 2019 au Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster pour une conférence au sujet des aéroports de la Grande Région.

En présence du Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et du Président du Landtag de la Sarre, M. Stephan Toscani, les parlementaires de la Grande Région ont entre autres discuté des subventions européennes ainsi que des différentes possibilités de coopération en matière d'aéroports. Ils ont souligné l'importance des petits aéroports pour certaines régions et l'avenir de celles-ci.

Ont également assisté à cette conférence des représentants des aéroports Luxembourg-Findel, Sarrebruck-Ensheim, Liège, Charleroi et Metz-Nancy (Lorraine). M. Mars Di Bartolomeo a insisté que le succès d'un petit aéroport, comme par exemple le Findel, est possible si ce dernier est étroitement lié à l'environnement social et économique.

Les participants à la conférence au sujet des aéroports de la Grande Région

Qu'est-ce que le CPI ?

Le Conseil parlementaire interrégional (CPI) est l'assemblée parlementaire consultative de la Grande Région. Il se compose des Présidents et de parlementaires de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, du Landtag de la Rhénanie-Palatinat, du Landtag de la Sarre, du Conseil Régional du Grand Est, du Parlement wallon, du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et du Parlement de la Communauté germanophone de Belgique.

Les membres luxembourgeois sont : le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, Mme Diane Adehm (CSV), MM. Guy Arendt (DP), Marc Baum (déi Lénk), Dan Biancalana (LSAP), Mars Di Bartolomeo (LSAP), Emile Eicher (CSV), Mme Carole Hartmann (DP), MM. Charles Margue (déi gréng) et Gilles Roth (CSV).

Les membres du CPI se réunissent deux fois par an en séance plénière pour discuter de sujets en relation avec la coopération transfrontalière et adopter des recommandations qui sont soumises aux différents Gouvernements. Pendant toute l'année les membres du CPI préparent les séances plénières dans le cadre de six différentes commissions.

Eng nei Beamtin gouf vereedegt

Sou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, ass de 14. November 2019 d'Madamm Magda Santos (3. vu riets) aus dem Service des Séances plénières et Secrétariat général vum Generalsekretär Claude Frieseisen (2. vu riets) vereedegt ginn, nodeem se vum Chambersbureau hir definitiv Nominatioun als Fonctionnaire an der Redakteschcarrière kritt hat.

Dëser Zeremonie hunn och de bäigeuerdnete Generalsekretär Benoît Reiter (1. vu lénks), déi bäigeuerdnet Generalsekretärin Isabelle Barra (2. vu lénks) souwéi d'Responsabel vum Service des Séances plénières et Secrétariat général Sonja Benassutti (3. vu lénks) a vum Personalservice Manon Hoffmann (1. vu riets) bäigewunnt.

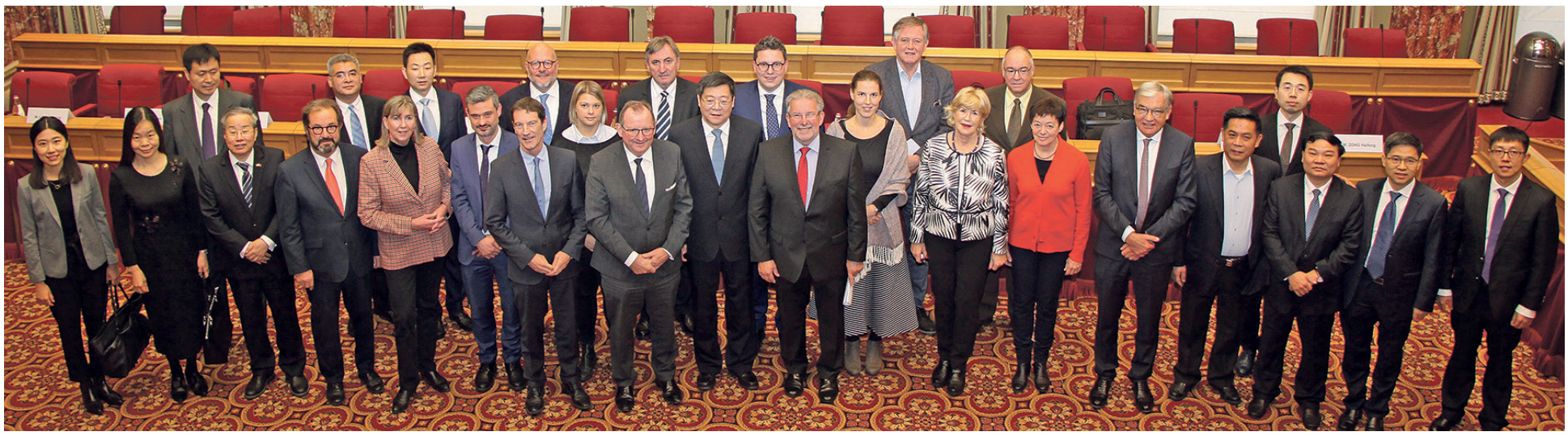
Inauguration d'une Place de la Francophonie au Jura

Dans le cadre d'une réunion de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, qui s'est tenue du 14 au 16 novembre 2019 à Delémont dans le Canton du Jura en Suisse, les députés M. Alex Bodry, Mme Josée Lorsché et M. Gusty Graas ont participé à l'inauguration de la Place de la Francophonie dans le centre-ville de Delémont.

Les députés luxembourgeois et le Président de la section du Jura, M. Pierre-André Comte (2e de droite)

Visite d'une délégation de la province chinoise du Hunan à la Chambre des Députés

Acier, innovation et relations commerciales



Les membres des délégations chinoise et luxembourgeoise

Les relations entre la Chine et le Luxembourg et l'Europe dans un contexte de tension commerciale mondiale ainsi que la problématique de la surproduction de l'acier ont dominé un échange de vues entre les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et une délégation chinoise de la province du Hunan le 11 novembre 2019 à la Chambre des Députés.

La délégation chinoise a été menée par M. Jiahao Du, membre du Comité central du Parti communiste chinois (PCC) et secrétaire du Comité du PCC pour la province du Hunan.

De l'acier et de l'innovation

« Le Luxembourg et la Chine coopèrent depuis de longues années. Malgré nos différences de taille, nous avons beaucoup de choses en commun », a constaté le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. Il a souligné que la province du Hunan - tout comme le Luxembourg - connaissait une longue histoire d'industrialisation, de métallurgie notamment, couplée aujourd'hui à un essor du secteur des services, du commerce international et des politiques de numérisation.

En effet, c'est dans la province du Hunan que le géant mondial de l'acier ArcelorMittal, basé au Luxembourg, entretient une présence importante et grandissante, la coopération ayant connu une hausse de 30 % en 2019, selon l'homme politique chinois.

Au cours de l'échange de vues, les députés se sont renseignés sur les mesures concernant la problématique de surproduction d'acier en Chine. La délégation chinoise a signalé les efforts entrepris afin d'« abandonner la production d'acier démodée ». À titre d'exemple, la province du Hunan a abandonné un tiers de sa capacité de production, selon M. Jiahao Du.

Plus généralement il a expliqué que sa province misait sur l'innovation pour moderniser les technologies des industries traditionnelles comme l'agroalimentaire, l'acier ou encore le textile dans le but de leur donner un avenir.

Un plaidoyer pour le multilatéralisme

La discussion entre les délégations luxembourgeoise et chinoise a également porté sur les relations commerciales entre la Chine et l'Union européenne. En réponse aux questions des députés, M. Jiahao Du a notamment estimé que, dans le contexte de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, on pouvait constater une « plus grande convergence » concernant les relations commerciales entre la Chine et l'Union européenne. Toujours selon lui, la Chine est « particulièrement attachée » au multilatéralisme et aux organismes internationaux et ne cautionne aucunement le fait de se désister des engagements pris dans le cadre d'un traité international.

Une ouverture aux capitaux étrangers

Les efforts de la Chine afin de s'ouvrir aux capitaux étrangers ont également retenu l'attention des députés : M. Jiahao Du a ainsi rappelé le vote récent d'une loi visant à protéger davantage les investisseurs étrangers et permettant de créer des entreprises à capital 100 % étranger. Cette décision illustre, aux yeux de M. Jiahao Du, la volonté de la Chine d'ouvrir davantage son secteur financier.

En ce qui concerne plus généralement le développement de la Chine, M. Jiahao Du a informé les députés luxembourgeois sur des réformes en cours pour améliorer la gouvernance et le système politique ainsi que la lutte contre la pauvreté notamment des populations rurales.

Des relations étroites avec la Chine

La Chambre des Députés entretient des relations étroites avec la Chine. Les députés reçoivent régulièrement des délégations chinoises pour des échanges de vues - le dernier ayant eu lieu en septembre 2019 -, notamment issues des différentes provinces, car la coopération avec les parlements des pays européens se fait à l'échelle des provinces chinoises.

Avec une population de presque 70 millions de personnes, le Hunan est la 7e province la plus peuplée de Chine. Elle se situe dans le sud de la Chine dans la zone économique du « Yangtze River Economic Belt ».

Visites cubaines : le Ministre de la Culture ainsi qu'une délégation parlementaire à la Chambre

Relations excellentes entre le Luxembourg et Cuba

M. Alpidio Alonso signe le Livre d'or entouré de M. Marc Angel et de M. Fernand Etgen (à droite)

« Cuba est un pays riche en culture ! » Tel fut le message du Ministre de la Culture de la République de Cuba, M. Alpidio Alonso, lors de sa visite de travail à la Chambre des Députés le 20 novembre 2019. M. Alonso a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Marc Angel.

Promotion de la vie culturelle

Le Ministre cubain a souligné que son pays a « beaucoup à offrir dans le domaine de la culture ». Ces dernières années, Cuba a beaucoup investi pour promouvoir la vie culturelle, plus précisément au niveau de l'éducation. Dans ce sens, le Ministre de la Culture espère renforcer les liens entre le Luxembourg et Cuba et concrétiser des projets culturels. Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile a relevé que les ambassades ont un rôle important à jouer dans la promotion culturelle du pays et a plaidé pour que le budget culturel des ambassades respectives soit revu à la hausse. Selon M. Marc Angel, « l'entente entre les peuples se fait via la culture ». M. Fernand Etgen a félicité le membre du Gouvernement cubain pour les différentes réformes entreprises ces dernières années. Il a rappelé que la Chambre des Députés a toujours soutenu la volonté d'ouverture de Cuba. Le Président de la Chambre des Députés a qualifié les relations entre le Luxembourg et Cuba comme « excellentes ». Il a évoqué les échanges réguliers qui existent entre les deux pays. Le 12 novembre 2019, une délégation parlementaire cubaine a été accueillie au Parlement luxembourgeois tandis qu'une délégation de la Chambre des Députés avait été reçue en visite officielle à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire en janvier 2018.

Réformes politiques et économiques en cours

Les réformes politiques et économiques en cours à Cuba ont été au cœur de l'échange de vues, début novembre, entre des députés cubains et luxembourgeois à la Chambre des Députés. La chef de la délégation de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire de Cuba, Mme María del Carmen Concepción González, a été accueillie par M. Marc Angel en sa qualité de Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile. La délégation cubaine a également rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. Au cours de l'échange de vues, les parlementaires cubains ont informé leurs homologues luxembourgeois sur la transition de Cuba vers une société et une économie plus ouvertes, toujours sous le signe de l'embargo américain qui a été renforcé par l'actuelle administration américaine. Mme María del Carmen Concepción González a dans ce contexte illustré le processus de changement de la Constitution cubaine basé sur une large consultation citoyenne. Quelque 60 % de la Constitution ont été réformés, toujours selon elle, pour moderniser le système politique, introduire une régionalisation du pouvoir et introduire une élection du Président cubain par l'Assemblée nationale. L'ouverture concernant également certaines parties de l'économie, les députés luxembourgeois se sont renseignés sur les possibilités pour les étrangers d'investir à Cuba. La délégation cubaine a salué les bienfaits de l'accord de dialogue politique et de coopération avec l'Union européenne en vigueur depuis deux ans, qui vise à faciliter les relations entre les entreprises européennes et Cuba et à créer un dialogue entre les intellectuels, les universités ainsi que la possibilité d'un échange entre les étudiants européens et cubains.

Les délégations parlementaires cubaine et luxembourgeoise

Réforme de la politique agricole commune

M. Gusty Graas (2e rangée, centre gauche) et Mme Octavie Modert (1re rangée, 1re à gauche) ont participé à la conférence interparlementaire sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) qui a été organisée par le Parlement de Finlande le 28 octobre 2019 à Helsinki. Les participants à la conférence se sont penchés sur les propositions de la Commission européenne relatives à la politique agricole commune après 2020. En outre, ils ont discuté des liens qui existent entre le changement climatique et la politique agricole.

NOUVELLES LOIS

Libre circulation des personnes et immigration

7238 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

L'objectif principal du projet de loi est de tenir compte des observations des experts dans le cadre de l'évaluation de 2016 de l'application de l'acquis de Schengen tant dans le domaine du retour que dans celui de la gestion des frontières extérieures. L'adaptation par conséquent de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration concerne notamment :

- l'évaluation de l'intérêt supérieur des mineurs non accompagnés dans le cadre d'une décision de retour ;

- la vérification systématique d'office par les juridictions administratives des conditions de la rétention administrative prolongée des ressortissants de pays tiers.

Une commission consultative est créée pour analyser individuellement les dossiers des mineurs non accompagnés pour évaluer systématiquement le meilleur intérêt de l'enfant.

Quant à la rétention, le Luxembourg a été invité à se conformer à l'article 15, paragraphe 3 de la directive 2008/115/CE en prévoyant une vérification systématique d'office par les juridictions en cas de périodes de rétention prolongées, c'est-à-dire dépassant quatre mois. Dans ces cas, un recours est ouvert devant le Tribunal administratif qui statue d'urgence. Un appel contre la décision du Tribunal administratif peut être interjeté devant la Cour administrative.

Une autre modification concerne des personnes obstruant l'exécution de leur décision de retour. L'autorisation du président du tribunal d'arrondissement pourra être sollicitée afin de permettre aux agents de la police d'accéder à l'habitation afin de procéder à l'éloignement forcé. Cette disposition s'inspire de l'article 5 paragraphe 2 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé qui prévoit une disposition analogue.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 29.01.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

23.04.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
25.06.2018	Examen des avis du Conseil d'État et de la Commission consultative des droits de l'homme
11.02.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
13.05.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.09.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

6 Accords de partenariat économique (APE) :

7375 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'étape vers un accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la partie Afrique centrale, d'autre part, fait respectivement à Yaoundé, le 15 janvier 2009 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord d'étape vers un accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la partie Afrique centrale, d'autre part, fait respectivement à Yaoundé, le 15 janvier 2009 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009.

L'objectif des APE est d'ouvrir le marché communautaire le plus largement possible aux pays ACP, sur le modèle de l'initiative européenne « tout sauf les armes » (TSA). Un tel APE permet, en les mettant en conformité avec les règles de l'OMC, d'accroître les flux commerciaux entre l'UE et les pays d'Afrique centrale, tout en garantissant une protection des marchés et des produits sensibles.

Les dispositions de l'Accord de Cotonou sur les droits de l'homme, le développement durable et sur le dialogue avec les parlements et la société civile vont continuer à s'appliquer. Pour cette raison, l'APE offre un des dispositifs les plus complets en matière de protection des droits de l'homme et de développement durable.

Il inclut également toutes les mesures nécessaires à l'instauration d'une zone de libre-échange compatible avec les dispositions de l'article XXIV du GATT 1994.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

18.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
17.06.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 721, page 1

7376 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond, Afrique du Sud, le 11 septembre 2009

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond, Afrique du Sud, le 11 septembre 2009.

Cet Accord reprend les amendements prévus à l'accord initial, à l'exclusion de la coopération économique et la coopération au développement.

L'Accord est un accord mixte qui couvre à la fois des domaines de compétence européenne et nationale.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

18.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
17.06.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 718, page 1

7377 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait respectivement à Abidjan, le 26 novembre 2008 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait respectivement à Abidjan, le 26 novembre 2008 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009.

L'objectif des APE est d'ouvrir le marché communautaire le plus largement possible aux pays ACP, sur le modèle de l'initiative européenne « tout sauf les armes ». Cette dernière ouvre, sous certaines conditions, le marché communautaire en franchise de droits et contingents pour tous les produits sauf les armes et les munitions. Un tel APE permet, en les mettant en conformité avec les règles de l'OMC, d'accroître les flux commerciaux, tout en garantissant une protection des marchés et des produits sensibles.

Les dispositions de l'Accord de Cotonou sur les droits de l'homme, le développement durable et sur le dialogue avec les parlements et la société civile vont continuer à s'appliquer. Pour cette raison, l'APE offre un des dispositifs les plus complets en matière de protection des droits de l'homme et de développement durable.

Il inclut également toutes les mesures nécessaires à l'instauration d'une zone de libre-échange compatible avec les dispositions de l'article XXIV du GATT 1994.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

18.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
17.06.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 722, page 1

7378 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre le Ghana, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 28 juillet 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de partenariat économique d'étape entre le Ghana, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 28 juillet 2016.

L'objectif des APE est d'ouvrir le marché communautaire le plus largement possible aux pays ACP, sur le modèle de l'initiative européenne « tout sauf les armes ». Cette dernière ouvre, sous certaines conditions, le marché communautaire en franchise de droits et contingents, pour tous les produits sauf les armes et les munitions.

Un tel APE permet, en les mettant en conformité avec les règles de l'OMC, d'accroître les flux commerciaux, tout en garantissant une protection des marchés et des produits sensibles.

Les dispositions de l'Accord de Cotonou sur les droits de l'homme, le développement durable et sur le dialogue avec les parlements et la société civile vont continuer à s'appliquer. Pour cette raison, l'APE offre un des dispositifs les plus complets en matière de protection des droits de l'homme et de développement durable.

Il inclut également toutes les mesures nécessaires à l'instauration d'une zone de libre-échange compatible avec les dispositions de l'article XXIV du GATT 1994.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

18.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
17.06.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 724, page 1

7379 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008.

L'objectif des APE est d'ouvrir le marché communautaire le plus largement possible aux pays ACP, sur le modèle de l'initiative européenne « tout sauf les armes ». Cette dernière ouvre, sous certaines conditions, le marché communautaire en franchise de droits et contingents pour tous les produits sauf les armes et les munitions. Un tel APE permet, en les mettant en conformité avec les règles de l'OMC, d'accroître les flux commerciaux, tout en garantissant une protection des marchés et des produits sensibles.

Les dispositions de l'Accord de Cotonou sur les droits de l'homme, le développement durable et sur le dialogue avec les parlements et la société civile vont continuer à s'appliquer. Pour cette raison, l'APE offre un des dispositifs les plus complets en matière de protection des droits de l'homme et de développement durable.

Il inclut également toutes les mesures nécessaires à l'instauration d'une zone de libre-échange compatible avec les dispositions de l'article XXIV du GATT 1994.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

18.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
17.06.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 720, page 1

7380 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, fait à Kasane, le 10 juin 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, fait à Kasane, le 10 juin 2016.

L'objectif des APE est d'ouvrir le marché communautaire le plus largement possible aux pays ACP, sur le modèle de l'initiative européenne « tout sauf les armes ». Cette dernière ouvre, sous certaines conditions, le marché communautaire en franchise de droits et contingents pour tous les produits sauf les armes et les munitions. Un tel APE permet, en les mettant en conformité avec les règles de l'OMC, d'accroître les flux commerciaux, tout en garantissant une protection des marchés et des produits sensibles.

Les dispositions de l'Accord de Cotonou sur les droits de l'homme, le développement durable et sur le dialogue avec les parlements et la société civile vont continuer à s'appliquer. Pour cette raison, l'APE offre un des dispositifs les plus complets en matière de protection des droits de l'homme et de développement durable.

Il inclut également toutes les mesures nécessaires à l'instauration d'une zone de libre-échange compatible avec les dispositions de l'article XXIV du GATT 1994.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

18.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
17.06.2019	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 723, page 1

Échange et protection d'informations classifiées

7389 - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

Le présent projet de loi a pour but d'approuver cinq accords bilatéraux relatifs à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, signés en 2018 entre le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg avec (I) le Gouvernement de la République de Bulgarie, (II) le Conseil des Ministres de la République d'Albanie, (III) le Gouvernement de la Hongrie, (IV) le Gouvernement de la République de Macédoine et (V) le Gouvernement de la République fédérative du Brésil.

L'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité a mis en place le dispositif nécessaire pour permettre au Luxembourg de procéder à la conclusion d'accords bilatéraux concernant l'échange de pièces classifiées avec des États tiers.

Si le but est de conclure de tels accords avec tous les partenaires de l'Union européenne et de l'OTAN, ainsi qu'avec des partenaires privilégiés, le Luxembourg a conclu, à l'heure actuelle, des accords avec 21 pays ainsi qu'avec des organisations internationales comme l'Agence spatiale européenne, l'Union européenne et l'OTAN.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.12.2018

Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

06.05.2019	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.06.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 719, page 1

Régime transitoire pour avocats (Brexit dur)

7441 - Projet de loi relatif aux avocats inscrits aux listes I et II qui sont ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou à la liste IV du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat qui sont soit ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, soit exercent la profession d'avocat sous un titre professionnel du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le projet de loi sous avis a pour objectif de prévenir les conséquences immédiates négatives qu'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, sans accord de sortie, pourrait avoir sur les avocats inscrits sur la liste IV du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4, de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, qui ou bien sont des ressortissants britanniques ou bien exercent la profession d'avocat sous un titre professionnel délivré par le Royaume-Uni.

À cet effet, la loi introduit une période transitoire de douze mois au cours de laquelle ces avocats peuvent rester inscrits sur la liste IV et demander leur inscription sur la liste I.

La particularité de ce régime transitoire est qu'il s'applique sous réserve de réciprocité d'un traitement identique réservé par le Royaume-Uni à l'avocat ressortissant luxembourgeois.

Par souci de couvrir toutes les éventualités possibles, le même régime transitoire est appliqué aux avocats inscrits aux listes I et II du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4, de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21.05.2019

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

25.09.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
09.10.2019	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 716, page 1

Participation à certaines élections (Brexit)

7461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la participation à certaines élections de nationaux de chaque État résidant sur le territoire de l'autre, fait à Luxembourg, le 18 juin 2019

L'objet du projet de loi est de pérenniser les droits actuels des ressortissants britanniques habitant au Grand-Duché de Luxembourg et des ressortissants luxembourgeois habitant au Royaume-Uni concernant la participation, en tant qu'électeurs et en tant que candidats, aux élections locales dans le cas de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Pour rester en ligne avec l'actuelle loi électorale, les ressortissants britanniques sont pourtant soumis à une clause de résidence au Luxembourg, tandis que ce n'est pas le cas pour les ressortissants luxembourgeois au Royaume-Uni.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.07.2019

Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

30.09.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.10.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 717, page 1

Aide financière de l'État pour études supérieures

7469 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Faisant suite à l'arrêt C-410/18 du 10 juillet 2019 de la Cour de Justice de l'Union européenne, le présent projet de loi vise plus précisément à élargir les critères d'éligibilité actuels à l'aide financière de l'État pour études supérieures dans le chef des étudiants enfants de travailleurs affiliés au Luxembourg et ne résidant pas sur le territoire luxembourgeois.

En effet, il s'agit de concevoir de manière plus étendue l'existence d'un éventuel lien de rattachement avec le Luxembourg. Les trois niveaux d'ouverture proposés par le projet de loi se résument comme suit, étant entendu que l'ensemble des nouveaux critères sont liés à la condition que l'étudiant non résident soit à la charge d'un travailleur affilié au Grand-Duché de Luxembourg au sens de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures au moment de la demande d'obtention d'aide financière pour études supérieures :

- l'augmentation de la période de référence de sept à dix ans, tout en maintenant la période minimale d'affiliation d'un des parents au Luxembourg à cinq ans cumulés ;

- l'introduction d'un critère établissant un lien de rattachement définitif avec le Luxembourg, à savoir une affiliation d'un des parents au Luxembourg pendant une période cumulée de dix ans ;

- l'introduction de critères permettant à l'étudiant d'établir lui-même un lien de rattachement avec le Luxembourg (critère de scolarité et critère de séjour).

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 12.08.2019

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

25.09.2019	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Explications au sujet de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne sur les règles d'octroi des bourses d'études
03.10.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.10.2019

Loi du 26 octobre 2019

Mémorial A : 2019, n° 732, page 1

Le saviez-vous ?

DÉPUTÉ

Le terme « député » vise le parlementaire, membre de la Chambre des Députés. Les députés représentent la nation entière. En effet, la Constitution prévoit que « la Chambre des Députés représente le pays. Les députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché ». Le nombre des membres de la Chambre des Députés est fixé à 60 députés par la Constitution.

SÉANCE 4

JEUDI
10 OCTOBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)
   - *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
   - *Prises de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure (intervention de M. Laurent Mosar) - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (interventions de M. Gast Gibéryen) - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (interventions de Mme Martine Hansen et M. Marc Goergen) - M. Gast Gibéryen - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Gast Gibéryen - M. le Ministre Claude Turmes - M. le Ministre Xavier Bettel (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Laurent Mosar et Mme Martine Hansen) - M. Gast Gibéryen (interventions de M. Eugène Berger, M. Marc Lies, M. Marc Goergen, M. le Ministre Dan Kersch et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)*
   - *Résolution 1 : M. Eugène Berger - Mme Martine Hansen (intervention de M. Gast Gibéryen) - M. Eugène Berger (interventions de Mme Lydie Polfer et Mme Martine Hansen) - M. Alex Bodry (interventions de M. Georges Engel) - M. Marc Baum - M. Marc Goergen (interventions de M. Eugène Berger et M. Sven Clement) - Mme Josée Lorsché - M. Léon Gloden (interventions de M. Alex Bodry, Mme Martine Hansen et M. Georges Engel) - M. le Ministre Xavier Bettel - M. Gilles Roth - M. le Ministre Xavier Bettel (résolution 1 renvoyée au Bureau)*
   - *Résolution 2 : M. Laurent Mosar - M. Marc Baum - M. Eugène Berger (interventions de Mme Martine Hansen et Mme Simone Beissel) - M. Marc Goergen - M. Alex Bodry - Mme Josée Lorsché - M. Gast Gibéryen*
   - *Vote sur la résolution 2 (rejetée) (intervention de M. Laurent Mosar)*
   - *Motions 1 et 2 : M. François Benoy - Mme Martine Hansen - M. Marc Goergen (intervention de M. Max Hahn) - M. le Ministre François Bausch - M. Marc Baum - M. Sven Clement (interventions de M. le Ministre Étienne Schneider, M. David Wagner et M. Mars Di Bartolomeo) - M. le Ministre François Bausch (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)*
   - *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
   - *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
   - *Motion 3 : M. Marc Goergen - M. Alex Bodry (intervention de M. Marc Goergen) - M. Marc Goergen (interventions de M. Alex Bodry et M. Sven Clement)*
   - *Vote sur la motion 3 (rejetée)*
   - *Motion 4 : Mme Josée Lorsché - M. Marc Lies - M. Roy Reding*
   - *Vote sur la motion 4 (rejetée)*
   - *Motion 5 : Mme Josée Lorsché - M. Marc Lies - M. Roy Reding - M. Marc Baum*
   - *Vote sur la motion 5 (rejetée)*
   - *Motion 6 : Mme Josée Lorsché - M. Léon Gloden - M. Marc Goergen - M. Fernand Kartheiser - M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen et M. Gilles Baum) - M. Alex Bodry - M. Fernand Kartheiser - M. le Ministre François Bausch*
   - *Vote sur la motion 6 (rejetée)*
3. Discours de début de mandat de Mme la Députée Semiray Ahmedova
   - *Mme Semiray Ahmedova*
4. Déclaration de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, concernant la procédure d'autorisation relative au dossier « abri de jardin », suivie d'un débat
   - *Déclaration : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*
   - *Débat : M. Michel Wolter (interventions de M. le Ministre François Bausch et M. Alex Bodry) (dépôt de la motion 1) - M. Max Hahn - M. Georges Engel (interventions de M. Gilles Roth, M. Laurent Mosar et Mme Martine Hansen) - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Goergen (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. Alex Bodry, M. le Ministre Xavier Bettel, M. Mars Di Bartolomeo, M. Gast Gibéryen et M. Claude Haagen)*
   - *Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. Michel Wolter)*
   - *M. Michel Wolter (parole après ministre) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Carole Dieschbourg - M. Michel Wolter (interventions de M. Gilles Roth et Mme la Ministre Carole Dieschbourg) - M. le Ministre Xavier Bettel - M. Michel Wolter - M. Fernand Kartheiser*
   - *Motion 1 : M. Alex Bodry*
   - *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Dan Kersch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 9.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir fueren haut de Moie mat der Stellungnam vun der Regierung zur Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun virun. Als éischte Riedner vun der …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, kann ech Iech just proposéieren, dass den Här Bausch géif ufänken? Duerno géif den Här Kersch intervenéieren, den Här Turmes an dann ech selwer.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da ginn ech direkt dem Här François Bausch d'Wuert. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och allen Deputéierte fir hir Interventioune vu gëschter.

Ech wollt am Ufank e puer Wuert soen iwwert déi ganz Debatt, déi jo och gëschter e bëssen dominéiert huet, ronderëm de Wuesstum. Et ware jo e puer Leit, déi dozou intervenéiert sinn. An do si jo och Saachen zitéiert ginn, et ass gemengt ginn, de Wirtschaftsminister an ech, mir hätte verschidde Meenungen zu deem Sujet. An duerfir ass et mer wichteg, awer hei e puer Klarifikatiounen ze ginn.

Ech mengen, iwwert de Wuesstum ze schwätzen, ass sécherlech nëtzlech a sënnvoll. An ech mengen, et ass awer keen, och keen an der Regierung, dee sech déi Froen net stellt. Allerdéngs muss ech soen, datt oft vill Saachen duerjerneegehäit ginn. Wann iwwer Wuesstum geschwat gëtt, da schwätzen déi eng iwwert de Wuesstum vun der Bevëlkerung, déi aner iwwert de Wuesstum vum PIB, nach anerer iwwert de Wuesstum vun de Frontalieren, déi op Lëtzebuerg kommen, oder vun der Immigratioun, déi op Lëtzebuerg kënnt, an esou weider. Dat heescht, et gëtt am Fong villes duerjerneegeschwat, mä iwwert déi essentiell Fro, mengen ech, gëtt net genuch geschwat.

An duerfir hunn ech och léiwer, wéi iwwer Wuesstum ze schwätzen, iwwert d'Entwécklung vu Lëtzebuerg ze schwätzen. Well ech mengen, et ass jo keen heibannen, keen, deen der Meenung ass, datt Lëtzebuerg sech net méi soll weiderentwéckelen. Ech hoffen, datt keen esou heibannen ass, well soss muss e mer erklären, wéi dann d'Land an der Zukunft soll ausgesinn, wann e fënnt, datt Lëtzebuerg sech net méi soll weiderentwéckelen.

A wann ech soen „weiderentwéckelen", dann heescht dat natierlech och, sech ekonomesch weiderentwéckelen. An d'Fro, déi sech just stellt, dat ass eben déi: Wéi entwéckele mer eis ekonomesch weider, sozial weider, natierlech a puncto wéi mer zesummeliewen? An duerfir fannen ech, datt een éischter soll doriwwer schwätzen.

An ech muss och soen, virun e puer Deeg war en Artikel an der Effentlechkeet vum Direkter vum Statec, deen do geschriwwen huet iwwert de PIBien-être, wou de Statec jo eng Rei Etüde gemaach huet, an deen am Fong dat och an deem Sënn gutt an de Kontext gesat huet, den Här Allegrezza, den Direkter vum Statec, andeem e gesot huet, datt, wa mer an Zukunft iwwer Weiderentwécklung a wat et eis bréngt am Land wëlle schwätzen, mer eis méi solle konzentréieren op dee ganze PIBien-être, fir ze kucken am Detail, wat et dem Land bréngt oder net bréngt.

An dat ass och, fannen ech, de richtege Wee, deen ee soll goen. An do muss ech och soen, do hunn den Étienne Schneider an ech iwwerhaapt keng Meenungsverschiddenheet. Mir deelen do ganz kloer déi nämlecht Meenung.

An an deem Sënn ass et och esou, datt ech iwwerzeegt sinn, wann een dat esou kuckt, da fënnt een och Léisunge fir aner Entwécklungen, déi éischtens machbar sinn, zweetens net derzou féieren, datt mer vu moies bis owes just iwwer moralesch Aspekter schwätze vun der Entwécklung respektiv iwwer Verzicht schwätzen. Mä da kënne mer eng positiv Visioun entwéckelen, wéi mer Lëtzebuerg kënnen an Zukunft weiderentwéckelen am Respekt vun deem, zu deem mer eis engagéiert hunn, sief et zu Paräis oder op aneren Niveauen am Kontext vun der Nohaltegkeet.

An da gëtt et och dat, wat een nennt de Green New Deal, dat heescht investéieren an esou engem Sënn, fir ze kucken, wéi mer eis nohalteg an Zukunft weiderentwéckelen. An och do stécht vill Potenzial dran, net nëmmen, fir datt mer eis Ziler erreechen, déi mer eis gesat hunn, mä och fir d'Entwécklung vum Land.

An an deem Kontext wëll ech och soen: Dat Beispill Google, wat zitéiert gëtt, dat Beispill Google ass do e ganz gutt Beispill. Et ass net, well Google haut oder bis haut … An net nëmme Google eleng, alleguerten d'Serveren op der Welt, a mir hu jo all eis Handyen hei op den Dëscher leien, mat deene mer permanent schaffen, all d'Serveren op der Welt, déi hu bis elo relativ energieintensiv fonctionnéiert a se si gekillt ginn iwwer Weeër, déi net onbedéngt grad effikass waren.

Mä do gëtt et awer entre-temps technesch aner Méiglechkeeten. De Claude Turmes war elo kierzlech an d'Ausland sech en neie Modell ukucken, wéi ee kann derfir suergen, datt déi Serveren op enger Temperatur gehale kënne ginn, ouni datt dat iwwert dee Wee geet, dee Google bis elo klassescherweis gaangen ass oder anerer. An iwwert déi Saache muss ee schwätzen. Ech gesinn do kee Problem. Iwwert déi Saache muss ee schwätzen. Et muss een derfir suergen donc, datt déi Firmen, zum Beispill wéi Google, wa se en Datacenter zu Lëtzebuerg installéieren, datt dat op eng Aart a Weis installéiert gëtt, datt et deene modernste Kritäre vun der Nohaltegkeet entsprécht. An do gëtt et technesch Léisungen.

Ech perséinlech sinn awer der Meenung, datt Google eng Chance ass fir Lëtzebuerg, well dat am digitale Secteur eis eng ganz Rei aner Saache wäert unzéien. An den digitale Secteur, wa mer e gescheit asetzen, en huet natierlech Risiken, mä wa mer e gescheit asetzen, kann en eis vill hëllefen, och am Kontext vun der nohalteger Entwécklung. An ech géif et wierklech e Feeler fannen, soen ech ganz kloer, wa Lëtzebuerg déi Chance géif verpassen.

Dat gesot, wéilt ech e puer Reaktioune maachen op haaptsächlech déi Diskussioun engersäits iwwert d'Sécherheet, déi gëschter gefouert ginn ass vum Här Gloden, an zweetens och e puer Wuert nach soen zu där Datendiskussioun, fir och ze erklären, wat elo de Programm ass, zumindest esou wéi ech dee gesi fir déi nächst Wochen a Méint.

Zu der Sécherheet. Den Här Gloden huet jo och eng Motioun hei eraginn. Ech mengen, datt een natierlech d'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill vun de Leit absolutt eescht soll huelen. Mä ech mengen awer och op där anerer Säit, datt een net soll iwwerdreiwen. Et gëtt Hotspotten zu Lëtzebuerg, ganz sécher, wou d'Sécherheet vill méi prekär ass wéi op anere Plazen am Land, an d'Gare, dat ass een dovunner.

Dat ass iwwregens och net nei. Dat huet changéiert op der Gare. Ech kenne jo dee Quartier ganz gutt. Ech si jo e Stater an ech war laang an der Stad am Schäfferot. An déi, déi haut am Schäfferot sinn an der Stad, wëssen och, datt et do net Wonnerléisunge gëtt, well dee Quartier vun der Gare, deen zitt eben, jee nodeem, spezifesch net onbedéngt interessant Clientèlen un. Déi wiesselen och. Am Moment ass et ganz kloer eng gewësse Schicht vu mafiéise Strukturen, déi do agéieren, fir am Drogenhandel täteg ze sinn. A wann ee sech dat ukucke geet, an ech si mer dat e puermol op d'Plaz ukucke gaangen, da gesäit een dat. Do musse mer eis duerfir d'Moyene ginn, fir dergéint virzegoen.

An ech wëll Iech awer soen, wann ech dann esou Saachen héiere wéi: „Dir wëllt jo kee Platzverweis, an donc wëllt Der och keng Léisungen, fir dee Problem do an de Grëff ze kréien", wëll ech Iech just soen: Op der Gare an an der Stroossbuerger Strooss zum Beispill an op der Stroossbuerger Plaz, do hu mer eigentlech de Moment e Platzverweis, an zwar en techneschen, näämlech dee vun de Kameraen, déi mer opgehaangen hunn. Well d'Kameraen hunn dozou gefouert, datt effektiv déi doten Herrschaften net méi an deene Stroosse prioritär sinn, mä da gi se an d'Stroossen niewendrun.

Wann ech dat soen, heescht dat net, datt ech géint d'Kameraen do sinn. Au contraire, well ech mengen, datt d'Kameraen der Police kënnen hëllefen op deenen dote Plazen, op deenen Hotspotten do, fir Opklärungen ze maachen a fir ze hëllefen, datt mer effektiv esou Reseaue kënnen demontéieren. Mä mir wäerten eis awer keng Illusioun maachen, datt eleng duerch esou gutt gemengte kleng Saache wéi ee Platzverweis mer do d'Drogemafia an de Grëff kréien!

Et wäert dach net ee mengen, wa mer do bei den Drogendealer ginn a mir soen zu deem: „Du dierfs elo net méi hei stoen", datt deen da ganz frëndlecherweis eis géif soen: „Ah, wann Dir dat sot, da wäert dat och esou sinn an Zukunft an da sinn ech elo net méi hei." Wann dat esou einfach wär, da wär de Problem jo scho laang geléist, well d'Police geet jo och systematesch ronderëm kontrolléieren.

Dir hutt mech och an d'Kommissioun invitéiert, an dat wäert ech och maachen. Den Datum ass jo scho fixéiert. Do wäerte mer mat engem

Plang kommen. Ech soen Iech och, datt ech dee Plang net wëll hei op der Chamberstribün zum Beschte ginn, well dat wier jo e bëssen ze vill schéin. Mir kënne soss direkt de Brigangen iwwerall ziele goen, wat mer wëlles hunn, alles ze maachen, fir se ze pëtzen an den nächste Wochen a Méint, mä ech mengen, da brauche mer et net ze maachen, da wësse se jo, wat mer wëlle maachen.

Ech wäert an d'Chamberskommissioun kommen, an do wäert ech ausnamsweis de Huis-clos verlaangen, well wann ech Iech opklären, wat mer alles wëlle maachen, well ech wëll den Deputéierten natierlech soen, datt mer eng Rei Saache wäerte maachen, mä ech wär frou, wann déi net géifen an der Effentlechkeet diskutéiert ginn am Virfeld. Ech mengen, dat wär net am Sënn vun der Opklärung vun der Saach.

Ech wëll awer soen, datt déi Motioun, déi ech hei virgeluecht kritt hu vun der CSV-Fraktioun, déi den Här Gloden deposéiert huet, ronderëm déi Commissariats de proximité, datt een déi … Bon, d'Chamber mécht, wéi se wëllt, ech sinn hei Regierungsmember, d'Chamber stëmmt dat of mat der Majoritéit, wat se wëllt. Mä wann ech Deputéierte wär, géif ech déi doten net stëmmen, well se einfach net richteg ass. Dat, wat hei steet an där Motioun, datt déi Commissariats de proximité erëm sollen agefouert ginn an datt dee Modell en Echec wär, ass absolutt falsch.

Ech soen Iech, ech wäert Iech och Zuele bréngen an der Kommissioun. Jo, Här Gloden, Dir rëselt de Kapp. Ech kann Iech just soen, datt den Nofolger vum fréiere Buergermeeschter, mat deem ech och a Kontakt sinn, dann entretemps, ech verstinn, datt d'Buergermeeschteren do méi skeptesch sinn, mä datt entretemps awer op der Plaz unerkannt gëtt, datt duerch de Fait, datt méi Präsenz ass vun der Police op den Terrainen, datt dat eppes bréngt, méi bréngt, wéi wa mer Kommissariater op hunn, wou d'Leit an d'Polizisten dann hanner Guichete sinn, fir dann net vill entgéintzehuelen.

Ech wëll Iech just soen, ech hunn ee Buergermeeschter aus dem Norden, deen hat mer och e Bréif geschriwwen, wou mer och ee Commissariat de proximité zoumaachen. Dunn hunn ech deem d'Zuele geschéckt, well en ass näämlech nach op gewiescht déi lescht Méint. Dunn hunn ech deem d'Zuele geschéckt vun deene leschte sechs Méint, wéi vill Plainten do um Commissariat de proximité agedroe gi sinn. Dat ass esou lächerlech wéineg! An do sëtzen da just Polizisten de ganzen Dag ronderëm ze waarden, datt eppes soll geschéien, amplaz datt se um Terrain sinn, do, wou d'Leit se gesinn, an do, wou se och fir Sécherheet suergen an och fir e Sécherheetsgefill suergen.

Ech si fest iwwerzeegt, datt déi Strategie, déi effektiv gewielt ginn ass am Zesummenhang mat de Commissariats de proximité, fir ze kucken, se ze bündelen an duerfir awer méi präsent ze sinn um Terrain, déi richteg ass.

De grousse Problem, dee mer haut hunn, ass just deen, datt mer nach net Leit genuch hunn, fir supplement um Terrain präsent ze sinn. Dat ass e grousse Problem. Mä Dir wësst jo, datt mer massiv wäerten astelle bei der Police déi nächst Joren.

Iwwregens wëll ech Iech soen: Dëst Joer sinn et, also déi, déi dëst Joer vereedegt gi sinn, hir Ausbildung fäerdeg hunn, sinn et 75 Stéck gewiescht virun e puer Wochen. Dat ass wierklech ee gutt Joer gewiescht an ech erhoffe mer, datt dat elo déi nächst Joren esou weidergeet. D'nächst Joer stelle mer der jo bal 300 an, mat den Zivilisten. A wa mer dee Rhythmus kënnen halen, déi Leit kënne kréien … D'Examen, dëst Joer, waren och ganz gutt besicht. Mir haten enorm Kandidate souwuel fir d'C- wéi fir d'B-Carrière bei der Police, soudatt ech optimistesch sinn, datt mer et kënne packen, an deenen nächsten zwee, dräi Joer massiv Verstäerkung ze kréie bei der Police.

An do ass de Schlëssel vun der Léisung, soen ech Iech, d'Präsenz um Terrain, d'Visibilitéit, datt een d'Police gesäit, datt se aktiv ass. Et ass dat, wat net nëmmen d'Sécherheetsgefill bréngt, mä och derzou féiert, datt mer wierklech d'Kriminalitéit am Gréff hale respektiv d'Zuelen nach besser kréien, wéi se eigentlech scho sinn.

Da wollt ech just nach eppes soen ofschléissend zu där Datendiskussioun, déi mer haten. Ech mengen, mir hate gëschter eng ganz sachlech Diskussioun, kee Problem. Ech muss och soen: Mat Ausnam vum Här Roth sengem Schlusssaz vum Maulkuerf, wou e sech e bëssen huet misse steigeren um Schluss. Mä bon, dat gehéiert zur parlamentarescher Debatt. Ech hunn domadder kee Problem.

Fir de Rescht kann ech villes ënnerschreiwen, wat e gesot huet. Ech wëll Iech nach eng Kéier soen hei och op der Chamberstribün, wat vu menger Säit aus geplangt ass, an ech schaffen do och enk mat der Justizministesch zesummen, well mer eis do méiglechst enk koordinéieren an den nächste Méint.

Ech hunn elo schonn der Presidentin vun der zoustänneger Kommissioun nach dräi Datume ginn, soudatt mer scho sechs Kommissiounssitzunge fixéiert hunn - jointer. Ech wëll an deene sechs Sitzungen Iech éischtens dauernd de Suivi gi vun deene Saachen, déi mer maachen, déi am Rapport vun der CNPD stinn, wou mer net eng gesetzgeberesch Ännerung brauchen, wou d'CNPD jo och dankenderweis gesot huet, si wéilt souguer matschaffen am Comité de suivi, fir eis ze beroden, datt mer dat och richteg ëmsetzen. Dat heescht, datt mer Iech regelméisseg informéiere kommen, wéi mer dee Suivi maachen. A bis spéitstens den Dezember, also bis d'Chrëschtvakanz läit en éischten Entworf vir vun de grousse Linne vun de gesetzgebereschen Ännerungen, déi mer wäerte proposéieren.

Ech wëll Iech och soen, datt ech do och nach zousätzlech zréckgräifen, also dat hu mer scho gemaach, op en externe Büro, deen eis wäert hëllefen. Dat ass e Büro, deen och am Beräich Droit an Dateschutz spezialiséiert ass, fir datt mer do wierklech bis d'Chrëschtvakanz déi grouss Linne stoen hu vun de gesetzgebereresche Saachen, déi mer nach mussen nobesseren, niewent deenen, déi mer souwisou scho geliwwert hunn, soudatt mer bis dohinner wäerten alles, wat de Policefichier ubelaangt, …

Mä ech ginn dovun aus, d'Madamm Tanson wäert och vläicht nach e puer Wuert soen, ech weess et net. Mä op alle Fall schwätze mir eis staark of, soudatt d'Justiz op en äänleche Wee geet a mer fest iwwerzeegt sinn, datt bis d'Chrëschtvakanz an deenen zwee Beräicher do villes wäert ännere a vill vun deene Problemer, déi zu Recht opgeworf gi sinn, geléist wäerte sinn.

Da bleift natierlech déi Fro vum iwwergeuerdneten Dateschutz. An ech fannen et nach ëmmer schued, datt eigentlech keen op dem Premier seng Propos agaangen ass, déi en awer gëschter hei gemaach huet, näämlech datt en de Kommissär zum Dateschutz beoptragt huet, fir e Rapport ze maachen eben iwwert de gesamte Stat an och d'Gemengen, well, nach eng Kéier, déi Problemer, déi sech hei gestallt hu bei der Police a bei der Justice …, do si se natierlech besonnesch sensibel, do si mer eis eens, mä se stelle sech ganz sécher och fir aner Beräicher beim Stat oder bei de Gemengen. An ech mengen, datt et duerfir derwäert ass, datt mer elo och déi Diskussioun, déi elo entstane war, notzen, fir generell wierklech eng ganz aner Dateschutzkultur ze kréien.

An ech mengen, de Premier huet jo och proposéiert, datt, wann dee Rapport fäerdeg ass, mer dann een Débat de consultation maache sollen hei am Parlament. Ech géif souguer proposéieren, datt ee vläicht de Rapport, wann e bis virläit, fir d'Éischt an der Kommissioun oder an de Kommissiounen diskutéiert am Virfeld, fir datt mer deen Debat och zesummen uerdentlech virbereeden.

Ech mengen, et geet jo dann och drëms, datt mer hei en Austausch hunn, deen herno och zu iergendenger Motioun, am beschten enger gemeinsamer Motioun vun der ganzer Chamber soll féieren, doriwwer, wat mer an deenen eenzelne Beräicher solle maachen. A wéi gesot, ech mengen, datt dat e gudde Wee ass an dat och net op d'laang Bank geschobe soll ginn. Dat huet de Premier jo och gesot. Ech mengen, och dee Rapport, et geet net drëms, datt elo de Kommissär zum Dateschutz ee Rapport an zwee Joer hei virleet, mä dee soll zügeg erstallt ginn, soudatt mer déi Debatt, deen Débat de consultation nach virun dem Summer, géif ech soen, d'nächst Joer misste kënnen hei an der Chamber féieren.

An da ginn ech dovun aus, wa mer dann déi Konklusioune bis hunn, da wäerte mer jo zesummen eng Motioun hei verabschiden, da kënne mer nach ëmmer kucken, wat mer da mat deene Konklusioune maachen, a wéi enger Form mer déi da generell fir de Stat ëmsetzen.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Aarbechtsminister Dan Kersch. Oh pardon, den Här Mosar huet d'Wuert gefrot gehat.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President, datt Der mer d'Wuert gitt. Ech wollt just ganz kuerz nach op dat agoen, wat den Här Minister Bausch gesot huet, an em eng Fro stellen, déi den Här Roth an ech gëschter an eisen Ausféierunge vergiess hunn, déi awer wichteg ass.

Mir begréissen all déi Efforten, déi gemaach ginn. Mir begréissen och, datt deen Avis vun der Dateschutzkommissioun gemaach ginn ass. Mir hunn iwwregens och kee Problem mat der Propositioun vum Här Statsminister, datt do nach en zousätzlechen Avis vum Kommissär zum Dateschutz gemaach soll ginn. Mir vermëssen awer eppes, wat wichteg ass, wou ech och elo net weess, ob den Här Bausch dorobber kann äntweren, vläicht éischter d'Madamm Justizministerin.

Mir géifen eis näämlech wënschen, wann deeselwechten Exercice, deen elo gutt gemaach ginn ass um Niveau vum Policefichier, och um Niveau vun der Justiz géif gemaach ginn. An do ass et jo esou, datt et och eng Autorité de contrôle du pouvoir judiciaire gëtt. An do wäre mir frou ze wëssen, ob och geduecht wär, datt déi Autorité de contrôle du pouvoir judiciaire en äänlechen Avis kéint maachen, deen dann och géif an der Chamberskommissioun genausou thematiséiert gi wéi deen, dee vun der Police gemaach ginn ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- D'Madamm Tanson kann dat selwer beäntweren. Ech wëll just nach soen, elo, wat mäi Volet ubelaangt: Mir kréien och nach de Bericht vun der Inspection générale de la Police. An ech sot Iech, dee geet méi wäit, well d'CNPD huet jo nëmmen den Istzoustand gekuckt par rapport zum Gesetz vun 2018. D'IGP huet vill méi e wäitgeeënden Optrag kritt vu mer, näämlech wierklech och e Bilan ze zéien iwwert déi lescht Joren, wéi d'Police domadder ëmgaangen ass, wat gemaach ginn ass, wat net gemaach ginn ass. Dat heescht, do komme bestëmmt jo och nach Saachen eraus an déi sollen och afléissen.

Mä ech mengen, dat anert muss d'Madamm Tanson beäntweren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert virun un d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, Merci, Här President. Ech sinn elo e ganz e bëssen erstaunt, Här Mosar, well an der leschter Kommissioun, wou mer waren, hunn ech Iech gesot, dass deen Dag virdrun d'Autorité de contrôle judiciaire sech saiséiert hätt an en Avis maache géif. An d'ailleurs huet de Premierminister dat och den Dënschdeg de Mëtteg a senger Ried zur Lag vun der Natioun gesot, dass d'Autorité de contrôle judiciaire sech saiséiert huet, fir ebe genau deen doten Exercice mam JUCHA-Fichier ze maachen, soudass dat da komme wäert an dann natierlech och mat Iech diskutéiert wäert ginn am Kader vun der Chamberskommissioun, esou wéi ech dat d'lescht Woch oder d'virlescht Woch gesot hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Nach eng Kéier den Här Mosar, wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci nach eng Kéier fir déi Präzisioun, Madamm Justizminister. Allerdéngs insistéiere mir dorobber, datt natierlech dee Rapport do diskutéiert gëtt. Wat eis awer e bësselche stéiert an där Ausso, ass, datt et hei just ëm de JUCHA-Fichier soll goen. Mir mengen näämlech, datt genausou wéi bei der Police et méi Fichiere ginn, och bei der Justiz, an et net gutt wär, wann ee sech elo just géif op ee Fichier fokusséieren.

An ech begréissen duerfir och deen Effort, deen den Här Bausch mécht, deen der Kommissioun versprach huet, e Relevé ze gi vun alle Fichieren, déi et bei der Police gëtt, net nëmmen de Fichier central. A mir géifen eis en äänlechen Effort och wënschen um Niveau vun der Justiz.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, an och dat huet éischtens de Premier den Dënschdeg gesot an hat ech och an der Kommissioun gesot, dass mer amgaange sinn, de Relevé fäerdegzestellen, an dass Der deen natierlech kritt, soubal dee fäerdeg ass.

Parallell dozou wësst Der och, dass d'CNPD … Dir hutt jo zwou Instanzen, déi an der Justiz zoustänneg sinn: Dir hutt d'Autorité de contrôle judiciaire fir dee ganze Volet judiciaire an Dir hutt d'CNPD fir deen administrative Volet. An d'CNPD ass jo och amgaangen, eng Aarbecht ze maachen am Kader vun enger Reklamatioun, wou se saiséiert ginn ass an engem Dossier. Dat heescht, déi zwou Aarbechte gi gemaach. Dat gëtt mat Iech alles herno diskutéiert. An de Relevé vun all de Fichieren, déi existéieren, ass esou gutt wéi fäerdeg. Dat ass iwwert de Summer opgestallt ginn. Dat hunn ech Iech an der leschter Kommissioun gesot an dat hat de Premier och den Dënschdeg gesot.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Tanson. Domat misst dat kloer sinn. An ech ginn d'Wuert direkt virun un den Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Merci, Här President. Merci och alle Riedner, déi gëschter um Debat deelgeholl hunn. Ech war frou, d'Integralitéit vun den Debate gëschter hei sur place matzekréien, well virun allem zum Schluss vun den Interventiounen eng Rei vu ganz konstruktive Riedebäiträg komm sinn. Besonnesch frou war ech iwwert dat kloert Bekenntnis vun der CSV duerch hire mandatéierte Spriecher zum Lëtzebuerger Sozialmodell an zum Tripartite-System hei zu Lëtzebuerg, deem dëst Land, an dat wësse mer alleguerten, ganz vill ze verdanken huet.

D'Regierung appreciéiert dëse Geste an dëse Schrëtt vun der CSV, déi Aussoen, déi gëschter gemaach gi sinn, an interpretéiert se als Ënnerstëtzung, fir déi Schierbelen ze kitten, déi hei unilateral an op eng total onnéideg Aart a Weis, géif ech soen, gemaach goufen.

Ee kontraproduktive Boykott kann net einfach akzeptéiert ginn an d'Regierung wäert sech scho guer net dovun ofhale loossen, fir dësem moderne Land dat modernt an zäitgeméisst Aarbechtsrecht ze ginn, dat et brauch.

Gëschter ass berechtegterweis vun der CSV vu Win-win-Situatioune geschwat ginn, fir Ännerungen ze maachen, déi souwuel de Betriber wéi och de Salariéë kënnen zeguttkommen. Dat ass och genau déi Approche, déi d'Regierung, genau wéi alleguerten hir Virgängerregierungen, am Lëtzebuerger Modell gewielt hat. Et wier schued, wann dat Gewuessent an dat Bewäert elo géif bewosst torpedéiert ginn. An et wier virun allem och net fir d'Éischt, dass déi, déi fir d'Éischt schéissen, hannenno mat eidelen Hänn dostinn. Dat sollten alleguerten déi bedenken, déi keng Hemmungen hunn, fir gewuessen, gesetzlech festgeluechte Strukturen ze zerschloen.

Ech maachen dann op dëser Plaz och en Appell un all d'Verhandlungspartner, fir zréck op de Verhandlungsdësch ze kommen an an engem konstruktive Geescht ze probéieren, dëst Land no vir ze bréngen, esou wéi dat och an der Vergaangenheet de Fall war.

Loosst mech nach e Wuert soen iwwert déi komesch Logik, déi e bësse méi fréi am Nomëtteg vum Här Gibéryen a sengem Riedebäitrag a puncto Chômage an Aarbechtsplazen hei zum Beschte gi ginn ass! Ech muss leider sënngeméiss zitéieren, ech hat de Moie probéiert, op Chamber TV Äre Bäitrag nozekucken, dee war nach net drop, oder ech hunn en net fonnt, dofir huelt mech elo net mat den Zuelen, de genauen Zuelen, mä ech hat et esou verstanen, dass Der gesot hutt, dass mer zwar am Joer ronn 4.000 Aarbechtsplazen - et waren der e bësse méi, wéi Der gesot hutt -, 4.000 Aarbechtsplaze géife schafen, mä de Chômage géif nëmmen ëm 300 Unitéiten erofgoen. An dat wär u sech de Beweis dofir, dass den Emploi, dee mer schafen, haaptsächlech de Frontaliere géif zeguttkommen. An dat wär dann och de Beweis, dass mer an enger Wuesstumsfal wieren.

Déi Behaaptung ass zwar einfach, mä si ass genausou falsch an irreféierend, wéi se einfach ass! Si erënnert mech e bëssen un d'Mëllechfra, déi dem Jong keng Mëllech méi wëllt verkafen, mat dem Argument: „Du drénks se jo souwisou an du bass duerno awer erëm duuschtereg."

Dierf ech an deem Kontext erënneren, dass eleng am Joer 2018 16.700 Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe waren, eng Aarbecht fonnt hunn? An dat sinn eben an der grousser Majoritéit net Frontalieren, mä Residenten. A wa mer déi ronn 4.000 Emploien net geschaaft hätten, wären eng ganz Rei vun deene Leit haut nach an de Statistike vum Chômage erëmzefannen.

An duerfir géif ech jo bieden, wa mer schonn eng Diskussioun iwwer Wuesstum hei zu Lëtzebuerg wëlle féieren, an d'Regierung ass déi lescht, déi dat net wéilt, da solle mer awer wannechgelift d'Objektivitéit am Discours net vergiessen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kersch. Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier vläicht hei da kuerz ernimmen, wat ech gëschter gesot hunn. An zwar hu mer keng 4.000 Plazen, déi mer d'Joer schafen, mä an der Moyenne si mer vun 2013 op 2018 vu 40.900 op 47.000 eropgaangen. Mir hunn also an der Joresmoyenne nei Plaze geschaaft. Mir hunn also eng Joresmoyenne vun 2013 op 2018 an der Moyenne iwwert déi fënnef, sechs Joer 12.000.

Entschëllegt, ech hunn d'Chifferen elo falsch gesot. Mir sinn am Total vun 2013 op 2018

vun 374.000 op 434.000 Plazen an d'Luucht gaangen. Dat sinn 12.468 zousätzlech Aarbechtsplazen, déi mer d'Joer geschaaft hunn, an net 4.000, wéi elo grad vum Minister gesot ginn ass. Also 12.468 Plazen hu mer an der Moyenne d'Joer zousätzlech geschaaft an de Chômage ass an der Moyenne an därselwechter Zäit ëm 364 Plazen d'Joer zréckgaangen. Dat hunn ech gesot.

Also mir hunn 12.468 zousätzlech Plazen d'Joer geschaaft an de Chômage ass ëm 364 zréckgaangen. Dat sinn déi Chifferen, déi ech hei gesot hu gëschter. An dat ass och net falsch ze maachen, well dat sinn offiziell Chiffere vum Statec respektiv vun der ADEM.

Dat heescht, wa mer 364 Plazen erofgaange sinn, dat ass richteg, datt all Joers Leit placéiert ginn, mä de Chômage insgesamt, souwuel Chômage wéi Beschäftegungsinitiativen zesummen, ass 364 erofgaangen. An da muss ee sech natierlech Froe stellen, wann ee 14.000 Plaze schaaft an de Chômage geet nëmmen 364 Plazen erof. Et ass dat, wat ech gesot hunn, an net dat, wat den Här Minister elo grad gesot huet.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Obschonn ech Är Zuelen …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gibéryen. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Majo, Här Gibéryen, Dir hutt jo elo am Fong mäin Argument nach verstäerkt, …

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- … doduerch dass mer souguer nach méi Plaze schafen, wéi ech et an Ärer Ried verstanen hat, obschonn ech déi Zuelen esou net gesinn, well mengen Informatiounen no si mer elo bei 420.000 ukomm. Mä, kommt, mir streiden net iwwer Zuelen, kommt, mir streiden iwwert de Prinzip!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Wa mer keng Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg géife schafen, da wär de Problem wesentlech méi dramatesch, wéi en haut ass! An dat sollt een einfach emol zur Kenntnis huelen!

An duerfir kann ee jo net maachen, wéi wann de Fait, dass mer Aarbechtsplaze schafen, u sech de Residenten zu Lëtzebuerg iwwerhaapt näischt géif bréngen, well et sinn haaptsächlech Residenten, déi bei eis ageschriwwe sinn!

Dat war de Message, deen ech wollt ginn. An ech bieden Iech, dat zur Kenntnis ze huelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, wann ech nach eng Kéier dierft d'Wuert kréien?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och dat ass net richteg! Och dat ass net richteg! Op déi 12.468 Plazen, déi mer an der Moyenne schafen, si 5.600 Residenten d'Joer placéiert ginn an et si 6.400 Frontalieren d'Joer beschäftegt ginn. Och dat stëmmt net, wat Der gesot hutt!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Wann een et net wëllt verstoen, da versteet een et net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi Chifferen hei sinn déi offiziell Chifferen. An ech hu mer elo keng aus dem Kapp gezunn, wéi de Minister dat elo gemaach huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gibéryen. Ech wéilt dann d'Wuert weiderginn un den Här Energieminister Claude Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Ech wollt op zwou Saachen zréckkommen. Gëschter ass der Regierung virgeworf ginn, mir wieren net am Timing vum Klimaplang. Dir musst wëssen, dass mer offiziell ënnert deem Reglement vun der Europäescher Unioun eise Plang mussen ofginn Enn des Joers, also bis Enn Dezember. An eist Zil ass et, virun der nächster Klimakonferenz, déi am Chile ass Mëtt Dezember, dass mer bis dohinner eise Plang stoen hunn. Mir sinn am Moment intern an der Regierung an deene leschten Ofstëmmungen. Wa mer déi gemaach hunn, da wäerte mer an d'Chamber kommen. A mir wäerten am November eng grouss Consultation publique maachen, an dann, op där Basis, wäerte mer am Dezember dann eis Decisioun huelen.

Gëschter ass vun der Madamm Hansen een Deel vun eiser Politik ugeschwat ginn am Solarberäich. D'Madamm Hansen huet behaapt, ech hätt eng grouss Offensiv am Solarberäich ugekënnegt an et géif näischt geschéien.

Ech kann Iech just vläicht e puer Zuele ginn. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg an dësem Moment 130 MW Solarenergie. Dat ass dat, wat mer déi lescht 15 bis 18 Joer opgebaut hunn.

Mir hunn zesumme mam Étienne Schneider schonn an der leschter Regierung ugefaangen, dat hunn ech elo am Abrëll fäerdeggemaach, d'Präisser fir d'Solarenergie fir déi kleng Anlagen eropzesetzen a fir d'Anlage vun der Biergerenergie, also vun de Kooperativen oder vun de Société-civillen.

Mir hu sage und schreibe 700 Demanden! Mir hu 50 MW eventuell, déi elo kënne gebaut ginn! Also mir hunn der 130 am Ganzen. Dat ass dat, wat an 20 Joer opgebaut ginn ass. Duerch déi Mesure, déi mer geholl hunn am Abrëll, sinn eleng 50 MW, déi eventuell, also déi ganz wahrscheinlech dat nächst Joer oder annerhalleft Joer gebaut ginn.

Ech kréien de Retour vum Terrain, dass et keen een Elektriker méi gëtt, wann Der en haut frot, deen Iech nach versprécht, dass en Iech dëst Joer d'Anlag baut, esou vill Demande hutt Der. Wann Dir da behaapt, dat wier net emol eng kleng Well, ech mengen, dat ass dann Är Appreciatioun!

An dat anert, wat ech virun zwou Woche lancéiert hunn, ass en Appel d'offres, also e Concours fir grouss Solaranlagen an der Gréisstenuerdnung vu 40 MW. A mir haten eng éischt Versammlung mam IMS, also mat deene Betriber, déi sech eben och wëlle méi fir d'Émwelt a sozial engagéieren, mir hate volles Haus. De Retour ass, dass och do wierklech elo d'Entreprisen, nodeem dass d'Leit an d'Gemengen esou wëlleg sinn, an d'Solarenergie ze goen, dass och d'Entreprisen elo bereet sinn.

A wann Der dat elo zesummerechent, heescht dat: An 20, 25 Joer hu mer 130 MW opgebaut an dat, wat mer elo lassgetrëppelt hunn als nei Regierung, dat si 50 MW duerch de bessere Präis an nach eng Kéier 40 MW, dat heescht, mir géife vun 130 op iwwer 200 kommen a quasi nëmmen zwee oder zwee an en halleft Joer.

Wann Dir da mengt, Madamm Hansen, dat wier näischt, ech mengen, dat iwwerloossen ech dann Ärer Appreciatioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Turmes. D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll da just nach eng Kéier meng Fro stellen zu Google. Dir hutt jo gesot, Dir wäert u sech nei Forme kucke gaangen, wéi een dat och ka killen an esou weider. Ech denken awer, datt ee relativ grousse Stroumverbrauch wäert do sinn.

A meng Fro, déi ech elo scho puermol gestallt hunn: Wa Google kënnt, kënne mer dann eis Ziler erreechen, jo oder neen? A wa mer se net kënnen erreechen, wat geschitt dann? Wat huet dat fir Konsequenzen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Also Datacenteren, esou wéi se haut gebaut ginn a wéi se fréier gebaut gi sinn, déi sinn net immens gutt gebaut. Ech ginn Iech dat Beispill, wat an der Lescht een Expert mer ginn huet. Stellt Iech emol vir, mir géifen all heibannen elo kale Jus oder e kale Schampes drénken! Dann hu mer jo zwou Techniken, fir dat hierzestellen. Dat eent wier, mir géifen d'Schampesfläschen an de Frigo stellen. Déi aner Method - an dat ass esou, wéi d'Datacenteren haut fonctionnéieren! -, mir géifen de ganze Raum heibannen op aacht Grad killen, fir dass de Schampes an de Glieser kal wier, wat jo eng Absurditéit ass!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Et gëtt kee Schampes méi an der Chamber!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Oder Cremant gëtt et jo hei, Cremant.

Des voix.- Och net méi!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Och net méi?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Et gëtt kee Cremant méi!

Une voix.- Et gëtt guer keen Alkohol hei.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Okay, gutt! Da lauschtert!

Just fir Iech ze soen, dass elo international eng grouss Bewegung amgaangen ass, fir ze kucken, dass een déi Datacentere vill méi effikass mécht. An der Schwäiz huet IBM esou e grousse Center. A Frankräich ginn déi éischt Computeren elo esou gebaut. An duerfir am Moment, well dat een immens groussen Impakt wäert hunn dorop, wéi vill Stroumverbrauch Google dann huet, muss een elo kucken, no wéi engen technesche Konzepter eigentlech déi nächst Datacentere gebaut ginn.

Et ass och esou, dass ech um leschte Conseil vun den Energieministeren en extrae Punkt op den Ordre du jour gesat hunn dozou an dass elo d'Europäesch Kommissioun och decidéiert huet, fir um europäeschen Niveau nozedenken iwwer nei Normen. A mir schaffen zesumme mat Dänemark, mat Irland a mat aneren.

Zu der Zilerreechung musst Der wëssen, en Datacenter, dat ass haaptsächlech Stroum. Op d'Klimazil huet dat quasi keen Impakt. Wa se géife kommen, da misste mer e bësse méi Erneierbarer maachen. Mä gutt, ech mengen, dat ass dann den „trade-off", ob mer an der Digitalekonomie ee vun den effizientsten Datacenteren, déi et da gëtt an der Welt, wëllen hei zu Lëtzebuerg bauen oder net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hat gëschter och eng präzis Fro gestallt, wéi vill Stroum Google ugefrot huet, well Enovos ass, mengen Informatiounen no, amgaangen a befaasst domadder, wéi vill Stroum datt Google ugefrot hätt, wéi vill se bräichten, a wéi vill dat am Verhältnis am Prozentsaz ass vum Stroumverbrauch, dee mer haut hei am Land hunn.

Also konkret: Wéi vill Stroum huet Google ugefrot? A wéi vill Prozent mécht dat vum aktuelle Stroumverbrauch aus?

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Premierminister Xavier Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, den Här Gibéryen huet mir d'Fro gestallt. Ech wollt em duerno äntweren. Mä da kann ech dat elo direkt maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, okay!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi gesot, et ass jo nach ëmmer keen definitive Projet do. Esou wéi den Energieminister Turmes och gesot huet, sinn do nach aner Analysen, déi gemaach ginn. Et gëtt gekuckt, fir d'Consommatioun esou effikass wéi méiglech an esou niddreg wéi méiglech ze maachen. A soubal Zuele presentéiert ginn, nodeem d'Verhandlunge fäerdeg sinn, wäerten déi och hei an der Chamber presentéiert ginn.

Fir hei Spekulatiounen ze maachen …! Den Här Gibéryen huet gesot: „Ech weess eng Zuel, ech hunn déi héieren, mä déi wier esou dramatesch!" Ech fänken net u mat Spekulatiounen! Ech fänken net un, soulaang net en definitive Projet um Dësch ass, wou mer dann iwwer Zuele kënnen diskutéieren. Dat anert ass Kaffisazlieserei a Panikmaacherei!

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gibéryen wëllt nach eng Fro stellen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, dat ass keng Panikmaacherei. Ech stellen dann dem Här Statsminister eng ganz konkret Fro. E muss mer awer elo net drop äntweren.

Ass Enovos domat chargéiert ginn, fir eng Berechnung ze maachen, wou se dee Stroum géif hierhuelen, dee Google gefrot huet, a wéi vill datt dat ass? Dat ass keng Spekulatioun, well Enovos ass, mengen Informatiounen no, do mat engem konkrete Chiffer befaasst ginn, wat Google bräicht, a si ass och amgaangen, mengen Informatiounen no, ze kucken, wou se dee Stroum hierhëlt a wéi vill dee Stroum ass an och wéi se en dohinnerkrit a wéi vill Prozent dat vum aktuelle Stroumverbrauch ass. Dat ass keng Spekulatioun, dat ass eng präzis Fro.

An ech sinn net domat d'accord, datt de Minister elo hei seet, ech géif hei wëlle Spekulatiounen an de Raum setzen. Dat ass eng konkret Fro, well mengen Informatiounen no Enovos domadder befaasst ass. An et huet also näischt mat Administratiounen a mat Prozeduren a mat Demanden ze dinn. Do ass ee konkrete Prozess amgaangen ze lafen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da ginn ech d'Wuert un den … Den Här Turmes wëllt nach eppes bäifügen.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Also, ech mengen, am Moment hu mer jo nach keen definitiven Dossier. Et ass natierlech kloer, en Datacenter vun där Envergure, dat huet e gewëssene Stroumverbrauch. An där leschter Regierung ass natierlech gekuckt gi mat deem, deen de Stroum verdeelt hei zu Lëtzebuerg, wou déi beschte Plaz wier am Land, wou een dat kéint usidelen. Méi ass bis dato net geschitt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann ass et elo definitiv un dem Premier- a Statsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech géif och gären de Riedner alleguerte Merci soe fir den oppenen Debat, dee mer och hei gefouert hunn. Et si vill verschidden Aspekter beliicht gi vun deem engen a vun deem aneren. An et ass awer an engem respektvolle Kader hei diskutéiert ginn, wann et och ëm d'Saach geet. An ech mengen, dass dat och ganz wichteg ass.

Et ass awer keng Iwwerraschung, muss ech lech soen, Här President, dass vu verschiddene Riedner probéiert gëtt, dann der Regierung ze ënnerstellen, dass een iwwer verschidde Sujeten net wéilt schwätzen oder se net eescht wéilt huelen, well ech se a menger Ried net laang genuch oder net ugeschwat hätt.

Et ass en einfache Reproche, an ech verstinn, dass een, wann een an der Oppositioun ass, och probéiert, esou Saachen ze behaapten, well dat och immens attraktiv ass.

Ech hunn awer a menger Ried gesot, an ech widderhuelen et och nach eng Kéier, Här President: Et ass ganz einfach onéierlech ze soen, d'Regierung géif net iwwert déi dote Sujete schwätzen!

Mir haten hei an der Chamber Heure-d'actualitéen. Mir haten Debaten. Mir haten Diskussiounen, wou mer am Fong iwwert de Sujet diskutéiert hunn an net iwwerflächlech iwwer Sujeten diskutéiert hunn, fir hei just en Echange vu Sätz ze hunn, mä au contraire, fir un den Dossieren ze schaffen. An ech mengen, dass dat vill méi effikass ass, wéi hei einfach e puer Sätz ze soen.

Ech kéint e puer Beispiller huelen. Wann ech elo de Congésdag huelen, wann ech de Mindestloun huelen, wann ech déi Reformen huelen, déi mer elo déi lescht Méint geholl hunn, eleng, ech hätt mer hei an deem État de la nation op d'Schëller klappe kënnen, fir ze soen: Mir hunn dat an dat an dat an dat gemaach a mir sinn nach amgaangen, dat an dat an dat ze maachen. Dat ass net d'Roll vun engem État de la nation, fir sech hei op d'Schëller ze klappen, weder als Majoritéit nach als Oppositioun!

Mir hunn déi Mesuren direkt ëmgesat. Déi woren och am Koalitiounsaccord, an ech sinn der Meenung, dass alles, wat am Koalitiounsaccord ass, eben och déi Guideline, déi ech eréischt virun e puer Méint hei presentéiert hunn, eis dirigéiert.

Elo wor e Sujet, Här President - jo, tatsächlech! -, déi lescht Deeg och an der Press, an ech hunn hei d'Gefill gehat, wéi wa vu verschiddene Leit, verschiddene Fraktiounen de Problem dann nees entdeckt ginn ass: dee vum Logement.

Mir wëssen, dass e Problem am Logement ass! Et wär eng Hypokrisie ze soen, mir géife Scheiklappen undoen a wéilten net iwwert de Problem vum Logement diskutéieren!

Mir sinn eis däers bewosst! An ech muss Iech soen: Déi Biller, déi mer alleguerte gesinn hunn op der Tëlee, hunn eis all schockéiert! An ze maachen, wéi wann et der Majoritéit egal wier, ob d'Leit sech en Iwwerdaach kënne leeschten oder net, ass och net korrekt an net politesch korrekt, wann een awer weess, dass mer och amgaange sinn, dorun ze schaffen.

A mir wëssen et alleguer, an déi Éierlechkeet géif ech froen, dass et keng Zauberformel gëtt, mat där mer de Problem vum Logement an de Gréff kréie mat engem Klick. Ech wëll Iech just soen, dass mäi Virgänger gesot huet: „Et ass Chefsache, an da geet et besser."

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Efforte si ganz limitéiert gewiescht fir „Chefsache"!

(Interruption)

Plusieurs voix.- Oh!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu léiwer, dass mer e Logementsminister hunn, deen um Dossier schafft, …

(Exclamations)

… deen um Dossier schafft …

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

… a mir mussen d'Offer an d'Luucht setzen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dir hutt et bis haut nach ëmmer net zouginn!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir mussen d'Offer an d'Luucht setzen. Mir sinn eis alleguerten eens, dass mer de Pacte Logement och sollten iwwerschaffen,

Bauland fräimaachen. An et si jo och zum Beispill Texter haut (veuillez lire : gëschter) deposéiert ginn, mä ech wäert ganz zum Schluss dann nach op deen een oder deen aneren agoe vun deenen, déi vun der Oppositioun deposéiert gi sinn.

D'Grondsteier sollt reforméiert ginn. An et soll, a mir sinn eis och eens, eppes géint eidel stoend Wunnengen geschéien. Mir sinn eis eens! Mä mir wëllen … Mä wann et esou einfach wier, wéi ech hei riets gesot kréien, esou einfach wier, vun haut op muer dee Problem an de Grëff ze kréien, da stellen ech mer d'Fro: Firwat ass dat déi lescht 20 Joer, wou mer driwwer diskutéieren, net gemaach ginn?

Dofir sinn ech frou iwwert déi Mesuren, déi mer maachen, wou mer eis och als Stat bewosst sinn, dass mir dat doten net eleng kënne färdegbréngen, dass mer do Partner brauchen. An dat sinn d'Gemengen, dat sinn d'Promoteuren, dat sinn d'Proprietairen! Net ee géint deen aneren, mä ee mat deem aneren.

An de Problem ass e komplexe Problem. An ech muss lech soen: Fir e komplexe Problem gëtt et keng einfach Äntwerten, mä och komplex Äntwerten. An ech wëll fir mech doweinst och selbstverständlech deen dote Sujet weider als Prioritéit an dëser Regierung hunn. A mir sinn eis bewosst, dass do net nëmmen de Logementsminister, mä och aner Ministere mat concernéiert sinn, wann et ëm d'Prozedure geet.

Ech si frou, dass awer jiddwereen och de Klimawiessel als zentrale Sujet unerkannt huet. An ech widderhuelen eppes, wat hei ëmmer erëm thematiséiert ginn ass, dass et kloer ass: Neen, mir hunn net alles gemaach, wat mer kënnen! A mir dierfen d'Hänn net an de Schouss leeën. Mir musse weider dru schaffen. Ze mengen, de Sujet wier elo kloer no der Ried oder dat, wat mer gemaach hätten, wier färdeg, wier falsch. Ech hunn däitlech drop higewisen, dass Lëtzebuerg sech bei den Emissioune pro Awunner net brauch ze bretzen an dass mer och do nach weider wëllen dru schaffen.

Et sinn nach eng Rëtsch vu Sujeten abordéiert ginn. Ech mengen, den Här Kersch huet zum Beispill elo scho vum Dialogue social geschwat. Ech wëll lech just soen, dass fir eis den Dialogue social wichteg ass. Dir wësst, dass mer och am Droit du travail der Meenung sinn - an dat ass och wichteg -, dass et de Betriber muss gutt goen! Dat hunn ech schonn op e puer Plaze gesot. A wann et de Betriber gutt geet, da geet et de Leit, déi an de Betriber schaffen, och gutt. Mä wann et de Leit an de Betriber gutt geet, da geet et de Betriber och gutt! An duerfir ass den Dialogue social wichteg. Et soll eng Win-win-Situatioun sinn. Et ass net ee géint deen aneren, mä ee mat deem aneren!

Mir hunn eng „work-life balance". Mir gesinn, dass d'Leit d'Zäit brauchen - brauchen! - an dass Zäit am Laf vun engem professionelle Liewen heiansdo méi gebraucht gëtt wéi aner Momenter. Mir wëssen, wéi wichteg de Mëttelstand ass, dass mer ouni Mëttelstand hei zu Lëtzebuerg keng Betriber géifen hunn. Doweinst: Well probéiert gëtt, eis virzewerfen, dass mir wéilten den Dialogue social selwer futtimaachen, dofir sinn ech frou, dass vu ville Riedner awer gesot ginn ass, dass mer alles sollte maachen, fir den Dialogue social héichzehalen. An dat wäerte mer och maachen.

Et sinn eng Rëtsch vu Resolutiounen, Här President, déi deposéiert gi sinn.

Déi éischt ass déi iwwert d'Reuniounen. Dat ass eng Resolutioun, dat heescht, et ass d'Chamber eleng, déi sech domadder befaasst. Ech wëll just - Dir stëmmt, wéi Der wëllt - awer warnen, dass et awer … An ech mengen, den Här Bausch huet schonn ugefaangen, andeem e gesot huet: „An där nächster Reunioun hätt ech gären e Huis clos, well ech Saache soen, déi net sollen an d'Effentlechkeet kommen."

Ech gesinn et selwer. Wann ech an d'Commission des Affaires étrangères ginn, fir iwwert de Conseil européen ze schwätzen, kann ech lech beim beschte Wëllen net an enger ëffentlecher Sitzung soen, wat den Echange do och ass, well hir Sitzungen och net ëffentlech sinn. Dat heescht, ech géif lech just warnen, opzepassen an op d'Wo ze leeën; technesch ass eng Saach, mä och op där anerer Säit. Net dass derno - pardon, wann ech dat soen, mä -, well d'Kameraen do sinn, jiddweree mengt, e misst dann och eppes soen, mä dass ee virun allem awer och en Echange kann hunn an och verschidde Saache ka soen, déi een awer net kann als Responsable politique op d'Place publique setzen, wann et Echangë gëtt vu Sitzungen, déi net ëffentlech sinn.

Déi zweet, déi gemaach ginn ass vun der Madamm Hansen, iwwert déi Propositioun do huet den Här Bausch schonn erklärt, dass déi superfetatoire ass, déi éischt Motioun. Dir braucht … Also, déi géife mir recommandéieren, net ze stëmmen.

Datselwecht fir déi vun de Piraten, d'Motioun Nummero 2 an och d'Motioun Nummero 3, wou d'Madamm Bofferding jo och gëschter kloer erkläert huet, dass dat jo och schonn am Koalitiounsaccord steet.

D'Motioun Nummero 4 an d'Motioun Nummero 5 vum Här Lies iwwert de Logement: Mir hunn lech gesot, mir wieren amgaangen, un enger Steierreform ze schaffen. Doweinst, ech engagéiere mech elo net, ob et dat eent oder dat anert ass. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer, wa mer eng Steierreform maachen, wou mer och den Aspect Logement … Ech hunn lech gesot, dass den Aspect Logement wéi den Aspect Environnement ee vun den Haaptpunkten ass, dee mer och wëllen an där Steierreform zréckfannen. Duerfir ass et an eisen Aen elo hypotheetesch, fir ze soen: „Elo muss dat dote schonn dra sinn, ier mer iwwerhaapt Diskussiounen hunn, wéi mer do wëllen och weiderkommen."

D'Motioun Nummero 6, do huet jo den Här Bausch och scho Stellung geholl. Déi géif ech lech och recommandéieren, net ze stëmmen.

An dann, last but not least, déi zweet Resolutioun vum Här Mosar. Här President, ech muss lech soen, dass … An et huet keen hei e Reproche gemaach, net un d'Oppositioun, net un d'Société civile, net un iergendeen, dass mer deen Debat iwwert den Dateschutz hei haten.

An ech wëll drun erënneren, dass och den Här Bodry an där Diskussioun, déi mer haten, Leit vun der Majoritéit - och den Här Berger an d'Madamm Lorsché - konstruktiv Kritick gemaach hunn un deem, wat net geet. Et muss een net mengen, dass et e Monopol vun der Oppositioun ass, fir hei konstruktiv Propositiounen ze maachen, mä hei vun der Chamber.

An ech wëll d'Madamm Hansen, Här President, nach eng Kéier rappeléieren. An ech wëll soen, dass ech dat ganz héich schätzen, dass d'Madamm Hansen gesot huet, dass hir Partei der Meenung ass, dass een dat heite soll konstruktiv, sachlech a roueg behandelen.

Duerfir hu mer …

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Gesitt Der, elo geet et scho lass.

(Hilarité)

Duerfir hu mir, Här President …

Elo geet et scho lass. Ech hunn emol nach näischt gesot, da si se schonn nervös.

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Dat ass awer eng Resolutioun!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da si se schonn nervös.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat ass eng Resolutioun, Här Statsminister!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah, elo si se schonn nervös.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir sidd net kompetent!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Duerfir, Här President, muss ech soen, dass meng Iwwerraschung awer esou grouss war, dass keen een - keen een! - vun der Oppositioun op d'Propositioun agaangen ass am Ufank. Duerno, wéi den Här Bausch driwwer geschwat huet, huet den Här Mosar haut de Moie gesot: „Jo, dat wier eppes, dat kéint een och maachen."

Mä et huet keen - keen een! - gesot, dass déi Propositioun, déi mer gemaach hu mam Kommissär, fir dee Professionellen, deen do ass, ze mandatéieren fir dat dote sachlech, onparteilech, onpolitesch, mä op engem techneschen Niveau, ze iwwerpréiwen, e Rapport ze maachen, fir ze evitéieren, fir do just politesch de Ball wëllen ze spillen, mä au contraire, sachlech wëlle weiderzekommen, et huet keen drop rebondéiert, fir ze soen, dass dat eng Propositioun wier, déi se géifen unhuelen.

Duerfir wier ech der Meenung, dass dës Resolutioun, déi gemaach ginn ass, och net sollt ugeholl ginn, well hei geet et nees eng Kéier …

(Interruptions diverses)

Hei geet et just nees eng Kéier, Här President, ëm d'politescht Spill. Hei geet et net ëm d'Saach. Ech mengen, d'Bierger, Här President, hätte gären an deem Dossier, dass mat roueger Hand a virun allem sachlecher Hand un deem Dossier geschafft gëtt. An ech mengen, et gëtt kee Bessere wéi dee Service vum Commissariat à la protection des données, dee soll ee Rapport maachen.

A mir hu jo gefrot, Här President, …

(Interruption par Mme Martine Hansen)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här …

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- … dass, wann dee Rapport bis färdeg ass, deen hei an der Chamber an an der Kommissioun mat suivéiert gëtt, mä dat heescht, duerno an der Chamber hei debattéiert gëtt an, wa Problemer sinn, wa Saache solle verbessert ginn, mer dat sollen zesumme maachen. Kommt, et geet hei ëm d'Saach an et geet net just hei ëm Politik!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Premierminister, d'Madamm Hansen wëllt lech eng Fro stellen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, ech fannen dat e bësse speziell, datt den Här Premierminister seet, wa mer eng Spezialkommissioun froen, da wéilte mer net konstruktiv sinn. Ech mengen, grad dat ass een Zeechen, datt mer gäre wëlle konstruktiv sinn an datt mer gäre wëllen a Rou probéieren, zesummen an der Chamber dee Problem ze léisen an zesummen no Léisungen ze sichen.

An da wëll ech just nach eng zweet Bemierkung maachen: Eng Resolutioun riicht sech u sech un d'Chamber an net direkt un d'Regierung, …

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- … fir do ze soen, ob mer déi unhuelen oder net.

Also, bei eis ass et en Ugebot an dat Ugebot ass vun der gesamter Oppositioun, fir datt mer eben zesummen a konstruktiv no Léisunge sichen. An duerfir ass déi Demande vun enger Spezialkommissioun do. An, wéi gesot, mir hu jo keng Enquêtëkommissioun gefrot.

Merci.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, just, wéi gesot, et ass net u mir, fir ze decidéieren, wat d'Chamber ze maachen huet.

(Interruptions)

Ech invitéieren …

(Brouhaha)

Här President, et ass jo awer normal, wann ech lech eng Propos gemaach hunn, déi a mengen Ae méi sachlech ass, méi konstruktiv ass a manner polemesch ass, dass déi méi konstruktiv ass wéi dat, wat ech hei proposéiert kritt hunn (veuillez lire : dass ech fannen, dass déi méi konstruktiv ass wéi dat, wat ech hei proposéiert kritt hunn).

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här President. Den Här Gibéryen freet nach d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, just fir op dee leschte Punkt zréckzekommen, wat den Här Statsminister seet. Ech liesen haut hei am „Tageblatt" an der Affär vun Hesper, wou jo solle Suen detournéiert gi sinn, datt do d'DP verlaangt, datt do souguer misst eng ëffentlech Biergerversammlung gemaach ginn, fir iwwert dee Sujet ze schwätzen, an datt „diese öffentliche Versammlung soll nicht der Arbeit des Untersuchungsrichters und der Polizei vorgreifen".

Dat heescht, zu Hesper freet d'DP eng ëffentlech Versammlung mat alle Bierger, fir iwwer eng Problematik aus der Gemeng ze schwätzen.

(Interruption)

An dat soll emol net dem … Obschonn och do eng Saach beim Parquet ass. An hei an der Chamber kënnt déiselwecht Regierung, déiselwecht Partei a setzt der Oppositioun gär e Maulkuerf op, …

(Brouhaha général)

… wëllt keng Spezialkommissioun a wëllt iwwerhaapt emol net an enger Kommissioun an am Parlament doriwwer diskutéieren.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat ass net vergläichbar!

M. Marc Lies *(CSV).*- Neen, dat kann een definitiv net matenee vergläichen, Här Berger.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Zu Hesper géife se gären …

M. Marc Lies *(CSV).*- Dir sot et! Dat kann een net matenee vergläichen!

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déiselwecht Leit géifen zu Hesper gären eng ëffentlech Biergerversammlung maachen, fir doriwwer ze diskutéieren.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Zu Déifferdeng wëllt d'DP jo och aner Mesurë wéi hei.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- En zweete Punkt, Här President, dat ass dat, wat de Logement ubelaangt. Den Här Premierminister ass elo op säi Virgänger zréckgaangen, dee virun - ech weess net, wéini war dat? - 18, 20 Joer …

(Hilarité et interruption par M. le Ministre Dan Kersch)

… d'Logementsproblematik zur „Chefsache" gemaach huet.

Mä, Här Bettel, Dir kënnt net méi op déi Regierung zréckgoen. Dir sidd elo hei sechs Joer a Fonctioun! Dir sidd an der zweeter Legislaturperiod Premier, da braucht Dir net op déi vu viru 15 an 20 Joer … Kuckt op Är Bilanz zréck!

An Dir hutt, wéi Der ugetratt sidd 2014 - ech hunn et gëschter hei virgelies -, gesot hei an der Chamber, an där éischter Deklaratioun zur Lag vun der Natioun: „Mir sinn un de Limitten. Wa mir et net färdegbréngen, eise Wirtschaftswuesstum, eis Siidlungspolitik, eis Mobilitéit, eisen ëffentleche Raum besser a méi nohalteg ze organiséieren, da si mir ganz geschwënn an enger Sakgaass."

Dat hutt Der 2014 gesot. A fir elo heihinnerzekommen an ze soen: „Et gëtt keng einfach Äntwerten", mä Dir hutt iwwerhaapt keng Äntwert! Keng einfach a keng komplizéiert.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Hutt Dir der dann?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Iwwerhaapt keng Äntwert op d'Logementsproblematik!

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Hutt Dir der dann?

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An Äre Bilan, deen ass esou skandaléis! Zënter datt Dir Statsminister sidd an dës Regierung am Amt ass, …

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Sot eis Är Antwerten, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- … sinn d'Präisser fir Haiser, fir Wunnengen, fir Appartementer ëm 50 % an d'Luucht gaangen. Dat ass en absolutte Rekord, dee mer virdrun a 50 Joer net erlieft hunn! Dat hutt Dir a sechs Joer färdegbruecht! Dat sollt Der hei agestoen, an net 15 an 20 Joer zréckkucke goen.

M. Dan Kersch, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här Gibéryen, sot eis Är einfach oder Är komplizéiert Léisungen. An haalt op ze polemiséieren!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dir sidd an der Regierung!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gibéryen. Et ass weider keng Wuertmeldung méi do.

(Hilarité)

Domadder sinn d'Diskussiounen dann ofgeschloss.

A mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung fir d'Éischt vun de Resolutiounen.

Résolution 1

Fir d'Éischt d'Resolutioun Nummer 1, déi freet, datt d'Kommissiounssitzungen am Prinzip sollen ëffentlech ginn. Den Här Berger freet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Déi Resolutioun ass eis ganz sympathesch. Ech mengen, mir sinn och der Meenung, datt ee soll voll transparent schaffen an der Chamber, fir datt d'Leit dobausse gesinn, wéi d'Aarbecht ass.

Effektiv gesinn d'Leit hei déi Debatten, wann et ëffentlech Sitzunge sinn. Mir wëssen awer, datt ganz vill Aarbecht an de Kommissioune stattfënnt, ganz vill sënnvoll Aarbecht, ganz vill wichteg Aarbecht, déi d'Leit net esou kennen, wou een och herno eventuell e Rapport huet, wou een och alt emol heiansdo erlieft, datt dann Deputéiert an enger Sitzung zwar näischt soen, awer no der Sitzung dann de Journaliste vläicht verzielen, wat se alles gesot hätten.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien !

M. Eugène Berger *(DP).*- Duerfir, fannen ech, ass et nëmme gutt, wann also d'Leit live kënnen kucken, wéi da wierklech all déi eenzel Deputéiert schaffen, wéi déi Aarbecht ass. Dat heescht, datt mer also dat hei ënnerstëtzen.

Ech géif awer, Här President, proposéieren, well hei steet dran « sont par principe publiques ». Et steet och dran « retransmission télévisée ». Do gëtt et eng Rei technesch Schwieregkeeten. Dat heescht, mir hunn heiansdo jo d'Situa-

tioun, datt zum Beispill dräi Kommissiounssitzunge gläichzäiteg sinn. Ech mengen, technesch ass et net méiglech, fir op engem Fernsehkanal déi dräi gläichzäiteg ze iwwerdroen, soudatt een do vläicht kann iwwerleeën, datt een éischter seet: „Mir maachen et um Internetsite." Et ass dann éischter méiglech, datt een do parallell déi dräi Kommissioune ka kucken.

Et geet och vun « dossiers sensibles » rieds. Einfach, meng Propos wier, datt mer déi Resolutioun weider un de Chambersbureau ginn. Dat heescht jo och: Wéi maache mer dat technesch? Brauche mer méi Personal an esou weider? Datt mer déi Resolutioun hei géifen un de Chambersbureau weiderginn, datt déi da géife kucken, wéi een dat esou schnell wéi méiglech kéint en musique ëmsetzen, dat heescht, och déi technesch Aspekter kucken an eventuell ofklären, wat dat da genau ass, wat fir eng Dossieren oder Proposen ee mécht, datt mer dann hei kënnen an der Chamber eventuell diskutéieren, wat « dossiers sensibles » sinn, wat « par principe » ass an esou weider.

Ech mengen, wann do d'CSV, déi déi heite Resolutioun deposéiert huet, domadder d'accord wier, also mir ënnerstëtzen dat och. Mä kommt, mir ginn eis awer Zäit, datt de Bureau kann dann all déi technesch Aspekter ausformuléieren. An da géife mer eng Kéier zréck an d'Chamber kommen, fir dat dann hei zesummen ze decidéieren, wann d'CSV kéint domat d'accord sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech gesinn, dat ass eng ganz verstänneg Propositioun. An duerfir géif ech direkt d'Wuert un d'Madamm Hansen ginn a froen, ob si d'accord wier, fir déi Resolutioun an de Bureau vun der Chamber ze ginn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also, ech sinn d'accord, fir se an de Bureau ze ginn, ënnert der Konditioun, datt mer hei alleguer mam Prinzip kéinten averstane sinn, datt d'Kommissiounssitzunge public ginn. An duerfir wär et awer vläicht net schlecht, mir géifen hei ofstëmmen, einfach just: Si mer mat deem Prinzip, datt d'Séances de commissions public sinn, averstanen? An da gi mer et weider un de Bureau fir d'Detailer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, ganz gutt Iddi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Här President, ech mengen, wa mer jo hei elo en public och soen, mir géifen et an de Bureau weiderginn, dann heescht dat jo, datt mer et all ënnerstëtzen. Ech mengen, et ka jo elo jiddwereen nolauschteren, noliesen, wat ech gesot hunn. Ech mengen, datt een och do …

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dat hei ass jo public!

M. Eugène Berger *(DP).*- Also, mir kënnen hei net iwwer ee Prinzip ofstëmmen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et huet bis elo just een et gesot. Wann déi aner et och elo all soen …

Mme Lydie Polfer *(DP).*- En huet et jo gesot.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bodry, wannechgelift. An dann den Här Baum.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, ech hat scho méi laang d'Wuert gefrot. Ech wär frou, wann Der géift d'Reiefolleg vun de Leit respektéieren, déi d'Wuert hei froen.

Une voix.- Très bien !

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Soss brauche mer kee President.

Plusieurs voix.- Uuhhh!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, neen, neen! Déi dote Saachen, ech hu wéineg Versteesdemech fir déi Geschichten do. Ëmmer manner.

Une voix.- Gutt!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech si frou, dass mer déi Diskussioun hei féieren. Ech ka mech un déi Diskussioun erënneren, wéi mer fir d'Lescht iwwert d'Reglement vun der Chamber diskutéiert hunn, wou grad d'CSV net dermat d'accord war, fir an d'ëffentlech Sitzung eranzegoen. Wann d'CSV hire Blocage selwer ewechraumt, sinn ech immens zefridden. Esou komme mer och an aneren Dossieren, mengen ech, virun an nächster Zäit, …

M. Georges Engel *(LSAP).*- Bravo!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- … wann d'CSV sech méi oppe weist, fir gewëssen Diskussiounen ze féieren.

Duerfir wëll ech soen, dass mir fir de Prinzip si vun ëffentleche Versammlungen. Mer musse just kucken, wéi mer dat praktesch hikréien. Mir hunn oft Kommissiounen, déi gläichzäiteg stattfannen!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wéi sollen déi gläichzäiteg eigentlech da kënne stattfannen, wa mer eis Aarbechten dann duerchzéien? Et muss een also kucken, wéi een dat dote praktesch hikritt.

Mir mussen och d'Fro klären: Wat geschitt eigentlech mat den „rapports de réunions"? Geet an Zukunft e Verbatim duer? Maache mer just nach Verbatimmen? Oder maache mer awer nach eng Kéier parallell dozou Rapporten? Wat kënnt an déi Rapporte stoen? Ginn do just nach d'Decisioune festgehalen? Dat sinn, mengen ech, eng Rëtsch vu Froen, déi sech hei stellen an deem doten Zesummenhang.

Mir hunn och vun eiser Säit ganz kloer kee Problem mam Prinzip vun ëffentleche Kommissiounssitzungen hei an der Chamber.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Awer am Bureau.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Awer, ech mengen, mir sollten deen Detail wierklech am Bureau kucken.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An ech wär frou, Här President, wann Der hannendru géift bleiwen, dass mer wierklech iwwert déi Fro, wou mer elo méintelaang diskutéieren, fir allgemeng eist Chambersreglement op de Leescht ze huelen, dass mer eis och géifen eng Kéier en Dag Zäit huelen an der Conférence des Présidents respektiv am Bureau, fir duerch dat Reglement ze goen. Do gëtt et eng Viraarbecht, déi vun der Verwaltung geleescht ginn ass. An ech wär frou, wa mer och endlech déi Aarbecht géifen ugoen.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech ka just ënnerstëtzen, wat den Här Bodry virdru gesot huet. Et huet jo bis elo eigentlech virun allem un der CSV geleeën, dass déi Reuniounen net public waren. Ech ka mech un Zäiten erënneren, wou déi gréng souguer extra Internetsitte gemaach hunn, fir dann d'Rapporte vun de Reuniounen ze publizéieren. Dat ass schonn eng Zäitchen hier.

Dat heescht, d'Demande, fir déi Transparenz ze kréien, ass scho grouss. A mir wësse jo och: Et gëtt aner Modeller an anere Parlamenter, notamment dem Europaparlament, wou dat och esou ass. An ech mengen, datt dat hei de richtege Wee ass.

Et stëmmt awer: Et gëtt wahrscheinlech eng ganz Rei technesch Froen. Onofhängeg elo vun der Dimensioun, datt Kommissioune gläichzäiteg stattfannen, ass jo awer och d'Fro: Wéi wëssen eventuell och d'Beamten oder Leit, déi vu bausse kommen, ob se public sinn oder net public sinn?

Ech mengen, och do soll ee sech ee Moment Zäit huelen, fir dat ze kucken. Mä ech gesinn awer net, firwat een net effektiv e Vott kéint maachen, andeem ee just deen éischten Tiret géif behalen, wou näämlech de Prinzip vun der Publicitéit vun de Kommissioune géif festgehale ginn an datt et natierlech dann um Bureau ass, fir déi genau Modalitéite festzeleeën.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann hat den Här Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also, mir fannen d'Iddi ganz sympathesch. Mir hu scho laang gefuerdert, dass all d'Kommissiounssitzunge solle live iwwerdroe ginn. Deementspriechend ass näischt ze verstoppen. Léiwer gëscht wéi muer hätte mer gären dee Schrëtt. A mir waren dofir och ganz iwwerrascht, datt a leschter Zäit - ech mengen, et war dräimol - de Verbatim souguer ofgeleent ginn ass, wat och zur Transparenz bäigedroen hätt.

An elo sinn ech nach méi iwwerrascht - ech weess, moies gëtt ee schnell iwwerrascht -, dass den Här Berger seet, dass een net kéint dräi Emissioune gläichzäiteg digital iergendwou hikréien. Also, dat gëtt mer heiansdo un der digitaler Kompetenz awer ze bedenken, wou d'DP awer ëmmer seet, si wären déi nei soi-disant digital Kompetenz.

M. Eugène Berger *(DP).*- Et kann een net dräi Emissioune gläichzäiteg kucken.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här Berger, ech kann Iech herno erklären, wéi een dräi … Kuckt eng Kéier Fussball, da gesitt Der, wivill Fussballsmatcher parallell kënne gestreamed ginn. Dat ass kee Problem.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Mat ville Kameraen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- A mir wären och frou iwwer e Vott, fir dass et méiglechst schnell passéiert an et net iergendzwousch verluecht gëtt.

(Interruption par M. Eugène Berger)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass et un der Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Et deet mer leed, ech hat de Fanger méi fréi gewisen, mä et ass awer …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Neen, dat ass net wouer. Den Här Goergen war nach do virdrun.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dir hat et net gesinn, mä et ass guer kee Problem.

Mir sinn als Gréng natierlech frou iwwert de Konsens, dee sech hei schéngt erauszeschielen. Wéi Der wësst, si mir als Gréng scho laang der Meenung, dass d'Kommissioune sollen ëffentlech sinn. Natierlech kann ech mech nëmmen de Remarken uschléissen a soen, dass awer eng ganz Rei technesch Problemer ze léise bleiwen.

Haaptsächlech muss och reglementéiert ginn, wéi dann de Huis clos wäert awer kënne méiglech sinn. Et gi jo och Sitzungen, déi am Huis clos musse stattfannen.

An awer och de Volet vun deene Beamten, déi mat dohikommen. Wat kann do gewise ginn? Wat net?

An dann, wéi gesot, och déi Iwwerdroung. Et ass natierlech kloer, dass een dräi parallell Iwwerdrounge ka maachen, alles ass méiglech. Et brauch awer och e Plus u Personal. An duerfir soen ech Merci, dass mer awer do zu engem Konsens wäerte kommen an déi Saach dann an de Bureau verweise wëllen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Gloden d'Wuert gefrot.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech muss dem Här Bodry widderspriechen. D'CSV huet scho méi laang gefuerdert, datt déi Kommissiounssitzungen ëffentlech solle sinn. Ech hunn dat …

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hu geschwat vun de leschte Reforme vum Reglement.

M. Léon Gloden *(CSV).*- … an der Ried gesot, wéi mer de Reglement iwwert …

Här Bodry, elo schwätzen ech. Ech hunn d'Wuert.

An der leschter Diskussioun iwwert d'Modifikatioun vum Reglement, wou et drëm gaangen ass, ob eng Fraktioun kann e Collaborateur mat an d'Sitzunge bréngen, hunn ech am Numm vun der CSV gefuerdert, datt mer d'Iwwerdrounge solle public maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech weess, wat d'Positioun vun der CSV virun 20 Joer war.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dir schwelgt ëmmer alleguerten an der Regierung vu virun 20 Joer.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Do seet keen de Contraire.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- … virun 20 Joer.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Mir sinn 2019.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Se sinn nach bal alleguerten do.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wärend 20 Joer war et se.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat de Premierminister d'Wuert gefrot.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wollt just soen - ech soen och der Madamm Lorsché Merci fir dee Punkt -: Mir sollen net vergiessen, dass an d'Kommissiounen och Beamte matkommen. An duerfir wier et fir mech och net onwichteg, dass ech mam Minister vun der Fonction publique, wann déi Decisioun och geholl gëtt, kann een Echange hunn. Well, ech mengen, et ass och esou: Mir hunn decidéiert, Politik ze maachen. Mir hunn decidéiert, an d'Chamber gewielt ze ginn oder an d'Regierung ze goen. Mir hunn awer Beamten, déi mat an d'Kommissioune ginn, an ech fannen et net onwichteg, awer och mam Minister just een Echange doriwwer ze hunn, wa se Aussoe maachen a gefilmt ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roth.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hat net wëlles, an dës Diskussioun anzegräifen, vu dass et awer …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei wannechgelift! E bësse méi roueg.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hat net wëlles, an dës Diskussioun anzegräifen, well awer e generelle Konsens ass, zumindest wat de Prinzip vun der Ëffentlechkeet ass.

Déi Argumentatioun, déi de Premier zum Schluss gemaach huet, déi kann ech net deelen. Mir ruffen e Minister an eng Chamber an net e Minister mat enger Ribambelle vu Beamten, dass d'Säll musse méi grouss gemaach ginn, fir dass d'Deputéiert iwwerhaapt nach Plaz kréien. Et ass um Minister, op d'Froe vun den Deputéierten ze äntweren. A wa se sech géifen dorunner halen, da wier deen dote Problem geléist.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech kréie regelméisseg technesch Froe gestallt iwwer Dossieren, wou ech, ganz éierlech, als Minister iwwer Megaherzen oder aner Punkten net all Detail wësse kann. An duerfir mengen ech: Am Respekt vun der Chamber ass et wichteg, dass och de Spezialist, deen den Dossier traitéiert, matkënnt. Ech hat gemengt, dat wier fir eng positiv Aarbecht an der Chamber. Ech gesinn, dass dat vun der Oppositioun net esou gesi gëtt.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci fir all Bäiträg. Ech stelle fest, datt mer ee generelle Konsens hunn, fir d'Sitzungen ëffentlech ze maachen, datt awer eng ganz Rei technesch Schwieregkeeten do sinn. An duerfir géif ech da proposéieren, datt mer et dann, esou wéi dat gesot ginn ass, un de Bureau weiderginn, fir eben einfach eng präzis Nott doriwwer ze maachen an doriwwer intensiv a kuerzer Zäit ze diskutéieren.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Résolution 2

Da kënne mer zur Resolutioun Nummer 2 kommen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Kann ech dozou eppes soen, Här President?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President. Erlaabt mer awer vläicht, e puer Wuert do nach eng Kéier ze soen, och hei ze reagéieren op dat, wat de Premier gesot huet, deen, ech mengen, hei awer am falsche Film ass. Hei geet et ëm eng Resolutioun. Hei geet et also just drëm, wéi d'Chamber sech organiséiert an hire praktesche parlamentareschen Aarbechten. An ech mengen, do soll d'Regierung net mat draschwätzen.

Zweete Punkt: Den Här Bettel huet hei vun engem Avis geschwat, deen den Delegué vun der Regierung fir den Dateschutz sollt maachen. Do hu mir iwwerhaapt kee Problem. Mä dat ass awer d'Fro net, Här Statsminister! Hei geet et ëm déi konkret Fro, wéi mir eis parlamentaresch organiséieren, fir eng méiglechst effikass an effizient Chamberaarbecht ze maachen.

An ech wëll Iech nach eng Kéier rappeléieren, datt mer virun enger Rei vu Woche wärend enger Stonn Zäit verluer hunn, well mer net woussten, wat fir eng Kommissioun eigentlech zoustänneg wier! Mir hunn elo scho mindestens dräi Kommissiounen, déi fir den Dateschutz responsabel sinn. Mir hunn do Kommissiounen, déi schrecklech vill Aarbecht hunn. Ech huelen d'Commission juridique, déi mat Projet-de-loie schonn extrem vill an deenen nächste Wochen a Méint ze dinn huet.

Duerfir hu mir proposéiert, an dat ass d'ailleurs eppes, mengen ech, wat den Alex Bodry gesot huet, datt hei d'Chamber muss d'Initiativ huelen, datt d'Chamber hei virun allem gefuerdert ass! An duerfir mengen ech, wann eng Spezialkommissioun awer wierklech an engem Dossier géif Sënn maachen, dann ass et an dësem Dossier!

An ech wëll och nach eng Kéier soen: Et ass den Här Berger, deen eigentlech déi Propositioun fir d'Alleréischt gemaach huet, och wann en haut näischt méi wëllt dervu wëssen. Den Här Berger hat do eng exzellent Iddi.

(Hilarité)

Datt elo op eemol d'Regierung net frou war iwwert dem Här Berger säi Virstouss, dat kann ech ganz a gär akzeptéieren.

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Häre, wa mir eis wierklech hei wëllen eescht huelen als Chamber an engem wichtegen Dossier, an ech mengen, do ass d'Regierung jo och eens, a mir wëlle wierklech Transparenz, da musse mir hei eng Spezialkommissioun maachen! Déi gesamt Oppositioun, an dat kënnt net oft vir, ass hei dräselwechter Meenung, datt esou eng Spezialkommissioun soll kommen.

Ech weess, datt och ganz vill Majoritéitsdeputéiert dat esou gesinn. Här Bettel, Dir hutt alleguerte vun Transparenz geschwat. Dir hutt elo eng Kéier hei d'Méiglechkeet ze weisen, datt Der déi Transparenz wëllt. Duerfir stëmmt där Spezialkommissioun zou!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann hat den Här Baum d'Wuert gefrot, an duerno den Här Berger.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hu mech effektiv gefrot, wéi ech dem Premier nogelauschtert hunn, a wéi engem Zeenario mer hei wieren. Ech kennen den Zeenario vun der Motioun. Dee fonctionnéiert esou, datt d'Parlament d'Regierung invitéiert, eppes ze maachen. Ech kennen net den Zeenario, wou d'Regierung d'Parlament invitéiert, eppes ze maachen. A wann, da géif ech dee Vott an der Regierung awer och nach gär gesinn. Dat sinn d'Viraussetzungen, fir d'Diskussioun hei ze cadréieren.

Deen Dossier, mat deem mer et hei ze dinn hunn, ass een, dee laang Joren zréckgeet, bis op 1992. A vun 1992 bis haut sinn et vill Verfeelunge ginn an deem Dossier vun deene konsekutive Regierungen a vun deene konsekutive Parlamenter.

Et ass deelweis keng gesetzlech Basis ginn an där ganzer Zäit, an där Zäitspan. Dorunner sinn déi ënnerschiddlechst Parteie bedeelegt gewiescht. Dat war d'CSV, dat war d'LSAP, dat war d'DP. Et waren och elo zum Schluss déi gréng, déi mat an der Regierung waren. Dat heescht, et ass eppes, wat eis iwwerparteilech sollt interesséieren a wat eis misst concernéieren.

Déi Feeler, déi begaange gi sinn, déi si begaange ginn um Regierungsniveau an um Niveau vum Parlament, wat seng Aarbecht net seriö gemaach huet. Ech ka mech drun erënneren, datt ech mech nach hei virun der grousser Vakanz, wéi mer déi Debatt haten, entschëllegt hunn derfir, datt ech als Parlamentarier meng Aarbecht net esou gemaach hunn, wéi ech dat hätt misse maachen. Vun der Regierung géif ech dat och emol eng Kéier gär héieren. An drëttens ass et esou, datt d'Applikatioun vun deenen Texter, déi deelweis keng gesetzlech Basis haten, och feelerhaft war.

Wann déi dräi Elementer zesummekommen - d'Regierung, d'Parlament an d'Administratioun maache Feeler -, da si mer ganz no beim Phenomeen vum Statsversoen. An duerfir mengen ech, well et iwwerparteilech ass an et net drëm geet, datt een deem aneren d'Schold gëtt - well quasi all d'Parteien dorunner bedeelegt sinn; alleguer wéi mer elo hei zesummesëtzen -, datt et d'Initiativ vum Parlament muss sinn a muss bleiwen, fir deen doten Dossier opzeschaffen, fir en Iwwerbléck doriwwer ze kréien a fir kënne Proposen ze maachen, wéi et soll virugoen.

Dat ass de Sënn, firwat mir als Lénk eng Propositioun vum Laurent Mosar, mat deem ech soss a ganz villen Domänen nu wierklech net eens sinn, ënnerstëtzen, well mer mengen, datt dat d'Bedingung ka sinn, datt mer kënnen eng sachlech Diskussioun féieren, datt mer kënnen an deem Dossier weiderkommen, ouni datt déi aner Kommissiounen - d'Justizkommissioun, d'Sécurité-intérieures-Kommissioun - doduerjer geläämt sinn.

Duerfir plädéiere mer ganz staark, fir dat heite mat ze votéieren. Et kéint e staarke Moment vum Parlament sinn. Ech hoffen, datt sech dat Parlament däers och bewosst ass.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass et um Här Berger an duerno un dem Här Goergen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech sinn och net mam gudden Här Baum d'accord, mä en huet gesot: „Mir mussen dat iwwerparteilech a sachlech opschaffen." Ganz genau där Meenung si mir och. An duerfir menge mir, datt déi Propositioun vum Premier och déi bescht ass. De Commissaire au Gouvernement fir d'Protection des données, ech mengen, dat war vläicht och d'Iddi hannendrun am Gesetz, datt deen instauréiert ginn ass, fir ebe grad dann och an esou Dossieren ze beroden, Avisen ze ginn, an datt dat déi richteg Plaz ass.

An et ass jo esou, datt hei net d'Chamber ausgeschloss gëtt. Et ass esou, wann ech dat richteg verstanen hunn, wéi de Premier dat gëschter oder virgëschter gesot huet, datt dee regelméisseg och an d'Chamber kënnt, fir den Deputéierten ze soen, wat en da vu Constate gemaach huet, wou eventuell och scho Problemer detektéiert gi sinn, respektiv e Propose mécht. Dat heescht, dat ass eigentlech dat, wat eis wichteg ass, datt d'Chamber mat de concernéierten Institutiounen ... Awer och herno geet dat natierlech weider an déi eenzel Fachkommissiounen, wou da muss legiferéiert ginn. Datt déi Zesummenaarbecht do klappt, dat ass fir eis dat, wat wichteg ass.

Mir fäerten, datt, wann een hei esou eng Spezialkommissioun mécht ... An iwwregens duerfir fannen ech et ëmsou besser elo nach am Nachhinein, datt mer an Zukunft d'Kommissiounssitzungen ëffentlech hunn. Da ka wierklech jiddweree live gesinn, datt ech net dat gesot hunn, wat den Här Mosar virdrun insinuéiert huet.

Och do hunn ech just gesot: Et ass wichteg, datt mer eng Form fannen, wou Chamber, Regierung an Experte kënnen zesumme kucken, fir Solutiounen ze fannen. An enger Spezialkommissioun wësse mer dann, datt dat relativ schwiereg gëtt, fir dat iwwerparteilech ze maachen. Wann ech kucken, wéi mer dat bis elo an de Chamberskommissioune gemaach hunn, do ass ganz vill Polemik gemaach ginn, amplaz sachlech u Solutiounen ze schaffen. Einfach nëmme fir ze soen …

(Exclamations)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wivill Amendementer hu mir schonn iwwerall gemaach?

M. Eugène Berger *(DP).*- Wéi gesot, Här President, et wier gutt ...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Mme Simone Beissel *(DP).*- Loosst den Här Berger emol ausschwätzen!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, et wier effektiv gutt, wa schonn eng Rei Kommissiounssitzungen ëffentlech gewiescht wieren. Op alle Fall, nëmme fir ze soen, Här President, datt déi Solutioun, déi de Premier proposéiert huet, fir eis déi ass, déi sënnvoll ass, wou mer kënnen iwwerparteilech a sachlech un deen Dossier erugoen a wou mer da vun den Experten - onpoliteschen Experten - kënne gesot kréien, wat mer musse maachen. Natierlech gëtt dat herno hei och an der Chamber debattéiert. Natierlech si mir dann och duerno gefuerdert, fir an deenen eenzelne Kommissioune Gesetzer ze amendéieren, wann dat dann noutwendeg ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen an dann den Här Bodry an dann d'Madamm Lorsché. An da misste mer awer gläich zum Vott kommen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also d'Iddi vun der Spezialkommissioun ass ganz sympathesch, och wann een eng Kéier eng aner Vue hëlt. Mir befannen eis heiansdo esou an enger klenger Blos, wou ee seet, déi eng Kommissioun beschäftegt sech domat an domat, mä d'Leit dobausse kréien dat awer net wierklech mat.

Hei ass elo wierklech d'Chance, fir eng Transparenz hierzestellen, andeem ee seet: „Et ass eng Spezialkommissioun, dat Thema ass wichteg." Ech mengen, der Chamber géif et gutt zu Gesiicht stoen, wa mer och weisen, wéi wichteg dass et ass. Well d'Leit, déi schwätzen déi ganzen Zäit iwwert de Casier. A wa mir eng Spezialkommissioun maachen, do kënne mer wierklech d'Situatioun herno verbesseren, well et geet net nëmmen drëm, fir ëmmer no hannen ze kucken. Eng Spezialkommissioun ass fir eis an der Vue och, fir d'Verbesserungen auszeschaffen.

Deementspriechend wär déi Spezialkommissioun fir eis ganz wichteg, fir de Leit ze weisen, dass d'Chamber sech zu der Responsabilitéit bekennt an deementspriechend och an esou enger Kommissioun sech extra Zäit araumt. Jo, ech ginn zou, all Deputéierte muss sech e bësse vun der Fräizäit ofschneiden an et muss een an eng weider Kommissioun kommen. Mä dat soll et eis awer Wäert sinn, den Dateschutz!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Bon, ech mengen, et ginn Argumenter fir dat eent a fir dat anert. Ech wëll just e puer vläicht falsch Interpretatiounen hei ausraumen. Eng Spezialkommissioun heescht net keng politesch Kommissioun, keng Parteipolitik. Eng Spezialkommissioun ass eng Kommissioun wéi déi aner och. Si ass zum Deel zesummegesat aus Leit, déi och an deenen anere Kommissioune sëtzen, vläicht souguer fir eenzel Parteien ausschliisslech aus deenen zesummegesat, déi souwisou an anere Kommissioune sëtzen.

Mir hunn iwwer zwanzeg permanent Kommissiounen. Mir kennen eise Kalenner. Mir kennen och anscheinend den No-Go, fir eenzel Sitzungen op gewëssen Horairë festzeleeën. Ech si ganz éierlech - ech kucken dat elo aus praktesche Grënn -, ech mengen net, dass mer elo vill méi schnell an anescht virukommen, wa mer elo eng Spezialkommissioun supplementar asetzen zu deenen 22 permanente Kommissiounen a véier Kontrollkommissiounen, déi mer hei an dëser Chamber hunn. Déi muss och hir Plaz fannen an deem Ganzen.

Ech fäerten och, wéi d'Resolutioun hei ausgedréckt ass, déi sech dann direkt elo un den Inventaire mécht vun allen Datebanken ... Ech weess net, wéi d'Chamber soll deen Inventaire vun den Datebanke maachen! Do sinn d'Donnéeën de toute façon an de Verwaltunge selwer. Si leien net bei der Chamber. Dat heescht, mir mussen eis also eng extern Expertise huele goen, déi dann erëm an d'Verwaltunge kucke geet. Ech froe mech, ob et net besser wär, vun de Verwaltunge selwer d'Donnéeën iwwert d'Datebanken ze kréien, wéi op esou e komplizéierte Wee ze goen.

An ech fäerten, dass mer dann eis prioritär Aufgab (veuillez lire : eis prioritär Aufgab vernoléissegen), wou mer eigentlech gemengt hunn, dass mer eens wären, fir eis elo „direkt" ze konzentréieren - an net eréischt, wann en allgemengen Inventaire do ass - op déi Datebanke bei der Police an déi Datebanke bei der Justiz. Dat war den Ausgangspunkt vun der ganzer Diskussioun.

Do huet d'Regierung och gesot, si géif Texter virbréngen, si géif d'Chamber consultéieren. An ech mengen, dat sollt se maachen. An do soll se, mengen ech, déi zwou Fachkommissioune consultéieren, déi bis elo ëmmer an den Debatte mat dra waren. Dat brauch se net nach an eng drëtt Kommissioun ze ginn.

Soudass mir mengen, well mer och déi praktesch Erwägungen huelen, dass d'Qualitéit vun eiser Aarbecht net onbedéngt besser gëtt duerch eng Spezialkommissioun, mä dass dat éischter Problemer gëtt, fir eise Kalenner nach iergendwéi organiséiert ze kréien, an dass mer sollten déi Aarbechten zügeg maachen an zwou Phasen: fir d'Éischt déi Aarbechte Justiz/Police, konzentréiert op legislativ Konsequenzen, déi mer wëllen zéien aus där ganzer Analys vun der Onperfektioun vun eise Gesetzer op deem dote Punkt; an dass mer dann an enger zweeter Phas, an enger anerer Kommissioun - a mir haten eigentlech och déi lescht Period eng Kommissioun, déi fir den Dateschutz mat zoustänneg ass! -, dass déi da soll déi aner Froe kucken, nodeem den Inventaire gemaach ginn ass vun der Regierung respektiv vun deem Kommissär, deen do agesat gëtt.

Ech mengen, dass dat awer eng uerdentlech Aart a Weis hei ass, fir un déi Saachen do erunzegoen, eng pragmatesch Aart a Weis. An ech mengen éierlech, dass d'Spezialkommissioun méi mat Symbolik ze dinn huet wéi mat iergendeppes anescht.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Lorsché an da fir ofzeschléissen den Här Gibéryen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Ech hat scho gëschter a menger Interventioun gesot, dass mir als gréng Fraktioun d'Approche vum Premierminister deelen, well se einfach vill méi effikass ass a well se awer och dat néidegt Fachwësse mat erabréngt.

Den Här Bettel huet och net gesot, dass d'Chamber net géif abezu ginn. En huet gesot, dass mer hei regelméisseg iwwert d'Rapporte schwätzen, dass mer eng Consultéierungsdebatt wäerten organiséieren, wou jiddwereen natierlech gefuerdert ass, fir sech anzebréngen.

An deem Sënn kann ech och nëmmen ënnerstëtzen, wat den Här Bodry elo grad gesot huet: Mir mussen och deene praktesche Grënn Rechnung droen. Mir hu schonn, wann ech mech net iren, 26 Kommissiounen. Déi mussen och alleguer gutt funktionéieren. A mir hu virun allem och eng, wou de Policefichier diskutéiert gëtt, eng aner, dat ass d'Commission de la Justice. Firwat net déi esou gutt schaffe loosse wéi bis elo? An dann, mengen ech, si mer schonn um richtege Wee.

Mä d'Haaptsaach ass, dass mer kollektiv Verantwortung iwwerhuelen, fir deen Dossier hei zesumme gutt ze begleeden an zu Enn ze bréngen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Dann den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hu mer d'Fro gestallt, wéi ech dat elo hei esou alles nogelauschtert hunn: „Wat fäert d'Majoritéit?"!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat fäert d'Majoritéit, fir eng Spezialkommissioun ze maachen, déi sech intensiv ka mat deem Projet befaassen?

(Interruption)

Wann ech an der Majoritéit wier ... An ech huele verschidde Ministeren, déi gesot hunn: „Mir sinn esou transparent." - „Mir stinn dem Parlament ëmmer zur Verfügung." - „Mir presentéieren alles a mir ginn lech alles, wat Der gären hätt." An elo gëtt eng Spezialkommissioun gefrot, an da gëtt gemauert. Da gëtt gemauert!

Ech froe mech: „Wat huet d'Majoritéit ze fäerten?" Oder et kann een och soen: „Wat huet d'Majoritéit ze verstoppen? Wat huet se ze …"

Une voix.- Näischt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, Dir hutt näischt ze verstoppen, mä Dir wëllt net an eng Spezialkommissioun kommen!

(Brouhaha et interruptions)

Dat sinn esou … Jo, jo! Wann Der fir Transparenz sidd, ma da praktizéiert se och, da praktizéiert déi Transparenz och!

An den Här Berger huet elo grad gesot: „Ma mir sinn eis jo eens, datt d'Kommissioune sollen ëffentlech ginn." Ma da kommt, mir maachen déi hei direkt ëffentlech! Eng kënne mer jo iwwerdroen. Eng kënne mer jo iwwerdroen, da brauche mer déi aner net. Mir kéinte jo awer eng iwwerdroen! Mä och dat wëllt Der net maachen.

Dat heescht, Dir schwätzt an Dir schwätzt! An a Wierklechkeet hätt Der gären, datt näischt soll ëffentlech diskutéiert ginn an datt näischt soll erauskommen. Dat ass esou, wéi dës Regierung fonctionnéiert.

Den Här Statsminister ...

(Interruption)

Den Här Statsminister fonctionnéiert gären esou mat Sloganen. Esou steet a senger Deklaratioun, dës Kéier huet e gesot: „Weider maachen amplaz weidermaachen." Dat ass eng flott Wuertspillerei. Wéi en ugetratt ass mat dëser Regierung, dunn huet e gesot: „Dës Regierung, déi rappt d'Fënsteren op, mir maachen Transparenz." Och dat war e flotte Saz. An haut versti mer, wéi dee Saz gemengt war: Si hunn d'Fënster opgemaach a si hunn d'Transparenz erausgehäit!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

Vote sur la résolution 2

Da kënne mer zum Vott komme vun der Resolutioun Nummer 2. Ech hu verstanen, datt den elektronesche Vott verlaangt ass.

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

Dës Resolutioun ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- De Maulkuerf bleift drun!

(Exclamations et brouhaha)

Motions 1 et 2

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer zur Motioun Nummer 1. Ass näischt zu där ze soen? Da kënne mer zum Vott kommen.

Den Här Benoy, wannechgelift.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt kuerz zur Motioun 1 an zur Motioun 2 eppes soen, well et u sech, mengen ech, en äänleche Sujet ass. Et geet hei drëm, dass bei dem Stat am Fong och d'Responsabilitéite geholl ginn am Beräich vum Klimaschutz. Ech mengen, dass dat eppes ass, wat evident ass, dass et muss gemaach ginn.

Ech wëll do rappeléieren, dass mer am Mee eng ganz komplett Motioun och hei gestëmmt hunn, wat de Klimaschutz ugeet, wou mer soen, dass mer der Urgence climatique wëlle Rechnung droen. Ech mengen awer, dass zum jëtzegen Zäitpunkt, wou mer vum Klimaplang an dem Energieplang wäerte gläich déi zweet Ebauche proposéiert kréien, déi mer och an der Kommissioun natierlech wäerten diskutéieren, déi an d'Consultatioun och duerno wäert goen, dass mer déi sollten ofwaarden.

Ech gi staark dovun aus, an ech mengen, dat ass och wichteg, dass an deem Klima- an Energieplang och de Stat seng Verantwortung hëlt. Dofir proposéieren ech, dass mer emol ofwaarden, wat do drasteet, gegebenenfalls an der Kommissioun och de Ministere matginn, dass se do méi streng solle sinn - wann dat da soll sinn -, an dass mer dann emol ofwaarden, wat do drasteet, a gegebenenfalls eppes anescht nach proposéieren.

Dofir géif ech mengen, dass een déi Motiounen elo emol soll zréckzéien, fir dass een einfach ka kucken, wat an de Pläng drasteet, a gegebenenfalls dann am Kader vun där Debatt jo nach eng Propos ka maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen an dann den Här Goergen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also ech sinn natierlech absolutt net domadder averstanen, fir déi Motioun zréckzezéien, well ech verstinn net, wa mir hei de Stat opfuerderen, mam gudde Beispill virzegoen an eis e konkrete Plang mat Mesurë virzeleeën, wat ee misst maachen, fir a Richtung Klimaneutralitéit bei de staatleche Verwaltunge bis 2040 ze goen, mat engem Timing, wéini datt wat soll kommen, datt een da misst ofwaarden, bis iergendeng Klimadebatt ass.

Also mir wäerten déi heite Motioun sécherlech oprechterhalen a mir hätte gären do ganz konkret Proposen, well et geet net duer, datt een ëmmer nëmme vum eenzelne Bierger fuerdert, mä hei muss de Stat u sech mam gudde Beispill virgoen a selwer iwwerleeën: Wat kann ee maachen, fir an déi Richtung ze goen?

A mir wäerten och déi zweet Motioun vun de Piraten mat ënnerstëtzen, well déi u sech an déiselwecht Richtung geet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Et ass sécherlech e klenge Schrëtt, mä op d'mannst wär et emol e Schrëtt. Verschidde Politiker ware jo och freides dohinner, wéi déi Jonk demonstréiert hunn. An ech mengen, ee vun den Haaptmessagë war deemools, an deen hale se jo nach oprecht, et dierft een net waarden. Hinne geet et einfach op de Sou, dass ëmmer Politiker soen: „Mir kucken dat d'nächst Woch", d'iwwernächst Woch, iergendeng Kéier.

Ech mengen, d'Regierung ass och elo schonn e Joer am Ämt. Ech verstinn, dass déi Jonk ongedëlleg ginn, wann nach ëmmer keng konkret Propose virleien.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien !

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Hei ass elo eng konkret Propos. Dir waart bal alleguerten dee Bréif sichen, deen déi Jonk Iech matginn hunn. Op der Bün hate se gesot - vläicht war d'DP en herno sichen -, d'DP wär en net siche gaangen, bei de Stand op der Klimademo zumindest net.

(Brouhaha)

M. Max Hahn *(DP).*- D'DP war deen och sichen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- déi gréng waren e sichen, deementspriechend wëssen déi gréng och, wat an deem Bréif stoung. An do stoung dran, dass et schonn 2030 souwäit soll sinn. Dat heescht, déi Motioun, déi geet eigentlech emol net wäit genuch fir dat, wat d'Demonstrante gefrot hunn. Mir hätten natierlech och léiwer, do wär 2030 dra gewiescht, mä mir kënnen och mat 2040 liewen.

Deementspriechend wäerte mir dës Motioun och ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bausch an dann den Här Baum.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, ech ka mech wierklech nëmme wonneren, wann ech héieren hei, datt vun der Regierung verlaangt gëtt - wat ech verstinn -, datt ee soll Konkretes proposéieren an deem heite Beräich, a wann ech déi Motioun hei liesen, datt ech awer näischt Konkretes dra fannen! Well hei gëtt d'Regierung just opgefuerdert genausou allgemeng, wéi dat am Mee och gemaach ginn ass an enger Motioun, déi iwwregens vill mäi wäit geet. Déi, déi d'Chamber am Mee gestëmmt huet, geet vill méi wäit wéi déi heiten. Do ass dat heite souwisou mat dran.

Mä et steet näischt méi dra wéi an där am Mee! Duerfir verstinn ech deen Exercice hei guer net. Ech hätt et verstanen, wann elo d'CSV hei geschriwwen hätt an där Motioun, oder d'Piraten: „Mir fuerderen d'Regierung op, d'Akzisen um Diesel ëm 15 Cent ze héijen." Oder ech hätt verstanen, wann Der gesot hätt: „Mir fuerderen op, direkt eng Steier anzeféieren um Kerosin." Konkret Fuerderungen, mä där steet jo keng hei! Et sti just Allgemengplätzercher hei dranner, genau wéi och gëschter an de Rieden hei genausou vill Allgemengplätzercher gesot gi sinn.

Duerfir géif ech proposéieren, effektiv, datt mer emol solle waarden, bis de Plang kënnt, well do wäerte konkret Saachen drastoen. An da wäert hei och d'Spreu vum Weize sech trennen, fir ze kucken, wien eppes wëllt maachen a wien näischt wëllt maachen.

(Brouhaha)

Mä Allgemengplätzercher hu mer genuch an dësem Parlament, menger Meenung no, ofgestëmmt!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Wann ee meng Ried gëschter nogelauschtert huet, da mengen ech, datt relativ kloer ass, datt een d'Motioun vun de Piraten verwerfe muss. Näämlech hei ze proposéieren, datt Déngschtreese kompenséiert gi mat Emissiounszertifikater, déi een dann esou wéi am mëttelalterlechen Ablasshandel un den internationale Marchéé keeft, dat ass sech aus der Verantwortung erausgeklaut!

Une voix.- Très bien !

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Eng richteg Motioun wier un d'Regierung: „Huelt déi Suen a maacht de Complement dovunner a Wandmillen an erneierbar Energie hei am Land!"

Duerfir, mir stëmmen déi hei net mat.

Une voix.- Très bien !

(Brouhaha)

M. Étienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Här Clement, erspuert Iech dat!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech mengen, datt de Kolleeg hei vun déi Lénk, deen elo grad iwwert de Certificatshandel geschwat huet, net verstanen huet, wéi Certificatshandel fonctionnéiert.

(Brouhaha et interruption)

Well een, deen näämlech an erneierbar Energien investéiert, kritt dofir haut ënnert dem Modell jo Emissiounsrechter, déi e kann um fräie Marché handelen a kann deementspriechend ... Wa mer déi Sue wëllen a Wandenergie investéieren, wat ech absolutt géif begréissen, da solle mer dat maachen.

Mir hunn net gesot, et sollt ee Certificate kafen, mä mir soen, et sollt een duebel kompenséieren. Ech mengen, dat ass …

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Duerch de Kaf vu Certificaten!

M. Sven Clement *(Piraten).*- … duerch de Kaf vu Certificaten, wat bedeit, datt een déi ka vu Wandmillen-, vu Waasserprojeten, vu Kuelereduktiounsprojeten, vun enger ganzer Rëtsch vu Projeten, déi de Klima géife schützen, verbesseren (veuillez lire : bezéien).

Ech mengen, datt dat hei eng konkret Motioun ass, déi, kann ee soen, dat Duebelt kompenséiert - näämlech dat Duebelt: net nëmmen de Montant, dee mer „ausginn" un CO_2, mä tatsächlech och CO_2 kompenséiert, dee mer net ausginn -, fir den iwwerschëssegen CO_2, dee schonn an der Atmosphär ass, erëm erauszezéien. Dat kann ee maachen duerch Projeten, wou ee Beem planzt, duerch Wandmillen an esou weider.

Ech wéilt op eppes agoen, wat den Här Bausch gëschter gesot huet, näämlech datt mer jo dat heiten och fir d'Chamber sollte maachen. An ech weisen nach eng Kéier drop hin, an den Här Bausch war Fraktiounschef vun deene Gréngen, wann ech mech richteg erënneren, a misst et also wëssen, datt een och - an dat hunn d'Regierungsbänke virdru gesot - soll Resolutiounen an de Bureau kënne mathuelen an do diskutéieren. Genau dat hu mir, an dat hunn ech gëschter a menger Ried gesot, och gemaach a mir hunn de Bureau opgefuerdert, hei ganz konkret Mesuren ze huelen, fir dat nämlecht, wat mir vun der Regierung fuerderen, och fir d'Chamber ze maachen.

An dann op de Fait personnel, wou den Här Bausch mech gëschter attackéiert huet a sot, ech wär wuel ee vun deenen, déi am meeschte fléien: Ma meng Déngschtreese stinn ëffentlech um Internet. Dir kënnt alleguerte gären nokucken. Dir kënnt do gären ...

(Interruption et hilarité)

... e Verglach maachen, wien dann do elo méi geflunn ass oder manner. An ech mengen, datt ech besser ewechkomme wéi den Här Bausch, deen an der Zäit, wou e Minister ass, mindestens eng Kéier a China geflunn ass, fir op e Fliger ze waarden, deen net komm ass.

M. Étienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Den Här Bausch huet awer och eppes Opweises, Här Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bausch, wannechgelift.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech hunn héieren, Här Clement, dass Der muer …

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, den Här Bausch huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här Clement, Här Clement, ech hunn héieren, Dir flitt muer mam Segelschëff op London.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Di Bartolomeo, den Här Bausch huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo, ech hunn dat héieren, Här President.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, éischtens emol hunn ech kee Wäertuerteel ofgeluecht dodriwwer, wien hei wivill flitt, well éischtens wëll ech dat a wäert ech dat ni maachen. Dat hunn ech ëmmer gesot, ech sinn net de Moralapostel, dee jiddwerengem virrechne geet, wie wou wat ze maachen huet.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Da flitt hie mam Segelschëff.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dat ass dat eent. Dat ass jo éischter an der Motioun vun de Piraten, wou dat suggeréiert gëtt, fir dat ze maachen. Ech hunn dat gëschter just opgeworf, well ech den Här Clement wollt drop hiweisen, datt een awer wannechgelift selbstverständlech dat och kéint an enger Resolutioun hei an der Plenière maachen. Dat wär méi transparent gewiescht, wéi de Bréif ze schreiwen. Dat ass dat, wat ech em gëschter gesot hunn. Ech leeë kee Wäertuerteel of, weder iwwer een, wat fir en Auto datt e fiert, nach ob e flitt.

An ech sinn och net der Meenung, datt mer d'Problemer vum Klima wäerte léisen, andeem mer moralesch virginn an een deem aneren dauernd op den Teller kucken. Dat wëll ech och nach eng Kéier ganz däitlech soen. Duerfir brauch ee mech dorobber net unzeschwätzen, dat ass net meng Aart a Weis, fir virzegoen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sou, elo, mengen ech, kënne mer iwwert déi zwou Motiounen ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun Nummer 1. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration.

Dës Motioun ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Vote sur la motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration.

D'Motioun 2 ass bei 23 Jo-Stëmme géintiwwer 37 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Dat ass déi vum Code de déontologie. Den Här Goergen an dann den Här Bodry, wannechgelift.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech mengen, zum Code de déontologie brauch een net méi vill ze soen. Ech mengen, jiddereen am Land, wann ee sech déi aktuell Situatioun ukuckt, huet verstanen, dass dee schnell gebraucht gëtt. Natierlech kann een elo erëm soen: „Mir waarden, mir maachen einfach esou weider, wéi wann näischt wär." Duerfir hu mir d'Propos gemaach, einfach emol schnell ze handelen, well et komme sécherlech nach aner Problemer iergendeng Kéier op d'Tapéit. A wann dee Code de déontologie net do ass, mécht een nach ëmmer Dieren op, déi eigentlech sollte fest zou sinn.

Deementspriechend hale mir dru fest, dass d'Chamber haut soll decidéieren, och no der Affär Déifferdeng, wat soll weiderhi geschéien. Seet d'Chamber haut: "Mir waarden nach, mir maachen nach Brainstorming", wat och ëmmer, an dat soll dann iergendeng Kéier an dräi, véier Joer kommen, da seet d'Chamber deementspriechend och: „Mir hunn näischt aus Déifferdeng geléiert!"

Wa mer haut mat Jo stëmmen, da gi mer kloer d'Signal: Mir hunn aus Déifferdeng geléiert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass et um Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen, dass hei effektiv oppen Dieren agerannt ginn. Et gëtt eng kloer Positioun, déi d'Regierung iwwer eng Äntwert vun der Innenministesch hei ageholl huet op eng Fro vum Här Clement, wou se seet: „Dat gëtt diskutéiert am Kader vun der Gemengereform."

(Interruption)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- „Wéini?", ass d'Fro!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma dat steet an Ärem Text: bis zum Enn vun der Legislaturperiod! Dat heescht, Dir gitt der Regierung véier Joer, an ech soen Iech, déi Reform vum Gemengegesetz kënnt viru véier Joer.

Dat heescht, mir gi méi wäit, wéi Dir bereet sidd ze goen. Dir sot: „Dir hutt Zäit bis zum Enn vun der Legislaturperiod", dat heescht, et geet duer, wann a véier Joer eigentlech deen

Text kënnt. Mir sinn der Meenung, den Text soll éischter kommen, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Voilà!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ... soudass effektiv selbstverständlech am Sënn vun der Autoregulatioun, déi elo gegollt huet fir d'Chamber, fir d'Regierung, och de Gemengesecteur sech soll autoreguléieren. Dat musse mer awer hei iwwert de Gesetzeswee maachen. An do gëtt et en Text scho vum Syvicol. Deen ass ausgeschafft ginn opgrond vun der Demande vum viregten Innenminister, deen hat deen Dossier weiderginn un de Syvicol. De Syvicol huet do eng éischt Propos gemaach, an dat fléisst an an déi Diskussioune ronderëm dat neit Gemengegesetz.

Ech fannen, dass alles richteg leeft. An d'Regierung brauch eigentlech net opgefuerdert ze ginn, eppes ze maachen a vläicht souguer nach méi Zäit ze verspillen, wéi se et scho wëlles huet. Duerfir mengen ech, dass mer deen heiten Text wierklech net brauchen, dass dat doten an déi richteg Richtung geet.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen nach eng Kéier.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Just eng kuerz Reaktioun. Heiansdo si mer ze fein effektiv, wou mer der Regierung vill Zäit ginn. Mir sinn awer och do kompromëssbereet a géifen draschreiwen: ee Joer.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Maacht Är Texter direkt richteg!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat kritt d'Regierung emol net hin!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kënne mer iwwert d'Motioun Nummer 3 ofstëmmen.

Vote sur la motion 3

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 4

A mir kéime gläich zur Motioun Nummer 4. Ass keng Wuertmeldung do? Da kënne mer iwwert déi Motioun ...

D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Als gréng Fraktioun, ech mengen, hate mir och gëschter schonn doriwwer geschwat, wann ech mech net iren. De Xavier Bettel hat et och erkläert a senger Interventioun, datt d'Steierreform - dat heite betrëfft jo d'Steierreform - wäert elaboréiert ginn, datt d'Spezialiste schonn amgaange si mat schaffen, datt se d'Fakte wäerten op den Dësch leeën an datt mer eis duerno zesummesetzen, fir e gesamte Package ze schnüren, datt et duerfir awer och net sënnvoll ass, eenzel Mesurë virzezéien an déi aus dem Kontext erauszerappen an elo schonn ze decidéieren.

An duerfir proposéiere mir, dës Motioun net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Lies, wannechgelift, an dann den Här Reding.

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, Merci fir d'Wuert. Bon, ech mengen, gëschter ass ganz kloer an eisem Discours ervirgaangen, wéi d'Situatioun momentan um Immobiliemarché, um Wunnengsbaumarché ass. An duerfir, et ass Urgence gebueden!

Et ass Urgence gebueden, wann een déi Fotoen oder Biller gesäit, déi sech virum Siège vun der SNHBM virun enger Woch ofgespillt hunn. An duerfir, et ass ganz kloer, datt d'Kafkraaft vun de Leit hei am Land opgrond vun där Hausse vun deene Präisser iwwert déi lescht zéng Joer, déi sech méi wéi verduebelt hunn, déi sech méi wéi verduebelt hunn ..., datt wierklech eng Urgence do ass fir déi Leit, zemools déi jonk Menagen, déi haut Schwieregkeeten hunn, och bei engem Promoteur public, fir sech iwwerhaapt nach eng Wunneng kënnen ze leeschten, datt eben dee Fräibetrag, datt deen doubléiert gëtt. Wann ech soen „zéng Joer", datt innerhalb vun zéng Joer d'Präisser sech verduebelt hunn, mengen ech, wär et och un der Zäit, fir dëse Fräibetrag ze doubléieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech war ganz frou, wéi ech déi dote Motioun gelies hunn, well et ass effektiv e risege Problem. Et geet hei jo drëm, datt d'Leit, déi eppes kafen, op eng gewëssen Tranche nëmmen 3 % anstatt 17 % TVA musse bezuelen. Wann d'Baupräisser esou an d'Luucht ginn, wéi se an deene leschte Joren an d'Luucht gaange sinn, geet dee Plaffong fir eng normal Wunnecht einfach net méi duer. Ech mengen, do misst heibanne Konsens herrschen.

An hei ass eng kleng Mesure, déi ka ganz schnell geholl ginn an déi direkt hëlleft. An duerfir ënnerstëtze mer dat heiten. Ech wollt derbäifügen: An der Belsch zum Beispill ass et d'office 6 % ouni Limitt an ouni Autorisation préalable op all Habitatioun. Och dat wier e System; dat ass zum Beispill e System, iwwert deen ee kann nodenken am Rame vun enger méi wäiter Reform oder vu méi engem grousse Pak. Mä dat heiten ass eng ganz wichteg Mesure, déi sollt direkt geholl ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 4.

Vote sur la motion 4

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Marc Angel), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 5

Mir kéime bei d'Motioun Nummer 5. D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Do wéilt ech nach eng Kéier widderhuelen, Här President, datt och déi do gutt Iwwerleeungen, wierklech gutt Iwwerleeungen, an d'Steierreform wäerten afléissen, wou mer jo da genee op déi do Beräicher wäerten agoen.

Ech hunn awer och gesinn, datt hei bei där Motioun véier Buergermeeschteren ënnerschriwwen hunn, déi jo notamment verlaangen, datt een an der Gemeng sollt géint Spekulatioun virgoen. An ech mengen, et wär elo interessant, wann déi Buergermeeschteren dann emol an hirer Gemeng esou e Projet géifen ëmsetzen. Da kéinte se eis och hei hir Erfahrunge materabréngen, fir ze soen, wéi et an hire Gemenge gelaf ass. Dat sinn den Här Eischen, den Här Lies, den Här Eicher an den Här Kaes. An da wär dat eng zousätzlech Plus-value fir eis Aarbechten, wann dat do schonn an de Gemengen, an deene Gemengen, gemaach gi wier.

Merci duerfir.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Lies, wannechgelift.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Bon, ech mengen, Polemik bedreiwe kann effektiv heibanne jiddwereen.

(Brouhaha)

Ech soen et nach eng Kéier. Ech soen et nach eng Kéier: Kuckt Iech d'Fakten dobaussen un!

Kuckt Iech d'Fakten un, kuckt effektiv! Ech hu mat ville Leit an deene leschten Deeg geschwat, déi effektiv bei der SNHBM woren. Schwätzt mat deene Leit! Wa se effektiv nuets musse campéiere goen, fir sech eng Wunneng kënnen ze leeschten, dat ass dramatesch! An duerfir fannen ech déi Polemik effektiv relativ bëlleg, Madamm Lorsché, fir hei ze soen: „Kuckt no Iech!" Ech kann Iech just soen, bei eis an der Gemeng ass de B6 - an et geet hei haaptsächlech ëm de B6 - deen zweethéchsten am ganze Land.

Voilà! Dat dann op Är Äntwert. An da kucke mer, mir kënne jo och op Beetebuerg dann eng Kéier kucke kommen. Wéi ass et bei deene Beetebuerger? Da fänkt Dir bei Iech un!

(Brouhaha et interruptions)

Duerfir, mir bleiwe bei dëser … Ech wëll et hei nach eng Kéier widderhuelen, dat, wat ech virdru scho gesot hunn: D'Wunnengsbaupräisser hu sech an deene leschten zéng Joer méi wéi verduebelt! Et ass Urgence gebueden an duerfir géife mer Iech bieden, dësem hei Rechnung ze droen. Et géif ville Leit hëllefen.

Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun net matstëmmen, aus engem ganz einfache Grond, an ech hat dat och schonn eng Kéier hei op der Tribün gesot: Wann Immeublen eidel stinn, ass dat net ëmmer Spekulatioun. Mir sinn och derfir, datt géint d'Spekulatioun gekämpft gëtt, mä et gëtt ganz vill Leerstänn, déi aner Ursaachen hunn, notamment e schlecht Mietgesetz!

(Interruption)

Jo, e schlecht Mietgesetz, wou ech ganz schwéier een erauskréien. Wann ech weess, mäi Kand kënnt an zwee Joer vun der Uni erëm, dauert dat vill ze vill laang, fir déi Wunnecht nees eidel ze maachen. Also loossen ech se en attendant eidel stoen.

D'Handwierker kritt een net méi erbäi. Mir gesinn et jo an de Gemengen, wéi d'Präisser explodéieren, wéi op Soumissiounen heiansdo nach just eng eenzeg Offer kënnt an esou weider. Et gëtt honnert Ursaachen, firwat datt en Immeubel eidel steet.

En Immeubel kann zum Beispill och eidel stoen, well een eng Autorisatioun ugefrot huet, déi een net kritt, déi ee jorelaang net kritt. An net nëmmen, datt dee Mënsch da blockéiert ass mat sengem Immeubel, neen, da géife mer en och nach besteieren, well säin Immeubel eidel steet! Dat ass eppes, woumat mir als ADR net kënnen d'accord sinn, an duerfir wäerte mer eis hei enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ma elo hu mer grad eng Plaidoirie héieren, fir d'Spekulanten ze protegéieren. Mir mengen éischter, datt een d'Leit protegéiere muss a fannen déi Initiativ vun der CSV richteg a gutt a wäerten duerfir och déi heite Motioun matstëmmen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 5.

Vote sur la motion 5

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 5 ass mat 25 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme bei 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 6

Da kéime mer zur Motioun Nummer 6. D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Och déi Motioun proposéiere mer net unzehuelen. Den Här Minister Bausch huet virdrun hei erkläert, dass ebe grad d'Schléissung vun de Commissariats de proximité keen Echec ass. Firwat? Well d'Police méi um Terrain ass, well se méi gesi gëtt, ...

(Brouhaha)

... well se méi gesi gëtt a well an de Gespréicher mat deene Leit een och gemierkt huet, datt et vill méi sënnvoll ass, datt d'Police um Terrain ënnerwee ass, wéi wa se hannert engem Guichet sëtzt, wou se eigentlech net déiselwecht Missioune kann erfëlle wéi dobaussen um Terrain.

De Problem, dee sech bei der Police éischter stellt, ass dee vun der Penurie u Personal, wou jo elo dëst Joer 75 Leit agestallt ginn. Mä dat geet nach net duer. Et wäert op deem Wee weidergoen. Wéi gesot, dat hei ass net de richtege Wee, mä dee richtege Wee ass, méi Polizisten um Terrain ze hunn an der nach derbäizekréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gloden an dann den Här Goergen an dann den Här Kartheiser.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech stelle just fest aus ville Gespréicher mat Polizisten a mat Leit, déi e Polizist brauchen: Et sinn net genuch Polizisten um Terrain. Besonnesch owes ass et e Problem an och besonnesch am ländleche Raum. Ech ginn lech e ganz konkret Beispill: Virun e puer Woche war e Schoss zu Maacher um Camping. Dat huet owes Dräivéierelstonn gedauert - Dräivéierelstonn! -, bis do ee vun der Police konnt kommen, well se net genuch Leit haten. An da verklickert de Leit net dobaussen, et wär alles an der Rei!

(Interruptions par Mmes Josée Lorsché et Martine Hansen)

Kuckt an de Spigel, Dir sidd à l'origine vun där Feelreform vun der Police!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Goergen huet d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Et kann ee vill driwwer diskutéieren, ob déi puer Kilometer, déi de Polizist herno muss fueren, wann e geruff gëtt, an där enger Gemeng oder an där anerer musse sinn. Et ass awer nun emol e Fakt, dass d'Leit dobaussen och e Sécherheetsgefill hunn. An dat Sécherheetsgefill, dat ass nun emol duerch déi méi no Kommissariater gestäerkt. A wann ech aus den Erfahrunge vu Péiteng schwätzen, wou mer an engem Dräiländereck sinn, wou leider kee Policebüro méi op ass, an déi owes vun Déifferdeng, deelweis vun Esch musse kommen, ass dat en Zoustand, deen een net weiderhi kann akzeptéieren.

Deementspriechend wäerten d'Piraten dat heiten och ganz kloer ënnerstëtzen, well een eng Kéier iwwert dee klengen Tellerrand muss ewechkucken. Et muss een eng Kéier mat de Leit emol kucken, wéi iwwerhaapt hiert Sé-

cherheetsgefill ass. Et ass vläicht schéin a gutt ze soen: „Et ass alles an der Rei, et ass eng ganz schéi Welt, et schwammen iergendzwousch Einhörner“, mä et muss een awer emol eng Kéier mat de Leit kucken, wéi et wierklech dobaussen ass.

Ech hunn heiansdo dat Gefill, wéi wann op där anerer Säit alles emol einfach schéigeschwat gëtt, awer ganz vill donkel Wolleken driwwer sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser huet d'Wuert, dann den Här Bausch.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech mengen, déi Motioun hei vun der CSV, déi ass am Fong begrënnt. Mir hunn e Konsensus heibannen, datt et net genuch Polizisten am Land gëtt. Mä dat huet Ursaachen duerch e mangelnde Rekrutement iwwer laang Joren. Et huet awer och Ursaachen, déi reng politescher Natur sinn.

Mir hu Sécherheetsproblemer am Land, déi e Resultat vun enger schlechter Politik sinn - an enger Rei vun Domänen. Dat ass awer e Problem, de Personalmangel, deen een net nëmme kann duerch Rekrutement léisen, mä deen een och duerch eng gutt Politik a verschiddene Schlësselberäicher muss probéieren opzefänken.

Dat Zweet ass, wa mer iwwert d'Polizei an d'Sécherheetsproblematik schwätzen, dann hätte mir och do gär Transparenz an Éierlechkeet. Ech wéilt vläicht just soen, datt ech virun enger gewëssener Zäit, et ass nach net allze laang hier, eng Question parlementaire gestallt hat, opgrond vun enger Interventioun, déi d'Madamm Cahen gemaach hat bei der Polizei, fir e Communiqué vun der Polizei ofänneren ze loossen.

Ech krut eng interessant Äntwert. An dunn ass mer an der Äntwert gesot ginn, jo, d'Police wär zoustänneg fir dee materiellen Deel vun enger Äntwert an d'Regierung géif dann dee politesche Volet vun enger Äntwert iwwert d'Sécherheetssituatioun, enger Polizeisituatioun hei am Land ginn.

Wou ass dee politesche Volet? Firwat kréien d'Leit hei am Land net einfach gesot, wou d'Sécherheetsproblemer sinn a wéi d'Situatioun ass? Firwat musse mir als Mandatairen hei nokucken, wéi eng Regierung higeet a probéiert jo offensichtlech, einfach Tatsaache politesch esou ofzeänneren, datt se hirer Meenung no an e Konzept passen?

Déi Polizeireform huet net nëmme schlecht Säiten. Ech wëll déi net schlechtmolen, net well den Här Schneider hei sëtzt. Si huet och gutt Usätz! Mä et ass awer ganz sécher, datt se och net eng honnertprozenteg Reussite ass. A mir wëssen, datt d'Délais d'intervention op verschiddene Plazen extrem laang gi sinn. A vläicht kann een dat mëttelfristeg a laangfristeg opfänken duerch méi Leit. Awer et ass eng Tatsaach, datt d'Police op ville Plazen ze wäit ewech ass, fir eng effikass Interventioun an engem Délai raisonnable kënnen ze garantéieren.

Duerfir ass deen Usaz richteg, deen hei vun der CSV proposéiert gëtt. An en ass och nach virsiichteg formuléiert. Wann ech mech gutt erënneren, hat den Här Gloden geschriwwen « à envisager des commissariats », datt een emol kuckt: Wéi kann een dat erëm hibréngen, wéi kann een erëm d'Police méi no bei d'Leit kréien? An et soll een och kucken, eng Etüd ze maachen, seet d'CSV.

Wie kann eppes dergéint hunn? Well ass et net eise gemeinsamen Interessi, d'Sécherheet hei am Land ze verbesseren, méi effikass ze maachen?

Mir sollten einfach de Realitéiten an d'A kucken. Mir hu grouss Sécherheetsproblemer hei am Land. Mir hate gëschter geschwat iwwer en zweete Prisong. Mir wëllen eng éierlech, transparent Analys vun der Situatioun. Mir wëllen der Polizei déi néideg Moyene ginn. Mir wëllen de Bierger erëm dat Gefill vu méi Sécherheet ginn an och eng reell Sécherheet ginn an d'Proximitéit vun der Police an all deenen Diskussiounen ass duerfir e wichtege Facteur.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bausch an dann den Här Bodry.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Jo, Här President, ech ka mech nëmme wonneren, wann hei elo gesot gëtt, hei géif eppes schéigeschwat ginn, et géif gemaach ginn, wéi wann alles tipptopp wär. Dat huet kee gesot!

Ech hu gëschter an och haut a menger Ried de Moien an an den Äntwerte just de Contraire gesot. Ech hu gesot, et wär net esou, wéi et soll sinn. Well de Fait, datt mer mussen iwwer dräi Joer, mat den Zivilisten agerechent, bei der Police 800 Leit astellen, da bräichte mer déi jo net anzestellen, wann alles tipptopp wär, wéi et soll sinn.

Mä ech soen Iech awer och, déi Penurie, déi mer bei der Police hunn, an datt et esou ass, wéi et ass, dat huet awer och elo näischt ze dinn …, oder et ass net entstane gëschter an haut an och net bei mengem Virgänger an der leschter Legislaturperiod, well ëmmerhin huet dee Reforme gemaach!

Dat ass jo eppes, wat scho méi laang datéiert! Wa mer haut eng Police hu vum Effectif hier, déi engem 400.000-Awunner-Stat entsprécht, a mer reell awer, wa mer d'Frontalieren dobäizielen, en Iwwer-800.000-Awunner-Stat hunn, dann ass dat net vun haut op mar esou entstanen! Well déi Awunnerzuelen an déi Frontalierszuelen, déi si jo net eréischt zënter dräi Joer esou an d'Luucht gaangen, mä dat ass schonn zënter 15, 20 Joer esou! Duerfir, kommt, mir halen …!

Et ass hei e bëssen äänlech wéi bei deem anere Dossier. Mir maachen alleguerten heibannen, oder et gëtt esou gemaach heibannen, wéi wann dat hei elo just e Problem wär, dee gëschter entstane wier. Neen, dat ass net esou!

Dat Zweet ass, wann ech den Här Kartheiser héiere soen, mir géifen d'Statistike quasi politesch friséieren, da wëll ech em soen, datt en net matkritt, wat all Joers stattfënnt.

(Interruption)

Gelift? Dir hutt gesot … Dir hutt gesot …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Bausch, ech hunn dat Wuert „Statistik“ net gesot, mä „Communiqué“.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- „Communiqué“ net „Statistik“!

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dann erkläert et emol nach eng Kéier, wéi Der et gesot hutt! Ech hunn et vläicht net richteg verstanen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, ech hunn eng Question parlementaire gestallt virun enger gewëssener Zäit. Ech hunn déi elo net hei. Ech hat se gëschter mat fir d'Debatt. Ech hu se haut net hei. Ech kann lech se awer haut nach produzéieren, wann Der wëllt. Dir kënnt se och nokucken, d'Question-parlementairë si public.

An där Question parlementaire huet et sech ëm d'Situatioun an der Weilerbaach gedréit, wou gesot ginn ass, datt d'Madamm Cahen bei der Police intervenéiert wär, fir e Communiqué vun der Police ofänneren ze loossen, dee si publizéiert hat iwwert déi Faiten, déi do waren.

Ech hunn dat nogefrot. D'Regierung huet mer confirméiert, datt d'Madamm Cahen do intervenéiert wär, a si huet gesot, d'Police wär zoustänneg just fir dee materiellen Deel vun enger Matdeelung an d'Regierung géif dee politesche Volet vun de Matdeelunge vun der Polizei kucken. Dat ass deen interessante Punkt. Vu Statistiken hunn ech net geschwat.

Ech hunn awer ënnerstrach, datt anscheinend dës Regierung der Meenung ass, datt e Fait policier e politesche Volet huet, iwwert dee si wëllt selwer da redaktionell intervenéieren, fir anscheinend jo dann eppes ze erreechen, wat hir passt, soss géif se et jo net maachen.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Also hutt Der der Madamm Cahen ënnerstallt, si géif statistescht Material vun der Police wëlle politesch fälschen.

(Interruptions)

Jo, ben, Dir hutt et elo nach eng Kéier widderholl. Ech wëll Iech just soen, Här Kartheiser: Gitt op de Site police.lu kucken, do fannt Der d'Statistiken erëm!

Une voix.- Neen!

(Interruptions)

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Do fannt Der d'gesamt …

Här President, gitt hinnen eng Temesta, fir datt se sech berouegen! Well soss kann ech net ausschwätzen.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha général)

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären …

Une voix.- Dat do geet awer guer net.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ma dach, et ass awer esou.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, den Här Bausch huet just …

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Mä wien huet dann elo d'Wuert? Wien huet Iech d'Wuert ginn, Här Gibéryen? Wien huet Iech d'Wuert ginn?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nee, Här Bausch, gëschter hat Der d'Wuert och net, do sidd Der och hei an d'Wuert gefall, wéi den Här Kartheiser geschwat huet.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech hunn hei … Ech wëll elo normal …

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir hutt och hei als President d'Missioun, de Minister opzefuerderen, seng Frechheete vis-à-vis vun den Deputéierten zréckzehalen. Ech géif Iech bieden, dem Här Bausch e Blâme auszeschwätzen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà!

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, ech mengen, datt meng Remark berechtegt war.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An elo huet den Här Bausch d'Wuert. Den Här Bausch eleng. A wann da gären een d'Wuert hätt, da muss en dat froen an da kritt en et.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, Här President, Dir akzeptéiert, datt e Minister hei een Deputéierten …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Neen, Dir hutt d'Wuert net, Här Gibéryen. Dir hutt d'Wuert de Moment net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, Dir hutt nach näischt zum Minister gesot.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert net. D'Wuert huet elo den Här Bausch.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech stelle fest, datt den Här President dat zouléisst.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert huet elo den Här Bausch!

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, Här Gibéryen, …

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo.

(Interruptions)

Une voix.- Dir kënnt awer eng huelen.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Gibéryen, ech hunn normal hei d'Wuert gefrot an ech hunn normal d'Wuert kritt.

M. Gilles Baum *(DP).*- Dat ass net gutt fir Är Gesondheet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh Mamm!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Kënnt Der de Mikro ausmaachen?

M. Gilles Baum *(DP).*- Dat do ass net gutt fir d'Bluttzirkulatioun!

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir kënnt op police.lu d'Statistiken alleguerten noliese goen. Déi ginn all Joers publizéiert. Dat si Statistiken, déi gi vun der Police ouni Amëschung vun der Regierung erstallt. Dat si Fakten iwwert d'Realitéit vun der Sécherheet an der Kriminalitéit dobaussen. Dat gëtt all Joers vun der Police och virgestallt op enger Pressekonferenz.

A wann Der dat neit Policegesetz gutt liest, dat mäi Virgänger gemaach huet, do ass och virgesinn, an dat hunn ech entre-temps gemaach dëst Joer, datt mer regional op der Plaz géife mat de Gemengeverantwortlechen diskutéieren.

Do si Comitéë virgesinn, wou déi Zuelen dann och nach eng Kéier, regional erofdeklinéiert, mat de Gemengen diskutéiert ginn, wou d'Police iwwregens och dëst Joer profitéiert huet, fir de Buergermeeschteren an de Schäfferéit ze erklären, wat fir eng nei Méiglechkeeten d'Buergermeeschteren an d'Schäfferéit hunn, fir kënne mam Policegesetz ze schaffen. An do sinn och d'Statistike regional diskutéiert ginn. An déi ginn net verfälscht. Déi gi ganz sachlech duergestallt, esou wéi se wierklech dobausse sinn.

An da wéilt ech Iech soen, wann Der sot, déi Commissariats de proximité, déi géifen esou vill bréngen: Ech hunn d'Zuelen hei, ech hu mer se extra nach eng Kéier eraussiche gelooss. Ech verdeelen Iech se och herno, da loossen ech se erausprinten. Wann Der déi Zuele kuckt, dat ass vum Januar bis de Summer gerechent, wivill Interventiounen datt do waren, dann ass dat mat Ausnam vun een, zwee Stéck, dat si souwisou grouss Kommissariater, déi souwisou besat ginn, total niewesächlech, fir net ze soe wéineg.

Dat geet vun null bis eng, zwou, fënnef, zéng Interventiounen iwwer sechs Méint! Also ech schwätzen hei wuelverstane vu Polizisten, deenen an de Büroen, wou ee bei se kënnt, do wou se sëtzen, an hinnen dann eppes virbréngt, wat se solle maachen.

Ech wëll och soen, wann den Här Goergen seet, de Fait, datt et esou laang géif dauere vun Déifferdeng op Esch an esou weider an esou virun, alles dat, soen ech Iech, ännert näischt, wa mer zwee Polizisten am Commissariat de proximité sëtzen hunn. Well déi zwee, déi dosëtzen, wat maachen déi dann? Wann eppes Reelles geschitt um Terrain, muss souwisou e Renfort komme vun deene grousse Kommissariater, och haut. Wann et ass fir eng Klenggkeet, da soen ech Iech, dann ass de Problem net grouss.

An dovun ofgesinn, besteet jo d'Méiglechkeet haut och duerch d'Reform, fir sech digital e Rendez-vous ze froen oder iwwer Telefon e Rendez-vous ze froen, an da kritt ee souguer de Rendez-vous sur place. Wann zum Beispill eng eeler Persoun eng Doleance huet, ka se uruffen, da kritt se e Rendez-vous. Genau déi Minutt, wou se wëllt, kënnt de Polizist sur place dohinner, fir alles opzehuelen, wat se gär hätt.

Also sorry! Fir ze behaapten, datt elo duerch de Fait, datt mer géifen iwwerall eparpilléiert duerch d'Land een, zwee Poliziste sur place sëtze loossen, datt dat eppes géif brénge fir d'Sécherheet, dat ass net de Fall.

An och all eis Analysen no deem éischte Joer vun der Reform, déi ergi just de Contraire. An all déi Gemengen, déi am Ufank méi skeptesch waren, wou et entre-temps schonn duerchgefouert ginn ass, déi gi selwer zou a soen eis och entre-temps, datt eigentlech d'Situatioun besser ass wéi virdrun, datt d'Poliziste méi sur place si wéi virdrun.

Et sinn der awer net genuch sur place! Duerfir, dat wëll ech nach eng Kéier betounen: Et sinn der net genuch do. Et missten der méi sinn. Et misste méi Brigaden haaptsächlech op deenen Hotspotte sinn. Mä dat huet mam Punkt ze dinn, datt mer de Moment nach net genuch Leit bei der Police hunn. An doru gëtt geschafft.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An dann hat nach den Här Alex Bodry d'Wuert gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen, et sollt een hei sech an der Chamber un eis eege Regelen halen. Wéi mer déi Reform hei gestëmmt hunn no haarden Diskussiounen, wou eng ganz Partie Leit net derfir waren, ass gemeinsam festgehale ginn, dass mer géifen no zwee oder dräi Joer ee Bilan zéie vun der Applikatioun vun där Reform. An ech mengen, dat ass den nächste Rendez-vous. Mir sollen deem Bilan awer net virgräifen an erëm al Theesen hei widderhuelen. Mir sollten elo ofwaarden: Wéi huet sech déi Reform no enger Rei vu Joren effektiv um Terrain bemierkbar gemaach? Wat sinn déi positiv Effekter? Wat si vläicht déi méi negativ Effekter vun där Reform? Da solle mer gemeinsam kucken, de System ze optiméieren.

Ech mengen, hei ass eppes, wat sech, mengen ech, fir Parteipolitik eigentlech net däerft prêteieren. Duerfir géife mir plädéieren, dass mer eis sollten un eis eege Regel halen, als Chamber e Bilan zéien no zwee, dräi Joer an duerno gemeinsam hei an enger ëffentlecher Debatt da kucken, wat gutt leeft, wat schlecht leeft, an da probéieren nozebesseren.

Mä de Problem, dee mer wäerten hei kréien, dat ass net esou d'Zuel vun de Posten, mä ob mer all déi Posten och besat kréie mat deene richtege Leit. Ech mengen, dat ass déi eigentlech Erausfuerderung, déi sech stellt. Dat eent ass, Posten zur Verfügung stellen, an dat Zweet ass - dat ass, mengen ech, nach méi schwéier -, och derfir ze suergen, dass mer déi richteg Leit op déi dote Poste kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Den Här Kartheiser wëllt nach eppes soen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech mengen, eng Debatt wéi déi hei huet dee Virdeel, datt mer awer kënnen en Echange hunn, fir ze verhënneren, datt mer laanschteneeschwätzen. An ech hat den Androck, an et ass vläicht en Iertum an der Interpretatioun mengersäits, mä ech hat den Androck, datt den Här Bausch eigentlech eppes aneres geäntwert huet wéi dat, wat ech gesot hunn.

Ech hu geschwat iwwert d'Interventioun vun der Regierung an e Communiqué, an d'Effentlechkeetsaarbecht vun der Police. Den Här Bausch huet mer geäntwert mat Statistiken. Dat ass net de Sujet gewiescht, deen ech ugeschwat hat. Et deet mer leed, wann ech net däitlech war, Här Bausch. Mä ech wollt nach eng Kéier zréckkommen op de Prinzip, datt d'Regierung an de Communiqué vun der Police agräift.

Ech wollt Iech froen: Ass et fir d'Regierung normal, fannt Dir et richteg, datt d'Regierung an d'Effentlechkeetsaarbecht, an d'Kommunika-

tioun vun der Police agräift? Wa jo, wie mécht dat? Maacht Dir dat oder kann all Minister agräifen?

An hei an dësem Fall war et d'Madamm Famillje-minister. Ass si kompetent fir d'Police? A wat ass den Objet vun der Interventioun vun der Regierung an d'Effentlechkeetsaarbecht vun der Police?

Dat ass schonn eng ganz substanziell Fro, well ech mengen, et geet jo eigentlech och ëm d'Eierlechkeet, ëm d'Transparenz vun der Policeaarbecht. Et geet ëm en elementaart Recht vun all Bierger, fir genau ze wëssen, wéi dann d'Sécherheetssituatioun hei am Land ass.

Ech wëll just rappeléieren: All Verwaltung, och d'Police, ass am Déngscht vum Land, vun de Leit, déi hei wunnen. Och d'Regierung a mir alleguer sinn de Bierger zur Eierlechkeet an zur Transparenz verflicht. Mir haten iwwert d'Transparenz eng grouss Diskussioun de Moien.

Also firwat gräift d'Regierung an déi Kommunikatiounsaarbecht an? Wien däerf dat? A wat ass den Zweck?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Jo, ech weess näischt vun deem präzise Fall. Déi Questioun ass jo net u mech geriicht, duerfir wëll ech dat iwwerhaapt net kommentéieren. Ech kann Iech just soen, wéi ech als zoustännege Minister vun der Police mat där do Fro ëmginn.

D'Police huet en eegene Kommunikatiounsservice, deen d'Effentlechkeetsaarbecht vun der Police mécht. Do hunn ech mech als Minister bis elo nach keng eng Kéier agemëscht an dat wäert ech och net maachen. D'Police mécht hir Aarbecht do um Terrain a communiquéiert hir Saachen, déi geschéien.

Dir wësst jo och, datt d'Police entre-temps en Instagram, e Facebook-Account huet, en Twitter-Account. An Dir wësst jo och, datt ech net méi op de soziale Medie sinn. Duerfir kréien ech emol net mat, wat se do alles lénks a riets schreiwen. Dat ass mer och vläicht net egal. Ech mengen, wa se elo géife Saache schreiwen, déi mat der Police näischt méi ze dinn hätten, dann hätt ech natierlech e Problem. Mä soulaang wéi d'Police do communiquéiert iwwer hir Aarbecht, déi se mécht am Alldag, fannen ech dat eng gutt Saach an ech mësche mech och do net an.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Bon, da kéime mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 6.

Vote sur la motion 6

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun 6 ass bei 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Domadder ass de Punkt vum Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ofgeschloss.

3. Discours de début de mandat de Mme la Députée Semiray Ahmedova

Da kéime mer zum nächste Punkt. Dat ass dann d'Untrëttsried vun eiser neier Kolleegin, der Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien !

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg sollt eng Zwëschelandung sinn. Et ass awer meng Heemecht ginn. Urspréinglech kommen ech aus Bulgarien. D'Rees sollt eigentlech op Montréal féieren. Mä d'Liewen ass schonn eng Rees fir sech a mir wëssen ni, wou d'Rees hifëiert.

Ech hu virgëschter e Saz héieren an engem Film - a meng Stëmm ziddert -: « La vie est un brouillon que l'on ne peut pas remettre au propre. » Ech si mat néng Joer op Lëtzebuerg komm, mä ech stinn awer net hei, fir Iech ze soen, datt et net einfach war. Ech sinn hei, fir ze soen, datt ech immens dankbar sinn, dankbar fir déi Chance an all Hisiicht, déi ech krut, fir mech kënnen opzebauen, ze integréieren a mech als Lëtzebuergerin ze fillen.

Une voix.- Très bien !

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Déi lescht Deeg sinn ech ëmmer erëm gefrot ginn: „Ma firwat hues du dech politesch engagéiert?"

Als Architekt ass et esou, et sëtzt ee sech dohinner mam Bauhär an da lauschtert een emol no, wat seng Wonschvirstellung wier. Den nächste Schratt ass natierlech: Wéi eng Moyenen hunn ech, dat heescht de Budget? An als Architekt probéiert een eben, déi beschtméiglech Léisung ze fannen zwësche Wonschvirstellung a Realitéit.

Ech wëll gäre weider Architektin sinn, mä hei wier de Bauhär d'Gesellschaft. Ech géif probéieren, an deem Sënn eist Land méi nohalteg an dem Besoin entspriechend ze gestalten.

A mengen anere Fonctiounen als Energieberoderin a Landesplanerin schafft een am Interêt vum Land, vun de Leit an awer och vun all Eenzelnen.

Ech war ëmmer immens frou an erfëllt, fir kënnen duerch Diddeleng ze trëppelen an déi Leit ze gesinn, déi eben eng nei Fotovoltaikanlag op hirem Daach haten oder eben amgaange waren, eng Fassad ze isoléieren, a wou ech ganz genau wousst, datt ech se virun zwee Méint an enger Berodung hat.

Fir mech ass et esou, datt vill kleng Puzzlestécker eng Masse critique ausmaachen. Dofir hat ech mech am Ufank och lokalpolitesch engagéiert, fir mäi Wëssen am Energieberäich an deem Sënn kënne weiderzeginn an dobaussen ze hëllefen.

Ech fannen, et soll een net direkt esou eng utopesch Virstellung hunn, mä et soll een éischter ee klenge Schratt nom anere goen an eng realistesch Visioun behalen.

De Logement. Ech wäert natierlech elo net op déi Problematik vum Logement agoen. Ech mengen, mir hunn dat geschter an och haut nach laang a breet diskutéiert. Wat ech wëll soen, ass am Fong, datt et wichteg ass, einfach op d'Accessibilitéit u Logement pour tous anzegoen.

(Interruption)

Ech kéint Iech am Fong aus menger Beruffserfahrung sämtlech landesplaneresch Kritären opzielen, déi et erlaben ze definéieren, wou et Sënn mécht, iwwerhaapt Wunnengen ze bauen. Wat gehéiert zu enger Liewensqualitéit an engem Quartier?

(Interruption)

Wat heescht ressourcëschounend plangen? A firwat solle mer de Bauperimeter net onbedéngt ganz vill erweideren?

Fir mech ass et wichteg, déi Ëmweltproblematik beschtméiglech mat enger nohalteger Entwécklung, enger ressourcëschounender Planung an engem effiziente Bauen ze conjuguéieren. Domadder wëll ech soen, datt de Logement ënner anerem ee vu menge Schwéierpunkten ass, wou ech hoffen, vill a kleng Schrëtt kënnen no vir ze goen.

Mir ass et wichteg, nei Weeër anzeschloen, wéi zum Beispill nei Wunnformen, déi sech kënnen upassen. Meeschtens ass et esou, datt een am Ufank eleng ass, da vläicht zu zwee, da vläicht zu véier an dann erëm vläicht zu zwee.

(Interruption et hilarité)

A firwat net ... Wat gelift?

(Interruptions et hilarité)

A meng Fro: Firwat net intergenerationell? Eng Mobilisatioun vun den Terrainen - net onbedéngt verkafen, mä mir wëssen, datt eng Majoritéit vun den Terrainen awer an der privater Hand leien -, Revitalisatioun an energetesch Sanéierung vun ale Gebaier respektiv vun eidel stoende Wunnengen.

Ech hoffen, ech wäert all déi kleng Puzzlestécker zu engem schéine Bild kënnen zesummesetzen.

Just vläicht e puer Wuert zu mir selwer. Ech hunn eng grouss Freed um Entdecken, dorunner, nei Weeër ze goen, nei Kulturen, nei Milieuen ze entdecken. Entdecken heescht awer och den Horizont erweideren, aner Meenungen héieren, sech austauschen, mä virun allem, gemeinsam no vir kucken.

E klenge Clin d'œil: Mir feieren dëst Joer 100 Joer Droit de vote universel, an domadder 100 Joer Wahlrecht fir Fraen. An deem feierleche Joer hunn ech wierklech déi grouss Éier, an d'héicht Haus anzetrieden. Eng gesond Mëschung tëschent Fraen a Männer kann nëmmen eng gutt Politik erginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech op eng gutt a fair Zesummenaarbecht mat Iech all, am Sënn vun eisem Land an am Sënn vun eiser gemeinsamer Zukunft.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Mir wënschen Iech alleguer vill Satisfaktioun an Ärer neier Funktioun.

4. Déclaration de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, concernant la procédure d'autorisation relative au dossier « abri de jardin », suivie d'un débat

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien ass eng Deklaratioun vun der Madamm Carole Dieschbourg, Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, iwwert d'Autorisatiounsprozedur am Dossier „Gaardenhaischen" mat uschléissender Debatt. Madamm Dieschbourg, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools Merci, Här President. Loosst mech fir d'Éischt emol der Madamm Semiray Ahmedova nach eng Kéier felicitéieren, hir all dat Bescht wënschen an och Merci soe fir déi léif, sympathesch Ried, déi mer elo just duerften héieren!

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Merci!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Jo, an deene leschte Woche gouf vill iwwer e Gaardenhaischen diskutéiert, vill Accusatioune stoungen am Raum. Meng Mataarbechter vum Ministère an och déi Responsabel vun de Verwaltungen an ech selwer, mir hunn der Effentlechkeet an der Press en Abléck an den Dossier ginn. Mir hunn d'Detailer presentéiert, mir stoungen der Ëmweltkommissioun méi wéi sechs Stonne Ried an Äntwert. Mir hunn op d'Froe vun den Deputéierte geäntwert an den Dossier an d'Prozedur präzis erkläert.

Am Ëmweltberäich, Dir Dammen an Hären, huet jiddereen d'Recht, fir Informatioune bei ëffentleche Verwaltungen a Ministèren ze froen an dës och ze kréien. Zum fräien Accès fir Ëmweltinformatiounen huet Lëtzebuerg sech engagéiert zanter 2005 an der Aarhus-Konventioun. Mä net all Informatioun an engem Naturschutzdossier ass awer eng noutwendeg Ëmweltinformatioun. Déi aner Informatioune sinn iwwert d'PANC-Gesetz geschützt, an nëmmen de Betraffenen, d'Justiz oder eng Enquêtëkommissioun vun der Chamber hunn d'Recht, d'Totalitéit vun den administrativen Dossieren ze gesinn.

An dësem Fall awer vum Gaardenhaischen hunn ech fir maximal Transparenz gesuergt an ech hu mam Accord vum Betraffene méi Informatiounen ëffentlech gemaach, wéi d'Gesetz et virgesäit, dëst an der Iwwerzeegung, dass déijéineg, déi dës Informatioune liesen oder lauschteren, sech iwwerzeege kënnen, dass an dësem Dossier näischt Anormales oder Irreguläres war, dass dësen Dossier normal traitéiert gi war.

Et war mer wichteg, och haut nach eng Kéier der Chamber, awer och eise Bierger nach eemol d'Detailer vum Dossier ze erklären a Saache richtegzestellen. Dofir hunn ech och dës Deklaratioun ugefrot. Ech wäert Iech haut de Moie ganz genau de kompletten Oflaf nach eng Kéier erklären. Ech wäert Iech awer och nach nei Zuelen an Informatioune liwweren.

Als Alleréischt wëll ech natierlech kloerstellen, dass ech d'Virgeeënsweis vum Här Traversini an dësem Fall weder approuvéiere kann nach kann ech se entschëllegen.

Mä komme mer zum Dossier! Hei muss een tëschent zwee Aspekter ënnerscheeden. Éischtens, den Autorisatiounsdossier: An deem geet et ëm eng Autorisatioun fir eng nei Holzverkleedung um Gaardenhaischen an Aarbechten u Fënsteren an um Daach. Dësen Dossier ass an der Verwaltung traitéiert gi wéi all aneren Dossier.

Den 8. Juli mécht de Fierschter de Maître d'ouvrage dorop opmierksam, dass hie fir seng Aarbechte keng Autorisatioun huet an eng Autorisatioun vum Ëmweltministère brauch. Wa keen akute Risiko fir e Biotop besteet, wa keen akute Risiko fir Aarten, déi geschützt sinn, oder Verschmotzung besteet, da seet de Fierschter de Leit an der Regel, si sollen hir Aarbechte stoppen an eng Demande stellen. Bis eng Äntwert virläit, däerf natierlech dann net geschafft ginn. An dëst war och an dësem Fall genausou.

De Proprietaire huet den 9. Juli eng Demande gemaach, den 18. Juli gëtt se encodéiert am Ëmweltministère, kritt eng Dossiersnummer a geet parallell un d'Verwaltung.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

De Requerant kritt an dësem Fall en Accusé de réception. Den 29. Juli gëtt dës Demande vum Fierschter traitéiert. Hie schéckt säi Projet d'avis un de Chef d'arrondissement pour accord.

Per Mail ralliéiert sech de Chef d'arrondissement dem Avis vum Fierschter a gëtt den Okay. Owes, den 29. Juli, gëtt de Fierschter den Avis erof, dat heescht, e stellt e bei eis an de System a recommandéiert, d'Aarbechten um Bardage an um Daach ze autoriséieren. Gläichzäiteg stellt en och fest, dass eng Fënster muss zougemaach ginn an dass et kee Changement d'affectation an dësem Fall dierf ginn.

Den 12. August 2019, op Basis vun dësem Avis, deen eent zu eent iwwerholl gouf, hunn ech eng Autorisatioun ënnerschriwwen. An ech stinn zur Appreciatioun vun de Mataarbechterinnen a Mataarbechter, ech stinn zu där Geneemegung.

Am Zesummenhang mat dësem Dossier gouf duerno e Recours vun enger Immobiliegesellschaft um Verwaltungsgeriicht gemaach. Dëst, Dir Dammen an Dir Hären, ass näischt Aussergewéinleches. Et ass näischt Aussergewéinleches, dass bei enger Autorisatioun vun enger Ministesch oder engem Buergermeeschter e Recours gemaach gëtt. Mir liewen an engem Rechtsstat an doweinst ass et wichteg, dass d'Biergerinnen an d'Bierger d'Méiglechkeet hunn, fir géint eng Decisioun e Recours ze maachen.

All d'honorabel Deputéiert heibannen, déi eng kommunal Responsabilitéit hunn, déi missten dëst och wëssen. Ech jiddefalls, ech hu vollt Vertrauen an eis Justiz. An eng Saach wëll ech hei an der Chamber awer nach ganz kloer soen: Soulaang d'Justiz hir Aarbecht net ofgeschloss huet, wäert ech selbstverständlech keng Decisioun huelen, wat déi Demande vum Här Traversini ugeet, fir dëst Gaardenhaischen ofzerappen. D'Justiz ass e wichtegt Fundament vun eisem Rechtsstat a si muss hir Aarbecht kënne maachen.

Komme mer zum zweete Punkt, zum Äerdaushub an allen aneren net autoriséierten Aarbechten! Dat ass näämlech den zweete Volet, ëm deen et hei an dëser Affär geet ronderëm d'Gaardenhaischen, an dat sinn notamment Äerdbewegungen.

Hei wëll ech och ganz kloer sinn: Dës Aarbechte sinn net vu mir autoriséiert ginn. Dës Faite si Géigestand vun enger lafender Instruktioun. D'Naturverwaltung ass saiséiert an ermëttelt an dësem Fall. Si gëtt hir Konklusiounen - an och dat hat ech erkläert - un de Parquet weider. An et ass um Parquet ze decidéieren, wéi et weidergeet.

Mir ass et wichteg ze soen an dësem Dossier - a genee dësen Dossier weist -, dass d'Kontrollmechanisme fonctionnéieren. De Fierschter, d'Brigade mobile vun der Naturverwaltung hunn hir Aarbecht gemaach, an elo muss d'Justiz hir Aarbecht maachen a si brauch och dofir hir Zäit. An et ass net un enger Regierung an et ass och net un enger Chamber, fir a lafend Instruktiounen anzegräifen. Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, e fundamentale Prinzip vun eisem Rechtsstat.

Komme mer elo zu de Froen, déi am Raum stinn! Mir gouf am Zesummenhang virgeworf, dass d'Demande vum Här Traversini anescht, virun allem méi séier behandelt gi wier. An dofir wëll ech Iech haut an hei e puer Statistike bréngen.

Ben, den Dossier Gaardenhaische gouf a ronn engem Mount tëschent Demande an Autorisatioun traitéiert - fir genee ze sinn, a 27 Deeg.

Mir, an domat mengen ech de Ministère zesumme mat der Verwaltung, hunn an deene leschte Joren immens vill Efforte gemaach, fir d'Delaien am Beräich vun Naturschutzdossieren erofzekréien, fir déi Delaien ze verkierzen - wat e Service ass, dee mer de Bierger schëlleg sinn.

2010 gouf et 2.145 Demanden. Dovunner sinn der 155, also 7 %, an ënner engem Mount an insgesamt 56 % an ënner dräi Méint traitéiert ginn. Dat heescht, e bësse méi wéi d'Halschent sinn an deenen dräi Méint traitéiert ginn.

2017 hate mer méi Demanden: 2.605 Demanden. Dovunner sinn der 20 % an ënner engem Mount traitéiert ginn an insgesamt 83 % an ënner dräi Méint. Dat heescht, déi meescht.

An natierlech gëtt et an den Naturschutzdossieren och méi schwiereg Dossieren, Dossieren, wou muss nogefrot ginn a wou et méi laang dauert. Mä de Gros vun den Dossieren, 83 %, ginn innerhalb vun deem Delai an 20 % souguer innerhalb vun engem Mount traitéiert.

Fir nach méi präzis ze ginn am Dossier: Dëse Summer 2019 koume bei mir 629 Dossieren tëschent dem 1. Juli an dem 30. September op den Dësch. 183, also 29 %, sinn innerhalb vun engem Mount traitéiert ginn, dat heescht, äänlech laang wéi den Dossier vun der Holzverkleedung.

D'Statistik vun 2019 aus dem Triage forestier Déifferdeng weist, dass den Avis vum Fierschter an 20 vu 24 Fäll manner wéi siwen Deeg gebraucht huet.

Dëst zu de Statistiken an dëst och, well ech eng Kéier wëll menge Mataarbechter, déi sech eng grouss Méi maachen, déi Dossieren hei schnell ze traitéieren, e grousse Merci soen. Dat sinn déi Efforten, déi mir an deene leschte Jore gemaach hunn. An ech sinn derfir, dass mer och weider där Efforte maachen, fir dass mer méiglechst all Dossieren esou schnell wéi nëmme méiglech maachen - an dat ass den Engagement, dee mir an der Regierung och wëllen agoen.

Wat net heescht, dass Der net vereenzelt Fäll fannt, wou Leit sech beschwéieren a wou den Dossier méi laang brauch. Mä kommt, mir vergläichen net Äppel mat Biren!

Ech stinn also fest zu mengen Aussoen, déi ech am Ufank gemaach hunn. Den Dossier vum Här Traversini ass normal behandelt ginn an et ass hei och zu kengem Moment méi séier gaangen oder eng Bevirdeelegung gewiescht.

Jo, den Här Traversini huet Feeler gemaach. Mä déi si vun der zoustänneger Verwaltung festgestallt an och un de Parquet weidergeleet ginn. Den Dossier ass also elo bei der Justiz.

Och ass an deene leschte Woche behaapt ginn, ech hätt déi Aarbechten net nodréiglech dierfen accordéieren. Eleng dëst Joer hunn ech tëscht Januar an Oktober scho 37 Demandë kritt fir nodréiglech Autorisatiounen. An da wëll ech och soen: Dovunner ginn et der 28, déi autoriséiert ginn, mä et sinn der awer och 9, déi refuséiert ginn. Dës Dossiere musse genau d'selwecht behandelt ginn - an do gëtt et Präzedenzfäll - wéi en normalen Autorisatiounsdossier, an dëst ass och an dësem Fall geschitt. An och dat wëll ech heimat beäntwerten.

Dann ass monéiert ginn, dass d'Autorisatioun illegal ass, well se konträr wär zum Naturschutzgesetz oder zum Règlement grand-ducal iwwert d'Réserves naturelles.

D'Autorisatioun baséiert op der Aschätzung, dass et duerch den Holzbardage an d'Renovatioun vum Daach zu enger besserer Integratioun vun dem besteeënden Haischen, wat nun emol do war, kënnt. Heiriwwer gouf ganz laang debattéiert an der Kommissiounssëtzung a mir hunn eng Divergence de vues. Dës bleift also bestoen, mä ech - an dat soen ech elo nach eng Kéier - hu vollt Vertrauen, dass d'Geriicht dës Saach wäert tranchéieren.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, erlaabt mer nach e puer Wierder, déi näischt direkt mam Gaardenhaischen ze dinn hunn. Bei allem Verständnis, dass d'Deputéiert d'Regierung kontrolléieren, bei allem Verständnis, dass si fir Transparenz an Opklärung suergen an dat och afuerderen - dat ass och richteg! -, fir mech waren déi dräi Sëtzunge vun der Kommissioun deelweis un der Limitt!

Ech akzeptéiere Kritik u menger Persoun an u mengem politeschen Handelen. Als Ministesch an als ëffentlech Persoun muss ech mech dem Contrôle vun der Ëffentlechkeet a vun der Chamber stellen, an dat maachen ech och. An ech muss och meng Decisiounen erklären. Mä wat ech awer net kann akzeptéieren, dat ass, dass meng Mataarbechter perséinlech ageschüchtert ginn oder attackéiert ginn.

Wann ech haut hei stinn, Dir Dammen an Dir Hären, da geet et mir virun allem dorëms, d'Veronsécherung vu menge Leit am Ministère an um Terrain, an der Verwaltung ewechzekréien. Si hunn déi lescht Woche misse vill erdroen. An ech wëll hinnen nach eng Kéier Merci soe fir déi Aart a Weis, wéi si an deene leschte Joren d'Dossieren ëmmer besser traitéiert hunn. Si maachen hir Aarbecht mat Engagement, am Déngscht vum Land an am Sënn vun de Bierger!

Une voix.- Très bien !

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Ech akzeptéieren och net, dass meng Famill aus politeschem Calcul mat falsche Behaaptungen ëffentlech denoncéiert gëtt. An, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass eng Entwécklung, déi mécht mir Suergen!

D'Kontroll vun der Exekutiv, e kritescht Hannerfroen, jo, mä wannechgelift op Basis vu Fakten, vun Inhalt, a virun allem, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem néidege Respekt.

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Mir hunn déi lescht Woch vill iwwer eng Holzverkleedung geschwat, an zum Schluss wéilt ech awer nach dräi Wuert iwwert de Fong soen.

De Fong, dat ass den Naturschutz, de konkreten Naturschutz. An ech wënsche mer, dass mir no haut, dass mir elo eis erëm voll kënnen op dat Wesentlecht konzentréieren.

Kommt, mir schaffen zesummen, fir dat natierlecht Kapital vun eisem Land, eis Aartevillfalt, eis Landschaft ze erhalen! Kommt, mir maache gemeinsam Naturschutz, Waasserschutz, Klimaschutz!

An erlaabt mer, Dir Dammen an Dir Hären, eng perséinlech Remark: Ech wëll dem Premier Merci soen, dass hien am Etat vun der Natioun op dat Thema „Klima" esou déif agaangen ass - well dat weist, dass mer eis ëm déi Problemer këmmeren.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Émweltministesch. Ech ginn Iech Akt vun Ärer Deklaratioun. An éischten agedroene Riedner ass den Här Michel Wolter fir d'CSV.

Débat

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn e ganz speziellen Dossier, en net alldeeglechen, iwwert dee mir haut hei schwätzen. Et ass en Dossier voller Iwwerraschungen, Entdeckungen a Reviremënter - tëschent viru véier Wochen, dëser Woch an héchstwahrscheinlech och nach an deenen nächsten Deeg.

Jee méi déif ech mech drageknéit hunn an deene leschte véier Wochen, an eigentlech opgrond vun der Publikatioun vun der DP Déifferdeng den 11. September, wat ech ëmmer méi nei Saachen entdeckt hunn. Vun Onglawe par rapport zu deem, wat dem Roberto Traversini am Ufank virgeworf ginn ass, iwwer Doutten an Zweifel bis hin zu extremer Frustratioun a Roserei iwwert d'Aart a Weis, wéi hei mat System vu ville probéiert gëtt, den Deckel op en Dëppen ze kréien, et war alles derbäi!

An engem demokratesch opgebauten an organiséierte Land ass et eng vun deene wichtegste Missioune vun der Chamber, d'Aarbechte vun der Regierung ze kontrolléieren. An d'Ministeren hunn d'Flicht, virum Parlament Ried an Äntwert ze stoe fir d'Politik, d'Entscheedungen an d'Aktiounen, souwuel vun hinne wéi vun hire Ministèren a Verwaltungen - ob dat am Plenum ass oder an de Kommissiounen.

Uganks vu menger Ried wëll ech betounen, dass et an engem demokratesche System d'„Flicht ass vun der Oppositioun, awer net nëmme vun der Oppositioun, mä vum ganze Parlament, fir" an engem Dossier wéi deem hei „derfir ze suergen, datt voll Transparenz" herrscht, „datt all d'Kaarten op den Dësch kommen, datt mer [...] déi richteg politesch Léieren [...] oder eventuell" déi richteg „politesch Konsequenzen zéien [...]. Well geschitt dat net, dann ass de Schued fir d'Politik an déi demokratesch Institutiounen" ganz „grouss". Zitat François Bausch, 13. Juni 2012 an der Chamber.

Une voix.- Très bien !

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Alles richteg, an och nach haut!

M. Michel Wolter *(CSV).*- „Wann ee kann de Minister vun allem entlaaschten a vun allem dechargéieren, just well een a senger Verwaltung [...] nach een" fënnt, dee ka schëlleg gesprach ginn, „[...] da ka jo kengem Minister méi eppes geschéien!", Félix Braz, 10. Juli 2013 hei an der Chamber.

Leider ass an deene leschte véier Wochen a besonnesch dës Woch net vill vun deenen heere grénge Virsätz vun 2012 an 2013 iwwreg bliwwen. Et ass eben anescht, ob een d'Kritik ka weiderreechen oder ob ee selwer am Viséier vun der Kritik steet. Et ass eréischt an deem leschte Fall, wou sech weist, ob een och wierklech mat Kritik a Kontroll ëmgoe kann oder net.

Bis haut hu mir haaptsächlech Froe gestallt. Onbequem Froen, dat ginn ech zou, awer ëmmer Froen, déi zur Opklärung vun deene ville Grozonen, Verstréckungen a Widdersprréch solle bäidroen, an deene sech d'Minister Dieschbourg an deene leschte Woche verfaangen huet. Froen, déi derzou gefouert hunn, dass op Geheiss vun der Madamm den Dënschden déi ondemokrateschst Manéier erausgezu ginn ass vun dëser Majoritéit, déi et nëmme gëtt am parlamentareschen Ëmgang: Et huet ee versicht, d'Oppositioun monddout ze maachen. Et huet een hir carrement de Mond verbueden.

(Interruption)

D'Majoritéit ass Riichter iwwert d'Froe vun der Oppositioun, e President vun enger Kommissioun, deen decidéiert, wéini Schluss ass mat der Oppositiounsaarbecht, e President vun der Chamber, Garant vun den demokratesche Rechter vun all Deputéierten, deen ouni ze zécken an der Kommissioun dëst Spill matmécht - du jamais vu!

De Christoph Bumb resuméiert dat perfekt an engem Beitrag vu gëschter op reporter.lu: „Wat d'CSV als ‚Maulkuerf' fir d'Oppositioun betruecht, offenbaart zum Schluss eigentlech e Problem, dee vill méi wäit geet, well net nëmmen der parlamentarescher Oppositioun, mä där gesamter Ëffentlechkeet gëtt domadder d'Méiglechkeet geholl, d'Verhale vun der Regierung nozevollzéien, geschweige denn se ze kontrolléieren. Onofhängeg vun de Beweggrënn notzen d'Regierungsparteien hir Machtpositioun geziilt aus an erschwéieren domat eng objektiv Opaarbechtung vun eventuelle politesche Feelverhalen."

Ier mir ugefaangen hunn, Froen ze stellen, hu mer eis en detailléierte juristeschen Avis maache gelooss, fir de Fong vun der Problematik zweifelsfräi ze verstoen, a mir hunn eng Pressekonferenz ofgehalen de leschte Freiden, wou mer eis Zweifel ugemellt hunn, dass d'Entscheedunge vun der Ministesch legal op festem Fong stinn. A mir hunn eis Zweifel ausgedréckt, dass all Bierger hei am Land d'selwecht behandelt ginn ass wéi den Här Roberto Traversini. Haut wësse mer, an ech wäert dat elo beweisen, dass dat net esou ass.

Un d'Rullen ass den Dossier d'ailleurs net duerch d'CSV komm, mä duerch déi Lénk vun Déifferdeng, déi opgrond vun enger Interventioun vun enger Privatpersoun den Dossier den 18. Juli am Déifferdenger Gemengerot thematiséiert hunn. De Mann ass net wäit komm, well entgéint all Gesetz hien emol direkt an de Huis clos vum Gemengerot verschwonnen ass. Transparenz, déi éischt, an net déi lescht! Typesch „gréng" eben.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Iwwert de Summer huet d'DP-Déifferdeng sech dunn an den Dossier erageschafft. Si ass den 11. September - an engem Moment, wou den Här Traversini déck am Gespréch war, an d'Regierung ze kommen -, mat engem neien, méi breeden, wäit gefächerten Dossier un d'Effentlechkeet komm, wéi dat virdrun de Fall war, wéi déi Lénk hir Froe gestallt hunn.

Dësen Dossier, deen ech mer genau ugekuckt hunn, ass perfekt opgebaut. En ass esou perfekt strukturéiert, dass et onméiglech ass a mengen Aen, dass d'DP-Déifferdeng dee selwer opgestallt huet. Do hu fläisseg Hänn an och gutt Käpp matgeschafft. E beinhalt all Referenz, déi néideg ass, ausser enger, näämlech dem Artikel 37 vum Gemengegesetz, a stellt zum groussen Deel déi richteg Froen - zum engen a Richtung Roberto Traversini, zum aneren awer och a Richtung Carole Dieschbourg.

Déi éischt hunn als Resultat ultimativ zur Demissioun vum Här Traversini gefouert, wat eng ganz Rei Leit, mengen ech, ganz ferm arrangéiert huet. Déi aner, déi zu Konsequenzen op Regierungsniveau hätte kënne féieren, si bis haut zum groussen Deel net beäntwert. Nu sinn awer bei esou enger Feeltat ëmmer zwou Säiten, déi noutwendeg sinn. Wéi mir an dee Fong kraze wollte goen, si mer brutal gestoppt ginn.

D'Madamm Zenners vun RTL, op déi hir eegen Aart, huet déi lescht Woch gefrot, ob mir am Land näischt anescht ze dinn hätten, wéi eis iwwer Gaardenhaisercher ze ënnerhalen. Klassesch Tentativ, den Deckel op eppes Onbequemes ze setzen oder Ausdrock vun enger totaler Onkenntnis vum Dossier.

Ech hale mech do léiwer un de Presseclub vun RTL vum leschte Sonnden, vu véier Journalisten, déi sech elo e puer Woche wierklech mam Dossier beschäftegt hunn an deenen hir Artikelen an Interviewe mir vill Hannergrondmaterial geliwwert hunn, an och un de guykaiser.lu, deen eng ganz Rei Hannergrondartikelen ...

(Hilarité)

... publizéiert huet an eng gutt Informatiounsquell duergestallt huet.

(Interruptions diverses)

D'Journaliste kommen zur Konklusioun, dass ganz vill Elementer feelen, fir sech en objektivt a komplett Bild kënnen ze maachen:

Wat hunn déi Fierschter op der Plaz zu Déifferdeng wierklech gemaach, wéi den Här Traversini géint eng Ribambelle vun Oplage verstouss huet? Wéi ass et zu deem Avis à la base vun der Decisioun vun der Ministesch komm? Wéi ass et méiglech, dass een als Demandeur méi kritt, wéi een iwwerhaapt gefrot huet? Wéi ass et méiglech, dass eng Autorisatioun den 12. August erausgeet an de Fierschter säin Avis eréischt de 14. August, also zwee Deeg méi spéit, iwwerhaapt verfaasst? Dass den Här Traversini séier wuel mat der Ministesch geschwat huet, entgéint deem, wat si béid virdru behaapt hunn.

A besonnesch ass de Journalisten opgefall, dass d'Madamm Dieschbourg op der Pressekonferenz quasi an engem Niewesaz hire ganze Problem devoiléiert huet, mat deem se sech haut muss ronderëmploen: „Et konnt ee jo net wëssen, dass dëst politesch géif ausgeschluecht ginn."

Dach, et konnt een et wëssen, an et hätt een, well et sech ëm e Parteikolleeg an Députémaire handelt, sech besonnesch intensiv mat alle Facettë vum Dossier misse beschäftegen. Esou d'Konklusioun vun de Journalisten um Plateau an esou och meng Konklusioun, an d'Base vun all politescher Bewäertung.

An domat komme mer zu där kruzialer Fro: Ass dësen Dossier wierklech d'selwecht behandelt gi wéi ronn 3.000 aner Dossieren, déi dat lescht Joer iwwert d'Pult vun der Madamm Ministesch gaange sinn, oder ass en anescht behandelt ginn? Huet den Här Traversini legal, inhaltlech a prozedural eng Sonderbehandlung erfuer?

Mat deene Froe wäert ech mech elo beschäftegen. An déi gi wäit iwwert d'Fro eraus, mat där sech Deeler vun der Majoritéit hei aus der Affär wëllen zéien, ob een der Ministesch en direkt, konkret Feelverhale sprréch eng direkt perséinlech Aflossnam ka virhalen. Ech verweisen op dem Här Braz seng Ausféierungen 2013 an der Chamber.

De legalen Aspekt. Et ass an der Jurisprudenz festgehale ginn, dass e Minister nodréiglech eng Autorisatioun ausstelle kann, eng Situatioun regulariséiere kann, allerdéngs ëmmer ënnert der Moossnam, dass déi legal Konditiounen erfëllt sinn. Wëllt soen: Och nodréiglech muss gekuckt ginn, ob d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn.

Et sinn am Gesetz iwwert den Naturschutz verschidde Kapitele relevant, an dësem spezifesche Fall, datt d'Parzell 1872 - entre-temps 1872/7534 - an engem Naturschutzgebitt läit, dat déi héchste Protektioun verdéngt. Dëst ass net kontestéiert. D'Gesetz definéiert a sengen Artikelen 38 bis 46 d'Regelen, no deenen an engem Naturschutzgebitt ka gebaut a verfuer ginn. Den Artikel 42 vum Gesetz a sengem Punkt 3 verbitt oder erlaabt ënner Oplag de Bau vu Konstruktiounen an engem Naturschutzgebitt.

Am Règlement grand-ducal vum 20. November 1991 iwwert d'Aféiere vum Naturschutzgebitt „Prënzebierg" ass all Konstruktioun verbueden. Et steet do: « sont interdits: [...] toute construction incorporée au sol ou non », deemno och all Renovatioun vu méiglechen existente Konstruktiounen. Dëst ass streng, entsprécht awer der Logik vum Opbau vum Gesetz an och am Spezifesche vun dësem Règlement grand-ducal, dee souguer esou wäit geet, dass e verbitt « la circulation à cheval ou à l'aide de véhicules motorisés ou non ».

Am Naturschutzgebitt soll Rou sinn. D'Natur soll sech kënnen ongehënnert entfalen, den Agréff vum Mënsch op e Minimum reduzéiert ginn. Wier deem net esou, géif et sech einfach ëm eng Zone verte handelen, da bräicht een dës Notioun jo net. Bis haut war dat och ëmmer d'Interpretatioun vun déi gréng. Erstaunlech, onverständlech, dass dat elo net méi soll sinn, just well d'Ministesch mengt, domat hire Kapp aus der Schléng ze befreien.

Deemno ass no dëser Logik den Dossier eriwwer. Eng Illegalitéit, déi begaangen ass - an dat ass net nëmmen de Bardage, dat sinn och

d'Fënsteren, dat ass den Daach, dat ass eng Dier, iwwert déi guer net geschwat gëtt am Dossier -, déi gëtt notéiert, si gëtt gemellt a si gëtt sanktionéiert - „return to sender".

D'Madamm Minister seet op hirer Pressekonferenz den 30. September, si géif sech an hirer Decisioun op den Artikel 5 vum Règlement grand-ducal bezéien. Dëst kann a mengen Aen net sinn, well déi Ausnam, den Artikel 5 vum Règlement grand-ducal, dee seet: « les mesures », sic „mesures", « prises dans l'intérêt de la conservation de la zone protégée et de sa gestion ».

„Mesure" heescht Moossnam, huet en direkte Lien zur Bewirtschaftung - „gestion" - vun der Zon, déi duerch e Bewirtschaftsplang - „plan de gestion" - gemaach gëtt. D'Ausnam ass nëmme méiglech am Interêt vun der mëttel- a laangfristeger Strategie, wéi een Ziler ëmsetze wëllt. An dat ass den „intérêt général". Beispiller: Naturléierpad, hëlze Steeër fir iwwer eng fiicht Plaz ze kommen an esou weider.

Dorënner fält awer ganz sécher net, Dir Dammen an Dir Hären, de privaten Interêt vun enger eenzelner Persoun, sief si och Députémaire vun déi gréng.

Iwwregens ass et vum Jurist aus dem Ëmweltministère an der Kommissioun och bestridde ginn, dass dësen Artikel iwwerhaapt an den Iwwerleeunge ronderëm dës Decisioun ugewannt ginn ass. An et steet och näischt esou an der Decisioun vum 12. August, net ee Piipcheswuert.

An eng zäitlech Recherche weist, dass d'Argumentatioun vun der Ministesch an hirem Beamten zu där Zäit, wou den Dossier Traversini nach net esou gebrannt huet, eng aner war:

Den 12. September seet de Conseiller W.: „Da das Gartenhaus vor dem ersten Naturschutzgesetz vun 1965 gebaut worden ist, habe Traversini keine ursprüngliche Genehmigung für den Bau des Gartenhauses vorlegen müssen."

Ech hunn dat nokontrolléiert beim Reporter, wou en déi Ausso gemaach huet, well ech effektiv festgestallt hunn an der Diskussioun, dass ganz oft eng Konfusioun tëschent dem Haus an dem Gaardenhaische besteet. De Journalist huet mer confirméiert, dass et sech bei där Ausso ëm d'Gaardenhaus an der Naturschutzzon an net ëm d'Haus, wat an enger Zone jardinière läit, handelt.

D'Madamm Dieschbourg seet den 18. September op RTL: „Hei an dësem Fall ass d'Haapthaus vun 1961. Aner Deeler, déi um Terrain stinn, si vu méi spéit. Ech hunn hei an deem Dossier keng aner Trace fonnt, vu wéini dass et ass. Et ka sinn, dass et virum Naturschutzgesetz schonn do war. Hei ass et och Renovatioun vun engem besteeënde Gebai."

Deemno och si: virun 1965, éischt Naturschutzgesetz an nëmme Renovatioun. Si räsonéieren zu där Zäit allen zwee am Kader vum Artikel 7 (5) vum Gesetz a guer net am Kader vum Règlement grand-ducal vun 1991.

Et ass eréischt vill méi spéit, wéi d'Loft méi reng gëtt, wéi eng Argumentatioun um Artikel 7 (5) net méi méiglech war, wéi op eemol den Artikel 7 (1) vum Gesetz aus dem Hutt gezaubert gouf. Dozou e bësse méi spéit.

Subsidiairement beginn ech mech dann an d'Logik vum Artikel 7 (5) vum Gesetz, deen déi legal besteeënd Konstruktiounen definéiert. Et ass kloer, dass fir all Konstruktioun, déi no 1965 gebaut ginn ass, de Beweis vun enger Autorisatioun vum Buergermeeschter oder vum Minister - no 1982 - virgeluecht muss ginn, an dass all - all! - « travaux postérieurs à la première érection ont été dûment autorisés et légalement effectués ».

Dat ass an dësem Fall net geschitt. De Proprietaire konnt den Noweis net brëngen. An och d'Ministesch, obscho se sech vill Méi ginn huet ... Si huet eis nach rapportéiert, dass se amgaange wier, Recherchen ze maachen, fir ze kucken. Si ass amgaangen, Recherchen ze maachen. Nodeems se den Dossier virun zwee Méint ënnerschriwwen huet, ass se elo amgaangen, Recherchen ze maachen, fir ze kucken, vu wéini d'Gaardenhaischen da wier.

Meng Fro un d'Ministesch ass: Firwat hutt Dir d'Recherchen net ier Der Är Decisioun geholl hutt gemaach, fir am Zweifelsfall kënne festzeleeën, vu wéini dass dat Gaardenhaischen ass?

Deemno ass eng Autorisatioun ënnert dësem Artikel net méiglech gewiescht. Et ass dunn nach probéiert ginn ze argumentéieren, dat Haischen, dat wier jo vu virun 1991, an dass et do stoung, wéi d'Naturschutzgesetz agefouert ginn ass an et sech deemno ëm eng Construction existante géif handelen. Mä och dee Subterfuge muss ech hei definitiv zoumaachen.

Ech hunn näämlech d'Ausso vun engem Noper, dee säi ganzt Liewen do wunnt an deen den Här Quaino gutt kannt huet, deen awer net op dëser Tribün wëllt genannt ginn, awer vläicht op aneren Tribünen. Hie sot bei Zeien zou, dass de Schapp effektiv an der Zäit tëschent 1975 an 1978, also schonn no 1965, gebaut ginn ass. Allerdéngs wär en am Laf vun der Zäit quasi verfall gewiescht. Den Här Quaino hätt sech säit ville Joren net méi kënnen drëm bekëmmeren. Et wär en ale Mann gewiescht. Et wier awer esou, dass de Schapp an deene leschte véier bis sechs Joer quasi komplett renovéiert gi wier.

Dës Ausso, déi, wéi de Mann eis sot, ouni Problem vun aneren Nopere kéint bestätegt ginn, werft also definitiv an endgülteg en anert Liicht op den Dossier. Et stellt sech och d'Fro, wien dann dëse Schapp klammheimlech lues a lues zu eppes (veuillez lire : zu eppes ëmgebaut huet), wat d'DP Déifferdeng haut als e Chalet betruecht an net méi als e Schapp, wou Geschir dranzestellen ass.

Et gi keng Autorisatiounen, déi dës Renovatioun beleeën. Nom Artikel 7 (5) hätt missen, wéi dat opgefall ass - an zwar spéitstens den 8. Juli, sécherlech schonn am Hierscht d'lescht Joer, wahrscheinlech vill fréier -, de Bau gestoppt ginn, Procès-verbal dresséiert ginn. Dat ass net geschitt. Och hei kommen ech nach méi spéit drop zréck.

À titre tout à fait subsidiaire kann een dann nach festhalen, dass de Subterfuge vum Artikel 7 (1) d'Strooss nu wierklech net hält. An dat ass net méi eng Fro vun Interpretatioun. Dëst ass en Artikel, deen, no den Aussoe vum Camille Gira, bis uganks 2018 an an iwwer 40 Joer net eng eenzeg Kéier säit senger Aféierung benotzt an ugewannt ginn ass. En ass och nëmmen, an dat ass duerch d'Procès-verballe vun der Kommissioun bewisen, dra bliwwen (veuillez lire : am Gesetz dra bliwwen), well hie gemengt huet: „Iergendwann eng Kéier vläicht kënne mer e jo gebrauchen."

Ech si mer sécher, dass de Camille Gira en net an dësem Fall aus dem Tirang geholl hätt. Hien hätt, esou sinn ech mer sécher, den Dossier ganz aneschters ugepaakt. Hien hätt, esou sinn ech mer sécher, hei net no engem Parteikolleeg gekuckt a mat Aemooss seng Decisioun geholl.

Une voix.- Très bien !

M. Michel Wolter *(CSV)*.- An et ass en Artikel, deen opgrond vu senger Artikulatioun eng Demande guer net virgesäit vusäite vum Här Traversini. Ech fannen dat extrem wichteg an der Beuerteelung vum Dossier. Et ass en Artikel, deen opgrond vu senger Artikulatioun eng Demande vum Här Traversini iwwerhaapt net zougelooss hätt, well et ass en Text, en Artikel, an dat geet kloer aus den Travaux préparatoires eraus, dee soll exklusiv dem Minister d'Recht ginn, e Proprietaire ze forcéieren - „ordonner"! -, an nach nëmmen ënnert der Bedingung, dass den Objet de Charakter vun engem ganze Site a Fro stellt - „compromettre" -, den äusserlechen Aspekt vun enger Konstruktioun ze verännere.n.

Niewebäi bemierkt: Wann Der d'Fotoe kuckt, stoung dat Ganzt bis virun e puer Joer matzen an engem Bësch, deen no an no illegal ewechgemaach ginn ass, ouni dass reagéiert ginn ass an nees opgeholzt huet misse ginn. A wann een, wéi fréier, am Bësch géif stoen, da wär den Aussenaspekt och zimlech egal.

Et gëtt och keng schréftlech Preuve vun esou enger Decisioun. „Ordonne" wëllt soen, dass een opgrond vun deem Artikel zu eppes gezwonge gëtt. Dat muss op separatem Pabeier „accouchéiert" ginn. Dogéint kann een e Recours areechen um Verwaltungsgeriicht. Näischt an deem Dossier, dee mir kruten, geet an déi Richtung.

Mir sinn, Dir Dammen an Dir Hären, net hei an der Interpretatioun, mä an der Exekutioun vun engem Gesetz. Et ass net un enger Ministesch, e Gesetz ze interpretéieren, mä et ass un hir, et auszeféieren. A wa se dat dann awer mécht, stellt se, wéi an dësem Fall, hir politesch Responsabilitéit op d'Spill.

Den Affekot Krieger huet der Madamm Minister virun e puer Wochen en Auswee gewisen, näämlech hir Decisioun zréckzezéien. Si huet dem Gesetz no dräi Méint Zäit dofir, falls sech erausstellt, dass en Appreciatiounsfeeler gemaach ginn ass respektiv falsch Fakten um Dësch louchen, wéi d'Decisioun geholl ginn ass.

D'Madamm Dieschbourg huet dat refuséiert. Mat hirer Decisioun, déi se geholl huet, legaliséiert se awer eng Illegalitéit. An dësem Moment, wou mir hei schwätzen, huet den Här Traversini eng vun der Ministesch ënnerschriwwen Autorisatioun fir eng illegal Konstruktioun an engem Naturschutzgebitt. Dat ass eng Legalisatioun vun enger illegaler Situatioun! Dat ass inakzeptabel an d'Ministesch engagéiert spéitstens domadder hir politesch Responsabilitéit.

Ech kommen zu mengem zweete Punkt, dem zäitlechen Oflaf vun der Prozedur, well, Dir Dammen an Dir Hären, den Dossier hélt entgéint der Duerstellung vun der Madamm Minister an der Pressekonferenz an och deem, wat se haut gesot huet, den Ursprong guer net den 8. Juli vun dësem Joer, mä laang virdrun.

Tëschent 2014 an 2018 sinn un engem nom Gesetz illegal opgeriichte Schapp ëmfangräich Aarbechte gemaach ginn, ouni Autorisatioun. De Schapp gëtt komplett sanéiert, e Schapp, deen den Noperen no quasi komplett verfall war a bis virun e puer Joer matzen am Bësch stoung.

Am Hierscht 2018 geschitt dëst: Grouss Planéierraupe fueren zu Nidderkuer vir. Ronn 35 a Bësch ginn ewechgemaach, 20 bis 22 a Terrain gi komplett reniveléiert. Et ginn Terrassen agebaut. Et ginn nei Héichtelinne gezunn. Jee, den Terrain gläicht haut net emol usazweis deem, wat et virdru war. Dëst ass e grave Verstouss géint d'Naturschutzgesetz, an dëst matzen an engem Naturschutzgebitt. Dat ass a mengen Aen ee vun deene gréissten Ëmweltskandaler, déi mir zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore kannt hunn, ordonnéiert an ausgefouert duerch e Gréngen.

De 15. November 2018, nom Här Traversini, ass hie mam Fierschter op d'Plaz gaangen. De Fierschter gesäit näischt. Entweder en ass blann, e kuckt laanscht oder e war deen Dag net do. War en do, hätt en den Här Traversini deen Dag direkt misse stoppen, deen Dag, de 15. November 2018, wéinst « destruction ou enlèvement de plantes sauvages, fouilles, sondages, terrassements, extraction de matériaux, circulation d'engins lourds, changement d'affectation des sols », alles, wéi gesot, an engem Naturschutzgebitt. Procès-verbal, arrêt de chantier, remise en pristin état, parquet - la totale !

Den Uewerfierschter huet an der Kommissioun gesot, dass hien dat ganzt Joer net eng eenzeg Kéier op der Plaz gewiescht wär. Dont acte.

An der Pressekonferenz vum 30. September sot den Uewerfierschter zu dëser Thematik, et géif sech ëm e puer Eschen handelen, déi d'urgence hätte missen ewechgeholl ginn, well si hätten d'Eschentriebsterben a se géifen eng Gefor duerstellen a si géife riskéieren, op e Wee ze falen.

Or, wann Der an d'Gesetz kucke gitt, Madamm Minister, déi zwee Artikele brauchen eng Autorisatioun vun Iech: eemol iwwert den Artikel 14 (3) vum Gesetz, deen d'Ofholze laanscht Stroossen a Weeër reglementéiert an deen ausdrécklech eng Autorisatioun vun Iech verlaangt. An zweetens, en Abattage d'urgence kann nëmme vum Uewerfierschter ordonnéiert ginn. De Fierschter däerf dat ni. A parallell muss en Dossier an de Ministère goen.

Derbäi kënnt, a mir hu Fotoe kënne virleeën, déi beweisen, dass souguer op dëser Plaz, op dësem klengen Deel vun deene 35 a, op deem klengen Deel net nëmmen Eschen ewechgeholl si ginn, mä och aner Zorte Beem.

Den Här Traversini hätt ni eng Autorisatioun kritt. De Fierschter war an der Kommissioun der Meenung, dass ee keng Autorisatioun bräicht. Awer au vu vun der Gesetzeslag hält dat Argument sech net. A mir hunn dat och esou gesot.

Ech froen: Firwat ass am Hierscht 2018 net agegraff ginn? A firwat huet den Uewerfierschter op enger Pressekonferenz an duerno an der Kommissioun am Numm vun der Ministesch d'Ausmooss vum Skandal verschwigen oder minimiséiert?

Déi Froe wollte mir den Dënschde stellen. Do, wou et interessant gouf, si mer vun der Majoritéit ausgebremst ginn. Firwat? Hunn d'Fierschter eppes ze verstoppen? Huet d'Ministesch eppes ze verstoppen? Inaktivitéit? Favoritismus? Duerch d'Aktioun vun en Dënschden ënner hirer Leedung ass och op dësem Punkt hir politesch Responsabilitéit engagéiert.

Den Uewerfierschter huet op der Pressekonferenz gesot, hie wier am permanente Kontakt mam Fierschter op der Plaz. De lokale Fierschter gëtt mer vun alle Leit, mat deenen ech geschwat hunn, als e léiwe Mënsch beschriwwen, deen awer selwer keng Decisioun géif huelen an ëmmer a fir all Dossier, deen e bësse méi schwiereg wier, beim Uewerfierschter géif nofroen.

Mir wollten d'Fro stellen, firwat dass am Hierscht 2018 déi zwee Fierschter net agegraff hunn. Dës Fro ass essenziell, fir kënnen d'Suite vun der Prozedur Gaardenhaischen ze verstoen. Och hei si mer ausgebremst ginn.

Vu dass et net ka sinn, dass de Fierschter am November, wann e sur place war, wéi den Här Traversini gesot huet, d'Ausmooss net gesinn huet - an d'Fotoen, déi zirkuléieren, an d'Fotoen, déi nach wäerte presentéiert ginn, déi beweisen dat -, da kann nëmme bleiwen als Äntwert, dass den Här Traversini vun dem Fieschter oder de Fierschtere gedeckt gouf.

Et wier interessant ze gesinn, ob eng intern Enquête an der Verwaltung leeft an ugelaf ass. Emmerhin ass de Problem säit dem 11. August an der Publikatioun vun enger vun deene sëlleche Fotoen, déi den Här Diderich huet an déi e mer net erlaabt huet matzebréngen, der DP Déifferdeng bekannt.

Den 8. Juli 2019 ass et net de Fierschter, Madamm Ministesch, deen den Här Traversini op seng Illegalitéiten opmierksam mécht. Et ass näämlech eng Drëttpersoun, déi moies dem Fierschter urifft an em seet, dass den Här Traversini amgaange wär, Illegalitéiten ze maachen an a ronderëm d'Gaardenhaischen. Si hunn e Rendez-vous sur place ausgemaach an à la surprise générale vun där drëtter Persoun: Wéi et fënnef Auer war a se Rendez-vous haten, ass den Här Traversini virgefuer.

Et kënnt zu enger hefteger Ausenanersetzung. Där Persoun no, an déi ass och bereet, dat ze bezeien, hätt den Här Traversini gesot: „Ech hunn de Moie mat engem héije Beamten am Environnement telefonéiert. Dee sot, ech soll den Dossier eraginn an da kréien ech ganz séier eng Autorisatioun."

Egal ob et esou gaangen ass oder net - an ob et esou gaangen ass oder net, muss d'Enquête weisen -, hätt de Fierschter spéitstens do d'Noutbrems missen zéien. Hie stellt näämlech fest, dass den Här Traversini amgaangen ass, eng ganz Rei Illegalitéiten ze maachen: Daach erneieren, Fënster an Dieren erneieren, Bardage uleeën an en Drainage ronderëm d'Haus zéien. Dir musst Iech virstellen: en Drainage ronderëm e Schapp, an deem Geschir an der Naturschutzzon sollt stoen.

Op dëst ugeschwat, seet den Här Traversini um 100,7, den 19. September: „Mä wann een e Bardage wëllt maachen, wann ee bis ënnen hin eng Folie wëllt zéien, da muss een dach ronderëm e bësse Buedem kënnen ewechmaachen." Et freet ee sech, firwat e Schapp en Drainage brauch. Firwat brauch e Schapp eng Isolatioun? E Bardage brauch op jidde Fall keng Folie.

Ausserdeem ass och entre-temps, nodeem déi puer krank Beem ewechgemaach goufen ouni Autorisatioun, nach eng flott Clôture vum CIGL ronderëm d'Proprietéit opgeriicht ginn, ouni Autorisatioun versteet sech, weder vun der Gemeng nach vum Environnement, deen déi och net hätt kënne ginn, well se steet matzen am Naturschutzgebitt. « Toute construction est interdite. » Mä elo steet se emol do am Naturschutzgebitt. Dann eben ouni Autorisatioun.

Ech wéilt, den Ëmweltministère, dee wier mat alle Leit am Land esou kulant wéi hei!

Une voix.- Très bien !

M. Michel Wolter *(CSV)*.- De Fierschter hätt net manner wéi siwen Illegalitéite misse feststellen. An dat ass sécher e privilegéierten Traitement vum Här Traversini. Ech kennen net vill Dossieren ënnert deenen 3.000, déi esou en Traitement de faveur erlieft hätten. Amplaz hien ze stoppen am Sënn vun engem Baustopp, net vun engem „Stopp de Bau!", proposéiert de Fierschter dem Här Traversini eng Solutioun: „Fro e Bardage un, da geet dat an d'Rei!". D'Remarke vu virdrun nach eng Kéier bestätegt.

Dat dote koum sécher net vum lokale Fierschter. Deen hätt esou eng Initiativ vu sech nimools eleng geholl. Hien huet sech mat Sécherheet no uewen ofgeséchert. An et freet ee sech, bei wiem den Uewerfierschter sech ofgeséchert huet, fir kënnen derfir ze suergen, esou eng Propositioun duerch de Mond vum Fierschter den 8. Juli un den Här Traversini gemaach ze kréien.

Mir hätten déi Froe gär gestallt, well mer spéitstens do d'Wourecht gewuer gi wären. Mä neen, eis Kolleege vun der Majoritéit hunn dat verhënnert, un hirer Spëtzt de Chamberspresident. Chapeau!

Et geschitt guer näischt. An ech mengen och ze wëssen, aus wat fir engem Grond. Den 8. Juli gouf et näämlech keen Dossier Traversini. An e Baustopp hätt zolidd politesch Konsequenze fir hien no sech gezunn. Press a Public an Oppositioun wäre mat der Nues an engem Moment, wou de PAG vun der Gemeng Déifferdeng ausgehaangen huet, op seng Illegalitéite gestouss an opmierksam gemaach ginn. An dëst hätt och de Fierschter a säi Chef wahrscheinlech a Schwieregkeete bruecht, well jo vläicht och engem de Kontext „Hierscht 2018" dobäi opgefall wier. An den Här Traversini gëtt dem Fierschter ze verstoen, hie

kréich souwisou eng Autorisatioun - falls sech déi Ausso vun der Drëttpersoun verifizéiert.

Den 9. Juli ënnerschreift den Här Traversini eng Demande fir e Bardage. Dës Autorisatioun (veuillez lire : dës Demande) geet awer eréischt den 18. Juli am Ministère eran. Tëschent dem 9. an dem 18. Juli geschéien awer nach eng Rei Saachen:

Éischtens, d'Ministesch gëtt vum Här Traversini um Rand vun enger Fraktiounssitzung op de Problem opmierksam gemaach, sot si op 100,7. Op RTL sot se de Contraire, nodeem si virdrun héich an helleg versprach hat, awer och ni mam Här Traversini geschwat ze hunn.

D'Ministesch leit dann an der Chamberskommissioun nees ënner akuter Amnesie. Si ka sech den Dënschden an der Kommissioun net erënneren, wéini dass dat gewiescht wier. Mir hu probéiert, hir ze hëllefen: D'Fraktiounssitzunge sinn, wéi mir heibanne wëssen, meeschtens dënschdes. An an deem Zäitraum do war deen éischten Dënschden den 9. Juli. Dat schéngt mer emol e ganz propicen Datum gewiescht ze sinn. A wann déi gréng nach eng haten de 16. Juli - do war scho keng Chamber méi -, da kann et och nach de 16. Juli gewiescht sinn.

Si behaapt awer parallell op der Pressekonferenz, si wier eréischt bei der Signature op den Dossier opmierksam ginn. An hire Conseiller erkläert de 26. September am „Quotidien": « Cette autorisation préparée par l'ANF atterrit alors sur le bureau de la ministre et c'est à ce moment-là seulement qu'elle voit le dossier. »

Dat war net esou! Si wousst wuel, ier den Dossier an de Ministère koum, dass en ënnerwee wier. Dat werft kee gutt Liicht op d'Ministesch a stellt vill Froen, ob a mat wiem si dann, nodeem si vum Dossier wousst, geschwat huet.

Interessant ass awer och, dass hire Conseiller erëm an där neutraler Zäit, also den 13. September, am „Lëtzebuerger Land" zu Protokoll gouf: „Sie hat ausdrücklich gesagt, sie kümmere sich nicht darum." Wéi kann ee soen: „Ich kümmere mich nicht darum", wann een net weess, dass et den Dossier gëtt? Si wousst et deemno. Si hat jo mam Här Traversini geschwat. Mä si verstoppt et der Éffentlechkeet.

Ech froen Iech, Madamm Minister: Firwat? Firwat sidd Der net vun Ufank u komm an Dir hutt gesot: „Den Här Traversini huet mech um Rand vun enger Fraktiounssitzung ugeschwat an et ass esou wäit gaangen, dass e mer de Problem exposéiert huet. An dunn hunn ech zu em gesot: ‚Dat do kann ech elo net méi mat der diskutéieren, dat do ass en Dossier fir d'Verwaltung. Gëff däin Dossier wannechgelift eran an dann traitéiere mer dech wéi all aneren Dossier!'"?

Et kann ee kenger Ministesch verbidden, wann en Deputéierten u se eruntrëtt a seet: „Ech hunn e Problem, Carole" ... Da kanns de jo net direkt dech ëmdréien a soen: „Ech ginn elo aus dem Sall eraus." Du sees jo: „Majo, wat ass dann däi Problem?" An dann erkläert en der de Problem an da sees de zu deemselwechten: „Ma elo ass Schluss. Elo ass Schluss! Du hues hei e Problem an du muss kucken, deen ze léisen am Kader vun der Legalitéit." Dat ass net gemaach ginn an dat ass schued, well et e weidert Liicht op en Dossier werft, dat net positiv ass.

E weidere kruziale Moment am Versteesdemech vum Dossier insgesamt ass de 15. Juli. Bis elo net bekannt: Dësen Dag gëtt de Ministère näämlech schrëftlech op héchstem Niveau op d'Illegalitéit higewisen, déi amgaange wier ze geschéien. Déi Pièce hunn ech an déi geet bei de Parquet! De Ministère versprécht, sech dat unzekucken. Ech sinn emol gespaant, wat bei der Enquête an deenen nächste Wochen zu deem Sujet wäert erauskommen, wien dann esou alles mat wiem am Ministère nom 15. Juli iwwert dësen Dossier diskutéiert huet a bis wouhinner dass déi Pièce gaangen ass.

An den 18. Juli, Dir Dammen an Dir Hären, ass Gemengerot. Den Dossier gëtt public. Den Här Traversini kënnt ënner Drock, allerdéngs iwwer en aneren Aspekt vum Dossier: d'Fro vun der Bevirdeelegung am Kader vun der PAG-Prozedur. Et gëtt Zäit ze handelen. Nach deeselwechten Dag - an dofir ass deen Dag vum 18. Juli net anodin - kënnt de Bréif an de Ministère eran. An da geet et ganz séier, nom 18. Juli. Dunn ass et näämlech eng Fro „Traversini", dobaussen am Public éffentlech gestallt, d'Fro, wat e géif maachen.

Ech wéilt, jiddweree vun deenen 3.000 Dossiere vum leschte Joer hätt de Privileeg, an de Ministère ze kommen, deeselwechten Dag encodéiert ze ginn, dat nodeem en no der Prozedur gepréift ginn ass an den Dossier sech als net komplett erwisen huet. Well en ass net komplett!

Et feele Piècen am Dossier an en hätt opgrond vum Artikel 59 - an d'Ministesch huet eng Obligatioun duerch d'Legislatur kritt - missen zréckgeschéckt ginn. Den Dossier hätt missen den 18. zréck un den Här Traversini geschéckt ginn an deen hätt missen eng nei Demande maache mat alle Piècen. Da wäre mer de 24., 25., 26. August scho gewiescht, dass den Dossier géif erakommen, an dat war net dat, wat gewënscht war.

En onkompletten Dossier gëtt encodéiert an op den Instruktiounswee geschéckt. Et gréissen déi Honnerte vu Leit, Betriber a Gemengen, déi dat lescht Joer de Pech haten, dass si hiren Dossier erëmkruten, déi net de Privileeg haten, en Traitement de faveur à la Traversini ze erfueren a mat engem onkompletten Dossier einfach esou an d'Prozedur ze entwutschen.

Den 18. Juli: Den Dossier geet pour instruction un déi zwee Leit, deenen hir Inaktioun ech virdru verzweifelt versicht hunn ze verstoen. Dat nennen ech „de Bock zum Gäertner gemaach"! Pardon, mä deenen zwee brauchs de jo guer net ze soen, wéi se den Dossier sollen traitéieren, déi maachen dat vum selwen. Si hu keen Interêt ... Och si hu keen objektiven Interêt, opgrond vun de Virfäll vum Hierscht vun 2018, dass eppes op d'Place publique kënnt. Et muss séier an d'Rei goen, ier et éffentlech gëtt.

An dat geschitt, well den Dossier gëtt instruéiert an engem eenzegen Dag: den 29. Juli. Esou präziséiert de Fierschter et a sengem Dossier. En huet e kritt deeselwechten Dag an e bréngt et dann an engem Dag fäerdeg, den Dossier ze analyséieren, eng Kéier op d'Plaz ze goen, eng Rei vun Illegalitéite festzestellen, eng „construction légalement non existante" festzestellen, dass et an engem Naturschutzgebitt ass, e fiert op säi Büro, e redigéiert säi Rapport, e schéckt sengem Chef säi Rapport, e kritt gläich drop de Segen, en encodéiert den Dossier am informatesche System a schéckt den Original iwwert d'Post un de Chef, esou wéi d'Prozedur dat virgesäit.

Ech si schonn impressionnéiert iwwert d'Vitess an d'Effikassitéit vun enger Verwaltung, déi op der Plaz siwen Illegalitéite misst constatéieren, déi en onkompletten Dossier mat siwen innerhalb vun engem Dag duerchwénkt. Pardon, ech hat vergiess: Et war en einfachen Dossier!

An d'Kiischt um Kuch: Den Här Traversini kritt eppes, wat en iwwerhaapt emol net gefrot huet. Ech weess net, ob et dat gëtt! Ech sinn der Meenung, dass dat och e legale Feeler huet, dee Konsequenze fir d'Ministesch kann hunn, well et géint en allgemenge Rechtsprinzip ass - eng weider Illegalitéit an dësem Dossier.

Ouni mat der Wimper ze zucken iwwerhëlt d'Ministesch dat. Et gëtt e Bardage gefrot an ech kréien dräi Saache weider! Ma ech wär frou, wann déi 3.000 Dossieren, déi d'lescht Joer am Environnement traitéiert gi sinn, deeselwechten Traitement de faveur hätten: Ech froen eppes, ech kréie véier Saachen. Ech fannen dat, muss ech ganz éierlech soen, genial!

Hei si mer net nëmmen an engem Traitement de faveur, Dir Dammen an Dir Hären, mä an enger constatéierter Illegalitéit vun der Ministesch, déi deen Dossier do ënnerschriwwen huet a wou se sech net kann op hir Beamten zréckzéien.

„Dësen Dossier", sot d'Madamm Dieschbourg dann op hirer Pressekonferenz, „deen ass traitéiert gi wéi déi 3.000 aner Dossieren och." Madamm! Wann s de net gees!

Duerno hu mer verschidden Zeenarien. An ech muss soen, et huet vill Krämpes kascht an der Kommissioun, fir gewuer ze ginn, wéini dann den Uewerfierschter säin Avis ofginn huet. Näämlech net, wéi d'Madamm nach eng Kéier haut behaapt huet, en hätt sech den 29. Juli der Propositioun direkt ralliéiert. „Ralliéiert" ass den offiziellen Term fir eppes, wat iwwer eng „Cartouche" oder iwwer en Avis consignéiert gëtt. An deen „Ralliage", dat Ralliéieren un d'Dokument war net den 29. Juli, mä de 14. August. An domat fält déi komplett Argumentatioun vun der Madamm Minister an e Koup.

Si behaapt, si hätt e kompletten Dossier um Pult gehat, wéi si hir Ënnerschréft den 12. August ënnert d'Dokument gesat huet. Dat kann net sinn! Well den Avis vum Fierschter, den original ënnerschriwwenen, louch deen Dag beim Uewerfierschter um Dësch. Si hat weder deen een nach deen anere virleien, esou wéi si et souguer d'Chamber am Dossier, dee si hannerluecht huet, gleewe gedoen huet.

De Beweis, Dir Dammen an Dir Hären, ass erbruecht: Si huet ouni noutwendeg Basisdokumenter am Grapp ze hunn ënnerschriwwen. Legal däerf si dat wuel, politesch ass et de Beweis vum aktiven an akute Favoritismus.

Et kann een net wochelaang duerch d'Land zéien a behaapten, et hätt een eng Pièce am Dossier, an da stellt sech eraus, dass et guer net wouer ass. Et kann een net behaapten, et hätt een en Dokument gelies, an da stellt sech eraus, dass een d'Dokument iwwerhaapt net hat. A wéi kann een eppes den 12. liesen, wat de 14. August eréischt geschriwwe gëtt?

Ech sinn iwwerzeegt, dass bis haut net emol den elektroneschen Avis vum Fierschter, vum Uewerfierschter an Ärem System ass. A wéi kommen ech drop? Ma ganz einfach duerch d'Erklärung vun Ärem Conseiller, deen an der Kommissioun gesot huet: „Wann d'Ministesch ënnerschriwwen huet, da geet de System automatesch zou."

Wéi kann een da behaapten, si hätt en Dossier gelies, ier se ënnerschriwwen huet? Si muss en Ass an der Telepathie sinn, hirer Zäit viraus, well si wousst den 12. August schonn eppes, wat eréischt de 14. August geschriwwe ginn ass!

Schlussendlech, an dat ass dee gréisste Reproche, deen ech Iech maachen, legaliséiert Der mat Ärer Ënnerschréft vum 12. August en illegal opgeriicht Haischen - Schapp, Chalet, wéi Der et och ëmmer wëllt soen. Et reift ee sech viru Verwonnerung d'Aen.

Si konnt - a wollt vläicht - op eis Nofro net emol den Numm vun där Persoun soen, déi hir den Dossier an d'Ënnerschréft ginn huet. Eppes ass sécher: Den Här Conseiller war et net, well deen huet bei där Fro zur Fënster erausgekuckt. Um Bréif sti just d'Initiale vun der Madamm Minister a vun der Sekretärin. Et besteet also entre-temps den dréngende Verdacht - an deen hätt ech gären ausgeraumt duerch eng propper Äntwert -, deen och schonn an der Press geäussert ginn ass, dass et sech ëm en Alleingang vun der Madamm Minister gehandelt hätt, ouni Abezéie vun hire Beamten.

Ech hu mer d'Méi gemaach, Madamm - Dir Dammen an Dir Hären -, Är Pressekonferenz vum 30. September an hir Bestanddeeler ze zerleeën. Ech muss soen: Et kënnt Erstaunleches dobäi eraus!

An enger eenzeger Pressekonferenz hutt Der net manner wéi néngmol eng Ongereimtheet, eng Irféierung oder eng Ligen:

Déi Éischt ass och déi Lescht: „Dësen Dossier ass wéi 3.000 anerer traitéiert ginn."

Déi Zweet ass, Dir sot: „Den 8. Juli ass de Fierschter fir d'éischte Kéier op de Chantier gaangen an huet de Maître d'ouvrage deen Ament drop opmierksam gemaach", also eng proaktiv Haltung vum Fierschter. Deem ass net esou! Richteg ass: De Fierschter ass vun enger drëtter Persoun opmierksam gemaach ginn, et war e Rendez-vous mat der drëtter Persoun an den Här Traversini war zoufälleg um Rendez-vous do.

Dir sot: „Den 9. Juli huet de Proprietaire eng Demande gestallt." Neen! Den 9. Juli huet de Proprietaire seng Demande ënnerschriwwen, si ass awer eréischt mam Stempel vum 18. Juli, also néng Deeg duerno, am Ministère ukomm, zoufälleg erweis deeselwechten Dag, wéi zu Déifferdeng moies Gemengerot war a wéi an deem Gemengerot den Dossier Traversini un d'Rulle komm ass.

Doduerch ass den Encodage dann och deeselwechten Dag geschitt, wéi den Dossier am Ministère ukoum, dëst ouni oder no enger mangelhafter Kontroll. Dëst gëtt komplett verschwigen. Et gëtt gemaach, wéi wann den Dossier den 9. Juli am Ministère gewiescht wär an den 18. Juli encodéiert gi wär, dat hätt néng Deeg gebraucht, fir den Dossier also genau ze kucken. Dat gëtt dem Lieser an Ärer Aart a Weis, wéi Der den Dossier presentéiert, net gesot.

Den Dossier war net komplett. En hätt also missen zréckgezu ginn. An dat ass kee Kavaléiersdelikt! Ech wëll dat wierklech emol eng Kéier soen! Dat steet am Gesetz! Dat ass hei an der Chamber decidéiert ginn! En Dossier, deen net komplett ass, dee geet wannechgelift zréck. Dat ass illegal an dat ass der Éffentlechkeet verschwige ginn.

Dann d'Geschicht vum Chef d'arrondissement, dee sech soi-disant deeselwechten Dag der Meenung ralliéiert vum Fierschter. Dat ass falsch, well de Chef d'arrondissement, dee gëtt säin Avis eréischt de 14. August of, an et huet an der Kommissioun bal eng Véierelsstonn gedauert, bis mer deen esou wäit haten, dass en dat huet missen zouginn.

An Dir sot: „Den 12. August, op Basis vun deem preparéierten Avis vun der Natur- a Forstverwaltung, hunn ech den Dossier krut an ënnerschriwwen." Den Dossier ass eidel, Madamm, den 12. August! Déi zwee Avise louchen deen Dag um Büro vum Uewerfierschter. Da seet den Uewerfierschter: „Mir hunn eisen Avis verfaasst an op de Ministère zréckgeschéckt." Wéi kann ech en Avis de 14. August verfaassen an dann op de Ministère zréckschécken an en ass scho virum 12. August am Ministère do?!

An Dir sot: „Ech hunn de Rapport gelies an e war schlësseg." Wéi kann ech e Rapport liesen, vun deem ech net weess, wéi en ausgesäit? Mat wiem dreift Dir de Spunnes?

Déi ganz Geschicht ronderëm d'Beem, aachtens, déi am Hierscht 2018 ewechgeholl si ginn, do ass weder d'Prozedur an der Rei, nach ass d'Wourecht gesot ginn. Virun allem ass e Risenëmweltskandal a mengen Ae vertuscht ginn.

Schlussendlech huet e Gespréich stattfonnt tëscht Iech an dem Här Traversini, obschonn Der op der Pressekonferenz dat dementéiert hutt an obschonn d'ganzt Land gemierkt hat, sou wéi Der dat gesot hutt, dass Der d'Wourecht an deem Moment net géift soen.

Ech kommen zu Ärer politescher Responsabilitéit. Déi politesch Responsabilitéit vun der Madamm Dieschbourg ass an eisen Ae kloer engagéiert, op ville Punkten an op villen Niveauen, duerch eegent Feelverhalen an duerch Feelverhalen an hire Ministèren an hire Verwaltungen. Dee ganzen Dossier ass iwwer Wochen an totaler Intransparenz gefouert gi vis-à-vis vun der Éffentlechkeet, der Press an der Chamber. A kengem Moment hat een d'Impressioun - a mir net eleng net, d'Journaliste largement och net -, dass d'Wourecht sollt op d'Tapéit kommen.

Ech si fest dovun iwwerzeegt, dass, wa mer haut dës Debatt net géifen an der Chamber féieren, den Deckel um Dëppe wier. Ech sinn awer och fest dervun iwwerzeegt, dass duerch dës Debatt, an egal wat d'Majoritéit haut decidéiert, d'Éffentlechkeet hir eege Meenung ka bilden iwwert de Filz an de Mief, deen aus dësem Dossier erauskënnt.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Michel Wolter *(CSV)*.- D'Madamm Dieschbourg huet d'Chamber, d'Press an d'Éffentlechkeet belunn, an d'Ir gefouert a wichteg Elementer verschwigen. Net manner wéi néngmol eleng op der Pressekonferenz vum 9. September!

Si huet der Chamber Piècen iwwerreecht, déi net am Dossier louchen, wéi se deen ënnerschriwwen huet. Dat ass Vorspiegelung falscher Tatsachen. Wann dat Är politesch Responsabilitéit, Madamm, net engagéiert, da weess ech och net méi, wat dat kann!

À la base vun deem Ganzen ass awer a mengen Aen e Riseskandal am ëmweltpolitesche Beräich. An engem Naturschutzgebitt huet e gréngen Député-maire schwerwiegend Irregularitéite gemaach, déi ech an deem Mooss net fir méiglech gehalen hätt, scho guer net vun engem Member vun enger Partei, déi eemol eng Kéier ausgezu war, fir alles anescht ze maachen.

35 a Bësch an Hecke sinn ëmgeluecht, 20 bis 22 a Terrain komplett remodeléiert, Terrassen ugeluecht, den natierlechen Talus vum Hang fir ëmmer zerstéiert. E regelrechte Skandal, gedeckt duerch Är Verwaltung!

Wéi wäit aner Leit nach méi héich an der Hierarchie verwéckelt waren, kann nëmmen d'Instruktioun vum Untersuchungsriichter erausfannen, wann all Bedeelegt gehéiert a matenee konfrontéiert ginn.

Och d'Madamm Minister hätt kënnen, ech mengen, si hätt missen no der Publikatioun vum Dossier vun der DP Déifferdeng aktiv ginn. Dat ass net geschitt! Au contraire! An dofir, Madamm, sidd Der politesch responsabel.

Ee vun deenen zwee Beamten, déi sécher mat implizéiert waren, souz an der Pressekonferenz an ass mat an d'Chamber komm. Säit dem 11. September ass den Dossier vun der DP Déifferdeng online, photos à l'appui, ouni dass dat weder d'Ministesch nach iergendee vun hire Beamten am Ministère gekraazt hätt. Et ass, mengen ech, net emol eng intern Enquête lancéiert ginn. Vill aner Leit hei am Land kënnen net vun esou vill Ëmsiicht an Indulgence am Ëmgang mat hirer Verwaltung beriichten, éischter de Contraire!

Si huet bis zulescht behaapt, si hätt den Dossier eréischt den 12. August bei der Ënnerschréft entdeckt. A Wierklechkeet wousst si Bescheed, ier d'Demande iwwerhaapt am Ministère war, aus dem Mond vum Här Traversini, aus dem Mond vläicht och vun engem héije Beamten aus dem Ministère - à vérifier dans les semaines et dans les mois à venir! Hire Ministère ass näämlech schrëftlech gewarnt ginn, ier den Dossier am Ministère war, an et ass näischt geschitt. Ech ka mer guer net virstellen, dass esou eng Neiegkeet net den Tour vum Ministère gemaach huet.

Déi ganz Instruktioun vum Dossier, Madamm, ass eng eenzeg Farce! En onkompletten Dossier geet an d'Prozedur - eng weider consommëiert Illegalitéit! -, de Fierschter ass an engem Dag fäerdeg, den Uewerfierschter war ni op der Plaz. Den 12. August ass en onkompletten Dos-

sier ënnerschriwwe ginn no 26 Deeg. En einfachen Dossier, quoi: eraginn, méi kréie wéi gefrot, ënnerschreiwen - Merci!

Et gëtt steif a fest behaapt, bis et net méi geet, bis dass den Uewerfierschter no laangem Nohake wierklech an der Kommissioun (veuillez lire : zougëtt), dass e sech net ralliéiert huet. Den Dossier ass eidel! En ass vierge deen Dag, wou Dir en ënnerschreift. An de Beweis ass eigentlech just duerch den Datum vum Avis schonn erbruecht.

Si huet, d'Madamm, d'Gesetzer vun dësem Land gebrach, wéi si dem Här Traversini duerch hir Ënnerschrëft méi ginn huet, wéi deen iwwerhaapt gefrot huet. Kee Mënsch däerf vun engem Minister méi kréien, wéi e gefrot huet. Dat ass en allgemenge Rechtsprinzip. De Bardage war gefrot, ech kréien en Daach, ech kréie Fënsteren an ech kréien Dieren derbäi. E risege Skandal!

Domat huet si net nëmmen eng Illegalitéit begaangen, mä och dem Här Traversini en illegal opgeriicht Gaardenhaische legaliséiert, flang an der Naturschutzzon, illegal a mengen Aen an net eng Fro vun Interpretatioun. Wéi d'Loft méi dënn ginn ass, ass eng juristesch legal Basis gesicht ginn, déi net emol am Usaz op iergendeppes fousst, wat ee verteidege kann. Amplaz den Dossier ze annulléieren, en zréckzezéien, huet si sech ëmmer méi an dem Sumpf vun de Verstréckunge verfaangen.

Haut ass et bewisen, dass et sech ëm eng illegal Konstruktioun nom Artikel 7 (5) vum Gesetz handelt, déi ni eng Autorisatioun hätt däerfe kréien. Punkt!

Schlussendlech behaapt d'Ministesch, deen doten Dossier wär wéi 3.000 aner Dossieren traitéiert ginn. Ech mengen, ech hunn an deene leschten 51 Minutten de Géigendeel kënne beweisen. Et ass an deem Dossier näischt, awer och guer näischt normal gelaf, ausser Favoritismus engem Parteikolleeg géigeniwwer.

An domat wär ech eigentlech fäerdeg. D'Konklusioune si gezunn. Mä dunn ass de leschte Weekend nach eppes derbäikomm, wat dem Faass nu wierklech d'Kroun an d'Gesiicht schléit.

(Brouhaha)

D'Madamm Dieschbourg gëtt op hirer Pressekonferenz gefrot vun engem Journalist, si hätt jo elo e Baustopp gemaach. Wourop si äntwert, neen, de Fierschter hätt de Bau gestoppt. Wourop de Journalist freet, dass d'Gesetz géif virgesinn, dass, wann dergéint géif verstouss ginn, da géif e Baustopp verhaange ginn. Wourop d'Ministesch da seet, wuertwiertlech: „Ma wann dergéint verstouss gëtt! Hei ass et awer esou, dass direkt op Interventioun vum Fierschter hin de Bau vum Requerant selwer gestoppt ginn ass. Dat war also net néideg. Dat ass a ganz ville Fäll esou. Et war net néideg."

Hire Conseiller seet bei reporter.lu den 12. September, no der Interventioun vum Fierschter wären d'Aarbechte gestoppt ginn. „Es handele sich laut W. um einen Verstoß gegen das Naturschutzgesetz, aber nicht um einen Straftatbestand. Erst wenn die Bauträger uneinsichtig seien und Arbeiten nach Hinweisen der zuständigen Beamten fortführten, werde das Ministerium aktiv." An: „Bis zur Regularisierung durch die ministerielle Genehmigung seien die Arbeiten daraufhin eingestellt worden", seet hien am Numm vun der Ministesch. An en ass sech 100 % sécher, hien huet dat jo iwwerpréift, soss kéint en dat net behaapten. D'Madamm Ministesch huet dat jo iwwerpréift, soss kéint se dat net behaapten, viru Press a virum ganze Land!

De gudden Här Traversini hätt sofort gefollegt, soudass een e Baustopp net hätt misse maachen. Zur Erënnerung: Baustopp, Klauschter, Opmierksamkeet, Press, Oppositioun, net gutt fir den Här Traversini!

Zu där Zäit sollt jo eigentlech säin Haischen, wat e geierft huet, am Kader vun der PAG-Prozedur an de Perimeter kommen. Dofir nëmme keng ëffentlech Onrou! Dat hat en Hannergrond. An dat ass fir mech och d'Ursaach, firwat dass entgéint der normaler Prozedur bei Saachen, déi wesentlech manner schlëmm sinn, hei kee Baustopp verhaange ginn ass, mä just en: „Stopp de Bau!". An et soll kee mir soen, dat hätt dee klenge Fierschter op der Basis decidéiert. An ech gleewen net emol, dass den Uewerfierschter dee Risiko agaange war, sech eng bluddeg Nues ze huelen. Déi doten Decisioun koum vun uewen aus dem Ministère, vu ganz uewen, gleeft mer et!

Ech muss soen, den Här Traversini muss sech senger Saach zu 100 % sécher gewiescht sinn, dat mat de Kolleegen am Ministère. Dir erënnert lech jo nach vu virdrun un d'Äusserung am Ufank. An en huet jo duerno net verpasst, och mat der Ministesch doriwwer ze poteren.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn hei zwou CDen, eng CD vum 7. Juli an eng CD vum 11. August. Eng CD vum 7. Juli, 37 Biller, déi ech un de Procureur de Mëtteg wäert ginn, an eng CD vum 11. August, 24 Fotoen, déi beweisen, dass dat, wat elo virdru gesot ginn ass, falsch ass!

Tëschent dem 9. Juli an dem 9. August ass monter um Chantier weidergeschafft ginn. An zwar ass et esou, dass dee ganzen Drainage ronderëm d'Haus den 8. Juli nach net do war. Op der Foto vum 11. August ass awer ronderëm dat ganzt Haus opgerappt, fir den Drainage ze leeën, eng Ofdichtung ze maachen - Dir erënnert lech un d'Geschicht vun der Folie am Interview!

A fir dass Der net mengt, ech géif lech veräppelen, loossen ech lech déi ausdrocksstäerkst Fotoen no menger Ried verdeelen. Da kënnt Der lech se a Rou ukucken.

Ech muss soen, dat ass en décken Hond vun him, awer och vun lech, Madamm! Dir behaapt op Pressekonferenzen an Interviewen, Dir hätt kee Baustopp misse maachen, well alles direkt opgehale gi wier. Dir baséiert Är ganz Argumentatioun drop, Dir loosst d'ganzt Land gleewen, et wier esou gewiescht. Dir regulariséiert, Dir favoriséiert, Dir legaliséiert eng Irregularitéit vun Ärem Parteikolleeg an Ärem Parteikolleeg senger Affär, an ier Der ënnerschreift, loosst Der net emol kontrolléieren, ob e sech dann un Är Ofmaachung gehalen huet.

Ma wéi sot Der esou richteg op där Pressekonferenz an och de Mëtteg hei nach eng Kéier: Dir wiert richteg stolz op Är Kontrollmechanismen an Ärem Ministère. Déi hu fantastesch fonctionnéiert, besonnesch an deem heiten Dossier. Ech wär frou, wa se géife bei 2.999 aneren Dossieren an Ärem Ministère dat lescht Joer och esou fonctionnéieren!

Wann alles dat, wat ech lech elo gesot hunn, net zu Konsequenze féiert, wann Dir, léif Membere vun der Majoritéit, net reagéiert, wann de Statsminister hei d'Noutbrems net zitt, da froen ech mech ganz éierlech, wat an dësem Land alles nach méiglech ass.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mir sinn näischt, guer näischt, a mir hunn et gesot kritt! Mir si behandelt gi wéi Aussätzeger, well mer eis Aarbecht wollte maachen, …

(Interruption)

… jo, déi d'Verfassung …

Bon, „Aussätzeger" ass vläicht e bëssen iwwerdriwwen, …

(Brouhaha)

… mä mir si monddout …

(Brouhaha)

… mir si monddout gemaach ginn.

Une voix.- Neen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mir si monddout gemaach ginn, mir hunn e Klauschter op de Mond gesat kritt an der Kommissioun!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Duerfir schwätzt Der jo elo!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, hei ass déi ëffentlech Debatt. Mä et si ganz vill Saachen, déi ech nach hätt kënne beweisen, wann ech meng Fro do hätt kënne stellen.

(Interruptions)

Mir hunn eis net decouragéiere gelooss, och wann eis no där éischter Sitzung scho gesot ginn ass, mir hätten zwar recht um legale Standpunkt, mä mir misste jo verstoen, d'Majoritéit hätt nëmmen 31 Sëtz.

Mir hu vill Liicht an en donkelen Tunnel bruecht. An dat, wat mer gesinn hunn, dat gefält eis net, guer net! A mir si sécher, dass nach villes un d'Luucht wäert kommen, wat net schéin ass, wann d'Enquête bis gemaach ass.

Gitt mir ee Grond, Dir Dammen an Dir Hären, firwat an dësem Land iergendee Bierger sech nach un iergende Gesetz oder iergendeng Regel hale muss, wa sech déi Leit, déi viru Verfassung a Gesetz zum Anhale vun deeneselwechte verflicht sinn, sech fir sech an hir Kolleegen un näischt brauchen ze halen!

Wat sot Dir dem Proprietaire vum Waldhaff, dee fir vill manner säi Betrib zougemaach krut, Personal huet missen entloossen, bis virun déi lescht Geriichtsinstanz gezu ginn ass, well en Exempel huet misse statuéiert ginn?

Wat sot Der der Madamm vu Biekerech, déi wéinst dräi Uebstbeem an enger Zon ædificandi e Baustopp iwwer hir ganz Proprietéit verhaange krut, an eng Virluedung selbstverständlech virun d'Geriicht?

A wat sot Der dem Proprietaire vun der Résidence secondaire zu Rouspert, deen all Autorisatiounen huet, dee Gemengesteier op sengem Haus bezilt, deen ugefrot huet, fir nei Fënsteren, nei Dieren, Etancheitéit vum Daach a bannen ze renovéieren an deen e Refus vum Environnement krut mam Argument, hie géif säin Haus nees „opriichten"?

De Mann huet exakt datselwecht gefrot, wat den Här Traversini net emol huet misse froen, wat dee krut, an e krut e Refus mam Argument, e wier amgaangen, säin Haus an der Zone verte „opzeriichten". Hien huet eng Autorisatioun vum Minister an en huet eng Autorisatioun vu sengem Buergermeeschter!

Dir Dammen an Dir Hären, mir fuerderen, dass all Leit am Land gläichbehandelt ginn. Den Dossier Traversini soll e Virbild gi fir all aner Dossieren an der Zone verte. Dofir fuerdere mir all d'Leit op, déi eng Immobilie oder eng Konstruktioun an der Zone verte hunn, ze profitéiere vun där neier Interpretatioun aus dem Environnement vum Artikel 7 (1).

(Interruption)

Soulaang d'Decisioun vun der Ministesch net zréckgezunn ass, soulaang keng politesch Konsequenzen do sinn, muss all Client gläichbehandelt ginn, Madamm, an no därselwechter Prozedur!

Dofir encouragéiere mir all Leit, esou séier wéi méiglech an der Zone verte hir Demande eranzeschécken, mat dem Argument, et wier eng Verschéinerung vun der Landschaft an hiren Objet géif doduerch besser an d'Lëtzebuerger Land erapassen. Mat därselwechter Procédure allégée, wannechgelift! Den Dossier muss net komplett sinn, e muss net komplett sinn! E ka komplett sinn, mä e muss net komplett sinn.

Mir hätte gären eng Visite des lieux mam Fierschter, eng! Mir hätte gären, dass de Fierschter de ganzen Dossier an engem Dag kuckt. Mir hätte gären, dass de Fierschter mat de Leit ka verhandelen, wat dann eigentlech geneemegt gëtt. A mir hätte gären, dass d'Ministesch dann ouni den Avis vum Fierschter ofzewaarden wannechgelift ënnerschreift. An all déi Dossiere wannechgelift a manner wéi 26 Deeg!

An ech wollt lech soen, Madamm, deen éischten Dossier hutt Der um Büro. Deen éischten Dossier ass eran. An ech kann nëmmen all Affekote vum Land opfuerderen, fir bei deenen 2.000 Objeten, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, déiselwecht Prozedur ze maachen. Eemol Traversini, ëmmer Traversini!

Mir fuerderen, dass all Bauten an der Zone verte, déi virun engem gewëssenen Datum opgeriicht gi sinn, eng Regulariséierung kréien, sou wéi mir dat bei der Ausaarbechtung vum Gesetz vum leschte Joer gemaach hunn, opgrond vun engem Inventaire, deen anscheinend entre-temps virläit.

An deem Sënn deposéieren ech, Här President, eng Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que, d'après la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature, la rénovation, voire la transformation matérielle d'une construction située en zone verte est subordonnée à la condition que celle-ci soit légalement existante,

- que la récente affaire relative à un abri de jardin situé à Differdange en zone verte, et par ailleurs en zone Natura 2000 et réserve naturelle a démontré à suffisance à quel point il est difficile de prouver le caractère légal d'une construction,

- que, pour faciliter les démarches des citoyens, notre groupe avait déjà dans le cadre de l'instruction parlementaire du projet de loi devenu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature demandé à régulariser les constructions existantes en zone verte,

- notant au demeurant qu'un inventaire des constructions existantes en zone verte a été élaboré par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures en collaboration avec le Service des sites et monuments nationaux,

invite le Gouvernement

- à mettre cet inventaire à disposition du public dans un esprit de consultation publique,

- à mettre ledit inventaire à jour en prenant appui sur les observations reçues du public,

- à régulariser les constructions concernées.

(s.) Michel Wolter, Félix Eischen, Martine Hansen, Gilles Roth, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Michel Wolter *(CSV).*- An ech kommen zu menger Konklusioun. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Ministesch huet am Dossier „Ëmweltskandal Gaardenhaischen" an eisen Aen op der ganzer Linn versot: prozedural, legal a politesch.

Wéi e grénge Fuedem zitt sech de Favoritismus zugonschte vun engem Parteikolleeg duerch den Dossier. E grousse Skandal an engem Naturschutzgebitt sollt vertuscht ginn, vu wiem och ëmmer, e klenge Skandal ronderëm e Gaardenhaischen net un d'Effentlechkeet kommen, well et net dee richtege Moment dofir war.

Dir, Madamm, Äre Ministère an Är Verwaltung hu passiv a Verschiddener aktiv dorunner matgeschafft. Wéi hutt Der esou schéi gesot: „Et konnt ee jo net wëssen, dass dëst politesch géif ausgeschluecht ginn." Dofir géif ech lech bieden, selwer ze agéieren an déiselwecht Konsequenzen ze zéien, wéi Äre Parteikolleeg dat gemaach huet, am Interêt vun der Kredibilitéit vun der Politik.

„Deen heiten Dossier, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee betrëfft all Bierger a senge Relatioune mam Stat. Et geet hei ëm net méi an net manner wéi ëm de Prinzip, datt all Bierger virum Gesetz gläich ass an datt et fair an transparent Prozedure gëtt. An dëst kënnen net d'Geriichter decidéieren, dat muss d'Parlament decidéieren, soss kënne mer de Politikbetrib zoumaachen!"

Ech hu vergiess: François Bausch, 13. Juni 2012, hei an der Chamber!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Mir si mat ganz graven Uschëllegunge konfrontéiert, Uschëllegunge géint eng Ministesch an hir Beamten. Jo, de Virworf vum Favoritismus steet am Raum, de Virworf, dass eng Persoun wéinst enger Parteikaart anescht behandelt gouf, anescht behandelt gouf wéi aner Bierger, wéi dat mat anere Bierger gemaach gëtt, wa se äänlech Demandë maachen.

Wann een esou Virwërf mécht, da sollt ee sech der Saach ganz sécher sinn! Et sollt ee Beweiser schwaarz op wäiss op den Dësch leeë kënnen. Här President, esou Beweiser hunn ech bis haut net gesinn, weder an de Kommissiounssitzungen nach haut.

Wat ech gesinn an héieren hunn, sinn ënnerschiddlech Interpretatioune vu Gesetzesartikelen. An do muss ech lech ganz kloer soen: Mir als Deputéiert si keng Riichter! Et ass d'Aufgab vum Verwaltungsgeriicht, a vum Verwaltungsgeriicht eleng, ze uerteelen, ob déi kontestéiert Autorisatioun konform mam Gesetz ass oder net. Mir liewen an engem Rechtsstat mat Gewaltentrennung, an dat ass och gutt esou.

A souguer wann d'Verwaltungsgeriicht déi Autorisatioun annulléiert, dann ass dat näischt Aussergewéinleches, mä eppes, wat esou munchem heibannen, op deenen zwou Säiten heibannen, a senger Funktioun, sief et als Buergermeeschter oder als Minister, scho geschitt ass.

Elo soe Vertrieder vun der Oppositioun, dass d'Prozeduren an dësem Fall aussergewéinlech séier waren an dass dat eleng schonn eng Sonnerbehandlung géif duerstellen. D'Ministesch berifft sech op d'Avise vun hire Beamten. D'Beamte confirméieren, dass et keng Kommunikatioun tëscht hinnen an der Ministesch gouf, ausser den Avisen, opgrond vun deenen d'Ministesch ënnerschriwwen huet.

Wann dës Aussoe stëmmen, an et gëtt de Moment absolutt keen Unhaltspunkt, fir dat a Fro ze stellen, ma da weess ech net, wou d'Ministesch dann eppes derfir kéint, dass d'Avise méi séier geschriwwe gi si wéi soss, falls dat dann iwwerhaapt de Fall war. Wann dat awer esou sollt gewiescht sinn, da fannen ech dat net gutt. Jiddereen, egal ob Minister, Buergermeeschter oder normale Bierger, soll d'nämlecht behandelt ginn. An d'Beamte sollen och net d'Gefill hunn, ongefrot e Buergermeeschter anescht mussen ze behandele wéi all anere Bierger.

Här President, verstitt mech net falsch! Et ass selbstverständlech d'Aufgab vun der Oppositioun a vun eis alleguerten als Chamber, fir d'Regierungsaarbecht ze kontrolléieren. A wann an engem Ministère Irregularitéite virkommen oder souguer just am Raum stinn, ass et net nëmmen eist Recht, mä souguer eis Flicht, fir deem nozegoen.

Dat hu mir elo gemaach! D'Ministesch stoung Ried an Äntwert. An et ass, wéi gesot, kee Beweis do fir déi gemaachen Uschëllegungen.

Als Konklusioun, éischtens: Um Fong gëtt et Interpretatiounsdivergenzen, wat d'Gesetz ubelaangt. Et gëtt e Recours um Verwaltungsgeriicht. An et ass elo un de Riichter, an net un eis, fir en Uerteel ze schwätzen.

Zweetens: Et gëtt kee Beweis fir e Feelverhale vun der Ministesch. An et gëtt och kee Beweis fir Favoritismus.

Dofir ass fir mech elo de Moment komm, fir erëm iwwert dat Wesentlecht an déi vill méi wichteg Dossieren ze schwätzen, well et gëtt an der Emwelt- an an der Klimapolitik den Ament wierklech aner Saachen, iwwert déi mir schwätze sollten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat wierklech geschitt ass, eng Rekonstruktiouun, ass en Dossier vum 100,7 vum Michèle Sinner, dem Jean-Claude Franck an dem Claude Biver, dee genau retracéiert, wat am sougenannten „Dossier vum Gaardenhaischen" vum 10. Oktober 2018 bis den 9. Oktober 2019 geschitt ass. En Dossier, dee ganz gutt ass, dee ganz präzis ass, onpoleemesch, faktuell, gutt journalistesch Aarbecht.

D'Madamm Minister huet haut an hirer Deklaratiouun nach eemol genau retracéiert, wéi si an dësem Dossier virgaangen ass. An ech kann och elo schonn direkt soen: Fir eis ass et och kloer, gradesou wéi et fir de Spriecher vun der DP, de Max Hahn, kloer ass, dass mir net konnte feststellen, dass d'Madamm Minister selwer eng kriminell Energie hei un den Dag geluecht huet, fir an dësem Dossier eng Autorisatiouun ze ginn.

Bei allem, wat den Här Wolter och sot, sinn eng ganz Rei vun Akteuren an dësem Dossier mat dran. D'Ministesch ass wuel een Akteur an där ganzer Rei vu villen Akteuren, mä et ass net deen, deen een an der éischter Plaz hei vir constatéiere konnt. Si encodéiert jo och d'Dossieren net selwer. An duerfir gi mer och emol dovunner aus, dass et hei kee Favoritisme ginn ass.

Ech beliichten hei gär verschidde Punkten. An ech loossen déi kommunal Demarche hei bewosst ewech, well si de Meritt huet, dass dës Affär iwwerhaapt emol un d'Liicht komm ass, an déi loossen ech awer gären ewech, well mer eis hei un d'Aarbecht an der Chamber wëlle ginn.

Déi verschidde Sujeten, déi ech hei wëll ugoen, dat ass éischtens d'Demarche vum Roberto Traversini, an deen zweeten ass d'Prozedur an den drëtten ass d'Aart a Weis.

Zum éischte Punkt: De Roberto Traversini, deen huet nodréiglech eng Demande gemaach fir Aarbechten u senger Proprietéit, wou en awer schonn amgaange war drun ze schaffen. Hien huet u sengem Gaardenhaische geschafft. Hien huet Beem ewechgeholl. Hien huet Planéierungsaarbechte gemaach, wéi mer och haut hei nach eng Kéier konnten héieren. Hien huet sech Pläng maache gelooss vun engem Stagiaire op der Gemeng an hien huet Aarbechte vum CIGL maache gelooss, vun deem hie President war, an en huet déi net fakturéiert kritt.

Hien huet seng Konsequenzen aus dësem Feelverhale gezunn, e Feelverhalen, wat e selwer zouginn huet, an en huet vun all senge politeschen Ämter demissionéiert. Mat all deem, wat geschitt ass, ass de Schued och gemaach!

Zum zweete Punkt: D'CSV huet eng Réunion d'urgence gefrot vun der Emweltkommissiouun, fir dëse Sujet ze klären. Déi Kommissiouun gouf och direkt den Dag duerno aberuff. Alleng dat ass scho fir mech en Zeechen, dass hei an dësem Dossier mat grousser Transparenz gespillt sollt ginn. An dëser Kommissiouun huet d'Ministesch erkläert, wat si och op der Pressekonferenz den 30. September erkläert huet: wéi si un dësen Dossier erugaangen ass an op wéi eng Gesetzer respektiv Reglementer si sech mat hirer Verwaltung baséiert huet, fir hir Decisiouun ze huelen. Si huet och deen Dag do en Dossier ausgedeelt.

Et kann een natierlech och gedeelter Meenung sinn, ob hei all d'prozedural Elementer virlouchen, fir eng Decisiouun kënnen ze huelen. A genau dat ass jo och den Objet vun der Procédure judiciaire vum Parquet, dee jo eng Rei Perquisitioune souwuel an der Gemeng, beim CIGL an och am Emweltministère gemaach huet. D'Geriicht muss hei klären, ob d'Gesetz agehale gouf oder net.

De Parquet mécht also hei seng Aarbecht, ënnersicht, ob hei eng Strofdot war, ob sech hei un d'Reglementer an d'Gesetzer gehale gouf oder ob hei Feeler gemaach goufen.

Et ass iwwregens net aussergewéinlech, dass d'Geriichter mat esou Decisioune befaasst ginn, souwuel beim Stat wéi och bei de Gemengen, wann ee sech leséiert fillt an dann d'Geriichter mat engem Recours oder mat enger Plainte befaasst. Alleguer d'Buergermeeschteren, d'Schäffen an d'Conseilleren hei aus de Gemengen, déi wëssen dat, dass op ville Gemengen dat och de Fall ass, bei Bautenugeleeënheeten zum Beispill, awer och bei anere Sujeten.

De Parquet ass also elo saiséiert a muss seng Aarbecht maachen. Hei gëllt dann och de Rechtsprinzip, iwwert dee mer eis jo alleguerte missten eens sinn, oder d'Rechtsprinzipien, iwwert déi mer eis eens misste sinn, näämlech de Secret de l'instruction, de Respekt virun de Rechter vun der Defense an och d'Présomption d'innocence vun alle bedeelegte Leit, soulaang et keen Uerteel hei gëtt.

An ech géif heizou och jiddwerengem uroden, de Communiqué vun der ASBL StopCorrupt, der fréierer Associatioun Transparency International, ze liesen. Ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck.

Ech kommen zum drëtte Punkt: d'Aart a Weis. An deene Kommissiounssitzungen, déi an der permanenter Emweltkommissiouun stattfonnt hunn, an net an enger Spezialkommissiouun oder souguer enger Enquêtëkommissiouun, ass et zu enger Aart a Weis vun enger Aarbechtsweis komm, déi - esou hu mer eminent Memberen aus dësem Haus, déi scho méi laang hei siegéieren, gesot - et esou nach ni ginn ass an enger permanenter Kommissiouun. Et hätt een d'Impressiouun, dass ee bei engem regelrechten Accusatoire wier fir d'Beamten a fir d'Ministesch.

Jo, et goufe vill Froen, déi och, souwäit et méiglech war, beäntwert goufen. An d'Ministesch huet Erklärunge ginn zu hirer Aart a Weis, fir an dësem Dossier virzegoen a wéi si e jugéiert huet. Dat waren awer net Erklärunge genuch, well mordjëss probéiert ginn ass, d'Ministesch an hir Beamten, déi si an d'Kommissiouun begleet hunn, op Detailer hei festzeneelen, déi zwar interessant waren, déi awer d'Intentiouun net konnten ënnermaueren, also dass hei vun enger Ministesch eng gedréit gouf.

Ech hunn et gesot: Et ass alles an der permanenter Kommissiouun ofgelaf. Et ass weder eng Spezialkommissiouun nach eng Enquêtëkommissiouun agesat ginn. Dës Kommissioune kënnen agesat gi bei spezielle Geleeënheeten. D'Missioune sinn dann och kloer. An esou ass et zum Beispill ganz kloer, dass eng Enquêten- an eng Spezialkommissiouun net iwwer Faiten, déi Objet vun enger Procédure judiciaire sinn, däerfen instruéieren. Dat ass och jiddwerengem bekannt. Et ass hei awer ganz kloer probéiert ginn an dëser permanenter Kommissiouun, dëst ze ëmgoen. Dat konnt een natierlech net akzeptéieren.

An trotzdeem, fir hei mat Transparenz virzegoen, huet d'Emweltkommissiouun sech awer an zwou Sëtzunge mat der sougenannter „Gaardenhaischenaffär" zu Déifferdeng beschäftegt. No der zweeter Sëtzung, no ronn sechs Stonnen, wou mer iwwert d'Gaardenhaischen diskutéiert hunn - iwwregens, d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun gëschter huet am Ganzen net vill méi laang gedauert -, wou mer also sechs Stonnen iwwert dëse Sujet geschwat hunn, hu mer festgehalen, dass elo de Sujet Gaardenhaische genuch behandelt wär. D'Justice sollt elo hir Enquête maachen an dann och hir Konsequenzen zéien. An an der drëtter Sëtzung sollt dann iwwer en anere Sujet, iwwert den leselsschapp zu Iechternach diskutéiert ginn. Dat sinn dann d'Themen, déi an eise Kommissioune behandelt ginn, vun dësem héijen Haus, vun der Chamber.

Vun „Maulkuerf" hei ze schwätzen, vun „brutal gestoppt", vun „ondemokratesch", géif ech awer emol hei soen, wär deplacéiert gewiescht, fir doriwwer esou ze uerteelen! Éischtens entsprécht dat net der Wourecht. Mir hu jo awer ëmmerhi sechs Stonnen an der Kommissioun iwwert dee Sujet geschwat. Mir hunn och haut hei en Debat an der Chamber. An zweetens wär ech mat deem Wuert Maulkuerf hei zu Lëtzebuerg awer e bësse virsiichteg. Dat Wuert Maulkuerf huet hei awer nach ëmmer eng méi eng déif Bedeitung. An déi Partei, déi elo hei haart „Maulkuerf" jäizt, hätt awer vläicht besser, de Mond net ze voll ze huelen, fir dat Wuert esou haart hei ze jäizen!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Georges Engel *(LSAP).*- D'Chamber huet d'Aufgab, d'Regierung ze kontrolléieren. Dat ass richteg. Dat ass eng wichteg Aufgab vun der Chamber a si däerf och net behënnert ginn, fir dat ze maachen. Zu deem Prinzip sti mir natierlech. Et ass awer net un der Chamber, fir d'Naturschutzgesetz ze interpretéieren. Dat maachen d'Geriichter.

An ech géif hei nach eng Kéier op de Communiqué vun der ASBL StopCorrupt, der fréierer Associatioun Transparency International, zréckkommen. Ech zitéieren: „D'Deputéiert, déi an der Emweltchamberkommissiouun sëtzen, solle sech net behuele wéi Riichter an d'Recht respektéieren. D'Lutte géint Korruptioun däerf op kee Fall zu enger politescher Waff ginn, heescht et. Duerfir bedauert StopCorrupt, datt eenzel [...] politesch Parteien d'Affär Gaardenhaische wéilten detournéieren, fir sech politesch Gainen ze sécheren. [...] Och d'Chamberkommissiouun hätt als eenzeg Funktiouun, fir Gesetzesprojeten ze diskutéieren, an net, fir selwer eng Enquête iwwer e Litige ze féieren, iwwert deen elo um Niveau vum Parquet enquêtéiert gëtt."

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wéi war et dann an der Affär Wickreng/Léiweng? Wéi war et an der Affär vum Här Frieden? Wivill Froe sinn do gestallt ginn? Wivill Verbatimme si gemaach ginn? Mir loossen eis net aschüchteren!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech war net an där Kommissiouun, an där SRELs-Kommissiouun, ...

Plusieurs voix.- Ah!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Informéiert Iech, Här Engel!

M. Georges Engel *(LSAP).*- War dat ...

(Brouhaha et interruption)

War dat net eng Enquêtëkommissiouun?

Une voix.- Neen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- War dat net eng Enquêtëkommissiouun, Här Roth?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen.

Une voix.- Neen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dach.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen.

Une voix.- Neen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ah, mir ass dat esou bericht ginn. Gutt!

Ech fueren awer gäre weider mat menger Ried:

„Deemno hätten och d'Membere vun der Emweltchamberkommissiouun keng Autoritéit, fir Enquêten ze féieren a géifen dës Prerogative violéieren, wa si sech awer dat Recht wéilten huelen."

(Interruption)

StopCorrupt condamnéiert also dëst Behuelen a freet jiddwereen, dee wichteg Informatiounen huet, dës dann och dem zoustännegen Untersuchungsriichter matzedeelen. A mir kënnen deem Communiqué an där Aart a Weis, wéi StopCorrupt deen Dossier hei gesäit, och nëmmen zoustëmmen.

(Interruption)

Vläicht nach e puer Wuert zu deem, wat den Här Wolter hei gesot huet. Den Här Wolter huet hei e ganz staarken Argumentaire bruecht vun iwwer 50 Minutten. An en huet hei och den Här Braz zitéiert, deen da gesot huet, wann d'Ministere sech ëmmer op hir Beamte géife beruffen, da kéint jo ni méi eppes un d'Ministere kommen. An duerfir wär dat eng Demarche, déi d'Madamm Dieschbourg hei géif huelen, déi net ganz richteg wär. Bon, hien huet dann deemno och e Plädoyer hei gehale fir d'Demissiouun vu Buergermeeschteren, déi sech dann och hanner Beamte verstoppen, wa ganz grav Faite geschitt sinn. Wann een dat esou hei seet, da muss een och Konsequenzen op allen Niveauen huelen.

Hien huet geschwat vum gréissten Ëmweltskandal an de leschte Joren. Jo, et ass eppes geschitt, wat natierlech net ze veränteworten ass. Mä ech muss awer soen: D'Fëschstierwen an der Uelzecht an deene leschte Wochen hunn ech op d'mannst gradesou schlëmm fonnt wéi déi Planéierungsaarbechten, déi hei geschitt waren, bei engem Haus, wat jo scho jorelaang do steet.

Den Här Wolter mécht u sech hei méi dem Fierschter an dem Oberförster de Prozess wéi der Ministesch. D'Fro, déi ee sech awer hei wierklech ka stellen, dat ass, ob d'Prozeduren am Ministère an an der Verwaltung nach zäitgeméiss sinn an ob een déi net misst iwwerschaffen, wann esou Faite wéi déi heite kënne virkommen. Ech mengen, dass d'Ministesch sech där Saach do misst unhuelen, fir ze kucken, ob déi Prozeduren, déi elo am Moment Usus sinn, an déi Aarbecht um Terrain, déi am Moment geleescht gëtt, och esou nach ëmmer zäitgeméiss sinn oder net eng Kéier misste revidéiert ginn.

D'Fro, déi sech stellt, ass: Huet d'Ministesch Favoritismus gemaach? Bis elo konnte mir dat am Dossier faktuell nach net feststellen.

Dir Dammen an Dir Hären, gëschter ass hei an der Chamber vill iwwert de Rechtsstat, iwwert d'Justiz, iwwert d'Séparation des pouvoirs geschwat ginn. An ech muss dem Här Roth recht ginn, wann hie sech opreegt, dass d'Justiz sech an d'Aarbecht vun der Chamber wëllt amëschen. Et ass gëschter hei vun engem Bréif rieds gaangen, deen un d'Chamber geriicht ginn ass. Dat geet net! Do sinn ech ganz d'accord mam Här Roth.

A gradesou missten den Här Roth a seng Partei deemno och d'accord sinn, dass d'Chamber sech net an d'Aarbecht vun der Justiz sollt amëschen. Wann dat net esou ass, da kann ech dem Här Roth seng Wierder vu gëschter net ganz seriö huelen. Mä ech ginn awer dervun aus, dass en dat esou gesäit. An duerfir mengen ech och, dass een hei d'Justiz sollt hir Aarbecht maache loossen.

Mir wieren eis op alle Fall géint eng Juegd - ech wëll net „Hetzjuegd" soen, mä ech wëll awer op d'mannst emol „Juegd" soen -, déi hei amgaangen ass, souwuel géint d'Ministesch, awer och a virun allem géint d'Beamte vun hirer Verwaltung. Jo, et ass sécherlech eng Verwaltung, déi duerch hir Decisiounen, déi se der Ministesch virbereet, net nëmme Frënn huet, mä wou, an dovunner ginn ech aus, d'Beamten, gradesou wéi dat och an anere Ministèren oder op anere Plazen an der Fonction publique de Fall ass, „en bonne foi" a mat „integrité, exactitude et impartialité" hir Aarbecht maachen.

An ech wéilt mech dann och nach eng Kéier un d'CSV als gréisst Oppositiounspartei hei riichten. Jo, si kënnen, si musse souguer hir Aarbecht als Oppositiounspartei hei maachen. Jo, si sollen och der Regierung op den Zant fillen a mat Proposen an Alternativen hir Vuen hei presentéieren. An dann ass et un der Regierung an un de Majoritéitsparteien, fir hir Projeten ze erklären an ze rechtfertegen. Dat ass dee politeschen Debat, dee vun eis verlaangt gëtt an dee vun eis erwaart gëtt.

Haut sinn d'Majoritéitsverhältnisser déi, déi se sinn, a muer kënne se anescht sinn. An ech appelléieren duerfir un d'Verantwortung vun der Oppositiouun, déi Dir hutt am allgemenge politeschen Debat an och duerfir, wéi d'Politik am Allgemengen an och mir als Politiker ugesi ginn. Do hu mir an natierlech och Dir eng Verantwortung. An ech fannen, dass dat Bild, wat mer am Moment ofginn, net zum Allerbeschten ass. D'Affär Gaardenhaischen huet d'Vertrauen an d'Politik sécherlech net verbessert. D'Demissiouun vum Roberto Traversini mécht dat och elo net besser. An elo hei ze probéieren, politescht Kapital aus dëser Affär ze zéien, dat fanne mir wierklech net gutt.

Alles wat domat erreecht gëtt, ass e Klima vu Mëssgonscht a vu Mësstrauen. Déi Stëmmung, déi Dir hei schüürt, déi kritt Dir net méi gebremst, an Dir maacht dat bewosst. Dat ass dat Schlëmmst dobäi. Denkt duerfir emol un d'Proportionalitéit vun äre Moyenen par rapport zum Fait, dee geschitt ass!

A vläicht nach eng kleng Remark: Ech fannen et awer interessant ze gesinn, dass der den Här Wolter erausgeschéckt hutt, fir iwwert d'Naturschutzgesetz hei ze schwätzen, deen ee vun deene ferventsten Unhänger ass, fir eng 4,2 km laang Strooss duerch e Bësch ze féieren.

(Exclamations)

Just , fir dat als Klammer ze soen.

Léif CSV a léiwen ADR, ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... jo och geneemegt ginn! A mir hu keen erausgeschéckt, bei eis gi se fräiwëlleg!

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... notzt Är Energie fir ...

(Brouhaha)

... notzt Är, notzt Är Energie, ...

(Brouhaha)

... notzt Är Energie, fir Léisunge mat eis zesummen ze sichen an der Logementsproblematik, an der Mobilitéit, am Aarbechtsrecht, an de ville soziale Froen, déi eist Land an hir Bierger interesséieren! Dat géif Iech ganz gutt zu Gesiicht stoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Marie-Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat ass guer net falsch.

Plusieurs voix.- Oh!

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Elo wësst Der méi iwwer mäin Numm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'Éischt eppes kloerstellen:

D'Geschicht ëm dat ominéist Gaardenhaischen huet eis Gréng uerg getraff. Si huet un eisen

deontologesche Grondwäerter gerëselt. An duerfir gëtt et näischt ze entschëllegen. An deem Zesummenhang si Saache geschitt, déi net hätten däerfe geschéien an déi an eise Reie wäerten diskutéiert an opgeschafft ginn.

Et war duerfir och richteg, datt de responsabele Politiker, de Roberto Traversini, seng Konsequenze gezunn huet an all seng politesch Mandater niddergeluecht huet.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech dat selbstkritesch am Numm vun der grénger Fraktioun soen, dann hoffen ech awer och, datt net versicht gëtt, hei politesch Spillercher ze dreiwen. Bei aller berechtegter Kritik un deenen Evenementer kann et net sinn, datt hei parteipolitesch Calcullen, wéi de Georges Engel et ausgedréckt huet an ech selwer och, d'Soe kréien. Bei esou Spillercher verléiert d'Politik hir Kredibilitéit an hiert Vertrauen (veuillez lire : an hir Vertrauenswürdegkeet).

(Interruption)

A wann elo versicht gëtt, aus der Affär Traversini eng Affär Dieschbourg ze maachen, dann ass dat fir déi gréng Fraktioun carrement net akzeptabel. Virun allem ass et net akzeptabel ze behaapten, hei wier Favoritismus bedriwwe ginn, wann ee kee Beweis duerfir huet. A Beweiser kënne just vum Parquet, vum Geriicht geliwwert ginn. Dat si Methoden, vun deene mir eis als Fraktioun kloer distanzéieren.

Erlaabt mer dozou dräi fundamental Remarken, déi mir an dëser „Affär", wéi Dir se nennt, mir nennen et „Dossier", besonnesch pertinent erschéngen.

Éischtens: Fir d'Éischt muss een emol en Ënnerscheed maachen tëscht engersäits dem Recours vun enger Privatpersoun um Verwaltungsgeriicht wéinst der Geneemegung vun der Madamm Carole Dieschbourg an anerersäits de Virwërf oder Ënnerstellunge vun der Bevirdeelegung, déi penal Konsequenzen hätt, wa se da beluecht wier, wat se awer net ass.

Zweetens: D'Chamber ass do, fir d'Regierung um politeschen Niveau ze kontrolléieren - um politeschen Niveau wuelgemierkt! - a fir Transparenz ze verlaangen. Wann een heibanne strofrechtlech Bedenken huet par rapport zu enger Aktioun vun engem Minister, dann ass deeselwechte verflicht, der Justiz déi Bedenke matzedeelen. An dann ass et kloer, datt nëmmen d'Justiz ka feststellen a festhalen, ob hei Favoritismus bedriwwe ginn ass oder eben net.

Glécklecherweis liewe mir zu Lëtzebuerg an engem Rechtsstat, an ech hoffen, all d'Parteien heibanne sinn der Meenung, datt mir e Rechtsstat solle behalen, mat enger klorer Trennung tëscht Justiz a Politik.

Drëttens: Wann ech dat soen, da mengen ech domat net, datt d'Chamber net d'Recht huet, all Ofleef a Virgäng am Kontext vun der Madamm Dieschbourg hirer Autorisatioun ze kucken an Transparenz ze verlaangen. Allerdéngs steet et kengem Deputéierten heibannen zou, sech de Mantel vun der Justiz unzedinn an ze jugéieren, wat dann elo do virläit!

Une voix.- Oh!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- A virun allem, fir hei vu Favoritismus ze schwätzen.

De Kampf géint illegal Akten huet eng eenzeg Plaz, dat ass eis Gesetzgebung an déi entspriechend repressiv juristesch Mëttelen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et iwwerrascht lech ganz bestëmmt net: Déi gréng Fraktioun ass a bleift der Meenung, datt d'Madamm Dieschbourg an dësem Dossier no hirem beschte Wëssen a Gewësse gehandelt huet. Mir gesi kee Grond, fir un hirer deontologescher Astellung an deem Dossier, an och nach an aneren Dossieren, ze zweifelen an hoffe wierklech, datt mir an der Chamber e Schlussstréch ënnert dës soi-disant Affär kënnen zéien.

An zu der Aart a Weis, wéi mat der Madamm Ministesch, mä och mat de Beamten ëmgaange ginn ass an de leschte Wochen, dozou enthalen ech mech all Kommentar!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht ufänke mat e puer Mercien. Ech mengen, déi ganz Diskussioun, déi jo awer wichteg ass - an ech kommen dorobber zréck -, fir ze kucken, wéi ee Stat mer hunn, wéi mer fonctionnéieren, ass ugestouss ginn duerch déi Lénk an d'DP zu Déifferdeng an hei ganz magistral vum Här Michel Wolter an och anere Leit, déi am Hannergrond gehollef a bäigedroen hunn, geféiert a preparéiert ginn. Ech mengen, datt dës Diskussioun haut, esou schwéier an esou kontrovers se och ass, e Plus ass fir eise Rechtsstat, well mer op verschidde Saachen awer hei kënne kontrovers ze schwätze kommen. Dat profitéiert, mengen ech, eis alleguer. Dofir wëll ech all deenen ausdrécklech Merci soen, déi iwwerhaapt déi Affär op d'Tapéit bruecht hunn a se instruéiert hunn.

Et sinn e puer Saachen, wou mer eis musse kloer sinn, a wéi engem Kader déi Debatt hei ofleeft. Eng éischt Saach ass, datt hei d'Politik muss kënnen hire Rôle spillen, ouni datt een deen anere prozedural ze behënnere probéiert. Déi Argumentatioun, wou hei iwwerspëtzt vun engem „Maulkuerf" geschwat gëtt, ass also am Fong richteg. Ech mengen, keng vun eise Parteien heibannen huet Interessi drun, enger anerer dat Gefill ze ginn, datt eng Prozedur soll duerhalen, fir e wichtege rechtlechen a politesche Problem net opzeklären.

Ech mengen, et war den Här Engel, dee gesot huet: „Haut sinn déi eng d'Oppositioun, muer sinn déi aner an der Oppositioun." Ma da loosse mer dat als éischt Konklusioun huelen: Eng Prozedur kann net dozou mëssbraucht ginn, fir eng wichteg Opklärung ze verhënneren oder eng wichteg parlamentaresch Aarbecht ze behënneren. Am Géigendeel, d'Prozedure sinn do, fir eis eng Aarbecht ze erméiglechen. Loosse mer dat an deem Geescht gesinn!

Eng zweet Saach ass déi Fro, ob mir hei an d'Kompetenze vun der Justiz agräifen. Mir hunn hei e politesche Contrôle ze maachen als Parlament. Dat gëtt vu kengem Mënsch bestridden. An ech hat bis elo och ni den Androck, datt mir hei eng juristesch Enquête wéilte maachen. Et waren ëmmer eng Rei vu Froen iwwer e Fonctionnement vun engem Ministère, iwwert dat, wat eng Ministesch gemaach huet. Ech hat ni den Androck, datt mer de Buedem verlooss hu vum politesche Contrôle.

Et war och ni d'Ambitioun vun eis oder vun der CSV, fir ze soen: „Mir sinn hei Riichter!" Mir wëlle jo keen Uerteel huelen an iergendengem juristesche Sënn. Mir wëllen hei politesch Opklärung. A mir wëlle politesch Konklusiounen, do wou se sech imposéieren.

Dat Drëtt, wat engem opfält, ass déi Tendenz zur Bagatelliséierung, souguer an de Medien. Als ADR hunn ech mech ganz besonnesch doriwwer verwonnert, well wann an enger Wahlcampagne emol e Plakat vun der ADR niewent enger Foto vun engem anere Kandidat hänkt, da gëtt dat eng Statsaffär an deeneselwechte Medien, déi hei soen: „Dat hei ass dach eng Bagatell!".

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Eng Bagatell! Den Här Engel huet StopCorrupt zitéiert, wou vu Korruptioun rieds geet. An dat ass dat Interessantst an deem Communiqué, deen Dir zitéiert hutt. Ech hätt en an Ärer Plaz net zitéiert, och wann et lech vläicht politesch arrangéiert. Well hei ass e Wuert gebraucht ginn, wat bis elo net gebraucht ginn ass, dat ass dat Wuert „Korruptioun". Den Här Wolter hat vu Favoritismus geschwat. Mir hate vun Nepotismus geschwat. Kee vun eis huet bis elo vu Korruptioun geschwat. Awer StopCorrupt seet: „Korruptioun". An Dir sot, Dir kéint gutt domat liewen!

Majo, ass dat dann net e komescht Argument? Ass dat dann net e komescht Argument, wann hei gesot gëtt - an Dir sot als LSAP, datt Der domadder d'accord sidd, wann hei gesot gëtt -: „D'Lutte géint d'Korruptioun däerf op kee Fall zu enger politescher Waff ginn!"? A wiville Länner vun der Welt wëllt Der dat da soen? D'Lutte géint d'Korruptioun ass e politeschen Optrag. An natierlech ass et eng Waff an eng Aufgab vun der Politik, géint d'Korruptioun virzegoen, hei an iwwerall op der Welt. An datt eng LSAP heihinnerkënnt an de Contraire behaapt, dat ass scho verwonnerlech.

Et ass fir eis en Enjeu, deen e puer Grondprinzipie vun eisem Stat beréiert. Dat Eent ass d'Hygiène an der Politik. Mir wëlle weder Favoritismus nach Nepotismus nach Korruptioun. Mir wëlle kee Mëssbrauch vun engem politesche Mandat zu engem perséinleche Virdeel. Dat ass also dat Éischt.

Dat Zweet ass d'Gerechtegkeet. Den Här Wolter huet largement dorobber insistéiert, an en huet souguer eng Motioun an deem Sënn hei virbruecht, datt e gesot huet: „All Mënsch muss d'selwecht behandelt ginn." A besonnesch am Ëmweltministère hunn esou vill Leit den Androck, gedirängelt, jo, kujenéiert ze gi mat hiren Ufroen. A selbstverständlech stellt sech hei d'Fro vun der Gerechtegkeet, e Grondprinzip, mengen ech, vum mënschlechen Zesummeliewen.

An dat Drëtt ass e konstitutionellen an e juristesche Grondprinzip: l'égalité des citoyens devant la loi. Och dee steet hei a Fro, net nëmmen eist moraleschte Empfannen, net nëmmen eis politesch Kultur, mä einfach e Grondprinzip vun eisem Stat. Et kann een dach net anescht, wéi un den George Orwell ze erënneren, dee gesot hat an der „Animal Farm": "All animals are equal, but some animals are more equal than others." Dat wëlle mir net. Mir kënnen dat net akzeptéieren!

Dofir ass et och verwonnerlech, datt d'Regierungsparteien op dës Manéier reagéieren. Wann ech dat zesummefaassen, hu se eng extrem schwaach Argumentatioun. Si ass politesch emol net opportun. Ech soen lech firwat: Si wësse jo, datt eng Enquête leeft bei der Justiz, si hunn eis et ëmmer rappeléiert. Mä wat maache se da mat hirer Argumentatioun, esou wéi se se haut presentéiert hunn, wann déi éischt Elementer an där Enquête vun der Justiz ufänken, sech ze konkretiséieren? Wéi eng Konklusiounen zéie se dann? Wéi wëlle se dann d'Kéier kréien?

Wéi eng Argumenter hu mer héieren? Dat Éischt ass: „Mir si jo keng Riichter!" Mir hunn net den Usproch, Riichter ze sinn, dat ass ni an der Diskussioun gewiescht. Mir maachen e politesche Contrôle. Mir wëlle kee Justizuerteel hei fällen. Dat ass net eis Aufgab. En Argument, wat also u sech eidel ass.

Dat Zweet ass: „Mir konnte bei der Ministesch keng kriminell Energie feststellen." Bon. Ass dat en Argument, wat d'Kredibilitéit vun enger Ministesch an hir moralesch Integritéit besonnesch ënnermoolt? Wa mer op engem Punkt sinn, datt mer soe vun engem Minister vun eiser Regierung: „Mir konnte keng kriminell Energie feststellen!", dat ass awer schonn op engem Niveau vun der Diskussioun, wou ee muss soen: Wat hu mer dann alles festgestallt, wann et just un der krimineller Energie nach gefeelt huet? Och dat Argument hätt ech an Ärer Plaz iwwerhaapt net benotzt, well ech mengen, et stellt éischter e Problem duer wéi soss iergendeppes.

Déi Parteien hei, déi Regierungsparteien, ech verstinn, datt déi gréng hir Ministesch verdeedegen, ech wëll och elo net allze vill dorobber agoen. Ech wëll awer soen, datt ech prinzipiell bei där grénger Partei midd sinn, datt ausgerechent déi Partei, déi eis d'Ëmwelt ëmmer ënnert d'Nues hält, ëmmer virun Aen hält, wou Der wëllt, selwer eng laang Lëscht huet vu schwéieren Agréff an d'Natur. Eng onendlech! Den Tramsschapp, de Fussballstadion, Beem, déi ewechgemaach goufen, um Glacis, elo och op anere Plazen, dee schéine Ban de Gasperich, deen Der eis geschenkt hutt, de Schëttermarjal, wou d'Madamm Minister elo nach 110 Beem ëmseeë léisst, e Koup Wandmillen, wou Bëscher ewechgemaach ginn, alles kee Problem! An déi Partei, déi esou vill Agréff an d'Natur mécht, déi nennt sech nach „gréng", dat ass fir mech och u sech verwonnerlech. Et geet dach net duer, sech „gréng" ze nennen an dann einfach kënnen allméiglech Agréffer an d'Natur ze maachen, ouni vu Schimmt rout am Gesiicht ze ginn!

Da gouf nach mat verschiddenen, soe mer emol, verschiddenen Usätz probéiert, d'Verantwortung op d'Beamten ofzewälzen. Mir wëssen haut net - mir wëssen et net, et gouf Indizien, den Här Wolter huet der e puer genannt -, wéi wäit d'Verantwortung vun de Beamten an deem Ministère geet. Dat wësse mer net. Awer eppes ass kloer: D'Madamm Minister huet och d'Verantwortung fir hir Beamten. Si ass hire Virgesetzten. Wann ee Beamten eppes gemaach huet, vläicht, well e gemengt huet, e misst der Madamm Minister entgéintkommen, oder fir sech net mat hir a Konflikt ze setzen, huet doduerch e Minister d'politesch Verantwortung. Loosse mer dat net vergiessen!

Ech hunn e bëssen den Androck, datt mer hei zwee verschidden Usätz hunn, bei deene Gréngen an op jidde Fall bei eis vun der ADR, wéi een zu der Politik steet. Ech hunn den Androck, datt mir bei der ADR fir d'Politik liewen, datt mer eis fir d'Leit asetzen, datt mer eis fir Uleies engagéieren, déi eis wichteg sinn. An ech hunn ëmmer méi den Androck, wann ech d'Aktualitéit an deene leschte Woche kucken, datt déi gréng net fir d'Politik liewen, mä vun der Politik: datt se profitéieren, datt se hir Saache wëllen duerchsetzen, och wa se doduerch Gesetzer verletze mussen, fir hiert Zil ze erreechen. Et ass e groussen Ënnerscheed an der Moral, ob ee fir d'Politik do ass oder vun der Politik wëllt liewen.

Fir eis ass eng Konklusioun kloer: Wann déi Virwërf, déi hei op d'Tapéit komm sinn, déi den Här Wolter, ech wëll et kloer soen, magistral virgedroen huet, och an de Kommissiounen - dat Kompliment wëll ech dem Kolleeg Wolter kloer maachen, en huet et verdéngt -, mä wann déi Virwërf sech iergendwéi bewahrheiten, wann déi kloer wouer ginn, an ech zweifele perséinlech net drun, datt do ganz vill drun ass, ze vill schwätzt géint lech, Madamm Minister, da gëtt et och nëmme fir lech eng Konklusioun an der Dignitéit, an dat ass Är Demissioun. Et gëtt keng aner.

An dann heescht et awer och fir all déi, déi hei haut opgestane sinn, fir lech ze verdeedegen, wëssend, datt den Dossier ganz schwaach ass, dee si hei plädéieren, fir och fir sech ze iwwerleeën, wéi eng Konklusioune vu politescher Moral si da wëllen zéien.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci. Nächste Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech hu 15 Minutten Zäit. Et ass rar, datt ech esou laang Zäit hunn, fir zu engem Punkt ze schwätzen. Ech wier frou, wann dat méi oft géif geschéien. An ech wäert awer, dat ass dat Perverst doranner, wahrscheinlech net meng ganz Riedezäit ausnotzen. An et ass och eng Ried, déi ech u sech net esou virbereet hunn, wéi ech dat soss ëmmer gewinnt si virzebereeden.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Oh!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ech gehéieren enger Partei zou, an dat ass scho gesot ginn, déi u sech déi ganz Affär un d'Rulle bruecht huet. Eise Gemengerot zu Déifferdeng, de Gary Diderich, ass op déi Saach opmierksam gemaach ginn an en huet seng Aarbecht gemaach als Gemengerot. An et war net einfach, well de Gréng-CSV-Schäfferot - et däerf een net vergiessen, et ass e Schäfferot zu Déifferdeng, deen d'ailleurs nach ëmmer an därselwechter Konstellatioun do ass, wat a mengen Aen e klenge Problem ass; mä bon, dat muss déi Déifferdenger CSV regelen, mä soit, dat ass eng aner Saach -, deen huet et net einfach gemaach, deen huet gemauert, ganz laang, bis schlussendlech awer d'Wourecht un d'Liicht komm ass an den Här Traversini déi Konklusioun gezunn huet, déi en huet missen zéien.

Ech mengen, do gëtt et wierklech keen Doute iwwert dat, wat hie gemaach huet, an ech mengen, mir waren all relativ staark erstaunt ze gesinn, wéi esou eppes konnt geschéien a wéi liichtfankeg ee kéint mat dëser Saach ëmgoen. Et gëtt jo och nach aner Affären, iwwert déi mer hei elo net diskutéieren, déi den Här Traversini betreffen. Hien huet awer trotzdeem seng Konsequenzen dorauser gezunn. Ech mengen, et soll een och duerno elo ... Ech mengen, den Här Traversini ass jo och kee Monster.

Eng kleng allgemeng Saach, esou niewebäi gesot: Den Här Traversini ass keen Décken! Hei am Sall sëtzt keen eenzegen Décken, richtegen Décken. Esou! Weder an der Chamber nach an der Regierung. Déi, déi wierklech vill Muecht hunn hei am Stat, déi brauchen hei guer net ze sëtzen, déi maachen hir Affären op aneren Niveauen. Ech ka mer och virstellen, datt do vläicht heiansdo Saache geschéien am gréissere Stil, déi net ëmmer ganz kauscher sinn. An ech mengen, déi laache sech heiansdo e bëssen an d'Fauscht, wa se gesinn, datt u sech manner Décker, sief et souguer Buergermeeschteren trotzdeem, geklaakt ginn, zu Recht - zu Recht! -, mä trotzdeem si ëmmer dervun ewechkommen (veuillez lire : wärend si selwer trotzdeem ëmmer dervukommen).

Ech hätt léiwer, wa jiddwereen heiansdo misst och mat enger gewëssener Strengt veruerteelt ginn. Mais l'un n'empêche pas l'autre!

Bon. Den Här Wolter huet déi Saach op eng magistral Aart a Weis gemaach. Den Här Wolter huet wochelaang duerchforst, e kennt sech aus, en huet jo Erfahrung. Dat wat de Publikum haut konnt gesinn an der Plenière, entsprécht deem, wat mir och an den dräi Sëtzunge vun der Ëmweltkommissioun matgemaach hunn.

Ech muss soen, datt et natierlech e bësse méi komplizéiert ass, wann een net déiselwecht Aarbecht geleescht huet wéi den Här Wolter, fir wierklech am Detail kënnen dat nozevollzéien. An ech si mer oft virkomm wéi um Geriicht, mat engem Procureur engersäits, enger Partie défenderesse anerersäits, an ech als eng Aart Juré, deen do sëtzt an deen nolauschtert an dee versicht, wierklech de bonne foi nozelauschteren, net virzeveruerteelen, awer och net einfach esou ze maachen, wéi wa vläicht guer näischt dorunner wier.

An et ass net evident, muss ech soen, fir zu engem richtege Schluss ze kommen, d'autant plus, datt mer eng normal Kommissioun sinn. Wiere mer eng Enquêtëkommissioun, dann hätt ee jo aner Mëttelen och nach, fir e bësse méi an den Detail ze goen. Et stellt sech d'Fro,

ob dat an deem Fall néideg wier. Well ech weess och net, ob am Ausland bei alle Saachen, bei allen Affären u sech esou eng Enquêtëkommissioun stattfënnt. A souwisou ass eng Enquête amgaangen. Da weess ech net, wat mer vill kéinte maachen.

Allerdéngs fannen ech awer och, wéi gesot, fir mech gëllt nach ëmmer d'Unschuldsvermutung. An ech sinn och frou, datt d'Justiz hir Aarbecht mécht. Ech muss awer och soen, datt mer och duerch de Secret de l'instruction, dee vläicht e bëssen extensiv interpretéiert gouf, op gewësse Froen net konnte geäntwert kréien an datt déi tatsächlech nach en Doute planéiere loossen. Déi Fro mat der Autorisatioun, datt méi Saachen autoriséiert ginn, wéi gefrot ginn, déi Fro vum Avis - do krut ee keng richteg zefriddestellend Äntwert.

Ech muss och soen, dat wéilt ech vläicht der Majoritéit mat op de Wee ginn: Et ass dräimol de Verbatim gefrot ginn. Ech hunn och dofir gestëmmt an der Kommissioun, datt mer de Verbatim kréien, einfach well ech der Meenung sinn, datt dat d'Aarbecht méi einfach mécht. Ech verstinn net, firwat d'Majoritéit einfach dee Verbatim net wollt hunn. Et hätt näischt kascht, ausser e bësse méi Aarbecht. Dach, fir e Beamten, dat ass wouer - mä bon. Mä do huet ee scho bal den Androck, datt d'Majoritéit sech express schlecht uleet, fir u sech och nach nei Ugréffsflächen ze ginn. An: Ça, ça renforce pas la confiance, muss ech einfach soen! Dat war e Feeler, dee gemaach ginn ass.

Duerno hunn ech och nach e batteren Nogeschmaach par rapport zu där Fro, déi mer haut de Moien debattéiert hunn, iwwert d'Spezialkommissioun. Do huet d'Majoritéit erëm eng Kéier, a mengen Aen, net mat der gréisster Intelligenz agéiert, an dat wäert sech wahrscheinlech nach ausbezuelen.

Mä wéi gesot, ech komme mer vir wéi viru Geriicht. Et ass awer kee Geriicht, et ass e Parlament, wou d'Oppositioun, an natierlech an deem Fall d'CSV an den Här Wolter ganz präzis déi Aarbecht gemaach hunn, déi se solle maachen. Iwwert d'Aart a Weis heiansdo, do kann een diskutéieren. Iwwert d'Aart a Weis, wéi den Här Wolter ... - en huet jo eng gewëssen Energie, e léisst sech och net gewaerden -, do kann een diskutéieren. Mä bon, et mécht een ebe seng Aarbecht. Ech hunn nach ëmmer keng Äntwert dorobber.

Ech sinn der Meenung, datt mer elo zu engem Schluss komm sinn - an der Chamber -, fir doriwwer kënnen ze diskutéieren, well mir hunn net méi d'Elementer, fir eis eng Meenung ze bilden.

Ech gleewen, meng Conviction intime ass déi, datt d'Madamm Dieschbourg keng Persoun ass, déi eng kriminell Energie huet. Ech si fest dervun iwwerzeegt, datt d'Madamm Dieschbourg - et ass eng Conviction intime, ech schwätzen aus den Träipen; also, ech kann net anescht schwätzen - eng éierlech Persoun ass.

Souguer éierlech Persoune maache Feeler. Et ka sinn. Also ech hunn der och bestëmmt gemaach an ech wäert der nach maachen. Ech weess nach net, wat fir eng, mä et wäert iergendeng Kéier kommen.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo! Ideologesch gesinn, maachen ech keng Feeler, Här Kartheiser. Par contre, dat ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... un all déi doten hutt Der geduecht, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et voilà !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Elo hutt Der schonn deen éischte Feeler gemaach!

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Oh, merde! - Zweete Feeler!

(Hilarité)

An ech muss och soen, do ass eng kleng Saach, déi eis e bëssen troubléiert huet bei déi Lénk, an dat - je vais clore avec ça - ass ..., well mir versiche justement och ëmmer, e bësse politesch esou den „bigger picture" ze kucken. A mir si grad déi, déi och nach déi Affär do un d'Rulle bruecht hunn. An duerno gesäit een, da liest een déi Lieserbréiwer vun engem Maître, dee sech als einfache Bierger presentéiert - ech mefiéiere mech ëmmer, wann en Notabele sech als „einfache Bierger" zu Wuert mellt, well esou einfach Bierger sinn dat net! -, wou ech mer gesot hunn: „Hei, et ass awer komesch, datt de President vun der Union des propriétaires op eemol esou ..., qu'il rue dans les brancards de cette manière an esou weider. Hm, gëtt do ...? Ass do e gewëssene Milieu net ganz zefridde mat enger gewëssener Logementspolitik vläicht, déi mir selwer emol als ze duuss empfannen?

Mä ech mengen, do déi Groussgrondbesëtzer, déi wäerte scho ganz schnell Angscht kréien, datt mat esou enger Verve a mat esou enger Akribie op eemol op d'Ministesch geschoss gëtt, fir eben d'Regierung ze destabiliséieren. Et ka sinn, datt dat de Fall ass. Vläicht ass et just eng Suppositioun a mir maachen eis just e puer Suppositiounen. Mais de toute façon, dat soll keen Argument sinn, fir datt trotzdeem duerno déi Affär net zu engem Enn kënnt. Ça n'excuse rien.

Mä voilà, et kann een sech och heiansdo e puer Gedanke maachen iwwert dat, wat ronderëm geschwat gëtt, iwwer vläicht den „état profond", wéi an anere Länner gesot gëtt, wat do alles virgeet.

Op jidde Fall, ech hoffen, datt mer och heiansdo gewëssen Äntwerte kréien op Saachen, wou ee wierklech keng Äntwert krut, fir datt mer erëm eng gewësse Serenitéit kréien. Ech hoffen, datt d'Justiz schnell wäert agéieren. Ech hoffen, datt mer an der Chamber net ze vill wäerten doriwwer mussen diskutéieren. Ech hoffen och, datt d'Majoritéit - ech maache scho bal gratis Consulting fir lech; ech hu guer keen Interêt dorunner -, sech e bësse méi intelligent uleet ...

(Interruption)

... sech e bësse méi intelligent uleet, wann et drëms geet, Transparenz ze weisen.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Wagner. An nächsten a virleefeg leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen fir d'Piraten.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech och der Madamm Ministesch Merci soen, dass mir d'Diskussioun ronderëm d'Affär Gaardenhaischen oder den Dossier Gaardenhaischen net hanner zouenen Diere féieren, mä an der Luucht vun der Éffentlechkeet. Dat heiten ass e gutt Zeechen, fir endlech emol an Transparenz iwwert den Dossier Gaardenhaischen ze schwätzen. Dat si mer de Leit dobausse schëlleg.

D'Affär huet déi lescht Woche fir vill Opreegung an der Politik gesuergt. Et muss ee ganz kloer sinn: Mir schwätzen haut iwwer méi wéi e Gaardenhaischen oder eng Autorisatioun, déi vläicht ze schnell, vläicht falsch vun engem Ministère ausgestallt gouf. Mir schwätzen haut iwwer en Thema, dat fir d'Regierungsparteien eigentlech en Tabu ass, mä dat an der Politik ëmmer nees optaucht, näämlech de Problem vun dem Favoritismus.

Fir déi Parteien, déi un der Muecht sinn, ass et natierlech penibel, iwwert dëst Tabuthema ze schwätzen, well et eis eng Säit vun der Politik weist, déi sech léiwer hanner zouenen Dieren ophält. Ech hoffen awer, dass d'Majoritéit no dësen Diskussioune ronderëm dësen Dossier oder dës Affär bereet ass, den Tabu ze briechen. Nëmmen esou kënne mir d'Politik transparent maachen an d'Vertraue vum Bierger an d'Politik stäerken.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir brauche kengem eppes virzemaachen: Mir sinn zu Lëtzebuerg wäit dovun ewech, dass all Bierger beim Stat gläichbehandelt gëtt, an dovunner ginn et genuch Beispiller.

Am Dossier Gaardenhaische geet et ëm eng Autorisatioun, déi ausgestallt ginn ass, déi ganz fragwürdeg ass, ouni Avis am Dossier, dee bekanntlech e puer Deeg spéider eréischt gestempelt ass. An dann och nach eng Autorisatioun, an där den Demandeur méi erlaabt kritt, wéi eigentlech gefrot war. Kommt, mir nennen et einfach emol virsiichteg: Service-client!

Wann den Demandeur awer elo eng aner Parteikaart gehat hätt oder net Buergermeeschter wär, wär dat Ganzt dann och esou schnell an esou einfach gaangen?

Wann een esou mat de Leit dobausse schwätzt, déi selwer Demandë gemaach hunn, da kritt een oft ze héieren, dass d'Autorisatioune beim Ëmweltministère e regelrecht „Spießrutenlaufen" sinn. Am Verglach mat der Demande vum Exbuergermeeschter ass dat onfair an et léisst Zweifel un der Prozedur opkommen. Favoritismus kann een och no den Explikatiounen haut nach net wierklech ausschléissen.

Déi wichteg Fro ass elo: Wat geschitt mat deem Skandal? Wat gëtt konkret verbessert no dëser Affär?

An der Kommissiounssëtzung de leschten Dënschden hunn d'Regierungsparteie leider gewisen, wéi wichteg hinnen d'Opklärung vun der Affär Gaardenhaischen ass: D'Oppositioun freet no Informatiounen an d'Majoritéit blockt of, amplaz fir Transparenz anzestoen. D'Affär schéngt giess, de Sëndebock ass fonnt an déi ganz Geschicht ass prett, fir ënnert den Teppech gekiert ze ginn!

Et gëtt behaapt, et wär ni zu engem Favoritismus komm. An esou geet dat aalt Spill erëm vu vir lass, bis deen nächste Politiker Feeler mécht.

Dir Dammen an Dir Hären, dee Favoritismus fënnt och an anere Beräicher vun dëser Regierung statt. Et ass evident, dass Parteikaarten a Kandidaturen op Wielerlëschten eng Entréeskaart sinn, fir interessant Poste beim Stat oder staatlechen Entreprisen ze kréien. Et brauch een nëmme kucken ze goen, wien op de Spëtzeposten an de Ministèren, an de Verwaltungsréit vun de staatlechen Entreprisë sëtzt. Wéi vill Leit goufe virun an och no den Nationalwahle vum leschten Oktober, ganz ouni Ausschreiwung, als héich Beamten an de verschiddene Ministèren agestallt, baséierend op hirer Parteikaart? Ugefaange mam Maggy Nagel: einfach e Posten als Kommissärin fir Dubai. Haaptsaach, eng Parteikolleegin ass placéiert!

Op d'Lëscht vun de lukrative Poste kommen nach vill nei Leit derbäi, dorënner d'Francine Closener, d'Monica Semedo an elo ganz rezent bei deene Gréngen de Steve Schleck.

(Interruption)

De Premierminister hat eis jo an der parlamentarescher Fro erkläert, dass dat alles legal ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Goergen, Dir musst zum Ordre du jour schwätzen. Dat doten huet guer näischt mam Objet ze dinn.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech schwätzen iwwert de Favoritismus vun der Regierung.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, ... Hutt Dir e Beweis, dat vum Här Steve Schleck, datt déi gréng derfir gesuergt hunn, datt deen an den Tourismusministère kënnt?

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech huelen et zréck. Et ass e bloe Minister. Da musse mer dee froen. Ech weess net, ob déi gréng intervenéiert sinn. Mä dat ass ...

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Mä Dir hutt awer elo grad ... Locker vum Hocker hutt Der hei einfach eppes behaapt!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech hu behaapt, dass d'Parteikaart eng Roll hei spillt.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech wëll lech just soen, Här Goergen: D'Immunité parlementaire, déi schützt jo hei viru villem, mä kommt, mir strapazéiere se net ze vill! Ech soen lech dat just.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dat heescht, ...

Une voix.- Wéi ass dat do dann ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- ... Dir sot ganz kloer, déi Leit sinn net agestallt gi wéinst der Parteikaart? Dir hutt e Francine Closener, e Monica Semedo net no de Wahlen agestallt, ...

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech hu mat deene Leit näischt ze dinn.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- ... an dat war kee Favoritismus ...

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech hu mat deene Leit näischt ze dinn!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Nee. Ma Dir kënnt mer jo äntweren, Dir hutt mer jo eng Fro gestallt.

(Brouhaha)

M. François Bausch, *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Also: Ech hu mat deene Leit näischt ze dinn. Ech hu reagéiert, well Der hei behaapt hutt, den Här Schleck wär agestallt ginn am Ministère op Basis vun enger grénger Parteikaart. Okay? An ech hoffen, datt Der dat elo zréckhuelt an lech entschëllegt! Oder Dir bréngt mer e Beweis!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech huelen dat mam Här Steve Schleck gären zréck. Et ass e bloe Minister, deen en agestallt huet. Deementspriechend kënnt Der lech do d'Fro stellen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Goergen, den Här Bodry huet d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll och drop hiweisen, dass e Regierungsmember a sech d'Recht huet, wann en aus der Regierung ausscheet, och eng Plaz an der Fonction publique ze kréien.

Une voix.- Très bien !

(Interruptions)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Bodry, ech wollt ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et ass Gesetz.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann Der erlaabt, ech wollt och den Här Bodry completéieren: Tatsächlech, et ass d'Gesetzgebung, déi dat virgesäit.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Elo ass et ganz eriwwer!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dat ass eben ëmmer de Fall gewiescht hei zu Lëtzebuerg, dat heescht, dass en ausgeeënde Minister op déi Referenz ka kommen.

Mä ech wëll lech just soen, dass an deenen zwee Fäll, déi en plus den Här Goergen hei wëllt zitéieren, et Leit waren, déi och genau déi Kompetenzen haten, fir déi doten Tâchë kënnen auszeüben.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Dat freet eis, dass déi Leit déi richteg Kompetenzen haten an dofir geholl gi sinn.

(Interruption)

Wéi gëtt esou schéi gesot: „Fir deng Feinden ass d'Gesetz, fir deng Frënn d'Faveuren!"

An dëser Regierung gëtt de Favoritismus ganz oppen ausgelieft. Ech froe mech: Wat soll d'Signal un d'Bierger dobausse sinn?

(Brouhaha général)

Gitt Member bei eis, a scho kritt Dir et méi einfach am Liewen?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir kritt de Contraire bewisen an Dir behaapt nach ëmmer dat nämlecht!

Une autre voix.- Här President!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech hunn de Contraire nach net bewise kritt.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Goergen, ...

(Interruptions)

... Dir gitt am Fong geholl drop higewisen, ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här Kox, mir ginn och nach op d'Musel, dat ass sécher.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... datt dat net geet an dësem Haus, an Dir fuert monter weider!

(Interruptions et brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Also ech ... Dir kënnt mer gären d'Kandidaturen, wann ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wann Der esou weiderfuert, Här Goergen, da muss ech lech d'Wuert ewechhuelen, ganz einfach!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech wollt dem Minister e Kompromëss ...

(Interruptions)

... ënnerbreeden, andeems den Här Minister fir déi ugeschwate Leit, ...

(Brouhaha)

... déi net automatesch ...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ... an der Chamber schonn hei ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Elo geet et awer duer!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Also ech ka gären e Kompromëss maachen - an dann entschëllegen ech mech och -, dass den Här Minister fir déi Leit, déi net automatesch op déi Plaz do genannt gi sinn, mir d'Dossieren ... oder allgemeng einfach nëmme weist, vun anere Kandidaturen an der Ausschreiwung, einfach an der Ausschreiwung, dat geet schonn emol duer.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- D'Dikrecher Gemeng hat och eng Ausschreiwung. Wëllt Der déi Dossieren och?!

(Interruptions et hilarité)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Op der Dikrecher Gemeng ass anscheinend och eng Parteikolleegin agestallt ginn, jo.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Also ganz éierlech: Wéi tickt Der?!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ech hu just eppes gesot, wat mir festgestallt hunn, ...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Et huet alles seng Limitten! Alles seng Limitten!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- … dass et komesch ass, dass …

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, jo, jo, jo, jo!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- … Leit vun enger …

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Fuert einfach weider an da sidd Der fäerdeg!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- … bloer Partei …

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Da komme mer endlech un en Enn!

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci fir déi léif Wierder!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Kee Problem!

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Loosst mech kloer sinn, …

(Interruptions)

… den Usproch, fir méi Transparenz an eise Stat ze bréngen, huet dës Regierung net erfëllt. Den Deontologiekodex, vun deem 2013 esou dichteg geschwat gi war, ass haut nach ëmmer net do.

D'Fënsteren am Statsbetrib goufe liicht gekippt, mä nach laang net opgemaach. D'Transparenz ass no sechs Joer Blo-Rout-Gréng nach ëmmer esou dréif wéi d'Waasser an der Musel.

Mir brauchen op allen Ebenen an der Politik e verbindleche Code de déontologie. Dofir hu mer der Chamber gëschter eng Motioun matbruecht, an där mir bieden, de Verhalenskodex fir d'Politiker endlech anzeféieren. Esou e Kodex ass och schonn an enger Resolutioun vum Här Bausch vun 2011 proposéiert ginn, mä nach ëmmer net ëmgesat, an - dat hu mer jo haut erkläert kritt - et bräicht een nach Zäit dofir.

De Kodex soll e Mëssbrauch vun der Muecht verhënneren an och ofsécheren, dass Politiker eise Stat net ausverkafen, fir duerno op eng gutt Plaz bei enger décker Firma ze kommen.

D'Affär ëm d'Gaardenhaische weist jiddefalls, dass et Zäit ass, fir d'Politik zu Lëtzebuerg endlech transparent ze gestalten. Mir fuerderen net d'Demissioun vun der Madamm Dieschbourg, mä eng Entschëllegung, falls hei offensichtlech engem Parteikolleeg eng Faveur gemaach ginn ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Ministesch Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léif Kolleegen aus der Regierung, erlaabt mer, nach eng Kéier kuerz op e puer Virwërf anzegoen, déi awer elo erëm repetitiv, esou wéi och an der Kommissioun, widderholl goufen.

Ech betounen nach eng Kéier: Ech wiere mech an dësem Dossier géint eng Schlammschlacht. Ech wëll net op al Dossieren, déi Ongerechtegkeete sécherlech dran hunn, ze schwätze kommen. Ech wëll och näischt an deem Sënn hei erauszéien - woubäi ech der derbäi hätt!

An ech wëll och net, wat ech fannen - an ech bieden do nach eng Kéier d'Kolleegen -, dass mer Äppel mat Bire vergläichen. Ech hunn déi Vergläicher net gemaach. Ech kann Iech just soen: An engem Dossier Rouspert, do handelt et sech ëm e Weekendhaus, ëm eng total Renovatioun an e Changement d'affectation. Am Dossier Waldhaff si mer op enger ganz anerer Plaz. Dat ass e staatlecht Gebai. Do gouf eppes dragemaach, wat net …, do gouf eng Vergréisserung gemaach vun enger Terrass, et gouf e Parking ugeluecht … An et gouf en Uerteel! An ech mengen, do si mer op enger ganz anerer Plaz wéi bei engem Bardage an engem Daach vun engem Gaardenhaischen. Kommt, mir vermëschen net eenzel Dossieren!

Ech hu versicht a mengem Virtrag, Iech op där enger Säit iwwert d'Vitesse vun den Dossieren opzeklären. Ech hunn - an, ech mengen, ech hunn dat hei gesot - nach eng Kéier ganz kloer den Oflaf beschriwwen, wou et ganz kloer war, dass ech nach eng Kéier gesot hunn: „De Fierschter huet en Avis gemaach den 29. Du krut en en Accord vum Uewerfierschter." An ech wëll domadder och déi Pièce hei deposéieren, wou den Uewerfierschter dem Fierschter schreift, dass et esou okay ass.

(Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, dépose un document.)

Duerno gëtt den Avis vum Fierschter an de System eragelueden, an dofir hat ech a mengem Dossier de schréftlechen Avis vum Fierschter leien. An ech wousst och, dass den Uewerfierschter do derbäi war.

Mäi Gott! Ech mengen, dass hei wierklech versicht gëtt, Saache bewosst … An ech hunn Iech dat an der Kommissioun mehrfach erkläert: Et ass d'Pabeierversioun, déi de 14. an de Ministère koum! A mengem Dossier louch en Avis vum Fierschter. An d'ailleurs, an dat hu mer och beschwat, ass dat net dat, wat hei d'Roll spillt.

Hei gëtt also bewosst mat Ënnerstellunge geschafft, obwuel dëst eigentlech an der Pressekonferenz schonn erkläert gouf, obwuel dëst gewosst war.

Eng zweet Saach: Et gëtt op d'Soen, op „Et huet ee mir erzielt", op Presseartikelen, wou falsch zitéiert gëtt, higewisen.

Ech wëll dann och an dëser Chamber en Dokument, wat ech gëschter kritt hunn, ausgedréckt krut, deposéieren, wou déi ganz Diskussioun ëm d'Legalitéit oder Illegalitéit en Enn wäert fannen. Dat ass déi offiziell, jo, déi offiziell Demande vun 1971! Net Enn de 70er, net iergendzwousch!

Déi war zwar déizäit net am Dossier, dat war bei eis awer an der Appreciatioun och net de sprangende Facteur. Iwwert d'Legalitéit an ob den Dossier komplett wär, hu mer an der Kommissioun geschwat. Fir eis war e komplett. An ech kann Iech 12 aner Beispiller vun de 37 Expost-Autorisatioune weisen, wou genau déiselwecht Saachen am Dossier waren, wou ech Iech ka soen: Do ass kee Favoritismus geschitt! Och dëst Dokument wëll ech der Chamber zoukomme loossen.

(Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, dépose un document.)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir hutt eigentlech elo just bewisen, dass Der an der Illegalitéit bleift.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Da wëll ech nach eng Kéier hei soen, …

(Interruptions)

… dass hei immens vill mat Ënnerstellunge geschafft gouf.

An ech wëll nach eng Kéier soen, dass ech …, an dat hunn och meng Beamten nach eng Kéier bestätegt gehat, souwuel bei der Press wéi an der Kommissioun, dass et keng Aflossnam säitens dem Ministère gouf. Ech hu mat deene Leit an där ganzer Zäit net geschwat. An ech loossen dofir och déi Konstrukter, déi hei gemaach ginn, net gëllen!

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot a kritt et och.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ma ech wollt just nach eng Kéier kuerz awer dorobber agoen, wat d'Ministesch elo nach eng Kéier gesot huet, well ech hu bal eng Stonn geschwat, a si huet hei op zwee Punkte geäntwert. Da ginn ech emol dovun aus, dass de Rescht zimlech an der Rei ass, wat ech gesot hunn.

Mä déi zwou Saachen, Madamm Minister, déi Der elo gesot hutt, déi stëmmen och nees net!

Et ass näämlech, contrairement zu deem, wat Der elo nach eng Kéier gesot hutt, net d'elektronesch Versioun, déi keng Ënnerschréft huet an déi op engem Wordfichier ass, mä et ass déi Pabeierversioun, déi d'Basis ass vun Ärer Decisioun. Punkt!

(Negation)

Nee! Dat steet …, genau esou steet et, gëtt et applizéiert. An ech hunn och virdru gesot, …

(Interruption par Mme Carole Dieschbourg)

Ech hu gesot …

Ma dann haalt dach nëmmen op!

Genau dat doten hunn ech gesot: Si hätt iwwerhaapt keen Avis vun engem Fierschter gebraucht. Dat ass d'Gesetz! Mä wann een dräi Wochen duerch d'Land leeft, wann een dräi Wochen duerch d'Land leeft an dräi Woche laang zielt een de Leit, dass een opgrond vun Avisen eng Decisioun geholl huet, an et huet een déi Avisen net am Dossier leien - et konnt ee se net am Dossier leien hunn -, dann hätt ee roueg eng Woch oder zwou kënne waarden. Et ass déi Hetz, déi ech uprangeren och, an déi de Favoritismus zum Deel begrënnt, dass eng Ministesch hei, ouni dass et e kompletten Dossier ass, eng Decisioun geholl huet.

A wann hei gesot gëtt „Ënnerstellungen": Et ass esou, dass et d'Pabeierversioun ass, déi „foi" ass, déi aner ka jo guer net „foi" maachen. An d'elektronesch Versioun vum Här Fierschter, Uerwerfierschter huet se net am Dossier dran. Ansonsten hätt ech gär, Madamm Minister, dass Der mer innerhalb vun 48 Stonnen de Contraire beweist.

Dir maacht Behaaptungen! Ech net! Dir maacht Behaaptungen! A wann Der elo kommt an Dir sot, Dir hätt eng Pièce vun 1971, da si mer genau am selwechten Zeenario! 1971, 1983, 1987, no 1965 - Artikel 7 (5) - muss d'Konstruktioun an do mussen all subsequent Änneronge justifizéiert sinn. Dat applizéiert Der an Honnerte vu Fäll, wou Der de Leit sot, si géife keng Autorisatioun kréien.

Dat heescht, Dir hutt net vill elo geäntwert. An déi zwou Saachen, déi Der geäntwert hutt, déi sinn och nach falsch.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools Merci. Ech wollt just eng Fro stellen, mat menger Beamteséil: Ech hunn dee Bréif elo hei gelies, deen d'Madamm Minister eis frëndlecherweis ginn huet - dofir e grousse Merci -, mä ech wonnere mech, datt hei den Échange de correspondance administratif geet iwwer: „Sujet: Abri Roberto"! Dat fannen ech, als Beamten …, wësst Der, ech wor eng laang Zäit vu mengem laange Liewen an der Fonction publique, ech hat net d'Gewunnecht, mat Virnimm ze operéieren, wann ech en Dossier krut!

Dofir wollt ech Iech froen: Ass dat …

Une voix.- Am Ausseministère …!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ass dat bei Iech …?

Jo, bei eis si se all Exzellenzen natierlech!

(Hilarité générale)

Mä ech ka mech awer och …

(Interruption)

Ech ka mech awer och erafillen an aner Dossieren an ech wollt just froen: Ass dat bei Iech ëmmer esou, wann Der déi 3.000 Dossieren hutt, wou jo ee behandelt gëtt wéi deen aneren? Deen een ass den „Abri Michel", deen aneren den „Abri Jemp" an en drëtten den „Abri Tun", an hei ass eben den „Abri Roberto"? Oder ass dat hei anescht wéi soss?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Ministesch!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Nach eng Kéier: Dat doten ass en Echange tëschent dem Fierschter an dem Uewerfierschter, deen ech jo net beaflossen, deen ech awer der Transparenz hallwer mat hei erabruecht hunn, well de Virworf gemaach gouf, dass eben deen Avis net am Dossier geleeën hätt.

Dat ass net wouer! Ech hat zu deem Zäitpunkt, wou ech den Dossier krut, eng ausgedréckte Versioun vun dem Avis vum Fierschter doleien. Dat hunn ech och vun Ufank un esou gesot. An dat gouf d'ailleurs an der Pressekonferenz vum Uewerfierschter bestätegt, dass hie säin Accord per Mail ginn huet. Genau dee Mail hu mer Iech elo hei zur Verfügung gestallt, well ech an dësem Dossier voll Transparenz wëll walte loossen.

A fir de Rescht kann ech dat doten net jugéieren. Ech kann Iech just soen, dass iwwert d'Legalitéit oder Netlegalitéit wäert tranchéiert ginn, a genausou - an do ass jo ëmmer d'Vermëschung, déi an dësem Haus elo gemaach gouf - iwwer all déi Aarbechten, déi vum Här Wolter zitéiert waren. Iwwer all déi Aarbechte wäert och tranchéiert ginn, well dat waren déi Saachen, déi net autorisëiert waren. Dat ass den Äerdaushub. Ech hu versicht, hei déi ganzen Zäit déi Saachen ze separéieren.

De Parquet ass um Enquêtéieren. D'Entité mobile war sur place. Also all déi Faiten, déi vum Här Wolter hei enoncéiert goufen, wärend enger ganz laanger Zäit, wäerte geklärt ginn! Mä et ass, an dat hunn ech a menger Ried zweemol betount, net un eis hei, net u mir an och net un der Chamber, do e Jugement virzehuelen. Dat mussen déi zoustänneg Leit dee Moment maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dem Här Wolter d'Wuert nach eng Kéier.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech hu mer erlaabt, déi Pièce, déi d'Madamm eis hei elo ginn huet, och nach eng Kéier ze kucken. An déi mécht d'Saach net besser!

(Interruption)

Déi mécht et wierklech net besser, well déi Pièce hei hätt missen am Dossier sinn, deen an der Chamber hannerluecht ginn ass, wann se als offiziell Pièce am Kader vum Traitement vum Dossier vum Här Traversini ugesi wier. Ech hunn déi Pièce hei net gesinn, wéi d'Madamm Minister hiren Dossier ginn huet. Also hat se déi Pièce och net am Dossier, wéi se hir Ënnerschréft ginn huet. Ka se och net am Dossier gehat hunn, well et sech ëm e Courrier interne handelt tëschent engem Fierschter an engem Uewerfierschter, Aller-retour. An d'Prozedur gesäit vir, dass de Fierschter säin Avis weidergëtt un den Uewerfierschter an dass de Fierschter säin Avis iwwert de Système électronique an de Ministère gëtt.

Madamm Minister, Dir sidd amgaangen, Iech mat all Pièce, déi Der bréngt, eigentlech just nach weider eranzerieden an all deem, wat Der an deene leschte Wochen hei gemaach hutt. Dat hei ass e weidere Beweis eigentlech, déi Pièce hei, vun där Aart a Weis, wéi Der deen Dossier hei ugepaakt hutt. A soss ass et guer näischt!

An dass Der elo hei sot, déi Déngen do vun 1971, dat wär eigentlech eng …

(Interruption par Mme Martine Hansen)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat ass vum Buergermeeschter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, de Buergermeeschter, dee kann dat ausstellen 1971, dat ass an der Rei.

(M. Michel Wolter consulte le document déposé par Mme Carole Dieschbourg.)

Eng Fënster, jo, dat sinn Detailer. Souwisou, hei ass eng Pièce, nach eng Pièce, dat ass eng Autorisatioun vum Buergermeeschter vun 1971.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Dat ass eng Pièce, déi Är Argumentatioun total an de Koup gehäit …

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ma iwwerhaapt net! Iwwerhaapt net, Madamm!

(Interruption par Mme Carole Dieschbourg)

Also ech muss elo iergendwann eng Kéier zur Konklusioun kommen, dass Der Är Gesetzer net kennt! Also et gëtt ëmmer méi komplizéiert fir Iech, Madamm! Ganz éierlech!

No 1965: „autorisation du bourgmestre", an no 1982: „toute autorisation subséquente". A wann ech dat heite kucken, Madamm, wat hei autoriséiert ginn ass 1971 - dofir sinn ech frou, dass Der eis déi Pièce ginn hutt! -, dat ass näämlech e weidere Beweis! Dat do geet direkt un de Parquet weider de Mëtteg! Déi dote Pièce, dat, wat do autoriséiert ass, entsprécht a kengster Weis deem, wat haut dosteet. A kengster Weis!

Dat heescht: keng Autorisation subséquente; keng Autorisation subséquente heescht: Refus du Ministère. Dat ass d'Gesetz an do hutt Dir Iech drun ze halen! An dat hutt Dir net ze interpretéieren!

A Gesetz heescht och, Madamm, dass, wann Dir eppes gefrot gitt, wann Dir e Bardage gefrot gitt, dann hutt Dir maximal e Bardage ze autoriséieren. D'Gesetz seet net: „Wann e Bardage gefrot gëtt, kréien ech nach en halleft Haus derbäi", weder an der Zone verte a scho guer net am Naturschutzgebitt.

Dir rëselt de Kapp. Mä, Madamm, da muss ech Iech soen, dass Der Är Gesetzer net kennt. Dir sidd sechs Joer Ministesch an Dir hutt kee blasse Schimmer, iwwer wat dass Der hei diskutéiert!

Nee. Ganz éierlech!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. De Premierminister huet d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wollt …

(Interruption par M. Michel Wolter)

Ech wollt just soen, ech mengen, hei ass d'Parlament a senger Roll. Et ass e politeschen Debat gewiescht, mä mir hunn awer och hei eng Affaire judiciaire.

Déi Affär ass um Penal. Mir hunn e Parquet. Wann de Parquet decidéiert, eng Instruktioun opzemaachen, geet et do bei en Untersuchungsriichter oder an eng Sitzung. Ech mengen, mir ginn eis eng Clause de rendez-vous: Dat ass, wa mer en Uerteel hunn. Dat heescht, d'Chamber soll net Riichter sinn. Mir hunn eng politesch Responsabilitéit, do si mer eis eens, mä mir sollen awer net Riichter sinn au pénal.

Hei ass „Favoritismus" gesot ginn. Et ass un der Justiz, hir Aarbecht ze maachen. Ech mengen,

d'Séparation des pouvoirs alleng géif mat sech bréngen, dass mer eis déi dote Clause de rendez-vous ginn, wann en Uerteel bis do ass. Loosse mer emol d'Justiz roueg schaffen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Premierminister. Den Här Wolter freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Parole après ministre. Här Statsminister: „Deen heiten Dossier, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee betrëfft all Bierger a senge Relatioune mam Stat. Et geet hei ëm net méi an net manner wéi ëm de Prinzip, datt all Bierger virum Gesetz gläich ass an datt et fair an transparent Prozedure gëtt. An dëst kënnen net d'Geriichter decidéieren, dat muss d'Parlament decidéieren, soss kënne mer de Politikbetrib zoumaachen!", François Bausch, 13. Juni 2012, ...

(Interruption)

... Léiweng/Wickreng.

Et huet eppes mat der Responsabilité politique ze dinn. Meng Ried kënnt Der roueg kucken. An da kuckt Der alleng, op wiville Punkten d'Madamm d'Gesetzer gebrach huet. Dat huet näischt mat enger Appreciatioun ze dinn! Dat huet einfach eppes domadder ze dinn, dass se - noweisbar! - Saache gemaach huet, déi illegal sinn.

An dann huelt Der, Här Statsminister, Är politesch Responsabilitéit!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser huet nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech hunn och Parole après ministre gefrot, well ech mech iwwert dem Här Statsminister seng Interventioun awer gewonnert hunn. Net, wat den Inhalt ugeet, well ech mengen, d'DP hat och scho ganz äänlech argumentéiert, fir eis ze soen: „Mir si keng Riichter", an esou weider. Mä dorëm geet et net. Mir hu jo och ni den Usproch erhuewen, Riichter ze sinn.

Mir wëlle just hei kloer soen: Déi Tatsaach, datt op verschiddene juristeschen Aspekter elo d'Justiz saiséiert ass, prevenéiert eis a kenger Form, a kengem Mooss, fir eis Aufgab vum politesche Contrôle wouerzehuelen. A mir kënnen elo net soen, suspensiv: „Well am Penalen enquêtéiert gëtt, maache mir eis politesch Aarbecht net méi."

Dat ass net esou, wéi mir de Fonctionnement vum Parlament gesinn, Här Statsminister! Mir maachen eis Aarbecht konsequent virun, fir enger politescher Verantwortung géintiwwer de Leit hei am Land gerecht ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Domadder ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Motion 1

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi zu dëser Debatt deponéiert gouf. Den Här Bodry freet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi Motioun hei, déi huet et a sech. Déi brécht mat alle Prinzipie vum Rechtsstat. Ech sinn erstaunt, nodeem mer hei eng ganz Rei vu Lektiounen héieren hunn, wéi de Rechtsstat ze fonctionnéieren huet, dass hei eng politesch Partei, fir de Moment nach ëmmer déi gréisst hei am Land, d'Regierung opfuerdert, sämtlech illegal Konstruktiounen en zone verte ze legaliséieren. Sans aucune restriction, sans aucune exception!

Firwat frot Der net och, dass sämtlech illegal Konstruktiounen an de Bauperimeteren och sollten emol eng Kéier autoriséiert ginn?! Wivill Gaardenhaisercher stinn dann esou an de Bauperimeteren, déi net autoriséiert sinn? Wéi oft ass bäigebaut ginn an de Bauperimetere vun de Gemengen, wou net richteg autoriséiert ginn ass?

Et kéint een duerchaus soen: „Ma loosse mer en allgemengt Amnestiegesetz erloosse fir Verstéiss géint d'Naturschutzgesetz a géint d'Gesetzer iwwert den Urbanismus!"

Wann ee vun Ëmweltskandal schwätzt - fir mech ass dat hei ee reelle Skandal! E reelle Skandal, dass, ouni ze kucken, ob Affären en cours si virun de Geriichter wéinst Illegalitéiten, ouni ze kucken, ob Prescriptiounen eriwwer sinn, bis esou Aktiounen hei kënne starten, hei gesot gëtt, sämtlech Konstruktiounen en zone verte - legal, illegal - sollten op eng Kéier vun der Regierung autoriséiert ginn!

Mengt Der net, dat misst d'Gesetz maachen?!

(Interruption)

Mengt Der net, dat misst d'Gesetz maachen? Abee, ech freeë mech op d'Proposition de loi vun der CSV, fir dat doten ëmzesetzen! An op den Avis vum Statsrot!

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bodry. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da kënne mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

(Interruptions)

Vote sur la motion 1

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat do ass dee gréissten Ëmweltskandal, dee mer haut diskutéiert hunn!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, jo!

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Duerno de Vote par procuration.

(Interruptions par M. Michel Wolter)

De Vote ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 25 Jo-Stëmmen, géint 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Claude Wiseler), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Domat wiere mer um Enn vun den Debatte vun haut de Moien. Mir géifen d'Sitzung dann elo ënnerbrieche bis zwou Auer an da géife mer mam Ordre du jour vun de Mëtteg virufueren.

Merci.

(La séance publique est levée à 13.37 heures.)

SÉANCE 5 JEUDI 10 OCTOBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Changement de composition du Bureau
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Changements de composition des commissions parlementaires
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. Fernand Etgen, Président*

5. 7414A - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Léon Gloden (interventions de M. Alex Bodry, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Josée Lorsché)*
- *Discussion générale : Mme Simone Beissel - M. Alex Bodry - M. Henri Kox (interruptions par M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Haagen) - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Second vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution*

6. 7461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la participation à certaines élections de nationaux de chaque État résidant sur le territoire de l'autre, fait à Luxembourg, le 18 juin 2019
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - (intervention de M. Sven Clement) - M. David Wagner - M. Sven Clement (interventions de M. Alex Bodry et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7469 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. André Bauler*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Tess Burton - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7441 - Projet de loi relatif aux avocats inscrits aux listes I et II qui sont ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou à la liste IV du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat qui sont soit ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, soit exercent la profession d'avocat sous un titre professionnel du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
- *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue*
- *Discussion générale : M. Léon Gloden - Mme Carole Hartmann - M. Franz Fayot - M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. Question urgente n° 1311 de M. Laurent Mosar et de M. Claude Wiseler relative à l'offensive de la Turquie contre les Kurdes en Syrie
- *M. Laurent Mosar - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*

10. 7375 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'étape vers un accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la partie Afrique centrale, d'autre part, fait respectivement à Yaoundé, le 15 janvier 2009 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

7376 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond, Afrique du Sud, le 11 septembre 2009

7377 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait respectivement à Abidjan, le 26 novembre 2008 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

7378 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre le Ghana, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 28 juillet 2016

7379 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008

7380 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, fait à Kasane, le 10 juin 2016

- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Marc Angel*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Marc Angel, Mme Stéphanie Empain et Mme Josée Lorsché) - M. David Wagner (intervention de Mme Josée Lorsché) - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

11. 7389 - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Eugène Berger - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7238 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Marc Angel*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (dépôt de la motion 1) (intervention de M. Marc Angel) - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. Marc Angel - M. Fernand Kartheiser - M. Claude Wiseler - M. Marc Angel (intervention de M. Fernand Kartheiser)*

13. Hommage à M. Henri Kox

- *M. Fernand Etgen, Président - M. Henri Kox*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Plusieurs voix.- Et ass keen do!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass net de Fall.

2. Changement de composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Häre, ier mer mat eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ufänken, komme mer elo zur Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber. Andeems den Henri Kox an d'Regierung wäert goen, wäert ee Posten als Vizepresident vum Bureau fräi ginn. Et gëtt proposéiert, datt d'Madamm Djuna Bernard Vizepresident vun der Chamber gëtt.

Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Poste vum Vizepresident vum Bureau ugeet?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Et gëtt also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

(Interruptions et hilarité)

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert. D'Madamm Djuna Bernard ass domat als Vizepresident vum Bureau proklaméiert.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

3. Changements de composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge vun der Fraktioun vun deene Grénge matgedeelt kritt:

An der Commission du Règlement ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här Henri Kox.

An der Commission de vérification des pouvoirs ersetzt den Här Charles Margue den Här Henri Kox.

An der Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace ersetzt d'Madamm Semiray Ahmedova den Här Henri Kox.

An der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ersetzt d'Madamm Stéphanie Empain den Här Henri Kox fir de Volet « Viticulture ».

An der Commission des Classes moyennes et du Tourisme ersetzt den Här Carlo Back den Här Henri Kox.

An der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ersetzen d'Madamm Stéphanie Empain fir de Volet « Environnement et Climat » an d'Madamm Semiray Ahmedova fir de Volet « Énergie et Aménagement du territoire » den Här Henri Kox.

An der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ersetzt d'Madamm Semiray Ahmedova den Här Henri Kox.

An der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här François Benoy den Här Henri Kox.

An der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ersetzt d'Madamm Josée Lorsché den Här Henri Kox.

An der Commission du Logement ersetzt d'Madamm Semiray Ahmedova den Här Henri Kox.

An der Sous-commission informatique vum Bureau ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här Henri Kox.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Mir kommen dann elo zur Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen. D'Fraktioun vun deene Grénge huet folgend Ännerungen eragereecht:

An der Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, der OSCE, ersetzt den Här Charles Margue den Här Henri Kox als Membre suppléant.

An der Délégation auprès de l'Union interparlementaire, der UIP, ersetzt d'Madamm Djuna Bernard den Här Henri Kox als effektive Member.

An an der Délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne ersetzt den Här Charles Margue den Här Henri Kox als effektive Member.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. 7414A - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel

Mir fänken haut de Mëtteg mat der Verfassungsofännerung 7414A iwwert d'Suppleantë fir d'Riichter vum Verfassungsgeriicht un. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert weiderginn un de Rapporteur vun der Verfassungsofännerung, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir gesitt, d'Verfassung lieft. Mer stëmmen haut net iwwert d'ganz Verfassung of, mä et ass den ...

(Interruption)

Ech wollt Iech dat präziséieren.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn héieren, mer sollen haut net doriwwer schwätzen.

(Hilarité)

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Et ass den ...

(Interruptions)

Dir hat gëschter driwwer geschwat, Här Bodry.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Gloden, loosst lech net duerjerneemaachen!

(Hilarité)

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Ech mengen, déi lénks Säit, déi bréngt dat net fäerdeg hei ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Den Här Gloden huet dat ganz gär. E laacht eis frëndlech zou.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- En huet léiwer déi riets Säit.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir laachen erëm.

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Vu mir aus gesinn déi lénks.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Just den Här Roth kuckt traureg.

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Dann, wéi gesot, et ass den zweete Vote constitutionnel, esou wéi et an der Verfassung virgesinn ass, iwwert d'Propositioun 7414A. Den éischte Vott war den 10. Juli dëses Joers. Dir erënnert lech drun, et geet drëm, fir bei der Cour constitutionnelle op där enger Säit Suppleantë bäizesetzen, siwen un der Zuel, well zurzäit d'Cour constitutionnelle mat engem strukturelle Problem gehäit ass, dass duerch d'Kompositioun vun der Cour constitutionnelle se net an enger Affär ka siegéieren, well Riichteren, déi an den ënneschten Instanze souzen an och hei sëtzen, eben net kënnen an där betreffender Affär sëtzen.

Zweetens hate mer dunn och nach proposéiert, wat haut net am Text steet, wann et zu enger wichteger Affär kënnt, et steet am Text « d'une importance particulière », dass dann de Plenum vun der Cour constitutionnelle sëtzt. Ech präziséieren, mir haten dat am Ufank hei an enger Propositioun stoen, mir hunn et an zwee scindéiert. Déi zweet Propositioun geet ëm den Effet vum Arrêt vun der Cour constitutionnelle.

A mir hunn elo nach net méi spéit wéi gëschter an der Justizkommissioun den Här Bodry als Rapporteur vum Gesetz iwwert d'Cour constitutionnelle genannt, well deen heite Vott bréngt jo och mat sech, dass d'Gesetz muss ofgeännert ginn. An d'Regierung muss kucken, dass dann déi zwee Texter, de Verfassungstext an de Gesetzestext, zimlech simultan a Kraaft trieden, fir dass d'Cour da ka siegéieren.

Dëst gesot, hei muss jiddweree selwer ofstëmme beim Vote constitutionnel.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel agedroen. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur. Ech mengen, mir maachen hei den zweete constitutionnelle Vott, wéi dat virgesinn ass, fir ebe just d'Wichtegkeet an d'Solennitéit vun der Verfassung a vun der ganzer Prozedur ze ënnersträichen.

Mir maachen hei u sech eng Regularisatioun vun der Situatioun, éischtens, fir d'Effizienz vun dem Verfassungsgeriicht ze stäerken, wou mer ee Moment jo dee Knackpunkt haten duerch de Fait, dass mer net genuch Riichter haten, déi konnte siegéieren.

A wéi gesot, déi zweet Geschicht, déi de Léon Gloden och elo gesot huet, wou a bestëmmte Situatiounen d'Verfassungsgeriicht elo an der Plenière ka wichteg Decisiounen huelen. Dat ass fir de Rayonnement an d'Visibilitéit vun dem Geriicht selwer, awer och fir d'ganz Sécurité juridique vun eisen Institutioune ganz wichteg.

An dofir bréngen ech mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, och vun eiser Säit ee Merci fir de Rapporteur. Mir haten d'Diskussioun méi breet gefouert am Juli, wéi mer den éischte Vott haten. An deene leschten dräi Méint hu weder méi wéi e Véierel vun den Deputéierte gesot, dass se géife mengen, et sollt e Referendum stattfannen, an et sinn och keng Ënnerschréften hei erakomm fir esou e Referendum, soudass mer eigentlech elo dann definitiv hei kënnen ofstëmmen iwwert deen doten Text.

Deen heiten Deel vun där Ofännerung vum Artikel iwwert d'Cour constitutionnelle ass jo vun der Iddi eppes, wat aus der Cour constitutionnelle selwer kënnt, well si gefrot hunn, fir kënnen aus enger mëssleche Situatioun erauszekomme respektiv net an Zukunft a mëssleche Situatiounen eranzekommen, doduerjer dass se, well eng Rei vu Riichteren am Virfeld mat an Affären dra gewiescht wären, sech net méi

kéinten utilement zesummesetzen, fir als Cour constitutionnelle da kënnen en Arrêt ze huelen. Duerfir ass decidéiert ginn, fir u sech Ersatzriichteren anzeféieren.

An déi zweet Neierung ass, wéi scho gesot ginn ass, fir d'Méiglechkeet ze schafen a ganz wichtegen Affären, dass d'Cour selwer decidéiert, a Plenière zesummenzekommen, fir ze verhënneren, dass et Divergenze gëtt an der Cour constitutionnelle zu ganz wichtege prinzipielle Froen. Dat ass eng gutt Saach.

Entre-temps hu mer jo och vun der Regierungssäit d'Exekutiounsgesetz scho virleien. Mir hunn et eng éischte Kéier gekuckt gëschter an der zoustänneger Commission de la Justice. Ech denken, mer hunn zwee Amendementen nach zréckbehalen, déi dës Woch nach un de Conseil d'État wäerte goen. An ech denken, dass mer am November hei an der Chamber iwwert dat Ausféierungsgesetz vun där heiten Ännerung vun der Verfassung wäerte kënnen ofstëmmen.

D'Regierung muss elo als Exekutiv derfir suergen, dass d'Publikatioun vun där heiten Ännerung vun der Verfassung respektiv vun deem Ausféierungsgesetz gläichzäiteg stattfënnt, fir dass mer net an eng Zon vun Non-droit oder vu Rechtsonsécherheet géifen erakommen.

Den Här Gloden huet mat Recht ervirgehuewen, dass mer zu deem heiten Artikel eigentlech nach zwou Froen ausstoen hunn. En huet vun enger Fro geschwat, dat ass déi wichteg Fro vun den Effete vun enger Decisioun vun der Cour constitutionnelle, wou mer op en anere Wee wëlle goen, méi Flexibilitéit erabrénge par rapport zu deem, wat mer haut an eiser Verfassung zu deem dote Punkt stoen hunn.

An déi zweet Méiglechkeet ass awer och ganz interessant. Do wëlle mer et méiglech maachen, dass ouni Verfassungsännerung, mä duerch e Gesetz, dat mat Majorité qualifiée géif gestëmmt ginn, Kompetenze vun der Cour constitutionnelle an aneren Domänen agefouert kéinte ginn. Mir hunn do ënner anerem geduecht un d'Fro vun dem Juge vun den Élections législatives et européennes. Mir si jo hei nach ëmmer an der Situatioun, dass d'Chamber eigentlech Riichter ass iwwert d'Validitéit vun hirer eegener Wahl a vun der Wahl fir d'Europaparlament.

Dat schéngt eis net ganz konform ze sinn zu awer éischter haut gängegen internationalen Normen an deem dote Beräich. An duerfir ass d'Iddi schonn do, fir d'Méiglechkeet ze schafen, dass d'Cour constitutionnelle och kéint als Rekursinstanz fonctionnéieren, wann d'Zesummesetzung vum Parlament oder vun eise Vertrieder am Europaparlament a Fro gestallt wär. Dat ass also eng Méiglechkeet, déi mer kéinten aféieren, wa mer déi zweet Modifikatioun vun der Verfassung géifen unhuelen.

An deem Sënn géif ech den Accord och vun eiser Fraktioun bréngen.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bodry. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Henri Kax. Kox!

(Hilarité générale)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Här President, Merci.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Du bass gläich fort.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Elo wou Der lech dru gewinnt hutt, elo geet en.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir braucht Iech den Numm net ze mierken, Här President, en ass gläich fort.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Um Ministère geet et elo besser ...

(Interruptions diverses)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Et ass schued, mëttes gëtt et jo kee Wäi méi beim Iessen hei. Mä dat erënnert u vergaangen Diskussiounen hei an der Chamber.

Mä Merci, Här President, fir d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Elo kee Lobbyismus!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech wëll de Kolleegen dann och Merci soen, déi an der Kommissioun derbäi waren, fir dat heiten auszeschaffen. Ech mengen, op den Inhalt brauch ech elo net méi anzegoen, well dat ass alles gesot. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun dozou.

Mä well et eben och dat lescht Gesetz ass, zu deem ech hei als Deputéierten schwätzen, wëll ech dëser spezieller Kommissioun, wat d'Verfassungskommissioun ass, awer e Merci ausspriechen, well mer do wierklech, dat, wat ech erlieft hunn déi lescht Zäit, ganz breet, offen, kontrovers, awer ëmmer am Sënn vum Weiderkommen diskutéiert hunn, näämlech fir eng Verfassung, eng modern Verfassung fir eist Land ze kréien.

An ech hoffen och, d'Diskussiounen hu jo Gott sei Dank erëm ugefaangen tëschent de Parteien alleguerten, dass speziell och déi, déi dës Verfassungsreform bis elo gedroen hunn, erëm zur Serenitéit zréckfannen an eben, jo, nach déi eng oder aner Diskussioun féieren, fir zu dem Schluss ze kommen, dass mer eng modern nei Verfassung sollte kréien.

An dofir wënschen ech ganz vill Energie dofir, déi braucht Der. Awer déi ganz wichteg Diskussiounen, déi an der Verfassungsreform gefouert gi sinn, och an der Kommissioun, wéilt ech net mëssen.

An dofir soen ech och nach eng Kéier Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vill gouf doriwwer gesot, wéi mer beim éischte Vote constitutionnel waren. Duerfir wëll ech dat net alles widderhuelen.

Une voix.- Très bien !

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Kolleegen hunn och scho gesot, datt dat heiten e wichtege Schrëtt ass, fir verschidden Dispositiounen ze completéieren. An duerfir ginn ech den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, Merci, Här President. Ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, fir de Membere vun der Verfassungskommissioun e grousse Merci ze soen, dass mer hei esou séier a konstruktiv a wäit ewech vun allen aneren Diskussiounen, déi zu deem Thema hei gefouert ginn, konnten e Problem behiewen, doduerch dass mer elo déi Modifikatioun gemaach hunn, dass d'Cour constitutionnelle sech an enger Affär net konnt utilement zesummesetzen.

Déi nächst Etapp ass, wéi elo schonn e puermol gesot ginn ass, dass mer och dat néidegt Gesetz wäerten esou séier wéi méiglech hei kënnen, mengen ech, zum Vott bréngen. An dann ass d'Aufgab och déi, ech hunn dat och nach eng Kéier vum Rapporteur héieren, dass mer dat natierlech sollen zesumme publizéieren, dass déi zwee Texter da gläichzäiteg a Kraaft triede kënnen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch..

Second vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution 7414A

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert d'Propositioun 7414A. Den Text steet am Document parlementaire 7414A[2]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht.

D'Resultat ass folgend: 48 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun.

D'Propositioun 7414A ass mat 48 Jo-Stëmme géint 0 Nee-Stëmmen an 0 Enthalungen am zweete Vote constitutionnel ugeholl.

Et ass also esou decidéiert.

Résultat définitif après redressement : la proposition de révision de la Constitution 7414A est adoptée à l'unanimité des 51 votants.

Ont voté oui : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, M. Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. David Wagner.

6. 7461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la participation à certaines élections de nationaux de chaque État résidant sur le territoire de l'autre, fait à Luxembourg, le 18 juin 2019

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7461, een Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Vereenegte Kinnekräich vu Groussbritannien an Nordirland, wat d'Participatioun u verschiddenen nationale Wahlen ugeet. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Lydia Mutsch.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eigentlech net Usus a scho guer net d'Regel, dass mir bilateral Accorden ofschléissen am Kontext vun engem internationalen Dossier, zemools wann en nach en cours ass. An trotzdeem maache mer dat haut. Mir maachen et fir de Projet 7461, wou et ëm d'Wahlrecht geet bei de lokale Wahlen an England an eben a Lëtzebuerg. A mir renforcéiere mat dësem Accord bilatéral déi existent Prerogativë vun de Bierger an deenen zwee jeeweilege Länner.

Firwat maache mer dat? Majo éischtens emol muss ee soen, dass den Droit de vote als Thematik net eng international, eng europäesch ass, mä eigentlech eng Prérogative nationale, an doweinst ass et och d'Recht vun all Land, fir déi Dispositiounen an enger Länneroptik ze regelen.

An zum Zweeten ass et esou, dass mer hei absolutt net agräifen an EU-Kompetenzen an dass mer mat dësem Accord bilatéral och net an déi existent Gesetzer, déi d'Wahle regelen, eist Loi électorale am Fall vu Lëtzebuerg, géifen dran agräifen. Also schléisst näischt den Ofschloss vun esou engem Accord bilatéral aus.

Elo war et esou, dass natierlech Negociatioune gefouert gi sinn, fir esou en Accord op d'Been ze kréien. A wéi e signéiert ginn ass, dat war den 18. Juni, du war den Ausgang vun de Brexit-Negociatiounen net bekannt. An deemools wousste mer wahrscheinlech net, dass en haut, iwwer fënnef Méint duerno, nach ëmmer ganz ongewëss wier. An natierlech ass deen heiten Accord bilatéral esou ofgeschloss ginn, dass en an egal wéi enger Variant kéint Bestand hunn.

Bon, wéi et elo ausgeet, wësse mer net. An ech wäert mech och hei net dozou ausloossen. Mir wëssen, dass nach ganz vill Pourparleren amgaange sinn. Mir wäerten elo méi gewuer ginn, wann de Conseil ass, de 17. an den 18. D'Prognose sinn net ganz optimistesch. Mä mir hunn hei eisen Accord a mir hu virun allem eng Approche vun eiser Regierung. An d'Approche vun eiser Regierung, déi huet een am Fong scho gesi vum Ufank vun dësem Joer un, wou an diverse Kommissiounen - net just bei eis an der aussepolitescher Kommissioun, mä och an der Finanzkommissioun oder an anere Kommissiounen - de Brexit thematiséiert ginn ass a wou gesot ginn ass, dass mir eng proaktiv Approche hunn, dass mer gären hätten, dass net d'Bierger penaliséiert ginn, an dass mer virun allem bei wichtegen Themen, wéi zum Beispill den Droit de vote een ass, wëllen agéieren.

Am Mäerz dëst Joer goufe scho sechs Gesetzer gestëmmt, déi a Relatioun zum Brexit waren, am Beräich vun de Finanzservicer, awer och am Beräich vun deene Froen, déi besonnesch d'Bierger interesséieren. Ech ka mech un d'REVIS-Gesetz erënneren, wou et virun allem drëm gaangen ass, dass och am Fall vun engem Brexit déi brittesch Bierger, déi bei eis liewen, awer weider Beneficiaire dovunner kéinte sinn, oder och Dispositioune fir schwéier handicapéiert Persounen doranner konnten tranchéiert ginn. Dat weist also, dass dës Regierung beméit ass, fir wierklech no vir ze kucken an och d'Rechter vun de Bierger ze stäerken.

An deem Zeenario si mer hei. Et ass wéi bei deenen anere Gesetzer drëm gaangen, fir d'Konsequenze vum Brexit, sief et elo en haarde Brexit oder sief et e geregelte Brexit, fir déi Konsequenzen ze attenuéiere respektiv fir der Tatsaach Rechnung ze droen, dass de Brexit eng ganz Rëtsch vun Incertitudë mat sech bréngt, vun deenen d'Bierger riskéieren, d'Konsequenzen mussen ze droen. An déi Konsequenze sinn imprevisibel.

An dohier déi Demarche, déi och den Hannergrond, de Kader ass vun deem Accord bilatéral, zu deem mir haut d'Gesetz presentéieren. Et ass en Accord, dee siwen Artikelen huet. An d'Gesetz selwer ass en Article unique, mat deem mir dann déi eenzel Artikele validéieren.

Wéi wichteg et ass, dass mer dat dote maachen, gesi mer eleng schonn un der héijer Zuel vun de Leit, déi concernéiert sinn. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg am Moment 7.100 brittesch Statsbierger, déi bei eis liewen. Et ass vläicht och interessant ze wëssen, dass 1.380 vun hinnen entre-temps déi duebel Nationalitéit hunn. Ech fannen dat ganz impressionnant. Dat sinn der ganz vill. An eleng schonn un der Zuel vun den Naturalisatioune gesäit een, dass deen Interessi ganz grouss ass, well do koum et carrement zu enger richteger Explosioun vun Demandes de naturalisation. 43 waren et der 2011 an 399 waren et der 2018. An dëst Joer wäerten et der nach méi ginn.

Mä mir hunn och 2.000 Lëtzebuerger Statsbierger, déi a Groussbritannien liewen an déi och gläichermoosse vun deenen heiten Dispositioune wäerte concernéiert sinn.

Wourëm geet et dann elo an deem heite Gesetz? Majo et geet, wéi ech scho gesot hunn, drëm, fir d'Biergerrechter ze protegéieren an och ze festegen, an zwar bei de lokalen Elektioune souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi och a Groussbritannien. Déi hunn net genee deen nämlechte Charakter. A Groussbritannien zum Beispill huet een och d'Recht, un enger direkter Wahl vum Buergermeeschter deelzehuelen, wat jo hei net de Fall ass.

An et gëtt awer och nach eng aner Asymmetrie, déi wichteg ervirzehiewen ass an iwwert déi mir och nach eng Kéier geschwat hunn an der aussepolitescher Kommissioun. Dat ass déi vun der Clause de résidence, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt an déi am Moment bei fënnef Joer läit. An déi bleift natierlech do, déi ännere mir net mat deenen heiten Dispositiounen ëm. Mä dat ass eng gewëssen Asymmetrie, déi do besteet.

An do gouf och eng Dispositioun geholl an dat doten ass vun de Mataarbechter vum Statsministère als Beispill geholl ginn: Wann do eng Ännerung géif kommen, da géif ee sech natierlech d'Obligatioun gi mat deem heiten Accord oder mat deem heite Gesetz, fir sech mutuellement iwwert déi nei Dispositiounen au courant ze halen, fir dass d'Bierger esou schnell wéi méiglech d'Informatioun kréien, wann et Changementer an den nationale Legislatioune gëtt.

Et ass e puermol betount ginn an der Kommissioun, dass dat heite selbstverständlech wéi all Gesetz e Caractère juridique huet, mä vläicht vill méi nach wéi bei anere Gesetzer och e Caractère politique a symbolique, well domadder d'Regierung wéilt zum Ausdrock bréngen, dass ee wierklech d'Dispositioune ronderëm den Droit de vote, wat zu den elementare Biergerrechter zielt, ganz besonnesch eescht géif huelen an dass een déi mat deem heite Gesetz wéilt renforcéieren. Dat heescht, wann een eng Derogatioun zum Grondprinzip mécht, fir net fir alles esou Minidealen ze maachen, dann ass dat op alle Fall an dësem Fall absolutt justifiéiert.

Dann hate mer eng kleng Diskussioun, an als Rapporteur wëll ech déi dann och hei erëmginn, wat dann elo wierklech de Stellewäert vun deem heiten Accord bilatéral ass. Dee ka sech jo net op aner Gesetzer dropsetzen. Dat ass evident. Mir hunn zum Beispill de Fall duerchgespillt, wann et zu engem haarde Brexit géif kommen, dat heescht, et wier keen Accord de sortie do. Majo da wier et esou, dass an deem Fall duerch deen heiten Accord d'Lëtzebuerger eng Garantie hätten, dass si hiert Wahl- a Kandidaterecht, well et geet ëmmer ëm en aktiivt an e passiivt Wahlrecht - dat hätt ech vläicht nach kënne soen -, dass se dat a Groussbritannien behalen, ausser elo den Accord géif opgekënnegt ginn.

Awer, an dat ass nach eng Zousazinformatioun, déi mer haut nach kritt hunn an déi ech och hei da wëll weiderreechen, souguer am Fall vun engem Best-Case-Zeenario, dat heescht, et kéim zu engem Brexit mat engem Accord de sortie, géif awer trotzdeem deen heiten Accord respektiv dat heite Gesetz säi Stellewäert behalen, well den Droit de vote bei lokale Wahlen ass esouguer am Fall vun engem Deal ausgeschloss. An eisen Accord mat de Britte bleift also net nëmme bei engem No-Deal, mä och am Best-Case-Zeenario vun enger ordonnéierter Sortie ganz pertinent a behält dofir och seng Bedeitung.

Ofschléissend wollt ech dann och, Här Statsminister, Merci soen, dass Dir eis Är Mataarbechter zur Verfügung gestallt hutt, fir dass si eis konnten Informatiounen an der aussepolitescher Kommissioun zu deem heite Gesetz ginn. A mir bleift da just nach den Accord och vu menger Fraktioun fir dat heite Gesetz mat op de Wee ze ginn a Merci ze soen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Rapportrice. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. Och Merci der Rapportrice fir déi Aarbecht, déi se am Schnelltempo gemaach huet, fir dat nach virum 31. hei duerchzekréien.

Lëtzebuerg an d'Vereenegt Kinnekräich hunn hei en Accord ënnerschriwwen an enger mouvementéierter Zäit, an enger Brexit-Zäit, wou mer net wëssen, wuer mer higinn, an déi säit der Ënnerschrëft vun deem Accord och nach wesentlech méi mouvementéiert ginn ass.

D'Zilsetzung am Exposé des motifs, dat ass, d'Rechter vun de Lëtzebuerger, déi am Vereenegte Kinnekräich liewen, an d'Rechter vun den Englänner, déi hei liewen, och ze befestegen, am Fong op deem Niveau vun deem, wat se elo hunn, dat heescht d'Wahlrecht, aktiv a passiv, bei de kommunale Wahlen.

An ech muss soen, mat deem Inhalt evidenterweis muss een, kann een zu 100 % d'accord sinn an dat absolutt ënnerstëtzen.

Ech kommen awer zum Inhalt vum Accord, well mer do awer eng Rei Diskussiounen an der Kommissioun haten, an zwar déi, datt mer en éischte Constat maachen, dat ass, datt deen Accord, esou wéi en elo hei geschriwwen ass, zumindest fir déi englesch Bierger oder Bierger aus dem Vereenegte Kinnekräich, déi hei a Lëtzebuerg liewen, am Fong strictement näischt ännert. Si hunn d'Wahlrecht elo, well se EU-Bierger sinn, mä vu datt mer zu Lëtzebuerg net nëmmen d'Wahlrecht fir EU-Bierger hunn, mä zu deeneselwechte Konditioune fir all Auslänner, déi zu Lëtzebuerg wunnen, changéiert dat hei natierlech absolutt näischt un eiser Lëtzebuerger Situatioun, un eiser Lëtzebuerger Gesetzgebung. « C'est du pareil au même. »

An dofir freet de Conseil d'État, an dat hu mer och an enger éischter Etapp gefrot, firwat d'Gesetz hei zu Lëtzebuerg da gutt wär. De Conseil d'État seet: « Le Conseil d'État s'interroge sur la raison d'être de l'accord. » An e wéineg hannendrun: « L'accord n'aura dès lors pas pour effet d'apporter des modifications aux droits actuels des personnes concernées. » Dat ass déi éischt lwwerleeung.

Da kënnt hannendrun awer natierlech d'Fro: Wéi ass et da mat de Lëtzebuerger, déi am Vereenegte Kinnekräich liewen? Wéi ass et mat deenen hire Rechter? An do sinn awer eng Rei Froen, wou a mengen Aen all déi Diskussiounen, déi mer haten, nach eng Rei Clarificatiounen awer noutwendeg maachen. Esou wéi d'Situatioun haut ass, esou hu jo d'Lëtzebuerger wéi all EU-Bierger d'Wahlrecht an dem Vereenegte Kinnekräich elo an am Prinzip och an Zukunft, well d'englesch Gesetzgebung gesäit vir, datt d'EU-Bierger d'Wahlrecht hunn.

An dofir krute mer och eng Äntwert vun dem Ministère des Affaires étrangères, déi mer vun dem Vereenegte Kinnekräich, mengen ech, eriwwerkrut hunn, déi eis seet, an ech liese se vir, well ech stelle mer Froen an den Explikatiounen hannendrun: "No implementing legislation is required as nationals of Luxembourg can vote and stand in local elections under existing domestic law." Dat gëllt dann och natierlech fir dat, wat an Zukunft kënnt. An e wéineg hannendrun: "As mentioned above UK national law already gives effect to this agreement. The UK therefore is already able to meet its obligations under this agreement."

Dat heescht, an England gëtt näischt geännert. Och op Basis vun deem Agreement ...

(Interruption)

Jo, et ass esou, wéi si eis geäntwert hunn!

Et gëtt näischt geännert op Basis vun deem Agreement. An d'Lëtzebuerger behale souwisou hiert Wahlrecht weider. Dat ass zumindest déi Äntwert, déi mer an der Kommissioun offiziell dann iwwert de Ministère des Affaires étrangères kruten. Duerno kréie mer op Nofro gesot, et wär méi eng grouss Ofsécherung awer fir d'Lëtzebuerger. Dat kann ech och verstoen an och akzeptéieren.

Mä ech soen, d'Garantie, déi dat gëtt ... Wann duerno an een, zwee oder dräi oder véier Joer am Vereenegte Kinnekräich géif decidéiert ginn, datt sämtlech EU-Bierger géifen d'Wahlrecht ewechgeholl kréien, dann hëlleft dat hei eis och net ganz vill, well et geet just e Bréif, no Artikel 7 eng « notification par voie diplomatique », duer, fir dat heiten erëm ofzeschafen. Dat heescht, déi Garantie ass net esou grouss. Dofir verstinn ech dat hei dann och éischter als Symbolik wéi als eng juristesch Aktioun, déi eis elo méi Rechter gëtt.

Et sinn awer dräi Froen, wou ech frou wär, wann de Statsminister oder de Premierminister eis géif drop äntwerten. Deen Accord ass ënnerschriwwe ginn, en ass och fir d'Vereenegt Kinnekräich an deem Sënn wichteg, datt se wärend deene ganze siwen, aacht Méint, wou Negociatiounen elo waren, ëmmer an ëmmer erëm probéiert hunn, fir eenzel Länner erauszepicken an ze soen: „Mir hätte gäre mat Iech, Land, en Accord", mam Zil, fir am Fong déi 27 auserneenzedreiwen a fir mat deenen eenzelne 27 do spezifesch Accorden ze kréien. Hei hu mir elo eng Kéier matgemaach, et sinn nach zwee aner Länner, Spuenien a Portugal, déi dat matgemaach hunn.

Meng Fro ass: Ass dat net awer an där ganzer Diskussioun eng Schwächung vun der Kommissioun gewiescht, där hir Prärogativ et am Fong wär, d'Gesamtrechter vun den EU-Bierger par rapport zu England ze verteidegen? An hu mer hei net en eenzelne Chemin seul gemaach? Ech verstinn de symbolesche Wäert fir d'Lëtzebuerger an England; eng diplomatesch Fro, déi ech hei dem Statsminister stellen.

Déi zweet Fro, dat ass: Wéi de Conseil d'État et seet, ass haaptsächlech e Problem vun de Lëtzebuerger am Vereenegte Kinnekräich d'Recht, fir do ze liewen an ze schaffen. An dat hei, dat ass am Fong nëmmen en Accessoire, d'Wahlrecht. Ass och geschwat ginn iwwert dann déi haaptsächlech Fro: Dat ass d'Recht vun de Lëtzebuerger, fir an Zukunft ouni Problem kënnen ze liewen an ze schaffen am Vereenegte Kinnekräich?

A meng lescht Fro, dat ass, fir Stellung zu der Remark vum Conseil d'État ze huelen, dee seet, datt mer am Fong hei Rechter ginn, déi mer, wa mer en Traité, deen hiérarchiquement supérieur ass zu engem Gesetz, elo hei ofstëmmen, datt mer dann d'Wahlrecht vun de Bierger aus dem Vereenegte Kinnekräich op en aneren Niveau - méi héich nach - stelle wéi dat, wat se am Gesetz, fir wat d'Chamber am Fong responsabel ass, momentan hunn, dat heescht, am Fong eng Anenkung vun de Pouvoire vun der Chamber, déi d'Gesetzer ouni d'Abolitioun vum Traité net méi kann einfach esou fir d'Englänner ëmänneren.

Et ass net meng Remark, mä et ass déi, déi vum Conseil d'État ervirgehuewe gouf. Do wär ech frou, wann Der géift drop äntweren.

Well deen Text hei - niewent all deene Froen, wou mer frou wären, datt mer eng Äntwert géife kréien - sécher näischt Falsches mécht, stëmme mer e mat. Mir gesinn awer eng Rei juristesch an diplomatesch Froen, wou mer frou wären, wa mer nach eng Kloerstellung vum Statsminister géife kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Dann ass et elo um honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Den 23. Juni 2016, do hu mer hei zu Lëtzebuerg eisen Nationalfeierdag gefeiert an a Groussbritannien huet e Referendum stattfonnt, mat all deene Konsequenzen, déi mer entre-temps kennen. Kee kann zu dësem Zäitpunkt soen, wat effektiv den 31. Oktober elo definitiv geschitt. Esou wéi et de Moment ausgesäit, schéngt et jo dann awer op en definitive Brexit erauszegoen, mat all senge Konsequenzen.

Ech mengen, wat een elo schonn dëser Regierung muss awer zegutthalen, ass, datt se sech fréizäiteg Gedanke gemaach huet: „Wat kënnen d'Konsequenze fir dëst Land sinn?", op enger ganzer Rei vun Niveauen. Et ass virdru schonn dat eent oder anert Gesetz ugeschnidde ginn, wat mer scho gestëmmt hunn. Ech wëll och op eent hiweisen, dat war de Projet de loi 7406. Do ass et ëm déi englesch Statsbierger gaangen, déi hei zu Lëtzebuerg an der Fonction publique schaffen, a wou mer e spezifescht Gesetz gestëmmt hunn: am Fall vun engem Brexit, datt déi Leit net géifen hir Rechter verléieren, well soss kéinte se emol riskéieren, vun engem Dag op deen anere keng Plaz méi ze hunn.

Haut geet et, wéi gesot, ëm Wahlrechter. Sécher, deen éischte Moment stellt ee sech d'Fro: Huet missen esou een Accord hei ënnerschriwwe ginn? Ech mengen, déi Froen, déi den Här Wiseler hei gestallt huet, si mat Sécherheet stellenswäert. Et ass een och liicht iwwerrascht, datt et awer nach esou vill Leit u sech betrëfft: 7.100 brittesch Bierger, déi hei zu Lëtzebuerg liewen. A wann een dann och nach matgedeelt kritt, datt der 1.380 d'duebel Nationalitéit ugeholl hunn, da gesäit ee jo awer, wat de Wëllen och ass vun där brittescher Gemeinschaft hei zu Lëtzebuerg, fir sech beschtméiglech och an eis Gesellschaft hei ze integréieren. Dowéinst fannen ech et och ganz normal, datt mer versichen, och jiddefalls eng Ofsécherung ze schafen, datt se hir elementar Wahlrechter behalen.

Et ass natierlech schonn hei gesot ginn, et wier eng gewësse Symbolik. Jo, dat ass richteg. Mä och Symboliken hunn heiansdo ganz vill Wäert a setzen och grouss Zeechen. Ech mengen, wat awer och ganz wichteg ass: dass mir als Lëtzebuerger, an dat solle mer och als Europäesch Unioun maachen, onofhängeg wéi et elo den 31. Oktober ausgeet, mir solle Groussbritannien nach ëmmer als e wichtege Partner ugesinn. Dowéinst ass et gutt, datt mir als klengt Lëtzebuerg och Zeeche setze vis-à-vis vun esou engem Land, datt mer och no engem Brexit, deen aus mengen Aen zwar politesch gekuckt ouni Zweifel eng kleng Katastroph bedeit, et kann ee scho bal soen, eng mëttelgrouss Katastroph ekonomesch ... Dat kann een net am Viraus soen, wat dat nach alles wäert mat sech bréngen, souwuel fir Groussbritannien wéi fir Lëtzebuerg. Mä et ass awer wichteg, datt mer nach wie vor, iwwert deen Datum eraus ganz gutt Relatioune mat Groussbritannien fleegen.

Vläicht e lescht Wuert nach: Effektiv huet de Conseil d'État jo d'Fro gestallt, ob et néideg ass, deen Accord hei ze ënnerschreiwen. Doriwwer kann ee gedeelter Meenung sinn. Ech mengen awer, och am Numm vun der Demokratescher Partei hei kënnen ze behaapten, datt et fir eis awer wichteg ass, datt mer deen Accord hei ënnerschreiwen. Dowéinst wäerte mer en och mat ënnerstëtzen.

An ech schléissen awer net, ouni der Madamm Mutsch nach e grousse Merci ze soe fir hir kompetent mëndlech Aussoen an och fir hire flotte schréftleche Rapport. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An da wier et un der honorabeler Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Ech géif och gäre Merci soe fir den ausféierleche Bericht an och menge Virriedner Merci soen. Et ass plus/minus alles gesot ginn. Aus mengem Verständnis vum Text an och deenen Explikatiounen, déi mer kruten, geet fir mech awer eraus, dass et net reng Symbolik ass, dass et och wichteg ass, dass mer den Text haut esou ënnerschreiwen, well fir de Fall, wou Groussbritannien den EU-Bierger géif d'Wahlrecht oferkennen iergendwann eng Kéier, ënnert där Hypothees hätte mer mat dësem Kontrakt trotzdeem eng gewësse Garantie, dass mir Lëtzebuerger bei hinnen d'Wahlrecht behalen. Vice versa ass et jo wéi gesot souwisou de Fall, dass si bei eis hiert Wahl- a Kandidaturrecht weiderhi behalen.

Elo steet nach ëmmer am Raum: Okay gutt, wa Groussbritannien elo géif higoen an de Vertrag hei och nach opkënnegen, da wär dat och futsch. Ech mengen, déi Hypothees huet ee bei all Vertrag, wou e Vertragspartner e Kontrakt kann opkënnegen. Fir mech ass dat awer dann e weidere Schrëtt, deen esou séier net gemaach gëtt. An ech mengen, dass een heimadder awer eng gewësse Garantie huet, fir dass mer déi Rechter géigesäiteg eise Bierger kënne garantéieren.

An deem Sënn ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, éischtens och e grousse Merci un d'Rapportrice fir eng ganz gutt Aarbecht. Si huet eis dat erméiglecht, fir hei eng gutt Diskussioun kënnen ze féieren.

Ech wëll vläicht fir d'Éischt e puer Punkte feststellen. Deen heiten Accord confirméiert nach eng Kéier eng Evidenz, déi hei zu Lëtzebuerg net ëmmer ganz an eise Geeschter präsent ass: Mä e confirméiert nach eng Kéier, datt d'Wahlrecht eng national Kompetenz ass. Et ass ëmmer gutt, dat ze ënnersträichen. Deen Traité hei rappeléiert et.

Dat Zweet ass: Et ass en Ongläichgewiicht hei. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Rechtsuerdnung, déi international Traitéen iwwer nationaalt Recht stellt hei. A Groussbritannien ass dat en anere System. Do gëtt dat einfach nëmmen dann applizéiert, d'internationaalt Recht, wann et am nationale Recht verankert ass, also u sech an engem nationale Gesetz. Déi Hierarchie vun den Normen ass net d'nämlecht wéi hei, soudatt mir hei eis eng méi héich Obligatioun operleeën am Vergläich, wéi d'Britten dat maachen.

Dat Drëtt ass: Mir hunn net mat allen Drëttstaten déiselwecht Suerg gewisen. Mir hu jo och Lëtzebuerger, déi an anere Länner liewen, déi awer dann net onbedéngt dat Kommunalwahlrecht hunn, och wann hir Ressortissants nationaux hei d'Wahlrecht hunn.

Véiertens: Den Artikel 3 (4) ass op eng Manéier formuléiert, déi d'Chamber an hire Méiglechkeeten, Gesetzer ze änneren, aschränkt. Et steet do am Artikel 3 (4): « Cet article ne porte pas atteinte à des dispositions légales ou administratives applicables au Luxembourg qui seraient plus favorables pour les nationaux du Royaume-Uni. » D'Fro stellt sech also, wann d'Chamber enges Daags géif decidéieren, fir verschidden Dispositiounen ze änneren an engem Sënn, deen ee kéint als manner favorabel interpretéieren, zum Beispill eng Verlängerung vum Residenzrecht (veuillez lire : vun der Residenzklausel) - obschonn dat am Ableck net zur Diskussioun steet, mä et weess ee jo ni, wat an der Geschicht geschitt -, dann hätte mer vläicht hei e Problem, wou mer missten den Accord denoncéieren.

Gutt ass allerdéngs a ganz interessant - an ech weess net, ob all déi positiv Riedner vun der Regierungskoalitioun sech däers bewosst waren -, datt mer hei menger Kenntnis no déi éischte Kéier och um kommunale Wahlrecht de Prinzip vun der Reziprozitéit aféieren. Dat ass schonn eppes, wat iwwert déi normal Diskussioun vun deem heiten Dossier erausgeet. Mir soen hei explizitt a juristesch: „Mir accordéieren den Droit de vote op kommunalem Plang, eben och duerch en internationaalt rechtlecht Instrument, op Basis vun der Reziprozitéit", en neit Element an der Diskussioun ëm d'Wahlrecht hei am Land.

Mir hunn Zweifelen. Et ass schonn eng sympathesch Aktioun, dat hei, mä et ass Symbolpolitik. Si huet eng Rei Nodeeler. Mir wäerten net matstëmmen, mir wäerten eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Neen, den Här David Wagner kënnt fir d'Éischt, pardon!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir hat mech elo erschreckt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass um Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech wäert mech souwisou kuerzfaassen. Merci, Här President. Jo, mir hate gëschter och nach an der Kommissioun e puer Diskussiounen, déi och den Här Wiseler gutt resuméiert huet, well een zu Recht eng Partie Bedenken kann hunn.

Et ass och gesot ginn, datt et zum groussen Deel och eng Form vu Symbolpolitik ass; also deelweis ass et et och. Deen Accord ass an deem Sënn awer net negativ. Dat heescht schlussendlech och ..., obwuel ech mech gëschter enthalen hat, well ech awer och Bedenken hat an déi Bedenken nach ëmmer hunn, och notamment, well een dann och vläicht zwee verschidden Traitementer huet: d'Britten engersäits an aner Ressortissanten aus Pays tiers anerersäits, wou et net d'selwecht geregelt ass.

Mä ech mengen, dat ass awer och elo net fundamental, dofir wäert ech dat matstëmmen.

Ech wollt awer vun der Okkasioun profitéieren, fir awer och niewebäi ... Et ass jo, et kéint een och eng Kéier driwwer diskutéieren an ech géif d'Regierung invitéieren, sech eng Saach ze iwwerleeën: Näämlech déi Residenzklausel, déi mer hunn - well innerhalb vum Maastrichter Traité hu mer jo déi Klausel geholl, datt en EU-Bierger op jidde Fall wéinstens fënnef Joer hei muss liewen, fir bei de Gemengewahle matzemaachen -, dat mécht net all Land an der EU. Frankräich mécht dat zum Beispill net. Et kéint ee sech iwwerleeën, déi Klausel vu fënnef Joer erofzesetze voire ofzeschafen.

Dat spillt och mat, wann zum Beispill Zuelen erauskommen, wa Wahle sinn a wann duerno Statistike gemaach ginn, fir ze kucken, wivill Auslänner sech ageschriwwen hunn, fir bei de Wahle matzemaachen. An da gëtt heiansdo bedauert, datt der net genuch sech ageschriwwen hätten. Mä dat huet och domadder ze dinn, datt vill vun deene Bierger nach net fënnef Joer hei waren. A mir wëssen och, wat nach derbäikënnt, mir hunn e groussen „turnover" vun Auslänner hei zu Lëtzebuerg, a vun EU-Bierger, zemools an der Stad.

Bon, ech ginn Iech dat mat op de Wee. Et wier gutt, wa mer eis awer eng Kéier doriwwer kéinte Gedanke maachen an dat änneren. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Den honorabelen Här Sven Clement steet scho prett.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Dir hat mäi Bluttdrock a mäi Bols e bëssen an d'Luucht bruecht, wéi Der mech do virzéie wollt.

(Exclamations)

Dofir war ech frou, datt den Här Wagner mer elo genuch Zäit ginn huet, datt ech mech erëm konnt berouegen.

(Brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Nach esou jonk an esou ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam virleiende Gesetz soll séchergestallt ginn, datt Lëtzebuerger a Britten am jeeweils anere Land och weiderhi vum aktiven a passive Wahlrecht bei lokale Wahle profitéiere kënnen. Datt dat net esou einfach ass, gesäit ee relativ séier an, wann ee probéiert, dat brittescht Wahlgesetz fir Lokalwahlen ze liesen, well et gëtt keng consolidéiert Fassung - do si mer dann awer zu Lëtzebuerg schonn e bësse méi wäit -, si hu 17 verschidden „statutes" an 30 Reguléierungen, déi dat alles iergendwou zu engem Deel beaflossen!

Et hëlleft och net, datt et nach a véier „eenzel Länner" u sech opgedeelt ass, déi jeeweils eege Regelen hunn, ...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Si hunn een Ambassadeur zu Lëtzebuerg.

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... an datt och nach d'Gemengen ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Awer e gudden.

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... - an dat ass dat, wat ech haut geléiert hunn - de Choix hunn, ob se all véier Joer, all zwee Joer oder wärend dräi Joer all Joer wiele ginn an dann ee Joer net wiele ginn. Dat ass e System, dee mir e bësse komesch virkënnt.

(Interruption)

Bon, ech mengen, et ginn e puer Lëtzebuerger, déi a Groussbritannien liewen. An de Britten zu Lëtzebuerg wäert eise System wahrscheinlech och komesch virkommen.

Falls awer ee vun deenen op där enger Säit oder op där anerer Säit vum Kanal wëllt bei Wahle matmaachen, entweder als Wieler oder fir sech fir seng Gemeng ze engagéieren als Kandidat, da soll en dat Recht hunn. Dofir begréisse mir ausdrécklech, datt et dësen Accord als Symbolpolitik gëtt, well no deem, wat ausgefouert gouf, ass och eis Analys, datt dat heiten am Moment éischter de Status quo ass an datt sech dat net forcement mat engem No-Deal oder mat engem dealbaséierte Brexit géif änneren.

Nichtsdestotrotz schützt dat heite souwuel Lëtzebuerger a Groussbritannien wéi Britten zu Lëtzebuerg e klengt Stéck an duerfir sollte mer deem haut mat Jo zoustëmmen.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, erlaabt mer fir d'Éischt, der Madamm Mutsch Merci ze soen als Rapportrice vun dësem Projet. Et ass tatsächlech en Accord, dee mer ënnerschriwwen hu mat der Regierung aus Groussbritannien, wou bei enger Visitt vum Stephen Barclay, deen och fir de Brexit zoustänneg ass, mer am Fong an där Visitt och deen Accord ënnerschriwwen hunn.

Tatsächlech, et kann ee sech d'Fro stellen: Hätt dat misse sinn? Wat ännert dat elo fundamental? Et gëtt eng Garantie! Et gëtt eng Garantie. Tatsächlech, muss ech lech soen, d'Garantie vu wat, kann ech lech emol nach net soen. Well d'Garantie, wat op eis duerkënnt an den nächste Wochen a wat ech d'nächst Woch zu Bréissel hunn, kann ech lech beim beschte Wëllen net soen.

Ech héiere Kontradiktiounen! Ech héiere Kontradiktiounen: dass et en neien Delai gëtt. Ech héiere Kontradiktiounen: dass et awer keen neien Delai gëtt. Ech héieren, dass en Accord fonnt gëtt, dass Propositiounen do sinn. Ech kann lech mam beschte Wëllen haut net soen, wéi et d'nächst Woch zu Bréissel weidergeet. Mam beschte Wëllen!

An dowéinst wore mer, wéi mer ... An Dir hutt et och scho gesot, mir hunn och esou eng Gesetzgebung, déi virgesäit, dass een net nëmme mam Maastrichter Vertrag sech op Europäer limitéiert, mä dass een och den Droit de vote opgemaach huet. Firwat dierf en Éisträicher wielen, an e Schwäizer, den Noper, dierf net wielen? Mir sinn der Meenung: E Bierger an enger Gemeng, deen do wunnt, huet och Rechter an och Flichten, egal ob en EU-Bierger ass oder net.

An ech wëll lech just drun erënneren, un déi Panik, déi am Ufank gemaach ginn ass, wat dat géif mat sech bréngen, wéi mer dat dote gemaach hunn. An ech mengen, et wor e wichtege Schratt.

Ech si mer bewosst, dass och d'Influenz vum Lëtzebuerger Wieler a Groussbritannien net wäert vill änneren. Mä et ass awer eng Sécherheetsgarantie, dass, wann een do ... An ech ginn och dem Här Wiseler net onrecht, dass et méi wichteg ass fir de Bierger, ze wëssen, ob e ka bleiwen, ob e ka schaffen. Mä déi Äntwerten hunn ech och nach net!

Well bei engem No-Deal, muss ech lech soen, weess ech net, wéi et weidergeet. Dowéinst, alles, wat ee ka vu Garantië ginn, de Lëtzebuerger, déi a Groussbritannien liewen, alles vu Garantien, wat ee kann den Awunner aus Groussbritannien, déi hei zu ..., also net den Awunner, mä de Leit mam Pass aus Groussbritannien, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, déi hir nei Heemecht hei hunn an déi och en Deel vun eisem Erfolleg sinn, alles, wat een awer ka vu Garantië ginn, dass se awer och hei hir Rechter hunn an déi Rechter och kënnen ausüben, mengen ech, ass e positivt Zeechen.

Duerfir sinn ech och frou iwwert déi grouss Zoustëmmung, déi hei an dëser Chamber ass, well am Moment ass dee gréisste Feind vum Ganzen d'Onsécherheet. D'Bierger wëssen net, wéi et weidergeet. An ech wier frou, wa mer d'nächst Woch och e klore Message kéinten hunn an dass mer endlech ... Ech hunn et scho gesot! Ech hunn et hei a menger Ried gesot, Här President, ech hunn et op e puer Plaze scho gesot: « Je regrette le choix ! », mä mir mussen e respektéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Statsminister. D'Diskussioune sinn ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7461 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7461. Den Text steet am Document parlementaire 7461[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vote ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass folgend: 56 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen. De Projet de loi 7461 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Franz Fayot), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. 7469 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Mir kommen elo zum Projet de loi 7469, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Studentebäihëllefen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut befaasse mer eis dann nach eemol mat dem Gesetz iwwert d'Studiebäihëllefen. Mam Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Aide financière de l'État fir Héichschoulstudie gouf eng Refonte vun der finanzieller Ënnerstëtzung vun de Studenten ageleet.

Dës Hëllef huet sech weiderhin aus enger Bourse an engem Prêt zesummegesat. D'Bourse gouf a verschidde Kategorien deklinéiert: eng Basisbourse, déi jidderee kritt, deen den allgemengen Eligibilitéitskritären entsprécht, eng Mobilitéitsbourse, eng Bourse, déi op soziale Kritäre berout, an eng Bourse familiale. D'Bourse an de Prêt kënne majoréiert ginn, jee nodeem, wéi héich d'Aschreiwungskäschten op der Uni oder Héichschoul ausfalen.

De System garantéiert déi finanziell Onofhängegkeet vum Student, e kuckt awer och seng sozioekonomesch Zougehéiregkeet op Basis vum Akommes vum Stot, zu deem de Student oder d'Studentin gehéiert.

D'Mobilitéitsbourse garantéiert déi international Mobilitéit vun de Studenten, andeems se déi reell Onkäschte fir d'Locatioun vun engem Logement am Ausland kuckt.

D'Bourse familiale hunn déi Studenten zegutt, wou zäitgläich nach een oder méi Kanner, déi zum nämlechte Stot gehéieren, och Urecht op d'Studiebäihëllef vum Stat hunn.

Et gëtt awer och kontrolléiert, ob de Student oder d'Studentin, deen oder déi net zu Lëtzebuerg domiciliéiert ass, am Heemechtsland eng finanziell Hëllef vum Stat zegutt huet oder net. Wann deem esou ass, da gëtt dës Hëllef am Kader vun den Antikumulbestëmmungen ofgezunn.

D'Gesetz vun 2014 hat awer och schonn déi onënnerbrache fënnefjäreg Affiliatiounsbedéngung vun engem Elterendeel vun den Netresident-Studenten ersat duerch eng einfach Affiliatioun wärend engem total vu fënnef Joer innerhalb vun enger siwejäreger Referenzperiod. Dat sollt vermeiden, dass d'Kanner vu sougenannten „Grenzgänger", vu Leit also, déi net zu Lëtzebuerg residéieren an awer hei schaffen, benodeelegt gi wéinst kuerzen Ënnerbriechungen an der Aarbechtszäit vun hiren Elteren zu Lëtzebuerg. Domat hat d'Gesetz vun 2014 en Arrêt vum Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun vum 14. Dezember 2016 anticipéiert, dee preziséiert huet, dass eng ze streng Ausleeung vun der Fënnefjoresklausel net mat dem europäesche Recht kompatibel wier.

Mat dem Gesetzesprojet, deen eis elo haut hei virläit, gëtt engem Arrêt vum 10. Juli 2019 vum Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun Rechnung gedroen. An dësem Arrêt huet d'Cour iwwert d'Fro tranchéiert, ob d'Klausel, dass ee Student, deen net Resident zu Lëtzebuerg ass, eng finanziell Hëllef fir Héichschoulstudien nëmmen da ka kréien, wann op d'mannst ee vun den Eltere mindestens fënnef Joer op eng Referenzzäit vu siwe Joer hei am Land geschafft huet, ob also dës Klausel oder Bedéngung mam Recht vun der Europäescher Unioun kompatibel ass oder wier.

D'Cour de justice huet de Prinzip vun enger objektiv begrënnter Ënnerscheedung opgrond vum Residenzuert vum Student net per se a Fro gestallt. Allerdéngs ass se zur Schlussfolgerung komm, zur Konklusioun komm, dass d'Bedéngung vun de fënnef op siwe Joer ze restriktiv wier, well se et net erlaabt, fir op eng méi breet Manéier festzestellen, ob et eng eventuell Bindung mam Lëtzebuerger Aarbechtsmaart gëtt, déi een als staark genuch ka bezeechnen.

Dowéinst wëllt dësen Text d'Referenzperiod vu siwen op zéng Joer eropsetzen. Gläichzäiteg gi mat dësem Gesetzesprojet eng Serie vun neien Eligibilitéitskritären agefouert, déi et erlaben, fir op eng méi breet Fassong d'Existenz vun enger eventueller Bindung mat Lëtzebuerg auszeleeën.

Wat d'Beneficiairen ugeet, déi a Fro kënne komme fir d'Aide financière pour études supérieures, do verweisen ech op den Artikel 3 vum Gesetzesprojet. D'Kritären, wat d'Residenten zu Lëtzebuerg ubelaangt, bleiwen onverännert. Par contre, en revanche ginn d'Eligibilitéitskritäre vun den Netresidenten ausgeweit.

Wat sinn dann elo d'Ännerungen?

Éischtens gëtt fir d'Studenten, déi keng Residenten zu Lëtzebuerg sinn, d'Referenzperiod, wärend där zum Zäitpunkt vun der Demande een Elterendeel fënnef Joer hei zu Lëtzebuerg muss geschafft hunn, vu siwen op zéng Joer gehuewen.

Zweetens gëtt e Kritär agefouert, deen en definitive Lien de rattachement vum Aarbechter, deen net zu Lëtzebuerg residéiert, mat eisem Land opstellt. Wann ech „Aarbechter" soen, da mengen ech Travailleur au sens économique du terme.

Drëttens ginn nach Kritären agefouert, déi et dem Student selwer erlaben, e Lien mat Lëtzebuerg ze etabléieren.

E puer Commentairen dozou: Zum Eropsetze vun der Referenzperiod vu siwen op zéng Joer sief gesot, dass déi minimal Affiliatiounszäit vu fënnef Joer, fir eng genügend Bindung mat Lëtzebuerg opzestellen, vun der Cour bestätegt gouf. D'Cour huet ebe just bemierkt a kritiséiert, dass déi siwejäreg Referenzperiod u sech eleng ze restriktiv wier, fir festzestellen, ob et eng genügend Bindung mat Lëtzebuerg géif ginn, zemol wann ee bedenkt, dass zum Beispill e Grenzgänger duerchaus virum Ulafe vun der Referenzperiod eng Zäit zu Lëtzebuerg ka geschafft hunn.

Esou eng Ausleeung vun der Referenzperiod ass ze streng ausgeluecht, fir dass dat legitimmt Zil, fir d'Zuel vun den Diplomëierten am Enseignement supérieur, déi op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart kommen, eropzesetzen, fir dass dat Zil kann erreecht ginn, an ass domadder net kompatibel mat dem EU-Recht.

Mäin zweete Commentaire betrëfft de Kritär, deen den definitive Lien de rattachement mat Lëtzebuerg betrëfft. All déi Grenzgänger, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi zéng Joer oder méi hei geschafft hunn, hunn duerchaus en definitiven „lien de rattachement", wéi dat esou schéin heescht, also eng definitiv Bindung mam Grand-Duché. No enger zéngjäreger Aarbechtszäit an domadder och Affiliatiounszäit an eise soziale Sécherheetssystemer ass et méi wéi wahrscheinlech, dass dës Persoun eng gewësse Bindung mat der Lëtzebuerger Gesellschaft entwéckelt huet, soudass et eng grouss Wahrscheinlechkeet gëtt, dass de Student oder d'Studentin, deen oder déi mat dëser Persoun e familiäre Lien huet, op den einheimeschen Aarbechtsmaart zréckkënnt oder komme kann, wann hien oder si eemol d'Studie beendegt huet.

Dës zéngjäreg Period orientéiert sech un der minimaler Cotisatiounszäit, déi et erméiglecht, fir spéider eemol an de Genoss vun enger Pensioun ze kommen. Mat dem Kritär vun der zéngjäreger Affiliatiounszäit bezéiungsweis der minimaler Aarbechtszäit vu fënnef Joer wärend enger Referenzperiod vun dann elo zéng Joer verfüge mer mat dësem Gesetzesprojet iwwer zwee Kritären, un deene mer d'Eligibilitéit vun de Persounen, déi a Fro kënne komme fir d'Aide financière pour études supérieures, festmaache kënnen. A sengem Arrêt C-410/18 hat den Europäesche Geriichtshaff jo deemools kritiséiert, dass een eenzege Kritär net géif duergoen.

Da mäin drëtte Commentaire: Et kënnt effektiv nach eng Ännerung derbäi, déi am Kader vun de Studiebäihëllefen e regelrechte Paradigmewiessel alaut, wann een dat esou soe kann. Hei geet et ëm d'Kritären, déi et Studenten erméiglechen, déi d'Kand vun engem Travailleur non résident sinn, selwer eng Bindung mat Lëtzebuerg opzestellen.

Dëst soll säi Retour op eisen Aarbechtsmaart no den Héichschoulstudie begënschtegen. Bis ewell goung dat jo net, well e Student ëmmer eenzeg an eleng un den Travailleur non résident, ob Mamm oder Papp oder Stéifelteren, gebonne war an also deem seng Affiliatiounszäit gekuckt gouf.

Och wann dëse Postulat absolutt net a Fro gestallt gëtt, kommen awer mat dëser Geset-

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

zesännerung zwee nei Kritäre vun Eligibilitéit bäi. Si gëlle wuelgemierkt fir d'Studenten, déi net Resident sinn, déi awer d'Kanner vun Travailleurs résidents (veuillez lire : non résidents) sinn, déi hirersäits de Moment vun der Demande hei zu Lëtzebuerg schaffen.

Dorënner fält natierlech och d'Kand - dat wësse mer - vun engem Lëtzebuerger Travailleur ressortissant oder engem Ressortissant aus der EU oder engem anere Stat aus dem Europäesche Wirtschaftsraum bezéiungsweis der helvetescher Konfederatioun, also der Schwäiz.

Wat sinn do d'Bedéngungen? Deen éischte Kritär ass dee vun der minimaler Dauer vu Studien an eisem Schoulsystem. Et muss een e Minimum vu fënnef Joer am Fondamental, am Secondaire oder an der initialer Beruffsausbildung ageschriwwe gewiescht sinn, entweder an enger ëffentlecher oder an enger privater Schoul, déi um Territoire vum Grand-Duché etabléiert ass. Dat gëllt och am Héichschoulberäich fir d'Programmer vun der Uni Lëtzebuerg, fir déi national BTS-Programmer a Programmer vun Instituten, déi zu Lëtzebuerg akkreditéiert sinn am Beräich vun den Héichschoulstudien.

Deen zweete Kritär ass dee vun engem minimale Sejour vum Student zu Lëtzebuerg vun op d'mannst fënnef Joer am Ganzen, wuelgemierkt ëmmer zu deem Moment, wou de Student oder d'Studentin d'Demande mécht an ënnert der Bedéngung, à condition, dass een Elterendeel zum Zäitpunkt vun der Demande zu Lëtzebuerg affiliéiert ass.

Fir dës Kritäre sief awer bemierkt, datt keng minimal Affiliatiounsdauer fir den net residéierenden Aarbechter verlaangt gëtt, well jo hei d'Persoun vum Student, der Studentin am Mëttelpunkt vum Interesse steet, an dëse selwer derfir huet misse suergen, datt et eng manifest Bindung mat eiser Gesellschaft gëtt. Dës Dauer ass natierlech analog zu der Durée d'affiliation vu fënnef op zéng Joer, déi jo fir den Travailleur non résident gëllt.

Zur Fiche financière: D'Regierung geet dovunner aus, datt dës dräi Ännerungen, déi d'Eligibilitéit vun de Studenten, déi net zu Lëtzebuerg residéieren an déi awer an de Genoss vun enger Aide financière kënne kommen, dozou féieren, datt ëm déi 400 Studenten zousätzlech pro Joer ze verzeechne sinn. Wann ee weess, an d'Erfahrung vun de leschte Jore weist dat, datt ee Student, dee kee Resident zu Lëtzebuerg ass, ëm déi 2.500 Euro pro Joer duerchschnëttlech vum Stat kritt, dann ass mat engem zousätzleche Budget vun enger Millioun Euro ze rechnen.

Fir all Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Bericht, och a grad op déi statistesch Detailer, déi d'Regierung eis hei geliwwert huet.

Dëst gesot, wëll ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren a ginn dann och heimat den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. An och ee grousse Merci un den Här Bauler fir säi ganz ausféierleche Rapport. An, ech mengen, do kann ech mech definitiv ganz kuerz faassen.

Et ginn noutwendeg Adaptatioune gemaach, eben erëm eng Kéier opgrond vun engem Arrêt. Dat ass näischt Neies. Do hu mer alleguer Erfahrung dran. An, ech mengen, déi Adaptatioune musse ganz einfach gemaach ginn.

Mir haten een anere Modell proposéiert. Ech ginn awer elo net méi op deen an. Ech wëll awer gären op dräi Punkten agoen, déi menger Meenung no awer eng Kéier sollten undiskutéiert ginn.

An dat eent ass, den Här Rapporteur huet iwwert déi finanziell Onofhängegkeet geschwat, iwwert d'Autonomie u sech vum Student. A mir haten dat deemools, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass, och dunn nach eng Kéier opgeworf, datt et u sech net normal ass, datt ee Student, wann e just d'Basisbourse kritt, datt en da manner kritt wéi d'Kannergeld. E kann och nach d'Basisbourse an d'Bourse familiale kréien, da kritt e wahrscheinlech och nach manner wéi d'Kannergeld. Dat ass u sech net normal. An ech denken, datt een dee Punkt nach eng Kéier soll iwwerleeën.

Een anere Punkt ass, datt ee soll d'Exzellenz förderen. Och dat hate mer gefrot. Et gi Studenten, déi definitiv exzellent sinn. An ech denken, datt een dat och kéint belounen. Also och an déi Richtung wäre mer frou, wann eng Kéier kéint iwwerluecht ginn.

Datselwecht gëllt bei den Aschreiwungsgebüre vu wierklech deene ganz renoméierten Unien. Déi sinn esou héich, datt definitiv ganz vill Leit sech dat net kënne leeschten, och wa se esou gutt wären a se kéinten dohinnergoen. An dat ass awer keng ganz gutt Gläichbehandlung vun de Leit an och an deem Sënn géife mer rappeléieren, fir eventuell nach eng Kéier iwwert dëst Gesetz ze kucken.

Fir de Rescht, ech hunn et gesot, dës Adaptatioune musse gemaach ginn an duerfir ginn ech dann och mäin Accord ..., oder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt gären eisem Rapporteur hei Merci soen, deen dat Gesetz hei am groussen Detail nach eng Kéier ervirbruecht huet.

Ech wëll awer och ënnersträichen, dass et wichteg ass, dass mer eis Studente bei hire Studien ënnerstëtzen, virun allem déi, déi aus schwaache Familljeverhältnisser kommen.

An ech wëll och nach eng Kéier betounen, dass et wichteg ass, dass déi Leit, déi hei bei eis schaffen, déi Deel vun eiser Gesellschaft sinn, dass deenen hir Kanner déiselwecht sozial Rechter hu wéi Kanner, déi hei wunnen, déi mat hiren Elteren hei wunnen.

Dofir begréisse mir dës Ännerungen an ech ginn domat och natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Burton. Da wier et u menger neier Vizepresidentin, der Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Villmools Merci, Här President. No deem exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport vum Här André Bauler bleift mer op dëser Plaz kaum méi eppes ze soen, ausser dass déi pertinent Ännerungen un dësem Gesetz op eng ganz effizient Aart a Weis geholl goufen. Ech begréissen dofir och d'Schnellegkeet vum Ministère. An, ech mengen, ech ka mech do nëmmen de Wierder vu menger Kolleegin Tess Burton uschléissen, wat d'Wichtegkeet vun dësen Adaptatiounen ugeet.

Ech sinn domadder ganz, ganz frou, fir heimadder den Accord och vun der grénger Fraktioun ze ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och e grousse Merci un den Här Bauler. Et ass ëmmer eng Freed, him nozelauschteren. Et ass ëmmer ganz didaktesch a pädagogesch. An ech mengen, et bleiwen net vill Zweifel, wann een him nogelauschtert huet - op jidde Fall emol wat d'Verstoen ugeet.

(Interruption par M. André Bauler)

Jo.

Et sinn eng Rei ganz interessant Saachen och an deem schréftleche Rapport, fir deen ech Iech besonnesch gratuléieren, well ech mengen, datt d'Héichschoulsubsiden u sech am falsche Ministère sinn!

Mir sinn derfir, datt d'Héichschoulsubsiden an Zukunft am Emweltministère ugesidelt ginn, aus engem einfache Grond, well ech hei am Här Bauler sengem Rapport liesen, et hätt 300 Refuse gi fir Hëllef en raison de dossiers non complets. An da froe mer eis natierlech, no den Diskussioune vun de Moien, ob et net am Interesse vun de Studente wär, wann d'Madamm Dieschbourg géif déi Dossiere kucken, ...

(Hilarité)

... well dann hätt jiddereen emol eng Studentenhëllef. Dat wär schonn emol e Progrès!

Awer am Fong musse mer soen, datt mer eis awer Froe stellen, an zwar iwwert d'Kompetenze vum Europäesche Geriichtshaff par rapport zum nationale Recht. Dir wësst, mir sinn als ADR jo ganz fir Europa, just fir en Europa vun den Natiounen, wou mer eng aner Gewiichtung wëllen tëschent den europäeschen Instanzen an den Nationalstaten.

An hei froe mer eis: Kann den Europäesche Geriichtshaff ëmmer an ëmmer erëm einfach duerch d'Invocatioun vun der libre Circulation integrationistesch jugéieren?

Et ass e gutt Beispill. Well mir haten hei eng national Legislatioun, wou mer gesot hunn: Fir eis gëtt de Lien mat Lëtzebuerg etabléiert op eng Durée vu siwe Joer. Et gëtt keng Dispositioun an europäeschen Traitéen, déi explizitt eppes aneres géife virgesinn. Et ass eng Fro vun Appreciatioun. Firwat soll den Europäesche Geriichtshaff soen, zéng Joer? Dat ass aus der Loft gegraff. An do soe mir, den Nationalstat kann dach besser soen, wéi de Lien mat him selwer soll etabléiert sinn, wéi en Europäesche Geriichtshaff.

Dofir stëmme mer dat hei net mat. Mir enthalen eis. Mir hunn näischt géint de Prinzip u sech selbstverständlech, mä mir denken, datt dat heiten eng exzessiv Kompetenzinterpretatioun vum Europäesche Geriichtshaff ass. Mir hätte solle bei deene siwe Joer bleiwen.

Et ass fir eis och eng wichteg Fro, an do wéilt ech d'Kolleege vun der CSV ënnerstëtzen, datt d'Héicht vun den Hëllefen iwwerduecht gëtt, souwuel wat de Vergläich mam Kannergeld ugeet wéi och d'Färdere vun der Exzellenz. An ech mengen, datt mer an deem Sënn Initiativen zur Verbesserung vun deene Prestatioune géifen ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir wäerten dëse Gesetzesprojet och natierlech mat ënnerstëtzen. Dat Ganzt huet jo och nach wierklech eng Virgeschicht. Well deemools hat jo och de Minister François Biltgen ..., wann ech mech richteg erënneren, ass et do lassgaangen, datt mer op eemol d'Bourssen an d'Aiden nach just u Residentë reservéiert hunn. Do sinn natierlech Leit, déi hu geklot.

Ech ka mech gutt drun erënneren, well ee vu menge Virgänger, den Här Serge Urbany, deen hei souz, deen huet sech vill dofir engagéiert, an duerno, wou en net méi hei souz, awer fir den OGB-L geschafft huet am Département juridique, deen Dossier hat. A si hunn och gewonnen.

Well evidenterweis, wéi ze erwaarde war - dat war e bëssen onverständlech, wat deemools do déi Regierung sech geduecht huet. Et war wahrscheinlech och e bëssen eng Form vun Demagogie, fir ze soen: Hei, déi Frontalieren, déi wäerten och nach net eis Studienhëllefe kréien!

Et däerf een ni vergiessen - an ech mengen, et muss een et ëmmer repetéieren -: Et ass keng Faveur, déi mer de Frontaliere maachen. Et ass kee Kaddo, dee mer magnanimement einfach esou de Frontaliere ginn.

Déi Leit hu cotiséiert. E Frontalier ass jo e Mënsch, deen hei schafft, dat heescht, deen net einfach hei zum Spaass kënnt, mä deen e Service leescht. An e Service ass net gratis, dee muss bezuelt ginn, quitte datt ee kéint soen, datt eis Paien eendeiteg ze niddreg sinn an datt eise Mindestloun guer net géif fonctionnéieren, wann et net déi Frontaliere géif ginn. Dann hätte mer e reelle grousse Problem. D'Patronat dierf dat net vergiessen, wa se ëmmer kräische kommen!

Mä et ass e Recht, wat d'Studenten hunn, déi Kanner vu Frontaliere sinn, well se dozou och bezuelt hunn, fir kënnen dorobber Réckgréff ze huelen.

Mir mengen, datt elo déi Modifikatioun, fënnef Joer op eng Referenzzäit vun zéng Joer, gutt ass. Am Ufank konnt ee sech och Froe stellen, mä déi Bedenken, déi sinn natierlech aus dem Wee geraumt ginn, datt gesot ginn ass, et misst een ..., de Student misst d'Demande maachen, wann d'Elteren nach an der Aktivitéit sinn. Mä ënner Aktivitéit kann een och d'Pensioun verstoen, souwäit ech dat erklärt krut an der Kommissioun.

Well de Statsrot hat sech déi Fro jo och gestallt: Wat geschitt, wann Elterendeeler ..., wann d'Elteren elo a Pensioun sinn, dat heescht, net méi aktiv schaffen, an de Student, dee freet d'Bourse un?

Ma neen, e kritt se trotzdeem. Ech mengen, et ass wichteg dat ze soen. Oder d'Eltere sinn an der Tëschenzäit och erëm fortgaangen a sinn u sech keng Frontaliere méi dee Moment.

Ech mengen, dat ass erëm kloergemaach ginn. Dofir wäerte mer och dee Gesetzesprojet matdroen.

Et ass e bëssen esou, ech kucken erëm eng Kéier ..., d'Patronat ... Ech mengen, d'Chambre des Métiers, déi seet, et muss een oppassen, keng Derapagen an den Dépenses publiques an esou weider an esou virun. D'Patronat ass ëmmer dat Éischt, also si sinn ëmmer déi Éischt, déi kräische kommen: „Oh, mir hunn net genuch Leit, déi ausgebilt sinn, an esou weider."

Jo, mä Frontaliere gehéieren och zu deenen ausgebilte Leit, déi heihinner schaffe kommen. An déi meescht, déi allermeescht wäerten och heihi schaffe kommen. Mir profitéieren duebel dovunner en plus.

Dofir géif ech och vläicht verschiddene Patronatschamberen un d'Häerz leeën, e bëssen opzehalen, ëmmer Angscht ze hunn, datt anerer hinnen eppes géifen ewechhuelen, wat se heiansdo souguer emol net selwer oder net ganz erschaaft hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, vun der staatlecher Studiebäihëllef profitéieren erwuesse Persounen, déi nom Ofschloss vum Secondaire eng weiderféierend Ausbildung ustriewen an dat och maachen. Persounen, déi also meeschtens volljäereg sinn, déi also och net méi als Kanner gëllen an dem Gesetz no konsequenterweis och kee Kannergeld méi kréien.

Dass dës erwuesse Persounen drop ugewise sinn, bei enger Ufro op finanziell Ënnerstëtzung, Informatiounen iwwer hir Elteren unzeginn, ass a mengen Aen net kompatibel mat der Onofhängegkeet, déi mer vun engem Student als erwuesse Persoun sollen erwaarden.

Datt dëse Projet de loi eng nei Dispositioun virgesäit, déi et auslännesche Persounen, déi fënnef Joer am Land an d'Schoul gaange sinn, erméiglecht, méi einfach kënne vun de Studiebäihëllefen ze profitéieren, dat begréisse mer, well dat ass déi eenzeg Mesure am ganze Projet, wou de Student als Adulte an de Mëttelpunkt gesat gëtt an eben net op seng Liens de rattachement mat den Eltere reduzéiert gëtt.

Dee ganze Rescht vum Studiebäihëllefesystem entsprécht ëmmer nach der Iddi vun engem Transfert social, deen d'Situatioun vum Student ëmmer nach an d'Ofhängegkeet vu sengen Elteren, jo, vun der Situatioun vu senger ganzer Famill stellt.

Et kann een e schlechte System mat ville Plooschtere lues a lues verbesseren, an dat ass d'Gefill, wat mer hei hunn. De Studiebäihëllefesystem ass all Kéiers no engem Arrêt erëm e bësse gepléischtert ginn, an der Hoffnung, datt dann elo déi neiste Versioun, déi mer hei stëmmen, endlech net méi attaquabel wär.

Bref, besser wier et gewiescht, de System fundamental a Fro ze stellen an endlech ganz ze veränneren an de Student als dat ze gesinn, wat en ass, näämlech eng erwuesse Persoun.

D'Piraten sinn dofir, den aktuellen a schonns vill verpléischterte System endlech opzeginn an duerch eng nei Form vu finanzieller Ënnerstëtzung fir Studenten a Schüler aus dem Postsecondaire ze ersetzen, déi de Student, an net seng Elteren, an de Mëttelpunkt stellt, wou mer also net méi vun Transfert social schwätzen.

Duerfir wäerte mir eis bei all weiderer Plooschter, wéi och bei dëser, enthalen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Héichschoulminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Merci och un den André Bauler an och un all Intervenanten, och fir déi breet Zoustëmmung, wann och net absolutt Zoustëmmung hei am Haus fir déi Modifikatioun vun eisen Dispositiounen, fir d'Aide financière fir Études supérieures kënnen ze accordéieren.

Et ass gesot ginn, opgrond vun engem Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff ware mer dozou ugehalen, eng Ännerung virzehuelen. Mir waren op där enger Säit der Meenung, datt mer nach ëmmer Eligibilitéitskritäre brauchen, fir dann och bei Kanner vun Travailleurs non résidents kënnen ze jugéieren, ob se an de Genoss vun Aides financières kommen oder net.

Mir waren awer och der Meenung, datt mer se däitlech méi breet sollen opmaachen. Do, wou mer ee Kritär bis elo haten, hu mer elo dräi verschidde Kritären, soudatt eenzel Härtefäll an Zukunft sécherlech och doduerjer kënnen evitéiert ginn.

Insgesamt, dee Modell, dee mer zanter fënnef Joer a Kraaft hunn, deen deemools vill diskutéiert gouf, huet seng Preuvë bestanen. En ass akzeptéiert an en huet ganz ville Jonken, ob Re-

sident oder Netresident, erlaabt, kënne studéieren ze goen, och mëttlerweil hire Studium ofzeschléissen.

An ech hu regelméissege Kontakt och mat Studentenassociatiounen, déi eigentlech och soen, datt de System Sënn mécht, well e ganz flexibel ass an och op eenzel Situatioune vum jeeweilege Student kann agoen: op déi sozial Situatioun, op d'Plaz, wou e studéiert, ob en am selwechte Land oder an engem anere Land studéiert, ob en éischter eng Bourse wëllt huelen oder nach e Prêt derbäi wëllt huelen, also och, ob en doheem ënnerstëtzt gëtt oder ob en doheem net esou staark ënnerstëtzt gëtt. A mir hu jo och, souwuel mat de Studentevereenegungen, virun allem der ACEL, wéi awer och dem OGB-L en Accord getraff virun enger Rei vu Joren, datt mer d'Studentebourssen indexéieren, an nach bei dësem Semester, beim lafende Wantersemester, ass dat dann och déi éischte Kéier de Fall.

Heimadder gëtt eise System also nach eng Kéier liicht adaptéiert. Den André Bauler huet et gesot: Et wäerten eng 400 Studentinnen a Studenten zousätzlech an de Genoss kënne kommen, schätzungsweis, vun dësen Dispositiounen.

De Regierungsprogramm seet awer och, datt mer eng Analys solle maachen iwwert d'Situatioun vun de Studenten, iwwer hir Käschten, déi se op de jeeweilegen Universitéiten, Héichschoulen, och Unisstied uechter Europa hunn, an dann nach eng Kéier gegebenenfalls, falls de Besoin sollt detektéiert ginn, déi Texter adaptéieren.

Mir wäerten déi Consultatioun an der Mëtt vun dëser Legislaturperiod och féieren a virun allem do, an dat ass gesot ginn, de Student an de Mëttelpunkt stellen a mat de Studentinnen a Studente kucken, wat ze adaptéieren ass, wat haut nach an eenzelne Fäll hinnen net ka garantéieren, fir dee Studium kënnen ze maachen an erfollegräich ofzeschléissen, dee se wëlle maachen.

Nach eng Kéier e grousse Merci fir dës Zoustëmmung. A mir wäerten also och an nächster Zäit nach eng Kéier iwwert d'Studiebäihëllefen hei kënnen diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7469 et dispense du second vote constitutionnel

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7469. Den Text steet am Document parlementaire 7469[5].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7469 ass mat 51 Jo-Stëmmen a 6 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7469 est adopté par 54 voix pour et 6 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Léon Gloden), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7441 - Projet de loi relatif aux avocats inscrits aux listes I et II qui sont ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou à la liste IV du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat qui sont soit ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, soit exercent la profession d'avocat sous un titre professionnel du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7441 iwwert d'Affekoten aus dem Vereenegte Kinnekräich vu Groussbritannien an Nordirland. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virdrun ass vu Symbolpolitik rieds gaange fir de Projet de loi 7461. Et geet ëm d'Fro vum Brexit alt nees eng Kéier - symbolesch huet dat mech och getraff, vu dass meng Duechter selwer an England zënter zwee, dräi Joer lieft ...

(Interruption)

Et ass also eng ganz reell Fro!

(Hilarité)

... an och schonn do konnt matstëmmen. Ganz verwonnerlech krut et eng Kéier e Bréif, fir u senge lokale Wahlen deelzehuelen. Et hat keng Demarche misse maachen. Voilà!

Hei geet et ëm den Affekoteberuff, fir dee mer och elo hei mat deem Projet 7441 all Onsécherheet wëlle klären. Et geet drëm, wéi de Mëtteg schonn am Fall vun engem haarde Brexit, engem No-Deal-Brexit. Mir hate geduecht, mir bräichten dat net ze maachen, hunn elo, wéi d'Situatioun sech dann entwéckelt, awer decidéiert, et ze maachen, fir all Onsécherheeten do opzehiewen.

Et geet ëm e Gesetz vun dem Affekoteberuff vun 1991 iwwert déi, déi op der Lëscht Nummer IV ageschriwwe sinn. Dat sinn déi Affekoten, déi hei am Land hire Beruff ausüben an entweder Ressortissant vun engem Pays tiers sinn. A wann d'Vereenegt Kinnekräich dann austrëtt mat engem haarde Brexit, da wäert dat de Fall sinn, da si si och Pays tiers. Oder et sinn déi, déi ënner hirem „home title" schaffen, also an all Fall en Titre professionnel hunn, dee vum Vereenegte Kinnekräich delivréiert gouf.

De Gesetzesprojet 7441, deen den 21. Mee dëst Joer deposéiert gouf - an ech soen de Kolleegen aus der Kommissioun Merci - an dee mer gëschter an der Justizkommissioun d'urgence ugeholl hunn, gesäit vir, dass d'Affekoten, déi op der Lëscht IV agedroe sinn, am Fall vum haarde Brexit op där Lëscht ageschriwwe bleiwen, dëst fir eng Dauer vun zwielef Méint, wärend deene se dann d'Formalitéite kënnen erfëllen, fir op d'Lëscht I ze kommen.

Dës Klausel spillt awer just, wéi esou oft am Fall vun deene Brexit-Froen, fir dass d'Vereenegt Kinnekräich de Lëtzebuerger Affekoten, déi op der Insel schaffen, déiselwecht Garantië gëtt, fir no engem Brexit ouni Austrëttsaccord weider kënnen do ze exercéieren.

Eisen Informatiounen no wieren dës Garantien elo scho ginn, soudass mer eis um Punkt vun der Reciprocitéit keng Schwieregkeeten erwaarden.

An dann, just fir de Fall der Fälle, schreiwe mer am Gesetz déiselwecht Iwwergangszäit vun zwielef Méint fest fir d'Affekote vun de Lëschten I an II. Do dierft et eigentlech keng Problemer ginn, well déi de ganze Parcours duerchlaf hunn, deen d'Gesetz virgesäit, an all d'Konditiounen erfëllen.

Mä fir de Fall, wou e Cas de figure géif optauchen, dee vu kengem anticipéiert gouf, ass domadder garantéiert, dass och dës Affekote genuch Zäit hunn, fir hir Situatioun ze regularisëieren an déiselwecht juristesch Sécherheet genéisse wéi d'Kolleege vun der Lëscht IV. Voilà!

Ech hoffen, dass dee Fall, wéi gesot, net antrëtt, mä et gesäit leider Gottes zimlech dono aus.

Ech ginn dann och den Accord vun der grénger Fraktioun heimadder.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Merci fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. De Rapporteur huet et och ënnerstrach, d'Condition de réciprocité. Mir hätte jo alleguer léiwer, mir bräichten esou Gesetzer net ze stëmmen. Mä, d'Liewen ass wéi et ass an d'CSV gëtt hir Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. An da wier et un där honorabeler Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Mir si wéi an engem viregte Projet a wéi a ganz ville Projeten hei am Kontext vun engem eventuellen hard Brexit, dee bedauerenswäert ass, mä dee sech awer ukënnegt, nodeems, wéi et och scho gesot ginn ass, eng ganz Rei Iwwergangsbestëmmunge souwuel fir d'Leit wéi och a Relatioun mat eise Wirtschaftsverbindunge mat England scho geholl goufen, reit deen heite Projet sech um Niveau vun der Justiz an.

Ech hat selwer am Mäerz dëst Joer d'Fro gestallt, wéi et da mat eise Confrèren aus Groussbritannien wär, déi hei op eise Lëschte vun de Barreauen ageschriwwe sinn. Ech si ganz frou, dass mer och an dëser Matière eis elo virbereet hunn, fir dem Worst-Case-Zeenario virzebeugen, an d'DP stëmmt selbstverständlech bei dësem Projet och mat.

Merci dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. E Merci vun eiser Säit un de Rapporteur Charles Margue fir säi komplette Rapport. Ech mengen, et ass alles hei gesot an d'LSAP gëtt hiren Accord zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ob et sech ëm e Worst Case oder e Best Case handelt, dat hänkt vum Point de vue of. Mä jiddefalls gi mir als ADR eis Zoustëmmung zu dësem Text.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo. Villmools Merci, Här Rapporteur, an och allen aneren Intervenantë fir den Accord fir dëse Projet. Ech wier natierlech och frou, wa mer deen net misste stëmmen. Mä et gëtt awer de britteschen Affekoten, virun allem deenen op der Lëscht IV, eng Rechtssécherheet wärend zwielef Méint, sech entweder op d'Lëscht I anzedroen, d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien. Wéi ech vum Barreau gehéiert hunn, géifen eng ganz Rëtsch Confrèren déi Méiglechkeete envisagéieren. Duerfir Merci fir déi Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7441 et dispense du second vote constitutionnel

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7441. Den Text steet am Document parlementaire 7441[4].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7441 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Viviane Reding), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. Question urgente n° 1311 de M. Laurent Mosar et de M. Claude Wiseler relative à l'offensive de la Turquie contre les Kurdes en Syrie

Da kéime mer un eng Question urgente vun den Häre Claude Wiseler a Laurent Mosar un den Ausseminister iwwert d'Offensiv vun der Türkei géint d'Kurden a Syrien. D'Auteuren hu fënnef Minutten, fir hir Fro virzedroen, an d'Regierung zéng Minutten, fir drop ze äntwerten. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci awer ganz besonnesch dem Ausseminister fir seng Disponibilitéit, fir direkt op déi urgent Fro vum Kolleeg Claude Wiseler a vu mir ze äntwerten.

Ech mengen, ech brauch hei kee laangen Historique ze maachen. Mir wëssen alles, wat gëschter geschitt ass. D'Türkei huet also eng grouss Militäroffensiv géint d'kurdesch Bevëlkerung gestart. A wann een déi éischt Bilane liest, notamment déi vum Observatoire syrien des droits de l'homme, da schéngen elo scho säit där Offensiv zumindest 15 Doudeger ze deploréieren ze sinn, dorënner aacht Zivillpersounen, an och elo schonn Dausende vu Leit, déi fortlafen, déi also musse kucken, wou se ënnerkommen.

Ech mengen, mir wëssen alleguerten, datt dat hei an enger Regioun ass, déi extrem explosiv ass. Et kommen awer elo zwee Punkten derbäi, déi d'Saach vläicht nach méi grav maachen.

Dat Éischt ass, datt op deem Territoire, wou och elo déi Offensiv stattfënnt, eng Rei vun deene Prisonge sinn, wou déi IS-Zaldoten an déi IS-Militanten agespaart sinn. An do ass natierlech e gewëssene Risiko, datt am Kontext vun esou enger Militäroffensiv eventuell an deene Prisongen déi Leit kéinten erauskommen. A mir wëssen alleguerten, datt dat net onbedéngt zu der Sécherheet an Europa an och an der Welt géif bäidroen.

Déi zweet grouss Gefor - an dat ass, mengen ech, eng, déi och elo schonn d'Spezialisten alleguerten uginn -, dat ass déi, datt awer hei de Risk vun engem richtege Genozid besteet géint déi kurdesch Bevëlkerung. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt elo direkt déi richteg Decisioune geholl ginn, well dat doten ass net ze akzeptéieren.

Et ass net ze akzeptéieren, éischtens, vun engem Memberland vun der NATO, wat sech hei un engem Alliéierte vun engem aneren NATO-Member vergräift. Ech mengen, mir wëssen alleguerten, datt d'Kurden déi beschten Alliéierte vun den USA an deem Konflikt do waren.

An duerfir muss ech och soen, erlaabt mer vläicht déi Remark: Wann den Här Trump seet, hie kéint näischt méi maachen, well déi Kurden, déi wären och net bei der Normandie-Offensiv derbäi gewiescht, do muss ech wierklech froen, ob den Här Trump net wierklech heiansdo Problemer huet, wann e moies opsteet, well dat do ass jo nun awer esou mat den Hoer erbäigezunn, datt een dat mam beschte Wëllen net méi ka justifiéieren.

Déi aner Fro, déi sech natierlech stellt - d'Türkei ass nach wie vor nach ëmmer Pays candidat à l'Union européenne. Och do stellt sech d'Fro, ob net awer och um Niveau vun der EU vill méi schaarf misst par rapport zum Här Erdoğan reagéiert ginn.

Mir géifen also dem Minister wëllen dräi Froe stellen. Fir d'Éischt déi traditionell Fro, wat dem Minister seng Aschätzung ass, wéi eventuell och déi lëtzebuergesch Regierung gewëllt ass, do ze reagéieren. Ech mengen, dat ass eng wichteg Fro.

Déi zweet: Huet de Minister schonn dru geduecht, fir - et ass eng Madamm, net en Här - d'Madamm Ambassadeur vun der Türkei ze convoquéieren? Ech mengen, dat ass en Instrument, wat awer ka ganz utile sinn, besonnesch an deem dote Kontext.

An déi drëtt Fro, déi de Claude Wiseler an ech wollte stellen, ass: Wat fir eng Demarchë gi gemaach souwuel um Niveau vun der Europäescher Unioun awer och ganz besonnesch um Niveau vun der NATO? An do schéngt et jo esou ze sinn, an de Minister kann eis dat vläicht och erklären, datt eigentlech eng gemeinsam Positioun um Niveau vun der EU gescheitert ass, well deen ungaresche Representant anscheinend en dernière minute säin Accord dozou refuséiert huet, wat mir ganz grav fannen.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten an deem Haus hei eens, dat doten ass e Konflikt, deen extrem Konsequenze kann hunn, och fir Europa, och um Niveau vu Flüchtlingswellen, déi erëm do kéinte kommen. An, ech mengen, duerfir ass et wichteg, datt elo richteg reagéiert gëtt. An duerfir si mir gespaant, elo ze héieren, wat den Ausseminister eis dozou ze soen huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert weider un den Ausseminister, den Här Jean Asselborn. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, jo, ech mengen, et ass gutt, dass mer vläicht direkt och als Regierung kënnen op déi Froen äntwerten.

Ech géif ufänken a soen, dass d'Welt konfrontéiert ass mat enger militärescher Operatioun vun den Tierken um syreschen Territoire, dat däerfe mer net vergiessen, mam Zil, e Couloir vu 400 Kilometer laang a 40 Kilometer breet ze schafen, fir ee Puffer ze hunn. Dat ass hir offiziell Ausso: aus Sécherheetsgrënn e Puffer tëschent der Tierkei an de syresche Kurden.

Et ass eng Operatioun, déi mat sech bréngt, dass Dierfer a Stied - den Här Mosar sot elo grad „Zivilisten", dat ass ganz richteg - bombardéiert ginn, dass mer musse wëssen, dass dat eng Operatioun ass, déi am internationale Recht mat näischt ze justifizéieren ass. An ech hoffen ... An déi effikasseste Mesure, déi, mengen ech, fir d'Welt misst haut getraff ginn, wier, wann de Conseil de sécurité zu New York géif eng kloer Positioun bezéien. Dir wësst, dass dat en Instrument ass, wat net ëmmer fonctionnéiert. Mä an dësem Fall hoffen ech wierklech, dass et fonctionnéiert.

Et ass net ze justifizéieren an duerfir hu mer och um Niveau vun der Europäescher Unioun probéiert, gëschter, ier déi Operatioun do lassgaangen ass, fir den tierkeschen Autoritéiten eng Warnung auszespriechen, hirem President virun allem, dass se sollen oppassen, wat d'Konsequenzen dovunner sinn.

Leider, dat ass d'Europäesch Unioun haut, ass ee Land, wat dee Statement präventiv net zougelooss huet. An Dir wësst vläicht, ech hu mech och gëschter ëffentlech do ausgeschwat, dass dat net esou ka fonctionnéieren. Et ass jo schäusslech, wann een et an esou kapitale Froen net fäerdegbréngt, sech zu 28 wierklech kënnen auszedrécken, mat Argumenter, déi eigentlech net justifizéiert ginn, mä just mam Wuert: „Dat ass elo net opportun."

Bon, den Zweck vun deem, wat den Här Erdoğan am Kapp huet, ass jo, ee Korridor ze schafen, net wéinst dem Korridor, mä d'Iddi ass, fir ongeféier eng Millioun, gëtt gesot, och souguer vun inoffizieller Stell, syresch Flüchtlingen, déi elo an der Tierkei sinn, dohinner ze transferéieren.

Ech hunn et gesot an ech widderhuelen et, ech soen et och haut, dass ee muss soen: Chapeau, dass d'Tierkei bis 3,5 Millioune syresch Flüchtlingen opgeholl huet! Dat ass en immensen Effort, dee se gemaach hunn zënter 2011/2012, a se huet och duerfir Suen, Finanzmëttelen aus der Europäescher Unioun zegutt, fir dass déi Kanner vun de Syrer kënnen an der Tierkei an d'Schoul goen an och medezinnesch versuergt ginn.

Mä mat dëser Operatioun gëtt fir d'Alleréischt emol de syreschen Territoire violéiert, ouni iergendeen Accord um Niveau vun dem internationale Recht. Et gëtt och politesch fir en Ausseminister ... Dir wësst vläicht, dass no villem Hin an Hier endlech e Comité opgeriicht ginn ass, fir d'Verfassung a Syrien op nei Been ze stellen. Ech fäerten, dass heimadder och déi ganz Initiativ hifälleg ass.

Ech wëll awer och soen, an ech mengen, do ass jiddwereen hei an der Chamber mat mer d'accord, Här President, dass et am 21. Jorhonnert net ka goen, dass Honnertdausende Leit transplantéiert ginn. Dat kann nëmme geschéien, wann esou Operatioune stattfannen, mat der UNO zesummen, mat der UNHCR an natierlech mam Accord och vun deene Leit, déi concernéiert sinn.

An dat Lescht ass, dass mat där Operatioun do a Syrien och déi ethnesch Zesummesetzung desequilibréiert gëtt. Also, ech mengen, vusäite vun der Europäescher Unioun, do hu mer jo ganz kloer d'Stellung bezunn, och d'Madamm Mogherini gëschter, dass mer dat doten absolutt net kënnen akzeptéieren, dass mer dat condamnéieren, a mer hunn och den Opruff gemaach, direkt ze stoppen.

Mir hunn de Méindeg d'Ausseministeren hei zu Lëtzebuerg, de Conseil des affaires générales. A Lëtzebuerg wäert sech asetzen, esou gutt wéi ech dat kann, fir dass kloer Positiounen erauskommen.

Dir wësst, an Amerika ass scho virun e puer Stonnen eng Debatt ugefaange ginn, wou och Senateure vum President senger Partei soen, dass missten do Sanktioune kommen. Dir hutt gelies, dass et souguer esou wäit geet, dass den tierkesche President soll all Avoiren agefruer kréien a sech och net méi dierft an Amerika deplacéieren, dann och net an den Oval Office. Mä gutt! Ech wëll hei soen, dass mer als Europäesch Unioun de Méindeg an den nächsten Deeg, de Méindeg virun allem, net kënnen de Mantel vun der Gläichgültegkeet do uleeën an net reagéieren.

Ech wëll och soen, fir d'Lescht, fir ofzeschléissen, dass d'Kurden a Syrien jo entscheedend gehollef hunn, fir den IS ze besigen. Entscheedend! Si hunn hire Kapp duergehalen. Si hunn zesummegeschafft mat der Global Coalition, och mat den Amerikaner virun allem. An duerfir ass et wierklech, jo, e wéineg ... oder carrement net ze verstoen, dass do sollt deen Accord tacite sinn tëschent dem President vun den USA an dem President vun der Tierkei, fir déi Operatioun do iwwerhaapt starten ze loossen. Dat ass e Verrot un de Kurde schlechthin!

Une voix.- Très bien !

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- E Verrot u Leit, déi de Kapp fir eis Sécherheet duergehalen hunn.

Une voix.- Très bien !

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Duerfir, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif mengen, dass mer op déi lescht Fro och solle mat villem Seriö an natierlech och mat där néideger Asiicht op d'Situatioun reagéieren. Dat ass: Wat geschitt mat deene Leit, déi an deem Couloir do sinn, déi Foreign Fighters sinn, an deenen hire Familljen? Dat ass absolutt schwéier de Moment ze definéieren.

Ech hu gëschter Mëtteg, soubal wéi ech héieren hunn, dass den Declenchement war, duerfir konnt ech och net an der Chamber si gëschter Mëtteg, zesumme mat eisem Ambassadeur geschwat a mat anere Leit an der Tierkei. Mir hunn eisen Ambassadeur och gefrot, hie soll sech direkt kuerzschléisse mat den Ambassade vun der Belsch, vun den Hollänner an de Fransousen.

Dir wësst, déi Länner hunn Honnerte Kämpfer, déi an där Regioun kënne sinn. „Kënne sinn", ech soen net ... Dat ass net bewisen. Et gëtt och, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och am Ausland, dat kann ech Iech hei op der Chamberstribün soen, grouss Ënnerscheeder an der Appreciatioun, wou déi Lageren sinn an a wat fir eng Hand déi Lagere riskéieren ze kommen.

Dir wësst, déi Länner, déi ech Iech genannt hunn, déi hunn net vläicht ee Kämpfer do, mä déi hunn der Honnerten. A mir hunn als Lëtzebuerg deen nämlechten Interêt, ob mer een oder ob mer der honnert hunn oder dausend hunn, fir eis do kuerzzeschléissen a mat agebonnen ze bleiwen, fir dass mer do wëssen, a wat fir eng Richtung dass dat geet.

Ech kann Iech nëmme just do eent verspriechen an och soen, dat weess ech och vun der däitscher Säit: Mir tappen do e wéineg am Donkelen! A mir kënnen eis nëmme just uschléissen un déi, déi méi staark Oueren hu wéi mir a méi staark och vläicht involvéiert sinn. Mä op Niveau vun deenen anere Länner ass och net alles evident. Duerfir, iwwert de Biais vun eiser Ambassad an der Tierkei versichen ech do, eng Koordinatioun hinzekréien, fir ze kucken, dass mer kënne beschtméiglech do och fir d'Lëtzebuerger Sécherheet a fir d'Sécherheet selbstverständlech vun Europa matwierken.

E leschte Punkt nach vläicht. Här Mosar, bon, den Ambassadeur abestellen, dat ass ëmmer ... Mä gleeft mer, an deem Fall hei ass d'Potenzial vun deem Instrument net à même, e Revirement hierzestellen.

Merci.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Asselborn.

10. 7375 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'étape vers un accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la partie Afrique centrale, d'autre part, fait respectivement à Yaoundé, le 15 janvier 2009 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

7376 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond, Afrique du Sud, le 11 septembre 2009

7377 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait respectivement à Abidjan, le 26 novembre 2008 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

7378 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre le Ghana, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 28 juillet 2016

7379 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008

7380 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, fait à Kasane, le 10 juin 2016

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour si sechs Projets de loi: d'Projete 7375 bis 7380 iwwer Accorde fir wirtschaftlech Partenariater. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur vun deene sechs Projeten, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, villmools Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, wéi Der et gesot hutt, Här President, geet et hei ëm sechs Accorden, déi mer virun eis leien hunn an déi mer duerch e Vott vun deene sechs dozougehéierege Projet-de-loien unhuele wäerten um Enn vun dëser Presentatioun an Diskussioun.

Et ass de Projet de loi 7375. Do geet et ëm en Accord d'étape vers un accord de partenariat économique tëschent der Communauté européenne an hire Memberstaten an der Partie Afrique centrale. Dësen Accord ass allerdéngs bis elo just vum Kamerun 2009 ënnerschriwwe ginn an 2014 ratifizéiert ginn.

De Projet de loi 7377. Do geet et ëm en Accord de partenariat (veuillez lire : économique) d'étape mat der Côte d'Ivoire, deen 2008 ënnerschriwwe gouf an 2016 vun der Côte d'Ivoire ratifizéiert gouf.

Den 7378 ass en Accord de partenariat économique d'étape mam Ghana, deen 2016 vum Ghana ënnerschriwwen a ratifizéiert gouf.

Den 7379 ass en Accord de partenariat économique mat de Länner vum Cariforum, deen 2008 ënnerschriwwe gouf.

An den 7380 ass en Accord de partenariat économique mat de Länner vun der Communauté de développement d'Afrique australe, fir deen d'Verhandlungen 2014 ofgeschloss gi sinn, erfollegräich, an deen 2016 ënnerschriwwe gouf.

An dee leschten, (veuillez lire : den 7376,) dat ass keen Accord de partenariat économique. Dat ass en Accord, deen de besteeënden Accord iwwert de Commerce, d'Entwécklung an d'Kooperatioun mat Südafrika modifizéiert.

All dës Accorden, dat wëll ech direkt ervirsträichen, sinn Accord-mixten, dat heescht, Accorden, wou de Volet Commerce haaptsächlech EU-Kompetenze sinn, an d'Nature mixte läit am Fong um Volet Developpement.

Déi Accorden, besonnesch wat den Handel ubelaangt, déi si schonn en vigueur. Et ass jo ëmmer bei deenen Accord-mixten eng „provisional application". Déi sinn, wéi ech gesot hunn, vun de verschiddene Parteie ratifizéiert, awer och vum Europäesche Parlament.

Et gouf decidéiert, fir dës sechs Accorden hei zesummen an der Chamber ze diskutéieren, well se eben Deel si vun enger Politik vun der Europäescher Unioun, fir de Commerce an d'Entwécklung mat den AKP-Länner ze regelen. E kuerze Rappell: Dir wësst, d'AKP-Länner ass e Grupp vun 79 Länner: afrikaneschen, karibeschen a pazifesche Staten oder Länner.

Ech wëll kuerz deen een Accord, deen net en Accord de partenariat économique ass, den Accord mat Südafrika uschwätzen, deen ofgeännert gëtt. Dat ass also de Projet 7376. Den initialen Accord, also deen, dee mer ofänneren, regelt de Commerce, d'Enwécklung an d'Kooperatioun tëschent der EU a Südafrika.

E gouf 1999 ënnerschriwwen, an d'Chamber huet deen am Mäerz 2004 per Gesetz ugeholl. 2005 hunn dunn déi zwou Parteien an enger Deklaratioun vum Conseil de coopération vereinbart, verschidden Ännerungen am Accord virzehuelen. Hei geet et virun allem ëm d'wirtschaftlech Kooperatioun an och d'Entwécklungskooperatioun. De Commerce gouf eben am Kader vum APE mat der CDAA, dat ass d'Communauté de développement d'Afrique australe, negociéiert. An dës Ännerunge goufen 2009 an engem Accord festgehalen, déi elo Inhalt vum Projet 7380 sinn, deen och elo der Chamber virläit.

Wann ech elo zréckkommen zu den Accords de partenariat économique a wann een déi fënnef Accords de partenariat économique, déi hei an deem Pak vun deene sechs Projete sinn, zesumme géif leeën, da komme mer op eng Mass vun Dokumenter, déi enorm ass. Et sinn iwwer 6.000 Säiten, héich technesch Säiten.

An ech wëll nach eng Präzisioun ginn: Bei deene fënnef Projet-de-loien, do ass ee vollständegen Accord de partenariat économique derbäi, deen eng ganz Regioun beinhalt. Dat ass d'Regioun Cariforum, d'Karibikstaten. An déi aner, dat sinn Accords de partenariat économique d'étape.

D'Ziler awer vun all den Accorden, iwwert déi mer diskutéieren, sinn u sech, mengen ech, relativ einfach. Et geet tatsächlech drëm, d'Handelsrelatioune mat den AKP-Länner ze moderniséieren, se an Aklang mat de Regele vun der OMC ze bréngen an en Appui fir eng wirtschaftlech Entwécklung vun dëse Länner a Regiounen duerch eng progressiv Abannung an d'Weltwirtschaft a besonnesch fair Handelsrelatiounen ze ginn.

D'Verhandlunge fir dës Accorde gounge vun 2002 bis 2007. D'Decisioun, fir d'Handelsrelatiounen op eng nei Base ze stellen, ass allerdéngs op extern Emstänn zréckzeféieren. An dorops kommen ech nach ze schwätzen.

Lëtzebuerg an dës Regierung, genau wéi hir Virgängerregierungen, setze sech a mat engem éierleche Geescht fir fair Relatiounen, am Handel an doriwwer eraus, mat den AKP-Länner a virun allem och mam afrikanesche Kontinent.

Ufank 2007 huet den deemolege Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz un den deemolegen EU-Kommissär fir Kooperatioun an Entwécklungszesummenaarbecht Louis Michel geschriwwen, fir ze ënnerstäichen - an ech erlabe mer ze zitéieren - « l'importance non seulement de mettre en place des accords équitables, mais aussi d'assurer à ces accords un véritable caractère d'instrument de développement ».

En huet a sengem Bréif och eng Rei Preoccupatioune vun den AKP-Länner opgezielt, déi d'Verhandlungen erschwéiert hunn. An dëst Uleies gouf vun Ufank un an och duerno vun der Lëtzebuerger Regierung, awer och vum Parlament hei verteidegt.

Ech erënneren drun, dass mer vill Okkasiounen haten, hei Vertrieder vun eise Partnerlänner an der Kommissioun ze empfänke wärend deene leschten zéng Joer. Vertrieder, sief dat Diplomaten, Regierungsmemberen, awer och Vertrieder vun der Zivillgesellschaft aus deene Länner. Ech kommen herno och nach dorobber ze schwätzen.

D'APEe si jo duerchaus, wéi gesot, kontrovers diskutéiert ginn. An et ass wichteg, dass et

iwwer esou fundamental Theme wéi d'Relatioune mat den AKP-Länner eng Diskussioun gëtt an eng Diskussioun, wou déi richteg Froe gestallt ginn.

Mä am Verglach mat den Ufänk gouf et awer effektiv vill Verbesserungen un dësen APEen. D'Aushandelen oder d'Negociatioune vun den Accords de partenariat économique muss een och am méi breede Kontext vum Accord de Cotonou gesinn, deen 2000 adoptéiert gouf an de Kader fir d'Relatioune vun der Europäescher Unioun mat den AKP-Staten duerstellt.

A wéi Der wësst, leeft deen Accord 2020 of. D'Verhandlungen, fir déi zukünfteg Partnerschaft ze definéieren, sinn den 28. September ugaangen. Dat huet zwar a priori keen Impakt op d'APEen, mä dat ass och eppes, wou mer als Parlament (veuillez lire : eis Parlamentarier zu Bréissel) ëmmer gefrot hunn, wann zu Bréissel negociéiert ginn ass, wou déi Verhandlungen dru sinn. An ech mengen, et ass och eng Aufgab vun onser Chamber, déi dote Verhandlungen, déi d'nächst Joer sollen ofgeschloss ginn, am A ze behalen.

Dem Accord vu Cotonou säin Zil war et, d'Aarmut ze verréngeren an d'AKP-Länner graduell an d'Weltwirtschaft ze integréieren, an dat op Basis vun dräi Sailen.

Déi éischt Sail vun der Integratioun ass d'Kooperatioun, also d'Entwécklungszesummenaarbecht.

Déi zweet Sail ass d'wirtschaftlech Zesummenaarbecht an den Handel.

An déi drëtt Sail huet eng politesch Dimensioun.

An dofir fannen ech et och net richteg, wann et Leit ginn, déi soen, et wäre reng Fräihandelsaccorden. Et sinn näämlech niewent deem wirtschaftlechen Aspekt deen Aspekt vun der Zesummenaarbecht an och dee politeschen Aspekt, mengen ech, ganz wichteg. A bei deem geet et natierlech och ëm Gouvernance a Rechtsstaatlechkeet.

Dat ass zum Beispill och e Grond, firwat verschidden afrikanesch Länner Problemer dermat haten: well se net d'accord ware mat deene Konditioune vu Rechtsstaatlechkeet a Mënscherechter, déi drastoungen. Et sinn och anerer, déi hate Problemer mat den Handelskonditiounen. Mä et ass net nëmmen, dass déi Negociatiounen do wéinst dem Handel laang gedauert hunn, och aner Aspekter hu matgespillt.

D'Handels- an d'ekonomesch Dimensioune spillen, wéi ech elo gesot hunn, natierlech eng wichteg Roll. An dat wëll ech natierlech net verheemlechen. Dobäi muss awer gesot sinn, dass d'Iddi vun den APEen duerch d'Evolutiounen am institutionelle Kader vum Welthandel an d'Spill komm sinn.

Virdru gouf den Handel tëschent der EU an den AKP-Länner duerch Préférences commerciales unilatérales geregelt. An dat war nach ënnert der Lomé-Konventioun, déi dëse Länner e bevirzugten Accès op den europäesche Marché ginn huet.

Well dës Preferenzen awer net konform zu de WTO-Regele sinn an, méi spezifesch, mat der Clause de la nation la plus favorisée, war et noutwendeg ginn, eng nei Basis fir dës Handelsrelatiounen ze fannen.

Tëscht 1996 an 2007 gouf et weiderhin unilateral Preferenzen, déi duerch e Waiver vun der Welthandelsorganisatioun legitiméiert woren. Esou kommen dunn d'APEen an d'Spill, also eng Form vun Accorden, déi den Handel an och den Developpement an aner politesch Punkten tëscht den AKP-Länner an de Länner an der EU regele sollen. Esou sollen d'AKP-Länner de preferentiellen Accès zum EU-Marché behalen. Dat mat verschiddene regionale Gruppéierungen, an net mat 79 eenzelne Länner.

D'APEe sinn, wéi ech schonns gesot hunn, keng reng Fräihandelsaccorden, mä och en Instrument, fir d'Entwécklung vun den AKP-Länner ze erlaben. Virun allem huele se och déi spezifesch Besoine vun den AKP-Länner en compte, anescht wéi déi typesch Fräihandelsaccorden. Dat initiaalt Mandat vum Conseil vun der EU huet och kloer ënnerstrach, dass dës Ënnerscheeder an d'Beschränkunge vun den AKP-Länner en Consideratioun musse geholl ginn.

Bei deem Accords de partenariat économique geet et effektiv ëm ..., et ass am Fong deen éischte Versuch, fir den Handel tëschent Länner mat staarken Ënnerscheeder an der wirtschaftlecher Entwécklung ze liberaliséieren. Et muss een dobäi soen, dass de Schwéierpunkt, deen ufanks vill méi staark um Handel louch, no an no ëmmer méi a Richtung Entwécklung gedréckt gouf, dat virun allem ënnert der Initiativ vum deemolege Kommissär fir d'Entwécklung Louis Michel.

Ech brauch Iech net un déi Diskussiounen ze erënneren, déi et an der Kommissioun deemools gouf tëschent dem Handelskommissär Mandelson an dem Entwécklungskommissär Louis Michel. An d'Lëtzebuerger Regierung an d'Lëtzebuerger Parlament waren do ëmmer op der Säit vum Entwécklungskommissär Louis Michel, fir eben déi Dimensioun Entwécklung an deenen Accorden ze stäerken.

An dofir hunn déi Verhandlungen natierlech vill méi laang gedauert, wéi et ufanks ageplangt war. An et gouf Ënnerscheeder tëscht deene verschiddene regionale Gruppen. An et gouf effektiv eng Rei vu Schwieregkeeten.

De Stand elo ass, dass d'Verhandlunge fir siwen APEen ofgeschloss sinn. Dovunner ginn der véier als final ugesinn, déi aner als interim. A mir hunn elo fënnef APEen hei an der Chamber, déi mer dovunner ze approuvéieren hunn.

Effektiv war et bis elo just méiglech, en ëmfaassenden Accord mam Cariforum, also mat där Regioun an der Karibik, ofzeschléissen, deen all d'Elementer mat abegräift; also niewent dem Gidderhandel och den Handel vu Servicer, den Investissement, d'éffentlech Ausschreiwungen, de Schutz vun der Propriété intellectuelle oder de Wettbewerb.

Zwee Accords d'étape mam Ghana a mat der Côte d'Ivoire; well eben de regionalen APE duerch d'Oppositioun vun Nigeria an initial och vu Mauretanien a Gambia, déi awer 2018 finalement ënnerschriwwen hunn, net provisoresch a Kraaft triede kann.

Dës Accorden hu sougenannt Rendez-vous-Klauselen, déi weider Negociatiounen zu deenen aneren Elementer virgesinn.

Limitéiert APEe mat den zentralafrikanesche Staten an der CDAA, déi provisoresch applizéiert ginn, sinn och derbäi. Mä de Fait, dass d'Negociatiounen esou laang gedauert hunn an dass et Schwieregkeete gouf, weist och, dass et reell Negociatioune waren, wou d'AKP-Länner hir Suergen an hir Positiounen erabruecht hunn.

D'APEe goufen hinnen also net, wéi dat oft gesot gëtt, imposéiert. An ech weess dat hei: Mir hate jo oft, wéi ech virdru gesot hunn, Vertriederinnen a Vertrieder aus deene Länner hei, déi eis ëmmer virgeworf hunn a gesot hunn: „Mengt Dir, mir wären ze domm, fir ze verhandelen?", an déi eis gesot hunn, wéi se verhandelt hunn.

Ech mengen, dat waren Diplomaten, dat ware Regiounsvertrieder. An et waren ... Ech erënnere mech och u Vertriederinnen a Vertrieder vun der afrikanescher Zivillgesellschaft hei, déi fir Kooperativen aktiv sinn an déi gesot hunn, fir si wär et wichteg, dass si net nëmmen zu Klengbauere gehale ginn, mä dass si sech och kënnen entwéckelen. An ech mengen, déi Stëmme muss een och en Consideratioun huelen.

Effektiv hu sech verschidde Länner, wéi ech eben elo d'Beispill vun Nigeria gesot hunn, kloer géint d'Accorden ausgeschwat. An ech mengen, dat ass hiert gutt Recht, well et gëtt kee forcéiert, esou Accorden ofzeschléissen. Den Handel mat deene Länner gëtt dann ënner anere Regimmer gefouert, zum Beispill dem „Everything But Arms". Dat gëllt natierlech fir d'„least developed countries", nëmme fir déi Länner, déi am mannsten entwéckelt sinn.

D'Accords de partenariat économique hunn zum Zil, d'EU-Importer an den AKP-Länner ze erhéijen an déi wirtschaftlech Diversifikatioun unzedreiwen. D'APEe kënnen EU-Investoren och méi legal Sécherheet ginn. A méi Investissementer kënnen d'wirtschaftlech Entwécklung an d'Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen undreiwen.

Den Haaptanker vun den APEe bleift awer d'Entwécklung vun den AKP-Länner, eben duerch asymmetresch Handelsaccorden. An d'Kapitelen iwwer Entwécklung huelen dofir och eng wichteg Plaz an.

D'Ëffnung vun de Marchéen ass asymmetresch, woubäi d'EU hire Marché direkt a komplett fir d'AKP-Länner opmécht, wärend d'AKP-Länner hir Marchéen iwwer maximum 25 Joer graduell an net komplett opmaachen. Dat variéiert vun Accord zu Accord. Déi sensibelst Produkter, oft Agrarprodukter, gi geschützt.

Wéi virdru scho gesot, ginn d'Besoine vun de Partnerlänner en compte geholl, och wat de Schutz vun Agrikulturmarchéen, d'Industrialisatioun, d'Entgéigewierke vun der Reduktioun vun de Steierrevenuen an d'Ajustementer op EU-Standarden ugeet.

Weider kënnen och d'AKP-Staten déi sougenannt „safety valves" oder Sécherheetsvalven asetzen, déi et erlaben, bei engem iwwerméisseg héijen oder schnellen Zouwuess vun den Importer aus der EU, déi déi national Produktioun menacéieren, op deenen dann Droits de douane opzehiewen. Am APE mat der CDAA gëtt et zum Beispill fënnef esou „safety valves".

Et gëtt ausserdeem Klauselen, déi den AKP-Länner et erméiglechen, hir jonk Industrien ze schützen a se méi laang an Isolatioun vum Marché wuessen ze loossen.

Am Kader vun der PAC, der europäescher Agrarpolitik, gëtt och d'EU u sech keng Subside fir Exporter méi, déi et europäesche Produzente géifen erlaben, d'Produite fir ganz niddreg Präisser an d'AKP-Länner ze verkafen. Den APE mat der CDAA ass den éischten Accord, deen d'Méiglechkeet eliminéiert, fir Subsiden op Agrikulturexporter ze benotzen.

An, ech mengen, et ass och gutt, dass dat do esou ass, dass d'europäesch Agrarpolitik do Moossname geholl huet, well mir kennen de Fall vum europäesche Poulet am Senegal zum Beispill. Deen ass oft erwäänt ginn. Dass dat elo der Vergaangenheet ugehéiert, mengen ech, ass richteg.

Den Engagement fir d'Mënscherechter, d'Demokratie an d'Rechtsstaatlechkeet ass am Aklang mam Cotonou-Accord och an den APEen agebaut, wéi och d'Méiglechkeet, duerch eng indirekt Referenz den Accord ze suspendéieren, wann dës Prinzipien ënnergruewe ginn.

Här President, ech géif Iech gentiment froen, et si sechs Projeten hei, déi ech mer zesummenhuelen, ob ech fënnef Minutte méi Zäit kréien, fir wierklech de Rapport uerdentlech ze maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Angel, Dir däerft.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci. Da sinn ech och net esou nervös, wann hei déi rout Luucht ugeet.

Une voix.- Am Europaparlament hutt der manner Zäit.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, bei engem Rapport zwar méi. Bei engem Rapport méi.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Angel, Dir däerft déi Zäit, déi Der nach bei eis däerft verbréngen, genéissen.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci.

(Brouhaha)

Une voix.- Deem ass näischt méi bäizefügen.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Dat kann nach e bëssen daueren.

(Hilarité)

Den Développement durable gëtt als ee vun den Haaptobjektiver vun dësen Accords de partenariat économique ausgemaach. A virun allem den Accord mat dem Careforum huet e staarkt Kapitel zu dësem Thema. D'Provisiounen zu Aarbechts- an Ëmweltstandarde gëtt et a verschiddene Stufen, woubäi ee muss soen, dass der EU hir Startpositioun war, fir separat Sozial- an Ëmweltkapitelen an all APEen ze hunn.

D'Architektur vun den APEen ass also schonn drop ausgeluecht, den Differenzen zwëschen enger developpéierter Wirtschaft, wéi mir se hei an der EU hunn, an enger manner developpéierter Wirtschaft vun den AKP-Länner Rechnung ze droen. Mä natierlech geet et och drëms, dass dës Mechanisme spéiderhi gräifen. An hei däerfe mer net vergiessen, dass am Koalitiounsaccord festgehalen ass, dass sech d'Regierung um Niveau vun der EU derfir asetze wäert, eng objektiv Evaluatioun vun dësen Accorden ze maachen a virun allem vun hire Konsequenzen op d'Entwécklung vun den AKP-Länner.

Fir d'LSAP ass dat keng eidel Phras. Falls sech sollt erausstellen, dass d'Accorden net déi gewënschten Effeten hunn, musse mer de Courage hunn, fir bei dësen Accorden nozebesseren an eis Relatioun mat deene Länner besser ze steieren.

Dat wërft och d'Fro vum Impakt méi generell op. Eng nei Evaluatioun ass elo um Wee a wäert Ënn 2019 fäerdeggestallt ginn an 2020 publizéiert ginn. Verschidde Studie weisen, dass d'APEen e positive wirtschaftlechen Impakt kënnen hunn, wann och moderat. Trotzdeem sinn d'Accords de partenariat économique eng Approche, déi d'Handelsrelatioune gezwongenerweis op nei zolidd Bee stellt.

Awéiwäit Kompromisser méi an déi eng oder an déi aner Richtung hätte sollen ausfalen, do kann een driwwer diskutéieren. Mir däerfen och net vergiessen, dass eenzel Länner an der Europäescher Unioun speziell Interessen hunn, déi se gegebenenfalls och méi aggressiv duerchsetze géifen. D'Accords de partenariat économique setzen trotzdeem e multilaterale Kader deen, an dat ass eis Hoffnung, et erlaabt, d'Ziler, déi am Accord de Cotonou stinn, ze erreechen.

Dat gesot, ginn ech natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deenen Accorden.

An eng lescht Remark ass: Mir hunn, a besonnesch ech als Spriecher vun der LSAP, déi Accords de partenariat économique ëmmer ganz kritesch begleet. 2004 ass et ugaangen hei an der Chamber. Mir sinn an all Discours, an all Ried zur Entwécklungspolitik drop agaangen, mä ech sinn awer frou, dass sech am Laf vun där laanger Zäit vun de Verhandlungen ganz villes dra geännert huet. An ech sinn och iwwerzeegt, dass dat, wat am Koalitiounsaccord steet a wat ech elo hei zitéiert hunn, keng eidel Phras bleift. Et ass also en Dossier, wou mer als Chamber gehale sinn, en A drop ze halen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Angel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll ufänke mat engem ganz, ganz grousse Merci un deen excellente Rapporteur Marc Angel.

Dir hutt et schonn e bësselchen ugeschwat, et ass jo eng kleng Gefor, datt mer e geschwë wäerte vermëssen. Fir eis wäert dat e ganz grousse Verloscht sinn, well ech muss einfach soen, datt de Marc dat ëmmer excellent gemaach huet, souwuel d'Presidence vu senger Kommissioun wéi och déi Rapporten, déi e gemaach huet. Déi sinn ëmmer excellent an do huet een eigentlech net méi vill brauchen derbäizefügen. Duerfir, mengen ech, kann ech och de Mëtteg ganz kuerz sinn. Dat allermeescht ass hei vum Rapporteur gesot ginn.

Ech géif awer nach eng Kéier op zwee Punkten hiweisen. Mir hunn eis natierlech och Gedanke gemaach iwwer eventuell Avantagen an Desavantagë vun deenen doten Accorden, well mer eis och bewosst sinn, datt natierlech eng Rei vu Geforen do sinn, déi een och net soll ënnerschätzen. Mir mengen allerdéngs, datt déi positiv Elementer iwwerweien. An duerfir wäerte mir och eis Zoustëmmung zu deenen Accorde ginn.

Ech sinn awer och d'accord mam Rapporteur, fir ze soen: Mir mussen d'Exekutioun vun deenen Accorde wierklech ganz genau am A behalen. A wa mer wierklech mierken, datt et do op enger Rei vu präzise Punkte riskéiert, Problemer fir eenzel Entwécklungslänner ze ginn, mengen ech, musse mer och prett sinn, fir relativ kuerzfristeg ze reagéieren a fir dann, le cas échéant, och déi Adaptatioune virzehuelen, déi sech imposéieren. Nach eng Kéier, mir mengen, am Moment géife wierklech déi positiv Elementer iwwerweien.

E lescht Wuert, wat ech och nach eng Kéier wëll soen, dat ass, wat deen Accord mat Südafrika betrëfft, ech hunn et och schonn e puermol an der aussepolitescher Kommissioun gesot: Südafrika, mengen ech, ass ee Land, wat eis am Moment extrem vill Suerge mécht. Dat ass eent vun deene wirtschaftlech erfollegräichste Länner wärend Joren, wann net souguer Jorzéngte gewiescht, e wonnerschéint Land mat extrem vill Potenzial.

Et muss een awer einfach elo konstatéieren, wat do an deene leschte Méint a Jore geschitt ass, datt dat engem leider Gottes net ganz vill Grond fir Optimismus gëtt. A mir hunn hei notamment ee risege Problem vu Korruptioun, souwuel beim viregte Regimm, wat u sech deeselwechten ass wéi deen aktuellen. Och wann d'Persounen um Niveau vun der Presidence do echangéiert gi sinn, zweifelen ech awer drun, datt do wierklech eppes geschitt ass. An ech mengen, dat Land muss wierklech déi Problemer vun der Korruptioun an de Grëff kréien. Duerfir sinn ech och d'accord mam Marc Angel, datt dee ganze Volet Gouvernance extrêmement wichteg ass.

Wat mir awer och Suergen an deem Land mécht, dat ass deen am Moment entstoende Rassismus. A wann ech do vu Rassismus schwätzen, ass et emol net nëmmen e Rassismus géint wäiss Leit, mä och e Rassismus deelweis géint schwaarz Leit, déi aus anere Länner dohinner schaffe kommen, wou et elo an de leschte Wochen extrem hefteg Attacke gi sinn. An duerfir mengen ech, musse mer dat dote wierklech am A behalen an och als Europäesch Unioun drop hischaffen, datt dat Land erëm iergendwéi de Wee op méi positiv Gleiser fënnt. Well ech mengen, dat Land huet et verdéngt.

Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu all deenen Accorden.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Effektiv huet de Marc Angel dat schonn, wéi mer dat och vun him gewinnt sinn, op eng wierklech ganz flott an och kompetent Aart a Weis hei gemaach. Ech gi gären zou, ech hunn déi 6.000 Säiten net gelies. Mä trotzdeem kann een awer eng Synthees aus deene 6.000 Säiten hei erauszéien, an zwar an deem Sënn, datt déi Accorde fir eis awer eng dach gewësse Wichtegkeet hunn.

Selbstverständlech däerf een dat net ignoréieren, wat och vu kritescher Säit aus, net nëmmen heibannen, mä virun allem och dobaussen an och vum Cercle des ONG a vun aneren Organisatiounen hei ëmmer erëm monéiert ginn ass, datt een déi Accorden awer och hei muss, wéi gesot, mat engem gewëssene kriteschen A kucken. Dat maache mer selbstverständlech och.

Mir mengen awer, datt trotzdeem dat Positivt hei iwwerweit. An ech wëll och drop hiweisen, datt et wichteg ass, datt mer jo ëmmer d'Méiglechkeet hunn, déi all fënnef Joer spéitstens ze revidéieren an och nozekucken an eis gegebenenfalls dann och bemierkbar ze maachen. Ech mengen, dat soll en Opruff si virun allem och un d'Lëtzebuerger Regierung, fir, le cas échéant, dann och ze intervenéieren.

Ech wollt awer och nach e Wuert soen zu Südafrika, wéi de Laurent Mosar dat hei scho richteg bemierkt huet. Ech mengen, dat ass e ganz speziellen Accord. E Land, wat vill méi wäit ewech ass wéi déi meescht, mat deene mer hei Accorden ënnerschriwwen hunn. E Land, wat jo eng ganz speziell Geschicht huet. Ech brauch nëmmen un een Numm ze erënneren, den Nelson Mandela, dee jo awer nu wierklech do fir en neien Opbroch gesuergt hat, wéi en 1999 (veuillez lire : 1994) un de Pouvoir komm ass, wéi d'Apartheid ofgeschaaft ginn ass.

Wa mer effektiv gesinn, wat sech an deene leschte Méint oder an deene leschte Joren an deem Land elo erëm deet, da muss ee ganz vigilant sinn. An op där enger Säit gëtt dat hei eis d'Méiglechkeet, natierlech mat Südafrika besser nei Kontakter ze schafen.

Ech wëll drop hiweisen, datt zum Beispill Lëtzebuerg jo och gewësse kommerziell Aktivitéite mat deem Land huet. Wat den Import ubelaangt, do läit dat Land op der 52. Plaz. Dat ass net ganz vill: 0,01 %. Beim Export op der 29. Plaz: 0,38 %. Dat sinn natierlech keng riseg Chifferen. Mat Sécherheet ass do nach e gewëssent Potenzial. Mä nach eng Kéier, et muss een awer och op där anerer Säit drop hiweisen, datt awer, wat de politesche Regimm ubelaangt, sech do amgaangen ass eppes ze entwéckelen, wat eis net kann esou gefalen.

Ech wollt awer nach eng Kéier kuerz, wéi gesot, zréckkommen op déi Kriticken, déi vu baussen elo munchmol un deenen Accorden hei un eis erubruecht ginn. Wann een eng genee Lektür mécht, da fënnt een awer och positiv Saachen eraus. An da muss een awer och déi Kritiker drop hiweisen, datt awer och d'Politik versicht, net nëmmen e reng ekonomeschen Aspekt hei ze consideréieren, mä datt awer och nach aner Volete fir eis eng grouss Wichtegkeet hunn.

Ech denken un ethesch Valeuren, déi hei mat verschafft ginn. Ech denken un d'Ënnerstëtzung vun deene lokale Produzenten. Also et ass net esou, fir elo der Europäescher Unioun respektiv och eisem Land de Virworf ze maachen, wéi wa mir hei nëmme reng duerch en ekonomesche Brëll géifen alles gesinn. Et muss een natierlech awer vigilant an Zukunft sinn.

An da virun allem ee Volet, deen ëmmer an all deene Jore monéiert ginn ass, an dat ass och richteg gewiescht: Déi Subventioun vun den Agrarprodukter, déi exportéiert gi sinn an déi Länner, datt déi jorelaang subventionéiert goufen. Dat war, ech géif scho bal soen, jo, et kann ee scho bal soe skandaléis. Dat ass, Gott sei Dank, net méi de Fall. Dat däerf och net sinn. Dat huet déi lokal Marchéen doënnen och sensibel beréiert, fir net ze soen zum Deel och ageschränkt bis zum Deel souguer futtigemaach.

Onofhängeg vun deenen eenzelne Remarken, och e bësse liicht méi kritescher Natur, wëll ech awer nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt mer als Demokratesch Partei awer hannert deenen Accorde stinn. A mer wäerte se selbstverständlech och stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och e grousse Merci un de Rapporteur, deen hei déi grouss Sisyphusaarbecht gemaach huet, déi puer Verträg mateneen ze presentéieren an och alles an e Kontext ze setzen.

Ech ginn elo net op alles detailléiert an. Mä ech mengen, et ass awer och ganz wichteg vun eiser Säit, dass mer op déi kritesch Stëmmen aginn. Kritesch Stëmmen, déi mer zu engem gudden Deel jo och kënnen deelen, well et wichteg ass, wéi den Här Graas och grad gesot huet, dass mer esou Projeten och kritesch begleeden.

Mir krute jo och verschidden Avise geschéckt. Ech géif awer och gäre virausschécken, dass eng Partie vun den Argumenter, déi doranner opgefouert gi sinn, sech op eng Situatioun baséieren, déi virun der Reform vun der GAP bestanen huet, wou et méiglech war, ebe staark subsidiéiert Produiten an déi Länner zu extrem gënschtege Präisser ze verkafen, wat zu deene Problemer gefouert huet, déi mer elo och opgezielt hunn.

D'EU huet sech hei an dësem Kader awer och engagéiert, keng Produkter ze subsidiéieren, déi an d'AKP-Staten exportéiert ginn. A wat kloer dobäi erauskënnt, ass, dass esou Accorden ... Handel fënnt souwisou egal wéi statt. An dës Accorde bidden awer bis zu engem gewësse Grad och d'Méiglechkeet, déi Länner ze schützen, soudass mer hei net vun engem klassesche Fräihandelsaccord kënne schwätzen, wéi dat eben an engem anere Kader de Fall ass.

Mir hunn och driwwer geschwat, de Regierungsaccord gesäit vir, esou Evaluatiounen ze maachen, och op EU-Niveau, virun allem wat d'Konsequenze vun dësen Accorden op d'AKP-Staten ubelaangt. Dës Verträg, déi Accorden, déi gi jo och souwisou all fënnef Joer reviséiert. An do muss dann och effektiv gekuckt ginn, ob dës Accorden hir Ziler vun der Regionalentwécklung dann och erreechen.

Wat ee vläicht ka soen, dat ass, fir esou Ängschten an Debatten am Virfeld an Zukunft zevirzekommen, wier et awer vläicht och eng Iwwerleeung wäert, an Zukunft am Virfeld vun esou Accorde sougenannt „sustainability impact assessments" ze maachen, fir den Impakt op Wirtschaft, Emwelt a Mënscherechter am Virfeld ze evaluéieren an net eréischt no fënnef Joer op esou eng Evaluatioun hinzegoen.

Trotzdeem, dat krute mer och an der Kommissioun ... Mir hunn dat en long et en large diskutéiert, et muss een och ëmmer kucken, a wéi engem Esprit esou Verträg verfaasst ginn. An et ass kloer, dass dës Verträg an engem Esprit gemaach gi sinn, deen en faveur ass vun de concernéierte Länner, a wou et och d'Zil ass, hinnen eng fair wirtschaftlech Entwécklung op Augenhöhe ze garantéieren. Dat ass e Punkt, dee mer ganz wichteg erschéngt, wann een de Kontakt mat deene Länner huet. Si hunn och eng Missioun, fir ze verhandelen. Si wëlle fair behandelt ginn an de Verhandlungen. An ech mengen, et ass wichteg, si do och als „equal partners" unzegesinn.

Last but not least mengen ech, dass et mëttlerweil net just bei eis, mä och op europäeschem Plang relativ evident ginn ass, dass et och an eisem eegenen Interêt ass, dass mer eis Partner fair behandelen, wa mer wëllen, dass si selwer eng fair Entwécklung kënne matmaachen. Wa mer gesinn, wat onfair Behandlung mat sech brëngt um Niveau vun Aarmut, Flüchtlingsstréim et cetera, denken ech, dass mëttlerweil och en Ëmdenken do ass an dass mer eis alleguerte bewosst sinn, dass et an eisem eegenen Interêt ass, eis Partner fair ze behandelen.

Als Allerlescht géif ech a mengem perséinlechen Numm als Member vun der Kommissioun, dee seng politesch Carrière an der Kommissioun mam Här Angel ugefaangen huet, och dem Här Angel nach eng Kéier Merci soen, dass en eis, déi Nei, esou léif ënner seng Fittiche geholl huet an eis an d'Welt vun der Diplomatie agefouert huet. Et war eis eng grouss Freed.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An dann huet d'Wuert den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools Merci. Ech wéilt och ufänken, well et weess ee jo net, wéi dacks een nach d'Geleeënheet huet, fir dem Här Angel wierklech Merci ze soen.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Ech kommen herno nach drun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Du kënns ...

(Hilarité)

Et ass eng gutt Saach, wësst Der, den Här Angel an ech, mir si seelen um Fong d'accord. Awer ech mengen, datt mer och eng ganz respektvoll Relatioun mateneen haten. An ech hunn ëmmer dem Här Angel säi Fläiss staark bewonnert. Dat maachen ech och haut nach. An ech sinn iwwerzeegt, datt e sech och am Europaparlament op eng Manéier abréngt, déi och do Spure wäert hannerloossen.

Déi Diskussioun, déi mer haut hunn, déi ass eigentlech ugeräichert ginn iwwer eng Rei Kriticken, déi aus der Zivillgesellschaft koumen. An ech wëll ganz kuerz op déi agoen, déi Kriticken, well se awer interessant sinn. Ech wëll awer virausschécken, datt mir als ADR déi Accorden hei wäerte matdroen - och den Här Wagner hat dat gëschter gefrot -, well mer global der Iwwerzeegung sinn, datt se schonn eng Chance fir déi Länner duerstellen, obscho se, an do hutt Der recht an Ärer Analys gehat, eng ganz Rei Problemer hunn.

Mä déi Punkten, déi ech hei wëll ervirhiewen, dat ass als Éischt, Multilateralismus géint eng aner Tendenz, déi mer am Ableck an der Welt hunn: Isolationismus.

An et si ganz vill ONGen, déi u sech hei, mengen ech, sech géint de Multilateralismus dréien. Et ass interessant, fir dat ze gesinn, well mir verdeedegen dat jo eigentlech ëmmer, oder vill Parteien heibanne verdeedegen dat. Mir kritiséieren dëst oder dat anert Land, well se sech anscheinend méi op sech selwer wëlle bezéien oder dat och reell maachen, mä och hei gesi mer eng Tendenz, datt de Multilateralismus vun enger anerer Säit a Fro gestallt gëtt. An ech mengen, mir mussen Iwwerzeegungsaarbecht leeschten, well mer schlussendlech der Meenung sinn, datt keen eppes ze gewannen huet, wa jidderee sech op sech selwer zréckzitt.

De Multilateralismus muss begleet sinn. En huet och seng Nodeeler. Mä all déi Diskussiounen, déi mer den Ableck hunn, weisen d'Komplexitéit vun dëse Froen.

Hei ass och eng ONG, déi eis schreift, mir missten oppassen, datt déi Entwécklung hei net zum Profitt ass vun deene groussen europäeschen Entreprisen. Sécher si se zum Benefiss vun de groussen europäeschen Entreprisen. Mä ech mengen, et ass schwéier fir e Land, sech ze entwéckelen, wann net grouss Entreprisen hiren Know-how abréngen.

Ech denken do just emol un d'Geschicht vun eisem eegene Land. Och dat ass markéiert, zum Deel, de Fortschrëtt, och hei am Land, och de soziale Fortschrëtt ass net friem gewiescht, och vum ekonomesche Succès vu groussen Entreprisen. (veuillez lire : Och dat ass markéiert, den ekonomesche Succès vu groussen Entreprisen ass, zum Deel, och dem soziale Fortschrëtt hei am Land net friem gewiescht.)

Et kann een net eng Croisade géint d'Entreprisë féieren. Ech mengen, och hei muss een e Gläichgewiicht fannen tëschent der Handlungsméiglechkeet vun Entreprisen an enger gudder sozialer Begleedung dovunner.

Dann hu mer Aspekter, déi hei net zur Sprooch koumen, wat mech wonnert, well ech mer jo u sech vu Gambia-Parteien erwaart hätt, datt déi déi Froe méi zur Diskussioun bréngen. An ech fänken emol u mat der Klimadiskussioun. Mir hunn hei Accorde vun ënnerschiddlecher ekonomescher Natur, déi awer alleguer drop erauslafen, fir ze kucken, fir déi Länner, mat deene mer hei handelen, ekonomesch méi staark ze entwéckelen, och ze industrialiséieren zum Deel.

A vill vun deene Länner hunn net nëmmen eng enorm demografesch Croissance, mä och eng ganz staark ekonomesch Croissance. Mir musse wëssen, datt déi Accorden och dozou féieren, fir d'Kuelendioxidemissioune staark an d'Luucht ze setzen. Ech wëll just drun erënneren, datt déi gesamt Europäesch Unioun aktuell nëmmen 10 % vun de weltwäite Kuelendioxidemissiounen huet an datt déi Entwécklungen, déi mer am Ableck hei an dëse Länner gesinn, an Afrika, iwwert dat mer haut schwätzen, dozou féiert, datt dee prozentualen Undeel vun Europa dorunner nach wäert erofgoen.

Mir mussen eis also och d'Fro stellen, och am Kader vun enger Diskussioun vum Accord de Paris: Wéi effikass ass wierklech eis Handlung hei an Europa, Europäesch-Unioun-wäit an och lëtzebuergwäit am Vergläich zu deem, wat sech weltwäit deet a wat mir och weltwäit aktiv ënnerstëtzen? Ech mengen och ..., den Här Wagner hat an enger vu senge Rieden de Moien, deenen ech ëmmer ganz gär nolauschteren, gesot: „Mir kucken ‚the bigger picture'." Majo, hei ass och eng Fro, wou ee sech ka froen an dësem Kontext: Wou ass dat grousst Bild?

Aner Froen, vun deenen ech mer erwaart hätt, datt d'Gambia-Parteie sech géifen aktiv abréngen, dat sinn d'Mënscherechter. Mir hunn hei Accorde mat verschiddene Staten, iwwert déi mer schwätzen, déi grouss Problemer hunn. Ech wëll just drun erënneren, ech hat dat gëschter kuerz ugeschwat, de Kongo mat der Kanneraarbecht, wou jo hei déi Politik, déi mir an Europa maachen, och hei zu Lëtzebuerg, dat a Kaf hëlt.

Ech huelen zur Kenntnis, datt den Här Turmes eis seet: „Mir schaffen un anere Batterië fir d'Elektromobilitéit." Jo, dat ass gutt. Da schafft drun! Mä soulaang déi nach net do sinn, huele mir jo awer aktiv a Kaf, net mir als ADR, mä d'Regierung, Lëtzebuerg also a senger Aktioun, datt Kanneraarbecht am Kongo muss geleescht ginn, fir d'Elektromobilitéit zu Lëtzebuerg ze erméiglechen. A si gëtt souguer subventionéiert!

Ech hunn domadder e grousse moralesche Problem! Mir hunn als ADR dat och e puermol hei artikuléiert. Et geet net! Wann een da waart bei der Elektromobilitéit, bis Batterien disponibel sinn, déi ouni Mënscherechtsverletzunge kënne benotzt ginn oder hiergestallt ginn, d'accord! Awer dat doten a Kaf ze huelen an och nach staatlech ze subventionéieren, ass onmoralesch.

(Interruptions)

Jo, Handyen och! Mä déi ginn elo net vum Stat subventionéiert. Dir subventionéiert d'Elektromobilitéit.

(Interruption par M. Henri Kox)

Jo, Här Kox. Dir kënnt roueg e schlecht Gewëssen hunn. Jo, jo.

(Interruption)

Also, Klima, Kanneraarbecht an och aner Mënscherechter, och aner Mënscherechter! An ech wëll zum Beispill soen, dat ass ee vun deene Grënn, firwat mer déi Accorde mat ënnerstëtzen, well et u sech eng positiv Saach ass, datt d'Mënscherechtsdispositiounen an esou engem Accord de partenariat drastinn.

Wéi ee konkrete Wäert se hunn, wéi se iwwerpréift ginn, wéi se begleet sinn, dat ass dann natierlech ëmmer eng aner Fro. Mä vill vun deene Länner hei hu Problemer. Och zum Beispill mat der Communautéit vun den Homosexuellen am Ghana, mat Fraerechter an aneren Themen, déi awer geméinlech och ganz gäre vun Ären Parteien zu Recht, muss ech soen, dacks thematiséiert ginn. An awer hei ginn déi Saachen net ugeschwat. Ech mengen, et kann ee jo net higoen a soen: Desto méi wäit geografesch de Problem ewech ass, desto manner schwätze mer driwwer. Ech menge schonn, datt mer eis all déi Saache musse bewosst sinn, wa mer iwwert déi Accorden hei schwätzen. Am Globalen ...

(Interruption)

Gelift?

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Däerf ech lech eng Fro stellen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Selbstverständlech däerft Dir mir eng Fro stellen.

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Mech géif just interesséieren an deem Kader ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- De President muss de froen!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Wat gelift?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Den Här President muss der d'Wuert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Empain, loosst Iech net stéieren! Stellt roueg Är Fro.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Dir musst mir anscheinend d'Wuert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Stellt roueg Är Fro!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Okay. Voilà. Mech géif interesséieren an deem Kader, wa mer dat eent géint dat anert opspillen, wat mer jo hei maachen, wéi Dir dat gesitt, wa mer vu Pëtrol schwätzen, deen och aus Länner kënnt, wou d'Mënscherechter jo, allez, och net terribel sinn? Spillt dat bei Iech an der Equatioun mat? Oder ass et just géint dat eent an dat anert ass egal?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wësst Der, d'Welt ass komplex. Ech soen Iech éischtens Merci fir Är Fro.

(Brouhaha)

Mä kuckt! Et ass schonn en Ënnerscheed doranner, ob mer et mat enger Pëtrolsindustrie ze dinn hunn, déi an deene meeschte Länner kloer Regelen huet, net op Ausbeutung vu Kanner oder op esou Moyene muss zréckgräi-

fen, obschonn et Länner gëtt wéi Nigeria oder aner Plazen, wou d'Pëtrolsindustrie opgefall ass duerch massiv Korruptioun an der Vergaangenheet. Si hunn aner Methoden.

An net ... Alles, wat d'Pëtrolsindustrie mécht, haut an och fréier virun allem, wou och grouss strategesch Interessen am Spill waren an och net gezéckt ginn ass heiansdo, fir Kricher unzefänken, fir déi eng oder déi aner Ressource kënnen ze kréien, alles dat ass selbstverständlech wouer.

Mä da muss ech Iech awer och froen: An ech hunn hei mat kengem Wuert d'Pëtrolsindustrie verherrlecht oder an den Himmel gehuewen, dat hunn ech net gemaach. Mä dat ass jo och hei net d'Diskussioun. Ech soe just, wa mer hei esou Accorde maache mat dem Kongo: De Lëtzebuerger Stat subventionéiert am Ableck Kanneraarbecht am Kongo. Dat ass en aktuelle Sujet.

(Interruption)

Dach, dat maacht Der. Selbstverständlech maacht Der dat.

Net nëmmen, datt Der d'Kanneraarbecht am Kongo subventionéiert, mä eben och d'Ausbeutung vu Lithium am Chile - den Här Gibéryen hat dat gëschter gesot -, wat zum Nodeel vun de Baueren ass, well d'Grondwaasser do verschwënnt.

Wësst Der, ...

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Et ass Salzwaasser, et ass keen Drénkwaasser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gelift?

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Et ass Salzwaasser! Et ass keen Drénkwaasser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Nee, et ass Drénkwaasser. Et ass Drénkwaasser! An et gëtt zu enger Wüst eben doduerch!

Wësst Der, natierlech, ech wëll hei net an, ech mengen, kee Mënsch kann hei den Eloge vun der Pëtrolsindustrie maachen. Mä wéi gesot, dat ass net de Sujet vun haut. An et ass net, well an engem Beräich vun der Ekonomie reell Problemer existéieren, wéi zum Beispill am Beräich vun der Pëtrolsindustrie, datt mer dofir mussen a Kaf huelen, datt an eiser aktiver politescher Gestaltung, an eise Relatioune mat Afrika aner Problemer sollen optauchen. Dat eent excuséiert net dat anert.

Dann nach e leschte Punkt am Kader vun dëser Diskussioun, Madamm Empain, dat ass d'Nuklearindustrie. Mir hu mat enger Rei vun dëse Staten eng Kooperatioun, eng aktiv iwwer Euratom a bilateral Accorden, déi och hei an dës Accorde mat eraspillt, iwwert déi friddlech Notzung vun der Atomenergie. Dat ass an der Rei, a priori, well mir hu jo selwer als Lëtzebuerg Accorden ënnerschriwwen, wou mir eis zur friddlecher Notzung vun der Nuklearenergie engagéieren: Euratom.

A bis haut, an dat ass och interessant, hunn déi gréng net an der Regierung virgedroen, datt déi Accorde sollen denoncéiert ginn. Dat ass bis elo net geschitt. A mir hu se hei aktiv dran.

Ech wëll Iech och do op eng Kontradiktioun vun Ärer Politik opmierksam maachen: Dir engagéiert Iech hei aus Grënn, déi ee kann novollzéien, aktiv géint d'Nuklearenergie, an dësen Accorden allerdéngs spillt se eng Roll. Ass dat kohärent? Menger Meenung no ass et et net!

Mir als ADR wäerten dat hei matstëmmen, well mer Leit sinn, déi voller Hoffnung liewen - voller Hoffnung -, all deene Länner eng wonnerbar Entwécklung wënschen, wou mir se op deem Wee wäerte begleeden an ënnerstëtzen, sou wäit mer dat nëmme kënnen. Awer mir wëllen och hei soen, datt déi politesch Diskussioun net däerf iwwert déi Problemer ewechkucken, déi et gëtt.

Ee lescht Wuert vläicht: Wa mer fir déi Accorde stëmmen, dann ass dat och, well mer wëssen, datt mer an enger Konkurrenzsituatioun sinn. Ech hu léiwer, aus strategesche Grënn, och aus Mënscherechtsgrënn an aus villen aneren, och aus Naturschutzgrënn, datt eis europäesch Entreprisë sech an Afrika engagéieren an datt déi europäesch State sech an Afrika engagéieren, well ech mengen, datt déi Standarden, déi si den Afrikaner ze offréieren hunn, besser si wéi déi, déi eis Konkurrenten op weltwäitem Plang hinne kënne bidden.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An elo kënne mer op een Neits, mat Pleséier, dem honorabelen Här David Wagner nolauschteren

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Groussem Pleséier! Merci, Här President. Mat groussem Pleséier, well ech muss jo elo ufänken, e bëssen dergéint ze schwätzen.

(Interruptions)

Mä u sech, datt den Här Kartheiser an datt u sech eng éischter riets Partei wéi d'ADR esou eppes ënnerstëtzen, seet alles.

Ech mengen, déi gréng an d'LSAP, ech hunn nach net verstanen, wat Dir dorunner ze fannen hutt. Mä franchement, wann ech och nach bedenken, datt déi gréng, déi u sech um Ursprong hei zu Lëtzebuerg, och vun der Solidaritéitsbewegung wéi der ASDM an esou weider waren, an den 80er Joren, 70er Joren, dat ass definitiv Tempi passati.

Ech mengen, ech kennen och gewësse Grénger, déi net méi an där Partei aktiv sinn, aus gudde Grënn, an déi sech vläicht nach ëmmer e bësse fir d'Solidaritéit mat Afrika interesséieren, an déi musse sech elo ulauschteren an ukucken, wat déi gréng elo an der Chamber maachen, wat fir eng schlëmm Accorden - schlëmm Accorden! - se ënnerstëtzen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat ass eng béis Ënnerstellung!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat ass keng béis Ënnerstellung, dat ass eng Realitéit!

Wësst Der, Dir sidd ...

(Interruption)

Wësst Der, jo ... Oh kommt, mir ginn direkt offensiv, kommt, mir streiden e bëssen!

Well, wësst Der, den Här Kartheiser ass deen, dee mech am mannsten nervös gemaach huet. Hien ass wéinstens kohärent. Mä ech ... Déi Hypokrisie oder deen Je-m'en-foutismus, deen elo op menger Lénker geschitt par rapport zu solchen Accorden.

Jiddereen ass dergéint. D'Gewerkschaften an Afrika sinn all dogéint. D'Baueréverbänn an Afrika sinn all dogéint. Alles, wat fortschrëttlech ass an Afrika, se sinn all dogéint. Mä nee, privilegéiert wäiss Männer a privilegéiert wäiss Fraen hei an Europa erklären den Afrikaner, wat gutt fir si ass. An dat ass dat, wat mech rose mécht!

Ech kann och zitéieren. An dann de Louis Michel ze zitéieren, fir iwwer Afrika ze schwätzen; ech kenne besser Referenzen! Den „Big Loulou", wéi en am Kongo genannt gëtt. Bon, soit.

Ech kann zitéieren och, 2007, am Dezember, de Conseil des Ministres vun den AKP-Länner: « Les Ministres observent que les intérêts mercantilistes de l'Union européenne ont pris le dessus sur les intérêts en matière de développement et d'intégration régionale des pays ACP. »

Dat ass och nach diplomatesch ausgedréckt. Dat ass jo op diplomateschem Parkett. Do kann ee sech da liicht ausmolen, wat fir een Drock ..., wéi grouss den Drock war hannert de Kulissen.

D'Europäesch Kommissioun huet probéiert, déi afrikanesch Länner mat Entwécklungsgelder ze köderen, an duerno mat Entzuch vun Entwécklungsgelder ze menacéieren. Si huet op Basis vu falsche Premissen negociéiert an de Mangel un Experienz a vun Infrastruktur wahrscheinlech och bei den afrikaneschen Negociateuren ausgenotzt. Si huet wärend de Verhandlungen all Bedenke vun afrikanescher Säit ignoréiert, all Flexibilitéit refuséiert an ee Land géint dat anert ausgespillt. Dat ass d'Realitéit. A well dat alles net gaangen ass, huet se schlussendlech mat der Briechstaang eng Ënnerschrëft erzwongen.

Dee ganze Projet vun de faméisen Accords de partenariat économique kann een eigentlech just als neokolonialistesch bezeechnen. D'Kolonialisten am 19. Jorhonnert, a bis an d'60er Joren eran an Europa, déi hunn hir Entreprise coloniale jo och esou justifiéiert, datt mir deenen „Sauvagen" do d'Zivilisatioun matbréngen. Mir wësse ganz genau, wéi dat geendegt huet. Et ass genau datselwecht!

Well natierlech, also wann ech elo gewësse Riedner héieren iwwert d'EU schwätzen, et géif ee mengen, d'EU, dat wier esou e Petzi, esou e léift Déierchen, wat do kënnt, an esou weider, a mir liewen an enger Bussi-Bussi-Welt, wou: „Bon, do sinn e puer Problemer, mais on va voir. Mir wäerten dat am A behalen, mä grosso moddo geet et besser", an esou weider.

Nee! Esou funktionéiert dat net. Et geet wierklech ëm d'Ausbeutung duerch westlech Multinationallen op där Plaz. Et geet och drëms, fir ze verhënneren, datt déi Länner sech wierklech och selwer kënne weiderentwéckelen.

Et sinn e puer Mythen och nach ëmmer an där Diskussioun. Et gëtt esou de Mythos, deen éischte Mythos, dat ass, fir ze soen, et géif keng aner Méiglechkeet ginn, well deen alen Handelssystem, dee wier mat der Welthandelsorganisatioun net méi konform.

Jo, de Lomé-System war net kompatibel mat der OMC. Mä datt et keng Alternativ gouf, dat ass net richteg.

(Interruption)

Et hätt een éischtens kënnen eng nei Ausnameregelung bei der OMC ufroen, sou wéi d'USA dat och mat hirer Afrika-Initiativ AGORA am Joer 2015 gemaach hunn. Oder et hätt ee kënnen de sougenannten « Système de préférences généralisées Plus » reforméieren, fir de Maartzougang fir déi Länner ze erhalen.

Dës alternativ Léisunge wollt d'EU-Kommissioun awer, trotz dem Insistéiere vun den afrikanesche Länner, emol net diskutéieren, obwuel se och nach vertraaglech am Cotonou-Accord dozou verflicht war.

Et gëtt en zweete Mythos: Déi Accorde si gutt fir déi regional Integratioun.

Et ass genau de Géigendeel. Et ass genau de Géigendeel! Genau de Contraire ass de Fall. Déi Accorden hunn zum Beispill a Westafrika déi regional Integratioun sabotéiert a mëttlerweil komplett geläämt. D'Situatioun ass immens komplex. Mä, fir et vereinfacht ze soen: Eng gemeinsam regional Zollunioun ass mat dësen Interimsaccorden net méiglech. Et sief dann, all d'Länner vun der Regioun, dorënner déi Äermst ënnert deenen Äermsten, akzeptéieren ebenfalls e Fräihandelsofkommes mat der EU.

Drëtte Mythos: Si sinn asymetresch an dofir speziell op d'Bedürfnisser vun deene Länner ugepasst.

Jo, Länner wéi de Ghana oder d'Côte d'Ivoire kënne ronn 20 % vun hire Produktlinne vun der Liberaliséierung erausklammeren - wat knapps duergeet, fir hiren immens fragillen Agrarsecteur ze schützen. Mä bei all anere Produkter wäerte se der europäescher Konkurrenz ongebremst ausgesat ginn.

Datt eng Ëffnung ënner 80 % net-OMC-konform wier, ass och falsch. Déi betreffend Passagen am GATT sinn immens vag an d'OMC huet an der Vergaangenheet och Accorden duerchgoe gelooss mat manner wéi 80 %, souguer Accorden tëschent Industriestaten. Dat heescht tëschent Länner, déi wéinstens d'selwecht ..., plus ou moins deeselwechten Entwécklungsgrad hunn.

Déi 80 % ass einfach eng unilateral Interpretatioun vun der EU, vun deem léiwe Petzi do. Well déi westafrikanesch Länner wollte just 60 % opmaachen, mä dovunner wollt d'EU näischt héieren.

Véierte Mythos: D'Adaptatioun un dës Accorde gëtt massiv duerch Entwécklungsgelder flankéiert.

Elo komme mer an den « grand n'importe quoi »!

Dat gouf hinnen deemools versprach. Dat ass natierlech net am Usaz agehale ginn. Et si Gelder gefloss, mä déi si gréisstendeels just innerhalb vum europäeschen Entwécklungsfong ëmklasséiert ginn. Mat anere Wierder: Gelder, déi eigentlech virgesi waren, fir Schoulen ze bauen, ginn ëmbenannt an „Aid for Trade". - Aid for Trade, dat ass eng Aart Pax Romana. Ech weess och net, wéi een dat soll soen.

Donieft sinn déi Gelder just eng Drëps op dee waarme Steen. De Ghana zum Beispill, e Land mat 30 Milliounen Awunner, dee kritt ongeféier 50 Milliounen Euro pro Joer aus dem europäeschen Entwécklungsfong. Datt dat net duergeet, fir den Impakt vun esou engem Fräihandelsaccord ofzewieren, ech mengen, dat wäert jidderengem aliichten.

Dat si just e puer Aspekter. Da ka gesot ginn: Okay, et sinn awer nach vläicht gutt Saachen, wéi déi faméis Mesures de sauvegarde. Oder déi Infant-industries-Klausel, fir Industries naissantes. Mä déi si komplett onzouräichend am Verglach zu der Fragilitéit vun deenen Ekonomien. Si kënnen nëmmen ënner ganz bestëmmten Ausnamebedéngunge benotzt gi fir e ganz limittéierten Zäitraum. An da kënnt och nach esou eng Aart Sunset-Klausel. Dat heescht, si kënnen nëmme wärend deenen éischten 10 bis 15 Joer an Usproch geholl ginn. Dat heescht, dat sinn all déi Mesuren, wou se kéinten nach d'Industrie e bësse protegéieren, par rapport zu de Mastodonten aus der Europäescher Unioun.

Ausserhalb vun deenen exzeptionelle Schutzmoossnamen a ganz präzisen Eeenzelfäll verbitt eng generell Standstill-Klausel dëse Länner all Erhéijung vun hiren Importtariffer, an zwar bis éiweg, bis an all Éiwegkeet. Eng Revisiounsklausel, déi et erméiglecht, spéider d'Liberaliséierung nach eng Kéier ze korrigéieren, fir op negativ Entwécklungen ze reagéieren, gëtt et just am APE mat de karibesche Länner.

An dann och nach d'Aféierung vun Exporttariffer, déi zum Beispill bei Narungsmëttelkrisen immens wichteg sinn, well déi kann een dann asetzen, fir datt d'Narung d'Land net verléisst - dat gëtt mat dësen Accorden dëse Länner verbueden.

An da gëtt et nach déi Klausel vun der Nation la moins favorisée (veuillez lire : Nation la plus favorisée), datt déi Länner automatesch der EU déi Virdeeler musse ginn, déi se anere grousse Länner oder Handelsbléck gewären. Domadder gëtt den Handel tëschent deene Länner a grousse Schwellelänner natierlech ënnerbonnen.

An da gëtt et nach déi Rendez-vous-Klausel - dat kléngt ganz romantesch, ass et awer net -, déi beseet, datt déi Länner innerhalb vun engem bestëmmten Zäitraum mat der EU iwwer eng Liberaliséierung vun de Servicer musse verhandele souwéi iwwer Investitiounsschutz a Propriété intellectuelle, obwuel dës Länner dat ofleenen.

Virdrun hat den Här Kartheiser gesot, et brauch ee grouss Multien, fir datt e Land sech entwéckelt. En huet e Parallèle gezu mat der Stolindustrie hei zu Lëtzebuerg.

Jo, mä de Problem ass jo deen: Wann en ënnerentwéckelt Land versicht, sech ze entwéckelen an eng Industrie, eng souverän Industrie opzebauen, an et huet een awer schonn alles verginn un eng Industrie aus engem westleche Land oder eng Multi, déi justement schonn esou vill am Viraus ass, da ka justement déi Entwécklung net geschéien.

An, ech mengen, dat ass ganz bewosst och esou, datt et ni geschitt. Well dann hu mer weiderhin Ofsazmäert, déi ganz praktesch sinn. Dat heescht, mir wäerten och verhënneren, datt déi Länner sech entwéckelen. Well, et muss een och ëmmer oppassen, wa gesot gëtt: „Mir protegéieren och agricole Produkter, 20 %", oder esou weider. Dat ass richteg. Mä anerersäits ginn Industrien net onbedéngt esou protegéiert, respektiv gi spéiderhin och Servicer net protegéiert.

An dann, et ass och nach e Problem bei den Zollrecetten. Well dës Accorden huelen deene betraffene Länner d'Méiglechkeet, hir Marchéen ze schützen an eegen Industriesecteuren ze developpéieren, wéi ech dat elo grad gesot hunn, a späre se domat an hirer Roll als Rohstofflieferanten u sech an. An dës Accorde verhënneren, datt dës Länner mat gréissere Schwellelänner kënnen Handelskooperatiounen agoen a blockéieren domadder de Süd-Süd-Handel.

Dës Accorden huelen deene Länner wichteg Zollrecetten ewech. Beim Ghana sinn dat zum Beispill ronn 10 % vun de Statsrecetten, déi ewechfalen. Mä et ass alles gutt an d'EU ass weiderhin e Petzi!

Här President, ech hat nëmmen zéng Minutten. Ech hat 15 Minutten, fir iwwer e Gaardenhaischen ze schwätzen haut de Moien. Ech hunn zéng Minutten, fir iwwert d'Existenz vu Millioune vun Afrikaner ze schwätzen, mä et ass net esou wichteg!

Wéi sot scho méi de Mitterrand anscheinend 1994, wou e Genocide am Ruanda war: « Vous savez, dans ces pays-là, un génocide, ce n'est pas si grave (veuillez lire : un génocide n'est pas trop important. »

Anscheinend huet en dat gesot. Wann en dat net gesot huet, et sinn der vill, déi am Westen dat geduecht hunn. An et mierkt ee jo och, datt hautzudaags weiderhin ..., dat heiten ass kee Genocide natierlech. Dat heiten, dat dréit nëmmen dozou bäi, datt weiderhi Millioune vu Leit an Afrika, déi Schwächst ënnert deene Schwächsten, sech net wäerte weiderhi kënnen entwéckelen.

Da kann ee mat guddem Gewësse mat sengem Fanger op „Jo" drécken an duerno soen: „Oh, mais on verra. Mir wäerten dat suivéieren. Et wäert besser goen."

Et wäert net besser goen! Dofir sinn déi Accorden net geduecht.

Wannechgelift, lauschtert och op déi Leit, déi betraff sinn! Well dat ass dat, wat ... Ech erfannen dat jo net. Ech kucke jo e bëssen dat, wat déi soen op der Plaz. All déi ONGen op der Plaz, d'Leit op der Plaz, et ass keen ... Si soen net: „Passt op!" Si hunn net e puer kleng Kritiken. Si soen: „Huelt dat guer net un!" Dat ass dat, wat si soen. Dat ass dat, wat ech wäert maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Den Här Sven Clement steet schonn zwou Minutte prett.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Handelsaccorde kënne fir déi involvéiert Natiounen engersäits eng Chance duerstellen, fir nei Marchéën ze erschléissen, anerersäits awer och eng Gefor fir de klengen a lokale Commerce sinn.

Wann een d'Puissance vum europäesche Maart mat där vun den nationale Marchéé vun den

afrikanesche Länner vergläicht, mat deene mer hei Accorde maachen, gëtt séier kloer, wie sech hei aktuell an enger méi staarker Positioun befënnt. Obwuel den afrikanesche Kontinent en enorme Räichtum u Buedemschätz huet, ass et, an dorunner si virun allem Europäer schold, bis elo nach net gelongen, fonctionnéierend afrikanesch Marchéen ze etabléieren, déi d'Awunner um Räichtum vum Land deelhuele loossen.

De Ruanda gouf haut schonn eng Kéier genannt, an ech si ganz frou, datt haut deen éischte Smartphone, deen honnert Prozent Made in Africa ass, op de Marché komm ass. Well dat weist, datt sech eppes deet. Et weist awer och, datt déi lokal Marchéen nach vill „catch up" ze maachen hunn. Se musse sech nach weiderentwéckele kënnen.

Duerch déi virleiend Accorde sollen awer elo europäesch Produite méi einfach um afrikanesche Maart placéiert kënne ginn. Dat héiert sech fir d'Éischt emol net schlecht un. Wien ass da schonn dergéint, datt mir nei Marchéen denichéieren, fir eppes ze verkafen?

Et besteet awer d'Gefor, dass doduerch net nëmmen de lokale Commerce vun de Partnerlänner duerch europäesch Dumpingpräisser a -produiten ënner Drock geréit, mä och d'Nopeschlänner vun dëse Länner. Länner wéi zum Beispill de Mali, de Senegal oder de Burkina Faso wäerten och vun de Repercussioune vun dësem Accord oder vun dësen Accorde getraff ginn, obwuel si selwer guer net Zeechnungspartner vun dëse sinn.

Europäesch Agrarproduite bleiwen, wa se bis an engem afrikanesche Land um Maart sinn, natierlech net just an deem Land. Ausgoend vun de Partnerlänner vun dësen Accorden, geroden d'Produiten och schnell an d'Nopeschlänner, déi hirersäits keng Accorden agaange sinn, esou dass dann dës den Nodeeler vum Partenariat économique ausgesat sinn, wärend se vun de Virdeeler net profitéiere kënnen.

Grad Lëtzebuerg, als Land, dat all Joer vill an d'Entwécklungshëllef investéiert an och mat villen ONGen a ville Länner, wéi zum Beispill dem Mali, dem Burkina Faso an dem Senegal vertrueden ass - iwwregens Länner wou am Moment, wa mer de Burkina Faso kucken, eng dramatesch Situatioun ass -, sollt hei Responsabilitéit iwwerhuelen a kengen Accorden zoustëmmen, déi der Entwécklung vun dëse Länner schuede kéinten, just, fir e puer groussen europäeschen Entreprisen an d'Kaarten ze spillen.

Soulaang net kloer ass, wéi eng wirtschaftlech Konsequenzen a wéi eng Repercussiounen um Niveau vun der Emweltbelaaschtung a vis-à-vis vun enger Garantie vun de Mënscherechter ze erwaarden ass, kënnen esou Partenariats économiques net gudde Gewëssens zougestëmmt ginn.

Wat hu mir vun engem Partenariat, wann et zum Schluss just drëm geet, Wuere kräiz a queer iwwert de Planéit ze féieren, wärend d'Mënschen an onwierdegen Aarbechtsverhältnisser exploitéiert ginn?

Eleng de Fait, dass de Cercle de coopération vun de lëtzebuergeschen ONGen, déi dohanne sur place aktiv sinn an doduerch aus éischter Hand wëssen, wéi et ëm de lokale Commerce steet, sech géint dës Accorden ausschwätzt, muss engem hei ze denke ginn.

Et sinn awer net déi eenzeg, déi sech dogéint ausschwätzen, an de Kolleeg Wagner huet virdrun eng ganz Lëscht opgezielt vun de lokale Gewerkschaften, iwwer Akteuren, souwuel nationaler wéi internationaler, gëtt et eng ganz Hickecht.

Wann een dem afrikanesche Kontinent eng reell Chance wëllt ginn, sech ekonomesch ze entwéckelen, da muss een d'Reciprocitéit fale loossen. Da muss ee bei der Welthandelsorganisatioun ufroen, eng Ausnam ze maachen, fir den afrikanesche Länner vollen Zougang zu den europäesche Marchéen ze ginn, ouni an enger éischter Phas vun hinnen datselwecht ze erwaarden.

Well mir kee Gesetz matdroe kënnen, dat europäeschen Entreprisen hëlleft, hire Wuelstand um Bockel vun exploitéierten Aarbechter op anere Kontinenter auszebauen, wärend Mënschen, also och an deene Länner, aner Problemer hunn, iwwerhaapt Problemer hunn, hir Grondbesoinen ze decken, wäerte mir dës Projeten haut net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Et ass alles gesot ginn, wat de Pro an de Kontra ugeet.

Ech wëll just awer vläicht drop opmierksam maachen: Dir wësst, dass Lëtzebuerg, dat huet näischt mat dëser Regierung ze dinn, mä an der Kontinuitéit an deene leschte Jorzéngte wierklech probéiert huet an der Kooperatioun, mir sinn haut op engem Prozent a mir wëllen dorobber bleiwen, fir do mat déi Bescht op dem Planéit ze sinn. A mir sinn awer och der Meenung, dat waren all Regierungen, och déi haiteg, dass Kooperatioun eleng net duergeet, mä dass och Handel soll kënne gemaach ginn.

Nun, vläicht fir déi Kolleegen, ech respektéieren alles, mä déi gesot hunn, dass hei nëmmen d'Multie géife profitéieren: Zu dem APE gëtt kee forcéiert. An ech mengen, dass et net richteg ass, Här Wagner, dass mer d'Gewerkschafte solle froen a verschiddene Länner oder ONGen, dat ass selbstverständlech ganz wichteg, mä et gëtt an deene Länner jo och Regierungen an et gëtt Parlamenter. A bei deem, wou mer haut virleien hunn, hunn d'Parlamenter ...

(Interruption)

Zielen d'Parlamenter net méi?

... Jo gesot, dass se wëllen deen APE, dass se dee wëlle matdroen.

Sou, wann alles esou schlecht wier, wëll ech och d'Fro stellen, woufir Länner wéi d'Komoren, wéi Simbabwe, wéi Mauritius, wéi d'Seychellen eis elo scho gesot hunn, dass se wëlle méi wäit goen.

An, ech mengen awer, e ganz wichtege Punkt fir déi Leit, déi sech ëm d'Mënscherechter a Rechtsverletzunge bekëmmeren, ass: Am Kader vun den APE ass ee ganz staarke Punkt, dee sech op d'Mënscherechter bezitt. An et gëtt ee Land, - ech soen elo ee Land, dat ass en typescht Beispill - Nigeria wëllt net een APE hunn. Se wëllen net, dass d'Europäer Asiicht hunn an d'Mënscherechtsverletzungen, déi eventuell an deem Land kéinten zum Droe kommen.

Duerfir, Här President, et sinn zwanzeg Länner vun der Europäesch Unioun, souguer méi wéi 20 Länner vun der Europäescher Unioun hu bis elo déi Accorden hei guttgeheescht. Ech mengen net, dass mer Aussätzeger wieren, wann dëst Parlament hei zu Lëtzebuerg dat och géif maachen. Déi Revisiounen, dat ass e puermol ugedeit ginn, kënnen all fënnef Joer gemaach ginn. An, virun allem och: All APE-Land kann am Laf vun dem Kontrakt, kann et zoumaachen oder opmaachen. Ech mengen, och dat ass eppes, wat mer mussen ervirsträichen. Bon!

Afrika soll eng Prioritéit si fir déi nei Kommissioun. Wann dann déi nei Kommissioun sollt eng Kéier den Dag gesinn, den 23. Oktober oder vläicht e wéineg méi spéit, da verléiere mer e gudde Mann an der Chamber hei. An duerfir géif ech dem Här Angel och vu mir aus e grousse Merci soen, Marc, fir Deng Aarbecht, déi s De gemaach hues an der Kommissioun, an och déi Aarbecht, déi s De gemaach hues hei an der Chamber. An et ass jo hautdesdaags exzessiv rar, dass emol en Deputéierte vun alle Säite geéiert gëtt a gelueft gëtt. Dat hutt Der gemaach virdrun.

An duerfir och vu menger Säit, Här Angel, Marc: Merci fir all dat, wat s De fir eis gemaach hues! A vläicht kéins De souguer nach weiderfueren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Ausseminister.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7375 et dispense du second vote constitutionnel

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7375. Den Text steet am Dokument 7375[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7375 ass mat 55 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7375 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton (par M. Alex Bodry), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7376 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7376. Den Text steet am Document parlementaire 7376[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet 7376 ass mat 54 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7376 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Viviane Reding), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton (par M. Alex Bodry), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7377 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zum Vott vum Projet de loi 7377. Den Text steet am Document parlementaire 7377[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dëse Projet de loi 7377 ass mat 54 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen, ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7377 est adopté par 55 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Tess Burton (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox et Mme Josée Lorsché ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7378 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7378. Den Text steet am Document parlementaire 7378[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dëse Projet de loi 7378 ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen, ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7378 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Tess Burton (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7379 et dispense du second vote constitutionnel

Da kéime mer elo zum Vott iwwert de Projet de loi 7379. Den Text steet am Document parlementaire 7379[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Projet de loi 7379 ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen, ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7379 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den 7380, hate mer deen?

Plusieurs voix.- Neen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7380 et dispense du second vote constitutionnel

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da komme mer elo zum Vott vum 7380. Den Text steet am Document parlementaire 7380[2].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dëse Projet 7380 ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen, ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7380 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Tess Burton (par M. Franz Fayot), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 7389 - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

Da kéime mer elo zum Projet de loi 7389 iwwer fënnef Accorden am Beräich vum Austausch vu klassifizéierten Informatiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An ech géif gläich der Rapportrice vum Projet de loi, der honorabeler Madamm Lydia Mutsch, d'Wuert ginn. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Wa mer dësem Accord zoustëmmen oder besser gesot dësem Gesetz, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da gi mer eisen Aval fir direkt fënnef bilateral Accorden, déi zum Objet hunn en Echange an eng Protection réciproque vu klassifizéierten Informatiounen, a mer ginn deem domadder e juristesche Kader.

Mir hu schonn eng ganz Rëtsch vun esou Accorden. Doduerch, dass elo fënnef Länner derbäikommen, gi mer vun 21 op 26 Accorden erop. An dat Ganzt reit sech an an eng Strategie, déi eist Land huet an aner Länner och, fir mat alle Partner vun der EU a vun der NATO esou Zorten Accorden ofzeschléissen, inklusiv och déi multilateral Accorden, déi derbäikomme bei de Protektiounsregimmer. An do kënnt zu der Europäescher Unioun an der NATO och nach d'ESA, d'European Space Agency, derbäi.

Ech hu gesot, et si fënnef Länner, mat deene mer esou en Accord ofschléissen. Déi fënnef Länner sinn zwee EU-Memberstaten, dat ass Bulgarien an Ungarn. Dann Albanien, e Kandidat, fir an d'EU ze kommen. Dat nämlecht gëllt och fir Nordmazedonien, och e Kandidat, fir an d'EU ze kommen an, iergendwéini an der noer Zukunft, och en NATO-Member. A Brasilien, wou mer jo d'lescht Joer eng Ambassad opgemaach hunn a gesot hunn, dass mer eis Relatiounen, politesch a wirtschaftlech Relatiounen an Zukunft mat deem Land nach wëlle méi intensiv handhaben.

Bon, d'Fro: Wat fält alles ënner klassifizéiert Informatiounen? An der Vergaangenheet war et, wann een déi Terme gebraucht huet, ëmmer a Relatioun mat Krichssituatiounen, Secret militaire ass opgeworf ginn, national Sécherheet vun engem Land stoung a Fro.

Haut si souwuel d'Natur vum Krich ganz anescht wéi och d'Erausfuerderungen an d'Gefore fir d'Sécherheet, déi sech massiv verännert hunn. Ech wëll hei nëmmen d'Stéchwierder Terrorismus, Drogen- a Mënschenhandel nennen, déi eigentlech keng Grenze méi kennen a scho guer keng Lännergrenzen, oder organiséiert Kriminalitéit, déi, par définition, an enger grenziwwerschreidender Optik ze analyséiere sinn.

An ech hunn déi elo opgezielt, fir domadder ze weisen, dass eng international Zesummenaarbecht onerlässlech ass. An dat betrëfft ebe grad, wann et ëm d'Froe vun der Protektioun geet vu wichtegen Donnéeën oder vun engem Echange, dee wichteg ass, fir eng gewësse Schutzfonctioun kënnen auszeüben.

Dobäi kënnt och nach, dass haut an enger héich technologescher Welt och Technikdonnéeën oder wëssenschaftlech Donnéeë musse protegéiert ginn an och d'Sécherheet vun enger digitaliséierter Welt viru Cyberattacke séchergestallt muss ginn.

Dir gesitt also, dass déi heite fënnef Accorde sech an en existente Kader anuerdnen. Si sinn och, kann ee praktesch soen, Deel vun engem ganz grousse Puzzle vun der beschtméiglecher Gefor- a Gewaltpräventioun, déi een als Land ka maachen.

An dësen Accorde gi ganz fundamental Froe gekläert. Do geet et vun der Fro, wéini et eng Klassifikatioun vun Dokumenter muss ginn, wéi eng Geheimhaltungsstufen et gëtt a wéi se agehale ginn, wien iwwerhaapt dierf esou eng Klassifizéierung virhuelen, wien Zougréff dorobber huet, an aner wichteg Froen an deem doten Zesummenhang.

D'Kommissioun huet sech zweemol mat deenen heite Froe beschäftegt, eng Kéier den 12. Mäerz an eng Kéier de 6. Mee, wat weist, dass awer deem heite Gesetz eng wichteg Bedeitung zougemoosst gëtt. Den Aval fir de Rapport krut ech de 6. Juni 2019, also kuerz virun der Summervakanz. A mir hunn, dat kann ech vläicht och nach soen, net nëmmen den Avis vum Conseil d'État gekuckt, mä natierlech och den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires an der Chambre de Commerce, deene mer och probéiert hunn, Rechnung ze droen.

An ech wéilt domadder och vun dëser Geleeënheet als Rapporteur profitéieren, fir den Aval vun eiser Fraktioun zu dësem wichtege Projet ze ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. Eischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Just fir der Madamm Rapportrice Merci ze soe fir dee Rapport, dee se gutt gemaach huet.

Selbstverständlech si mer och d'accord mat deem hei Projet, well et an eisen Aen och wichteg ass, datt déi Relatiounen an notamment iwwert d'Klassifikatioun vun Dokumenter, wa mer Relatioune mat anere Länner hunn, wou esou Dokumenter hin- an hiergeschéckt ginn, datt do och d'Regele kloer sinn, datt alles däitlech ass, wien wat däerf, an datt déi Klassifikatiounen, déi mir am Gesetz vun 2004 och festgeluecht hunn, datt déi och applikabel sinn, wa mer Dokumenter kréie vun anere Länner a vice versa.

Et ass eng normal Prozedur. Mer hunn elo fënnef Länner derbäi. Dat ass eng positiv Saach. Dofir wäerte mer dësen Text stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. An da wier et um honorabelen Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och direkt der Rapportrice Merci soe fir hire Bericht, wou eigentlech schonn alles gesot ginn ass. Just vläicht eng Remark.

Effektiv ass et wichteg, datt mer déi Méiglechkeeten hunn, fir klassifizéiert Dokumenter mat esou vill wéi méigleche Länner ze echangéieren. Virun allem well een dat och muss gesinn, déi Stéchwierder sinn och scho gefall, am Kader vun dem Kampf géint d'international Kriminalitéit, géint den Terrorismus. Wou natierlech, wann een déi Méiglechkeet huet, fir esou Informatiounen auszetauschen, dat och besonnesch am Sënn vun der Präventioun ass an datt dat also sécherlech an där Hinsicht och da soll esou gesi ginn.

Ech mengen, deem ass eigentlech näischt bäizefügen an ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Berger. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech notzen dann och dës Geleeënheet, fir der Rapportrice villmools Merci ze soen. Mir hunn eise Virriedner hei näischt méi weider bäizefügen a ginn domadder och den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Madamm Rapportrice.

Vläicht just ee klenge Bemoll: An der Opzielung vun deene Staten, mat deene mer Accorde maachen, ass déi fréier jugoslawesch Republik Mazedonien mat République de Macédoine bezeechent. Mir hate virun deem historeschen Accord tëschent Griichenland an elo Nordmazedonien eng Regel an den internationale Bezéiungen, datt dat Land sollt als fréier jugoslawesch Republik Mazedonien bezeechent ginn am internationale Verkéier, also och am bilateralen internationale Verkéier. Dat ass hei net agehale ginn. Dat ass awer elo net méi esou wichteg, well mer jo deen Accord hunn an dat Land elo Republik vun Nordmazedonien heescht.

Dat gesot, stëmme mir dës Accorden awer gäre mat.

Merci.

Le saviez-vous ?

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An da wier et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Mir wäerten dëse Projet haut matdroen, bedaueren awer, datt aktuell nach ëmmer eng Rëtsch EU-Memberstate feelen, mat deene mer keng Accorden hunn. Dat sinn: Dänemark, Griichenland, Irland, Malta an Holland - fir se ze nennen.

Do derniewent hu mer och mat enger ganzer Rëtsch NATO-Memberen nach ëmmer keen Accord. An dee gréissten, deen do, mengen ech, zielt, dat sinn d'USA. An ech mengen, dat ass och eppes, wat an engem vun den Avisen zu dësen Accorden ugeschwat gouf, datt ee sollt mat eise Bündnispartner an all deene groussen internationalen Organisatiounen dann och déi Accorden hei ausschaffen.

Mir schaffen elo schonn eng ganz Rëtsch Joren drun. Mir sollten also vläicht do nach eng Kéier eng Kadenz bäileeën, fir datt mer wierklech eng honnertprozenteg Ofdeckung hunn, zumindest innerhalb vun der EU, mä optimalerweis an all eisen internationalen Organisatiounen, fir eben esou mat all deene Länner kënne sécher ze kommunizéieren.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo. Also, Merci och der Madamm Lydia Mutsch fir hire Rapport, dee komplett war.

Ech wëll vläicht soen, Macédoine du Nord, dat ass deen neien Numm vun deem Land. Et ass kloer, dass dee sech och op dat Land elo bezitt an och op deen Numm.

Malta hunn ech ënnerschriwwen zu New York elo virun enger Woch, wéi mer do waren. Dat ass also an der Rei. Mir hunn am Viséier, wou mer héchstwahrscheinlech virukommen: Kanada, Neiséiland, Australien an Dänemark. Wou et nach klemmt de Moment, dat ass Holland a Griichenland.

D'USA sinn éischter interesséiert un engem Accord, dee sech spezifesch op de Militärberäich konzentréiert. Do musse mer also nach dru schaffen. A mat Holland och. Et ass eigentlech net ze verstoen, dass mer mat den Hollänner net géifen eens ginn, fir esou en Accord ofzeschléissen.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Asselborn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7389 et dispense du second vote constitutionnel

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7389. Den Text steet am Document parlementaire 7389[4].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7389 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7238 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Eise leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7238, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de fräie Persouneverkéier. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 7238 ass den 28. Abrëll 2018 eng éischte Kéier an der zoustänneger Kommissioun analyséiert ginn. Et geet spezifesch ëm eng Rëtsch Ëmännerungen am Emigratiounsgesetz vun 2008. An dat ass néideg ginn, fir den Observatioune vun den Experten, déi am Kader vun der Evaluatioun vun der Applikatioun vum Acquis de Schengen 2016 hei zu Lëtzebuerg gemaach gouf, fir deenen Observatioune Rechnung ze droen.

Am Dezember 2016 huet de Conseil vun der EU eng Décision d'exécution ugeholl, déi eng Recommandatioun adoptéiert huet, déi virgesäit, dass d'Mängel, déi bei dëser Schengen-Evaluatioun festgestallt goufen, rektifizéiert musse ginn.

Et soll awer och gesot ginn, dass de Conseil eng Rei gutt Punkten an der Schengen-Evaluatioun iwwer Lëtzebuerg ervirgehuewen huet. Zum Beispill déi schnell Decisiounen, de Retour bei Drëttstaatler, déi irregulär zu Lëtzebuerg sinn, awer besonnesch och d'Promotioun vun Assistenzprogrammer fir de Retour volontaire. Dat gëtt als ganz positiv an där Evaluatioun ervirgestrach.

Wou kënnt déi sougenannt Evaluatioun Schengen hier a firwat ass se wichteg?

Den Espace Schengen berout op der géigesäiteger Confiance tëscht de Memberstaten, fir d'Mesuren, déi d'Ophiewen un de Bannegrenzen erméiglecht, komplett ëmzesetzen.

Fir ze garantéieren, dass dës Normen op engem héijen Niveau uniform respektéiert ginn, gouf et als noutwendeg ugesinn, en Evaluatiouns- respektiv e spezifesche Kontrollmechanismus op d'Been ze stellen, deen et erlaabt, d'Applikatioun vum Acquis vu Schengen ze verifizéieren.

Dofir huet de Conseil vun der EU de 7. Oktober 2013 e Reglement adoptéiert, dee justement esou e Mechanismus etabléiert. Et gëtt also eng legal Basis. An et ass net esou, wéi et am Ufank gemengt gi war vun engem Member aus der Kommissioun, dass do iergendwéi Leit vu Bréissel géife kommen ouni Mandat an hei emol en Avis iwwer Lëtzebuerg schreiwen. Déi legal Basis ass do.

Dëse Mechanismus soll dozou bäidroen, eng effikass, kohärent an transparent Ëmsetzung vun de Regelen an de Reglementatioune vu Schengen vun alle Memberstaten ze garantéieren.

Lëtzebuerg gouf, wéi gesot, 2016 evaluéiert. A verschidden Observatiounen a Recommandatioune konnten, wéi mer deemools och an der Kommissioun informéiert goufen, um administrativen Niveau ëmgesat ginn, a fir anerer hu mer misse legiferéieren. A genau dat ass den Inhalt vun deem haitege Projet de loi.

Et geet heibäi virun allem ëm d'Politique de retour. Spezifesch ännert sech virun allem eppes an der Evaluatioun vum Intérêt supérieur vun de Mineurs non accompagnés am Kontext vun enger Décision de retour. Hei gëtt eng Commission consultative geschafen, op déi ech spéider nach eng Kéier ze schwätze kommen.

Ausserdeem wäert eng „automatesch" - oder wéi de franséischen „d'office" - systematesch Verifikatioun a Fäll vu méi laange Periode vun enger Retentioun agefouert ginn. Dat heescht also a Fäll, wou et zu méi wéi véier Méint Retentioun kënnt. An esou Fäll gëtt e Recours virum Tribunal administratif opgemaach, deen als urgent traitéiert gëtt. Et wäert d'Méiglechkeet ginn, fir géint eng Decisioun vum Tribunal administratif bei der Cour administrative an Appell ze goen.

Eng aner Modifikatioun betrëfft den Éloignement forcé. Wann den Zougang zu de sougenannten « locaux servant à son habitation » refuséiert gëtt, an domat e Retour onméiglech gemaach gëtt, muss de President vum Tribunal d'arrondissement deen explizitten Accord ginn, ier d'Police sech Accès fir déi Locaux ka verschafen, fir eng Décision de retour auszeféieren. An dës Mesurë musse proportionéiert sinn an all Asaz vu Gewalt muss strictement räsonabel sinn.

Heibäi muss ee soen, dass eng Majoritéit vun de Retouren hei zu Lëtzebuerg zum Gléck op fräiwëlleger Basis duerchgefouert goufen.

Bis Juni an dësem Joer waren dat der 68. 68 Retours volontaires géint 24 Retours forcés. An d'lescht Joer waren et vum Ufank 2018 bis November 2018 193 Retouren, 193 volontaire Retouren an zum Gléck nëmmen 30 Retours forcés.

Et kënnt och nach zu weideren, méi klengen Adaptatiounen, op déi ech awer net am Detail wäert agoen, mä déi mer an der Kommissioun en long et en large beschwat hunn an déi och am schréftleche Rapport nozeliese sinn.

All d'Ëmännerungen am Immigratiounsgesetz brauchen eng gewësse Preparatioun. An dofir gëtt dëse Projet och eréischt elo nom Summer gestëmmt. Et huet de relevanten Akteuren erlaabt, sech virzebereeden, soudass déi nei Dispositiounen och effikass ëmgesat kënne ginn.

Den 23. Abrëll 2018 huet d'Kommissioun den Text, wéi gesot, eng éischte Kéier examinéiert. De 25. Juni 2018 huet d'Kommissioun den Avis vum Statsrot vum 8. Mee 2018 an och d'Avisen, déi ganz gutt waren, vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand a vun der Mënscherechtskommissioun analyséiert. Ech hunn och derfir gesuergt, dass dës Avisen als Document-parlementairë géifen ugeholl ginn.

Den 11. Februar dëst Joer sinn d'Aarbechten un dësem Text du weidergaangen. D'Kommissioun huet eng Rei Amendementer adoptéiert, fir de Bemierkunge vum Statsrot Rechnung ze droen. Et waren zwou Opposition-formellen am éischten Avis vum Statsrot. Déi eng, do goung et ëm eng Notioun vun « représentants de médias accrédités », déi et an eisem nationale Recht net gëtt. An dofir gouf och an der Kommissioun decidéiert, dëse Punkt ewechzeloossen.

Zweetens: Bei där zweeter Opposition formelle goung et ëm de System vum Contrôle juridictionnel vun der Decisioun vum Minister, eng Mesure de rétention ze verlängeren, deen dem Statsrot no géint d'Logik vum Contentieux administratif verstousse géif. Och hei goufen dunn Ännerunge virgeholl.

Bei engem drëtten Haaptpunkt goung et ëm d'Équipe pluridisciplinaire, wou d'Mënscherechtskommissioun an den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand Präzisioune gefrot haten. An d'parlamentaresch Kommissioun huet dunn fir déi Équipe pluridisciplinaire eng Commission consultative virgeschloen, där hir Zesummesetzung an hire Fonctionnement duerch e Règlement grand-ducal festgeluecht gëtt. A bei der Ausschaffung vun deem Règlement grand-ducal ass enk zesummegeschafft ginn, mir sinn ëmmer informéiert ginn an der Kommissioun, an et ass enk zesummegeschafft gi mam Ombuds-Comité fir d'Kannerrechter.

Den Avant-projet vun dësem Règlement grand-ducal läit och vir. Ech hunn en och de Kolleeginnen an de Kolleege vun der Kommissioun geschéckt.

Dës Kommissioun, déi Commission consultative, wäert véier Memberen hunn. Eng Vertriederin oder e Vertrieder vum Minister fir Immigratioun an Asyl, deen d'Kommissioun presidéiert, eng Vertriederin oder e Vertrieder vum OLAI, wat elo jo an nächster Zukunft den ONA wäert ginn, eng Vertriederin oder e Vertrieder vum Office national de l'enfance an eng Magistratin oder e Magistrat vum Parquet vun der Sektioun Protection de l'enfant.

Den Ad-hoc-Administrateur, deen de Mineur non accompagné representéiert, wäert invitéiert ginn, fir der Kommissioun säi Point de vue ze presentéieren. An de Mineur selwer huet och d'Recht, vun der Kommissioun gehéiert ze ginn.

Den ORK als Mediateur wäert net Member vun där Kommissioun sinn, wéi ech et wollt virschloen, mä si wollten dat net. Si wollten dat net, well si wëllen hir Onofhängegkeet behalen. Mä si wäerten awer d'Recht hunn, an all déi pertinent Dossieren eranzegesinn, natierlech mam Accord vum Mineur non accompagné.

En drëtten Amendement betrëfft d'Notioun « locaux destinés à l'habitation », déi am Endeffekt duerch d'Formulatioun « dans les locaux servant à son habitation » ersat gouf. Ech mengen, do hu mer dat gemaach, wat de Statsrot vun eis gefrot huet.

Den Avis complémentaire vum Statsrot ass dunn de 26. Mäerz komm, dee mer dunn an der Kommissioun den 13. Mee 2019 analyséiert hunn. Dat war deen zweeten Avis. An den Avis complémentaire, wéi gesot, war zefridde mat den Amendementer an huet seng Opposition-formellë fale gelooss.

De Rapport gouf schlussendlech d'lescht Woch, den 30. September, ugeholl an der Kommissioun. An ech hoffen, dass d'Chamber dëse Projet de loi mat grousser Majoritéit wäert unhuelen a ginn heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Ech wëll eng lescht perséinlech Remark maachen. Ech wëll de Beamtinnen a Beamte vun der Direction de l'immigration Merci soen, éischtens fir hir gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun, awer och fir déi gutt Aarbecht, déi si maachen. Si maachen eng schwéier Aarbecht. An et ass net esou, wéi gëschter de Vertrieder vun der ADR hei gesot huet, wéi e gemengt huet, hei zu Lëtzebuerg géife Leit Asyl kréien, déi kee Recht op Asyl hunn. D'Beamtinnen an d'Beamte vun där Direktioun, vun deem Ministère, déi kennen eis Gesetzer, déi kennen d'Direktiven. Mir hu se ëmgesat hei am Haus. Si si mat enger Majoritéit ugeholl ginn. An déi Beamtinnen a Beamten, déi exekutéieren, en âme et en conscience, eis Gesetzer. An hei zu Lëtzebuerg kritt deen Asyl, deen e verdéngt huet. Ech hunn Iech jo virdru vu Retoure geschwat. Et ass net esou, wéi wann hei Leit politeschen Asyl gewäert kritt hätten, déi en net zegutt hunn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Angel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Just ganz kuerz, fir dem Marc Angel villmools Merci ze soe fir ee vu senge leschte Rapporten. En huet dat, wéi ëmmer all déi Joren, exzellent gemaach, soudatt ech ka ganz kuerz bleiwen.

Dat hei Gesetz baséiert jo op enger Evaluatioun, déi 2016 gemaach ginn ass vun dem Gesetz vun 2008, an et huet haaptsächlech dorobber baséiert, datt mer déi Décision-de-retouren anescht organiséieren, notamment déi, déi den Intérêt supérieur vu Mineurs non accompagnés concernéieren, mä awer och d'Verifikatioun vun de Juridiction-administrativen dann, wann et drëm geet, datt d'Retentioun méi laang wéi véier Deeg (veuillez lire : Méint) gemaach gëtt.

Déi Solutiounen, déi elo um Dësch leien - an den Här Angel huet beschriwwen, wéi d'Diskussiounen an der Chamberskommissioun gelaf sinn, wéi mer och deenen eenzelnen Avisen, déi erakomm sinn, Rechnung gedroen hunn -, déi Solutiounen, déi elo hei am Gesetz sinn, si Solutiounen, mat deene mir duerchaus kënne liewen. Éischtens d'Aféierung vun enger Commission consultative fir individuell Fäll bei Mineurs non accompagnés. Zweetens, bei der Retentioun, déi méi wéi véier Méint ass, déi systematesch Vérification d'office vun de Juridiktioune mat engem Recours um Tribunal administratif an engem Appell op der Cour administrative. An, haaptsächlech fir déi Persounen, déi sech der Exekutioun vun enger Décision de retour widdersetzen, d'Méiglechkeet, fir den Accès à l'habitation ze maachen op Basis vun der Autorisatioun vum President vum Tribunal d'arrondissement. Dräi Solutiounen, déi mer duerchaus kënne mat ënnerstëtzen, an dofir wäerte mer och dat Gesetz hei matstëmmen.

Loosst mech just ee Regret ausdrécken! Dat heescht, den Originaltext, deen hat och nach een aneren Aspekt vun dem Gesetz vun 2008 wëllen änneren, an zwar d'Autorisatioun, fir datt « représentants des médias accrédités » géifen hei zu Lëtzebuerg ouni Autorisatioun vum Minister en « séjour de moins de trois mois » kéinte maachen, fir hei kënnen ze schaffen. Dat ass elo aus dem Gesetz erausgeholl ginn op Basis vun enger verständlecher Opposition formelle vum Conseil d'État, deen u sech gesot huet, datt en net kéint novollzéien, wéi een da géif definéieren, wat e Média accrédité hei zu Lëtzebuerg wär, well mer déi Notioun juristesch net géife kennen. Ech verstinn absolutt déi Opposition formelle vum Conseil d'État. An dofir huet d'Kommissioun jo och decidéiert, et erauszehuelen. Op där anerer Säit ass et awer eng Fro, déi nach wie vor bleift, wéi mer mat deene Journalisten, deene Leit ëmginn an et muss an enger spéiderer Etapp dann och an eisem Gesetzestext geléist ginn, fir do absolutt Klorheet ze schafen.

Dat gesot, stëmme mer selbstverständlech dësen Text.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. 1985 war jo u sech en historescht Joer

fir d'Europäesch Unioun, dunn ass de Schengen-Raum geschafe ginn an engem Duerf, wat mer jo alleguer gutt kennen. Dat war, aus menger Siicht gekuckt, ee vun deene wichtegsten Datumen, déi mer bis elo an der Europäescher Unioun erlieft hunn. Leider ass et esou, datt haut jo ëmmer méi déi Errongenschaft deelweis a Fro gestallt gëtt. Et ass awer wichteg, datt mer nach wie vor dat Instrument hunn, an datt och eng Evaluatioun dovunner regelméisseg gemaach gëtt, dat ass ganz kloer ze ënnerstëtzen.

Ech mengen, dat, wat mer haut stëmmen, dat sinn zwar u sech nëmme punktuell Ännerunge vum besteeënde Gesetz, an trotzdeem hu se awer eng grouss Wichtegkeet. Ech wëll virun allem op deen Aspekt vun de Mineurs non accompagnés hiweisen. Et muss ee sech och emol an d'Haut vun deene jonke Leit versetzen, déi jo oft e grousse Cauchemar hanneru sech hunn, déi oft en Deplacement aus hirer Heemecht an aner friem Länner hanner sech hunn, ënner Konditiounen, déi mir eis oft net kënne virstellen. Datt do natierlech versicht gëtt, déi beschtméiglech hei an eisem Land ze encadréieren, dat ass net méi wéi normal, an datt och elo déi spezifesch Kommissioun do geschafe gëtt, fanne mer ganz richteg.

Mir hunn och matgedeelt kritt, wéi sech déi Kommissioun soll zesummesetzen, ouni datt elo Nimm do dropstinn. Mir mengen, datt et wichteg wär, datt déi Leit awer trotzdeem a verschiddenen Domänen déi néideg Kompetenze sollte matbréngen. Ech denken zum Beispill u Kannerpsychologie, wat fir mech e ganz wesentlechen Aspekt wär.

Deen anere Volet, dat ass dee vun der Retentioun. Ech mengen, do ginn et natierlech ëmmer Problemer, well Leit a Retentioune sinn, a wou ebe vläicht iwwert deen Delai vu véier Méint eraus muss eng Decisioun geholl ginn, fir se nach dozebehalen. Elo ass déi Prozedur do virgesinn, déi mer och richteg fannen, datt de Minister kann iwwert de Wee vum Tribunal eng Verlängerung ufroen. Et ass awer och evident, datt dee Betraffenen awer och e Recours muss behalen, an och dee Moment hei accordéiert kritt, datt en dee ka bei der Cour administrative ausüben.

Mir sinn och der Meenung, wat een natierlech net esou gär mécht, mä wann awer Leit sech hei zu Lëtzebuerg illegal ophalen, datt dann Instrumenter musse bestoen, fir deene Leit kloer kënnen ze verstoe ginn, datt se net méi däerfen hei op eisem Territoire sinn. An et muss Méiglechkeete ginn, fir se gegebenenfalls mat Force ze deboutéieren, wat een natierlech a leschter Instanz wëllt maachen. Mä och hei kréie mer elo awer eng, géif ech soen, zolidd Base légale, datt déi Méiglechkeeten och an Zukunft bestinn, ouni datt do Moyenen ugewannt ginn, déi an engem Rechtsstat net sollen herrschen.

An deem Sënn, wéi gesot, ass dat heiten e klengt Gesetz. Mä et ass e wichtegt Gesetz, wat eis Ennerstëtzung fënnt. An eemol méi och nach eng Kéier dem Kolleeg Marc Angel e ganz grousse Merci fir seng kompetent Berichter.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An an der gewinnter Reiefolleg wier et dann elo un der Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President, och nach eng Kéier Merci fir de Rapport an déi Ausféierungen, déi bis elo gemaach gi sinn.

Ech géif deem net ganz vill bäifügen, just ee klenge Punkt. An deenen Avisen, déi mer kruten, waren natierlech och d'Avisen derbäi vun der Commission consultative des droits de l'homme a vum ORK, déi sech hei selwer saiséiert hunn, fir Input ze ginn, wat eppes ass, wat ee kann allgemeng ervirsträichen, dass och aner Institutioune sech an dee legislative Prozess kënne matabréngen an een Avis ofginn, dee wäertvoll ass, dee wäertvoll ass an dee mir och an der Kommissioun eingeeënd beschwat hunn a wou och einfach de Message no baussen ass: Esou Avise verlafen net an d'Näischt. Déi weisen eis, dass eng Zivillgesellschaft hannendrusteet, déi eis Aarbecht kontrolléiert, déi sech wëllt matabréngen. An ech mengen, dat huet och an dësem Kader hei zu verschiddenen Amendementer gefouert. Do géif ech deene Leit gäre Merci soen a se encouragéieren, och an Zukunft eis Aarbecht esou ze begleeden.

Voilà. A vun eiser Fraktioun dann och den Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Et ass gutt, mengen ech, datt ech den Här Angel scho gelueft hat viru senger leschter Interventioun ...

(Hilarité)

... well ech weess net, ob ech et mat därselwechter Begeeschterung nach hätt kënne maachen. Mä an e puer Deeg geet et vläicht erëm besser.

Ech wollt vläicht ufänken, fir dem Här Angel awer Merci ze soe fir e puer interessant Zifferen. Déi Zifferen, déi en eis genannt huet, déi weise jo, datt et graff 200 Retoure pro Joer gëtt, forcéiert an net forcéiert, bei iwwer 2.500 Demandes d'asile, déi och laang net all accordéiert ginn. An d'Fro stellt sech jo dann natierlech ëmmer: Wou sinn all déi aner Leit? E Sujet, dee mer jo ëmmer gär verdéiwen, well et ass, mengen ech, ganz wichteg, datt een dat mécht.

Mir hunn hei eng ganz komesch Situatioun, an ech wëll se selbstverständlech aus den Ae vun der ADR beliichten. Mir bekennen eis zum Beispill zum Traité vu Schengen. Dat ass eng gutt Saach. Op där anerer Säit si mir jo fir en Europa vun den Natiounen a mir denken, datt fir all d'Aspekter, déi mat Asyl ze dinn hunn, et eng national Kompetenz muss ginn, an do, wou dat net ass, soll et erëm eng national Kompetenz ginn. An dofir droe mir och dësen Accord net mat, well mer eng grondsätzlech aner Approche hunn an Asylfroen. Fir eis ass dat: All Stat ka fir sech decidéieren, wien op sengem Territoire däerf liewen, ënner wéi engem Statut, a wien net.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hunn elo hei eng Emsetzung vun enger Recommandatioun, déi gekleet ass an eng Décision d'exécution. Et ass weder eng Direktiv nach e Reglement. Mir huelen hei e Gesetz dofir, opgrond u sech vun engem Avis vu Beamten. Fir eis ass dat keen ausräichende Grond, fir ze legiféieren. Et ass ëmmer interessant, esou Meenungen ze héieren. Awer e Gesetz hätte mir net gemaach.

Da muss ee soen: Den Interêt supérieur des mineurs non accompagnés, déi Notioun vum Interêt supérieur de l'enfant, des mineurs, ass am Recht net ganz kloer determinéiert. Et ass eng Appreciatiounsgeschicht. Wat ass den Interêt supérieur? Et kann een en zum Beispill gesinn, besonnesch am Kontext vum Zivillrecht, bei enger Scheedung. Et kann een en och nach gesinn am Kontext vum Droit civil international. Mä hei schwätze mer iwwert d'Vëlkerrecht, den Droit international public, wou u sech d'State gebonne sinn. An da géife mir higoen a mir géifen een net definéierte Rechtsbegréff wéi den Interêt supérieur de l'enfant iwwert d'Verflichtunge vu State setzen. Mir maachen eng Appreciatioun, ob mer eng staatlech Verflichtung anhale solle géintiwwer anere Staten oder net.

Wéi wäit féiert dat? Wann e Mineur vu 17 Joer soll zréckgeschéckt ginn an e Land, wou zum Beispill den obligatoresche Militärdéngscht ass, ass et dann den Interêt supérieur de l'enfant, fir net dohinnergeschéckt ze ginn? A mir dann eigentlech d'Legislatioun vu sengem Hierkonftsland, vun deem hien d'Nationalitéit huet, géifen ëmgoen? Dat gëtt et dach net. Dat heescht, mir hunn eng net definéiert Notioun, wou mer u sech Verflichtunge vun dem Lien de nationalité iwwer engem Interêt vun engem Mineur eventuell ignoréieren, oder hëllefen ze ëmgoen, an deen Ableck eng staatlech Verletzung vun eise Flichten. Eppes, wat mer eis net kënne virstellen.

Retentioun: Hei féiere mer eppes an, e Recht, wat kee Lëtzebuerger oder Resident huet. Wann eng staatlech Administratioun eng Decisioun géint e Resident hëlt, och géint e Lëtzebuerger, jee nodeem, dann ass jo do net automatesch eng Verflichtung vun där Administratioun, fir sech beim Tribunal administratif oder bei iergendenger anerer Administratioun selwer ze denoncéieren oder unzekloen, datt déi Decisioun géint en Administré soll iwwerpréift ginn.

Hei féiere mer eppes an, wat deen normale Resident hei am Land net huet, en Droit spécial. An eisen Ae geet dat ze wäit. Selbstverständlech kann iergendee kloen, dee mengt, e bräicht net méi a Retentioun ze sëtzen, mä datt de Stat dat selwer muss maachen, dat gëtt et an eisen Aen net.

E leschte Punkt, dat sinn déi nei Dispositioune fir Persounen, déi musse manu militari ofgeholl ginn, fir kënnen expulséiert ze ginn. Dat ass eng gutt Saach. Mä mir hätten eis erwaart, datt all déi Persounen, déi deene Leit hëllefen, sech dem staatlechen Zougréff ze entzéien, och géifen duerch eng penal Dispositioun getraff ginn, déi esou e Verhale géif verhënneren. Dat ass hei net geschitt.

Dat si fënnef an eisen Aen iwwerzeegend Argumenter, déi een net muss deelen, eis awer derzou féieren, an der konsequenter Logik vun eiser Positioun vun engem Europa vun den Natiounen an enger nationaler Kompetenz an Asylfroen, fir ze soen: „Dat do droe mir net mat, mir stëmmen Neen!"

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An dann ass et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ier ech kuerz iwwert de Projet de loi schwätzen, wollt ech, vu datt et jo e bësse spéit ass an ech ee vun deene leschte Riedner sinn, Iech matdeelen, datt ech an dësem Kontext eng Motioun wollt deposéieren. Wannechgelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 3 de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant qui stipule que : « Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. » ;

- considérant que le Comité pour les droits de l'enfant interprète l'article 3 précité de façon à ce que « l'intérêt supérieur de l'enfant doit primer sur tout objectif d'État, par exemple celui de limiter la migration illégale » ;

- considérant que l'UNHCR s'oppose catégoriquement à la détention des enfants dans le cadre de procédures d'expulsion, comme exposé dans son papier de positionnement datant de janvier 2017 et intitulé « UNHCR's position regarding the detention of refugee and migrant children in the migration context » ;

- considérant la position du Collectif Réfugiés Luxembourg qui « s'oppose catégoriquement au placement en rétention des enfants, et en particulier des mineurs non accompagnés et demande à faire primer des alternatives moins coercitives par rapport à la rétention de mineurs » ;

- rappelant l'avis du Commissaire des droits de l'homme du Conseil de l'Europe Nils Raimonds Muižnieks, exprimé lors de sa visite au Luxembourg en automne 2017, que « la privation de liberté, même pour une période courte, qui est souvent vécue par les enfants comme une expérience choquante, voire traumatisante, a des effets néfastes sur leur santé mentale. » ;

- rappelant que l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, dans son rapport 2017, a recommandé aux autorités publiques que « la rétention des mineurs, accompagnés ou non, est nuisible pour l'enfant et des alternatives à la rétention devraient impérativement être mises en place. »,

invite le Gouvernement

à légiférer dans les meilleurs délais de sorte à exclure toute possibilité que des enfants ou des mineurs soient placés en rétention dans une structure fermée.

(s.) David Wagner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech mengen, si ass scho kopéiert ginn. Mir haten e bësse prophylaktesch geschafft.

Ech kommen och herno op d'Motioun zréck. Bon.

Mir dinn eis e bësse schwéier mat dësem Gesetzesprojet. Mir hunn en en long et en large intern diskutéiert. De Problem ass deen, datt jo eng Partie positiv Aspekter an deem Gesetzesprojet dra sinn. Et sinn anerer, déi an eisen Aen negativ sinn, an anerer, déi ambigu sinn, wou mer net zu engem richtege Schluss kommen. Dat Positivt natierlech ass déi Méiglechkeet, fir elo Appell ze maache géint eng Prolongatioun vun der Retentioun. Ech mengen, dat ass eng positiv Saach, déi een nëmme ka begréissen. An dat ass jo eng Verbesserung.

Dat Negativt, dat wäert Iech net wonneren, dat ass, datt elo awer d'Possibilitéit besteet, fir an den Domicile ze penetréieren, nodeems e Riichter dat unuerdent, fir do Leit sichen ze goen, déi net wëllen expulséiert ginn. Mir fannen, datt dat iwwerdriwwen ass, an en plus ass et jo kee Fait pénal. Dat geet relativ, ganz wäit a mir kënnen esou eppes net ënnerstëtzen.

Bon, den Här Angel huet zu Recht gesot, datt hei zu Lëtzebuerg fir d'Justiz, entgéint deem, wat oft behaapt gëtt a gewësse Kreesser, et net einfach ass zu Lëtzebuerg, fir einfach hei kënnen eng Erlaabnis ze hunn. Ech mengen, den Här Bodry ass gëschter dorobber agaangen, och mat perséinlechen Erfahrungen. Bon, d'Leit, déi hei eng Openhaltsgeneemegung sichen, et gesäit een, wéi schwéier et fir déi Leit ass. Do soll een also net maachen, wéi wann alles hei esou einfach wier.

Duerno ass et eng drëtt Neierung, déi an eisen Aen e bëssen ambigu ass, dat ass déi Introduktioun, fir eng systematesch Evaluatioun ze maachen am Intérêt de l'enfant. An do hunn ech Angscht, datt dat à double tranchant kéint sinn, deemno wéi kéint dat jo och e Mëttel sinn, fir u sech d'Departen nach ze justifizéieren, quitte datt verschidden Organismen mat doran involvéiert sinn. An ech mengen, dat ass eppes, wou deemno wéi, vläicht en faveur vun deene Leit kann tranchéiert ginn oder en défaveur vun deene Leit kann tranchéiert ginn. Ech weess et net. Et ass fir eis e bëssen ze vill ambigu. An do si mer eis och net onbedéngt eens. An ech duecht, ech géif mech an deem Sënn och bei dësem Gesetzesprojet da ganz einfach enthalen. Jo, et gëtt positiv Saachen, et gëtt negativ Saachen an et gëtt awer Saachen, déi schwéier ze evaluéiere sinn an eisen Aen.

Par contre, an do kommen ech dann zur Motioun, mir schwätze vu Retentioun. Bon, eis Positioun, mir sinn der Meenung, datt et einfach keng Retentioun soll ginn. Et gëtt Retentioun genannt, et ass awer d'Ewechspäre vu Mënschen, déi en plus sech näischt zu Schold komme gelooss hunn. Et ass en Entzuch vu Fräiheet.

Ech hat schonn als Kand ëmmer Schwieregkeeten, Villercher ze gesinn am Käfeg. Ech fannen dat grausam. Dat seet wierklech villes iwwert de Mënsch aus, e Villchen an e Käfeg anzespären. Mä fir e bësse manner romantesch elo awer ze sinn: En ass äusserst problematesch, de Prinzip vun der Retentioun, mä en ass nach ëmsou méi problematesch, wann et ëm Mineure geet an ëm Kanner.

Dofir deposéiere mer hei eng Motioun, déi sech och referéiert op ganz vill Institutiounen. De Comité pour les Droits de l'enfant, dee seet: « L'intérêt supérieur de l'enfant doit primer sur tout objectif d'État, par exemple celui de limiter la migration illégale ». Den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand hat a sengem Bericht 2017 geschriwwen: « La rétention des mineurs, accompagnés ou non, est nuisible pour l'enfant et les alternatives à la rétention devraient impérativement être mises en place ».

Voilà. An ech zitéieren och an der Motioun de Collectif Réfugiés Luxembourg, de Commissaire des droits de l'homme du Conseil de l'Europe an och den UN-Flüchtlingsrot. Si soen all, datt d'Retentioun, wat d'Mineuren ugeet a Kanner, einfach net akzeptabel ass. Dofir deposéiere mer déi Motioun, déi d'Regierung invitéiert, an de beschten Delaien ze legiféieren, fir hei zu Lëtzebuerg eng Alternativ zur Retentioun virzegesi fir Mineuren a fir Kanner.

Mir hoffen, datt vläicht dann do e Projet de loi kéint kommen, wann déi Motioun ugeholl gëtt. Ech mengen, mir missten eis awer iergendeng Kéier seriö Gedanken doriwwer maachen. Ech soen Iech Merci.

An ech wollt awer och nach dem Här Angel Merci soen. Ech hu virdru mat him gestridden, do hunn ech vergiess, fein mat him ze sinn. Mä normalerweis si mer fein mateneen.

(Hilarité)

An, bon, mir wäerten eis nach gesinn. Hien ass jo och e Stater an e leeft och ëmmer ronderëm. Mä ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- En ass nach do.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ... et war awer ëmmer agreabel, mir wëssen dat, mam Här Angel zesummenzeschaffen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Wuel vum Kand muss eis ëmmer dat Wichtegst sinn. Ech mengen, dat ass vill gesot ginn, a mir sollten eis och dorun orientéieren. An dëse Projet ass e wichtegen a richtege Schrëtt an déi Richtung.

Et gëtt awer grad am Kontext vum Kanner- a Jugendschutz nach eng ganz Rëtsch Punkten, déi verbessert kënnen a musse ginn. Ech denken do, ënner anerem, un d'Retentioun an awer och ëm d'Réckféierung vu Famillje mat Kanner wärend dem Schouljoer, wou mer sollte weider legiféieren.

Ganz kuerz zur Motioun. Ech fannen, datt déi exzellent ass an deem Sënn, datt se d'Regierung just invitéiert, fir nach méi wäit ze goen, wéi se dat an dësem Projet gemaach huet. An deementspriechend géif ech och am Numm vun de Piraten zweemol Jo stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An elo kritt d'Regierung d'Wuert, den Ausseminister Jean Asselborn.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, also fir d'Alleréischt wéilt ech e Wuert soen zu de Mineurs non accompagnés.

Ech komme vum Kierchbierg, elo virun zwee Deeg, a fir Iech nëmmen ze soen: A Griichenland huet den ...

Une voix.- Esou laang!

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- ... a Griichenland huet den zoustännege Minister eis gezielt, dass de Moment eleng zu Moria, dat heescht op der Insel Lesbos, iwwer 3.000 Kanner sinn, also Mannerjäreger sinn, déi net accompagnéiert sinn. Déi sinn an Europa.

Mir hunn hei de Phenomeen vun de Mineurs non accompagnés. Ech kann Iech do just soen, dass et eng Zäit agerass war, dass Leit mam Taxi komm sinn op d'Areler Strooss, si hunn e Kand erausgelooss, si hunn et virun eis Dier vum Ministère gesat a si si verschwonnen. Och dat ass haut méiglech, domat musse mer eis selbstverständlech och beschäftegen.

Déi meescht Mineurs non accompagnés, déi mer hunn, si Leit vum Balkan. Do sinn et och Fäll ginn, wou souguer d'Eltere mat de Kanner mam Bus op Lëtzebuerg komm sinn, si hu se erausgelooss op där nämlechter Adress an d'Mamme si mam Bus erëm heemgefuer. Dat war heiansdo mam Zil, dass d'Kanner hei sinn an dass dann d'Mamm oder de Papp kënnen herno nokommen.

Bon. Et gëtt also alles do. Ech mengen, et ass eis Aufgab, déi verdammte Flicht, déi mer hunn, fir domadder eens ze ginn. An duerfir, ech soen dat elo hei an aller Offenheet, hu mer probéiert, wéi mer et kënnen esou bewerkstellegen, dass d'Interête vum Kand gekuckt ginn, just d'Interête vum Kand, wat mer solle maachen.

Mir hunn do net vu Militärdéngscht geschwat an esou, mä mir hu geduecht, et wier vläicht gutt, wann ee géif mat der OIM, dat ass eng UNO-Organisatioun, kucken, fir eng Konventioun ze maachen, déi mer och ënnerschriwwen hunn, an dass mer e Comité géife maachen, wou den OLAI dran ass an den ONE, also den Office national de l'enfance an de Parquet selbstverständlech, mat eis, also mat eisem Ministère, an da kucken: Schécke mer Leit vun der OIM op d'Plaz, zum Beispill an Albanien oder am Balkan? A mer kucken dann: Wéi sinn d'Konditioune vun där Famill? An da gëtt eng Decisioun geholl.

Mir hunn dee Comité, déi Kommissioun besteet schonn. A fir Iech et och ze soen: Déi ass elo néngmol zesummekomm, an dee leschte 4. Oktober war et fir d'Lescht. Et sinn 23 Dossieren traitéiert ginn, meeschtens vu Leit aus Albanien. Zwielefmol gouf decidéiert, dass et am Interêt vum jonke Mënsch wier, fir zu Lëtzebuerg ze bleiwen, an eelefmol wier et am Interêt, dass en zréckgoe géif a seng Famill.

Dir gesitt, dass mer eis do d'Saach net einfach maachen. A menger Meenung, dat soen ech hei, kënnt een do mat Legiferéieren natierlech net ganz wäit. Mä et muss een awer eng gewësse Struktur opbauen, wou mer da vläicht déi richteg Decisioune kënnen huelen.

Wat d'Retouren ugeet: Ech mengen, all Kéier wann deen, deen zoustänneg ass fir d'Migratioun, hei op dësem Pult steet, dann ass e konfrontéiert mat de Konditiounen, wéi d'Retoure sollen organiséiert ginn, mussen organiséiert ginn oder däerfen organiséiert sinn.

Ech soen Iech vu vireran: Mer mussen de System vum Rechtsstat gutt verstoen. Et gëtt eng Demande gestallt. Déi Demande gëtt gekuckt vun dem Ministère, an de Ministère hélt eng Konklusioun. Wann déi Konklusioun ass, dass d'Leit de Statut kréien, dann ass jo alles an der Rei. Déi Decisioun, dat si Leit, dat ass deenen hire Beruff, déi schaffen zesumme mat der Police, si kucken d'Sécherheet, si kucken, ob dat, wat gesot gëtt, stëmmt. Do gëtt et jo Leit aus Eritrea, aus Afghanistan, vun allen Häre Länner, aus Syrien an esou weider, Leit, déi vill Misär dacks matgemaach hunn, déi aus Libyen kommen. An déi Leit huelen also eng Decisioun. Wann déi Decisioun negativ ass, dann hunn d'Leit ee Recours. Do gëtt en Affekot vum Stat bezuelt, fir dass dee Recours ka stattfannen an alle Fäll, an dann ass et um Riichter, fir a leschter Instanz ze soen: Jo oder Nee.

Sou. Wa mer dee Prinzip akzeptéieren, da musse mer och akzeptéieren, an ech mengen, dat ass rechtsstaatlech bal net anescht ze maachen, da musse mer och akzeptéieren, dass et dann zu Retoure kënnt, an dass déi Retouren dann och rechtsstaatlech mussen organiséiert ginn. Mir maachen alles hei zu Lëtzebuerg, wierklech alles, fir de Leit - si hu jo ee Mount Zäit - un d'Häerz ze leeën, dass se solle fräiwëlleg goen, mat hire Kanner, wa Kanner derbäi sinn, dass se sollen déi Offert unhuelen an an hiert Land zréckgoen. Dacks kréie se och nach Hëllef do derfir. Wann et méi wäit ass, gëtt dat och mat der OIM zesummen organiséiert.

Bon, elo gëtt et Leit, déi dat natierlech refuséieren. Elo kënnt Der soen: „Dat ass hiert gutt Recht!" Gutt. Dat ass vläicht hiert Recht, fir dat ze maachen. Si sinn och därmoossen opgewullt, dass se net wëllen zréckgoen. Elo hu mer dann - wou mer scho sinn, säit ech an der Regierung sinn an och scho virdrun hei an der Chamber - Problemer, wann Eltere wierklech verschwanne mat de Kanner, wa se da sollen goen, an op eemol, wann d'Schoul erëm ugeet, si se erëm do.

Ech wëll och vläicht dem Här Clement soen, dass en dat weess: Mir hunn hei scho jorelaang extra dat net méi gemaach, dass Kanner aus der Schoul geholl ginn. Si kënnen d'Schouljoer fäerdeg maachen hei zu Lëtzebuerg. A wa se da soen: „Okay, mir ënnerschreiwen, dass mer, wann d'Schouljoer eriwwer ass, da fräiwëlleg ginn", da kënne se hiert Schouljoer hei fäerdegmaachen an herno kënne se vum selwe goen.

Dir laacht elo! Mä sot mer emol, wéi ech dat da soll anescht maachen! Wann de Riichter gesprach huet, dass een de Statut net kritt, wat soll ech da maachen? Soll ech soen: „Dir kënnt elo hei bleiwen."? Oder: „Ech sinn elo den Asselborn, ech kennen dech: den Domm erop oder den Domm erof."

An dat ass eppes, neen, gleeft mer et, ech soen dat ganz éierlech, gleeft mer dat: Wann ech eng Ursaach hunn a wann ech eng Ursaach kréien a wann ech gesinn, dass do e Problem ass, fir déi Leit zréckzeschécken, dass se vulnerabel sinn oder dass iergendee Misär ass mat de Kanner, da maachen ech dat selbstverständlech, souwäit ech et ka maachen. An et wier net déi éischte Kéier, dass ech et géif maachen.

Mä, deen, deen déi Verantwortung ze iwwerhuelen huet, deen an der leschter Instanz déi Verantwortung ze iwwerhuelen huet am Kader vun engem Rechtsstat, deen huet ze agéieren.

An duerfir, gleeft mer, mir maachen alles ... Dat, wat an deem Artikel 124 steet, dass muss gefrot ginn, fir dass d'Bezierksgeriicht eng Autorisatioun gëtt, fir an Haiser anzebriechen, dat wëlle mer wierklech an aller-, allerleschter Instanz maachen. An duerfir geet et och net, dass mer d'Kanner jo kënnen ... Wann dat muss sinn - ech soen et nach eng Kéier: „wann et muss sinn" -: Mir wëlle se net aus der Schoul huelen. Mir wëllen d'Elteren drop preparéieren, dass dee Retour muss stattfannen.

An dass mer se dann och op eng Plaz kréichen - dat ass och méiglech, mengen ech -, dat muss net am Centre de rétention sinn, mä mer hunn elo keng aner Plaz, fir dass se dann een oder zwee Deeg do sinn, bis de Fliger prett ass, an dass d'Leit da kënnen an de Fliger goen.

Do gëtt et déi komeschst an déi drolegst Saachen. Droleg am Sënn vun dramatesche Saachen. Do si Kanner, déi verschwannen oder verschwanne gedoe ginn, wa se zu zwee, dräi Kanner an der Famill sinn. A gleeft mer, déi Beamten, och vun der Police, déi dat musse maachen, dat ass jo net iergendwéi eppes, wat se gäre maachen.

An och Leit, déi mer mussen zréckschécken an Italien, wat Dublin-Fäll sinn. Dir wësst, wat dat ass. Also, Leit, déi bei eis froe kommen a scho vläicht de Statut an anere Länner hunn oder déi bei eis froe kommen an an der Prozedur waren an déi Prozedur ofgeschloss ass oder net ofgeschloss ass, egal wéi, déi eigentlech guer net an eis Prozedur eragehéieren an eben zréckgefouert ginn, well et Dublin-Fäll sinn, och dat sinn Operatiounen, déi net einfach sinn.

An wann eng Mamm mat engem Kand an deem Fall ass, ech kann Iech soen, dass dat net ohne ass.

Mä stellt Iech vir, mir maachen net dat, wat de Rechtsstat vun eis verlaangt, ech weess net, opgrond vu wat fir enge Kritären dann, an dass mer da sollen Uerdnung doranner behalen an ee Mënsch wéi deen anere behandelen! An deen, dee Minister ass, dee leet jo den Eed of, dass en d'Gesetzer respektéiert an dass en och dann d'Decisioune respektéiert, déi de Riichter geholl huet. Gleeft mer: Et ass net einfach! A mir kucken, an net nëmmen ech, mä all déi Leit, déi dru schaffen, zesummenzeschaffe mat den ONGen, wat d'Vulnerabilitéit ugeet. Mir kucken natierlech och, alles ze maachen, wat mer kënne maachen, dass d'Kanner net aus der Schoul gerappt ginn.

Alles an der Rei, mä et gëtt awer heiranner och eng Verantwortung vun den Elteren. A wann ech vum Balkan schwätzen, do sinn Elteren, déi mat hire Kanner schonn zwee-, dräi-, véiermol hei waren. Et gëtt och Fäll, déi kommen a si kréie jo och direkt gesot: „Dir sidd Dublin-Fäll, dat geet net. Dir waart schonn an anere Länner. Dir sidd do refuséiert ginn", déi dann an d'Procédure accélérée kommen an déi dann och wëssen, dass se no kuerzer Zäit mussen zréckgoen.

Also, ech géif Iech wierklech bieden, ech hunn dat schonn e puermol hei verzielt, dat ass net, dass ech mech selwer bedaueren oder déi Leit bedaueren, déi dat ze maachen hunn, mä et ass net esou ohne, fir hei d'Richtung ze behalen, wann een einfach seet: „Et däerf kee méi heemgefouert ginn", oder: „d'Kanner däerfen net heemgefouert ginn". Domadder léise mer de Problem net.

Ech wollt och nach e Wuert soen, Här President, zu deem Visa « Long séjour ». Dat ass wierklech geduecht, wann et iwwert déi dräi Méint erausgeet. Wann zum Beispill eng ganz schwéier Gebuert ass vun enger Fra oder wann een Hëllef brauch am Stot, da kënnen déi Visaen op ee Joer ausgestallt ginn. Och dat geschitt net ganz dacks, mä et ass awer schonn, wat mer och probéiert hunn.

Dann hu mer nach de Problem vun ... Neen, ech mengen, dat hunn ech Iech alles verzielt.

(Interruption et hilarité)

Zu deem, wat den Här Kartheiser gesot huet: Bon, wann en déi Astellung huet, sinn ech eigentlech frou, dass en dat Gesetz hei net stëmmt, hein. Well mir sinn hei jo och wierklech konfrontéiert an eiser Philosophie, wat d'Migratioun ugeet, wat d'Flüchtlingen ugeet. Entweder mir probéieren, et mat der gréisstméiglecher Mënschlechkeet, wéi mer dat jo hei zu Lëtzebuerg gewinnt sinn, unzegoen. Oder mir sinn op enger Schinn, déi mer kennen an Europa, déi sech vläicht bei dem Här Kartheiser senge Kolleegen an Ungarn entwéckelt huet. Och do gi Leit, déi Refugiéen hëllefen, bestrooft.

All dat ass eppes, wat ech op jidde Fall hei net wëll. An ech gleewen och net, dass déi meescht hei an dësem Haus domadder d'accord wieren. Duerfir, Här President, ech soen Iech Merci. A mir probéieren, dass mer dat korrekt maachen, awer och mënschlech maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Asselborn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7238 et dispense du second vote constitutionnel

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7238. Den Text steet am Document parlementaire 7238[6].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimadder ofgeschloss.

De Projet de loi 7238 ass mat 54 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes (par Mme Viviane Reding), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel) et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Mme Ahmedova Semiray, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. François Benoy), Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zur Diskussioun vun der Motioun. Den Här Angel, wannechgelift.

Motion 1

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Ech wëll dem Här Wagner Merci soen, dass en dat Thema hei nach eng Kéier op d'Tapéit bruecht huet. Ech mengen, d'Kommissioun a ganz vill Membere vun dëser Chamber hunn dat Thema do scho virun e puer Jore seriö geholl. An ech hunn als Kommissiounspresident virun zwee Joer, virun annerhallwem Joer och gekuckt, dass mer als Kommissioun zesumme mat Beamtinnen a Beamte vun der Direction de l'immigration a mat Beamtinnen a Beamte vun de Bâtiments publics an Holland gefuer sinn, fir ze kucken, wéi eng alternativ Strukturen et gëtt fir e Centre de rétention.

An d'Intentioun ass jo, dass de Centre de rétention, deen elo do ass, haaptsächlech soll si fir Leit, déi eleng sinn, Männer, déi eleng sinn, a Familllje mat Kanner net do sollen an dee Centre de rétention kommen.

Mir hu jo och dunn extra e Rapport kritt och vum Direkter vum Centre de rétention, dass dat wierklech ganz, ganz, ganz selten de Fall ass. A mir hunn och d'Zouso kritt vun der Regierung, dass se esou eng nei Maison retour fir Famillje mat Kanner, eng Structure semi-ouverte, also wou d'Leit net méi agespaart ginn, wëlle bauen. Dat ass och Deel vun der Regierungserklärung.

An ech mengen, et ass elo d'Saach, dass se wierklech amgaange sinn, en Terrain ze sichen, fir esou eng Struktur kënnen ze bauen. Ech hoffen, dass esou en Terrain fonnt gëtt. Ech hoffen, dass och d'Gemengen do matmaachen, fir dass se vläicht der Regierung hëllefen, esou en Terrain ze fannen. Well mir brauchen esou eng Struktur. Ech mengen, mir sinn eis all eens, dass Kanner net an e Centre de rétention gehéieren. Zum Gléck ass dat ganz selten de Fall.

An ech mengen, fir elo ze legiferéieren ... Mir sollen eis Energie drusetzen, fir esou séier wéi méiglech esou en Terrain ze fannen, fir dass esou en Haus soll gebaut ginn. An ech wär frou, wa mer an enger vun deenen nächste Sitzunge vun der aussepolitescher Kommissioun vläicht Vertrieder vun dem Minister mat Vertrieder vum Ministère kënne kréien, fir ze kucken, wou deen Dossier drun ass. Ech mengen, dat ass elo méi wichteg, wéi wa mer nach Zäit verléieren a Gesetzer maachen.

D'Iddi ass do. D'Regierung huet wëlles, an déi Richtung do ze goen. An ech fannen, mir solle se doranner ënnerstëtzen, esou eng Struktur ze bauen, fir dass eben d'Kanner net méi an dem Centre de rétention agespaart ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Angel. Den Här Kartheiser hat d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, just e Wuert. Och dem Här Angel Merci fir seng Explikatiounen. A virun allem och deene Lénke Merci hei fir déi Motioun.

Et ass e wichtege Sujet, zemools bei klenge Kanner. Ech mengen, et ass ëmmer en Ënnerscheed, ob elo ee vu 17 Joer, Dir schreift och „Mineuren", dee schonn x Fuguë gemaach huet eventuell, do concernéiert ass oder ob et elo e Kand ass vun dräi oder véier Jor. Do gëtt et enorm Ënnerscheeder.

Mä ech begréissen deen Usaz, deen den Här Angel hei gemaach huet. An ech géif mengen, mir sollte wierklech ganz kuerzfristeg dat do an der baussepolitescher Kommissioun zur Sprooch kréien, an datt mer do e Rapport kréie vun der Regierung, wéi wäit se ass mat der Ëmsetzung vun där Iddi, fir datt mer dat kënne kucken, an da vläicht zesummen, wann et dann nach néideg ass, en neien Text redigéieren, dee mer zréckbréngen an d'Plenière.

Well ech fanne wierklech, datt déi Initiativ do derwäert ass, datt mer eis dermat befaassen. Mir géifen eis op jidde Fall och als ADR dofir mat asetzen, datt et net, wéi sou dacks hei ass, eng Motioun geet an d'Kommissioun, fir se kënnen ze begruewen, mä datt mer se do diskutéieren an erëm zréckbréngen an d'Plenière, fir datt mer wierklech, wann dat dann de Wee ass, fir den Dossier virunzebréngen, da kënnen e Schrëtt an déi dote Richtung maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Kënne mer ...?

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Den Här Wiseler, wannechgelift.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Just fir kuerz ze soen, datt ech mech deem, wat meng zwee Virriedner gesot hunn, uschléissen. Mir mengen hei, datt dee Problem wichteg ass, datt mer an der Realitéit weiderkommen. Esou wéi et hei ausgedréckt ass an där absolutt genereller Form, wéi et hei steet, ass et och schwiereg, sech do mat all Realitéit an all Detail vun der Realitéit ze befaassen, soudatt mer domat Problemer hunn.

Mir hätten gär a mir wënschen eis natierlech eng Diskussioun an der Kommissioun, fir ze kucken, wéi déi eenzel Fäll traitéiert ginn a wat fir Schrëtt konkret an deem Dossier kënne gemaach ginn an enger Zäit, déi awer net op all Éiwegkeet virun eis geschobe gëtt, fir an engem Dossier weiderzekommen, deen awer sensibel ass a mat vill Mënschlechkeet verbonnen ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Angel, wannechgelift.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci den zwee Virriedner. Ech géif dann effektiv proposéieren, dass mer déi Motioun elo hei tel quel, wéi se ass, net unhuelen, ofleenen. Awer ech garantéieren dat, an, ech mengen, ech kréien hei de Support vun all de Fraktiounen, dass mer dee wichtege Sujet an der Kommissioun diskutéieren, dass, wéi et gefrot ginn ass, de Minister an d'Kommissioun kënnt an eis seet, wou d'Regierung drun ass mat deem Projet vun enger Maison retour fir Famillje mat Kanner, eng Structure, déi net fermée ass, mä eng Structure ouverte oder semi-ouverte.

Ech mengen, dat ass e wichtegt Thema. An ech kucken, ech si jo nach eng Zäit hei, dass dat nach esou séier wéi méiglech op d'Dagesuerdnung kënnt. An ech wäert, wa mer hei erausginn, schonn direkt dem Minister säi Calepin consultéieren, fir ze kucken, wéini e kann an d'Kommissioun kommen, fir iwwert dat wichtegt Thema ze schwätzen.

Mä, wéi gesot, d'Motioun, wat hei gefuerdert gëtt, géif ech elo emol proposéieren ofzeleenen. A mer solle pragmatesch an der Kommissioun virgoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer à main levée iwwert dem Här Angel seng Propositioun ofstëmmen? Wien ass d'accord mat där Virgeeënsweis?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, kënnt Der d'Propositioun nach eng Kéier genee widderhuelen, wannechgelift?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Angel hat proposéiert, fir d'Motioun de Moment ofzeleenen an dann an der aussepolitescher Kommissioun driwwer ze diskutéieren.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hat gemengt, datt e generelle Konsens wier, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... fir op dee Wee ze goen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Also, am léifsten hätt ech, mir géifen déi Motioun elo hei ofleenen. Mä de Sujet, ëm wat et geet, dass mer virukommen an deem Dossier, dass keng Kanner méi an engem Centre de rétention agespaart ginn, dass mer nach eng Kéier déi genau Zuele kréien, wéi d'Situatioun elo ass. Déi ass näämlech net ganz grav.

Mä d'autant plus wëll ech de Sujet an der Kommissioun traitéieren. Mä wann Dir awer drop haalt, dass mer d'Motioun mathuelen, kënne mer déi och mathuelen. Mä ech hunn eraushéieren aus den Aussoe vun all deenen aneren, dass et fir eis méi wichteg ass, dass mer pragmatesch Léisunge fannen an eng Maison retour esou séier wéi méiglech kréien. D'Motioun geet mat an d'Kommissioun.

Une voix.- Voilà!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- An da kënne mer se dann do ofleenen an der Kommissioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien ass d'accord ...

(Brouhaha)

Voilà!

(Hilarité)

Wien d'accord ass, fir d'Motioun un d'Kommissioun ze verweisen, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Wien ass dergéint?

Ech mengen, dat ass eestëmmeg.

(Brouhaha)

13. Hommage à M. Henri Kox

Kolleeginnen a Kolleegen, haut ass déi virausiichtlech lescht ëffentlech Sitzung fir eise Vizepresident, den Henri Kox, als Deputéierten. Wa mir déi nächste Kéier am Plenum zesummekommen, sëtzt eise Kolleeg a Frënd, den Henri Kox, op där anerer Säit an de Reie vun der Regierung.

No 15 Joer am Parlament fänkt muer de Moien een neit Kapitel fir den Henri Kox un. Säin Engagement huet a senger Jugend ugefaangen, geprägt duerch Ausenanersetzungen an de 70er Joren ëm déi geplangten Atomzentral zu Rëmerschen. Den Asaz vu senger Mamm géint d'Atomenergie huet dee jonken Henri Kox markéiert an hien huet sech fir alternativ Energien interesséiert.

1996 ass den Henri Kox Member vun der grénger Partei ginn.

Éiert den diplomëierte Maschinnebauingenieur an d'Chamber koum, war hie Professer am Lycée technique des Arts et Métiers. Deemools huet hien do Pionéieraarbecht am Beräich Solarenergie geleescht. Hien ass nach haut President vun der Asbl Eurosolar Lëtzebuerg.

(Interruption)

1999 ass hie bei de Gemengewahlen an de Gemengerot vu Réimech gewielt ginn. An 2005 ass hien an de Schäfferot komm. Enn 2009 ass den Henri Kox du Buergermeeschter vu Réimech ginn, wat hie bis 1917 (veuillez lire : 2017) war.

(Interruption)

Den Henri Kox ass 2004 an d'Parlament komm an duerno ëmmer erëm gewielt ginn. Zanter dem 5. Dezember 2013 ass hien och Vize-President vun der Chamber.

Säin Interessi fir alternativ Energien a gesellschaftlech Reformen huet och an der Chamber net ofgeholl, wou hien ënner anerem Auteur vun Interpellatiounen oder Debatten iwwert d'Energiepolitik war.

Den Henri Kox ass President vun der Logementskommissioun a Vize-President vun der Kommissioun fir de Mëttelstand an den Tourismus. Do virdru war hie President vun der Ëmweltkommissioun an och zejoert Rapporteur vun deem neien Naturschutzgesetz.

Dernieft ass hien och Member an enger sëllechen anere Kommissiounen, dorënner déi vun de Finanzen, dem Reglement, der Ekonomie, den Institutiounen, der bannenzeger Sécherheet an der Defense. Net zulescht ass hien och Member an der Kommissioun vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an der ländlecher Entwécklung, wat net verwonnerlech ass, wann ee weess, datt den Henri Kox enk mat Réimech, der Musel an dem Wäi verbonnen ass.

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Prost!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Henri Kox huet an der Chamber op eng roueg, awer bestëmmt Aart a Weis iwwerzeegt an och keng Diskussioun a keng Erausfuerderung gescheit. 2007 huet den Henri Kox emol gesot: „Wann ee kritiséiert, muss een och Alternativen hunn."

Dat ass och nach haut selbstverständlech fir hien.

Den Henri Kox gëtt hei am Haus net nëmmen als fairen a fläissege Kolleeg, mä och fir säi Wëssen, besonnesch am ekologesche Beräich, geschat.

Als President wäert ech hien als aktive Vize-President vermëssen, dee mech, nieft dem Mars Di Bartolomeo an dem Claude Wiseler, ëmmer gutt vertrueden huet.

Une voix.- Aah!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Léiwen Heng, och wa mir däi Choix, fir elo an d'Regierung ze wieselen, verstinn an absolutt kënnen novollzéien, ...

(Hilarité)

... esou deet et eis awer leed, datt s Du net an der Chamber bleifs!

Maach et gutt, Heng! Mir wënschen Dir vill Kraaft an eng glécklech Hand a mir hoffen, datt s Du vill Geleeënheete kriss, fir nei Wunnenge bei engem gudde Patt Miseler Wäin - Biowäin! - kënnen anzeweien.

(Hilarité)

Heng, all Guddes!

(Applaudissements)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President, effektiv soen ech immens Merci fir déi léif Wierder. 15 Joer hei am héijen Haus, de Moien ass et gesot ginn, ass eng Éier. Et hat ee politesch a mënschlech ganz flott Momenter, Héichten, awer och Déiften. Ob haut esou en Dag war, loossen ech der Geschicht iwwreg ze jugéieren.

Awer Frëndschafte gëtt et och. An dofir hunn ech hei zoufälleg déi Krawatt hei un. Well ech sinn eng Kéier kritiséiert ginn, wéi ech douewen d'Presidence gemaach hunn an ech hat keng Krawatt un. An dofir, déi Frëndschafte gi fir mech an dëser Chamber, och wa mer heiansdo ganz vill streiden, och iwwert d'Parteigrenzen ewech. An ech krut déi vum Marc Spautz virdrun iwwerreecht.

(Hilarité)

An dofir hunn ech him gesot: „Dann doen ech se awer och hei fir déi Ried zum Schluss, et weess ee jo ni, wat nach passéiert, un."

Ech vergläichen e bëssen d'Politik mat deenen Héichten an Déiften. Dir wësst, dass ech elo säit dräi Joer e bësse méi Sport gemaach hunn an emol esou en Iron Man matgemaach hunn. Sechs Stonnen ënnerwee ze sinn, heescht wéi an der Politik: Am Waasser kritt een der riets a lénks; am Vëlo wëllt een am léifsten net ophalen, well et esou einfach ass a schéin ass; am Lafen hätt ee schonn no all dräi Meter all d'Bengele bei d'Tromm wëlle geheien.

Et brauch een awer, fir unzekommen, eng immens Ausdauer. An déi Ausdauer brauche mer alleguerten heibannen, déi, déi Politik maachen; Ausdauer, fir seng Iddie kënnen duerchzesetzen. An ech hat der e puer.

An ech wëll just eng Iddi ernimmen, un där ech awer all déi Jore geschafft hunn, an et ass scho gesot ginn: Effektiv, ech sinn e fervente Streider gewiescht fir d'Notze vun der Solarenergie, an insbesondere der Fotovoltaik. Ech ka mech erënneren, dass ech hei eng ganz Rei vun Debatte gefouert hunn, déi net ëmmer ganz flott waren, wou ech ..., ben, net belächelt, awer trotzdeem: „Wat wëlls De mat Denger Fotovoltaik do maachen?"

Ech sinn awer dofir frou, dass et haut e Konsens ass, dass mer déi Technologie nach weider wëllen ausbauen, dass jiddwer Bierger hei am Land dat ka benotzen, sief et privat op sengem Haus oder, wie keen Haus huet, an enger Copropriétéit. An dat ass e Worf, dee ganz stolz mécht.

Ech wëll net drop agoen, firwat ech Minister ginn. Dat si ganz traureg Momenter an Dir kënnt Iech ... Ech hunn zwee Kolleegen hei, oder een, hei verluer an dëser Enceinte. Dat präägt een. Dat präägt ee fir säi ganzt Liewen. Et weist awer och, datt ee Frëndschafte muss opbauen a Frëndschafte muss bäibehalen. Entschëllegt déi Emotiounen!

Ech hunn awer och ëmmer - an dat hu mer an deene leschte Jore gemaach, an ech wëll dat verspriechen als zukünftege Minister - déi Chamber hei respektéiert.

(Interruption)

Pass op, wat s de elo sees!

(Hilarité)

Et ka géint dech verwent ginn.

(Hilarité)

Neen, déi Chamber huet Zukunft. Déi Chamber muss gestäerkt ginn. An ech konnt dat och mat zwee Rapporten e bësse beleeën. Ech hat d'Éier, 2015 zwee grouss Rapporten ze maachen: de Klimarapport. An do wollt ech probéieren oder ech hunn et och probéiert, mat externer Berodung, dee Rapport fäerdegzemaachen.

Mir hate 46 Sëtzungen. Dat war net näischt. An déi Berodung war am Ufank och e bësse kritiséiert. Ech hunn et awer ganz wichteg fonnt fir deejéinegen, deen et mécht, fir ganz perséinlech méi déif dranzegoen. D'Resultat ass haut, dass mer zumindest emol véier Beroder hei an d'Chamber kréien, déi am Beräich vun der Justiz, Ëmwelt - wat hu mer nach? -, Ekonomie an d'Santé, mengen ech, hate mer elo definéiert ...

Une voix.- D'Sécurité sociale.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ben, a Sécurité sociale. Mä et ass wichteg, dass déi Chamber deen néidege Support kritt, well et ass awer och ganz wichteg fir d'Zukunft, och vis-à-vis vun der Exekutiv, dass ee sech déi Moyene gëtt, déi d'Chamber och brauch. An dat ënnerstëtzen ech och weider.

An dee Bericht, mengen ech, dee wäert och nach ëmmer gutt si fir och an deen zukünftege PNEC, de Plan national énergie et climat. Do sti Saachen dran, déi och do nach zréckzefanne sinn.

An dann hat ech d'Éier, ech war net deen Eenzegen, Budgetsrapporteur ze sinn. Dat ass och e ganz flotten Exercice. An ech hat 2015 de Budgetsrapport och op eng ganz aner Aart a Weis gemaach. Näämlech hat ech d'Nohaltegkeet an de Vierdergrond gestallt. Ech hat souwuel dat Soziaalt, dat Ekonomescht an dat Ekologescht no vir gesat. An ech war och ganz frou. Dofir, et kann een dem Premier seng Ried virun zwee Deeg kritiséieren, awer ech war frou, ganz vill iwwert d'Klima haut am Mainstream ze fannen. Jo, mir mussen agéieren! A mir mussen haut agéieren!

Souwäit just zu deenen zwee groussen Dossieren, déi ech gemaach hunn. Méi wollt ech net soen.

Ech wollt awer zum Schluss en décke Merci maachen. E Merci un de Generalsekretär. Och mir hunn emol méi hefteg mateneen diskutéiert. An dat gehéiert zu enger Demokratie. Der ganzer Verwaltung Merci fir d'Ënnerstëtzung.

Dann natierlech Merci un Iech alleguerten. Och, wéi gesot, wann et heiansdo méi hefteg ausgeet, mir sollten d'Kollegialitéit net aus den Ae verléieren an trotzdeem kënne respektvoll mateneen ëmgoen. Dat wënschen ech mer och an Zukunft.

An da menge Kolleegen: Toi, toi, toi! Eng jonk Equipp: jonk Dammen, déi de Mann wäerte stellen an d'Fra wäerte stellen, mat dem François ...

(Interruptions par M. Carlo Bock et M. Charles Margue)

... an eisen zwee aus der Muppet Show hannen.

(Hilarité)

Eng ganz gutt Equipp! Ech hu se geschat. An ech wëll Iech alleguerte Merci soen, a mir gesinn eis zréck an enger anerer Fonctioun.

Merci.

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nach eng Kéier villmools Merci, Henri Kox! A mir wënschen dir vill Satisfaktioun an denger neier Funktioun.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 22., 23. a 24. Oktober virgesinn. Fir dës Sitzunge virzebereeden, geet d'Aarbecht an de Kommissioune virun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.56 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 4 et 5

4e séance

Ouverture de la séance publique p. 40

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) p. 40-49

Discours de début de mandat de Mme la Députée Semiray Ahmedova p. 49

Déclaration de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, concernant la procédure d'autorisation relative au dossier « abri de jardin », suivie d'un débat p. 49-58

5e séance

Ouverture de la séance publique p. 59

Changement de composition du Bureau p. 59

Changements de composition des commissions parlementaires p. 59

Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 59

7414A - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution - second vote constitutionnel p. 59-60

7461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la participation à certaines élections de nationaux de chaque État résidant sur le territoire de l'autre, fait à Luxembourg, le 18 juin 2019 p. 60-62

7469 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures p. 62-64

7441 - Projet de loi relatif aux avocats inscrits aux listes I et II qui sont ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou à la liste IV du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat qui sont soit ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, soit exercent la profession d'avocat sous un titre professionnel du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord p. 64

Question urgente n° 1311 de M. Laurent Mosar et de M. Claude Wiseler relative à l'offensive de la Turquie contre les Kurdes en Syrie p. 64-65

7375 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'étape vers un accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la partie Afrique centrale, d'autre part, fait respectivement à Yaoundé, le 15 janvier 2009 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

7376 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération, fait à Kleinmond, Afrique du Sud, le 11 septembre 2009

7377 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait respectivement à Abidjan, le 26 novembre 2008 et à Bruxelles, le 22 janvier 2009

7378 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique d'étape entre le Ghana, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles, le 28 juillet 2016

7379 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008

7380 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, fait à Kasane, le 10 juin 2016 p. 65-70

7389 - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018 p. 70-71

7238 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 71-74

Hommage à M. Henri Kox p. 74

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 3** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2018-2019		
0820	Martine Hansen, Diane Adehm	Bâtiment de Mersch du Lycée classique de Diekirch
0851	Fernand Kartheiser	Violence à l'école
0860	Jeff Engelen	Ancien bâtiment du Lycée technique agricole
0948	Marc Goergen	Comptes de réseaux sociaux de membres du Gouvernement
0960	Marc Goergen	Limitation de vitesse en cas de canicule pour les voitures électriques
0969	David Wagner	Mesures d'amélioration de la qualité de l'air à Bascharage près de la brasserie
0972	Georges Engel	Mesures d'amélioration de la qualité de l'air à Bascharage
0977	Martine Hansen	Entretien des pistes cyclables
1036	Fernand Kartheiser	Niveau de luxembourgeois des enseignants de l'éducation fondamentale
1037	Franz Fayot	Recrutement des enseignants « 2e voie »
1044	Mars Di Bartolomeo	Absentéisme dans le secteur public
1048	Diane Adehm, Léon Gloden	Exploitation des données de passagers (PNR)
1049	Sven Clement	Loi relative à une administration transparente et ouverte
1050	Laurent Mosar, Gilles Roth	Rétention de données par les opérateurs de télécommunications
1056	Sven Clement	Transparence des prix des maisons de retraite et de soins
1057	François Benoy	Stress hydrique auquel sont exposées les ressources en eau au Luxembourg
1059	Diane Adehm	Manque d'eau potable
1063	Françoise Hetto-Gaasch	Violence domestique
1066	Mars Di Bartolomeo	Situation financière du Régime général d'assurance pension
1074	Marc Goergen	Indemnisation des dommages en cas de catastrophe naturelle
1075	François Benoy, Carlo Back	Projet du contournement d'Hesperange
1077	Claude Wiseler	Usine de yaourt projetée à Bettembourg
1079	Diane Adehm	Parents de jour
1081	Marc Goergen	Procédure standardisée du système de contrôle et de sanction automatisés
1082	Martine Hansen	Bilan CO_2 de l'Aéroport de Luxembourg
1083	Marc Spautz	Places d'apprentissage
1089	Fernand Kartheiser	Intégration
1091	Sven Clement	Banque de données de l'ILR
1093	Martine Hansen	Objectifs climatiques
1096	Martine Hansen, Marco Schank	Installation de collecte du SIDEC à Wiltz
1103	Diane Adehm	Centrales hydroélectriques
1107	Sven Clement	Plaques d'immatriculation
1112	Fernand Kartheiser	Projet COPRAL
1115	Marc Goergen	Pollution causée par des machines de chantier
1116	Djuna Bernard	Aide à l'enfance
1117	Paul Galles	Overshoot Day
1121	Gusty Graas	Xénotransplantation
1122	Paul Galles	Suivi et évaluation systématique d'une politique de développement durable
1129	Fernand Kartheiser	Memorandum of Understanding on Space
1130	Marc Baum	Demandes d'accès au fichier central de la Police grand-ducale
1133	Serge Wilmes	Nouveaux moyens pour la Police grand-ducale
1134	Paul Galles	Délivrance d'un nouveau diplôme dans le cas de changement de sexe
1135	Octavie Modert	Registre des bénéficiaires effectifs
1136	Sven Clement	Résistance aux antibiotiques
1138	Sven Clement	Registre des bénéficiaires effectifs
1140	Félix Eischen	Départ du Commissaire du Gouvernement à l'Énergie
1143	Alex Bodry	Évaluation d'impact des textes législatifs
1144	Fernand Kartheiser	Obligation de rédiger le rapport de suivi du concept d'action général en langue française
1145	Fernand Kartheiser	Légalisation du cannabis récréatif
1146	Fernand Kartheiser	Hymne européen
1148	Marc Goergen	Exposition canine
1149	Sven Clement	Délais de candidature pour le stage pédagogique
1150	Gusty Graas, Max Hahn	Obligation d'équiper les camions des assistants de changement de direction
1153	Jeff Engelen	Coupure de courant pour facture impayée
1156	Paul Galles	Situation des réfugiés en Bosnie-Herzégovine
1157	Marc Goergen	Promotion de nouveaux systèmes de sécurité dans les véhicules
1158	Yves Cruchten	Infrastructure nationale de bornes de charge publiques
1160	Mars Di Bartolomeo	Liste européenne d'espèces exotiques envahissantes préoccupantes
1162	Octavie Modert	75e anniversaire de la bataille des Ardennes
1164	Marc Goergen	Introduction d'un label « Bien-être des animaux »

Question 0820 (21.06.2019) de **Mmes Martine Hansen** et **Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **bâtiment de Mersch du Lycée classique de Diekirch :**

In der Außenstelle in Mersch des Lycée classique de Diekirch stehen seit einem Jahr erhebliche Renovierungs- und Ausbauarbeiten an. Die Bauzeit und Fertigstellung sollen sich voraussichtlich auf drei Jahre erstrecken. Im renovierten Gebäude sollen bis zu 750 Schüler empfangen werden können.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Bildungsminister sowie an den Herrn Minister für Infrastrukturen stellen:

- Wie geht es aktuell mit den Bauarbeiten voran?

- Wird die Bauzeit von drei Jahren eingehalten werden können?

- Wurde bereits ein Gesamtkonzept für das zukünftige Schulangebot ausgearbeitet?

- Wenn ja, wie sieht dieses Konzept aus?

- Werden zukünftig auch internationale Klassen in Mersch angeboten werden?

- Bleibt die Außenstelle in Mersch auch weiterhin Teil des Lycée classique de Diekirch oder entsteht ein selbstständiges Lyzeum?

Réponse commune (01.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Die Renovierungs- und Ausbauarbeiten für die Schulinfrastrukturen in Mersch des Lycée classique de Diekirch laufen wie geplant und die Inbetriebnahme ist weiterhin für September 2021 vorgesehen. Nach einer ersten Vorbereitungsphase Ende 2018 fanden ab Anfang 2019 die Teilabbrucharbeiten statt. Derzeit laufen die Rohbauarbeiten.

Eine Arbeitsgruppe, die sich aus Vertretern des Lycée classique de Diekirch und Mitarbeitern des Ministeriums für Bildung, Kinder und Jugend zusammensetzt, ist dabei, ein pädagogisches Gesamtkonzept für die Schule in Mersch auszuarbeiten.

Derzeit werden für das Schulgebäude in Mersch mehrere Pisten in Betracht gezogen, wobei das europäische und internationale Schulangebot, das einer ständig steigenden Nachfrage entspricht, nicht ausgeschlossen werden sollte. Es ist jedoch zu diesem Zeitpunkt verfrüht, sich definitiv hierzu zu äußern.

Je nach zurückbehaltenem Konzept wird die Entscheidung getroffen, ob die Schule in Mersch weiterhin Teil des Lycée classique de Diekirch bleibt oder zu einem selbständigen Lyzeum ausgebaut wird.

Question 0851 (01.07.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **violence à l'école :**

An der Broschür „Maltraitance de mineur - Procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse" (vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, dem Ministère de la Justice an dem Ministère de la Santé), déi am Ufank vum Schouljoer 2018/2019 un d'Léierpersonal am Fondamental verdeelt ginn ass, sinn eng ganz Rei Uweisungen opgezielt, un déi d'Léierpersonal sech am Fall, wou e Kand Affer vu Gewalt a Mëssbrauch ginn ass, hale muss. Dobäi geet et awer esou gutt wéi nëmmen ëm Gewalt oder Mëssbrauch, deem d'Kand an engem ausserschouleschen, zum Beispill familiären Emfeld zum Opfer gefall wier.

An deem Kontext wollt ech dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Ginn et och esou Instruktiounen a Pisten, déi d'Léierpersonal befollege muss, am Fall wou e Kand Affer vu Gewalt an der Schoul gëtt, zum Beispill, wann e Kand ënnert dem physeschen oder psychesche Mëssbrauch ze leiden huet, dee vun engem anere Kand ausgeet ?

2. Wat kann an der Primärschoul (Fondamental) konkret ënnerholl ginn, fir den Affer vu Gewalt ze hëllefen?

3. Hu Kanner, déi Affer vu Gewalt an der Schoul ginn, en Angebot vu gratis Hëllef, déi sech direkt un d'Affer riicht? Wa jo, wéi eng Form huet déi Hëllef? Wa jo, ginn d'Elteren iw-

wert déi Méiglechkeeten informéiert? A wéi enger Form?

4. Wann et där Hëllefe ginn, wéi dacks goufen se an deene leschte Joren an Usproch geholl? Wien huet se kontaktéiert?

5. Wien entscheet, ob verschidde Moossnamen, fir eng Situatioun an der Klass ze verbesseren, kënne geholl ginn? Am Fall wou Léierpersonal sech dogéint wiert, déi Moossnamen ze ergräifen, kënnen se da vun der Direktioun aus imposéiert ginn? Hunn d'Elteren e Matsproocherecht oder gi si gehéiert, wann et drëm geet, fir hir Kanner a Gewalt- oder Mëssbrauchssituatiounen ze schützen?

Réponse (01.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Déi vum honorabelen Deputéierte genannte Broschür regelt Fäll, wou en Agent vum Stat Kenntnis kritt vu Faiten, déi reprehensibel sinn um penale Plang, méi präzis handelt et sech ëm Fäll vu Gewalt géint Mannerjäreger an ëm Fäll, wou d'Wuel vum Kand kompromettéiert ass. Dës Broschür gesäit vir, datt den Agent dëst ze mellen an e Signalement beim Parquet ze maachen huet. Dës Demarche ass onofhängeg dovunner, ob dës Gewalt am ausserschoulechen oder am schoulesche Kontext stattfonnt huet, d'Prozedure bleiwen déiselwecht. Et handelt sech hei ëm eng Problematik, déi net ausschliisslech d'Schoul, mä déi ganz Gesellschaft betrëfft.

Et soll een drop Uecht ginn, fir an dësem Kontext net Begréffer an ënnerschiddlech Situatiounen ze vermëschen an dës ënnert dem Begréff „Gewalt" ondifferenzéiert ze regroupéieren. Net an all Fäll muss d'Justiz ageschalt ginn. A Fäll vun Ausbréch oder Reaktioune vu Kanner mat Verhalensopfällegkeeten handelt sech an der Regel net ëm Situatiounen, an deenen déi physesch oder déi psychesch Integritéit vun de Matschüler a Gefor ass. Am Fall, wou dat sollt geschéien, ass et kloer, datt dann e Signalement bei der Justiz muss gemaach ginn.

Den Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) bitt regelméisseg geziilt Formatiounen un, déi d'Enseignanten outilléieren, fir am Fall vu Gewalt an der Schoul léisungsorientéiert ze reagéieren. Zu der diversifizéierter Formatiounsoffer vum IFEN zielen och d'Supervisiounen, déi et den Enseignanten erlaben, an der Schoul eng konkret Hëllefestellung ze kréien, fir d'Prise en charge vun de Schüler ze optimiséieren.

Des Weideren ënnerstëtzt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend och Projete wéi ëner anerem „Stop Mobbing", „Peace Force" oder „BEE SECURE". De Kontakt mat de Persounen, déi am Kader vun dëse Projete matwierken, erlaabt et den Enseignanten, nei Pisten ze degagéieren, fir am Fall vu Gewalt an der Schoul effikass ze reagéieren. Och sinn am Kader vun eenzelne Projeten op Ufro vun der Schoul hin direkt Interventiounen an de Klasse virgesinn, fir datt eenzel Problematike vun héich spezialiséiertem Personal kënnen ugepaakt a geléist ginn.

ad 2. + 3. Um lokalen a regionale Plang intervenéieren an de Lëtzebuerger Grondschoulen Educateur-graduéen an den „Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques" (I-EBS), déi fir all d'Kanner eng wichteg Bezuchsperssoun duerstellen, un déi si sech, nieft hirem Titulaire, zu all Moment bei Bedarf kënne wennen. Um regionale Plang kënnen d'Équipe pédagogique oder d'Elteren un d'ESEB eruntrieden, wann d'Mesuren, déi vun der Schoul organiséiert goufen, hirer Aschätzung no net wäit genuch ginn.

Doriwwer eraus huet den Office national de l'enfance (ONE) d'Méiglechkeet, iwwer seng Prestatairë Mesuren zur Betreiung vu Kanner, déi Affer vu Gewalt waren, unzebidden, sief et duerch eng Decisioun vum Riichter oder op Ufro vun den Eltere respektiv dem Jugendlechen. Extern spezialiséiert Servicer, déi net Prestataire vum ONE sinn, bidden och therapeutesch Behandlungen un, déi direkt iwwert den ONE kënnen ugefuerdert ginn.

An der obligatorescher Eltereversammlung virun der Allerhellgevakanz ginn d'Eltere vum Titulaire de classe iwwert déi eenzel lokal a regional Offeren informéiert a ginn dee Moment och iwwert déi eenzel Uspriechpartner a Kenntnis gesat. Wärend dem Schouljoer kënnen sech d'Elteren an éischter Linn un den Titulaire de classe wennen, deen hinne kontextgebonne geziilt weider Informatiounen zu de Ressourcen, déi um Terrain intervenéieren, an de vun der Schoul ëmgesate Projeten ka ginn.

Q80

ad 4. Vu datt Kanner, déi Opfer vu Gewalt am schoulesche Kontext goufen, op ënnerschiddlechen Niveaue vun diversen Intervenanten encadréiert ginn an, vu datt hei d'Prise en charge ganz staark vun engem Cas de figure zum anere variéiert, léisst sech d'Unzuel vum Total vun den Hëllefstellungen, déi assuréiert goufen, schwéier chiffréieren.

ad 5. An de Prozess vun der Schoulentwécklung ginn d'Elteren am Allgemengen an an der Organisatioun vun der Prise en charge vun hire Kanner am Spezifesche mat agebonnen. Den Echange zwëschent den eenzelne Partner um lokalen Niveau, dorënner och den I-EBS, bitt der Communautéit d'Méiglechkeet, verschidden Demarchen, Virgoensweisen ze diskutéieren an de beschtméigleche Choix um Niveau vun de Mesuren ze ergräifen. Dee Moment, wou keng treffend Moossnamen um lokalen Niveau kënne fonnt respektiv ëmgesat ginn, hunn d'Léierpersonal an d'Elteren d'Méiglechkeet, um regionalen Niveau d'CI an d'ESEB ëm Rot ze froen. Doropshi gëtt eng Diagnos gemaach an et gi Moossname proposéiert an ëmgesat, déi méi wäit féieren.

Am Fall vun engem Desaccord zwëschent den Elteren an der CI, wat d'Mesuren ubelaangt, déi vun dëser proposéiert a gegebenefalls vun der Commission médico-psycho-pédagogique nationale approuvéiert goufen, hunn d'Elteren d'Méiglechkeet, eng Demande un de Minister ze adresséieren, fir datt den Dossier reevaluéiert gëtt.

Am Fall, wou Elteren net mat de Mesuren, déi vun der Schoul ugebuede ginn, zefridde sinn, hu si ëmmer d'Méiglechkeet, sech, nodeems si um Niveau vun der Schoul déi eenzel Uspriechpartner, dorënner den Titulaire de classe, de Coordinateur de cycle an de Schoulpresident, kontaktéiert hunn, un d'Direktioun ze wennen.

Question 0860 (04.07.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**ancien bâtiment du Lycée technique agricole :**

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1956 aus dem Joer 2012 hunn déi deemoleg Ministeren Delvaux a Wiseler uginn, datt, nodeems de Lycée technique agricole op Gilsdref plënnere wäert, déi al Gebailechkeete vun der Akerbauschoul fir den technesche Lycée vun Ettelbréck (LTEtt) reservéiert ginn.

An deem Kontext géif ech gär déi folgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Ass bis dato nach ëmmer virgesinn, Deeler vum technesche Lycée vun Ettelbréck an déi al Gebailechkeete vun der Akerbauschoul ze verleeën?

2. Wa jo, fir wéini ass dësen Ëmzuch virgesinn?

3. Ass virgesinn, datt déi al Gebailechkeete vun der Akerbauschoul fir dësen Ëmzuch renovéiert an/oder ëmgebaut solle ginn?

4. Wa jo, fir wéini ass mam Ofschloss vun dëse Renovatiounsaarbechten ze rechnen a wéi gestaltet sech dësen Ëmbau konkret a puncto Infrastrukturen a Klasseraim?

Réponse (03.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Jo, déi al Gebailechkeete gi renovéiert a ginn dann un de Lycée technique d'Ettelbruck (LTEtt). Zudeem ass virgesinn, déi aktuell Zären an Atelieren ofzerappen, fir Plaz ze maache fir weider Infrastrukturen, déi den LTEtt brauch.

ad 2. Dat neit Gebai vum Lycée technique agricole (LTA) soll fir d'Rentrée 2021/2022 a Betrib geholl ginn. Als éischt gëtt en Avant-projet ausgeschafft, wourops der Chamber e Projet de loi ënnerbreet gëtt. Eréischt no engem positive Vott vum Projet de loi kënnen d'Aarbechten um Site zu Ettelbréck ufänken.

ad 3. Vu datt dat momentant Gebai vum LTA an Tëschenzäit zu Recht als „Monument national" klasséiert ginn ass, wäerten déi néideg Renovatiounsaarbechten a Concertatioun mam Service des sites et monuments nationaux geplangt an ausgefouert ginn.

ad 4. Am Kader vun den Etüden, déi aktuell lafen, ginn déi verschidden Delaien a Méiglechkeete vun der Notzung vun de Raimlechkeeten ausgeschafft. Am Haaptgebai, 1932 ënnert dem Statsarchitekt Paul Wigreux opgeriicht, wäert versicht ginn, zum Beispill déi original Plättercher esou wéi d'Banneschräinerei ze erhalen, et handelt sech also éischter ëm eng Mise en valeur wéi ëm eng Rénovation profonde. De Bauprogramm muss sech de Raimlechkeeten an dësem Bestand upassen.

Question 0948 (23.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **comptes de réseaux sociaux de membres du Gouvernement :**

An der parlamentarescher Fro N° 0633 hat ech de Premierminister a Minister fir Kommunikatioun a Medie gefrot, wéi d'Deelen oder d'Publizéiere vu Werbung op Social Media ënnerhalb der Regierung geregelt ass. De Premierminister huet doropshin op den Artikel 78 vun der Konstitutioun verwisen, dee beseet, dass d'Ministere fir hir Aktioune responsabel sinn. Och wa juristesch gesinn d'Akte vun de Ministeren domadder eng Base légale hunn, ass domadder net meng zweet Fro beäntwert, ob all Regierungsmember seng Werbung och selwer verwalt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Medien a Kommunikatioun dës Froe stellen:

1. Iwwerhuelen déi eenzel Regierungsmemberen d'Käschte vun hiren Online-Bäiträg selwer oder benotze si dofir Ressourcë vum Stat (Fonctionnairen, Personal oder Budget)?

2. Falls ee Budget fir d'Promotioun vun de Ministeren op Social Media virgesinn ass, wéi héich ass dëse fir all Minister?

3. Ginn d'Regierungsmemberen an iergendwellecher Form vun internen oder externe Beroder an der Gestioun vun hire Social-Media-Accounts ënnerstëtzt? Falls jo, geschitt dëst op Base vum Statsbudget?

4. Existéiert ënnerhalb vun der Regierung ee Code de déontologie, deen d'Benotze vu Social Media vun den eenzele Ministère regelt?

5. Ass den Här Premierminister der Meenung, dass d'Regierungsmemberen onbegrenzt Gebrauch vum Artikel 78 vun der Konstitutioun maache sollen, fir zum Beispill bekannt ze maachen, dass si eng aner Meenung, wéi déi vun der Regierung vertrieden?

6. Ënnerstëtzt den Här Premierminister och, dass de Numm vu grousse Versécherungsgesellschaften oder de Numm vu Schongbutteker, mat deene Ministeren eng wirtschaftlech Verbindung hunn, an esou Beiträg optauchen?

Réponse (22.08.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Wéi schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0633 vum 7. Mee 2019 ënnerstrach, sinn déi eenzel Regierungsmemberen eegestänneg an der Organisatioun vun hirer Kommunikatioun. Et sief zousätzlech drop higewisen, dass d'Regierung 2014 e Code de déontologie ugeholl huet, mat deem fir d'éischte Kéier zu Lëtzebuerg verbindlech Regele festgehale goufen.

Question 0960 (24.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **limitation de vitesse en cas de canicule pour les voitures électriques :**

Bei héijen Temperaturen am Summer ass et gängeg, dass d'Tempolimitt op den Autobunnen op 90 km/h reduzéiert gëtt, wann d'Ozonwäerter de Schwellewäert vun 160 Mikrogramm iwwerschreiden. Dëst ass och am Artikel 156 Punkt 3 vum Code de la route festgehalen. Etüden no soll eng Reduzéierung vun der Geschwindegkeet den Ausstouss vu gëftege Gaser, dorënner den NOX_3, bemierkbar reduzéieren. D'Benotze vun Elektroautoen geet natierlech nach ee Schrëtt méi wäit, well hei keng Gaser ausgestouss ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Ass de Mobilitéitsminister der Meenung, dass den Artikel 156 Punkt 3 Sënn mécht fir Elektroautoen?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass een zum Artikel 156 Punkt 3 eng Exceptioun fir Elektroautoen aféiere misst? Falls neen, kéint den Här Minsiter erkläre firwat net?

Réponse (22.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Schonn am Joer 2013 huet sech déi staatlech Verkéierskommissioun mat dëser Thematik befaasst an ass zum Schluss komm, datt esou eng Reglementatioun problematesch an der Ëmsetzung wier an eng Rei vu Problemer, wat d'Verkéierssécherheet ugeet géif mat sech bréngen.

De Code de la Route gesäit effektiv am Punkt 3 vum Artikel 156bis vir, datt op den Autobunnen déi maximal erlaabte Vitesse op 90 km/h kann erofgesat ginn, wa vun der Ëmweltverwaltung Ozonkonzentratioune vun iwwer 160 µg/m³ wärend enger Stonn gemooss ginn. Wann dës Wäerter erëm normal sinn, sinn nees déi üüblech Vitesslimitatiounen ze applizéieren. Dës Situatioun gëtt, laut Artikel 156bis, dem Fuerer duerch d'Schëld „C,14" mat der Zuel „90" iwwert déi dynamesch Informatiounstafele vum CITA (Contrôle et information du trafic sur les autoroutes) matgedeelt. Domadder gëllt dës Limitatioun fir all Gefierer, déi zu deem Ament op der Autobunn fueren.

Weider gesäit de Code de la Route vir, datt et bei den Haaptkategorië vun de Gefierer (Auto, Bus, Camion etc.) kann ënnerschiddlech Reglementatiounen a Bestëmmunge ginn - en Auto däerf zum Beispill normalerweis méi séier op der Autobunn fuere wéi e Bus oder e Camion -, well dës aner Fuereegeschaften opgrond vun hiren Dimensiounen a Massen oder och nach hirer Bauweis opweisen. Innerhalb vun dëse Kategorië sinn d'Regelen dann awer fir all Gefier ëmmer déiselwecht. Dëst ass eng wichteg Dispositioun fir d'Verkéierssécherheet am allgemengen, fir datt all Usager genee weess, wat fir Regele fir wat fir e Gefier gëllen.

Aus dësem Grond géife verschidde Vitesslimitatiounen dann och eng ganz Rei vu Sécherheetsproblemer mat sech bréngen. Besonnesch an dësem Fall wier et fir déi aner Usagere schwiereg bis guer net ze erkennen, wat fir en Auto elo wat fir eng Vitesse fueren dierf. Doriwwer eraus, wier esou eng Reglementatioun fir Auslänner déi op eisen Autobunnen ënnerwee sinn, och geféierlech an net anzeschätzen.

Dobäi kéim dann och nach, datt d'Kontrolle vun esou enger Reglementatioun bal onméiglech wieren, well d'Beamte vun der Police all Auto misst unhalen, fir an de Pabeieren ze kucken ënnert wat fir eng Kategorie den Auto fält an deemno wéi séier en hätt dierfe fueren. Och d'Kontrolle mat de mobillen a fixe Radare wieren dann net méi méiglech, well de Radar keen Ënnerscheed tëschent Elektroauto an engem normalem Auto ka maachen.

Sief an dësem Kontext awer och nach dorops higewisen, datt d'Loftqualitéit, besonnesch bei héijen Temperaturen, och duerch schiedleche Bremsstëbs a Gummiofriff verstäerkt beeinträchtegt gëtt, wat op all Zorte vu Gefierer zréckzeféieren ass. Eng generell Vitesslimitatioun bei esou Wiedersituatioune kann deemno insgesamt zur Verbesserung vun der d'Loftqualitéit bäidroen.

Question 0969 (25.07.2019) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **mesures d'amélioration de la qualité de l'air à Bascharage près de la brasserie :**

La directive qualité de l'air 2008/50/CE, transposée par la loi du 29 avril 2011 et par un règlement grand-ducal du même jour, prévoit, concernant le dioxyde d'azote (NO_2), une limite annuelle moyenne à ne pas dépasser de 40 µg/m³ au 1er janvier 2010.

À l'article 23 paragraphe 1, la même directive impose la nécessité d'établir, en cas de dépassement, des plans relatifs à la qualité de l'air qui « prévoient des mesures appropriées pour que la période de dépassement soit la plus courte possible » et impose aussi que ces plans soient « transmis à la Commission sans délai, et au plus tard deux ans après la fin de l'année au cours de laquelle le premier dépassement a été constaté ».

Les valeurs mesurées en 2012 et pendant les deux années précédentes à un endroit au centre de Bascharage avaient été d'au moins 57 µg/m³, dépassant donc largement à l'époque la valeur limite annuelle, sans qu'un plan d'action n'ait été établi à ma connaissance à l'époque.

En 2016, il a été estimé que cette valeur de 57 µg/m³ devrait « évoluer vers 45 µg/m³ à l'horizon 2020. Cette baisse est due notamment au progrès technique prévisionnel mais ne suffirait donc pas pour respecter la valeur limite actuelle » (Étude d'évaluation des incidences sur l'environnement naturel et humain (EIE) du contournement de Bascharage).

C'est donc en 2016 que, dans un avant-projet sommaire (APS), la construction d'un contournement a été décidée, projet très contesté, passant notamment par une zone Natura 2000 et deux forêts, se trouvant actuellement (juillet 2019, donc à l'horizon 2020) toujours dans la phase d'un APS.

Un « programme national de qualité de l'air » a certes été adopté en 2017, contenant comme seule mesure tangible à brève échéance la mise en place d'un système de gestion du trafic intelligent avec priorisation des bus, mais avec la précision suivante :

« À ce stade, le présent programme n'est pas à considérer comme plan de qualité de l'air au titre du RGD à transmettre obligatoirement à la Commission européenne puisqu'il ne concerne pas des valeurs limites dépassées aux stations de mesurages officiels. Malgré cela, le présent programme pourra le cas échéant être converti en un plan de qualité de l'air selon les modalités du RGD, notamment en cas de constat de dépassements de valeurs limites à l'aide de mesurages fixes, et ainsi être également transmis à la Commission européenne. » (p. 5)

Aucune mesure à court terme n'a été réalisée à ce jour à ma connaissance de 2010 à 2019.

1) Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable n'est-elle pas d'avis que le Gouvernement viole ainsi gravement les obligations qui sont les siennes en matière d'établissement d'un plan protégeant à court terme les personnes habitant à l'endroit nommé à Bascharage ? La Commission européenne a-t-elle été informée de ce manquement aux obligations du Luxembourg ?

2) J'aimerais savoir notamment pourquoi le système intelligent de gestion de trafic avec priorisation des bus n'a pas encore été mis en place depuis 2016, alors qu'il faisait même partie du « scénario de base 2020 » (sans mesures supplémentaires) de la modélisation effectuée dans le prédit Programme national de qualité de l'air et qu'il avait été annoncé comme « projet pilote » par ce programme : « La fluidité du trafic peut être améliorée par la mise en place d'un système de gestion du trafic intelligent. La gestion des feux devient ainsi efficace et intelligente, en synchronisant la mobilité douce, le trafic individuel motorisé et les transports en communs. Le système pourrait même permettre de limiter l'accès du trafic individuel motorisé au tronçon de route sensible en cas de saturation. À titre d'exemple, un projet pilote d'amélioration de la fluidité est prévu à Bascharage. » (p. 33)

3) Madame la Ministre peut-elle me confirmer et m'expliquer les mesures en NO_2 suivantes effectuées à la station fixe de Bascharage et publiées par vos services notamment sous https://www.aev.etat.lu/air emwelt.dataReport/NO2 sensor-allStationTemp-2019-20190701_0617.pdf

2015 : 48 µg/m³ (rapport des mesurages de dioxyde d'azote (NO_2) effectués en 2017 – 144, avenue de Luxembourg à Bascharage, MDDI mars 2018)

2016 : +40 µg/m³ (estimation due à des mesures incomplètes, moins de 85 %)

2017 : 38 µg/m³ (fermeture de la rue de la Résistance, adjacente)

2018 : 42 µg/m³

2019 : +40 µg/m³ (moyenne provisoire après les six premiers mois)

Peut-on donc constater et conclure que les prévisions exprimées en 2016 (baisse à 45 µg/m³ en 2020) sont heureusement moins favorables que la réalité mesurée qui se rapproche et se rapproche d'ores et déjà, de manière substantielle et continue, des valeurs limites prescrites, sans qu'aucune mesure supplémentaire ait été mise en place ?

4) Quel serait l'impact supplémentaire à prévoir sur cette évolution à la baisse après la mise en place des mesures annoncées dans le projet pilote, à savoir la mise en place du système de gestion du trafic intelligent ?

5) Quel serait l'impact des mesures de réduction locales du trafic supplémentaires, en dehors d'un contournement, énumérées dans le recours du 26 octobre 2016 de la commune de Sanem contre l'APS du 29 juillet 2016 (couloir de bus, aménagement du carrefour envisagé dans l'avis du 17 janvier 2016 du Département du territoire du MDDI, réductions de vitesse, interdictions de circuler pour les camions pendant les heures de pointe, etc.) ?

6) Quel sera l'impact de la mise en place des P&R le long de la ligne de chemin de fer entre frontières belge et française et Luxembourg-ville, longeant le contournement prévu et permettant d'atteindre la gare centrale de Luxembourg en 20 minutes au plus à partir de la gare Bascharage-Sanem ?

7) Quelle sera l'évolution prévisible dans les années à venir du parc automobile (voitures individuelles, bus, camions) et son impact sur les émissions en NO_2 ?

8) Une nouvelle évaluation du Programme de qualité de l'air à l'horizon 2025 ne s'impose-t-elle pas à cet endroit, puisque le « Nationaler Luftqualitätsplan 2020 und Untersuchung der Wirkung von potentiellen Minderungsmassnahmen, Müller-BBM Karlsruhe, Bericht vom 25. April 2017 » s'arrête à l'horizon 2020 et qu'il devrait-être rectifié et actualisé selon les nouvelles évolutions ?

9) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'à l'heure actuelle un moratoire s'impose quant à la réalisation du contournement à Bascharage :

- vu l'évolution positive à la baisse des émissions NO_2 à cet endroit précis ;

- vu l'opportunité de conserver la zone Natura 2000 ainsi que ses territoires avoisinant Bobësch et Dreckswiss et leur biodiversité ;

- en attendant notamment l'effet sur les mesures NO_2 après réalisation du projet pilote proposé par vos services pour la commune de Bascharage.

Réponse commune (07.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Au cours de l'année 2016, l'Administration de l'environnement a mis en place une station de mesure de la qualité de l'air à Bascharage, 144, avenue de Luxembourg. Depuis lors, les concentrations en dioxyde d'azote (NO_2) dans l'air ambiant sont mesurées en continu à l'aide de la méthode de référence selon la norme EN14211 : 2012.

La directive européenne 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe prescrit les valeurs limites suivantes pour le NO_2 à respecter pour la protection de la santé humaine, à savoir 200 µg/m³ en moyenne horaire, à ne pas dépasser plus de 18 fois par année civile et 40 µg/m³ en moyenne annuelle.

Depuis le commencement des mesures en 2016, aucun dépassement de la valeur limite en moyenne horaire n'a été constaté. Néanmoins, un dépassement de la valeur limite en moyenne annuelle a été constaté en 2018. La moyenne annuelle en 2018 se situait en effet à 42 µg/m³.

Selon l'article 23 de la directive précitée, un plan relatif à la qualité de l'air pour la zone en question doit être établi et transmis à la Commission européenne au plus tard deux ans après la fin de l'année au cours de laquelle le premier dépassement a été constaté. Le premier dépassement officiel ayant été constaté fin 2018, le plan pour la zone en question doit être transmis à la Commission européenne au plus tard pour fin 2020.

Les mesurages réalisés en 2010-2011 et 2015 indiquaient des valeurs supérieures à la valeur limite, à savoir 57 et 48 µg/m³ en moyenne annuelle. Elles ne peuvent toutefois pas être invoquées comme dépassements au titre de la directive 2008/50/CE. En effet, elles ont été réalisées à l'aide de mesures indicatives qui ne remplissaient pas les exigences de qualité de la directive (incertitude de mesure et couverture des données au cours d'une année). Elles servaient essentiellement à identifier les points critiques et à compléter les informations sur la qualité de l'air au Luxembourg dont l'évaluation se fait moyennant un réseau de stations de mesures fixes. Le cas échéant, le réseau des stations de mesures fixes est adapté afin d'assurer la conformité par rapport aux exigences de surveillance de la directive.

ad 2) L'idée de cette mesure, proposée par le groupe de travail « couloirs pour bus » en 2014, a été approuvée au cours de l'année 2015. Les études y afférentes ont ensuite été entamées. Ce n'était qu'en 2017 que la planification du volet « génie civil » avait suffisamment avancé pour permettre d'aborder le détail des installations techniques. Bien que le projet soit limité à onze installations de feux tricolores, le projet en question est parmi les premiers à s'intégrer dans les concepts et scénarios de gestion au niveau national. Dès lors, il est nécessaire de choisir les standards techniques appropriés pour tenir compte des questions relatives à la gestion de l'ensemble du parc d'installations. En parallèle, le système de gestion a dû être développé (« Lichtsignalsteuerungszentrale [LSZ] ») et vient récemment d'être présenté pour approbation. À l'heure actuelle, l'élaboration des dossiers de soumission est en cours.

ad 3) Les mesures réalisées avant 2016 étaient réalisées à l'aide de mesures indicatives qui ne remplissaient pas les exigences de qualité de la directive (incertitude de mesure et couverture des données au cours d'une année). Une station de mesure conforme aux critères de la directive a été mise en service vers la fin de l'année 2016. La première valeur directement opposable à la valeur limite a été constatée en 2017 mais la valeur limite n'a pas été dépassée. L'année 2017 a toutefois été fortement influencée par des chantiers d'envergure avec fermeture de routes. Les mesures en 2018 indiquent en moyenne annuelle un dépassement de la valeur limite tel que précité.

Les calculs de prévisions de la qualité de l'air sont basés sur les prévisions du trafic routier. Or, force est de constater que le comptage du trafic réalisé en juin 2018 sur l'avenue de Luxembourg (trafic journalier moyen (TJM < 14.000) montre des chiffres moins élevés que le trafic sous-jacent dans le scénario de base 2012 (TJM d'environ 17.000) et dans le scénario de prévision 2020 (TJM > 20.000). Il s'ensuit que les valeurs mesurées de la qualité de l'air sont également plus faibles par rapport aux valeurs calculées.

ad 4) L'impact supplémentaire à prévoir dépend bien sûr du paramétrage du système de gestion du trafic intelligent. En effet, le système de gestion du trafic pourrait théoriquement être configuré de façon à ce que seulement le volume du trafic tolérable en vue de maintenir la valeur limite pourrait passer le tronçon de route critique avec cependant comme conséquence le risque de provoquer des embouteillages aux limites du tronçon de route régulé. Selon les calculs de modélisation réalisés en 2017 dans le cadre de l'élaboration du Programme national de qualité de l'air, une fluidification du trafic par la mise en place de systèmes de gestion du trafic intelligent, tout en maintenant le volume du trafic moyen journalier peut provoquer une baisse des niveaux NO_2 dans l'air ambiant jusqu'à 5 % par rapport à la valeur limite ou de 2 µg/m³ en valeur absolue.

Selon les études menées dans le cadre de l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel et notamment de l'étude d'un bureau étranger spécialisé dans la matière, il ressort que la mise en place de toutes les mesures prévues par la variante zéro du contournement de Bascharage, dont fait partie la mise en place d'un système de gestion du trafic intelligent ne permettront pas à elles seules de faire passer les émissions de NO_2 en dessous des valeurs limites.

ad 5) Comme déjà évoqué, les simulations de trafic et d'émissions établies dans le cadre du projet du contournement de Bascharage tiennent compte de l'ensemble des stratégies nationales et régionales d'envergure en matière de transport, mais ne sont pas suffisantes pour améliorer la situation au centre de la localité de Bascharage de façon considérable.

Dans le cadre de l'élaboration du Programme national de qualité de l'air, des modélisations ont été réalisées en 2017 pour calculer la réduction du trafic nécessaire pour pouvoir respecter en 2020 la valeur limite pour le NO_2 dans l'air ambiant au niveau de l'avenue de Luxembourg à Bascharage. Les calculs avaient révélé qu'une réduction du trafic total de 27 % pour atteindre un TJM de 15.200 serait nécessaire pour atteindre la valeur limite en 2020. Cette réduction pourrait encore être plus ou moins importante en fonction de la part des camions et bus dans le trafic total et en fonction de l'évolution de la composition des parcs de véhicules (normes EURO). La quantification de l'impact des mesures locales sur la qualité de l'air ne peut se faire que sur base d'une étude trafic qui détermine la réduction du trafic par chaque mesure concrète.

ad 6) La mise en place du P&R Rodange est une des mesures qui fait partie intégrante du modèle servant de base aux simulations effectuées par la Cellule modèle de transport (CMT). Dans le cadre de ces simulations, l'ensemble des mesures prévues est pris en compte. Il est clair qu'aucune des mesures prévues ne peut à elle seule répondre aux besoins en matière de mobilité, mais que la prise en compte de l'ensemble des mesures est nettement plus pertinente. Comme cette mesure isolée n'a donc pas fait l'objet d'une simulation à part, il n'est pas possible de donner des informations s'y rapportant.

ad 7) Les projections d'émissions indiquent une baisse significative des émissions de NO_X (exprimées en NO_2) jusqu'en 2030. Ainsi, il est prévu que les émissions d'oxydes d'azote du transport routier national (calculées sur base du carburant utilisé sur le territoire national) vont baisser de 22 % en 2020 par rapport à 2017 et de 71 % en 2030.

Pour les voitures individuelles, une baisse de 18 % des émissions NO_X est prévue pour 2020 par rapport à 2017 et de 75 % en 2030. Cette baisse est principalement due à une pénétration accentuée de voitures diesel aux normes EURO 6d-temp (obligatoire à partir du 1er septembre 2019) et EURO 6d (à partir du 1er janvier 2021) dont la limite d'émission est de 80 mg NO_X/km mesuré sous conditions standards (WLTP) et de conduite réelle (RDE) ainsi que d'une certaine pénétration de voitures électriques dans le parc automobile national. En effet, bien que la norme EURO 6 (obligatoire depuis le 1er septembre 2015) préconisait déjà une limite d'émission de 80 mg NO_X/km, les mesures sous des conditions de conduite réelle montraient que les émissions réelles étaient six fois plus élevées que la norme (Umweltbundesamt, Pressemitteilung 16/2017).

Pour les véhicules lourds (bus et camions), une baisse de 38 % des émissions NO_X est prévue pour 2020 par rapport à 2017 et de 63 % en 2030, ceci dans l'hypothèse que d'ici 2030 tous les véhicules lourds roulent à la norme EURO VI.

Finalement, il est à noter qu'en 2017 les voitures individuelles étaient responsables de 72 % des émissions NO_X du transport routier, alors que 11 % étaient émis par les véhicules utilitaires et 16 % par les véhicules lourds. En 2020, ces proportions seront, respectivement 75 %, 11 %, et 13 %, et en 2030, respectivement 58 %, 16 %, et 25 %.

ad 8) Comme indiqué ci-dessus, un plan de qualité de l'air sera établi et transmis à la Commission européenne au plus tard pour fin 2020. Ce plan prendra en compte les nouvelles évolutions connues et qui peuvent avoir un impact sur la qualité de l'air.

ad 9) Nonobstant les défis environnementaux, la gestion d'un projet routier relève des compétences du Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.

Il reste à noter que le contournement de Bascharage ne se justifie pas seulement à cause des émissions NO_2 à l'intérieur de la localité. Dans ce contexte, il importe également de rappeler la problématique du bruit résultant du trafic routier. En effet, la charge de trafic routier actuelle à travers le centre de Bascharage est tellement importante qu'un développement urbanistique qualitatif et cohérent s'avère impossible sans le contournement de la localité.

Finalement, il y a lieu de préciser que la Chambre des Députés a voté à une large majorité le projet de loi afférent. Le Gouvernement est dès lors dans l'obligation légale de respecter le vote du législateur.

Question 0972 (26.07.2019) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **mesures d'amélioration de la qualité de l'air à Bascharage :**

Au niveau national, plusieurs décisions majeures ont été prises l'année passée pour réduire le trafic routier, notamment la construction de deux quais supplémentaires à la gare de Luxembourg et d'une série de P&R à des points névralgiques, de même que la commande de 34 trains régionaux par la Société nationale des chemins de fer (CFL).

Dans le cadre du vote par la Chambre des Députés de la construction du contournement de Bascharage en juillet 2018, une série de mesures locales ont été mentionnées en vue de réduire la pollution atmosphérique dans l'avenue de Luxembourg. Parmi les mesures locales abordées figuraient entre autres l'installation dans l'avenue de Luxembourg d'une voie réservée aux bus et de feux de signalisation intelligents, la construction de ronds-points au niveau de la brasserie Bofferding et de la zone industrielle nationale, la mise en place d'une zone 30 dans le centre de Bascharage, ainsi que la construction d'une nouvelle rue de desserte des supermarchés et du Centre sportif établis le long de l'avenue de Luxembourg.

Si le contournement de Bascharage ne peut être opérationnel que dans plusieurs années, force est de reconnaître que des mesures locales pourront être mises en œuvre plus rapidement, afin d'améliorer la qualité de vie locale et de limiter les risques sanitaires allant de pair avec les émissions du trafic routier.

1) J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics s'il existe des données récentes sur la pollution atmosphérique (notamment les émissions de NO_X) mesurée après le vote du contournement. Dans l'affirmative, qu'est-ce qu'elles permettent de conclure ?

2) L'étude d'impact du contournement sur les flux de trafic passant par le rond-point « Biff » et la collectrice du Sud en direction de la frontière revendiquée par la motion 1 du 17 juillet 2018 de la Chambre des Députés est-elle en cours de réalisation ?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre estime que lesdites mesures peuvent améliorer la qualité de vie des résidents de l'avenue de Luxembourg ? Est-ce qu'elles permettent de réduire la pollution atmosphérique ? Dans l'affirmative, dans quels délais les mesures pourraient-elles être finalisées ?

4) Est-ce que l'administration communale de Käerjeng a proposé à Monsieur le Ministre

d'autres mesures sur demande des résidents concernés afin de soulager le trafic dans l'avenue de Luxembourg ?

5) Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre a soumis à l'avis de l'administration communale de Käerjeng des mesures alternatives pour remédier à la pollution atmosphérique locale ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Au cours de l'année 2016, l'Administration de l'environnement a mis en place une station de mesure de la qualité de l'air à Bascharage, 144, avenue de Luxembourg. Depuis lors, les concentrations en dioxyde d'azote (NO_2) dans l'air ambiant sont mesurées en continu à l'aide de la méthode de référence selon la norme EN14211 : 2012.

La directive européenne 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe prescrit les valeurs limites suivantes pour le NO_2 à respecter pour la protection de la santé humaine, à savoir 200 µg/m³ en moyenne horaire, à ne pas dépasser plus de 18 fois par année civile et 40 µg/m³ en moyenne annuelle.

Depuis le commencement des mesures en 2016, aucun dépassement de la valeur limite en moyenne horaire n'a été constaté. Néanmoins, un dépassement de la valeur limite en moyenne annuelle a été constaté en 2018. La moyenne annuelle en 2018 se situait en effet à 42 µg/m³.

Selon l'article 23 de la directive précitée, un plan relatif à la qualité de l'air pour la zone en question doit être établi et transmis à la Commission européenne au plus tard deux ans après la fin de l'année au cours de laquelle le premier dépassement a été constaté. Le premier dépassement officiel ayant été constaté fin 2018, le plan pour la zone en question doit être transmis à la Commission européenne au plus tard pour fin 2020.

La moyenne annuelle provisoire en 2019 (janvier-juillet) se situe à 40 µg/m³. L'évaluation du respect de la valeur limite ne peut se faire qu'après l'achèvement de l'année.

ad 2) En ce moment, aucune nouvelle étude d'impact du contournement de Bascharage sur les flux de trafic n'a été entamée. Or, lors des études menées dans le cadre de de la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires, une étude de trafic approfondie a été réalisée. Cette étude reflète la répartition des flux de trafic dans la région concernée en tenant compte de toutes les mesures prévues par la MODU à l'horizon 2020. Les résultats de ces simulations ont été effectués par la Cellule modèle de transport (CMT).

ad 3) La quantification de l'impact des mesures locales sur la qualité de l'air ne peut se faire que sur base d'une étude trafic qui détermine la réduction du trafic par chaque mesure concrète.

Dans le cadre de l'élaboration du Programme national de qualité de l'air, des modélisations ont été réalisées en 2017 pour calculer la réduction du trafic nécessaire pour pouvoir respecter en 2020 la valeur limite pour le NO_2 dans l'air ambiant au niveau de l'avenue de Luxembourg à Bascharage. Les calculs avaient révélé qu'une réduction du trafic total de 27 % pour atteindre un TMQ de 15.200 serait nécessaire pour atteindre la valeur limite en 2020. Cette réduction pourrait encore être plus ou moins importante en fonction de la part des camions et bus dans le trafic total et en fonction de l'évolution de la composition des parcs de véhicules (normes EURO).

La réalisation d'une voie bus à la hauteur de l'accès de la ZA Steichen et d'une voie bus à la hauteur du supermarché Cactus est prévue. En outre, il est envisagé de gérer les flux de trafic moyennant la mise en place de feux tricolores dans la traversée de Bascharage, étant donné qu'il n'est pas possible de réaliser une voie bus à cet endroit. Ces feux tricolores ont pour objectif de fluidifier le trafic et d'améliorer ainsi les conditions de circulation pour les bus en augmentant les vitesses commerciales.

L'étude de faisabilité y afférente avait été élaborée dans le cadre du groupe de travail « couloirs pour bus ». Le projet final prévoit la mise en place de onze installations de feux tricolores sur la N5 dont les phases vertes seront coordonnées pour réduire le nombre d'arrêts de véhicules aux feux tricolores et, par conséquent, améliorer les vitesses commerciales.

En 2017, la planification détaillée du volet « génie civil » et la planification sommaire de ces installations de feux tricolores ont eu lieu, la planification détaillée étant toujours en cours. Il en ressort néanmoins que les installations de feux tricolores permettront un gain de temps pour les bus circulant dans les deux sens sur la N5 de 20-25 % aux heures de pointe matinales et de 10-35 % aux heures de pointes vespérales par rapport à aujourd'hui. En outre, la coordination des phases vertes sur la N5 réduira le nombre d'arrêts de véhicules et harmonisera ainsi les vitesses pratiquées. Sachant que les arrêts et démarrages des véhicules ainsi que leur vitesse ont un impact direct sur le volume des émissions polluantes liées au trafic, il est à supposer que ces mesures permettront de réduire la pollution de l'air.

Actuellement et en attente d'une concertation finale avec la commune à base des éléments finalisés de l'étude, la durée des travaux est estimée à quelque 400 jours.

ad 4) D'autres mesures locales ont été bien évidemment relevées lors de la consultation publique en relation avec le dossier de l'étude d'évaluation des incidences dans le contexte du projet du contournement de Bascharage.

ad 5) À part des mesures déjà soulevées sous le point 3), la boîte à outils de la stratégie pour une mobilité durable MoDu 2.0 reflète des mesures concrètes que les quatre acteurs de la mobilité, à savoir l'État, les communes, les employeurs et les citoyens, peuvent mettre en œuvre pour améliorer la mobilité et contribuer ainsi à une amélioration de la pollution atmosphérique.

Question 0977 (26.07.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**entretien des pistes cyclables :**

Le réseau cyclable national a été étendu et sécurisé au cours de ces dernières années. Un projet de loi vise par ailleurs la construction de plus de 400 km de pistes cyclables supplémentaires.

Or, il apparaît que, faute d'entretien adéquat, certaines pistes se trouvent dans un mauvais état, diminuant ainsi leur visibilité et compromettant par endroit la sécurité pour ses usagers.

Selon la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux, « l'entretien courant du réseau national incombe aux communes sur le territoire desquelles se trouvent les différents tronçons ou parties des pistes cyclables. En cas de carence des communes, les prestations nécessaires au maintien de la viabilité du réseau sont exécutées par l'État aux frais des communes ».

C'est à ce sujet que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame et Monsieur les Ministres sont-ils au courant du mauvais état de certaines pistes cyclables ?

- Dans l'intérêt de la sécurité des usagers et dans la perspective de l'extension du réseau cyclable national, Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'un changement devrait être envisagé au niveau de l'entretien des pistes cyclables, dans l'objectif d'une gestion plus rapide et efficace ?

- Dans l'affirmative, qu'entendent Madame et Monsieur les Ministres proposer comme solutions ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

La loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux dispose que :

- l'entretien courant de l'assise des itinéraires cyclables est à charge des communes ;

- l'entretien constructif et la signalisation directionnelle sont à charge de l'État (excepté l'entretien constructif de la voirie communale en agglomération) et doivent donc être réalisés par l'Administration des ponts et chaussées.

L'entretien courant comprend les tâches destinées à garantir la viabilité de l'itinéraire et qui ne concernent pas des interventions structurelles, c'est-à-dire :

- le balayage de la chaussée ;

- le nettoyage de la chaussée et de ses égouts ;

- le nettoyage des dispositifs de retenue (garde-corps, glissières, barrières) ;

- le nettoyage des graffitis et des affiches sur les murs des ouvrages d'art ;

- le nettoyage de l'éclairage de l'assise (si elle ne fait pas partie de l'éclairage public de la route) ;

- le fauchage, le cas échéant, des accotements ;

- le service d'hiver sur la chaussée (déneigement et dégivrage).

Il est à noter que le service d'hiver est seulement à garantir sur les itinéraires pratiqués quotidiennement dans cette période de l'année, cela concerne donc surtout les itinéraires à l'intérieur des localités et les pénétrantes principales des agglomérations.

Quant à l'entretien constructif, il comprend les travaux de petite envergure qui garantissent la viabilité d'un itinéraire national (comme par exemple la réparation de fissures, de nids de poule, de joints, des accotements ou le remplacement complet du revêtement). Si l'infrastructure doit être renouvelée en grande partie ou en totalité (comme par exemple l'amélioration ou le renouvellement du corps de chaussée de la voirie), il s'agit d'un réaménagement de l'infrastructure.

Les services compétents de l'Administration des ponts et chaussées effectuent régulièrement des inspections des pistes cyclables du réseau national. Ces inspections ont pour but de détecter d'éventuels problèmes majeurs en relation avec le revêtement des pistes cyclables (bosses, trous, fissures importantes, etc.) respectivement les tronçons entiers nécessitant le renouvellement complet de la couche de roulement. À la suite de ces inspections, les opérations d'entretien lourd qui s'imposent sont réalisées, ceci dans le cadre des travaux d'entretien et de réfection de la voirie de l'État sur le territoire des services régionaux respectifs, en fonction des moyens financiers disponibles.

Depuis 2017, des observations et des réclamations de la part d'usagers peuvent être envoyées à pistescyclables@pch.etat.lu. Ainsi, sept réclamations concernant l'état des pistes cyclables nationales ont été introduites en 2017 (dont une relative à l'entretien courant et six relatives à l'entretien constructif) et 22 en 2018 (dont onze relatives à l'entretien courant et onze relatives à l'entretien constructif).

Le cas échéant, la commune concernée est avertie par l'administration pour répondre aux obligations communales d'entretien courant.

Même si les dispositions de la loi précitée prévoient que l'entretien courant est à garantir par les communes, l'Administration des ponts et chaussées assure toutefois l'entretien courant si l'itinéraire cyclable national se trouve sur la chaussée d'une route nationale ou d'un chemin repris (par exemple lorsqu'il s'agit d'une voie cyclable, d'une voie suggestive ou d'une circulation en trafic mixte). En outre, si une piste cyclable ou un chemin mixte se trouve en bordure directe d'une route de l'État, l'Administration des ponts et chaussées est en charge des travaux de fauchage des accotements et d'élagage des plantations.

En ce qui concerne l'entretien du réseau cyclable national, le projet de loi n° 7371 prévoit de modifier les compétences : il est envisagé que l'État soit responsable de l'entretien courant des liaisons cyclables express projetées, étant donné que celles-ci constituent la colonne vertébrale entre les agglomérations définies dans la stratégie de mobilité MoDu 2.0 et que leur viabilité doit être garantie sur la totalité de l'itinéraire à tout moment.

Quant à un éventuel changement dans l'entretien du réseau cyclable, la question de l'honorable Députée Martine Hansen peut être interprétée comme demande de reprise par l'État de l'entretien courant de la totalité du réseau cyclable national. Or, du fait de leur présence sur le terrain, les communes sont en mesure de réagir plus efficacement en agglomération, notamment sur les tronçons de la voirie communale et ceux longeant la voirie étatique.

Question 1036 (07.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **niveau de luxembourgeois des enseignants de l'éducation fondamentale :**

Nieft der Wëssensvermëttlung ass d'Primärschoul och déi Plaz, wou sozial Kohäsioun an Integratioun aktiv gelieft solle ginn. Et ass dobäi evident, datt d'Lëtzebuerger Sprooch eent vun de wichtegsten Integratiounsinstrumenter ass an och bleiwe muss. Et ass dofir essenziell, datt d'Léierpersonal d'Lëtzebuergescht op engem ganz héijen Niveau beherrscht, well nëmmen esou déi sproochlech Kompetenz och un d'Schüler weidervermëttelt ka ginn.

An dësem Kontext géif ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend gär folgend Froe stellen:

1. Wéi eng Roll huet d'Lëtzebuerger Sprooch am Kader vun der Ausbildung vum Léierpersonal an der Primärschoul?

2. Wéi ee Sproochenniveau (am Hibléck op de gemeinsamen europäesche Referenzkader vun A1 bis C2) muss d'Léierpersonal am Lëtzebuergesche meeschteren, fir kënnen an der Primärschoul ze ënnerriichten? Betrëfft dëse Sproochenniveau esouwuel dat geschwatent ewéi och dat geschriwwent Lëtzebuergesch? Wéini a wéi gëtt dësen Niveau gepréift?

3. Mussen déi sougenannten „Quereinsteiger" déiselwecht Kritären, wat d'Meeschtere vun der Lëtzebuerger Sprooch ugeet, erfëllen?

4. Gëtt et Kontrollmechanismen, déi sécherstellen, datt dee vum Léierpersonal gefuerderte Sproochenniveau am Lëtzebuergeschen och effektiv agehale gëtt? Wa jo, wéi gesinn dës Kontrollmechanismen aus?

5. Wéi ee Schoulmaterial gëtt benotzt, fir dem zukünftege Léierpersonal d'Lëtzebuerger Sprooch ze enseignéieren?

6. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch am Kader vun der Ausbildung vum Léierpersonal genuch ervirgestrach gëtt? Sollte Coursen iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch a Kultur, wéi si zum Beispill um Institut national des langues ugebuede ginn, net obligatoresch fir d'Léierpersonal sinn? Oder sollt d'Léierpersonal net encouragéiert ginn, fir esou Coursen ze besichen?

Réponse (08.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Sämtlech Kandidaten, déi als brevetéiert Léierpersonal agestallt wëlle ginn, musse sech den „épreuves préliminaires", Sproochentester, stellen an dës packen, esou wéi am „règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 2015 déterminant les modalités du concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental" beschriwwen. Dës Epreuvë ginn zweemol d'Joer organiséiert. An zwou Epreuvë gëtt esouwuel dat mëndlecht, ewéi och dat schréftlecht Lëtzebuergesch gepréift. Am Lëtzebuergesche ginn déi Kandidate vu béiden Epreuven dispenséiert, déi noweise kënnen, datt si wärend zéng Joer eng lëtzebuergesch Schoul besicht hunn, an där déi offiziell Programmer fir déi ëffentlech Lëtzebuerger Schoulen applizéiert goufen. D'Majoritéit vun den zukünftegen Enseignanten (97,5 % vun de Kandidaten, déi sech an der Sessioun 2019 vum Concours en rang utile klasséiert hunn) hunn op d'mannst zéng Joer laang eng lëtzebuergesch Schoul besicht.

D'Enseignantë respektiv d'Persounen, déi als Employé agestallt ginn an déi kee lëtzebuergesche Secondairesofschloss virweise kënnen, ginn an individuellen Tester op d'Sproochekenntnesser ausschliisslech am Mëndlechen an am Héierverständnes vun den administrative Sproochen, wéi an de gesetzlechen Dispositiounen (loi du 24 février 1984 sur le régime des langues) virgesinn, evaluéiert. Dës Tester gi fir déi Enseignanten, déi spéider mat engem CDI als Employé am Groupe d'indemnité A2 agestallt ginn, am Kader vun der Astellungsprozedur realiséiert. Déi Kandidaten, déi zu engem spéideren Zäitpunkt mat engem CDD an der Lëtzebuerger Grondschoul d'Léierpersonal wëllen ersetzen, musse sech nach virum Ufank vum Stage engem Sproochentest stellen, wa si kee lëtzebuergeschen Ofschlossdiplom aus dem Enseignement secondaire virweise kënnen.

Déi eenzel Kommissioune fir d'Préiwe vun de Sproochekenntnesser vum spéidere Léierpersonal setze sech jee no Kommissioun aus Direkteren an Adjointen aus den Direktioune vum Enseignement fondamental, experimentéierten Enseignanten an/oder Vertrieder vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend zesummen. An den eenzelne Kommissiounen ass och jeeweils een Observateur dobäi. D'Kommissiounen hunn deen néidegen Know-How, fir anzeschätzen ob ee Kandidat a puncto Lëtzebuergeschkenntnesser gëeegent ass, fir an der Lëtzebuerger Grondschoul ze intervenéieren.

ad 3. Jo, déi sougenannten „Quereinsteiger" mussen déiselwecht Kritären, wat d'Meeschtere vun der Lëtzebuerger Sprooch ugeet, erfëllen.

ad 4. Scho viru respektiv wärend der Astellungsprozedur gëtt séchergestallt, datt d'Enseignanten déi néideg sproochlech Kompetenzen hunn, fir ze enseignéieren.

ad 5. Wéi schonns ernimmt, gëtt séchergestallt, datt dat zukünftegt Léierpersonal déi néideg sproochlech Kompetenzen huet. Fir dëst ze iwwwerpréiwen, ginn Niveaue festgeluecht, déi mussen erreecht ginn. Ginn dës net erreecht, kann de Kandidat och net als Enseignant agestallt ginn. Et gi weder geziilt Coursen nach spezifescht Schoulmaterial fir Kandidaten, déi dës Niveauen nach net erreecht hunn an deemno net konnten als Enseignant agestallt ginn. Dës Leit hunn, wéi sämtlech Persounen och, d'Méiglechkeet, Lëtzebuergeschcoursen ze suivéieren, fir déi néideg sproochlech Kompetenzen ze erreechen.

ad 6. Am Kader vum Concours, deem sech déi zukünfteg Enseignantë stellen, bezitt sech eng Epreuve, déi vu sämtleche Kandidate muss absolvéiert ginn, reng op d'Lëtzebuerger Kultur. Am Kader vun dëser Epreuve kréien déi zukünfteg Enseignanten zwee Wierker, an deenen Informatiounen iwwert d'Lëtzebuerger Geschicht, d'Lëtzebuerger Kultur, d'Sproochesituatioun hei zu Lëtzebuerg an d'Entwécklung vun der Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg zesummegefaasst sinn. Déi entspriechend Epreuve ënnersträicht d'Wichtegkeet, déi der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur am Kader vun der Astellungsprozedur vum lëtzebuergesche brevetéierte Léierpersonal zougeuerdent gëtt.

D'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch läit mir besonnesch um Häerz. Dobäi gëtt sech net op d'Enseignanten am Eenzelnen, mä op d'Gesellschaft am Ganze konzentréiert. Natierlech profitéieren d'Enseignantë vun de Mesuren, déi am Strategiepabeier fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch, am Mäerz 2017, ugeholl goufen. D'Brochure „Gewosst wéi" an den Internetsite www.schreiwen.lu, déi der Lëtzebuerger Gesellschaft d'Schreifweis vum Lëtzebuergesche méi nobréngt, de Service LOD, deen eng Helpline fir Froe ronderëm d'Lëtzebuerger Sprooch ubitt, an déi sëlleche kulturell Projeten a Lëtzbuerger Sprooch sinn nëmmen dräi Mesuren, déi am Kader vun der Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch ëmgesat ginn, a vun deene sécherlech och eng Villzuel vun Enseignantë profitéieren.

Question 1037 (08.08.2019) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **recrutement des enseignants « 2e voie » :**

La loi du 22 juin 2018 permettant aux détenteurs d'un bachelor en relation avec les missions de l'enseignement fondamental d'accéder au concours de recrutement a donné lieu pour l'année scolaire 2019-2020 au recrutement de 183 nouveaux enseignants recrutés par la voie parallèle (ci-après « enseignants "2e voie" ») en plus des 137 nouveaux enseignants recrutés par la voie classique (selon un article du « Wort », se référant à des renseignements donnés par le Ministère de l'Éducation, « Wort » 25 juillet 2019).

Il me revient que les présidents d'école concernés auraient été notifiés du nombre et profil des enseignants « 2e voie » affectés à leur école pour la nouvelle année scolaire seulement en date du 30 juillet 2019. Or, il s'avère que dans la plupart, sinon dans toutes les écoles fondamentales du pays, le plan scolaire avec la répartition des cours entre les enseignants du contingent de l'école pour la nouvelle année est déjà fixé à cette date.

De ce fait, l'intégration des nouveaux enseignants « 2e voie » nécessite la réouverture et l'ajustement, en pleine période de congés scolaires, des plans scolaires 2019-2020.

De plus, l'intégration de ces enseignants « 2e voie » est rendue plus difficile encore du fait que tous les mercredis sont réservés aux formations (240 heures IFEN prévues par la loi du 22 juin 2018), de sorte qu'il faut prévoir des remplacements internes pour les enseignants titularisés.

Finalement, certains enseignants « 2e voie » ne disposent pas de toutes les qualifications nécessaires pour assurer certains cours, notamment les cours de natation par exemple parce qu'ils/elles ne disposent pas d'un brevet de natation, ce qui rend difficile leur intégration dans le plan scolaire.

1) Monsieur le Ministre est-il conscient des difficultés, dans les écoles fondamentales, causées par la communication tardive quant aux nouveaux enseignants « 2e voie » ?

2) Comment Monsieur le Ministre entend-il assister les président(e)s d'école dans l'intégration des enseignants « 2e voie » sur le terrain ?

3) Étant donné les nombreux arbitrages nécessaires pour mettre sur pied une organisation scolaire Monsieur le Ministre envisage-t-il à l'avenir de communiquer aux présidents d'école le nombre et le profil des enseignants « 2e voie » affectés aux écoles plus tôt dans l'année pour permettre que l'organisation scolaire puisse se faire en une seule fois et sans précipitation ?

Réponse (07.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Je suis conscient que l'élaboration annuelle des organisations scolaires nécessite un effort considérable de la part de toutes les parties impliquées, à savoir les comités d'école en général et les présidents d'un comité d'école en particulier, les directions de région ainsi que les autorités communales. Je tiens à remercier tous ces partenaires pour le travail exemplaire effectué dans le cadre de l'élaboration des organisations scolaires et pour le dévouement grâce auquel un enseignement efficace de tous les élèves peut être assuré pendant l'année scolaire subséquente.

Le règlement grand-ducal modifié du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental prévoit le déroulement des réaffectations et affectations du personnel enseignant dans le cadre des listes 1, 1bis et 2. Le calendrier relatif aux procédures de réaffectation, d'affectation et de répartition du personnel des écoles de l'enseignement fondamental publié au mois de janvier 2019 reprend les délais à respecter par les comités d'école, les directions de région, les autorités communales et mes services dans le cadre des procédures d'affectation et de réaffectation à un poste d'instituteur vacant.

L'article 19bis de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental prévoit que la commission instaurée dans le cadre du recrutement de détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental est convoquée par le ministre si le nombre de candidats inscrits au concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental est inférieur au nombre des admissions arrêtées par le Gouvernement en conseil. Il s'avère, par conséquent, nécessaire d'attendre la clôture des inscriptions au concours vers mi-mai avant de déterminer la part de détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental à recruter et d'entamer le recrutement de ces derniers. Le nombre exact de détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental ne peut être déterminé qu'après la finalisation du classement vers mi-juillet.

Différents éléments essentiels pour assurer une répartition optimale des ressources humaines et la continuité des équipes pédagogiques impliquent que, selon la législation en vigueur, la réaffectation et l'affectation de tous les membres du corps enseignant intervenant dans les écoles fondamentales luxembourgeoises ne peuvent être finalisées avant la fin du mois de juillet.

L'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental prévoit que « le nombre de leçons attribuées à une commune ou un syndicat scolaire selon les dispositions prévues à l'alinéa 1er peut être augmenté suite à une deuxième évaluation du nombre d'élèves inscrits à l'école fondamentale de la commune ou du syndicat scolaire précédant la publication de la deuxième liste des postes vacants ». Dans l'intention de tenir compte de l'évolution du nombre d'élèves entre le mois de mars et la fin du mois de juin, le recalcul du contingent permet d'attribuer aux communes les ressources humaines supplémentaires nécessaires pour encadrer les élèves qui s'y sont installés au printemps. Les leçons attribuées aux communes dans le cadre du recalcul du contingent sont à publier sur la liste 2 des postes d'instituteur vacants.

Si le recalcul du contingent était effectué plus tôt pendant l'année scolaire afin de publier la liste 2 à une date plus avancée et afin d'assurer par cette mesure l'affectation et la réaffectation de l'intégralité du personnel enseignant avant la fin de l'année scolaire, de nombreux déménagements risqueraient de ne pas être pris en considération au détriment de la répartition équitable des ressources humaines entre les communes.

L'article 9 du règlement grand-ducal modifié du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental prévoit la réaffectation d'office des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, à une commune, classe ou école de l'État, s'ils y étaient affectés l'année scolaire précédente. Cette mesure permet d'assurer une continuité des équipes pédagogiques au profit de l'encadrement des élèves. La réaffectation d'office a lieu après les listes 1 et 1bis, réservées aux instituteurs.

L'affectation des candidats classés en rang utile dans le cadre du concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur ne peut être avancée étant donné que les candidats qui désirent participer au concours doivent disposer, suivant l'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 2015 déterminant les modalités du concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental, de la qualification pour enseigner au premier cycle de l'enseignement fondamental, aux deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental ou dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental pour participer aux épreuves respectives. Afin d'assurer la participation d'un maximum de détenteurs d'un bachelor en Sciences de l'éducation ou de diplômes reconnus équivalents aux épreuves du concours, les épreuves ne peuvent être organisées plus tôt pendant l'année scolaire. En effet, certaines hautes écoles expédient les formules provisoires de réussite des études supérieures achevées avec succès fin juin que quelques jours avant les épreuves du concours et l'organisation anticipée de ces dernières conduirait à l'exclusion d'un nombre important de candidats.

Les détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental retenus par la Commission de recrutement engagés en tant que chargés de cours membres de la réserve de suppléants, pour le 1er septembre de l'année en cours, introduisent leur demande dans le cadre de la liste 2 conformément aux dispositions prévues par le règlement grand-ducal modifié du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental. Presque un quart de ce personnel dispose d'un bachelor habilitant à enseigner au premier cycle, aux deuxième, troisième ou quatrième cycle ou dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental. Ces derniers ne sont par conséquent pas tenus de suivre l'intégralité de la formation en cours d'emploi d'un volume de 248 heures de formation et seules 15 personnes de ce groupe doivent être libérées le mercredi après-midi.

Plus de 41,5 % des candidats retenus dans le cadre du recrutement de détenteurs d'un bachelor en lien avec un des objectifs de l'enseignement fondamental ont déjà assuré des remplacements de courte et/ou de longue durée dans l'enseignement fondamental. Certains de ces candidats sont par ailleurs détenteurs d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique, afin d'être à même d'assurer le plus grand nombre de remplacements possible. Dans les communes regroupant plusieurs écoles fondamentales, souvent plusieurs enseignants assurent exclusivement le cours d'éducation physique et sportive et disposent, par conséquent, du brevet élémentaire de sauvetage aquatique. Grâce à cette répartition des tâches, les titulaires de classe ne sont pas tenus d'assurer le cours concerné. Il en découle qu'ils ne doivent pas nécessairement être titulaire d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique. Au cas où le poste attribué à un détenteur d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental prévoirait que ce dernier assure le cours de natation et que ce dernier ne dispose pas du brevet élémentaire de sauvetage aquatique, une réorganisation interne temporaire permet de remédier à la situation en attendant que l'enseignant nouvellement recruté obtienne le brevet susmentionné.

Il est de coutume que les services scolaires communaux procèdent en collaboration avec les directions de région, les présidents d'un comité d'école et mes services à des adaptations des organisations scolaires après l'affectation du personnel enseignant dans le cadre de la liste 2.

ad 2) Mes services se tiennent à disposition des présidents d'un comité d'école pour répondre à leurs questions éventuelles en matière d'affectation et du parcours de formation des détenteurs d'un bachelor en lien avec un des objectifs de l'enseignement fondamental retenus. Les directions de région disposent d'un nombre élevé de remplaçants permanents, afin d'assurer les leçons devenues vacantes suite aux décharges des détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental retenus par la Commission de recrutement.

Complémentairement aux formations proposées aux détenteurs d'un bachelor en lien avec un des objectifs de l'enseignement fondamental retenus par la Commission de recrutement, ces derniers sont encadrés par une personne de référence qui assure, au sein du même établissement et en collaboration avec le comité d'école, l'insertion professionnelle des agents nouvellement recrutés. L'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) propose des formations continues à l'attention du personnel enseignant qui désire accompagner les stagiaires-enseignants pendant la période de stage ou des chargés de cours pendant leur période d'initiation et la période d'approfondissement qui s'en suit afin de favoriser l'insertion des stagiaires dans l'établissement et au sein de l'équipe en place.

ad 3) Vu les dispositions légales actuellement en vigueur et les motifs explicités au premier point, une affectation plus tôt dans l'année scolaire des détenteurs d'un bachelor en lien avec un des objectifs de l'enseignement fondamental retenus par la commission de recrutement risquerait de conduire à une détérioration de la démarche actuelle au détriment de l'enseignement dispensé aux élèves. À la recherche continue d'éléments susceptibles d'optimiser le système éducatif luxembourgeois pour contribuer à l'augmentation de la qualité de l'enseignement, les démarches prévues dans les dispositions légales sont régulièrement analysées et, le cas échéant, des propositions d'adaptation sont élaborées.

Question 1044 (08.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**absentéisme dans le secteur public :**

Alors que l'Inspection générale de la sécurité sociale publie régulièrement les statistiques sur l'évolution du taux des arrêts de travail pour maladie de courte et de longue durée dans le secteur privé, ces statistiques ne sont pas publiées pour le secteur public.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique si un bilan comparable existe pour le secteur public.

- Comment évolue, le cas échéant, le taux d'absentéisme de courte et de longue durée dans le secteur public ?

Réponse (04.10.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

La gestion du temps, y compris donc celle des congés de maladie, est effectuée au niveau de chaque administration. Il n'est donc actuellement pas possible de fournir un bilan à ce sujet pour l'ensemble des administrations étatiques.

Néanmoins, et tout en soulignant que ce résultat ne permet pas de tirer une quelconque conclusion globale en raison du nombre très limité d'agents, je peux informer l'honorable Député que pour le Ministère de la Fonction publique et les administrations y rattachées (environ 200 agents), le taux d'absentéisme moyen sur les trois dernières années a été de 3,77 % (calculé selon la même méthode que celle appliquée par l'IGSS).

Par ailleurs, des travaux sont actuellement en cours dans le cadre d'une mise en place d'un système informatique centralisé de gestion du temps englobant l'ensemble des administrations étatiques. Ce projet informatique d'envergure nous permettra ainsi à long terme de disposer d'une vue précise sur le taux d'absentéisme au sein de la fonction publique.

Question 1048 (09.08.2019) de **Mme Diane Adehm** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**exploitation des données de passagers (PNR) :**

D'après un article paru sur reporter.lu, l'État du Grand-Duché de Luxembourg aurait créé en mai 2019, ensemble avec une entreprise française spécialisée dans des solutions IT, un groupement d'intérêt économique dénommé « Agence luxembourgeoise pour la promotion de systèmes d'information dans le domaine de la sécurité », en vue de la mise en place d'une plateforme de collecte des données de passagers pour les besoins de la Police grand-ducale. Rappelons à cet égard que lesdites données sont collectées aux fins de prévention et de détection d'infractions terroristes et des formes graves de criminalité, voire d'enquêtes et de poursuites à mener en la matière.

En plus de la collaboration avec l'État luxembourgeois, l'entreprise en question démarche les compagnies aériennes avec des messages, tel « Unleash your PNR Data : A new proposition do help airlines determine the potential of their data ».

En complément à la question parlementaire n° 1012, nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Depuis quand les autorités étatiques collaborent-elles avec l'entreprise sous rubrique ? Le Gouvernement est-il autrement lié à cette entreprise, voire à un des actionnaires de l'entreprise française ?

2) Quand et comment cette entreprise a-t-elle été choisie comme partenaire du groupement d'intérêt économique (GIE) ?

a. La conclusion d'un marché public était-elle nécessaire ? À défaut, pour quelles raisons tel n'en avait pas été le cas ?

b. Le Gouvernement avait-il lancé un appel public à candidatures ? À défaut, pour quelles raisons un tel appel public n'avait pas eu lieu ?

3) Le Gouvernement n'estime-t-il pas problématique qu'une entreprise (i) soit associée à un projet public de création d'une plateforme de collecte de données de passagers à des fins de prévention, de détection et de poursuite d'infractions pénales et (ii) vante en même temps l'exploitation commerciale de ces mêmes données ? L'exploitation commerciale (iii) de ces informations est-elle compatible avec le texte et l'esprit de la directive européenne en matière de données des passagers ?

4) Le Gouvernement peut-il confirmer que les données transférées par les transporteurs aériens sont collectées, conservées et traitées conformément à la loi ?

5) L'utilisation commerciale des données collectées dans le cadre du GIE est-elle permise ? Dans l'affirmative, sous quelles conditions ?

6) L'interface a-t-elle déjà été utilisée par d'autres États, voire d'autres acteurs ?

- Dans l'affirmative, lesquels ?

- Qu'en est-il des redevances payées en raison de cette utilisation ?

7) L'entreprise en question a-t-elle été autorisée à utiliser le logo de la Police grand-ducale sur son site Internet ? Est-ce une pratique courante ? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous citer d'autres acteurs privés utilisant le logo de la Police grand-ducale à des fins de publicité ?

8) Le Gouvernement peut-il indiquer si la compagnie aérienne Luxair a recours aux services de ladite entreprise pour l'exploitation commerciale des données de passagers ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) L'historique de la collaboration entre la Police grand-ducale et l'entreprise Conztanz SA a été décrit de manière détaillée dans la réponse à la question parlementaire n° 1012.

En dehors de la collaboration établie par la mise en place d'un Groupement d'intérêt économique (GIE) le 8 mai 2019 le Gouvernement luxembourgeois n'est lié d'aucune manière à Conztanz SA ou à un de ses actionnaires.

ad 2) La manière dont s'est opérée la mise en relation entre les services compétents de la Police grand-ducale et l'entreprise Conztanz SA a été développée dans la réponse à la question parlementaire n° 1012. Conztanz SA est par ailleurs intervenue en qualité de consultant certificateur dans le cadre de la mise en place du projet PNR pour le compte d'un autre État membre.

Dans un premier temps Conztanz SA a effectué une étude de mise en place et de faisabilité, en 2017, en qualité de fournisseur. Cette étude portait exclusivement sur la mise en place d'une interface entre les compagnies aériennes et l'Unité information passagers de la Police grand-ducale. Ce n'est qu'au cours de l'année 2018 qu'a germé ensemble l'idée de mettre à disposition cette interface également à d'autres États européens. Les objectifs d'une mise à disposition à d'autres États sont : de mutualiser les frais d'investissements, de bénéficier d'un effet de volume en vue de réduire les frais de collecte, de réduire les frais de certification et finalement de mettre en avant le Luxembourg comme pays innovateur en matière de technologies de l'information. Avec l'appui d'un cabinet d'avocats d'affaires de la place, le GIE a été identifié comme étant l'instrument juridique convenant le mieux à ces fins.

ad 2) a. Conformément aux dispositions légales en matière de marchés publics la Police grand-ducale a procédé par voie de bon de commande (pour l'étude de faisabilité), respectivement de marché public avec l'entreprise Conztanz SA lors des exercices budgétaires 2017, 2018 et 2019.

ad 2) b. Il n'a pas été procédé par appel public à candidatures. La Police grand-ducale a eu recours à la procédure négociée sans publication préalable tel que prévu par la législation sur les marchés publics en vigueur.

ad 3) (i) Tel que développé plus amplement dans la réponse à la question parlementaire n° 1012, la Police grand-ducale a dû mettre en place un dispositif permettant la collecte des données de passagers afin de se conformer à la directive européenne 2016/681 relative à l'utilisation des données passagers (PNR) à des fins de prévention et de détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière. Le délai fixé par la directive était le 25 mai 2018.

Le domaine des données passagers dans le monde aérien est techniquement extrêmement complexe et nécessite des compétences spécifiques. La Police grand-ducale a eu recours à Conztanz SA dans ce contexte, en sa qualité de spécialiste européen des questions de données sur les passagers aériens.

ad 3) (ii) Il convient ici d'apporter une précision sémantique importante afin d'éviter toute confusion. Il existe deux types de données passagers, suivant leur finalité. Ces deux types sont totalement distincts.

- Les données passagers « commerciales » : l'ensemble des acteurs du milieu aérien collectent des données sur les passagers depuis des décennies : les compagnies aériennes, les aéroports, les agences de voyage, etc.

Ces données permettent par exemple aux compagnies aériennes de gérer les réservations de billets, de connaître le nombre de passagers, et éventuellement leurs besoins spéciaux (handicapé nécessitant une assistance, régime alimentaire particulier à bord, mineur non accompagné, etc.), aux aéroports de connaître le nombre de passagers qui va débarquer, aux aéroports de bien aiguiller les bagages, etc.

Ces informations sur les passagers sont techniquement regroupées dans un dossier appelé « Passenger Name Record » (PNR). Les dossiers PNR existent depuis des décennies. L'International Air Transport Association (IATA) fournit à l'industrie des standards pour la constitution et l'échange de données passagers « commerciales ».

Divers acteurs du monde aérien exploitent parallèlement ces données pour connaître leurs clients et en vue d'un marketing.

- Les données passagers transmises à des fins de lutte contre l'immigration illégale et à des fins de prévention et de détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité.

C'est en fait de la directive européenne 2004/82/CE du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers qu'une obligation dans le chef des compagnies aériennes est née de communiquer aux autorités étatiques des données sur leurs passagers. Il s'agit ici d'un dispositif appelé « Advanced Passenger Information » (API), applicable uniquement aux vols de provenance extra-Schengen.

Par la directive européenne 2016/681 du 27 avril 2016 relative à l'utilisation des données passagers (PNR) à des fins de prévention et de détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière, l'obligation de transmission de données sur les passagers a été élargie.

Ainsi, les données API et PNR transmises à des fins de lutte contre l'immigration illégale et à des fins de prévention et de détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité aux autorités étatiques sont bien en pratique un extrait du dossier passager « commercial ».

La notion fondamentale est que les exploitations des deux types de données passagers énumérés ci-dessus sont totalement distinctes entre elles. En aucun cas les données API et PNR transmises à des fins de de lutte contre l'immigration illégale et à des fins de prévention et de détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité ne pourraient être utilisées pour une finalité autre que celle exposée dans les instruments légaux. Conztanz SA n'accède et ne traite jamais le contenu de ces données passagers.

Au niveau technique, les données centralisées par l'interface ne sont par ailleurs pas stockées ni sauvegardées, mais directement transmises vers les bases de données de la Police grand-ducale.

ad 3) (iii) Tel qu'exposé sous la question précédente, il n'y a aucune « exploitation commerciale » sur base des données passagers transmises à des fins de lutte contre l'immigration illégale et à des fins de prévention et de détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité. Une utilisation de ces données pour une finalité autre que celle prévue dans les instruments légaux ne serait pas compatible.

ad 4) Le Gouvernement est en mesure de confirmer que les données transférées par les transporteurs aériens sont collectées, conservées et traitées conformément à la loi.

ad 5) Aucune utilisation commerciale des données collectées dans le cadre du GIE n'est effectuée. Ce point est plus amplement décrit dans la réponse ci-dessus.

ad 6) Pour l'heure, aucun autre État ni acteur n'utilise l'interface. Des contacts ont été pris et des pourparlers sont menés. Dès lors aucune redevance n'a été perçue pour l'heure.

ad 7) Dans le cadre du partenariat institué le 8 mai 2019 par la constitution du GIE entre Conztanz SA et l'État du Grand-Duché de Luxembourg et pour des motifs de transparence l'entreprise Conztanz a été autorisée à utiliser le logo de la Police grand-ducale sur son site Internet.

Il n'est pas totalement inhabituel que des prestataires externes intègrent dans leurs références le fait d'avoir travaillé avec la Police grand-ducale. À titre d'exemple récent le prestataire Veridos ayant fourni les guichets automatiques de contrôle à l'aéroport mentionne également la Police grand-ducale sur son site Internet.

ad 8) Luxair étant une compagnie commerciale de droit privé, l'État n'intervient pas dans la gestion journalière de la compagnie.

À notre avis, la compagnie susmentionnée serait mieux placée pour répondre à cette question.

Q84

Question 1049 (09.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **loi relative à une administration transparente et ouverte :**

Mam Gesetz vum 14. September 2018 iwwer eng oppen an transparent Verwaltung goufen d'Grondlage geschaaft, fir Persounen a Gesellschaften den Accès zu Dokumenter vun enger ganzer Rëtsch vu Verwaltungen ze erméiglechen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë si bis haut op Basis vum Artikel 4 vum Gesetz iwwer eng oppen an transparent Verwaltung agaangen?

2. Wéi vill Demandë waren dem Artikel 4 (2) no ze vill generell? Wéi vill vun dësen Demandë goufen doropshi präziséiert a wéi vill sinn der opgrond vun enger ze vill genereller Formuléierung verfall?

3. Opgeschlësselt nom Grond vum Refus: A wéi ville Fäll gouf eng Kommunikatioun opgrond vum Artikel 1 (2) refuséiert?

4. Opgeschlësselt no der Unzuel: Mat wéi enge Modalitéite goufen d'Ufroen, dem Artikel 5 (1) entspriechend, beäntwert?

5. A wéi ville Fäll gouf op Basis vum Artikel 5 (2) en Delai fir eng Äntwert verlängert? A wéi ville Fäll gouf den Delai vun engem Mount respektiv zwee Méint iwwerschratt? Aus wat fir enge Grënn?

6. Opgeschlësselt no de Grënn fir de Refus: Wéi vill Refuse gouf et op Basis vum Artikel 7?

7. Ass d'Commission d'accès aux documents operativ? Wa jo, wéi vill Sëtzungen huet se zanter hirer Constitutioun ofgehalen? Wann neen, wourunner läit dat?

8. Wéi heefeg gouf d'Kommissioun säit hirer Asetzung mat engem Appell saiséiert?

9. Gouf an alle Fäll deen am Artikel 10 (2) festgehalenen Delai vun zwee Méint, fir eng Äntwert vun der Kommissioun ze erhalen, respektéiert? Wann neen, ëm wéi vill Deeg an a wéi ville Fäll gouf dësen Delai depasséiert? Wat waren d'Grënn heifir?

Réponse commune (07.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie, Ministre de la Santé,* de **M. Félix Braz,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre délégué à la Réforme administrative,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre de la Protection des consommateurs,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture, Ministre du Logement,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme :*

Den honorabelen Deputéierten huet eng Rei Froen zum Gesetz vum 14. September 2018 iwwer eng oppen an transparent Verwaltung gestallt.

ad 1. D'Gesetz vum 14. September 2018 iwwer eng oppen an transparent Verwaltung applizéiert sech op eng ganz Rei vun Organismen.

Laut Artikel 1 (1) vum Gesetz sinn et:

« les administrations et services de l'État, les communes, les syndicats de communes, les établissements publics placés sous la tutelle de l'État ou sous la surveillance des communes, les personnes morales fournissant des services publics, la Chambre des Députés, le Conseil d'État, le Médiateur, la Cour des comptes et les chambres professionnelles dans la mesure où les documents sont relatifs à l'exercice d'une activité administrative ».

D'Regierung huet kee globalen Iwwerbléck iwwer all d'Demanden, déi bei all deenen eenzelnen Organismen agereecht gi sinn.

D'Regierung huet awer d'Zuelen iwwert d'Ufroen, déi bei den eenzelne Ministèren agaange sinn.

Bis den 21. September 2019 sinn 29 Ufroe fir Dokumenter bei deene verschiddene Ministèren agereecht ginn.

ad 2. Vun deenen 29 Ufroe waren néng Ufroen ze vill generell formuléiert an zwou Demandë sinn opgrond vun enger ze vill genereller Formuléierung verfall.

ad 3. Den Artikel 1 (2) gouf a siwe Fäll invoquéiert.

ad 4. Déi ugefroten Dokumenter si per Courrier oder per Mail un den Demandeur erausgaangen.

ad 5. Den Delai vun engem Mount gouf an engem eenzege Fall iwwerschratt, well nach een Avis gefrot ginn ass.

ad 6. Et gouf zwee Refusen op Basis vum Artikel 7.

ad 7. D'Commission d'accès aux documents (CAD) ass operativ an huet bis elo zéng Sëtzungen ofgehalen (7. Februar / 7. Mäerz / 21. Mäerz / 2. Mee / 6. Juni / 20. Juni / 4. Juli / 13. August / 19. September an 3. Oktober 2019).

All d'Avise vun der CAD gi verëffentlecht op hirem Site www.cad.gouvernement.lu.

Um Site stinn och weider Informatiounen iwwert d'Aarbecht vun der CAD.

ad 8. D'CAD ass zoustänneg fir all negativ Decisiounen, déi vun engem vun den Organismen, déi am Artikel 1 (1) vum Gesetz stinn, geholl ginn.

Et si bis elo bei der CAD 17 „demandes de révision" erakomm op Basis vum Artikel 10 vum Gesetz.

ad 9. Den Delai ass bis elo ni iwwerschratt ginn.

D'CAD hëlt hiren Avis an der Moyenne zwou bis dräi Wochen no der Saisine.

Question 1050 (09.08.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **rétention de données par les opérateurs de télécommunications :**

Dans une motion déposée le 13 juillet 2010 par le député de l'époque Xavier Bettel dans le cadre des discussions relatives au projet de loi n° 6113 sur la rétention de données et cosignée avec lui par les députés (de l'époque) Fernand Etgen, André Bauler, Félix Braz et Claude Adam, les signataires avaient invité le Gouvernement en place à élaborer un cadre réglementaire reprenant les mesures de sécurité énoncées dans un jugement de la Cour constitutionnelle fédérale allemande sur la transposition de la directive 2006/24/CE, et plus particulièrement l'article 223.

Parmi ces mesures de sécurité, les députés avaient cité celles qui suivent :

- garantir un stockage distinct sur des serveurs physiquement séparés et déconnectés de l'internet,

- garantir un chiffrement basé sur un encryptage asymétrique avec une sauvegarde séparée des clés d'encryptage,

- respecter le principe des quatre yeux relatif à l'accès aux données lié à des procédés avancés concernant l'authentification relative à l'accès aux clés d'encryptage,

- garantir la journalisation révisable des accès aux données et leur destruction,

- veiller à l'application de mécanismes de correction automatique de fautes respectivement d'erreurs et de méthodes de plausibilités.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer si l'ensemble des mesures de sécurité a été mis en œuvre durant la dernière législature ?

- À défaut, pourquoi tel n'a pas été le cas ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Depuis la motion à laquelle les honorables Députés se réfèrent, le cadre juridique en protection des données personnelles a évolué, tant au niveau général, avec l'entrée en application du règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données - RGPD) qu'au niveau sectoriel. Ainsi, la législation régissant les mesures de sécurité liées à la rétention des données par les opérateurs de télécommunications a évolué comme suit :

En vertu des articles 18 et 19 de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, le responsable du traitement est obligé de mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la bonne exécution de la présente loi. Ainsi, le responsable du traitement, en tenant compte de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques y afférents, met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées comme la pseudonymisation ou la minimisation des données, tout en respectant la quantité des données collectées, l'étendue de leur traitement, leur conservation et leur accessibilité.

La loi du 28 juillet 2011 (portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications électroniques), à l'article 3, institue certaines mesures qui ont pour objet de :

- garantir que seules des personnes autorisées peuvent avoir accès aux données à caractère personnel à des fins légalement autorisées,

- protéger les données à caractère personnel stockées ou transmises contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte ou l'altération accidentelles et le stockage, le traitement, l'accès et la divulgation non autorisés ou illicites,

- assurer la mise en œuvre d'une politique de sécurité relative au traitement des données à caractère personnel.

Question 1056 (12.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **transparence des prix des maisons de retraite et de soins :**

An der Chamberssitzung vum 12. Mäerz 2019 huet d'Familljeministesch Corinne Cahen ugekënnegt, datt d'Regierung gewëllt ass, fir méi Transparenz bei den Alters- a Fleegeheemer ze suergen. Momentan mussen déi besoten Etablissementer hir Präisser net publizéieren. D'Madamm Ministesch huet betount, datt d'Regierung géif un engem Regëster schaffen, unhand vun deem all Bierger(in) online d'Präisser an d'Servicer vun de jeeweilegen Haiser kéint vergläichen. An dësem Regëster sollen, laut der Ministesch Cahen, folgend Elementer drastoen: de Projet d'établissement, d'Konzept vum Heem, d'Zilbevëlkerung, d'Kritäre vun der Admissioun a vun de Reklamatioune souwéi de Pensiounspräis an all sengen Eenzelheeten.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

- Madamm Ministesch, wou sinn d'Aarbechten un dësem Tool aktuell drun? Kann een nach dëst Joer mat der Ëmsetzung rechnen? Wann net, firwat?

Réponse (16.09.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Regierungsprogramm 2018-2023 gesäit vir, datt am Gesetz vum 8. September 1998, dat d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Gestionnairen aus de sozialen, familiären an therapeutesche Beräicher regelt, de Volet „Personnes âgées" iwwerschafft soll ginn.

An deem Sënn huet de Familljeministère en Avant-projet de loi ausgeschafft, deen e Regëster virgesäit, an deem d'Donnéeën iwwert d'Gestionnairen, dorënner den detailléierte Pensiounspräis, agedroe ginn an esou ëffentlech zougänglech sinn.

De Regëster soll dem Bierger eng méi grouss Transparenz bidden an em eng global Iwwersiicht iwwert d'Präisser, d'Prestatiounen, déi am Pensiounspräis mat dra sinn, déi eventuell Supplementen an de Fonctionnement vun den Institutiounen erméiglechen.

De Familljeministère ass am Moment amgaangen, den Text vum Avant-projet de loi ze finaliséieren, fir en der Regierung kënne virzeleeën.

Question 1057 (12.08.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **stress hydrique auquel sont exposées les ressources en eau au Luxembourg :**

Selon la European Environment Agency, le stress hydrique ou en anglais le « water stress » se produit lorsque la demande en eau potable excède la quantité d'eau disponible durant une certaine période ou si sa disponibilité est limitée par une diminution de la qualité de l'eau.

Selon le Statec, le Luxembourg a un niveau de stress hydrique bas de moins de 3 % et donc, largement inférieur à celui de ses pays voisins, à savoir la France (22,8 %), l'Allemagne (41,5 %) et la Belgique (56,5 %). En plus, le niveau de stress hydrique au Luxembourg se trouve loin du seuil de 25 %, qui selon le Statec marque le début du stress hydrique qui « peut entraver la viabilité des ressources naturelles ainsi que le développement économique et social ».

Dans une série de données récemment publiée par le World Resources Institute, le Luxembourg est placé en 49e position sur 164 pays en ce qui concerne le « baseline water stress ». Il figure ainsi parmi les pays exposés à un « medium-high baseline water stress ».

Dans ce placement, la France et l'Allemagne sont placées derrière le Luxembourg en 59e et 62e position respectivement et auraient donc un niveau de stress hydrique inférieur à celui du Luxembourg, contrairement aux chiffres du Statec.

Le 8 août 2019, dans une interview à la chaîne « Radio 100,7 » au sujet du stress hydrique, le directeur adjoint de l'Administration de la gestion de l'eau a affirmé qu'afin de réduire le risque de stress hydrique, il convient de réduire la consommation d'eau potable. Il donnait notamment l'exemple de la récupération d'eaux usées (p. ex. les eaux usées de douche) afin de l'utiliser pour des applications où il n'est pas impératif d'utiliser de l'eau potable (p. ex. la chasse d'eau des toilettes, l'arrosage de plantes).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions sur comment est calculé le niveau de stress hydrique par le Statec ? Sur quelles données ce calcul se base-t-il ? Est-il tenu compte de la qualité des ressources en eau ?

2) Comment Madame et Monsieur les Ministres s'expliquent-ils les divergences entre les chiffres du Statec et ceux du World Resources Institute ?

3) Madame et Monsieur les Ministres considèrent-ils que d'autres facteurs, qui ne sont pas couverts par la notion de stress hydrique, doivent être pris en compte afin d'évaluer la disponibilité de ressources en eau potable suffisantes ? Quels sont, le cas échéant, ces facteurs ?

4) Madame la Ministre peut-elle préciser quelles sont les mesures prévues afin de réduire la consommation d'eau potable au Luxembourg et donc le stress hydrique, notamment en termes de recommandations pour les communes ?

Réponse commune (07.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) L'indice de stress hydrique est un indicateur faisant partie de la liste des indicateurs proposés par la CIDD pour le suivi du développement durable au Luxembourg. Le Statec s'est donné pour mission de compiler annuellement cet indicateur et de le publier sur le portail des statistiques publiques.

La définition de cet indicateur est identique à celle proposée par la FAO pour l'indicateur UN-SDG 6.4.2[1], à savoir : « The level of water stress: freshwater withdrawal as a proportion of available freshwater resources is the ratio between total freshwater withdrawn by all major sectors and total renewable freshwater resources, after taking into account environmental water requirements. »

Comme le suggère la définition, le calcul de cet indicateur implique la combinaison de données annuelles nationales observées (pour les prélèvements en eau douce) fournies par l'Administration de la gestion de l'eau et de valeurs théoriques (pour les ressources en eau renouvelables totales) estimées sur base de séries modélisées.

L'indice de stress hydrique comme calculé ne couvre pas les questions de la qualité des eaux disponibles, ni les contraintes locales sur l'acheminement de l'eau.

À titre d'exemple, voici le calcul réalisé pour l'année 2017 :

a) Les prélèvements en eau douce

Pour l'année 2017, les prélèvements d'eau douce s'élevaient à $0{,}046*10^{\wedge 9}$ m^3.

b) Les ressources en eau renouvelables totales

Les ressources en eau renouvelables englobent trois composantes :

- les ressources internes (= précipitation-évaporation-transpiration) estimées à $0{,}905*10^{\wedge 9}$ m^3,

- les flux entrants des pays voisins estimés à $0{,}739*10^{\wedge 9}$ m^3,

- les quantités d'eau nécessaire au maintien des écosystèmes d'eau douce estimées à $2{,}294*10^{\wedge 9}$ m^3.

Les ressources en eau renouvelables totales sont donc estimées théoriques à $3{,}938*10^{\wedge 9}$ m^3.

c) L'indice de stress hydrique

En appliquant la formule d'un ratio des prélèvements en eau douce sur les ressources en eau renouvelables totales (auxquelles ont aura préalablement retiré les quantités d'eau nécessaire au maintien des écosystèmes d'eau douce), l'indice de stress hydrique, ainsi calculé pour l'année 2017, est de 2,8 % (= 0,046/(3,938-2,294).

ad 2) Les divergences de chiffres publiés par le Statec et le World Resources Institute s'expliquent par des approches différentes en ce qui concerne le calcul de l'indice du stress hydrique.

Le modèle hydrologique utilisé par le World Resources Institute repose sur 13 indicateurs portant sur les risques d'ordre quantitatif (évolution des niveaux d'eau souterraine, risques d'inondations, variations saisonnières et interannuelles...) et qualitatif (rejets d'eau usées non épurées, potentiel d'eutrophisation, accès à l'eau potable, accès aux infrastructures sanitaires…). Les résolutions temporelles de ce modèle (mensuelles) diffèrent aussi du modèle utilisé par le Statec.

En fonction des modèles hydrologiques utilisés, l'indice de stress hydrique varie fortement. Ainsi, en prenant par exemple en compte qu'uniquement la partie affleurante de l'eau souterraine permet une recharge efficace pendant les mois d'hiver, en tenant compte de l'évaporation et de l'évapotranspiration qui a majoritairement lieu en été et en sachant qu'un débit minimum de 1 m^3/s doit être garantie en sortie du barrage d'Esch-sur-Sûre, le résultat présenterait un stress hydrique de 29,7 % pour le Luxembourg.

Il faut cependant souligner que les chiffres des deux modèles sont à considérer comme indicatifs, étant donné qu'ils sont destinés à être appliqués à une échelle mondiale. Le World Resource Institute souligne d'ailleurs que ses chiffres sont à vérifier par des études plus détaillées et approfondies à échelle nationale (voir question 3).

ad 3) Le stress hydrique est calculé en comparant la demande en eau avec les ressources d'eau disponibles. Or, bien que l'accès à l'eau potable soit garanti pour l'ensemble de la population du pays, toutes les ressources en eau disponibles ne sont pas utilisables.

Tout d'abord, certaines infrastructures publiques d'approvisionnement en eau (p. ex. réservoirs et conduites) ne sont pas dimensionnées pour répondre à la demande en période de forte consommation en eau pendant des épisodes prolongés de sécheresse et d'importantes chaleurs. Cette situation, qui peut se présenter localement voire régionalement, s'explique par le dimensionnement des infrastructures publiques d'approvisionnement en eau en tenant compte de la consommation moyenne en eau.

Comme la demande de pointe n'a lieu que pendant de courts moments, et ceci uniquement pendant quelques jours par année, un dimensionnement des infrastructures en tenant compte de la consommation de pointe engendrerait des coûts beaucoup trop élevés. Afin de ne pas subir des ruptures d'approvisionnement en eau en période de forte consommation, des restrictions de consommations peuvent être décrétées au niveau communal et en concertation avec l'Administration de la gestion de l'eau en période de pointe.

Ensuite, des pénuries ponctuelles sont également possibles en cas de ruptures accidentelles des infrastructures. C'est pour cette raison que des contrôles, des entretiens et des maintenances rigoureuses des réseaux d'approvisionnement en eau par les exploitants d'eau potable, à savoir les communes ou syndicats intercommunaux, sont indispensables.

Les problèmes de la qualité de l'eau suite à des pollutions au niveau des ressources d'eaux souterraines ne sont pas non plus pris en compte. Ainsi en 2018 au Luxembourg, une quantité de 5,5 millions de mètres cubes d'eau (= 5,5 milliards de litres d'eau) n'a pas pu être utilisé

[1] http://www.fao.org/sustainable-development-goals/indicators/642/en/

Le saviez-vous ?

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

pour l'alimentation humaine, car les captages étaient hors service suite à des contaminations par des métabolites de produits phytopharmaceutiques et des nitrates. Ces contaminations sont causées par une pollution diffuse des ressources en eau souterraine. Ceci correspond à 12 % du volume annuel exploité pour l'approvisionnement en eau potable à partir de l'eau souterraine.

De plus, des pollutions microbiologiques sont également possibles à cause d'infrastructures d'eau potable vétustes ou entretenues de manière insuffisante. Ces pollutions sont heureusement dans la grande majorité des cas de durée limitée (maximum une à deux semaines).

Les exemples ci-dessous mettent clairement en évidence que la disponibilité de l'eau au niveau du robinet dépend non seulement d'aspects quantitatifs, mais aussi de la qualité de l'eau. C'est pour cette raison que la création de zones de protection autour de captages d'eau potable, ainsi que la mise en œuvre efficace de mesures de protection spécifiques aux zones de protection, mais également des mesures visant à protéger les ressources en eau de manière générale, sont indispensables.

À cela s'ajoute que certaines ressources en eau souterraine ne sont pas exploitables en raison de la composition chimique des couches géologiques. À titre d'exemple, dans certaines régions du pays comme dans la vallée de la Moselle ou de la Sûre, l'eau souterraine renfermée dans la formation géologique du « Muschelkalk » possède un degré de minéralisation d'origine naturelle si élevé qu'une exploitation n'est pas envisageable pour des utilisations destinées à la consommation humaine. L'exploitabilité des ressources en eau souterraine doit être évaluée à échelle régionale à l'aide de modèles conceptuels voire numériques qui tiennent compte des propriétés hydrogéologiques des formations géologiques. Ces modèles de calcul à échelle régionale sont surtout importants pour éviter une surexploitation des aquifères profonds (< 150 m). Une telle surexploitation peut non seulement avoir des conséquences sur la disponibilité à long terme des ressources en eau souterraine, mais aussi sur la qualité des eaux de surface qui sont associées aux eaux souterraines.

Finalement, la recharge des nappes d'eau souterraine dépend très fortement des précipitations pendant la période hivernale. Ces précipitations situées entre octobre/novembre et mars/avril contribuent à plus de 80 % à la recharge des eaux souterraines.

En vue de permettre une gestion durable des ressources en eau, il est primordial de ne pas se limiter à analyser la situation existante, mais il est nécessaire d'également réaliser des projections sur l'évolution des besoins en eau tout en tenant compte de la croissance démographique et économique du pays. Ainsi, suivant les différents scénarios de croissance économique et démographique, ainsi qu'en considérant que les ressources en eau souterraine actuellement utilisées resteront exploitables et en prenant en compte l'augmentation des capacités de production du syndicat SEBES en 2021, des pénuries d'approvisionnement d'eau potable en périodes de forte consommation deviendront plus probables à l'horizon 2030-2040. Pour sécuriser l'alimentation en eau potable au niveau national, le Gouvernement a mis en place une stratégie se basant sur trois piliers :

- création des zones de protection des ressources en eau en vue de pouvoir continuer à utiliser les ressources actuelles et de pouvoir réutiliser les ressources actuellement hors service,

- économies d'eau,

- exploitation de nouvelles ressources dans la vallée de la Moselle.

ad 4) L'eau potable au Luxembourg est utilisée à différentes fins. Le secteur de consommation le plus important est celui des ménages (60 % de la consommation moyenne), suivi du secteur tertiaire/industrie (23 %) et de l'agriculture (9 %). Afin de cibler les stratégies de réduction de l'utilisation des ressources en eau, il est primordial de distinguer entre des fins de consommation humaine (boisson, nourriture, hygiène corporelle) et d'autres utilisations (toilettes, nettoyage, refroidissements…). En ce qui concerne cette deuxième catégorie, les utilisations ne nécessitent pas une qualité d'eau potable. Des techniques de réutilisation ou de récupération et d'économies, ainsi que l'utilisation d'autres ressources comme par exemple l'eau pluviale sont envisageables. En termes de recommandations pour les communes les techniques citées ci-dessus sont à préconiser dans la mesure du possible dans les bâtiments publics.

Une amélioration de la gestion des réseaux publics en eau potable (détection et réparation systématiques de fuites, matériel de pointe, gestion dynamique des niveaux des réservoirs en fonction des variations des consommations, déploiement de capteurs horizontaux) sont également des mesures de réduction de l'utilisation des ressources que les fournisseurs d'eau potable peuvent appliquer.

Q86

Question 1059 (12.08.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **manque d'eau potable :**

Laut einer aktuellen Studie betreffend das Thema „Trinkwasserknappheit" belegt Luxemburg den 49. Platz unter 164 Ländern.

Aufgrund dessen möchte ich folgende Fragen an die Frau Umweltministerin stellen:

1. Wie erklärt die Regierung diesen „mittel bis hoch"-geschätzten Trinkwassermangel in Anbetracht der Aussagen der Ministerin vom 16. Juli 2018 (siehe Antwort auf die parlamentarische Anfrage N° 3882)?

2. Die erwähnte Beantwortung deutete auf die „Sensibilisierung aller beteiligten Akteure zum Sparen und sinnvollen Umgang mit Trinkwasser" hin. Wie verläuft diese Sensibilisierungskampagne und welche neuen Akzente hat die Regierung bisher gesetzt?

3. Welche (Vor)studien hat die Regierung bislang in Auftrag gegeben, um die Trinkwasserversorgung durch Erschließung neuer Ressourcen abzusichern? Welche Resultate ergaben diese Studien? Welche Maßnahmen hat die Regierung in der Folge umgesetzt? Welche Maßnahmen sind aktuell in Vorbereitung/Ausarbeitung?

4. Im Falle akuter Trinkwasserknappheit, was wäre die Vorgehensweise der Regierung in Bezug besonders auf die Auswirkungen auf alltägliche Tätigkeiten lokaler Produktionen und dessen Unterstützung?

Réponse (07.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Die vom World Ressource Institute angegebene Wahrscheinlichkeit eines mittleren bis hohen Wassermangels korreliert mit den Resultaten der bisherigen, auf nationaler Ebene durchgeführten, Studien. Wie in der Antwort vom 16. Juli 2018 auf die parlamentarische Frage der ehrenwerten Abgeordneten Frau Diane Adehm und Herr Gilles Roth bereits erwähnt, setzt sich die Trinkwasserverfügbarkeit der kommenden Jahre aus mehreren Komponenten zusammen, welche sehr eng miteinander vernetzt sind. Die Grundlagen aller bisweilen durchgeführten Studien beruhen jeweils auf verschiedenen Rahmenbedingungen. Auf nationalem Niveau wurden der demografische Wandel und das Wirtschaftswachstum als Grundlage für die Berechnungen herangezogen. Je detaillierter die Grundlagenermittlung im Vorfeld einer Studie ist, desto genauere Resultate liefert die Studie. Im Hinblick auf die zukünftige Trinkwasserverfügbarkeit werden bereits seit einigen Jahren Messungen zur näheren Untersuchung der Entwicklung der Grundwasservorkommen durchgeführt. Ziel ist, die Wirkung und Folgen des Klimawandels abzuschätzen um die Vorhersagen bezüglich Wasservorkommen weiter zu verfeinern.

Werden die Ressourcenkapazitäten (Quellschüttung, Oberflächenwasser Stausee) als konstant angesehen steht dem Luxemburger Land eine endliche Menge an Trinkwasser zur Verfügung. Diese Produktionsmenge beziffert sich auf insgesamt 176.000 m^3 pro Tag (wie aus der Antwort auf die parlamentarische Anfrage N° 3882 hervorgeht). Wird durch das demografische und wirtschaftliche Wachstum immer mehr Trinkwasser benötigt (häuslicher Gebrauch, Kühlung Industrie, Produktionsprozesse Industrie, landwirtschaftliche Bewässerung), werden die Ressourcen knapp.

Durch die Folgen des Klimawandels wird jedoch eine Abnahme der Quellschüttung wahrscheinlich, wodurch das Risiko von Versorgungsengpässen erhöht wird.

Des Weiteren sind derzeit verschiedene Trinkwasserressourcen (Quellen und Bohrungen), die für die Trinkwasserversorgung benutzt werden könnten, nicht an das Trinkwassernetz angeschlossen da sie mit zu hohen Nitrat- oder Pestizidwerten belastet sind. 2018 konnten in Luxemburg 5,5 Millionen Kubikmeter Wasser (= 5,5 Milliarden Liter Wasser) nicht für den menschlichen Verzehr verwendet werden. Die Verschmutzung der für den menschlichen Gebrauch verwendeten Wasserressourcen ist daher auch ein Risikofaktor für zukünftige Trinkwassermangel.

Auf regionalem oder lokalem Niveau kann dieser Wassermangel auch durch weitere limitierende Faktoren hervorgerufen werden. Die lokale Wasserversorgung ist in der Hand der Gemeinden. Oftmals ist die Netzdimensionierung (Leitungen, Speicher…) nicht an das schnelle demographische Wachstum der Gemeinden angepasst worden. Somit ergeben sich bereits heute während langen Trockenperioden Engpässe während den Spitzenverbrauchszeiten. Diese beruhen auf rein technischen Begebenheiten. In Zukunft sollten entsprechend des geänderten Wassergesetzes vom 19. Dezember 2008 siedlungswasserwirtschaftliche Überlegungen bei der Planung des Wachstums in Luxemburg eine größere Rolle spielen, um die nachhaltige Entwicklung der Gemeinden und des Landes nicht zu beeinträchtigen.

ad 2. Die erwähnte Trinkwassersparkampagne ist momentan in Planung mit dem Ziel, eine breitgefächerte Bevölkerungsgruppe von klein auf zu sensibilisieren und zu schulen. Im Hintergrund dieser Sensibilisierungskampagne sind bereits viele Arbeiten in den letzten Monaten mit verschiedenen Akteuren erfolgt.

Ein wichtiger Aspekt ist die Zusammenarbeit mit der Industrie und der Handwerkskammer. Es ist vorgesehen, Schulungen zum Umgang und Einbau von Trinkwasserleitungen samt neuwertigen Technologien (Grau- und Regenwasserleitungen) anzubieten.

Neue Akzente wurden bereits gesetzt, indem eine erste Sensibilisierungskampagne zum Umgang mit Trinkwasser durch die Medien erfolgt ist. Um Erfolg mit einer solchen Strategie zu haben, müssen im Vorfeld viele Gespräche mit unterschiedlichen Akteuren im Bereich Trinkwasser geführt werden. Diese Fachgespräche wurden mittlerweile abgeschlossen und die Akzeptanz sowie Mitarbeit für Veränderungen und Erneuerungen im Trinkwasserbereich großflächig erreicht. Es werden Projekte mit verschiedenen öffentlichen Bauträgern, als sogenannte Pilotprojekte, mit Grauwasser- und Regenwassernutzung geplant. Große Baugebiete sind bereits jetzt, während der Planungsphase an Synergiekonzepten von Energie-, Wasser- und Stromverbrauch interessiert. Eine Vertiefung des technischen Knowhows erfolgt im kommenden Jahr, durch Besuche von ähnlichen Pilotanlagen im Ausland.

ad 3. Seit zehn Jahren werden unterschiedliche, breitgefächerte Studien in Auftrag gegeben, um zu definieren, auf welche zusätzlichen Oberflächen- und Grundwasserressourcen in Zukunft zurückgegriffen werden kann. Das Ergebnis aller Studien besagt, dass eine weitere Erschließung von zusätzlichen Grundwasserressourcen, ohne nachhaltige negative Beeinträchtigung der grundwasserabhängigen Ökosysteme, nur auf lokaler oder regionaler Ebene erfolgen kann und somit keine nationale Lösung bietet. Eine Aufbereitung des Moselwassers ist aus technischer und quantitativer Sicht die Lösung die sich national am besten eignet.

Im Zuge dessen wird momentan die Zusammensetzung des Moselwassers mit den nötigen Aufbereitungsschritten näher betrachtet. Diese Planung beruht auf Langzeitbeobachtungen und Analysen. Damit dieses Projekt korrekt geplant und dimensioniert werden kann, ist vorgesehen, alle wesentlichen Parameter des Moselwassers während einem Jahr zu untersuchen.

Die Regierung steht hinter dem Projekt und finanziert sämtliche Untersuchungen.

ad 4. Per Definition ist eine akute Trinkwasserknappheit in Luxemburg eher unwahrscheinlich. Eine solche akute Situation würde eine große Krise darstellen und sollte daher als solche behandelt werden. Um diesen extremen Fall zu lösen, hat die Regierung einen Notfallplan entwickelt (Plan d'intervention d'urgence en cas de rupture d'approvisionnement en eau potable). Der Plan definiert das Vorgehen der Regierung im Falle einer erheblichen Unterbrechung der Trinkwasserversorgung, das aufgrund seiner Art oder seiner Auswirkungen die wesentlichen Interessen oder Grundbedürfnisse des gesamten Landes oder der Bevölkerung oder eines Teils davon beeinträchtigt. Eine solche akute Trinkwasserknappheit ist in Luxemburg aber eher unwahrscheinlich.

Es kann in den nächsten Jahren jedoch zeitweise zu Engpässen in der Trinkwasserversorgung während Spitzenverbrauchszeiten kommen. Um diesem Szenario entgegen zu wirken, wird durch vorbeugende Maßnahmen versucht diese Engpässe zu minimisieren. Auf nationaler Ebene beruht das Konzept der Sicherstellung der Trinkwasserverfügbarkeit auf drei Standbeinen:

1. Schutz von bestehenden Ressourcen durch Trinkwasserschutzzonen;

2. Ausarbeitung von Sparmaßnahmen und neuwertigen Technologien;

3. Erschließung neuer Ressourcen (Moselwasser).

Unter Trinkwassersparen fällt auch die Förderung von neuwertigen Technologien im häuslichen (Grauwasser-, Regenwassernutzung), industriellen (Kühlung), sowie landwirtschaftlichen Bereich, um Engpässe in der Wasserversorgung zu vermeiden. Die Regierung, die Wasserwirtschaftsverwaltung und die Gemeinden und die Trinkwassersyndikate arbeiten auf allen Ebenen an dieser Thematik, damit die Prognosen der Studien nicht in diesem Masse eintreffen. Es ist aber auch sicher, dass ein enges Zusammenspiel aller Akteure hier deutlich von Nutzen sein wird.

Q87

Question 1063 (14.08.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **violence domestique :**

Il résulte du résumé des travaux du 5 juillet 2019 que le Gouvernement réuni en conseil a approuvé le rapport du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence de l'année 2018. Pourtant, et sauf erreur de ma part, ledit rapport n'a pas encore été rendu public.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice :

1) Comment les faits de violence domestique ont évolué au cours de l'année 2018 par rapport aux années précédentes ?

2) Combien de fois la police a été appelée pour des faits présumés de violence domestique ? Combien d'expulsions ont été prononcées ? Combien de recours ont été introduits contre lesdites expulsions ? Combien de ces recours ont été déclarés fondés ?

3) Le Gouvernement peut-il m'expliquer comment les autorités s'assurent que d'éventuelles décisions d'expulsion sont respectées ? S'agit-il uniquement d'un contrôle ex post ?

4) Comment pourrait-on faire évoluer le système de contrôle du respect des décisions d'expulsion ?

5) Étant donné que les auteurs de violences domestiques devront obligatoirement consulter le service Riicht Eraus, le Gouvernement peut-il m'informer si cette obligation est systématiquement exécutée ? À défaut, le service Riicht Eraus prend-il contact avec lesdits auteurs ? Quelles sont les conséquences pour les auteurs de violences domestiques qui ne donnent aucune suite à cette obligation de consultation, même après y avoir été invité par le service même ? Le Gouvernement entend-il faire évoluer le cadre légal en la matière et, dans l'affirmative, comment ?

6) Le Gouvernement peut-il m'informer si le service d'assistance aux victimes de violence domestique prend systématiquement contact avec les victimes ? Endéans quel délai ce contact se fait-il en principe ? Ledit service dispose-t-il de suffisamment de ressources pour accomplir ses missions ?

7) Le Gouvernement n'est-il pas d'avis qu'il faille durcir les peines dans le cas d'expulsions à répétition ? À défaut, comment faire évoluer le cadre légal autrement ?

Réponse commune (16.09.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Comme présenté par Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes à la commission parlementaire compétente du 18 juillet 2019, les chiffres clés en matière de violence domestique au Luxembourg sont documentés au rapport du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence 2018. Ce rapport a été acté par le Conseil de Gouvernement dans sa réunion du 5 juillet 2019.

L'évolution de la violence domestique en 2018 par rapport aux années précédentes est notamment illustrée par le nombre des interventions policières et des expulsions.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) La Police grand-ducale, avec l'autorisation du procureur d'État, procède à l'expulsion au profit de la personne proche avec laquelle il cohabite. Toute intervention policière conduit à l'établissement d'un rapport d'intervention et, le cas échéant, à une expulsion. Au cours de l'année 2018, la Police grand-ducale a

procédé à 739 interventions (avec et sans expulsion), ce qui représente une augmentation de 3,36 % par rapport à 2017 (715). Le nombre des expulsions autorisées par le parquet a été de 231 (217 en 2017). En moyenne, la Police grand-ducale est intervenue 61,58 fois et a procédé à 19,25 expulsions par mois.

Conformément à l'article 1er, paragraphe 1, la personne expulsée peut « formuler un recours contre la mesure d'expulsion selon les modalités prévues aux articles 1017-1 et 1017-2 du Nouveau Code de procédure civile. Ce recours n'a pas d'effet suspensif. » Selon les informations du Parquet Diekirch et du Parquet Luxembourg, les recours sont extrêmement rares. Pour l'année 2018, aucun recours contre l'ordonnancement d'une expulsion n'a été adressé au parquet auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch. Quant au Parquet Luxembourg, un seul recours a été formulé et reconnu fondé.

ad 3), 4) + 7) Les questions 3 et 4 évoquées par l'honorable Députée se rapportent en premier lieu au respect et au contrôle des mesures d'expulsion ordonnancées par le parquet à l'égard des auteurs. Actuellement, la police intervient à chaque appel d'une victime. Suite à l'ordonnancement d'une expulsion, elle ne procède pas à un contrôle systématique du respect de la mesure d'expulsion.

Le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes prévoit de mettre en place un groupe de travail interministériel pour discuter diverses questions comme une meilleure surveillance du respect des expulsions, notamment dans le contexte des récidives. Dans ce contexte, et afin de pouvoir répondre à la question 7, l'opportunité de revoir le cadre légal relatif aux expulsions à répétition sera également analysée.

Dans ces efforts, le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence, sera un organe consultatif incontournable également consulté pour trouver des solutions aux questions sus-évoquées.

ad 5) Selon la loi, la personne expulsée a l'obligation « de se présenter, endéans les sept jours à compter du jour de l'entrée en vigueur de la mesure d'expulsion, auprès d'un service prenant en charge les auteurs de violence domestique ».

La prise de responsabilité de l'auteur pour son acte violent étant la condition sine qua non pour un changement d'attitude, le Riicht Eraus a initialement décidé en 2013 de donner à l'auteur présumé sept jours pour prendre contact. Si l'auteur ne le faisait pas, les conseillers du Riicht Eraus essayaient alors de prendre contact le 8e jour par voie téléphonique, par SMS et par lettre A/R (si le Riicht Eraus dispose de l'adresse secondaire mais pas de numéro de téléphone).

Récemment, le Riicht Eraus a cependant décidé de changer sa procédure de prise de contact. En effet, partant du principe que le fait de se présenter à un rendez-vous au Riicht Eraus est déjà en soi une prise de responsabilité et afin d'agir le plus tôt possible après l'acte violent, le service a décidé de ne plus attendre le 8e jour de l'expulsion pour contacter l'auteur présumé, mais de le contacter le 1er jour ouvrable après l'expulsion.

Il arrive que le Riicht Eraus ne parvient pas à contacter l'auteur présumé, soit parce que le service ne dispose pas des coordonnées nécessaires, soit parce que l'auteur présumé ne réagit pas aux tentatives de contact.

Le but de cette prise de contact est de proposer un premier rendez-vous au Riicht Eraus pendant les 14 jours de l'expulsion. Il arrive rarement que l'auteur refuse cette proposition une fois le contact établi. Lors du premier rendez-vous, l'équipe du Riicht Eraus est, d'une part, à l'écoute de l'auteur et, d'autre part, le sensibilise à la problématique de la violence domestique. Le Riicht Eraus guide vers une prise de conscience de sa situation relationnelle en mettant l'accent sur sa responsabilité dans ses choix. À la fin de ce premier rendez-vous, un suivi au sein du Riicht Eraus est proposé que l'auteur peut ou peut pas accepter.

Comme la loi stipule que « le service prenant en charge les auteurs de violence domestique fait un rapport au parquet », le Riicht Eraus envoie une attestation avec les démarches entreprises pendant la procédure d'expulsion (prise de contact et rendez-vous) au plus tard le 14e jour. S'il ne s'agit pas de la première expulsion, le Riicht Eraus le mentionne également afin d'attirer l'attention du parquet sur une situation potentiellement dangereuse.

ad 6) La mission du service d'assistance aux victimes de violence domestique est définie au paragraphe (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique : « […] Le jour de l'entrée en vigueur de la mesure d'expulsion, la police informe un service d'assistance aux victimes de violence domestique de la mesure d'expulsion. Le parquet lui transmet une copie des documents concernant l'expulsion. Est visé par l'expression "service d'assistance aux victimes de violence domestique", tout organisme de droit privé ou public dont l'objet consiste à assister, guider et conseiller des personnes victimes de violence domestique, y compris les enfants témoins de violence domestique, en recherchant activement leur contact. »

La police transmet toutes les informations relatives à une intervention avec expulsion en cas de violence domestique. Par après, le SAVVD prend contact par téléphone avec la victime adulte endéans les 24 heures. Le week-end, une permanence est assurée de 08.00 à 18.00 heures. Dans le cas où certaines informations n'ont pas été communiquées par la police (p. ex. le numéro de téléphone), le SAVVD y intervient pour les recevoir durant la période des 24 heures. Le premier entretien téléphonique sert de prise de contact, durant laquelle un premier rendez-vous et une prise en charge sont proposés à la victime. Le SAVVD est le seul service où les consultations ne sont pas obligatoires. En sus du premier entretien téléphonique, la victime reçoit un courrier par voie postale le 1er jour après l'expulsion.

Le SAVVD, respectivement Femmes en détresse ASBL, soumet annuellement ses propositions budgétaires au Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes en fonction des besoins du service. Toute demande de renforcement émanant de ce service est considérée comme prioritaire par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Question 1066 (14.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **situation financière du Régime général d'assurance pension :**

La réforme de l'assurance pension de 2012 prévoit que l'Inspection générale de la sécurité sociale analyse tous les cinq ans la situation financière du Régime général d'assurance pension. La dernière analyse datant de 2016 a été suivie d'un rapport du groupe de travail « pensions » mis en place par le Gouvernement précédent.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si une étude actuarielle comparable existe pour le Régime de pensions public.

- Quels en sont le cas échéant les éléments clés ?

- Comment se développera le nombre de pensionnés et les dépenses y afférentes respectivement leur part dans le budget de l'État endéans les dix années à venir ?

- Le Gouvernement entend-il mettre en place un groupe de travail « Pensions » pour le secteur public ?

Réponse (08.10.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

La réforme de l'assurance pension de 2012 a visé le Régime de pension général pour les agents du secteur privé ainsi que le Régime de pension spécial pour les agents du secteur public.

Ces deux régimes reposent sur les mêmes conditions de droit à pension et sur des paramètres de calcul identiques. Ainsi, une étude actuarielle pour les pensions du secteur public comparable à celle établie par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) pour le Régime général résulterait logiquement dans des conclusions identiques. Vu ce constat, il ne semble pas nécessaire de réaliser une autre étude actuarielle.

Le nombre total de pensionnés - les deux régimes de pension spéciaux applicables aux fonctionnaires de l'État confondus - a augmenté annuellement de 4,5 % en moyenne au cours des cinq années passées.

Dans le Régime de pension général, l'assuré cotise 8 % de son revenu brut pour son assurance pension. Le patron et l'État versent aussi leur part respective de 8 % pour un taux total de 24 % de la valeur brute du revenu de l'assuré qui est versé au Fonds de compensation. Pour les fonctionnaires de l'État par contre, seulement les 8 % déduits du traitement des fonctionnaires sont versés au Fonds de pension étatique.

Ces recettes ne sont évidemment pas suffisantes pour garantir le paiement de toutes les pensions des personnes retraitées et ainsi, la somme manquante est attribuée au Fonds de pension par une alimentation du Fonds de pension prévue par un article budgétaire au sein du Ministère de la Fonction publique.

Cette alimentation du Fonds de pension nécessaire pour l'exercice budgétaire à venir, ainsi que des prévisions pluriannuelles sont donc soumises annuellement à la Chambre des Députés dans le projet de Budget. Des expectatives pour les années à venir sont aussi soumises annuellement dans le projet de loi de la programmation financière pluriannuelle.

Question 1074 (19.08.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**indemnisation des dommages en cas de catastrophe naturelle :**

Frankräich ass eent vun de wéinege Länner weltwäit, wat sech e gesetzlechen Dispositif ginn huet, fir all Bierger a Biergerin am Fall vun enger Naturkatastroph adequat ze entschiedegen. Bei eise franséische Frënn mussen an esou engem Fall zwou Konditiounen erfëllt sinn: De beschiedegte Bien muss assuréiert gewiescht sinn an den „état de catastrophe naturelle" muss duerch e ministeriellen Arrêté unerkannt sinn.

Esou en Dispositif wier eventuell och fir Lëtzebuerg interessant. Am Süde vum Land huet en Tornado rezent vill Schued ugeriicht. D'ACA (Association des compagnies d'assurance et de réassurance) schwätzt vun iwwer 2.400 Schuedensfäll an engem Materialschued vu méi wéi 100 Milliounen Euro. RTL-Informatiounen no si ronn 90 Haiser schwéier beschiedegt ginn a sinn op d'mannst kuerzfristeg net méi bewunnbar.

Well et zu Lëtzebuerg keen Dispositif wéi deen a Frankräich gëtt, musse fir all Katastroph punktuell Mesurë geplangt an ergraff ginn. Am Grand-Duché kënne Privatleit a Betriber bis den 1. November online iwwer e Formulaire Hëllefe bei verschiddene Ministèren (Famille, Logement etc.) ufroen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Innenminister an dem Här Minister fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi stinn d'Madamm an den Här Minister zu engem gesetzleche Solidaritéitsmechanismus, äänlech wéi bei eise franséischen Nopere, iwwert deen d'Biergerinnen an d'Bierger am Fall vun enger „unerkannter" Naturkatastroph méi einfach rembourséiert kéinte ginn?

2. Ginn et momentan Iwwerleeungen, fir eng eenzeg zentral Ulafstell fir d'Biergerinnen an d'Bierger ze kreéieren, déi am Fall vun Ëmweltkatastrophe souwuel de Volet Accueil wéi och de finanziellen, psychologeschen an administrative Suivi géif op enger eenzeger Plaz konzentréieren?

3. Här Minister Kersch, nieft dem finanzielle Volet ass virun allem och den Zäitopwand, deen domat verbonnen ass, fir d'Normalsituatioun erëm hierzestellen, fir déi concernéiert Leit eng bedeitend Belaaschtung. Huet eng Biergerin oder e Bierger an deem Kontext Usproch op zousätzlech Congésdeeg? Wa jo, wéi vill? Wann net, ass d'Regierung gewëllt, de Concernéierten entgéintzekommen an den aktuelle gesetzleche Kader ze adaptéieren?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Deputéierte stellt eng Rei Froen a Bezuch op d'Moossnamen, déi geholl ginn, fir no enger Naturkatastroph deene Betraffenen ze hëllefen.

ad 1. + 2. Déi besteeënd Mechanismen hu souwuel bei den Iwwerschwemmungen am Mëllerdall wéi och beim Tornado gegraff. D'Hëllef war effikass an onbürokratesch. Et gouf och kloer kommunizéiert, wou déi betraffe Leit hir Demande, fir eng Hëllef ze kréien, kéinte maachen. D'Leit hu bis elo déi néideg Hëllef kritt a wäerten och an Zukunft déi Hëllef kréien, déi noutwendeg ass, fir hinnen an där schwéierer Situatioun ënnert d'Äerm ze gräifen.

ad 3. Am Code du travail ass weder an der genereller Congésgesetzgebung nach an de speziellen Dispositioune betreffend d'Congés spéciaux eppes Spezielles fir esou Fäll virgesinn.

Et ass net ugeduecht, datt esou Situatioune sollen iwwer en extrae Regimm ofgedeckt ginn.

Et sief awer bemierkt, datt a Fäll, wou Leit vun Naturkatastrophe betraff waren, den Artikel L. 233-6 Punkt 3 vum Code du travail gespillt huet an déi Deeg, wou si gefeelt hunn, ouni virdru Congé gefrot gehat ze hunn, vum normale Congé ofgezu goufen.

Doriwwer eraus ass eng nodréiglech Regelung fir déi direkt concernéiert Leit am Fall vum Tornado zu Péiteng/Käerjeng aus evidente juristesche Grënn net méiglech.

Question 1075 (19.08.2019) de **MM. François Benoy** et **Carlo Back** *(déi gréng)* concernant le **projet du contournement d'Hesperange :**

Le contournement d'Hesperange, également appelé module Sud de la nouvelle N3 dans le cadre du concept global de mobilité du Gouvernement, n'est qu'un élément parmi plusieurs élaborés par l'ancien et l'actuel Ministre de la Mobilité et des Travaux publics pour Hesperange et le sud-ouest de la ville de Luxembourg. En effet, au cours des cinq dernières années, beaucoup d'efforts ont été menés afin d'améliorer la mobilité au sud-ouest de la ville de Luxembourg respectivement à Hesperange et dans ses alentours.

Bien que le projet du contournement d'Hesperange et d'Alzingen fasse débat déjà depuis plusieurs années, le sujet est revenu au centre de l'attention médiatique au cours des dernières semaines. Par conséquent, nous aimerions avoir plusieurs renseignements et précisions de la part de Monsieur le Ministre concernant le concept global de mobilité pour le sud-ouest de la ville de Luxembourg, y compris Hesperange et ses alentours, l'avancement du projet du contournement et son impact sur la zone de protection Natura 2000 de la vallée supérieure de l'Alzette.

1) Quels sont les éléments qui font dorénavant partie du concept global susmentionné, compte tenu du fait que le développement important d'Hesperange et de ses alentours était déjà prévisible depuis le début de ce millénaire sans pour autant avoir été anticipé au niveau de la planification des infrastructures routières ? Quels sont dans ce contexte les éléments qui ont été conçus et mis en place au cours de la législature précédente et quels sont ceux qui existaient déjà avant 2013 ?

Au cours de la législature 2013-2018, la Chambre des Députés a voté deux lois de financement (module Nord et extension de la rue des Scillas) à hauteur de plus de 200 millions d'euros, qui avaient été déposés par l'actuel et l'ancien Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.

2) Où en est la réalisation des projets module Nord et extension de la rue des Scillas ? Quelle est leur importance pour le concept global de mobilité ?

En plus de la construction de la gare d'Howald, dont la première partie a été réalisée au cours de la législature précédente et qui devrait être achevée ensemble avec son pôle d'échange d'ici 2023, l'élargissement prévu du réseau de tramway en direction d'Howald et de la Cloche d'Or est un élément important pour la mobilité. La loi de financement respective a été votée par la Chambre des Députés en décembre 2017.

3) Quelles sont les prochaines échéances pour ces projets ?

Le sud-ouest de la ville de Luxembourg ainsi que la commune d'Hesperange connaissent un développement économique et démographique extrêmement rapide, ce qui contribue sans doute à l'augmentation des problèmes de mobilité actuels. L'impact de la croissance future de la commune d'Hesperange ne devrait par conséquent pas être sous-estimé.

4) Quel est, selon Monsieur le Ministre, l'effet probable du nouveau PAG de la commune d'Hesperange sur l'augmentation de la population dans la commune ?

5) Dans quelle mesure est-ce que la croissance prévisiblement engendrée par le nouveau PAG de la commune d'Hesperange contribue à une nouvelle détérioration du problème de mobilité susmentionné ?

Au cours des dernières années, de nombreuses études et analyses ont été réalisées sur le module Sud, donc le contournement d'Hesperange/Alzingen.

6) Monsieur le Ministre peut-il dresser une liste de toutes les études qui ont été réalisées ?

7) Quels sont plus précisément les éléments qui ont été étudiés et en quoi consiste la complexité du module Sud ?

Créée par la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, la zone Natura 2000 de la vallée supérieure de l'Alzette se situe au sud d'Hesperange et s'étend vers le sud du pays passant par Roeser et Bettembourg jusqu'à Schifflange. Comme toutes les zones Natu-

ra 2000, cette zone a comme but le maintien de la biodiversité ainsi que la protection des habitats naturels, de la faune et de la flore et de l'environnement en général.

Dans cette zone de protection se trouve aussi une zone de protection spéciale pour oiseaux. En effet, avec ses prés humides grâce à des inondations régulières, la zone en question sert d'arrêt intermédiaire pendant plusieurs mois de l'année pour de nombreuses espèces d'oiseaux migratoires, comme par exemple la cigogne blanche ou encore le « Wuechtelkinnek ». La zone protégée est ainsi une source de nourriture indispensable pour la survie de ces oiseaux et beaucoup d'autres espèces.

8) Considérant l'importance du site pour la faune et la flore, est-ce que les études déjà réalisées permettent de définir l'impact environnemental potentiel de chacune des différentes options pour la construction du contournement d'Hesperange ?

Le découpage d'une zone Natura 2000 par un contournement engendre des défis de nature procédurale. En effet, selon les directives européennes en vigueur qui, elles, ont été transposées en droit national, une route ne peut être construite à travers une zone de protection Natura 2000 et une zone couverte par le statut HFF (directive habitats faune flore) que dans le cas où au cours de la procédure, l'« intérêt public majeur » et l'absence d'autres alternatives peuvent être prouvés de façon détaillée.

9) Quelles sont selon Monsieur le Ministre les implications concrètes qui en découlent pour le projet en question ?

10) À partir de quel moment d'une telle procédure Monsieur le Ministre et le Gouvernement peuvent-ils se prononcer en faveur d'une option qui implique une construction ?

11) Monsieur le Ministre a-t-il aussi pris en considération l'option d'un tunnel qui éviterait de découper la zone de protection Natura 2000 et la zone européenne de protection d'oiseaux, ce qui aurait un moindre impact environnemental et s'avérerait plus facile du côté procédural ?

12) Quelle est la signification du calcul de la variante 0, qui doit être considérée comme une option à part entière ?

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La nouvelle N3 est composée de trois modules, à savoir le tronçon Nord entre la gare centrale et le Rangwee, le module Central Rangwee-rue des Scillas et le module Sud, contournement Hesperange/Alzingen, entre Howald et Alzingen. L'ensemble, tel que décrit en 2016 dans le projet de loi relatif à la réalisation du module Nord, est le fruit d'une conception initiée par le développement des quartiers Sud de la ville de Luxembourg. Conscient des problèmes engendrés par cette urbanisation, le masterplan Ban de Gasperich, établi par les autorités étatiques en collaboration avec la Ville de Luxembourg et la commune de Hesperange, suggérait déjà en 2004 d'approfondir la question du raccordement des zones d'activités de Howald et du Ban de Gasperich au sud-est du pays et de créer un axe délestant les localités de Hesperange et d'Alzingen.

La route nationale N3 actuelle draine le trafic à travers les localités d'Alzingen et de Hesperange vers les quartiers de Howald/Gasperich, de la gare et de Bonnevoie. Cette longue artère d'approche doit ainsi supporter tout le trafic local et régional.

Partant du constat de l'insuffisance de l'état de service et de la structure du réseau routier actuels face aux développements urbanistiques engagés, l'idée de la nouvelle N3 consiste à contourner Alzingen et Hesperange, se greffer sur le triangle de desserte du Ban de Gasperich pour retrouver la route de Thionville et la N3 à l'est du pont Büchler. La réalisation de cet axe principal permettra dans la suite le déclassement et réaménagement du tronçon Alzingen–Hesperange–Bonnevoie/route de Thionville en chemin repris, dont le caractère deviendra beaucoup plus urbain. Ce réaménagement de l'ancienne N3 intégrera des éléments d'apaisement de vitesse avec un accent sur les modes de mobilité active et des transports en commun. Il est également prévu de procéder à des adaptations du réseau routier adjacent et du réseau des pistes cyclables. Entre la gare centrale et la gare de Howald, le tram longera le module Nord et le module Central en passant par le pôle d'échanges de Bonnevoie, le Rangwee et la rue des Scillas.

Q88

Les concepts relatifs à la réalisation de la nouvelle N3 et les transports en commun ont évolué dans le temps. Ainsi, le prolongement du tram de la gare centrale vers le pôle d'échanges Cloche d'Or a davantage été priorisé par le concept MoDu 2.0, la mobilité durable et active est promue de façon offensive, et l'apaisement des vitesses à l'intérieur des localités sur le réseau routier étatique trouve une très forte résonance.

C'est en 2017 que le concept d'ensemble du réseau routier restructuré et des apaisements prévus, du réseau futur de la mobilité douce et des voiries à déclasser a été présenté par les représentants étatiques aux édiles communaux de Hesperange et de Roeser. Il en résulte une multitude de mesures accompagnatrices à court, moyen et long terme, qui ont été retenues par tous les partis.

En ce qui concerne le module Sud proprement dit, le contournement d'Alzingen a été élaboré dans l'optique de la création d'une connexion directe à la zone urbanistique en développement Ban de Gasperich/Midfield/Howald et constitue un élément structurant du maillage de desserte de ce futur quartier. Le projet contribuera à délester les centres d'Alzingen et de Hesperange d'un trafic important de voitures et de poids lourds, qui constituent une source de nuisance en termes de bruit et de pollution atmosphérique. À l'heure actuelle, ces localités souffrent également d'un trafic parasitaire important en cas de surcharge de l'autoroute.

Le tracé du contournement se raccorde à la N3 au sud de la ligne ferroviaire à Alzingen, traverse la vallée de l'Alzette pour monter vers Howald et rejoindre le carrefour CR231-rue des Scillas. Le projet ne peut éviter la traversée de la vallée de l'Alzette, qui est déclarée zone européenne de protection des oiseaux (LU0002007 « vallée supérieure de l'Alzette »), entre le pont de Hesperange et les affluents de l'Alzette à Schifflange/Mondercange, ainsi que de la zone superposée de la réserve naturelle nationale du Roeserbann. Les procédures européennes et nationales en matière d'environnement sont donc d'application pour ce maillon de la nouvelle N3.

Revenons aux questions posées par les honorables Députés :

ad 1) Le projet initial était basé sur la stratégie MoDu de l'époque. Dans la suite, les concepts ont été augmentés par les nouveaux éléments du MoDu 2.0, présentés en 2018 par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Dans le cadre de l'élaboration du dossier procédural relatif à la zone Natura 2000, une nouvelle étude de trafic fut demandée en début de l'année 2018. C'est cette étude de trafic qui reflète au mieux les principales articulations du concept global au-delà d'un horizon 2030. Y ont été intégrés onze éléments d'infrastructures ferroviaires et de transports en commun et 15 éléments de projets d'infrastructures routières impactant aussi bien le trafic individuel que les transports publics (la liste des projets d'infrastructures se trouve en annexe). Les objectifs en termes de transports publics ont été plus que doublés avec une croissance dépassant les 100 % en nombre de passagers actuels.

ad 2) Le suivi des projets se fait à base d'un masterplanning, mis à jour régulièrement par l'Administration des ponts et chaussées. En ce jour, les travaux de la voirie du module Nord, de la gare centrale au pôle d'échanges Bonnevoie/Rangwee, sont en cours et il est prévu d'avoir terminé le module Nord pour fin 2021. Il s'agit des travaux de reconstruction du pont Büchler et de l'ouvrage adjacent sur la Rocade de Bonnevoie, et du nouveau tronçon entre la route de Thionville et le Rangwee. La réalisation de ce projet routier est nécessaire pour la réalisation du tronçon C du tram.

En ce qui concerne les aménagements de la rue des Scillas, les dossiers de soumission sont en préparation, et les discussions avec les propriétaires pour l'acquisition des emprises ont été entamées. Le dossier de déclaration de l'utilité publique a été déposé à la commune dans le contexte de la loi du 15 mars 1979.

ad 3) La finalisation des quais pour bus sur la Rocade de Bonnevoie, permettant l'avancée du chantier du tram en ville, est prévue pour novembre 2019. La mise en service du module Nord de la nouvelle N3 est actuellement prévue pour la fin de 2021 et le début des travaux du module Central est programmé pour printemps 2021. Tous les dossiers de soumission sont en cours d'élaboration et l'acquisition des emprises est en cours.

ad 4) La commune de Hesperange, tout comme les autres communes de la région du Développement intercommunal coordonné et intégratif (DICI) - à savoir Bertrange, Hesperange, Leudelange, Strassen ainsi que les quartiers Sud-Ouest de la ville de Luxembourg - ont programmé une certaine croissance au niveau des PAG, documentée et coordonnée notamment par les conventions successives relatives à un développement intercommunal coordonné et intégratif du Sud-Ouest de l'agglomération de la Ville de Luxembourg et le plan intégré de développement pluriannuel, arrêté par l'État et les communes.

Cette croissance en termes d'emplois et de population crée naturellement un besoin en mobilité des personnes et des marchandises non négligeable, en fonction duquel l'offre est à adapter, et ceci aussi bien au niveau des infrastructures qu'au niveau des services de transports publics. Par ailleurs, l'étude de trafic intègre le développement au niveau communal, régional et national reposant sur les éléments de croissance retenus par la Cellule modèle de transport (CMT) à base des éléments de croissance mis à disposition par les instances compétentes en matière de développement.

ad 5) Comme évoqué ci-dessus, cette croissance engendrera une demande en mobilité supplémentaire. Au-delà de ce constat général, l'effet de la croissance isolée prévue dans le PAG de la commune de Hesperange, tout comme pour les autres communes, n'a pas été étudié de façon exclusive. Une telle démarche ne serait pas en phase avec la démarche de développement homogène et coordonné, arrêté pour toute cette région.

ad 6) Faire la liste de toutes les études réalisées dans ce contexte s'avère très difficile, au vu notamment des effets rétroactifs et l'approche itérative et récursive entre les sujets et thèmes, comme par exemple entre le développement urbain et les systèmes et infrastructures de transport, sujets qui sont très souvent effectués par des entités différentes et coordonnées à un niveau supérieur.

À part des études et analyses effectuées au niveau DICI, touchant au développement général de la région, il y a eu des études spécifiques au niveau des PAG des communes concernées (Ville de Luxembourg et commune de Hesperange), ainsi que des études, projets et masterplans spécifiques pour le développement du Ban de Gasperich, du quartier de Hollerich et de la zone dénommée Midfield, située sur le territoire des communes de Luxembourg et de Hesperange.

Dans le cadre de ces projets, il y a eu plusieurs générations d'études de trafic, qui ont tenu compte notamment des différentes phases de réalisation du développement et des infrastructures et concepts de transports en commun.

En ce qui concerne la nouvelle N3 et son module Sud, le concept a été affiné à partir de 2008 pour aboutir en 2012 au concept retenu, illustré notamment dans le projet de loi relative à la nouvelle N3 en 2016 pour le développement du réseau routier à long terme, et repris dans le Plan directeur sectoriel « Transports » (PST). L'étude stratégique environnementale « Strategische Umweltprüfung für den "PS-Transports" » mentionne dans son chapitre 6 des incidences notables sur les objectifs de protection tout en indiquant des pistes de compensation. Pour l'élaboration du dossier procédural, le contournement d'Alzingen a fait l'objet de toutes les études nécessaires, dont les études d'avant-projet sommaire et les études des incidences et des mesures compensatoires.

ad 7) Pour le projet du contournement (liaison N3–Alzingen–CR231–Howald), l'Administration des ponts et chaussées a fait dresser l'avant-projet sommaire de plusieurs variantes traversant la vallée, à base desquelles les études environnementales ont été élaborées. Ceci en étroite concertation avec les instances concernées en matière d'environnement et d'aménagement du territoire.

Il s'agit en l'occurrence des analyses relatives à l'évolution du trafic et des études de tracé en phase d'avant-projet sommaire, couvrant les volets « conception routière » et « ouvrages de génie civil » des variantes faisant partie du dossier. Les volets « restructuration du réseau routier » et « développement des pistes cyclables » ont fait l'objet d'une analyse complémentaire.

En ce qui concerne les incidences, toutes les questions touchant à la protection de la nature, des biotopes et des espèces ainsi que les facteurs touchant à l'environnement humain ont été étudiés et analysés. Des études complémentaires ont été effectuées pour déterminer des mesures compensatoires respectives. L'étude hydraulique et le volet de la renaturation de l'Alzette tiennent compte des questions relatives aux exploitations agricoles.

La complexité du module Sud résulte d'une part essentiellement des contraintes dues aux développements déjà entamés ou en cours (et dont le contournement est à considérer comme conséquence) et d'autre part de la présence de la réserve naturelle et de la zone de protection du patrimoine européen à protéger.

Comme il s'agit d'une infrastructure de transport empiétant sur une zone protégée, les critères pour une évaluation des incidences et une procédure de consultation du public sont donnés et l'autorisation du projet ne peut pas être accordée si les exigences réglementaires ne sont pas satisfaites.

Conformément à la législation en vigueur, il y a donc lieu de démontrer et de documenter la nécessité du projet, d'analyser plusieurs variantes et d'en étudier l'impact sur l'environnement en termes d'objectifs de protection et de conservation, d'analyser les conséquences de la non-réalisation du projet et d'une variante 0 et de déterminer les mesures compensatoires pour chaque variante. Il est de plus revendiqué de documenter les principales variantes de substitution, voire d'évitement.

En matière de procédure, le dossier de consultation du public a été soumis à l'avis des autorités compétentes en automne 2017, qui ont communiqué leurs avis respectifs en janvier 2018, en exigeant que le dossier soit augmenté et complété.

Afin d'amplifier l'argumentation de l'intérêt public majeur vis-à-vis des exigences européennes, une nouvelle étude de trafic a été exigée pour donner une réponse encore plus claire aux exigences relatives à l'intérêt public majeur, en mettant en évidence davantage la cohérence et la pertinence de la complémentarité du projet du contournement avec tous les autres projets de transport en planification, qu'il s'agisse de projets d'infrastructures (tram, nouvelle ligne ferroviaire, projets routiers) ou de concepts d'exploitation (concept de bus performant, parkings relais, extensions des pistes cyclables, etc.) et ceci à un horizon d'étude de 2030 (voir annexe).

Avant la mise à jour du dossier, les études étaient basées sur le modèle de transports CMT 2025+ qui comportait des scénarios de développements moins élaborés pour les horizons plus lointains. Comme ce modèle n'était pas encore calé sur les résultats de l'enquête nationale Luxmobil de 2017, il était nécessaire, en première phase, d'adapter le modèle national pour pouvoir ensuite réaliser les nouvelles simulations pour le contournement de Hesperange, dont les résultats ont été livrés en été 2019. La mise à jour de l'horizon du dossier (CMT 2025+ vers 2030) et de l'étude de bruit basée sur les chiffres précis du trafic est actuellement en cours.

Comme les nouvelles données relatives à la qualité de l'air ont entre-temps été présentées au public, l'Administration des ponts et chaussées a très récemment été confrontée à la demande d'intégrer celles-ci dans le dossier et d'évaluer ces données également dans l'hypothèse de la non-réalisation du projet. Les études y relatives viennent d'être entamées en vue de compléter le dossier.

L'évolution continuelle de tous les domaines touchant au projet constitue donc un autre facteur qui rend le projet complexe et les études compliquées. Ce phénomène est amplifié par les délais très longs et les effets de décalage dans le temps.

ad 8) Oui. Le dossier actuel, soumis aux autorités compétentes et élaboré en application de la réglementation en vigueur, contient la description des éléments de l'environnement susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet, une description des effets importants du projet sur l'environnement ainsi qu'une description des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser les effets négatifs sur l'environnement. Toutes les variantes ont été analysées de façon objective et sans discrimination.

Suite à l'avis des autorités compétentes, le dossier a été augmenté pour tenir compte d'éléments nouveaux comme par exemple la présence du lézard des murailles à l'endroit des talus de la ligne de chemin de fer. Après l'application généralisée récente du nouveau « système numérique d'évolution et de compensation en éco-points » luxembourgeois, toutes les évaluations antérieures ont été mises à jour.

Il en résulte que le dossier actualisé ne laissera plus aucun doute sur les incidences du projet sur les objectifs de protection et les éléments à intégrer et correspond à l'état actuel des connaissances, des règles de l'art et de la réglementation.

Bien que l'analyse des variantes en termes de Natura 2000 ne fasse pas de différence méthodologique entre l'une et l'autre variante, cette différence existe bel et bien au niveau de la réserve naturelle Roeserbann, vu que la variante

Sud traverse la zone A, zone de protection proprement dite, tandis que la variante Nord empiète seulement sur la zone B, zone tampon de la réserve naturelle. C'est également la variante impactant le moins la zone Natura 2000.

Toutes les variantes étudiées présentent cependant un impact significatif sur les objectifs de protection.

ad 9) Comme les études ont montré qu'aucune des variantes étudiées ne permet d'éviter un impact significatif, le projet ne peut être exécuté que pour des raisons d'intérêt public majeur (RIPM) en absence de solutions alternatives raisonnables et si l'état de conservation de l'espèce reste favorable même après la réalisation du projet. Sans entrer dans le détail du volet procédural (notification à la Commission européenne ou consultation de celle-ci en application des règles décrites dans le document « Évaluation des plans et projets ayant des incidences significatives sur des sites Natura 2000 : Guide de conseils méthodologiques de l'article 6… »), il est clair que l'autorisation, si le projet sera autorisé par la Commission au vu des incidences significatives et des justifications de l'intérêt public majeur, devra comporter des mesures compensatoires appropriées.

En application des directives européennes et notamment de la directive 2011/92/UE (anciennement 97/11), le projet en soi est soumis d'office à une évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) impliquant une procédure participative de consultation du public et ceci en raison des caractéristiques du projet et de l'impact en termes d'objectifs Natura 2000, pour lesquels la directive « Habitats » est d'application.

Pour toutes les variantes étudiées, l'impact sur l'environnement humain ainsi que l'évaluation des incidences sur le site et sur les espèces ont été déterminés et les mesures compensatoires ont été évaluées. Des mesures de compensation et d'atténuation respectivement des mesures préventives (CEF = measures that ensure the Continued Ecological Functionality) ont été intégrées dans le projet. Il est ainsi devenu possible de comparer les variantes de façon objective.

D'autres solutions de substitution et tracés alternatifs complémentaires ont brièvement été analysés avec la conclusion que soit l'objectif fonctionnel de la liaison routière n'est pas atteint, soit l'envergure du projet est augmentée sans en diminuer l'impact.

La non-réalisation du projet (variante 0) et l'amélioration des transports publics (et autres mesures tangentes) sans réaliser le projet (variante 0+) sont discutées en réponse à la question 12. Ces options n'apportent pas une solution au problème.

En termes de compensation des fonctionnalités des systèmes écologiques et pour compenser un ordre de grandeur de trois millions de points écologiques « Éco-points », un vaste éventail de mesures compensatoires a été élaboré. Dans ce contexte, la renaturation de l'Alzette pourrait par exemple constituer un projet intéressant à tous les niveaux.

En ce qui concerne l'environnement humain, l'impact sur la population a également été analysé et les effets bénéfiques ont été déterminés, en ciblant notamment l'effet de la restructuration du réseau routier avec le déplacement du CR159 au-delà de la zone Natura 2000, l'extension du réseau cyclable et les apaisements des voiries à l'intérieur des localités. Toutes ces mesures ont fait l'objet de concertations avec les communes concernées en mars 2017.

Le dossier de consultation du public, annoncé depuis un certain temps, est actuellement en train d'être mis à jour, compte tenu des éléments évoqués ci-dessus. Dans la suite, celui-ci sera présenté aux autorités compétentes pour avis complémentaire avant de pouvoir être transmis aux communes concernées pour la consultation du public proprement dite.

ad 10) Le Gouvernement se prononce au sujet de la variante à réaliser et concernant l'envergure des mesures compensatoires après la consultation du public.

ad 11) Jusqu'à présent, le projet a été élaboré de sorte que l'impact sur l'environnement se concentre sur des corridors déjà existants. Dans cette logique, la traversée de la vallée de l'Alzette a été accolée au corridor de la ligne de chemin de fer avec une variante Sud et une variante Nord. Ensuite, le corridor de l'autoroute A3 fut recherché pour regrouper les effets sur cette zone déjà fortement impactée (variante Ouest). Un deuxième tracé, passant à l'est du Fennerholz au milieu d'un paysage jusque-là peu impacté, a également été étudié. Toutes ces réflexions avaient été menées dans le souci d'optimisation de l'impact et des coûts.

Or, depuis peu et suite aux exigences croissantes liées à la justification de l'impact, l'idée d'analyser la faisabilité d'un passage de la route sous la zone de protection, qui propose de creuser un tunnel pour éviter tout impact direct, est apparue. Une telle variante avait été écartée dans le temps pour des raisons d'économie et de coûts. À l'instar d'autres agglomérations à l'étranger et vu l'essor économique généré notamment dans les nouveaux quartiers, une telle variante plus coûteuse, si elle s'avérait économiquement viable et techniquement faisable, aurait le bénéfice du moindre impact sur l'environnement naturel en accomplissant le projet de restructuration du réseau routier et les réaménagements routiers respectifs, tout en améliorant les conditions de vie à l'intérieur des localités.

Si l'on accepte une augmentation sensible des coûts de construction et d'exploitation, une variante en tunnel pourrait conduire à une évaluation environnementale Natura 2000 sans impact significatif et aboutir à une procédure allégée en termes d'autorisation par la Commission européenne. D'un point de vue technique, il faudrait envisager des méthodes d'excavation en galerie souterraine sous le Roeserbann sans rester fixé au corridor du chemin de fer. Le projet pourrait éventuellement éviter ou atténuer l'impact sur la coupure verte définie par le Plan directeur sectoriel « Paysages » en dehors de la zone Natura 2000, tout en ménageant l'impact sur le bois du Fennerholz et le paysage caractéristique et rural de Géierwee/Séngerbaach.

En fonction des résultats des études d'une telle variante, il devra être clarifié si le déroulement procédural au niveau de la réglementation européenne restera le même ou pourrait être simplifié. Le cas échéant, une solution tunnel devra être ajoutée au dossier procédural, en acceptant à priori une augmentation conséquente des coûts de construction et d'exploitation et une revue des délais procéduraux.

Au vu du gain de temps de construction et de la réduction significative d'impact sur l'environnement naturel, le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics est largement favorable à une telle variante tunnel et a demandé à l'Administration des ponts et chaussées de l'étudier en détail.

ad 12) La non-réalisation du projet doit être analysée comme une des alternatives. En effet, le document d'interprétation de l'article 6 de la directive « Habitats » de la Commission « Gérer les sites Natura 2000… » (abréviation GN2000) suggère, pour « solutions alternatives » : « Elles peuvent vouloir dire autre position (ou routes en cas de projet linéaire), autre échelle ou autre développement ou autres procédés de production. La solution de ne rien faire doit aussi être considérée. » (GN2000 : 5.2.1. - citation d'après le document « Évaluation des plans et projets ayant des incidences significatives sur des sites Natura 2000 - Guide de conseils méthodologiques de l'article 6… »).

Dans ce cas-ci, « ne rien faire » voudrait tout simplement dire renoncer à l'option du contournement et au raccordement des zones d'activités de Howald vers le sud-est, idée déjà lancée en 2004 dans le masterplan Ban de Gasperich, comme énoncé ci-dessus.

L'interprétation stricte pourrait résulter dans une variante 0, dans laquelle les charges de trafic résultant du développement prévu sont appliquées aux infrastructures actuelles, sans tenir compte d'autres mesures d'atténuation ou de réduction du trafic individuel. Cette étude au fil de l'eau n'étant pas acceptée comme réaliste, il est nécessaire d'étudier le cas d'une non-réalisation du contournement en incorporant des mesures en faveur des transports en commun. Ce scénario est dénommé variante 0+ et constituera la base de comparaison pour le cas de non-réalisation du projet. En tenant compte de cette façon des effets positifs du report modal vers les transports publics et les modes alternatifs, le besoin de réaliser le contournement se trouve atténué en théorie.

Comme illustré plus haut, la variante 0+ fait preuve d'une augmentation significative du trafic sur la N3 existante malgré que l'offre en transports publics actuelle (tous modes confondus) sera plus que doublée.

Après ces éléments de réponse très condensés, j'aimerais encore attirer votre attention sur le fait que le dossier actuel fut élaboré à base des textes de la législation luxembourgeoise de 2004 (protection de la nature) et de 2009 (évaluation des incidences de certains projets d'infrastructures).

Comme la législation vient entre-temps de changer en mai et juillet 2018, la lisibilité et la compréhensibilité du dossier à la lumière d'aujourd'hui se trouvent entravées.

Si la reprise du dossier de consultation prenait encore du temps, vu que les études restent à être finalisées, il serait opportun d'entamer de suite la mise à jour.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1077 (20.08.2019) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant l'**usine de yaourt projetée à Bettembourg :**

Dans un reportage diffusé à la radio 100,7 en date du 27 juin 2019, il a été procédé à un examen détaillé du dossier FAGE. Les déclarations publiques du Ministre de l'Économie y sont confrontées aux résultats de l'enquête menée.

- D'après la radio 100,7, le Ministre évoquait le marché Benelux comme marché cible de la production au Luxembourg, tandis que les responsables de la société viseraient toutefois les marchés italien et britannique.

- Il y a trois ans, il était question d'un investissement de 100 millions d'euros, la radio 100,7 parle désormais de 150 millions d'euros, tandis que le Ministre de l'Économie déclarait à l'occasion de la réunion jointe de trois commissions parlementaires du 29 mars 2018 que l'entreprise investira 200 millions d'euros.

- Il y a trois ans, il était question de 100 emplois nouvellement créés ; désormais, la radio 100,7 table sur 150 emplois, tandis que le Ministre de l'Économie parlait de 200 nouveaux emplois.

- Il y a trois ans, la production était censée atteindre 40.000 tonnes par an ; désormais on parle d'une production max. de 80.000 tonnes. La station de radio en question constate par ailleurs que dans une unité de production de la même firme aux États-Unis, la production atteint 160.000 tonnes sur son site d'une surface de 4,1 hectares, alors qu'au Luxembourg, elle ne serait que de 80.000 tonnes sur un site d'une surface de 14,8 hectares vendu par l'État luxembourgeois.

- En commission parlementaire, le Ministre de l'Économie a annoncé que suivant le Syndicat des eaux du sud (SES), la capacité d'eau requise serait disponible ; selon la radio 100,7, le SES devrait toutefois acheter de l'eau auprès du SEBES en période de forte chaleur.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'expliquer pourquoi l'entreprise sous rubrique a besoin d'un terrain de 14,8 hectares au Luxembourg pour une production de max. 80.000 tonnes, tandis que l'usine située aux États-Unis produit le double, soit 160.000 tonnes sur un terrain de seulement 4,1 hectares ?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que le Syndicat des eaux du sud (SES), lequel sera le fournisseur d'eau de l'usine projetée, devra, en période de chaleur intense, acheter de l'eau auprès du SEBES ? Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils exclure que ceci pourrait aboutir à une hausse du prix de l'eau du réseau SES ?

3) D'après mes informations, seul un droit de superficie a été accordé à la commune de Bettembourg qui souhaitait disposer de terrains situés dans la zone d'activités Wolser II et appartenant à l'État. Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'expliquer pourquoi, d'une part, l'État vend à une entreprise privée des terrains situés dans une zone d'activités, alors que, d'autre part, une entité publique doit se satisfaire d'un droit de superficie ?

Réponse commune (08.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

Avant de procéder à la réponse aux questions précises que l'honorable Député a bien voulu adresser au Gouvernement, nous tenons à recadrer les données se rapportant au projet FAGE et qui sont citées en préambule.

Le budget d'investissement évoqué pour la phase 1 est entre-temps passé à 170 millions de dollars, notamment sous l'effet d'investissements additionnels auxquels l'investisseur consentirait pour satisfaire aux obligations environnementales.

Dans cette phase, la production annuelle serait de 40.000 tonnes de yaourt grec et une centaine d'emplois serait créée.

La phase 2 permettrait de porter la production à 80.000 tonnes par an moyennant un investissement additionnel de 70 millions de dollars et entrainerait un dédoublement de l'emploi. Le total de l'investissement dépasserait dès lors le montant annoncé lors de la réunion des commissions parlementaires du 29 mars 2018.

Le marché européen et notamment le marché communautaire seront servis à partir de l'usine luxembourgeoise.

ad 1) L'usine américaine de FAGE à Johnstown dans l'État de New York a une capacité de production installée de 160.000 tonnes par an sur une surface non pas de 4,1 hectares, comme le prétend l'honorable Député, mais de 41 « acres », ce qui correspond à environ 16,6 hectares. Contrairement à l'usine luxembourgeoise qui prévoirait sur une surface de quelque 1,3 hectare l'installation d'une station d'épuration idoine, l'usine américaine déverse ses eaux de production et de rinçage dans une station d'épuration communale.

ad 2) Chaque membre du SEBES, en l'occurrence les syndicats d'eau DEA, SEC, SES, SIDERE et la ville de Luxembourg, a une capacité réservée auprès du SEBES. La distribution d'eau potable à partir du SEBES est donc accordée durant toute l'année et non limitée sur la période de chaleur intense. Si cette capacité réservée des différents membres du SEBES est dépassée, les membres du syndicat SEBES concernés doivent payer pour chaque m^3 d'eau dépassant la capacité réservée la taxe par m^3 d'eau consommée majorée par un facteur multiplicateur appelé facteur de pénalité qui est différent si le dépassement se situe en période de faible ou de forte demande d'eau. Ce facteur est défini annuellement par le comité du SEBES. Jusqu'à présent, le SES n'a pas dépassé sa capacité réservée, vu les ressources propres du syndicat.

Le Syndicat des eaux du sud (SES) serait en mesure d'augmenter les quantités d'eaux distribuées et de fournir de l'eau à de nouveaux gros clients à partir de 2021, date de mise en service de la nouvelle usine de traitement du SEBES à Eschdorf.

En effet le SES, pour répondre aux demandes élevées en eau potable en période de canicule, devra réserver des capacités supplémentaires auprès du SEBES.

ad 3) Comme il a déjà été itérativement souligné, la politique constante du Ministère de l'Économie est d'accorder, sauf exception justifiée par des circonstances exceptionnelles, des droits de superficie aux entreprises et, le cas échéant, aux communes. Les droits de superficie accordés à ces dernières sont par ailleurs particulièrement avantageux en termes de coût et de durée afin de ne pas entraver les initiatives communales en matière de développement économique local.

Question 1079 (20.08.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **parents de jour :**

Laut einer aktuellen Meldung der „Dageselteren Network ASBL" sind immer mehr Tageseltern im Großherzogtum gezwungen ihren Aktivitäten zu diesem Zeitpunkt einzustellen, weil sie anders behandelt würden als öffentliche Strukturen. So bekämen Eltern, welche ihre Kinder in einer öffentlichen Struktur betreuen lassen eine Zuzahlung von 6 € pro Stunde, während es für Eltern, deren Kinder von einer Tagesmutter oder von einem Tagesvater betreut würden nur noch 3,75 € pro Stunde wären. Außerdem dürfen Tageseltern keine multilinguale Erziehung anbieten, sodass die Eltern auch nicht in den Genuss der 20 Gratisstunden kommen. Dies wiederum verteuert für Eltern die Kinderbetreuung.

Aufgrund dessen möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kinder und Jugend stellen:

- Wie viele Tageseltern gibt es zurzeit in Luxemburg? Wie hat sich diese Zahl verändert seit der neuen Gesetzgebung betreffend die Kleinkindbetreuung?

- Wie sieht die Zahlenaufteilung der Kinderbetreuung aus im Großherzogtum zwischen Tageseltern, privaten Strukturen und öffentlichen Strukturen?

- Wie verlaufen die Kontrollen von den Tätigkeiten der Tageseltern? Wie viele Kontrolleure sind für die Prüfungen verantwortlich? In welcher Zeitspanne werden die jeweiligen Kontrol-

len erfüllt? Welche Leistungskennzahlen werden für die Analyse der Kontrollresultate benutzt? Wie erfolgreich sind die Kontrollen auf Grundlage der Resultate bislang?

- Ist die Regierung der Meinung, dass die jeweiligen gesetzlichen Voraussetzungen ihrer Ansprache gerecht sind oder ist eine Ergänzung der Gesetzgebung angemessen und notwendig?

Réponse (08.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

In Luxemburg gibt es zurzeit 552 staatlich zugelassene Tageseltern. Die Anzahl der zugelassenen Tageseltern hat sich in den letzten Jahren folgendermaßen entwickelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Seit der Einführung des Jugendgesetzes im Jahre 2017 und der damit einhergehenden Qualitätskontrolle ist die Anzahl der zugelassenen Tageseltern rückläufig, das heißt die Anzahl der Auflösungen der Zulassungen ist größer als die Anzahl der Neuzulassungen. Die angegebenen Gründe für etwaige Auflösungen der Zulassungen sind unterschiedlicher Art. Mit dem Inkrafttreten des Qualitätsgesetzes sind zusätzliche Anforderungen eingeführt worden, die wichtig sind, um eine qualitativ hochwertige Kinderbetreuung zu gewährleisten. Diese Anforderungen haben eine Reihe von Anbietern dazu bewogen, ihre Zulassung abzugeben.

Im Juni 2016 wurde die Betreuung von 3.383 Kindern über das System des Chèque-service accueil (CSA) verrechnet, im Vergleich zu 3.046 Kindern im Juni 2019. Folglich ist die Zahl der von Tageseltern betreuten Kindern leicht rückläufig. Allerdings beträgt dieser Rückgang lediglich 10 %.

Wie im Tätigkeitsbericht 2018 des Ministeriums für Jugend, Kinder und Bildung erläutert, sieht die Aufteilung der staatlichen Zulassungen für die verschiedenen Betreuungsangebote im non formalen Bildungsbereich für Kinder wie folgt aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Die Kontrolle der Tätigkeit der Tageseltern ist durch die Bestimmungen zweier Gesetze geregelt:

1.- Loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale; die Auflagen dieses Gesetzes sind ausschlaggebend für die staatliche Zulassung der Tageseltern.

2.- Loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse; die Auflagen dieses Gesetzes regeln die Anerkennung als Anbieter des CSA und sichern die progressive Umsetzung der Zielsetzungen, welche im nationalen Rahmenplan zur non formalen Bildung für Kinder und Jugend festgelegt sind.

Die vorgegebenen Kontrollen werden auf verschiedenen Ebenen ausgeführt. Je nach Gesetzesrahmen werden sie in enger Zusammenarbeit entweder direkt von den Agenten des Ministeriums (Zulassungsbestimmungen) oder von den „agents régionaux" (Qualitätsbestimmungen) durchgeführt. Es finden sowohl administrative Kontrollen als auch Kontrollen, direkt bei den Tageseltern, statt. Je nach Gesetzesvorlage sind diese Kontrollbesuche innerhalb der Struktur entweder angekündigt („visites d'agrément", „visites agents régionaux" / zwei pro Jahr) oder, im Falle einer Beschwerde, unangemeldet („visite d'inspection"). Im Jahr 2018 wurden insgesamt 54 unangemeldete Kontrollbesuche durchgeführt.

Werden während einer Kontrolle Regelwidrigkeiten festgestellt, erhalten die Tageseltern eine Frist in der sie alle Maßnahmen ergreifen müssen, um den geforderten Bedingungen erneut zu entsprechen. Werden die Bedingungen in der vorgegebenen Frist nicht erfüllt, so können unterschiedliche Sanktionen erfolgen bis hin zum Entzug der Zulassung.

Insgesamt hat die Einführung der Qualitätssicherung im non formalen Bildungsbereich eine große Dynamik ausgelöst. Um den Auflagen zu entsprechen, ist ein Mindestmaß an Professionalität unabdingbar. Es ist im Interesse der Kinder die Anforderungen hoch zu halten und deren Umsetzung progressiv einzufordern. Was die Tätigkeit der Tageseltern anbelangt, so ist und bleibt sie ein wichtiger Bestandteil des nationalen Betreuungssystems, im Sinne der Förderung vielfältiger Betreuungsangebote. In diesem Sinne werden im Rahmen der Reform des Systems der CSA mögliche Perspektiven bezüglich der Tätigkeit analysiert.

Q90

Question 1081 (20.08.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **procédure standardisée du système de contrôle et de sanction automatisés :**

De 15. Dezember 2016 ass vum sächseschen Amtsgericht Hoyerswerda zréckbehale ginn, datt d'Miessunge vum Radargerät Poliscan Speed onverwäertbar sinn. Dëst, well et keng standardiséiert Miessprozedur géif ginn an d'Miesswäerter deemno net novollzéibar wieren.

Wéi aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0798 ervirgeet, späichert den „Système de contrôle et de sanction automatisés (CSA)" keng Rohmessdaten of. Et ass also de facto onméiglech, viru Geriicht nozeweisen, datt d'gesetzlech Maximalvitesse vun engem Automobilist tatsächlech iwwerschratt gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Här Minister, kënnt bei all Radar, deen zu Lëtzebuerg benotzt gëtt, eng standardiséiert Miessprozedur zum Asaz?

- Wann net, wéi gëtt garantéiert, datt d'Resultat vun der Miessung fir déi Concernéiert novollzéibar ass?

- Wa jo, wéi gesäit dës Prozedur am Detail aus?

2. Ass de Minister net der Meenung, datt an engem Rechtsstat de Grond fir eng Veruerteelung misst transparent sinn an ëffentlech misst kënne kontrolléiert ginn?

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Bei all den aktuelle fixen oder mobille Radare kënnt en Apparat an den Asaz, deen op Basis vun der standardiséierter Miessprozedur homologéiert gouf. Dës Prozedur ass an der „PTB-Bauartzulassung" (Physikalisch-Technische Bundesanstalt) beschriwwen an d'SNCH (Société nationale de certification et d'homologation) huet sech dorop baséiert, fir déi lëtzebuergesch Zoulossung ze erdeelen. Dës Prozedur kann ee folgendermoosse beschreiwen: De Miesssensor am Miessapparat baséiert op engem Laserscanner (LIDAR, light detection and ranging), deen d'Strooss héich opléisend a mat enger héijer Frequenz oftaascht. Doduerch kann de Miessapparat d'Gefierer an engem Beräich vun 10 bis 75 Meter erfaassen an och verfollegen. Am Miessberäich, dee bei 20 bis 50 Meter läit, gëtt d'Geschwindegkeet vun de Gefierer ermëttelt. Et kënne méi Gefierer gläichzéiteg vum Miessapparat verfollegt a gemooss ginn. Vun all Gefier, wat iwwert der agestallter Geschwindegkeetsbegrenzung läit, gëtt eng Foto erstallt. An der Foto gëtt dat gemoossent Gefier markéiert an och déi gemoosse Geschwindegkeet ugewisen.

Question 1082 (20.08.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **bilan CO_2 de l'Aéroport de Luxembourg :**

De Fluchhafen Wien huet rezent en duerchaus positive Bilan a Saache Nohaltegkeet gezunn. Déi Verantwortlech hatte säit 2011 den CO_2-Ausstouss ëm 70 % an den Energieverbrauch ëm 40 % reduzéiert. D'Zil fir 2030 heescht CO_2-Neutralitéit.

Ech wéilt dowéinst folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Wéi gesäit d'CO_2-Bilanz vum Lëtzebuerger Fluchhafen um Findel aus?

2. Wéi eng Ziler huet sech eise Fluchhafebedreiwer bis 2030 gesat?

3. Laut enger Etüd am Optrag vun der EU-Kommissioun géif d'Aféierung vun enger CO_2-Steier d'Fluchticketen zu Lëtzebuerg ëm bis zu 45 % méi deier maachen an d'Unzuel u Flich ëm 48 % drosselen.

a. Kennen d'Ministeren dës Etüd?

b. Wéi bewäerte si dës Etüd?

c. Wéi een Afioss hunn dës Projektiounen op d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung vis-à-vis vun enger CO_2-Steier?

d. Wéi integréiert de Fluchhafebedreiwer dës Parameteren a seng Nohaltegkeetsstrategie?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'CO_2-Bilanz vu lux-Airport betrëfft d'Infrastrukturen an d'Equipementer um Buedem vum Lëtzebuerger Fluchhafen. An dësem Sënn engagéiert sech lux-Airport, seng eege Consommatioun un Energie ze reduzéieren an hëlt Deel um „Airport Carbon Accreditation"-Programm vun der ACI (Airport Council International).

Dësen Zertifikatiounsprogramm ass spezifesch fir Fluchhäfen opgestallt. D'ACI engagéiert heimat, d'Fluchhäfe méi propper ginn a gläichzäiteg hir wichtegst Missioun, den Transport vu Persounen, am Fokus ze halen. D'Zertifikatioun gëtt iwwer véier Niveauen erreecht:

1. Kartographie: Den ekologesche Foussofdrock muss gemooss ginn.

2. Erofsetzen: CO_2-Management duerch e reduzéierte Foussofdrock.

3. Optimiséierung: Engagement vis-à-vis vun Drëttparteien an der Reduktioun vum Foussofdrock.

4. Neutralitéit: CO_2-Neutralitéit fir direkt Emissiounen duerch Ausgläich.

Nom Energie-Audit, deen ofgeschloss gouf, weess lux-Airport Bescheed iwwert d'Basis vun der Rechnung vu sengem CO_2-Foussofdrock. Dës Rechnung war déi éischt Etapp vun dëser Accreditatioun.

ad 2. Dat mëttelfristegt Zil ass, all Akteuren um Lëtzebuerger Fluchhafen zu vergläichbare Verflichtungen ze bewegen, souwäit dëst méiglech ass.

ad 3.

a. Déi zoustänneg Servicer am Ministère kennen déi ernimmten Etüd.

b. Déi Etüd ass en éischte Versuch, fir d'Konsequenze vun enger CO_2-Besteierung an der EU ze chiffréieren.

D'Methodik an d'Resultater vun der Etüd sinn allerdéngs mat Virsiicht ze genéissen. Esou gëtt bei der Analys vun den eenzelne Memberstaten de spezifeschen nationale Kontext net genuch consideréiert (fir Lëtzebuerg, notamment de Stellewäert vum Cargoberäich). Fir Lëtzebuerg feelen och eng ganz Rei Donnéen, wat den ekonomeschen Impakt ugeet. Deelweis sinn och carrement falsch Informatiounen an der Etüd ze fannen: Esou geet zum Beispill rieds, datt zu Lëtzebuerg am Moment eng TVA vun 3 % op nationale kommerzielle Volen géif erhuewe ginn. Esou eng Volen existéieren allerdéngs net zu Lëtzebuerg.

c. Dës Etüd wäert mat aneren Dokumenter an Donnéeë mat consideréiert ginn, wann d'Regierung hir Positioun vis-à-vis vun enger méiglecher CO_2-Steier festleet.

d. Dës Etüd betrëfft an éischter Linn d'Fluchgesellschaften, déi duerch hir Aktivitéit CO_2 austoussen, an net direkt d'Aktivitéite vum Bedreiwer vum Lëtzebuerger Fluchhafen.

Question 1083 (20.08.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **places d'apprentissage :**

D'Beruffsausbildung bitt eng ronn 120 Formatiounen un. Fir dass déi betraffe Schüler och reusséieren, musse Léierplazen an ausräichendem Mooss zur Verfügung stoen.

Dowéinst wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

- Wéi vill Léierplaze sinn aktuell vun de Betriber gemellt ginn?

- Wéi vill vun deene Léierplaze si besat?

- A wéi enge Beruffssparte gëtt dual ausgebilt? Wéi vill där Ausbildunge sinn dat pro Spart?

- Wéi vill grenziwwerschreidend Ausbildungen an Ausbildungsverträg goufe bis dato ënnerschriwwen?

Réponse (07.10.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Op den 11. September 2019 sinn am Service Beruffsberodung vun der ADEM 811 onbesate Léierplaze vun den Ausbildungsbetriber deklaréiert.

Momentan si schonns 890 Jonker fir en Ausbildungsvertrag an der Beruffsberodung assignéiert ginn, dat heescht, datt d'Beruffsberodung, opgrond vun enger schréftlecher Konfirmatioun vum Ausbildungsbetrib, déi néideg Dokumenter ausgestallt huet, soudatt en Ausbildungsvertrag vun der betreffender Beruffskummer konnt respektiv kann ausgestallt ginn. Zousätzlech si 423 Persoune vun der Beruffsberodung an eng Erwuesseléier assignéiert ginn.

Et gëtt 11 Domänen, an deenen dual ausgebilt gëtt mat am Ganzen 93 Formatiounen:

- Apprentissage agricole: 6 Formatiounen;

- Apprentissage commercial: 10 Formatiounen;

- Apprentissage dans le secteur Horeca: 4 Formatiounen;

- Apprentissage dans le secteur social: 3 Formatiounen;

- Apprentissage industriel: 11 Formatiounen;

- Métiers de la communication, du multimédia et du spectacle: 1 Formatioun;

- Métiers de la construction et de l'habitat: 23 Formatiounen;

- Métiers de la mécanique: 16 Formatiounen;

- Métiers de la mode, de la santé et de l'hygiène: 7 Formatiounen;

- Métiers de l'alimentation: 9 Formatiounen;

- Métiers de l'art et métiers divers: 3 Formatiounen.

Insgesamt si bis elo 46 Jonker an 11 Erwuessener an engem grenziwwerschreidende Léiervertrag assignéiert ginn.

Well e Léiervertrag bis den 31. Oktober kann ofgeschloss ginn, wäert d'Zuel vun de Léierverträg nach zouhuelen.

Question 1089 (20.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**intégration :**

Vill Leit maache sech Suergen ëm den Themekomplex Integratioun vs. Islamiséierung an eiser Gesellschaft. Dës Thematik kënnt ëmmer nees op, zum Beispill beim Biologie- oder Sportunterrecht an eise Schoulen oder beim Kascht an de Kantinnen. An deene leschte Jore war och d'Debatt ëm d'Burka e groussen Thema, déi an der Legislaturperiod 2013-2018 am Prinzip erlaabt gouf, bis op e puer Ausnamen. Och bei den Dokteren an an eise Klinicke stelle sech Problemer, wa Fraen nëmmen a männlecher Begleedung - wann iwwerhaapt - däerfen ënnersicht ginn, besonnesch am Intimberäich.

Besonnesch opgefall ass och déi Tatsaach, datt aus verschiddene muslimesche Milieue Leit fräiwëlleg fir de sougenannten „Islamesche Stat" an de Krich gezu sinn.

Rezent huet elo d'Presidentin vum Futtballclub „FC Blue Boys Mühlenbach" bekannt ginn, datt aus reliéise Grënn net nëmme keen Alkohol an hirem Stadion verkaaft gëtt, mä och de Publikum keen Alkohol däerf matbréngen. Betraff wär anscheinend och de Konsum vu Schwéngefleesch.

Op där aner Säit ass den offiziellen Diskurs vun der Regierung staark u Begréffer wéi der „Toleranz", der „Multikulturalitéit" oder souguer der „Interkulturalitéit" orientéiert. Et schéngt méi Wäert op d'Kategorie vun der „Diversitéit" geluecht ze ginn, wéi op d'Wichtegkeet vun der Integratioun. Dëst kann natierlech Auswierkungen op déi laangfristeg Kohärenz vun eiser Gesellschaft hunn.

An deem Zesummenhank wéilt ech der Madamm Minister fir Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi definéiert d'Regierung de Begréff „Integratioun"? Wéi verhält sech d'Integratioun zu der „Diversitéit" an der Gesellschaft?

2. Wéi gesäit d'Regierung d'Wichtegkeet vun der Integratioun? U wéi enge Wäerter a kulturellen Eckpunkte soll d'Integratioun sech orientéieren?

3. Wéi eng Roll spillt dobäi déi spezifesch lëtzebuergesch Kultur an déi Lëtzebuerger Sprooch?

4. Wéi e Stellewäert bei der Integratioun hunn déi philosophesch Orientéierungen, déi aus eiser westlecher, jiddesch-chrëschtlecher Zivilsatioun stamen, mat hiren humanisteschen an opklärereschen Dimensiounen?

5. Wéi schätzt d'Regierung de Risiko vu Parallellgesellschaften an? Ass si der Meenung, datt esou Parallellgesellschafte schonn zu Lëtzebuerg existéieren?

6. Gesäit d'Regierung Entwécklungen a Richtung vun engem méi militanten Islam zu Lëtzebuerg? Gesäit si e Risiko vun enger Islamiséierung a, wa jo, wéi wëllt si op esou eng Entwécklung reagéieren?

7. Wéi schätzt d'Regierung déi Initiativ vum FC Millebaach an, déi an engem ëffentleche Stadium bei ëffentleche Veranstaltungen, wéinst muslimesche Virschrëften, de Konsum vun Alkohol a vu Schwéngefleesch wëllt verbidden?

Réponse (08.10.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Begréff „Integratioun" ass am Gesetz vum 16. Dezember 2008 definéiert. Integratioun ass e Prozess an zwou Richtungen, wou den Ausländer, deen an d'Land kënnt, seng Bereetschaft weist, fir laangfristeg um Liewe vun der Gesellschaft zu Lëtzebuerg deelzehuelen, a wou eis Gesellschaft Efforte mécht, fir dëse Wee ze encouragéieren an ze ënnerstëtzen. D'Gesetz vun 2008 präziséiert och, datt de Stat, d'Gemengen an d'Zivillgesellschaft dës Demarchen zesumme maachen.

D'Integratioun ass e ganz wichtegt Element an enger Gesellschaft, an där ronn d'Halschent vun de Mënschen aus engem anere Land kënnt. Dofir leet dës Regierung och ganz vill Wäert op dësen Aspekt vum Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg. D'Prinzipie vun eiser Integrationspolitik sinn am nationalen Aktiounsplang („plan d'action national / PAN") niddergeschriwwen. Déi lëtzebuergesch Sprooch an eis Kultur sinn en Deel vun eiser Integrationspolitik.

Diversitéit an Integratioun si Begréffer déi zesummegehéieren. D'Diversitéit an eiser Gesellschaft ass eng Beräicherung, vun där mir all Dag profitéieren. D'Zil vun de Programmer a vun de Projeten, déi d'Regierung mat de Gemengen an der Zivillgesellschaft ëmsetzt, ass et d'Zesummeliewe vun de Mënschen, déi zu Lëtzebuerg liewen, ze ënnerstëtzen an ze férderen.

Wat d'Initiativ vum FC Millebaach ugeet, esou handelt et sech hei ëm eng reng privat Saach, déi d'Regierung net wäert kommentéieren.

Question 1091 (20.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **banque de données de l'ILR :**

Den Artikel 10bis vum Gesetz vum 30. Mee 2005 « concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques » (dat ënner anerem duerch d'Gesetz vum 27. Juni 2018 modifiéiert gouf) hält fest, wéi eng Donnéeë vun Telekomsoperateure mussen un den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) weidergeleet ginn, fir do an engem Fichier centralisé gespäichert ze ginn. Dëse Fichier central gëtt vun dem ILR a vum CTIE zentral bedriwwen an d'Telekomsoperateure musse mindestens eemol den Dag en Update mat den neisten Informatioune schécken. Dat bedeit, datt d'Operateuren am Fall vu Privatpersounen déi folgend Date vun hiren Abonnenten un den ILR iwwermëttele mussen:

- le nom,
- le prénom,
- le lieu de résidence habituelle,
- la date et
- le lieu de naissance ainsi que le numéro de contact de l'abonné.

D'Daten aus dësem Fichier central vum ILR sinn disponibel fir de Procureur d'État, de Juge d'instruction, d'OPJen an och fir de Geheimdéngscht. Des Weideren dierf och de Centre d'appels d'urgence vun der Police (den 113) op des Donnéeën zougräifen.

Mam Punkt (8) vum Artikel 10bis hält d'Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwerdeems fest, dass Auditte vum ILR duerchgefouert musse ginn: « L'institut fait procéder régulièrement à un audit sur le fonctionnement du fichier prévu au paragraphe 1er pour contrôler la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Vu datt d'Transitiounsphas vun engem Joer, déi d'Gesetz vum 27. Juni 2018 virgesinn huet, de 27. Juni 2019 zu Enn gaangen ass, ass de Fichier central vum ILR aktuell a Betrib?

Falls jo: Zanter wéini ass dëse Fichier a Betrib?

Falls neen: firwat net?

2. An der Hypothees, datt de Fichier central vum ILR aktuell a Betrib ass:

- Wéi vill Datesätz ëmfaasst dës Datebank aktuell?

- Wéi vill Datesätz enthalen Informatioune vu Persounen, déi nom Akraafttriede vum Gesetz Client bei engem Telekomsoperateur gi sinn (soudatt si Kenntnis hätte vun de gesetzlechen Dispositiounen)? Wéi vill Datesätz ëmfaassen Informatioune vu Persounen, déi scho virum 27. Juni 2018 Client bei hirem Operateur waren?

- Goufe sämtlech Clienten - dat heescht souwuel Persounen, déi virum 27. Juni 2018 e Kontrakt mat engem Telekomsoperateur ofgeschloss hunn, wéi och déi, déi no dësem Datum Client goufen - informéiert, datt déi Daten, déi si hirem Provider op Basis vun enger Relation contractuelle ginn hunn, un de Stat weidergi goufen?

Falls jo: Wéi goufen déi Betraffen informéiert a wéi gouf d'Anhale vun der Informatiounsflicht kontrolléiert?

Falls neen: firwat net?

- Wéini gouf deen éischten Transfert vun Donnéeë gemaach?

- Wéi vill Requêtë goufe vum Procureur d'État, dem Juge d'instruction, den OPJen, dem Centre d'appels d'urgence vun der Police an dem SRE bis haut jeeweils duerchgefouert?

3. Wéi gëtt kontrolléiert, datt d'Informatiounen iwwert de Gebuertsuert richteg sinn - wëssend datt dësen op den neien Identitéitskaarten net vermierkt ass? Wien ass am Fall vun enger falscher Kommunikatioun un den ILR haftbar?

4. Vu datt d'Gesetz vum 27. Juni 2018 eréischt nom RGPD a Kraaft getrueden ass, ass de Minister der Opfaassung, datt et konform mam Gedanke vum RGPD ass, Daten, déi fir den Zweck vun enger Relation contractuelle erhuewe goufen, och am Kader vun engem ganz neien Zweck - nämlech deem vun der Ënnerhalung vun engem Fichier central - ze notzen, ouni déi betraffe Clienten ëmfaassend iwwert dës Praxis vun der Dateniwwermëttlung un den ILR ze informéiere respektiv hiren explizitten Accord ze froen?

5. D'Gesetz gesäit vir, datt fir all Consultatioun vum Fichier e Grond muss ugi ginn. Gëtt systematesch kontrolléiert, ob déi genannte Grënn och fondéiert sinn?

- Falls neen: firwat net?

6. Vu datt, mat Ausnam vum SRE a vum Noutruff, just dierf am Kader vum Artikel 48-27 vum Code de procédure pénale op de Fichier central vum ILR dierf zougegraff ginn, ginn d'Utilisateure gefrot, fir d'Aktenzeeche vun enger Enquête beim Deklaréiere vum Grond vun der Requête mat unzeginn?

- Falls neen: firwat net?

- Falls jo: Wéi vill Requêtë ginn an der Moyenne pro Enquête gemaach?

7. Den Artikel 10bis vum Gesetz vum 30. Mee 2005 gesäit säit dem 27. Juni 2008 en Zougréff op de Fichier central fir d'Centres d'appels d'urgence de la Police grand-ducale vir. Fir den 112 gouf dogéint scho mam Gesetz vum 28. Juli 2011 eng Léisung fonnt, déi ouni zentral Datebank auskënnt. An deem Kontext stellt sech d'Fro: Firwat gouf 2018 decidéiert, eng aner Dispositioun fir den 113 ze wiele wéi fir den 112, a wéi eng Virdeeler ergi sech fir den 113 duerch dës Sonderreeglung?

Réponse commune (10.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

D'Gesetz vum 27. Juni 2018, dat d'Gesetz vum 30. Mee 2005 « concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques » modifizéiert huet, ass den 9. Juli 2018 a Kraaft getrueden. De Fichier centralisé ass säit dem 9 Juli 2019 operationell, esou wéi dat am Gesetz virgesinn ass. Wéinst dëser kuerzer Lafdauer ass et momentan nach ze fréi, fir déif gräifend Konklusiounen ze zéien.

De CTIE assuréiert, a senger Qualitéit als Soustraitant, déi alldeeglech operationell Gestioun vum Fichier centralisé.

De 27. Juni 2019 ass den éischten Import initial gemaach ginn. D'Operateuren haten d'Méiglechkeet, schonn e puer Woche virun dem Delai vum 9. Juli Donnéeën eropzelueden. Et si bis den 8. Oktober 2019 1.797.384 Datesätz eropgeluede ginn. De Fichier centralisé ass tëscht dem 9. Juli 2019 an dem 9. Oktober 2019 844-mol consultéiert ginn.

D'Operateure verweise meeschtens an hire Conditions générales op hir gesetzlech Obligatiounen. An dësem Fall ergëtt sech d'Obligatioun, fir d'Daten an de Fichier centralisé anzespeisen aus dem neien Artikel 10bis vum virgenannte Gesetz vum 30. Mee 2005. Um Site vum ILR fënnt een d'Informatiounen zu dem Gesetz.

D'Operateure musse laut Artikel 73 Paragraf 3 vum Gesetz vum 27 Februar 2011 « sur les réseaux et les services de communications électroniques » beim Ofschloss vun engem Vertrag d'Informatiounen erhiewen iwwer Numm, Adress, Gebuertsdag a Gebuertsuert, an eng Kontaktnummer, a si mussen déi an de Fichier centralisé aspeisen. Et ass effektiv fir den Operateur net ëmmer méiglech, ze kontrolléieren, ob all déi Donnéeë richteg respektiv nach aktuell sinn.

Den Traitement, dee vum Procureur d'État, dem Untersuchungsriichter, den Officiers de police judiciaire an dem Geheimdéngscht gemaach gëtt am Kader vum Artikel 10bis, fält net ënnert den Uwendungsberäich vum europäeschen Dateschutzreglement (RGPD), mä ënnert dee vum Gesetz vum 1. August 2018 (Artikel 1) iwwer strofrechtlech Donnéeën (« loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale »), mat deem Lëtzebuerg d'Direktiv EU 2016/680 ëmgesat huet, de Pendant also zum RGPD am Domaine pénal.

Den Artikel 10bis vum Gesetz vum 27. Juni 2018, dee genee festhält, wéi eng Donnéeë vun den Operateuren den zoustännegen Autoritéite mussen zur Verfügung gestallt ginn, an zu wéi engen Zwecker an ënner wéi enge Konditioune se däerfe benotzt ginn, ass am Respekt vun där uewe genannter Direktiv verfaasst ginn. Déi Direktiv war jo schonn de 4. Mee 2016 am Journal officiel vun der EU publizéiert ginn a gouf och a Betruecht geholl, fir d'Gesetz vum 27. Juni 2018 (PdL 6921) auszeschaffen.

Den Artikel 3 Paragraf 2 vum Gesetz vum 1. August 2018 (« portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679… ») léisst iwwregens zou, dass Donnéeën och kënne fir aner Zwecker gebraucht gi wéi déi, fir déi se gesammelt goufen, wann dat noutwendeg a proportionéiert ass.

Fir d'Liceitéit vum Accès op de Fichier ze garantéieren an ze kontrolléieren, mussen d'Utilisateure sech un d'Dispositioune vum Artikel 10bis Paragraf 6 halen. Dëse schreift vir, dass d'Informatiounen zu der Persoun, déi de Fichier consultéiert huet, souwéi d'Informatiounen, déi consultéiert goufen, d'Kritäre vun der Recherche, den Datum an d'Auerzäit vun der Consultatioun a virun allem och d'Motiv vun der Consultatioun musse gespäichert ginn. Dozou gehéiert och d'Aktenzeeche vun enger Enquête pénale.

D'Dateschutzautoritéite kënnen zu all Moment eng Kontroll duerchféieren. An deem Kontext kënne se och kontrolléieren, wien de Fichier consultéiert huet a wéi e Motiv en uginn huet.

Am Kader vun der Procédure législative vum Gesetz vum 27. Juni 2018 ass decidéiert ginn, dass den 112 net op de Fichier central muss zréckgräifen, well en opgrond vum Gesetz vum 30. Mee 2005 schonn déi néideg Date kritt am Fall vun engem Noutruff. Den Accès op de Fichier centralisé vun designéierte Persoune vum Service de secours vun der Police, deen am Gesetz vun 2005 net explizitt erwäänt gëtt, ass awer zréckbehale ginn.

Question 1093 (22.08.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **objectifs climatiques :**

An engem rezenten Interview op der Antenn vun 100,7 huet d'Madamm Martina Holbach vu Greenpeace d'Regierung kritiséiert, well si hir Klimaziler net géif anhalen an net déi néideg Mesuren heifir géif aféieren. Notamment am Beräich vun den erneierbaren Energien am Gesamtenergiemix läit Lëtzebuerg mat engem Undeel vun net emol 6 % ganz wäit ewech vum Zil vun 11 %, déi bis 2020 sollen erreecht ginn. Wann een d'Bäimësche vun Agrobrennstoffer (Palmenueleg, Sojaueleg) géif erausrechnen, wär een emol net bei deene 6 %, esou d'Kritik vun der Madamm Holbach. Dës Agrobrennstoffer wären alles anescht wéi nohalteg. D'Madamm Holbach geet och dervun aus, dass d'Energieproduktioun duerch Sonn, Wand a Biomass zu Lëtzebuerg net emol 2 % géif ausmaachen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

- Wéi reagéiert den Här Minister op dës Kritiken?

- Wéi eng konkret Mesurë wëllt d'Regierung nach aféieren, fir d'Ziler am Beräich vun den erneierbaren Energien ze erreechen?

- Wéi een Impakt hunn déi Agrobrennstoffer op d'Chiffere vu Lëtzebuerg? Kann den Här Minister d'Estimatioune vun der Madamm Holbach confirméieren? Wéi een Impakt hunn dës Agrobrennstoffer op eis Ëmwelt? Wouhier kommen dës Agrobrennstoffer?

- Wéi ass et mat der Schätzung, dass grad emol 2 % vun der Lëtzebuerger Energieproduktioun duerch Sonn, Wand a Biomass produzéiert gëtt? Stëmmen dës Chifferen? Wann net, wéi héich ass de realen Undeel?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Fir d'Zilereechung am Beräich vun den erneierbaren Energië gesäit d'Direktiv 2009/28/CE am Transportberäich e separat Zil vir vun 10 % erneierbar Energien, wou Biokraaftstoffer dee gréissten Deel dozou bäidroen. De Prozentsaz Biokraaftstoffer, deen a Pëtrolsprodukte bäigemëscht gëtt, gëtt all Joer am Budgetsgesetz verankert. Den aktuellen Taux läit bei 5,85 %.

An deene 5,85 % sinn ongefeier 20 % sougenannten „Biokraaftstoffer", déi duebel ugerechent kënne ginn. Dës Biokraaftstoffer gi vun den europäeschen Direktiven definéiert a stinn net a Konkurrenz zur Produktioun vu Liewensmëttelen (wéi zum Beispill Palmueleg). Esou falen ënnert dës Kategorie Biokraaftstoffer, déi aus Reschtfetter, Algen oder Stréi produzéiert ginn.

Wat den Undeel vu Palmueleg betrëfft, esou loung deen 2018 bei 7,6 % vun de Biokraaftstoffer. Den CO_2-Austouss vu Biokraaftstoffer läit bei 32 gCO_2/MJ an dee vun de konventionelle Kraaftstoffer bei 95 gCO_2/MJ.

Hei een Tableau zu der Origine vun de Biokraaftstoffer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Laut der Direktiv (UE) 2015/1513 däerfen net méi wéi 7 % vun de genotzte Biokraaftstoffer Agrobiokraaftstoffer sinn. D'Regierung ass méi wäit gaangen an huet an deem Kontext eng Uewergrenz vu 5 % Biokraaftstoffer aus 1. Generatioun festgehalen a schreift als eent vu wéinege Länner den Operateure säit Jore vir, datt de Prozentsaz vun nohaltege Biokraaftstoffer substanziell muss sinn.

Déi nei Direktiv (UE) 2018/2001 gesäit elo vir, dass de Gebrauch vu Biokraaftstoffer aus 1. Generatioun ab 2024 kontinuéierlech erofgoen a bis Enn 2030 ganz verschwanne soll. Doduerch wäert de Gebrauch vu Palmueleg als Biokraaftstoff an den nächste Jore kontinuéierlech erofgoen.

Wat d'Erreeche vum Gesamtzil vun den erneierbaren Energië vun 11 % am Joer 2020 betrëfft, esou wäert Lëtzebuerg dat Zil erreechen. Et sinn eng Rei Mesurë virgesinn, déi erlaben, datt den Ausbau am Beräich vum Wand, der Photovoltaik an der nohalteger Notzung vum Holz weidergeet. Esou ass déi zweet Ausschreiwung fir gréisser Photovoltaikanlagen den 11. September lancéiert ginn, och sinn d'Aspeisetariffer fir d'Photovoltaik ab dem 1. Januar dëst Joer ugepasst ginn, Tariffer fir Anlagen ënner 10 kW a kollektiv Anlagen vun 200 bis 500 kW sinn agefouert ginn. Zousätzlech engagéiert sech Lëtzebuerg am Ausland. 2017 hat Lëtzebuerg zwee Traitéë mat Estland a Litauen ofgeschloss, fir déi europäesch Kooperatiounsmechanismen am Beräich vun den erneierbaren Energien ze implementéieren.

Déi lescht Zuele vun Eurostat beleeë fir 2017 e Gesamtundeel vu 6,4 % erneierbar Energien am Gesamtverbrauch. Laut inoffiziellen Zuele wäert dësen Undeel 2018 bei iwwer 8 % leien.

Déi 6,4 % erneierbar Energien am Gesamtenergieverbrauch deele sech wéi follegt op déi verschidde Beräicher vun den erneierbaren Energien op:

- 2,8 % Transport;
- 2,3 % Wäermt/Keelt;
- 1,2 % Stroum.

Wat de Stroumsektor betrëfft, esou si mer am Moment (2017) bei engem Undeel erneierbar Energië vun 8,1 %, a wat de Sektor Wäermt/Keelt betrëfft, esou si mer am Moment (2017) bei engem Undeel erneierbar Energië vun 8,1 %. Am Transportberäich leie mer bei 6,2 %, woubäi een Undeel vun ongefeier 20 % Biokraaftstoffer sinn, déi duebel ugerechent kënne ginn.

Et ass gewosst, datt den Transportberäich bei Wäitem dee gréissten Impakt an der Statistik vun eisem Energieverbrauch anhëlt. Zil ass et, an deenen nächste Joren de Verbrauch an dësem Beräich ze reduzéieren. Ausserdeem gesäit de Projet vum neien Energie- a Klimaplang vun der Regierung vir, datt d'Produktioun vun erneierbaren Energien am Stroum-, Hëtzt- a

Keeltberäich bis 2030 weider konsequent an ambitiéis wuesse soll. Esou soll am Stroumsektor an am Beräich Wäermt/Keelt den erneierbaren Energieundeel vu knapp 10 % bis iwwer 30 % ausgebaut ginn.

Question 1096 (22.08.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**installation de collecte du SIDEC à Wiltz :**

De Gemengesyndikat SIDEC (Syndicat intercommunal pour la gestion des déchets) ënnerhält insgesamt fënnef Containerparken, wou d'Leit hiren Offall kënnen ofginn, ënner anerem een zu Wolz. Dëse soll allerdéngs, laut eisen Informatiounen, am Dezember 2019 zougemaach ginn. Weiderhin, esou eis Informatiounen, soll nach keen Ersatzstanduert operativ sinn, obwuel ewell jorelaang gewosst ass, dass de Site zu Wolz soll zougemaach ginn. An Zäiten, wou d'Trennung an d'Verwäertung vum Offall ëmmer méi wichteg ginn, géif dëst ee Réckschrëtt fir dës Aktivitéiten am Norde vum Land bedeiten.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch dës Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, a wuelwëssend dass de SIDEC ee Gemengesyndikat ass, wéi eng Moyenen huet d'Regierung, fir do anzegräifen? Wat gedenkt d'Madamm Ministesch ze ënnerhuelen?

3. Wann dës Informatioune stëmmen, wéi eng Alternative ginn et zu dësem Site, respektiv wouhi sollten d'Bierger an deem Fall hir Offäll hibréngen?

Réponse (07.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Den aktuelle Recyclingszenter läit am Bebauungsplang vum Projet „Wunne mat der Wooltz" a muss dohier verluecht ginn.

ad 2. Am Artikel 3 vum groussherzogleche Reglement vum 1. Dezember 1993 iwwert den Amenagement an d'Gestioun vu Containerparke steet, datt all Gemeng d'Obligatioun huet, op hirem Territoire een oder méi Containerparken ze installéieren. Si kënne sech awer och zesummeschléisse fir Recyclingszenteren ze bedreiwen.

Well et sech hei ëm ee Recyclingszenter vum SIDEC handelt, de SIDEC nach weider Recyclingszentere bedreift an och jiddwer Bierger, deen am Anzuchsgebitt vum SIDEC wunnt, Zougang zu deene verschiddene Recyclingszentere vum Syndikat huet, besteet keng legal Méiglechkeet hei ze intervenéieren.

ad 3. Nom Artikel 20 vum Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012 sinn d'Gemengen zoustänneg fir d'Gestioun vun den Hausoffäll an den hausoffalläänlechen Offäll, déi op hirem Territoire ufalen, wéi och fir d'Biooffäll an aner verwäertbar Offäll. Dës Responsabilitéite kënne si ganz oder deelweis un e Syndikat ofginn. An dësem Fall ass dat de SIDEC.

D'Gemeng respektiv de Syndikat mussen dofir d'Disponibilitéit vu passenden Infrastrukturen assuréieren. D'Aart a Weis, wéi si dat maachen, ënnerläit der Autonomie communale. Dem Wësse vun der Emweltverwaltung no plangt de SIDEC een neie Recyclingszenter als Ersatz fir den aktuellen Zenter.

Question 1103 (23.08.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **centrales hydroélectriques :**

An engem Artikel am „Lëtzebuerger Wort" vum 22. August 2019 gëtt op d'Virdeeler an d'Stäerkte vun de Wandmillen, déi mat Waasserkraaft bedriwwe ginn, higewisen. Si lafen de ganzen Dag a produzéiere permanent Stroum. Trotzdeem bleift dës Aart vu Stroumproduktioun zu Lëtzebuerg eng Nisch. De Stroumproduzent Creos wëllt all d'Leit, déi d'Méiglechkeet hunn, ermonteren, fir sech e Mikro-Waasserkraaftwierk unzeschafen. All alternativ Methoden, fir Stroum ze produzéieren, si sënnvoll a sollten ausgereizt ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

- Wéi vill där Waasserkraaftrieder ginn et aktuell am Land? Wéi eng Capacitéit u Stroum kënne si insgesamt produzéieren?

- Wéi vill al Millen, déi ee kéint nei a Stand sëtzen, ginn et nach? Wéi eng Capacitéiten u Stroum hunn dës Millen?

- Huet den Här Minister wëlles, an Zukunft weider Ureizer ze schafen, fir méi esou Anlagen an d'Land ze kréien? Wa jo, wéi eng?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Als Äntwert op déi éischt Fro vun der honorabeler Deputéierten erlaben ech mir d'Statec-Zuele vun 2017 an 2016 ze zitéieren (well d'Statistik fir 2018 nach net virläit), déi ee gudde Verglach erméiglechen. Virauszeschécken ass, datt souwuel d'Musel-Kraaftwierk vu Palzem (Stadbriedemes) wéi och d'Pompspäicherkraaftwierk vu Veianen an dat däitscht Netz aspeisen an net an de Lëtzebuerger Statistiken gefouert ginn.

2017 an 2016 hu fënnef grouss Kraaftwierker (Musel a Sauer, Capacitéit >1 MW) an 30 sougenannte Mikro-Kraaftwierker Stroum produzéiert. D'Musel-Sauer-Kraaftwierker vun der Société électrique de l'Our (SEO SA) a Soler SA (enger Joint Venture vun der SEO SA an der Enovos Luxembourg SA) hunn eng Capacitéit vu 36,3 MW; d'Mikro-Kraaftwierker, gréisstendeels a Privatbesëtz, eng vun 2,02 MW. 2017 goufen 78,07 GWh Stroum produzéiert (73,75 + 4,32), 2016 waren et 106,53 GWh (98,72 + 7,81). 2017 huet des Produktioun 14,4 % vun der gesamter erneierbarer Stroumproduktioun zu Lëtzebuerg ausgemaach; 2016 waren et 25,2 %. De prozentualen Undeel ass 2017 staark zréckgaangen, well ënner anerem an deem Joer vill nei Wandkraaftanlagen fir d'Eischt an d'Netz agespeist hunn.

D'absolutt Zuele vun der Waasserkraaft-Produktioun weisen awer och den Ënnerscheed, deen duerch vill oder net vill Waasseroflaf kann entstoen: 2016 war en normaalt bis gutt Joer fir d'Waasserkraaft; 2017 war e schlecht Joer mat ronn engem Véierel manner Produktioun am Verglach mam Joer virdrun. 2018 wäert virausiichtlech leider äänlech wéi 2017 ausfalen.

Am Kader vum Paräisser Klimaaccord (COP21) hunn 196 Länner, dorënner och Lëtzerbuerg, sech engagéiert, fir hir CO_2-Emissiounen ze reduzéieren a fir hiren Undeel un erneierbaren Energien ze erhéijen. D'Verbesserung vun der Energieeffizienz an d'Förderung vun erneierbaren Energiequelle sinn d'Haaptpiliere vun der lëtzebuergescher Klimapolitik. Am Beräich vun den erneierbaren Energië wäerten d'Photovoltaik, d'Wandenergie an d'nohalteg Notzung vun der Biomass weider eng grouss Bedeitung hunn. Bis 2030 sollen 23 % bis 25 % vun eisem Endenergieverbrauch aus erneierbare Quelle stamen. An dësem Kader finaliséiert d'Regierung aktuell den nationale Klima- an Energieplang.

Aus diverse Grënn hu Waasserkraaftrieder kee groussen Entwécklungspotenzial zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg befënnt sech op der Waasserscheed vun zwee grousse Flosssystemer: d'Meuse an de Rhäin. D'Waasserscheed entsprécht der Grenz tëschent zwee Waasseranzugsgebidder, also do, wou d'Waasser no engem Reenevenement entweder Richtung Meuse oder Rhäin an d'Mier leeft. Dës geografesch Situatioun erkläert, firwat et zu Lëtzebuerg vill kleng Gewässer gëtt. Op eise klenge Gewässer ass de Waasservolumen zimlech niddreg an dofir kann een nëmme kleng Waasserkraaftrieder installéieren. Hei ass et wichteg, e Verglach erbäizezéien: E modernt Wandrad huet tëschent 2 an 5 MW Leeschtung. Domadder produzéiert e Wandrad vun der haiteger Generatioun eleng esou vill Energie wéi d'Mikro-Kraaftwierker an de Lëtzebuerger Gewässer zesummen.

Nieft dem geografeschen Nodeel verursaache Waasserkraftrieder gréisser Problemer fir d'Gewässer, an notamment fir d'Fësch a fir aner aquatesch Liewewiesen. Fir datt Waasserkraaftrieder fonctionnéiere kënnen, muss ee Wier gebaut ginn. Ee Wier generéiert am Uewerwaasser en agestaute Beräich, bei deenen de Liewensraum an d'hydraulesch Verhältnisser net deene vun engem typesch aquatesche Liewensraum entspriechen.

Et ass wichteg, och nach déi europäesch Waasserschutzdirektiv ze erwänen an den Artikel 17 vum Fëschereigesetz vum 28. Juni 1976 ze zitéieren, dee virschreift, dass all Proprietaire vun engem Wier fir déi fräi Wanderung vun den Organisme responsabel ass an op eege Käschte fir de Bau a fir den Entretien vu Fëschweeër muss opkommen. Den ökologeschen Impakt vun de Waasserkraaftanlage vis-à-vis vun der wirtschaftlecher Rentabilitéit a vun der Produktiounscapacitéit ass bei eise klengen Uewerflächegewässer absolutt net negligéierbar, an doweinst huet dës Energieproduktioun just nach ee begrenzt Potenzial zu Lëtzebuerg.

Nëmme wann all dës Oplagen am Beräich vum Waasserschutz erfëllt sinn, gëtt dës Technologie och weiderhi fir d'Energieproduktioun ënnerstëtzt: Am Reglement fir Aspeisetariffer vun erneierbarem Stroum ginn et Tariffer fir Waasserkraaftanlagen. D'Méiglechkeeten, fir weider Waasserkraaftwierker ze bauen, sinn awer, besonnesch wat déi grouss Anlagen ugeet, quasi ausgeschöpft. Et ass och net geplangt, an Zukunft zousätzlech Ureizer fir nei Anlagen ze schafen.

Am Beräich vu Mikro-Kraaftwierker gëtt et just nach begrenzt Capacitéiten, déi och mat engem speziellen Tarif fir Anlagen ënner 300 kW Leeschtung ënnerstëtzt ginn. Eng Zesummestellung vun ale Millen, déi kéinten nei equipéiert ginn, fir Stroum hierzestellen, gëtt et net. Fir dës nei Anlage gëtt et ee garantéierten Tarif iwwer 15 Joer, mat der Méiglechkeet duerno nach fir zéng Joer e sougenannten « tarif résiduel » ze kréien, deen och nach däitlech iwwert dem Marchéspräis läit. Och Investitiounsbäihëllefe kënne fir nei Projeten a fir Fëschweeër ugefrot ginn, och de Waasser-Fonds subsidéiert Fëschweeër.

Question 1107 (23.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **plaques d'immatriculation :**

A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0960 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen schreift de Minister, datt ennerschiddlech Vitesselimitatioune fir Elektrogefierer net duerchsetzbar wieren, well souwuel d'automatiséiert Radare wéi och d'Agente vun der Police keen Ënnerscheed kéinte maachen. Do dernieft wier et fir auslännesch Automobiliste schwéier ofzeschätzen, wie wéi séier fueren dierf.

Verschidde Länner, wei zum Beispill Norwegen an Däitschland, hunn et virgemaach an Elektroautoe besonnesch Immatrikulatiounsplacke reservéiert, mat deenen duerch en zousätzleche Buschtaf „E" oder eng speziell Faarf op den éischte Bléck ersiichtlech gëtt, ob et sech ëm en Elektrogefier oder ëm en Transportmëttel mat klasseschem Verbrennungsmotor handelt.

Dëst virun allem virum Hannergrond vu Kontrollen an Zonen, an deene just Autoe fueren dierfen, déi manner wei X Gramm CO_2 pro Kilometer ausstousse, respektiv vu vereinfachte Kontrollen op Parkplazen, déi fir Elektrogefierer reservéiert sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Deelt de Minister d'Opfaassung, datt esou besonnesch Placke kéinten zu enger besserer Visibilitéit vun Elektroautoen am Alldag bäidroen?

2. Géif eng Propos fir d'Aféierung vu spezielle Placke fir Elektrogefierer d'Ënnerstëtzung vun der Regierung fannen?

3. Ass d'Regierung bereet, sech nieft enger nationaler Léisung och fir eng europäesch harmoniséiert Léisung fir d'Kennzeechnung vun Elektrogefierer anzesetzen?

4. Ënnerstëtzen déi haut vun der Police agesate Radaren e Filtrage no Plackennummer oder Plackentyp? Falls jo: Gëtt dës Filtrage-Funktioun ewell benotzt, fir verschidde Placken (z. B. dei vu Gefierer am Noutdéngscht) erauszefilteren?

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Mat Bezuch op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0960 sief nach emol betount, datt et aus Sécherheets- an ëmwelttechnesche Grënn net sënnvoll ass, fir verschidde Vitessen op den Autobunne fir ënnerschiddlech motoriséiert Gefierer ze erlaben, wouduerch eng spezifesch Identifikatioun vun deenen eenzelne Gefierer och net noutwendeg ass. Och bei ëffentleche Parkplaze mat Opluedstatiounen, wou eng Identifikatioun vun Elektroautoen eventuell interessant kéint sinn, ass esou eng Erkennung net noutwendeg, well nëmme Gefierer do parken däerfen, déi och wierklech lueden an deemno kloer siichtbar per Kabel un d'Opluedstatioun ugeschloss sinn.

Well et och soss keng spezifesch Exceptioune fir esou Gefierer am Code de la route ginn, ass net geplangt, fir speziell Plackennummeren opgrond vun der Motorisatioun anzeféieren.

Op den aktuelle fixe Radare gëtt och kee Filtrage vu Placke oder verschiddenen Typpe vu Placke gemaach.

Question 1112 (26.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **projet COPRAL :**

De COPRAL si Coursen, déi am technesche Lycée zu Ettelbréck ugebuede ginn an zum Zil hunn, jonk Leit op e fraiwëllege Militärdéngscht virzebereeden. Déi Coursë sollen hir Chance, fir bei der Musterung ugeholl ze ginn, verbesseren.

An deem Kontext, wéilt ech dem Här Verdeedegungsminister an dem Här Educatiounsminister e puer Froe stellen:

1. Wéi vill Leit hu sech bis elo an de COPRAL gemellt a wéi sinn hir Resultater an der Schoul a bei der Musterung? Wéi e Bilan zitt d'Regierung aus dësem „Pilotprojet"?

2. Wéini wëllen déi Häre Ministeren der Chamber e Gesetzesprojet iwwert déi virmilitäresch Educatioun virleeën, well d'Verfassung jo virschreift, datt alles wat mat der Educatioun ze dinn huet, muss iwwer Gesetz geregelt ginn?

3. Sollt een esou Coursen net a méi Schoulgebaier ubidden, fir et interesséierte jonke Leit och an anere Regioune vum Land méi einfach ze maachen, fir esou Coursë matzemaachen? Gëtt et Schoulgebaier am Land, déi schonn Interessi gewisen hunn, fir bei enger eventueller Regionaliséierung vum COPRAL matzemaachen?

4. Huet d'Regierung Iddien oder Projeten, fir esou Coursen, inspiréiert vun den Experienze mam COPRAL, zu enger richteger Filière am Unterrechtswiesen auszebauen? Kéint esou eng Filière net och fir aner Beruffer (Police, Rettungsdéngscht, Douane, privat Sécherheetsfirmen) interessant sinn, well méi jonk Leit spezifesch op sécherheetsrelevant Aktivitéite kéinte virbereet ginn?

5. Kéint den Ausbau vum COPRAL zu enger richteger Filière an der Schoul et net och erlaben, d'Konditiounen an d'Organisatioun vun esou Coursë weider ze flexibiliséieren, och zum Beispill wat den Alter vun de Schüler an d'Natur vun der Formatioun ugeet?

6. Well besonnesch och a sécherheetsrelevante Beräicher eng gutt gesondheetlech a sportlech Konditioun vu Virdeel ass, kéint fir esou eng Formatioun net och e speziell elaboréierte sportlechen a medezineschen Encadrement virgesi ginn? Wär et an Zäiten, wou vill jonk Leit sech net méi genuch bewegen net och wichteg, fir e richteg progressiven, sportlechen Opbauprogramm an esou enger Filière virzegesinn?

7. Wéi mécht den Educatiounsministère Reklamm fir de COPRAL? Wéi ginn déi Coursen a senge Publikatioune presentéiert, zum Beispill an der „Offre scolaire" oder an Orientéierungsgespréicher?

Réponse commune (04.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'COPRAL-Coursë (Cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise) sinn 2016/2017 am Lycée technique vun Ettelbréck (LTETT) agefouert ginn; zanterhier waren 263 Persounen ageschriwwen. Well awer just dräi Klasse mat maximal 45 Schüler pro Trimester kënnen um COPRAL deelhuelen, esou hu schlussendlech tëscht der Schoulrentrée vu September 2016, Ufank vun der éischter COPRAL-Klass, an Abrëll 2019, 101 Schüler de COPRAL duerchlaf. Vun deenen hunn der 48 d'Coursë gepackt an 39 hunn d'Musterung fir de fräiwëllege Militärdéngscht bei der Arméi gepackt. Dat heescht, ongefeier 39 % sinn no dem COPRAL an d'Instruction de base vun der Arméi zougelooss ginn. En éischte Bilan weist, dass mir et fäerdegbruecht hunn, dëse jonke Leit eng Hëllef unzebidden an hinnen nei Perspektiven ze ginn.

D'Schüler bleiwen an der Moyenne 1,3 Trimester am Lycée. Een Ophale virun den zwee Trimester Regelzäit ass entweder duerch fréizäitegt Packe vun der Musterung, eng Reorientation oder duerch Ophale bedéngt.

D'COPRAL hëlt virun allem Schüler, déi dacks aus ganz schwierege Verhältnisser a Situatioune kommen, do of, wou se stinn. Physesch a schoulesch sollen d'Schüler an hirem Rhythmus erëm op Leeschtung virbereet ginn. Et gëtt eng Opbauaarbecht geleescht, et ass awer keng Promotioun am klassesche Sënn virgesinn; et ass also schwéier, vu moossbare Resultater ze schwätzen. D'Enseignanten, déi déi Klasse begleeden, kënne soen, datt am Allgemengen no deenen zwee Trimesteren ee sichtbare Fortschrëtt ze verzeechnen ass.

ad 2. Esou wéi et och bei anere Pilotprojete virgesinn ass, wäert nach eng méi präzis Evaluatioun vun de COPRAL-Coursë virgeholl ginn, dëst am Laf vum aktuelle Schouljoer; fält déi Evaluatioun positiv aus, wäert de Projet eng gesetzlech Basis kréien. Et ass allerdéngs net d'Zil vun der Regierung, eng „virmilitäresch Educatioun" unzebidden.

ad 3. Eng Regionaliséierung vun de COPRAL-Coursë schéngt nëmme schwéier méiglech ze

sinn. An deem Kontext muss een drop hiweisen, datt de Lycée technique vun Ettelbréck aus logisteschen an administrative Grënn ausgewielt ginn ass, fir de Pilotprojet vum COPRAL ze lancéieren. D'Schüler vum COPRAL huelen eemol an der Woch u verschiddenen Aktivitéiten an der Kasär deel, a gi wärend dem Dag speziell vu Militärkaderen encadréiert, soudass et vu Virdeel ass, eng Schoul no bei der Kasär ze hunn. Nieft deene méi laangen Transportweeër schwätzt och de Mangel u Personalressourcë géint eng Regionaliséierung vum COPRAL.

ad 4. + 5. Ier en definitive Bilan gezunn ass, erschéngt et net sënnvoll, en Ausbau vun de COPRAL-Coursen zu enger richteger Filière am Unterrechtswiese virzehuelen.

ad 6. De sportleche Programm gëtt vun de Sportsinstruktere vun der Arméi an de Sportsprofessere vum LTETT opgestallt, dëst an Zesummenaarbecht mat de Responsabele vum Luxemburg Institute of Health (LIH). Wärend dem COPRAL hunn d'Schüler aacht Stonne Sportunterrecht pro Woch, dovunner ginn der zwou an der Kasär ofgehalen. Fir un den Sportsaktivitéite bei der Arméi deelzehuelen, gëtt ee medezinnesche Certificat vum Militärdokter ausgestallt, deen déi medezinnesch Aptitude vun de Kandidate festleet. Esou ass et garantéiert, dass d'Schüler vum COPRAL ee progressiven a kohärente Sportsprogramm duerchlafen, an dat och mam Zil, d'Sportsepreuven an der Musterung besser kënnen ze bestoen.

ad 7. Informatiounen zu de COPRAL-Coursë sinn op de Websäite vum Lycée technique vun Ettelbréck a vun der Arméi ze fannen, doriwwer eraus och am Informatiounsbüro vun der Arméi (BIA). De Projet gouf och op enger Réunion plénière vum Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) virgestallt, wou Vertrieder vu sämtleche Services psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) vum Land präsent waren. Informatioune si weiderhin un d'Cellules d'orientation aus de Lycéeën an d'Antennes locales pour jeunes (ALJ) gaangen.

Question 1115 (26.08.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **pollution causée par des machines de chantier :**

Ganz vill gëtt de Moment driwwer diskutéiert, fir Privatautoen a Gefierer, déi fir den ëffentlechen Transport bestëmmt sinn, méi propper ze maachen. An deem Kontext ginn d'Gefierer a Maschinnen, déi op de sëlleche Chantieren uechtert d'Land am Asaz sinn, dacks vergiess. D'Loftverschmotzung, haaptsächlech d'NO_X- an CO_2-Emissiounen, souwéi d'akustesch Belaaschtung, déi duerch dës Maschinnen entsteet, sinn net ze ënnerschätzen.

An der Schwäiz gëtt et zanter 2011 eng „Rußpartikelfilterpflicht" fir Bausstellemaschinnen a -gefierer. Dëse Filter schützt net nëmmen d'Emwelt, mä och den Aarbechter, fir deen nieft engem Aarbechtsaccident, d'Dauerbelaaschtung duerch Emissiounen zu engem vun den Haaptberuffsrisike gehéiert. Héich Zäit driwwer nozedenken, Elektrocamionen- a maschinnen zum Asaz ze bréngen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft dës Froe stellen:

1. Huet d'Madamm Ministesch wëlles, d'Emissiounen, déi vu Chantieren ausginn - ob akustesch oder a Saachen NO_X- an CO_2-Ausstouss -, an den nächste Joren drastesch ze reduzéieren?

2. Wat hält d'Madamm Ministesch vun enger Partikelfilter-Obligatioun fir Chantiersmaschinnen a Baustellegefierer, äänlech wéi an der Schwäiz?

3. Ass d'Madamm Ministesch gewëllt, Elektrogefierer op Chantieren aktiv ze promouvéieren? Wann net, firwat? Wat sprécht dergéint a firwat goufen dës Schrëtt, am Sënn vun engem kohärenten a konsequente Klimaschutz net ewell méi fréi ageleet?

4. Wier et an deem Kontext net interessant, eng Rëtsch Analysen ze realiséieren, fir déi reell Belaaschtungen, déi op engem Chantier entstinn, kënnen ze erfaassen? Nieft den CO_2- an NO_X-Emissiounen wieren hei, der Ministesch no, net och Prouwe vun der akustescher Belaaschtung néideg?

5. Här Minister fir Aarbecht, wat wëllt Dir an den nächste Joren ënnerhuelen, fir d'Aarbechter an d'Aarbechterinnen an de kommende Jore besser géint déi gesondheetlech Risiken ze protegéieren, déi an deem Kontext am heefegsten optauchen (Aarbechtsaccidenter, Hautkriibs, Longekriibs etc.)?

Réponse commune (08.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Am Kader vun den nationalen Emissiounsinventairen huet d'Emweltverwaltung jäerlech NO_X- a CO_2-Emissiounen ofgeschat, déi duerch Chantiersgefierer entstinn (Graphique 1). Et handelt sech bei dësen Zuelen net ëm Miessresultater, mä ëm Schätzungen, déi op der Zesummesetzung vum Fuerpark, den Aarbechtsstonnen an Emissiounsfaktore baséieren. 2017 waren d'NO_X-Emissiounen an dësem Beräich 56 % méi héich wéi 1990, an d'CO_2-Emissiounen hunn am selwechten Zäitraum ëm 269 % zougeholl. 2017 hunn d'NO_X- an d'CO_2-Emissioune vu Chantiersgefierer 4,3 % respektiv 1,5 % vun den totalen nationalen Emissiounen ausgemaach.

Graphique 1: NO_X- an CO_2-Emissiounen vun Chantiersgefierer. Quell: national Emissiounsinventairë vun 2019.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

NO_X-Emissioune vun de Chantiersgefierer gi säit 2014 erof duerch den Asaz vun SCR-Katalysatoren (Stage-IV-Ofgasnorm). Dës Emissioune wäerten an den nächste Jore weiderhin däitlech ofhuelen, well progressiv méi al Gefierer duerch neier mat SCR-Katalysator ersat ginn. Ausserdeem wäerten duerch d'Aféiere vun der EU-Stage-V-Ofgasnorm d'Partikelemissiounen an deenen nächste Joren erofgoen (cf. Punkt 2).

CO_2-Emissiounen dogéint ginn duerch dës technologesch Fortschrëtter net reduzéiert a wäerte wuel weiderhin duerch Aktivitéiten, déi vum Bevëlkerungs- a Wirtschaftswuesstem gedriwwe sinn, eropgoen.

Zudeem falen eng Rei Gefierer a Maschinnen, déi op de Chantieren an den Asaz kommen, ënnert d'Bestëmmunge vun der „directive 2000/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments". Dës Direktiv ass op nationalem Niveau duerch den „règlement grand-ducal du 21 décembre 2001 portant application de la directive 2000/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments" ëmgesat ginn. Si gesäit vir, datt dës Gefierer a Maschinnen, wa se op den europäesche Marché kommen, entweder:

1. e garantéierte Schallleeschtungspegel an domadder e garantéierten Niveau vu Schallemissiounen anzehalen hunn, oder

2. no den Angabe vun der Direktiv mam garantéierte Schallleeschtungspegel markéiert sinn.

Dës Direktiv gëtt momentan iwwerschafft, fir datt se méi effektiv um europäesche Marché ëmgesat ka ginn. D'Emweltverwaltung ass Member am Aarbechtsgrupp „Committee Working Group under the Outdoor Noise Directive 2000/14/EC" a vertrëtt Lëtzebuerg bei dëser Diskussioun am Sënn vun engem besseren Emweltschutz. Bei dësem Prozess gëtt diskutéiert, awéifern am Kader vun den technologesche Fortschrëtter verschidden Equipementer, déi op der Baustell zum Asatz kommen:

1. den aktuell garantéierte Schallleeschtungswäerter weider anzehalen hunn (dorënner falen ënner anerem Bandseemaschinnen, Stroossefräsen, Grueffräsen, Verdichtungsmaschinnen, Planéiergeräter, Baggerlueder),

2. e garantéierte Schallleschtungspegel anzehalen hunn, mä net méi markéiert ginn, (dorënner falen ënner anerem Kreesmotorseeën, Bëton- oder Mörtelmischer, Buermaschinnen, hydraulesch Hummeren, Fugenschneider, Ramm-Maschinnen, Steekettesee), oder

3. e méi niddrege garantéierte Schallleeschtungspegel anzehalen hunn (dorënner falen ënner anerem Pressmaschinnen, Bëtonsbriecher).

ad 2. Am Kader vun der Stage-V-Ofgasnorm (règlement (UE) 2016/1628 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016) gëtt ab 2020 souwuel e SCR-Katalysator (fir d'Reduktioun vun NO_x-Emissiounen) wéi och en Diesel-Partikelfilter obligatoresch fir Neizouloossunge vu Chantiersgefierer. Ausserdeem schreift dëst Reglement reduzéiert Emissiounsgrenzwäerter, par rapport zu der Ofgasnorm Stage IV, vir.

ad 3. Jo.

ad 4. Nom „règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers" gëtt déi akustesch Belaaschtung an onmëttelbarer Ëmgéigend vu Chantieren duerch Immissiounswäerter fir Dags- (tëscht 07.00 an 22.00 Auer) an Nuetsperioden (tëscht 22.00 an 07.00 Auer) geregelt. D'Reglement gesäit sechs Zone mat verschiddenen Immissiounswäerter vir, dëst en Fonctioun vun der Zocht vun der Bebauung an der betraffener Noperschaft. En plus sinn d'Grenzwäerter ofhängeg vun der Dauer vum Chantier.

Zudeem gi systematesch Kaméidisetüden am Virfeld vun den Aarbechte gemaach, bei Chantieren, déi an der Nomenklatur vum Commodo ënnert dem Punkt „060101 Chantiers et travaux d'aménagement" opgefouert ginn an domadder ënnert d'Bestëmmunge vun der „loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classes" falen. Dobäi gëtt déi akustesch Belaaschtung fir déi genannten Dags- an Nuetsperiode berechent, a Fonctioun vun deene Baumaschinnen, déi zum Asaz solle kommen an de geplangten Ofleef vun den Aarbechten. A kritesche Fäll, ginn och Miessunge vun der reeller akustescher Belaaschtung gemaach, soudatt séchergestallt ass, datt d'Aarbechten um Chantier der Reglementatioun entspriechen.

ad 5. Wat d'Loftverschmotzung duerch d'Gefierer a Maschinnen, déi op de Chantieren uerchtert d'Land am Asaz sinn, ugeet, ass dat europäescht Reglement (UE) 2016/1628 vum 14. September 2016 betreffend d'Emissiounslimitte fir verschmotzte Gasen ab dem 1. Januar 2017 applikabel.

Dëst Reglement (UE) 2016/1628 huet d'Emissiounsgrenzwäerter fir Motoren fir net stroossemobill Gefierer verstäerkt an huet d'Direktiv 97/68/CE betreffend dës selwecht Matière, déi zanter 1997 en vigueur war, abrogéiert.

D'Dispositioune vun dësem Reglement (UE) 2016/1628 sinn an all EU-Memberland direkt applikabel an ënnerleien der Kompetenz vum Transportminister.

Am Kontext vun de Risiken, déi op de Chantiere vun de Gefierer a Maschinnen ausginn, a méi präzis vun den Aarbechtsaccidenter, Hautkriibs, Longekriibs etc., huet den Employeur iwwert de Code du travail d'Obligatioun, d'Sécherheet an d'Gesondheet vu senge Salariéen ze garantéieren, an dëst an allen Aspekter verbonne mat der Aarbecht. An deem Sënn muss hien, wann eng Gefor vun den Emissioune vun de Gefierer a Maschinnen ausgeet, kollektiv Sécherheetsmoossnamen huelen oder de Salarié mat den néidege Schutzequipementer equipéieren.

Fir ze iwwerpréiwen, ob den Employeur an de Salarié sech un hir Flichten halen, mécht d'Inspection du travail et des mines d'ganzt Joer iwwer Kontrollen. Dës Kontrollen iwwerpréiwen an deem ugeschwate Kontext:

- allgemeng d'Anhale vun den Dispositioune vum Code du travail, Livre III, Titre 1 an 2 betreffend d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht ewéi d'Flichte vum Employeur a vun de Salariéen;

- d'Anhale vum „règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles";

- anerersäits méi spezifesch, dass d'Maschinnen deem entspriechen, wat an de Gesetzgebunge steet, déi ënner hir Kontrollkompetenze falen (wéi z. B. de „règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail");

- d'Anhale vun de chemëschen an cancerogënë Valeuren, déi an den entspriechende Règlements grand-ducaux festgehale sinn;

- mä awer och, ob kollektiv Sécherheetsmoossname geholl gi sinn oder ob d'Salariéen déi néideg Sécherheetsequipementer vum Employeur zur Verfügung gestallt kritt hunn, fir sech géint Risiken ze schützen, déi zum Beispill zu Hautkriibs oder Longekriibs féiere kéinten (z. B. Sonnecrème, spezifescht Gezei, ugepasste Schutzmasken, etc.), souwéi géint d'akustesch Belaaschtungen, deene si ausgesat sinn (z. B. Hörschutz wéi Ouerestëpp oder „Casque antibruit" etc.).

Fir d'Anhale vun deenen Obligatiounen ze kontrolléieren, huet d'ITM e Service kreéiert, dee sech ausschliisslech op d'Sécherheet an d'Gesondheet op dem Chantier konzentréiert. Heizou sinn am Joer 2018, 525 Kontrollen a 43 Rekontrolle gemaach ginn, an am Joer 2019 bis Enn August 819 Kontrollen a 73 Rekontrollen.

Dës Kontrolle ginn an den nächste Jore weidergefouert respektiv ausgebaut.

Question 1116 (26.08.2019) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant l'**aide à l'enfance :**

Dans le cadre de l'aide à l'enfance, l'État soutient des structures variées en dehors du cadre familial, dont par exemple les foyers pour enfants ou encore les logements encadrés. Ces structures s'adressent aux parents qui se trouvent dans l'incapacité temporaire ou définitive de s'occuper de leur(s) enfant(s).

Dans le domaine des services d'éducation et d'accueil pour enfants, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a créé avec le cadre de référence national sur l'éducation non formelle des enfants et des jeunes un cadre contraignant qui sert à assurer et à évaluer la qualité des structures d'éducation et d'accueil pour enfants et des maisons des jeunes.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de structures y a-t-il dans le cadre de l'aide à l'enfance en dehors du cadre familial ? Combien y a-t-il de prestataires ?

2) Combien d'enfants y a-t-il dans ces structures ? Combien d'entre eux y ont été placés dans le cadre de la protection de la jeunesse ?

3) Jusqu'à quel âge la prise en charge de ces enfants se fait-elle au sein de ces structures ?

4) Comment la qualité de ces structures est-elle assurée ? Est-il prévu d'introduire dans le domaine de l'aide à l'enfance un mécanisme comparable au cadre de référence national pour les services d'éducation et d'accueil pour enfants ?

Réponse (08.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Neuf organismes gestionnaires de droit privé et deux administrations publiques, à savoir l'Institut étatique de l'aide à l'enfance et à la jeunesse et le Centre socio-éducatif de l'État, gèrent un ensemble de 70 centres d'accueil pour enfants et jeunes, de différentes capacités.

En outre, 527 familles d'accueil sont agréées par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour offrir un accueil socio-éducatif, selon l'article 11 de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille.

ad 2) Selon l'article 6 de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille, l'Office national de l'enfance publie semestriellement le bilan chiffré des enfants et des jeunes qui sont accueillis ou placés en institution ou en famille d'accueil.

Selon la publication la plus récente, qui date du 1er avril 2019, 770 enfants et jeunes sont accueillis dans les centres d'accueil. Parmi eux, 577 (75 %) sont placés par le juge de la jeunesse (placements judiciaires) et 193 (25 %) sont pris en charge sur demande de leurs parents (placements volontaires). De plus, 525 enfants et jeunes adultes vivent dans une famille d'accueil, mesure qui pour 476 enfants et jeunes adultes (91 %) fait suite à un placement judiciaire.

À côté de ces mesures d'accueil en institution ou dans une famille, 312 jeunes adultes bénéficient d'une prise en charge socio-pédagogique ambulatoire dans un logement encadré.

ad 3) Conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille, l'accueil des enfants et jeunes adultes peut se faire de 0 à 27 ans.

ad 4) Selon la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, chaque gestionnaire est tenu à élaborer un Concept d'action général (CAG) qui doit être approuvé par l'État. Le CAG définit le type d'activité exercée par le gestionnaire, les objectifs, la population cible, ainsi que les critères et procédures d'admission, et le volume de la prestation à fournir.

En plus, la qualité dans ces structures est assurée moyennant un agrément, émis par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Pour obtenir cet agrément, tout requérant doit remplir les conditions d'honorabilité et disposer d'immeubles, de locaux ou de toute autre infrastructure correspondant tant aux normes de salubrité et de sécurité, qu'aux besoins des usagers. En plus, il doit disposer d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la prise en charge ou l'accompagnement des usagers et présenter un budget prévisionnel.

L'aide et l'encadrement offerts dans les centres d'accueil doivent répondre aux objectifs tels que définis, selon la mesure d'aide (accueil de

base, orthopédagogique, psychothérapeutique, urgent en situation de crise aiguë, accueil d'enfants de moins de trois ans, accueil en formule de logement encadré) à l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse.

Conformément au programme gouvernemental 2018-2023, il est prévu de créer un cadre semblable à celui en vigueur dans le domaine des services d'éducation et d'accueil comprenant un document-cadre de référence national enfance et jeunesse et complété par un mécanisme de contrôle et de développement de la qualité.

Question 1117 (26.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **« Overshoot Day » :**

Am Joer 2019 louch de Lëtzebuergeschen „Overshoot Day" um 16. Februar. Dat bedeit, dass schonn no 47 vun 365 Deeg vum Joer Lëtzebuerg statistesch souvill nowuessend Ressourcë verbraucht huet, wéi an engem ganze Joer nowuesse kënnen.

Iwwregens war de weltwäiten „Overshoot Day den 29. Juli 2019. Dat bedeit, dass - weltwäit gesinn - 1,75-mol méi u Ressourcë verbraucht gëtt, wéi nowuesse kann. Et bedeit awer och, dass Lëtzebuerg an enger Welt, déi ze vill verbraucht, nach 4,5-mol méi séier seng proportionell Ressourcë verbraucht wéi de Rescht vun der Welt. Mam 16. Februar louch Lëtzebuerg weltwäit am Joer 2019 op der zweeter Plaz, direkt nom Katar (11. Februar), mä wäit virun zum Beispill eisen Noperen Däitschland (3. Mee), Frankräich (14. Mee) a Belsch (6. Abrëll). Wärend Lëtzebuerg seng proportionell Ressourcen no 47 Deeg verbraucht hat, huet d'Belsch 96 Deeg gebraucht, Däitschland 123 a Frankräich 134 Deeg.

Natierlech ass den „Overshoot Day" just een Indicateur, deen duerch methodesch Choixe beaflosst gëtt an dofir seng Stäerkten a Schwächten huet. Trotzdeem schéngt et mer ee ganz interessanten Indicateur ze sinn, fir eis dréngend d'Lëtzebuerger Problematik anschaulech duerzestellen.

Dofir erlaabt mer, der Madamm Ministesch fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung folgend Froen ze stellen:

1. Betruecht d'Lëtzebuerger Regierung den Indicateur vum „Overshoot Day" als seriöen Indicateur, mat deem ee schaffe kann?

2. Wat erkläert der Madamm Ministesch no den eklatanten Ënnerscheed tëscht Lëtzebuerg a sengen direkten Noperen engersäits an deen nach méi eklatanten Ënnerscheed zum Rescht vun der Welt?

3. Erschéngen der Madamm Ministesch déi Mesuren interessant, déi den „Global Footprint Network" (https://www.footprintnetwork.org/) ënnert dem Hashtag #MoveTheDate zur Reduzéierung vum Ressourcëverbrauch proposéiert? Respektiv wéi eng Mesurë proposéiert d'Madamm Ministesch ze huelen, fir de Ressourcëverbrauch ze limitéieren?

4. Wa jo, wär et dann net eng Iddi, zu Lëtzebuerg eng national Sensibiliséierungscampagne ronderëm dës Mesuren ze starten?

5. Ausgoend vun de Facteuren, déi zur Errechnung vum jäerlechen „Overshoot Day" déngen, ass et méiglech auszerechnen, op wat fir engem Datum den „Luxembourg Overshoot Day 2020" ongeféier wäert leien?

Réponse (07.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Den Indicateur vum „Overshoot Day" oder Erdiwwerlaaschtungsdag oder och nach Ekoscholdendag ass een net wëssenschaftlechen Indicateur, dee vun der ONG „Global Footprint Network" ermëttelt gëtt a virun allem am Kader vun der Sensibilisatioun sollt agesat ginn. Den Datum gëtt all Joer berechent, andeem de globalen ekologesche Foussofdrock (d'mënschlech Nofro u biologesche Ressourcen an engem Joer) a Rapport zur gesamter globaler Biocapacitéit (d'Quantitéit vun der weltwäiter Regeneratiouun vun de biologesche Ressourcen am Laf vum nämlechte Joer) gesat gëtt. Analog kann ee mat der jäerlecher Ressourcëbeusprochung op eng Unzuel un „verbrauchte Planéiten" héichrechnen. Den internationalen „Overshoot Day" war am Joer 2019 den 29. Juli a fir Lëtzebuerg schonn de 16. Februar. D'Zil vun der Campagne vum „Overshoot Day" ass et, drop opmierksam ze maachen, datt déi natierlech Ressourcë begrenzt an endlech sinn, souwuel national wéi international. Et ass awer fir d'Regierung och wichteg, och op déi Indicateuren zréckzegräifen, déi an de jeeweilegen europäeschen Direktiven a Reglementer an internationale Konventiounen zu Klimaschutz, Loftqualitéit, Waasserschutz, Biodiversitéit an nohalteg Entwécklung d'Leitlinne vun der Emwelt- a Klimapolitik duerstellen.

ad 2. Eisen Nopeschlänner hir „Overshoot Days" sinn déi folgend: Belsch 6. Abrëll, Däitschland 3. Mee a Frankräich 14. Mee. Datt den „Overshoot Day" vu Lëtzebuerg esou fréi am Joer läit, huet domat ze dinn, datt de Modell Lëtzebuerg vill Ressourcë verbraucht am Verhältnis vun enger relativ klenger Fläch. Lëtzebuerg ass eng oppen Ekonomie, huet nieft de 600.000 Awunner an den zousätzlechen 200.000 Frontalieren an dann och natierlech duerch den Tanktourismus, dee beim „Overshoot Day" wéi och bei den Inventairë vun den Zäregasemissioune Lëtzebuerg ugerechent gëtt. Dëst féiert natierlech dozou, datt de Ressourcëverbrauch par rapport zu den Disponibilitéiten héich ass.

ad 3. Souwuel den nationalen Energie- a Klimaplang, zu deem e Projet am Februar vun der Regierung ugeholl gouf, wéi och den 3. Nationalen Nohaltegkeetsplang fir d'Emsetzung vun der 2030-Agenda vun der nohalteger Entwécklung, awer och aner national Pläng an de Beräicher Naturschutz (Plan national pour la protection de la nature, PNPN2), Waasser (Waasserbewirtschaftungsplang [Plan de gestion de district hydrographique]), den nationale Loftqualitéitsplang (Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique) an den Offallwirtschafts- a Ressourcëbewirtschaftungsplang (Plan national de gestion des déchets et des ressources) gesi vill Mesurë vir, de Ressourcëverbrauch an alle wesentleche Beräicher anzedämmen, notamment och där, déi well iwwer #MoveTheDate publizéiert goufen.

ad 4. All déi genannte Pläng goufe mat spezifesche Campagnen entwéckelt an och publizéiert. Rezent Beispiller sinn d'Campagnen zu „Zero Waste" am Kader vun der Emsetzung vun der Direktiv zur Kreeslafwirtschaft oder déi zum nationalen Nohaltegkeetsplang an zum integréierten Energie- a Klimaplang. Zu alle genannte Pläng gi regelméisseg Sensibiliséirungscampagnë souwuel op nationalem Niveau, wéi och mat de Gemenge gemaach. An deem Kontext kann een och nach de Klimapakt nennen, bei deem all d'Gemenge matmaachen an dee rezent erweidert gouf an de Beräicher Loftqualitéit, Kreeslafwirtschaft an nohalteg Entwécklung. De Ministère schafft an deem Kontext och zur Zäit un engem Naturpakt, deen äänlech wéi de Klimapakt, op Gemengenniveau d'Thema Biodiversitéit wäert ugoen.

An deem Kontext kann een och op den www.footprint.lu hiweisen. Dësen Internetsite ass eng Initiativ vum Nohaltegkeetsrot, als berodend Organ vun der Regierung a puncto Nohaltegkeet, wou an de leschte Joren zwee Rapporten zum Foussofdrock vu Lëtzebuerg publizéiert goufen.

ad 5. Dës Berechnung wäert vum Global Footprint Network gemaach ginn, soubal déi aktuellsten Donnéeën, déi fir hire Modell néideg sinn, disponibel sinn. Et ass awer dervun auszegoen, datt dësen Datum 2020 och an der Mëtt vum Mount Februar leie wäert.

Question 1121 (27.08.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **xénotransplantation :**

Le Gouvernement japonais a récemment autorisé l'introduction de cellules-souches humaines dans l'embryon d'un rat afin de développer l'organe humain pancréas. En France un projet de loi relatif à la bioéthique présenté le 24 juillet dernier autoriserait, le cas échéant, également cette pratique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à cette pratique annoncée par le Gouvernement japonais ?

- Aux termes de l'accord de coalition, le Gouvernement procédera à l'analyse et à la finalisation d'une loi-cadre relative à la bioéthique posant les grands principes dans ce domaine. Messieurs les Ministres peuvent-ils informer sur l'état d'avancement de la finalisation de cette loi-cadre ?

- Le Luxembourg a signé la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine (Convention d'Oviedo) en date du 4 avril 1997 mais n'a pas encore procédé à la ratification de cette dernière. Est-ce que le Gouvernement entend encore la ratifier ? Dans quels délais ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Au Luxembourg, la création d'embryons animaux chimériques ainsi que la xénotransplantation ne sont pas envisagées.

Une note relative aux grandes lignes d'une future loi relative à la bioéthique posant les grands principes dans le domaine et les questions éthiques s'y rapportant sera soumise au Conseil de Gouvernement au cours des prochains mois. Il est également prévu de consulter la Commission nationale d'éthique (CNE) en vue des orientations futures en matière de bioéthique.

La ratification de la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine (Convention d'Oviedo) ira de pair avec la mise en place de la future loi.

Question 1122 (27.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **suivi et évaluation systématique d'une politique de développement durable :**

Il ressort de l'accord de coalition 2018-2023 que : « La mise en œuvre d'une politique de développement durable en tant que tâche transversale ne peut être du ressort d'un seul ministère. Ainsi, comme prévu au PNDD adopté par le Gouvernement précédent, le "Nachhaltigkeitscheck" (NHC) sera introduit. Il s'agit d'un outil d'évaluation interne des actes législatifs par rapport à leur impact sur le développement durable, à l'instar de la fiche financière en matière budgétaire. Il offre l'occasion d'introduire des aspects relatifs au développement durable à un stade précoce de l'élaboration de projets de loi. »

Notons que le NHC constitue une revendication du Conseil supérieur pour un développement durable rappelé depuis au moins fin 2013.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir plus d'informations sur le NHC ?

2) Où en sont les travaux d'élaboration du NHC ? Quel ministère est en charge de la coordination des travaux y relatifs ? Quand les travaux ont-ils débuté ? Quand peut-on s'attendre à l'achèvement desdits travaux ?

3) Est-il prévu de faire accompagner l'ensemble des projets de loi et des règlements d'une telle fiche NHC dès la phase de lancement ? À défaut, la fiche NHC ne sera-t-elle que facultative, voire obligatoire pour certains types de projets ? Dans ce dernier cas de figure, suivant quelles distinctions la fiche NHC sera-t-elle obligatoire ?

Réponse commune (07.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le « Nohaltegkeetscheck » (NHC) figure dans le 3e Plan national pour un développement durable (PNDD) ainsi que dans l'accord de coalition 2018-2023. L'objectif du NHC sera de proposer un outil d'autoévaluation commun à tous les ministères proposant une analyse des projets de loi et de règlement grand-ducal par le biais de leur impact réel et/ou potentiel sur les champs d'actions prioritaires retenus dans le PNDD. Le NHC vise ainsi à compléter l'exposé des motifs sommaire du projet évalué en fournissant des éléments supplémentaires faisant transparaître explicitement l'opportunité de légiférer dans un sens déterminé qui ambitionne la réalisation des objectifs découlant des champs d'actions prioritaires du PNDD.

En pratique, le NHC prendra la forme d'un questionnaire accompagné d'une documentation illustrative et régulièrement mise à jour. Le NHC ambitionne également à rationaliser la collaboration entre les ministères, en proposant une grille analytique des projets à évaluer en harmonie avec les 17 objectifs de l'Agenda 2030 du Développement durable reflétant les trois dimensions du développement durable, à savoir les dimensions environnementale, sociale et économique.

ad 2) La Commission interdépartementale de développement durable (CIDD), au sein de laquelle tous les ministères sont représentés, est en charge de l'élaboration du NHC. Les travaux y relatifs sont coordonnés par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en étroite collaboration avec le Ministère d'État, en charge de la procédure législative et réglementaire. En vue d'une concrétisation rapide du NHC, les efforts ont été doublés au début de l'année 2019. Étant donné que pour la mise en œuvre du NHC la digitalisation de cette nouvelle procédure s'impose, le NHC et sa mise en ligne forment une partie intégrante de la digitalisation de la procédure législative et réglementaire dont les travaux sont en cours.

ad 3) Au stade actuel, il est prévu de rendre le NHC obligatoire pour chaque projet de loi et facultatif pour les projets de règlement.

Question 1129 (28.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **« Memorandum of Understanding on Space » :**

Bei Geleeënheet vun der Receptioun fir den amerikaneschen Nationalfeierdag am Juli 2019 gouf en „Memorandum of Understanding" (MoU on Space) ausgedeelt, deen den 10. Mee 2019 tëschent Lëtzebuerg an de Vereenegte State vun Amerika ofgeschloss gouf. An deem MoU gëtt et och e Paragraf iwwert d'Sécherheet, deem seng reell Bedeitung an eventuell Implikatioune sech net ouni Weideres aus dem Text erausliese loossen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Statsminister, dem Här Verdeedegungsminister, dem Här Ausseminister an dem Här Wirtschaftsminister eng Rei vu Froe stellen:

1. Den MoU mat den USA iwwert de Weltraum gouf fir Lëtzebuerg vum Här Minister Étienne Schneider ënnerschriwwen. Hat den Här Minister Schneider dofir d'„pleins pouvoirs"?

2. Déi Lëtzebuerger Verfassung bestëmmt, datt geheim Traitéen ofgeschaaft sinn. D'Jurisprudenz vun der Cour gëtt eng breet Interpretatioun vun der Denominatioun an der Form vun internationalen Texter, déi vu Lëtzebuerg mat ënnerschriwwe ginn. E rezenten „avis juridique" am Kader vun der Defense huet och nach eemol präziséiert, wéi eng international Ofkommesse kënne geheim gehale ginn a wéi eng net. Opgrond vun all dësen Elementer stellt sech d'Fro, firwat déi Lëtzebuerger Regierung dësen Text net publizéiert huet an och der Chamber net matgedeelt huet? Hat dëst eppes mam Kapitel „Security" ze dinn?

3. All internationalen Accord kann nëmmen da rechtlech contraignant sinn, respektiv ëmgesat ginn, wann e vun der Chamber ratifizéiert gouf. Och dat ass Jurisprudenz hei am Land. Wéini wëllt d'Regierung deen „MoU on Space" der Chamber virleeën, fir datt e kann am Parlament diskutéiert an eventuell ratifizéiert ginn?

4. Firwat ass de MoU nëmmen op Englesch verfaasst an net gläichzäiteg och an enger vun deenen dräi administrative Sprooche vu Lëtzebuerg oder awer op Franséisch als Sprooch vun der Legislatioun zu Lëtzebuerg? Weess d'Regierung, datt et der internationaler Praxis entsprécht, datt e bilateraalt Ofkommes an de Sprooche vun deenen zwou (oder méi) ënnerzeechnenden Héije Parteie verfaasst gëtt?

5. Wien ass an der Lëtzebuerger Regierung verantwortlech fir déi militäresch Dimensioun vun der Weltraumpolitik? Ass dat den Ausseminister (Respekt vun den Traitéen, international Verhandlungen), den Ekonomiesminister oder de Verdeedegungsminister (deem säi Ministère jo selwer och strukturell an den Ausseministère agegliddert ass) ? Wéi gëtt déi Politik koordinéiert?

6. Ass virgesinn, datt eng militäresch Kooperatioun tëschent den USA, zum Beispill dem Verdeedegungsministère mat Deeler vun der amerikanescher Armél engersäits, a Lëtzebuerg, zum Beispill dem GovSat, ageriicht gëtt? Wär dat fir de LuxGovSat eng interessant Optioun? Géif eng Kooperatioun mat dem Pentagon net och de Prestige vum GovSat erhéijen, wat et méi liicht kéint maachen, nei an zousätzlech international Partner ze fannen?

7. Wären de LuxGovSat respektiv d'SES un enger Kooperatioun mam Pentagon interesséiert?

8. Wéi ass déi ablécklech Situatioun am Hibléck op d'Kommerzialiséierung vum GovSat?

9. Den Här President Trump huet bekannt ginn, datt d'USA eng eegen Deelarméi fir de Weltraum ariichte wëllen. Ass ugeduecht, datt Lëtzebuerg an deem Kontext kéint Observatiouns- respektiv Kommunikatiounscapacitéite bäisteieren?

10. A wéi engen europäeschen oder aneren internationale militäresche Weltraumkooperatiounen, inklusiv am Kader vun der NATO, ass Lëtzebuerg bis elo implizéiert? A wéi enger Form?

11. Iwwer en Tweet vun engem amerikanesche Generol vun der „Air Force" ass bekannt ginn, datt viru Kuerzem eng Lëtzebuerger Delegatioun a Kalifornie war, fir Prospektioun, wuel och am Satellitteberäich, ze maachen. Wéi war déi Delegatioun zesummegesat? Wat war den Zweck vun där Missioun? Gouf et och militäresch Aspekter bei dëser Missioun? Si weider Missioune geplangt?

12. An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0843 vun deenen honorabelen Deputéierten David Wagner a Marc Baum schreift den Här Minister Étienne Schneider: « Le Gouvernement continuera de promouvoir l'usage pacifique de l'espace sans exclure des mesures permettant par exemple de protéger des satellites en orbite. » Gëtt et an deem Zesummenhang scho konkret Initiativen?

Réponse commune (07.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

Als Äntwert op d'Froen 1 bis 4 vum honorabelen Deputéierte verweisen déi zoustänneg Ministeren nach emol op den Ënnerscheed tëscht engem Traité an engem Memorandum of Understanding (MoU), deen net juristesch bindend ass.

Den Ausseminister huet am Kader vun enger rezenter Aktualitéitsstonn, déi op Ufro vum Här Deputéierten an der Chamber stattfonnt hat, Geleeënheet gehat, fir op d'Substanz vun dëse Froen anzegoen.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0681 huet d'Regierung explizéiert, dass « par opposition à un accord international créateur de droits et d'obligations de part et d'autre des parties signataires, […] un MoU constitue une déclaration d'intention sur une volonté commune de nature politique des parties […]. Ces déclarations ne contiennent aucun engagement de type juridique, ne sont pas opposables aux tiers et ne sont justiciables devant aucune juridiction. […]

[Ces déclarations] documentent néanmoins la volonté conjointe des parties signataires qui au moment de la signature ont légitimement pu s'attendre à ce que le document ne sera pas rendu public par après ».

Den „MoU on Space", deen den honorabelen Deputéierten uschwätzt, gesäit keng juristesch Obligatioune vir, esou dass et sech hei net ëm en Traité handelt. Deemno musse fir d'Ënnerschrëft vun dësem MoU och keng „pleins pouvoirs" ausgestallt ginn. Dësen MoU ënnerläit och net der Approbatiounsprozedur duerch d'Chamber. Den Text kënnt net an de Journal officiel an ass a gëtt och keen Deel vun onse Rechtsnormen.

Vu dass den MoU mat den USA iwwert Weltraumaktivitéiten net rechtlech contraignant ass, war eng Iwwersetzung op eng vun den dräi administrative Sprooche keng néideg Etapp fir seng Ënnerschrëft.

D'Kompetenze vun de jeeweilege Ministere si festgehal am Arrêté grand-ducal du 28 mai 2019 portant constitution des Ministères. Dem Ausseminister ënnerläit deemno d'Koordinatioun vun den internationale Relatiounen, der Aussen- a Sécherheetspolitik. Dem Wirtschaftsminister ënnerläit déi europäesch an international Weltraumpolitik vum Land. Dem Defenseminister ënnerläit den Developpement vun de Kompetenzen an de Capacitéite vun der Defense, ënner anerem am Weltraum. Wéi üüblech bei Dossieren, déi kompetenziwwergräifend sinn, concertéiere sech déi kompetent Ministeren och an dësem Fall. Wat d'militäresch Dimensioun betrëfft, ass et en Zil vun der Lëtzebuerger Defense, den Developpement vun de Capacitéiten am Weltall weiderzefeieren. Dozou gehéiert och, mat den Alliéierten iwwer GovDSat-Capacitéiten ze schwätzen an hinnen de Produit méi no ze bréngen.

D'Lëtzebuerger Defense-Capacitéite sollten dem Land an och de Partner vun der EU an Alliéierten an der NATO kënnen déngen. Et gëtt och gekuckt, fir dass dës Capacitéiten am Kader vum „dual use" gebraucht kënne ginn, dat heescht, souwuel fir humanitär Aktiounen, wéi och militäresch. An dësem Kontext ass natierlech eng Zesummenaarbecht mat den USA, dem gréissten NATO-Partner, ëmmer eng interessant Optioun.

D'Kommerzialiséierung vun de GovSat-Produiten ass ënnert der Responsabilitéit vun der kommerzieller Gesellschaft LuxGovSat SA. Méi Informatiounen iwwert d'Situatioun vun der Firma kënnen iwwer hir Konte fonnt ginn, déi offiziell publizéiert ginn.

Wat dem amerikanesche President seng Initiativ, fir eng eegen Deelarméi fir de Weltraum anzeriichten, betrëfft, do gëtt et am Moment keng Demande, fir mat Lëtzebuerger Capacitéiten zu där Initiativ bäizedroen.

Am Kader vun der Nato hunn d'Verdeedegungsministeren am Juni dëst Joer déi éischt „Nato Space Policy" ugeholl. Et geet hei haaptsächlech iwwert d'Defien, déi sech am Weltraum stellen. Wichteg Punkte sinn hei d'Sécherheet vun de Satellitten an d'Problematik vun de sougenannten „Space Debris". Der Nato hir Politik ass fundamental defensiv.

Do dernieft ass Lëtzebuerg awer och a villen anere multilaterale Foren engagéiert, wou et ëm déi friddlech Notzung vum Weltraum geet. Am Kader vun der UNO ass Lëtzebuerg Member am „Committee on the Peaceful Uses of Outer Space". Dëst Joer hunn d'Memberstaten do 21 Lignes directrices ugeholl, fir ze garantéieren, dass d'Benotze vum Weltraum méi sécher an durabel gëtt. An der EU participéiert Lëtzebuerg aktuell un Diskussiounen, fir weider multilateral Instrumenter op d'Been ze stellen, fir d'Behuele vu Staten am Weltraum besser ze regelen.

Wat d'Protektioun vun de Satellitten-Infrastrukture betrëfft, ass Lëtzebuerg implizéiert an Initiative vun der EU, duerch seng Participatioun am sougenannten „Cadre de soutien à la surveillance de l'espace et au suivi des objets en orbite", an am „Space Situational Awareness"-Programm vun der Agence spatiale européenne.

Déi rezent Missioun an den USA huet ënnert der Responsabilitéit vun der Lëtzebuerger Direktioun vun der Defense stattfonnt an et gouf Gespréicher mat Vertrieder vun der amerikanescher Arméi iwwer eng eventuell laangfristeg Zesummenaarbecht am Satellitteberäich. Déi Lëtzebuerger Delegatioun war zesummegesat aus Vertrieder vun der Direktioun vun der Defense vum Aussemiministère, deem fir d'Satellitenindustrie zoustännege Statsministère, an der privater Gesellschaft SES, déi der Regierung hire Partner am Satellitteberäich ass. Et wäert zu weidere Gespréicher a Sondéierunge kommen, fir de Kader vun esou enger Kooperatioun kënnen ze definéieren.

Question 1130 (28.08.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **demandes d'accès au fichier central de la Police grand-ducale :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire enregistrée sous le n° 0899, Monsieur le Ministre affirme que : « des données chiffrées sur le nombre de demandes introduites auprès de la police depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 22 février 2018 ne sont pas directement disponibles ».

Cette réponse me semble peu satisfaisante, étant donné que cette même loi précise dans son article 25, comme je l'ai d'ailleurs mentionné dans ma question parlementaire, que « la documentation de la transmission est conservée pendant une durée de deux ans ». Il me semble également étonnant que Monsieur le Ministre soit, dans cette même réponse, en mesure de donner le nombre des demandes ayant été refusées (une demande), mais pas le nombre des demandes ayant été introduites.

Il va sans dire que les chiffres et informations demandées dans ma question parlementaire n° 0899 relèvent d'une importance particulière afin de permettre aux membres de la Chambre des Députés, ainsi qu'aux citoyennes et citoyens, d'évaluer l'envergure de cette pratique. Même si ces chiffres et informations ne sont pas disponibles directement, mais indirectement, je saurais gré à Monsieur le Ministre de bien vouloir essayer de les rassembler dans la mesure du possible.

Partant, je voudrais en partie réitérer ma question à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Combien de demandes ont été introduites par d'autres administrations publiques auprès de la Police grand-ducale pour avoir accès à des informations contenues dans le fichier central à partir de l'entrée en vigueur de la loi du 22 février 2018 ? Combien de personnes faisaient l'objet de telles demandes, par quelles administrations étatiques ont-elles été introduites et à quelles fins ?

2) Si les chiffres et informations demandées dans la question 1 ne sont aucunement disponibles, ni de manière directe, ni de manière indirecte, pouvez-vous m'en donner les raisons de manière détaillée ? Si tel est l'état des choses, Monsieur le Ministre juge-t-il cette absence d'informations sur les demandes contraire à la loi du 22 février 2018 ?

De même, j'avais demandé dans ma question parlementaire n° 0899 à Monsieur le Ministre s'il pouvait me renseigner sur l'envergure historique de cette pratique. Puisque Monsieur le Ministre n'a pas abordé ce sujet dans sa réponse, j'en conclus que ma question n'était pas assez claire. Dès lors, je me permets de la reposer de manière plus explicite :

3) Combien de demandes ont été faites par d'autres administrations publiques auprès de la Police grand-ducale pour avoir accès à des informations contenues dans le fichier central entre le 1er janvier 2003 et l'entrée en vigueur de la loi du 22 février 2018 ? Pouvez-vous détailler ces chiffres par année en spécifiant combien de personnes faisaient l'objet de telles demandes, par quelles administrations étatiques elles ont été introduites et à quelles fins ?

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) + 2) L'article 25 de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière, auquel se réfère l'honorable Député, impose à la police de transmettre les données et informations aux autorités requérantes dans une forme qui permette à la CNPD de vérifier si les conditions requises par la loi étaient remplies au moment de la transmission. Il impose en outre à la police de conserver la documentation de la transmission pendant deux ans.

Tel qu'il a été expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0899, les demandes adressées à la police doivent l'être par écrit. La transmission des informations par la police se fait également par écrit, sous forme de rapport ou courrier électronique.

La finalité du contrôle par la CNPD n'étant pas de connaître le nombre de demandes introduites auprès de la police, mais de vérifier que les conditions légales de la transmission d'informations ont bien été respectées, les craintes de Monsieur le Député que la police ne respecterait pas les prescriptions de l'article 25 précité et que la CNPD ne serait de ce fait pas en mesure d'exercer sa mission de contrôle ne semblent pas fondées.

Les données chiffrées demandées ne peuvent être fournies que par décomptage manuel des demandes introduites. La police a en effet décidé lors de la mise en œuvre de la loi précitée du 22 février 2018, dans un souci de minimisation des données, de ne pas créer une banque de données des demandes individuelles d'échange d'informations qui, au demeurant n'a aucun intérêt opérationnel.

ad 3) Je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n° 0899 dans laquelle j'avais notamment expliqué qu'avant la loi du 22 février 2018, la transmission de données à caractère personnel et d'informations par la police était dépourvue d'une base légale nationale adéquate alors que, si certaines lois faisaient état, sous une formulation ou une autre, d'une honorabilité professionnelle ou d'antécédents à vérifier et que les administrations pouvaient légalement traiter les données et informations reçues, des dispositions claires et précises permettant à la Police grand-ducale de les transmettre faisaient défaut. J'avais par ailleurs expliqué, en me référant au rapport de la commission juridique relatif au projet de loi devenu la loi du 22 février 2018, que les administrations de l'État qui nécessitaient des informations à caractère policier concernant une personne déterminée devaient s'adresser, en tout état de cause, aux parquets.

Monsieur l'honorable Député comprendra qu'il est difficile d'établir une liste exhaustive dans ces conditions.

Question 1133 (29.08.2019) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **nouveaux moyens pour la Police grand-ducale :**

Dans de nombreux pays à travers le monde, les forces de l'ordre disposent d'une unité montée utilisant des chevaux comme moyen de locomotion dans le cadre de leurs missions. De par ses fortes capacités physiques, sa stature imposante et son caractère dissuasif, les chevaux s'avèrent en effet particulièrement efficaces dans les zones urbaines notamment en période de forte circulation routière, dans les zones difficiles d'accès en voiture voire à pied, dans l'espace public, tels que les grandes places publiques, les artères commerciales, les parcs municipaux, les alentours de la gare et d'autres points d'affluence, tout comme également lors de manifestations ou de grands rassemblements. Les policiers disposant en plus d'un champ de vision plus large, ceci leur permet d'avoir un aperçu plus vaste et par conséquent un contrôle accru sur leurs champs d'action.

Ainsi par exemple, le canton de Genève, dont la taille de la ville est à peu près comparable à celle de Luxembourg avec environ 200.000 habitants, a relancé officiellement sa brigade montée en avril 2018. Les neuf cavaliers ont été formés en Belgique auprès de la police montée de Bruxelles. Afin de réduire les coûts, la Police cantonale genevoise loue les chevaux à des privés.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il l'idée d'une unité montée pour la Police grand-ducale ?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à réaliser une analyse quant à l'instauration d'une future unité montée au Luxembourg, et plus particulièrement dans les grands centres urbains, à l'instar notamment de nos pays voisins ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il, dans ce contexte, qu'il serait opportun de profiter du partenariat avec la Belgique dans le cadre de la formation des cavaliers, comme c'est déjà le cas pour certaines missions de l'armée ?

- Enfin, Monsieur le Ministre que pense-t-il de l'idée de louer des chevaux auprès de personnes privées, tel que l'a fait le canton de Genève ?

Réponse (24.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Les avantages d'une unité de police montée se situent principalement au niveau de :

- l'exécution de patrouilles dans des parcs municipaux ou des zones difficiles d'accès en voiture ;

- son rôle en tant que « crowd control » lors de manifestations d'envergure ;

par ailleurs, une unité de police montée contribuerait à l'amélioration de l'image de marque de la police.

Bien qu'il existe donc des missions ponctuelles et spécifiques où une unité montée pourrait constituer une plus-value, il faut cependant aussi prendre en considération les points suivants :

1) Champ d'action :

À l'étranger, les patrouilles montées sont principalement mises en œuvre dans de grands parcs municipaux, dans un but de rehausser l'image de marque de la police respectivement lors de manifestations d'envergure. La Belgique par exemple dispose d'une seule unité de police montée stationnée à Bruxelles et pouvant être demandée en renfort/patrouille dans tout le pays.

Le Grand-Duché ne dispose cependant pas de parcs municipaux dont l'envergure justifierait un tel dispositif.

À l'heure actuelle, il n'y a par ailleurs aucun indice qui laisserait présupposer que des manifestations d'envergure rendraient nécessaire des dispositifs de maintien d'ordre autres que ceux exécutés par le passé. Finalement se pose la question si un hypothétique rehaussement de l'image de marque de la police permet de justifier tel effort.

2) Durée limitée de l'engagement :

À l'instar des chiens de police, un cheval ne pourra pas « travailler » plus de quatre heures d'affilée par journée. Si l'on tient compte du trajet de l'écurie au lieu de mission, ceci risque de limiter considérablement le champ d'action d'une patrouille montée.

3) Formation :

Avant de pouvoir être considéré comme cheval de police à part entière, l'animal doit suivre une formation spécifique sur une durée pouvant dépasser un an. C'est ici qu'on apprend à l'animal de contrôler son instinct naturel (animal de fuite) ainsi que la confiance en son cavalier.

Il n'est cependant pas à exclure que même des chevaux de police ayant passé avec succès la formation spécifique puissent provoquer des accidents pouvant entraîner des blessures (aussi bien auprès du cavalier que de l'animal ou des personnes non impliquées) en raison de leurs réactions parfois imprévisibles en cas de stress.

Dans ce contexte on peut répertorier de par le monde sur les 20 dernières années une multi-

tude d'accidents, aussi bien légers que graves ou mortels pour l'homme et/ou l'animal, qui se sont produits lors de l'engagement d'unités de police montée lors de manifestations ou en patrouille. Ce genre d'accidents est inhérent à ce moyen de police, contrairement aux patrouilles motorisées, à pied respectivement à bicyclette.

4) Logistique :

- Écuries/entretien/transport

Il faut disposer d'écuries adaptées ainsi que de personnels spécialement formés et disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 pour les soins des chevaux et l'entretien du matériel. En effet, en raison des besoins spécifiques de la police et de la nature « spéciale » des chevaux, il n'est pas envisageable d'avoir recours à des écuries privées et des bénévoles. Par ailleurs, la disponibilité permanente d'un vétérinaire doit aussi être assurée. Finalement, il faut assurer le transport des chevaux et de leurs cavaliers vers les différents sites où l'on compte les mettre en œuvre.

- Budget

Les points énumérés ci-dessus permettent de se faire une idée sur le budget qu'il faudrait envisager pour l'instauration d'une unité de police montée. Outre l'acquisition des animaux, la création d'une telle unité montée engendre des frais de formation (animal + personnel), de personnel, de soins et de besoins logistiques et techniques (écuries, nourriture, médicaments, véhicules + remorques) et risque, à l'instar de ce qui se produit actuellement auprès des polices étrangères, d'atteindre des sommes qui ne sont plus en aucun rapport avec la plus-value qu'apporterait une telle unité et pourrait engendrer de nouvelles polémiques quant à l'utilisation des deniers publics.

L'option, pratiquée en Suisse, de louer les chevaux auprès de personnes privées, n'est envisageable que si les patrouilles montées se limitent à des missions préventives et représentatives. En effet, ces chevaux ne profitent pas d'une formation spécifique, et les risques que constituent les réactions imprévisibles de l'animal en cas de stress ne permettent pas de les utiliser en tant que chevaux de police à part entière.

La Police grand-ducale vient d'être réorganisée et la répartition de ses missions et de ses effectifs ne permet actuellement pas d'envisager la création de nouvelles unités sans que cela ait des répercussions sur le bon fonctionnement d'autres unités existantes.

Finalement, il faut savoir que plusieurs polices européennes (dont notamment l'Allemagne et l'Autriche) songent à abandonner leurs unités de police montée en raison des coûts disproportionnés par rapport aux avantages que de telles unités peuvent procurer à une police moderne. On peut ici mentionner tout particulièrement l'exemple de la Police de Copenhague qui, bien qu'elle ait disposé d'une unité montée jusqu'en 2012, a décidé suite à une étude interne de ne plus investir dans cette unité. En effet, les quelques avantages que procure une unité montée pour la police ne permettent pas à leurs yeux de combler les désavantages que sont les frais élevés et le manque de flexibilité et de mobilité d'une telle unité.

Question 1134 (29.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **délivrance d'un nouveau diplôme dans le cas de changement de sexe :**

Säit engem Joer ass d'Loi du 10 août 2018 relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil a Kraaft.

Bis ewell hunn 38 Persounen Numm a Geschlecht changéiert.

An deem Kontext wëll ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

- Kann de Minister confirméieren, dass den Educatiounsministère keen neien Diplom (un déi Persounen, déi hiren Diplom nach mam aneren Numm a Geschlecht ofgeschloss hunn) no enger Ännerung vun Numm a Geschlecht ausstellt, soudass Identitéitspabéieren an all anert offziellt Dokument net mam Diplom iwwereneestëmmen?

- Falls deem esou ass, ass de Minister sech bewosst, dass esou all Persoun, déi op enger Universitéit oder bei engem potenzielle Patron hiren Diplom muss ofginn, gezwongen ass, sech als transident ze outen, sech esou engem enorme psycheschen Drock aussetzt an eventuell guer Gefor leeft, opgrond vun hirer Transidentitéit diskriminéiert/ofgeleent ze ginn?

- Falls deem esou ass, envisagéiert de Minister, dëst schnellstméiglech ze redresséieren a Persounen, déi op Basis vun dem Gesetz vun 2018 hiert Geschlecht an hiren Numm änneren, an Zukunft een neien Diplom auszestellen?

Réponse (07.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Här Deputéierte Paul Galles huet eng parlamentaresch Ufro am Kontext vun der Ännerung vum Geschlecht oder vun de Virnimm am État civil gestallt a freet, ob d'Diplomer, déi virun dëse Modifikatiounen ausgestallt goufen, nodréiglech geännert ginn.

D'Ännerung vum Geschlecht an/oder vum Virnumm muss laut dem Gesetz vum 10. August 2018 an d'Regëster vum État civil agedroe ginn. Dës Ännerunge gëlle fir d'Zukunft, hunn awer kee retroaktiven Effekt. Fir d'Rechtssécherheet ze garantéieren, gëtt en Diplom just eng Kéier ausgestallt. Diplomer a Certificaten, déi eng Persoun kritt, ginn op deen Numm an dat Geschlecht ausgestallt, déi dës Persoun zum Zäitpunkt vun der Examensdecisioun hat.

Den Här Deputéierten argumentéiert, wann eng Persoun no esou enger Ännerung op enger Universitéit oder bei engem Patron hiren Diplom virweise misst, géifen hir perséinlech Donnéeën am État civil net mat deenen um Diplom iwwereneestëmmen a si kéint opgrond vun dëser Ännerung diskriminéiert ginn.

Mäi Ministère ass sech där Problematik bewosst a léist dës Fäll am Interessi vun der concernéierter Persoun. Jiddwer Persoun, déi eng Attestatioun virleet, datt si hiren Numm oder hiert Geschlecht geännert huet, kritt ee Certificat, datt si Titulaire vun engem bestëmmten Diplom ass an datt dësen Diplom an de Regësteren agedroen ass. Esou ee Certificat gëtt mat den aktuellen Date vun der Persoun ausgestallt, soudatt d'Inscriptiounen am État civil mat den Donnéeën um Certificat iwwereneestëmmen.

Dëse Certificat ass identesch mat deem, deen eng Persoun kritt, wa si hiren Diplom verluer huet; en dréit den offizielle Stempel vu mengem Ministère a gëtt sengem Titulaire déiselwecht Rechter wéi en Diplom. Domat bleift déi Persoun mat allen anere Persoune gläichgestallt, déi en Diplom hunn, an d'Gefor vun Diskriminéierung duerch eng Transidentitéit ass net méi ginn.

Ech hunn an deem Zesummenhang den 31. Januar 2019 eng Kommunikatioun un d'Lycéeë geschéckt.

Question 1135 (29.08.2019) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **Registre des bénéficiaires effectifs :**

D'après l'article 27 de la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs (RBE), les entités immatriculées auprès du Registre de commerce et des sociétés (RCS) devront fournir des informations sur les bénéficiaires effectifs avec pièces justificatives jusqu'au 31 août 2019 (six mois après l'entrée en vigueur dudit texte de loi).

Il se trouve que le RCS, désigné comme gestionnaire du RBE, n'en a informé les entités concernées (ou certaines d'entre elles) que récemment. Qui plus est, le délai d'inscription desdites informations au RBE expire pendant les vacances d'été.

C'est ainsi que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministres de la Justice :

- Le Gouvernement envisage-t-il de prolonger le délai d'inscription ?

- Le Gouvernement peut-il me fournir des informations actualisées sur l'état des inscriptions :

- Combien d'entités se sont d'ores et déjà conformées aux obligations légales ?

- Combien d'entités ne l'ont pas encore fait ? Peut-il quantifier les entités défaillantes (par type d'entité) ?

- Le Gouvernement peut-il m'informer sur le nombre de dissolutions/liquidations d'entités ayant eu lieu postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée ? Combien d'associations sans but lucratif se sont dissoutes depuis ? Le Gouvernement constate-t-il une hausse du nombre de telles dissolutions/liquidations ?

- Les établissements de crédit luxembourgeois ont également invité leurs clients à se conformer aux exigences de la loi et demandent de voir communiquer une copie de l'extrait de l'inscription du/des bénéficiaire(s) effectif(s). Ils en font de même pour les associations de fait disposant d'un compte auprès d'eux.

- Le Gouvernement peut-il m'informer si les associations de fait tombent dans le champ d'application de la loi du 13 janvier 2019 ?

- À défaut, le Gouvernement peut-il m'informer si les établissements de crédit sont en droit de « contraindre » les associations de fait de se transformer en « entité immatriculée » au sens de la loi du 13 janvier 2019 ? A-t-il connaissance de tels faits ?

- Le Gouvernement peut-il me confirmer que lesdits établissements ont, à l'instar de toute personne, accès aux informations contenues dans le RBE ? Comment le Gouvernement juge-t-il dès lors la démarche de ceux-ci demandant aux clients de leur fournir une copie de l'extrait de l'inscription du/des bénéficiaire(s) effectif(s) ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de ***M. Pierre Gramegna,*** *Ministre des Finances :*

Au 30 septembre 2019, 91.788 entités s'étaient immatriculées au Registre des bénéficiaires effectifs.

Ci-après un tableau reprenant le nombre d'entités inscrites par formes juridiques concernées comparées par rapport au nombre d'entités totales inscrites au Registre de commerce et des sociétés par forme juridique.

Il y a lieu toutefois de noter que ce nombre total d'entités inscrites comprend également les entités en cours de liquidation (volontaire ou judiciaire), les entités en faillite, les entités qui ont été dénoncées au parquet pour ne plus être conforme (dénonciation du siège, défaut de dépôt de compte, démission du conseil d'administration, etc.). Ceci est particulièrement vrai pour les asbl dont le nombre total comprend un nombre important d'asbl inactives n'ayant pas fait de dépôts auprès du RCS sans avoir été toutefois liquidées puis rayées du RCS.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Quant au nombre de dissolutions/liquidations intervenues depuis l'entrée en vigueur du RBE (1er mars 2019), les chiffres sont repris dans le tableau ci-après, étant relevé que les motifs ayant conduit à la décision de dissolution/liquidation ne sont pas connus alors que cette information n'est pas requise.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne les associations, il y a lieu de relever que seules doivent s'inscrire au RBE les entités énumérées à l'article 1er points 2° à 15°, de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises. Dans cette énumération les associations sans but lucratifs sont comprises. Les associations de fait ne sont par contre pas comprises dans cette énumération.

Il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur la manière dont les établissements de crédit se mettent en conformité avec les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle qui reposent sur eux d'après la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Le Registre des bénéficiaires effectifs est accessible à tout public depuis le 2 septembre 2019.

Question 1136 (30.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **résistance aux antibiotiques :**

Ëmmer erëm kënnt et vir, dass Patienten trotz engem Traitement mat Antibiotique net gesond ginn, well Krankheetserreeger Resistenzen entwéckelt hunn. Wéi oft et konkret zu esou Fäll kënnt, ass dobäi leider net mat Sécherheet ze bestëmmen. Obwuel divers Studie sech mat der Thematik vun der Antibiotiquesresistenz befaassen, ginn et keng offiziell Zuelen, well et un enger genereller Erfaassung vu Resistenzfäll mangelt. D'Gefor, déi vun antibiotiquesresistente Bakterien ausgeet, ass awer net ze ënnerschätzen. D'OECD rechent domat, dass tëscht 2015 an 2050 ronn 2.400.000 Persounen aus de Memberlänner opgrond vun antimikrobielle Resistenze verstierwe wäerten. Soulaang et awer keen offizielle Regëster gëtt, ass et schwéier, d'Richtegkeet vun esou Viraussoen ze bestëmmen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Ginn zu Lëtzebuerg Fäll vu Patiente mat Infektiounen, déi op Bakterien, déi Resistenze vis-à-vis vun Antibiotiquë weisen, op enger zentraler Plaz registréiert a fir statistesch oder biomedezinnesch Zwecker gespäichert?

2. Falls et esou een zentrale Regëster gëtt: Wéi eng Informatioune gi konkret pro Infektiounsfall gespäichert?

3. Falls dës Daten zu Lëtzebuerg net gesammelt ginn: Huet d'Regierung vir, Medezinner an Zukunft ze obligéieren, Fäll vun antimikrobielle Resistenzen ze mellen, fir en nationale Regëster kënnen unzeleeën?

4. Et ass bekannt, dass ëmmer nach méi Antibiotiquë verschriwwe ginn, wéi néideg wären. Mat wéi enge Mëttele wëllt d'Regierung Antibiotiquesverschreiwungen a Fäll vu viralen Erkrankungen an Zukunft reduzéieren?

5. Mat wéi enge konkrete Mesurë gëtt verhënnert, dass Patienten, déi eng Infektioun hunn, déi héchstwahrscheinlech op Bakterien zréckgeet, déi Resistenze vis-à-vis vun Antibiotiquen opweisen, wärend Openthalter am Spidol aner Patienten ustiechen?

- Wéi gesinn aktuell d'Prozeduren an de Spideeler aus, wann eng Persoun, déi eng Infektioun huet, déi op Bakterie mat antimikrobieller Resistenz zréckgeet, stationär opgeholl gëtt?

- Wéi gesinn aktuell d'Prozeduren an de Spideeler aus, wann eng Persoun, déi eng Infektioun huet, déi op Bakterie mat antimikrobieller Resistenz zréckgeet, an de Service d'urgence geet?

- Wéi eng Mesurë sollen dës Prozeduren an Zukunft nach verbesseren?

Réponse (08.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Am Kader vum Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Meldeflicht vu bestëmmte Krankheeten a vum groussherzogleche Reglement vum 15. Februar 2019, dat déi meldeflichteg Krankheeten opzielt, sinn déi invasiv Infektioune mat Methicillin-resistente Staphylococcus aureus (MRSA) an déi invasiv Infektioune mat Enterobakterien, déi resistent sinn op d'Carbapenème an/oder d'Cephalosporine vun der drëtter oder véierter Generatioun, déi eenzeg Infektiounen am Zesummenhang mat Antibiotiquesresistenzen, déi der Direktioun vun der Santé deklaréiert ginn.

Iwwerdeems ginn Informatiounen iwwer Antibiotiquesempfindlechkeeten/-resistenze bei verschiddenen invasiven Infektiounen aus de verschiddene Spideeler am Land am LNS zentraliséiert. Dee kontrolléiert se a reecht se weider un den Europäesche Reseau fir d'Iwwerwaache vun Antibiotiquesresistenzen (EARS-Net) an un de weltwäiten Iwwerwaachungssystem fir Antibiotiquesresistenzen (GLASS). Den Europäeschen Zenter fir d'Präventioun an d'Kontroll vu Krankheeten (ECDC) an d'Weltgesondheetsorganisatioun analyséieren déi iwwermëttelt Informatiounen a publizéiere si an hire Joresrapporten.

ad 2. Fir d'Iwwerwaachung vu meldeflichtege Krankheete ginn déi folgend Informatioune vun der Sanitärsautoritéit gesammelt:

- Numm, Virnumm vum Patient a seng Adress;
- Gebuertsdatum a Geschlecht vum Patient;
- Datum vum Prelèvement;
- Ursprong vum Prelèvement;
- Medezinnesch Diagnos.

Am Kader vun den Informatioune fir EARS-Net a GLASS gi folgend „Spidolsinformatiounen" gesammelt:

- Total vun den an de Laboratoirë realiséiert Bluttkulturen;
- Zuel vun de Better an all Spidol;
- Zuel vun de Better op den Intensivstatiounen;
- Spidolstyp jee no Niveau (tertiaire, secondaire, primaire, aneren, onbekannt);
- Beleeungstaux vun de Spideeler;
- Zuel vun den Admissiounen.

All Spidol liwwert doniewent fir all Prouf déi folgend „Patienteninformatiounen":

- Datum vun der Admissioun;
- Geschlecht;
- Alter;
- Zort vun der Hospitalisatioun (no Kategorien);
- Datum vun der Prouf;
- Natur vun der Prouf;
- isoléiert Bakterien;
- Empfindlechkeet/Resistenz op eng Lëscht vun Antibiotiquen, déi vum ECDC/GLASS definéiert goufen.

ad 3. Déi eenzeg aktuell Verflichtung zu Lëtzebuerg ass d'Deklaratioun vun den invasiven MRSA- an Enterobakterien-Infektiounen, déi op d'Carbapenème an/oder op d'Cephalosporine vun der drëtter oder véierter Generatioun resistent sinn.

D'Opstelle vun engem nationale Regëster, deem Dokteren a Laboe sämtlech Infektiounen, déi duerch antibiotiquesresistent Bakterie verursaacht ginn, melle mussen, ass net virgesinn.

ad 4. Am Kader vum Plan national antibiotiques 2018-2022 sinn e sëllechen Aktioune virgesinn, fir e richtegt Benotze vun Antibiotiquë bei de Professionellen a beim grand Public ze promouvéieren, besonnesch déi alljäerlech Sensibilisatiounscampagnen a regelméisseg Formatioune fir de grand Public a fir déi Professionell am Kader vum „Europäeschen Informatiounsdag iwwert d'Antibiotiquen" den 18. November. En Aarbechtsgrupp befaasst sech aktuell mam Ausschaffe vun nationale Recommandatioune fir en „Antibiotic Stewardship"-Programm an de Secteure vun der Akut-, der Laangzäit- an der primärer Gesondheetsversuergung.

ad 5. Op nationalem Niveau goufe vum „Groupe national de guidance en matière de prévention de l'infection nosocomiale (GNPIN)" eng Rei Aktiounen duerchgefouert am Sënn vun der Kontroll an der Präventioun vu fleegeassociéierten Infektiounen. Den GNPIN huet 2018 seng national Recommandatioune fir de Kampf géint MRSA an de Spideeler aktualiséiert. Eng Circulaire iwwert d'Kontroll vun der Verbreedung vun Enterobakterien, déi duerch Carbapenemasse produzéieren (EPC), ass och disponibel. National Recommandatioune fir multiresistent Organisme sinn an der Maach.

Fir sämtlech Lëtzebuerger Spideeler gëllt, datt Standardmoossname geholl gi bei all Behandlung, egal op wéi enger Plaz an a wéi engem Service, fir all Patient, onofhängeg vu sengem Infektiounsstatus, a vun all Professionellem am Gesondheetsberäich. Dës Moossname sinn zum Beispill: d'Hygiène vun den Hänn, fir iwwer si keng Keime vun deem enge Patient bei een aneren ze droen, oder och den Zougang zu individuelle Schutzequipementer (Händschen, Masken...). Fir bestëmmte Fäll, zum Beispill fir Infektioune mat MRSA, sinn zousätzlech Moossnamen ze huelen, dorënner d'Isoléiere vum Patient an och besonnesch Mesurë beim Kontakt mam Personal oder mat Visiteuren.

Och an Zukunft soll weider op e sëlleche Mesurë gesat ginn, dorënner déi national Campagne iwwert d'Hännwäschen, d'Informatiounscampagne iwwert d'Antibiotiquen, grad eméi d'Formatioune fir déi Professionell an de grand Public. Donieft gi weider Mesuren entwéckelt, dat am Kader vum Plan national antibiotiques, wéi d'Ausschaffe vun nationale Recommandatioune fir en „Antibiotic Stewardship"-Programm op allen Niveaue vun der Fleeg an och d'Promotioun vum Gebrauch vu schnelldiagnosteschen Tester.

Question 1138 (30.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **Registre des bénéficiaires effectifs :**

Am Artikel 27 vum Gesetz vum 13. Januar 2019 iwwert de Register vun den effektive

Beneficiairë steet Folgendes:

« Les entités immatriculées disposent d'un délai de six mois après l'entrée en vigueur de la présente loi pour se conformer aux dispositions de la loi. »

Dësen Datum wier den 1. September 2019.

Haut huet de Luxembourg Business Register, dee fir den RBE zoustänneg ass, kommunizéiert, datt si unilateral decidéiert hunn, e weideren Delai vun dräi Méint ze accordéieren, wärenddeem d'Androe vun den Informatiounen an de Register gratis wier. Dëst widdersprécht dem Artikel 13 vum RGD vum 15. Februar 2019, an deem steet:

« Les entités soumises à la loi précitée du 13 janvier 2019 effectifs sont exemptées du paiement des frais administratifs, fixés à l'annexe A, pendant un délai de six mois après l'entrée en vigueur du présent règlement. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Gouf de Ministère consultéiert, éier dës Moossnam vum LBR decidéiert gouf?

2. Huet d'Regierung en neie Règlement grand-ducal op de Wee bruecht, fir dës Moossnam ze erlaben? Falls neen: Plangt d'Regierung dëst ze maachen? Bis wéini ass mat engem neie Règlement grand-ducal ze rechnen?

3. Op wéi vill Euro schätzt d'Regierung de „manque à gagner" duerch dës Moossnam?

4. En vue vun den Artikelen 20 an 21 vum Gesetz iwwert de Register vun den effektive Beneficiairën, déi d'penal Konsequenze fir d'Net- a Falschausfëlle virgesinn, ass d'Regierung der Meenung, datt d'Kommunikatioun vum LBR zumindest onkloer ass? Ass d'Regierung der Meenung, datt de Gestionnaire hei hätt sollen drop hiweisen, datt duerch hir administrativ Moossnam, d'Gesetz net ausser Kraaft gesat gëtt?

5. Plangt d'Regierung e Gesetzesprojet, fir ex post d'penal Konsequenzen, fir dräi weider Méint auszesetzen? Falls jo: Fir wéini ass domadder ze rechnen? Falls neen: Plangt d'Regierung d'penal Konsequenzen ze applizéieren, obwuel de Gestionnaire hei unilatéral eng nei Karenz annoncéiert huet?

Réponse (25.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Laut Artikel 2 vum Gesetz vum 13. Januar 2019 iwwert de Register vun den effektive Beneficiairë (RBE) steet den RBE ënnert der Autoritéit vum Justizminister.

Iwwregens gesäit den Artikel 5 vum Gesetz vum 13. Januar 2019 fir, dass de Gestionnaire vum RBE (de groupement d'intérêt économique Luxembourg Business Registers (LBR)) déi folgend Aufgaben huet: « Le gestionnaire est chargé de l'inscription, de la sauvegarde, de la gestion administrative et de la mise à disposition des informations sur les bénéficiaires effectifs conformément aux dispositions de la présente loi. »

Virum Oflaf vum Delai vu sechs Méint deen, am Artikel 27 vum Gesetz vum 13. Januar virgesinn ass, huet de Justizminister den LBR invitéiert een zousätzlechen administrativen Delai vun dräi Méint ze applizéieren wärenddeem d'Aschreiwung gratis bléift.

ad 2. Dës Moossnam ass eng reng administrativ Moossnam, déi sech op den Artikel 2 baséiert an déi als eenzegen Effekt huet, dass den LBR wärend dräi Méint d'Inscriptioune gratis entgéinthëllt. Deemno ass kee Règlement grand-ducal geholl ginn an et ass net geplangt een ze huelen.

ad 3. Et entsteet kee „manque à gagner", vu dass virgesi war, dass d'Inscriptiounen all am Délai vu sechs Méint hätte misse gemaach ginn, wärenddeem d'Inscriptioun souwisou gratis gewiescht wär.

ad 4. De Communiqué vum LBR huet kloer annoncéiert, dass et sech ëm en Délai administratif handelt wärenddeem d'Inscriptioun weider gratis bleift.

An engem separate Bréif, deen elo individuell vum LBR un all Entitéiten adresséiert gouf, déi hiren effektive Beneficiaire nach net am RBE agedroen hunn, mécht ausserdeem den LBR opmierksam op d'penal Sanktiounen, déi am Gesetz virgesinn sinn.

ad 5. Et ass net geplangt d'Gesetz ex post ze änneren. Vu dass d'Applikatioun vu pénale Sanktiounen an den Hänn vun der Justiz läit kann d'Regierung dës Applikatioun net „plangen".

Question 1140 (30.08.2019) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant le **départ du Commissaire du Gouvernement à l'Énergie :**

Ufanks August ass d'Noriicht komm, dass de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie, deen d'Generaldirektioun vun der Energie am Wirtschaftsministère gefouert huet, de Ministère verlooss huet. Och aner Mataarbechter hätten den Departement vun der Energie verlooss. An enger ëffentlecher Stellungnam huet den Här Minister den Depart vum Commissaire du Gouvernement als „net tragesch" bezeechent.

An dësem Kontext géif ech gären dem Här Minister fir Energie folgend Froe stellen:

- Kann den Här Minister soen, aus wéi enge Grënn de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie an aner Mataarbechter de Ministère verlooss hunn an ob nach aner Departe musse gefaart ginn?

- Wei en Impakt huet den Depart vum Commissaire du Gouvernement à l'Énergie op d'Gestioun vun der Energiepolitik zu Lëtzebuerg an op déi deeglech Erausfuerderunge vum Ministère, och am Fall zum Beispill vun engem nationalen Energienoutstand?

- Wéi ass dem Här Minister seng Bewäertung „net tragesch" ze interpretéieren?

- Ass den Här Minister net der Meenung, dass hie mat esou enger Bewäertung d'Aarbecht an de Wäert vun därselwechter, déi an de leschte Jore gemaach gouf komplett a Fro stellt?

- Kann de Minister soen, wéi d'Nofolleg geregelt gëtt respektiv geregelt ass, wëssend wéi schwéier et ass um Aarbechtsmaart Leit mat de Kompetenze vum fréiere Commissaire du Gouvernement à l'Énergie ze fannen?

- Wéi wäit ass de Rifkin-Prozess a senger Ëmsetzung respektiv ass dëse Prozess nach en vigueur?

- Wéi gedenkt de Minister d'Ziler ze erreechen, déi hien am nationale Klima- an Energieplang presentéiert huet.

Réponse (25.09.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

De Commissaire à l'Énergie souwéi e puer weider Mataarbechter wollte sech berufflech nei orientéiren. Dëst ass hire perséinleche Choix an hiert gutt Recht an et steet mir net zou, hir perséinlech Motivatioun ze bewäerten.

De Fonctionnement vum Ministère ass komplett garantéiert. Et sief präziséiert, datt ausschliisslech eng Direktioun vun Departe betraff ginn ass an datt béid aner Direktiounen, d'Beräicher „Erneierbar Energien" an „Marchés de l'énergie" mat all hire Mataarbechter intakt a motivéiert weiderschaffen.

De Minister ka sech dohier op e motivéiert a kompetent Team vu gutt ageschafftem Personal verloossen. Doriwwer eraus sinn no Ausschreiwwung vun de Posten, well dräi nei Mataarbechter agestallt, sechs weider Mataarbechter ginn an den nächste Méint agestallt, soudatt virgesinn ass, d'Departe séier ze kompenséieren an den Departement, doriwwer eraus an alle Beräicher zolidd opzestocken.

De Poste vum Commissaire à l'Énergie wäert nom Depart vum Commissaire ausgeschriwwen an duerno nei besat ginn.

D'Bewäertung „net tragesch" bezitt sech op de Fonctionnement vum Ministère an ass keng Bewäertung vun der gudder Aarbecht vum aktuelle Commissaire. „Tragisch" bedeit nom Duden „auf verhängnisvolle Weise eintretend und schicksalhaft in den Untergang führend". Vu datt den Departement weider wäert mat kompetente Mataarbechter fonctionnéiren a souguer opgestockt gëtt, ass domadder sécher net vun esou enger Entwécklung vun dësem Departement auszegoen.

Déi zréckgehale Pisten aus dem Rifkin-Prozess fléisse weider an d'Decisioune vun dëser Regierung an a wäerten nei Mesuren am Beräich Klima an Économie circulaire beaflossen.

D'Mesurë vum nationalen Energie- a Klimaplang sinn amgaang ausgeschafft ze ginn an all d'Chamberfraktioune wäerten d'Geleeënheet kréien, hire wichtege Bäitrag zu dëser nationaler Prioritéit ze leeschten.

Question 1143 (30.08.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**évaluation d'impact des textes législatifs :**

Déjà à l'heure actuelle tout projet de loi fait l'objet d'une évaluation financière et politique. À l'aide d'une fiche d'évaluation simplifiée les auteurs des projets de loi évaluent l'impact du projet du Gouvernement sur les finances publiques et par rapport à la réalisation de certains objectifs politiques (mieux légiférer, égalité des chances, directive « services »). Cette évaluation a un caractère public.

Présentement, une telle évaluation n'est pas prévue pour les propositions de loi, c'est-à-dire les initiatives législatives parlementaires.

1) J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Premier Ministre s'il partage mon opinion que tout au moins le mécanisme de l'évaluation financière devrait être élargi aux propositions de loi en vue d'assurer un examen éclairé de toute initiative législative, indépendamment de son origine.

2) De quelle façon le Gouvernement entend-il réaliser l'évaluation de durabilité (« Nachhaltigkeitscheck ») inscrite dans le programme gouvernemental ? Quelle instance sera, le cas échéant, chargée d'effectuer l'analyse d'impact de toute initiative législative du point de vue de sa conformité aux objectifs de développement durable ?

Réponse commune (07.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

1) Le mécanisme d'évaluation décrit par l'honorable Député découle de l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État qui dispose que « des projets ou propositions de loi, des projets d'amendement d'initiative parlementaire ou ministérielle ainsi que des projets de règlement comportent des dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget, ils sont obligatoirement accompagnés d'un exposé des recettes et des dépenses nouvelles ou des modifications de recettes et de dépenses à prévoir au budget. Cet exposé comprend une fiche financière renseignant sur l'impact budgétaire prévisible à court, moyen et long terme. La fiche financière doit comporter tous les renseignements permettant d'identifier la nature et la durée des dépenses proposées, leur impact sur les dépenses de fonctionnement et de personnel. »

En pratique, la forme de l'évaluation financière est libre, il échet uniquement, pour le ministre initiateur respectivement le député initiateur, de fournir les renseignements prévus au paragraphe 1 de l'article 79 de la loi précitée.

La mesure proposée par l'honorable Député, c'est-à-dire un mécanisme d'évaluation financière des propositions de loi, est déjà prévue par le législateur depuis 1999.

La « fiche d'évaluation d'impact », initiée dès 2012 dans un processus de simplification administrative, consiste en un formulaire invitant l'auteur du texte à procéder à une auto-évaluation du projet par le biais d'une série de recommandations déclinant les principes de « mieux légiférer », de l'impact sur l'égalité entre les femmes et les hommes, ou encore le respect des dispositions de la directive 2006/123/CE du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur. Rien n'empêche un député, auteur d'une proposition de loi, de procéder à une auto-évaluation de sa proposition, à l'instar de l'auteur d'un projet de loi.

En définitive, tant la fiche financière que la fiche d'évaluation d'impact poursuivent la finalité de fournir au législateur une série d'informations essentielles pour le mettre en mesure de porter un jugement critique sur la mesure proposée (projet ou proposition), peu importe qui en était l'auteur.

La fiche d'évaluation d'impact, ainsi que la fiche financière, sont actuellement en cours de révision et font partie intégrante des travaux en vue de la digitalisation des procédures législatives et réglementaires.

2) Le « check durabilité », dit « Nohaltegkeetscheck » (NHC), figurant dans le 3e Plan national pour un développement durable (PNDD) ainsi que dans l'accord de coalition 2018-2023, sera un outil d'autoévaluation commun à tous les ministères proposant une analyse des projets de loi et de règlement grand-ducal par le biais de leur impact réel et/ou potentiel sur les champs d'actions prioritaires retenus dans le PNDD. Le NHC vise ainsi à compléter l'exposé des motifs sommaire du projet évalué en fournissant des éléments supplémentaires faisant transparaître explicitement l'opportunité de légiférer dans un sens déterminé qui ambitionne la réalisation des objectifs découlant des champs d'actions prioritaires du PNDD.

En pratique, le NHC prendra la forme d'un questionnaire accompagné d'une documentation illustrative et régulièrement mise à jour. Le NHC ambitionne également à rationaliser la collaboration entre les ministères, en proposant une grille analytique des projets à évaluer en harmonie avec les 17 objectifs de l'Agenda 2030 du Développement durable reflétant les trois dimensions du développement durable, à savoir les dimensions environnementale, sociale et économique.

La Commission interdépartementale de développement durable (CIDD), au sein de laquelle tous les ministères sont représentés, est en charge de l'élaboration du NHC. Les travaux y relatifs sont coordonnés par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du développement durable en étroite collaboration avec le Ministère d'État, en charge de la procédure législative et réglementaire. En vue d'une concrétisation rapide du NHC, les efforts ont été doublés au début de l'année 2019. Étant donné que pour la mise en œuvre du NHC la digitalisation de cette nouvelle procédure s'impose, le NHC et sa mise en ligne forment une partie intégrante de la digitalisation de la procédure législative et réglementaire dont les travaux sont en cours.

Question 1144 (30.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**obligation de rédiger le rapport de suivi du concept d'action général en langue française :**

Strukturen, déi mam Chèque-service ze dinn hunn, schaffen all dräi Joer en „Concept d'action général" (kuerz „CAG") aus. Dee musse si erareechen, fir dëse vun hirem zoustännegen Agent régional fir dräi Joer validéieren ze loos-

sen. Dëse CAG dierfe si an enger vun deenen dräi administrative Sprooche vum Land schreiwen, an den Agent régional schreift säin Avis an der nämlechter Sprooch, wéi de CAG geschriwwen ass.

All Agent régional mécht op d'mannst zwou Visitten d'Joer an de Strukturen. Uschléissend gëtt en „rapport-suivi" geschriwwen, wou den Agent régional op dat, wat an de Visitten thematiséiert ginn ass, an op alles, wat vum Gesetz hier ënnert den „dispositif qualité" fält (wéi z. B. d'Formatioun continue) ageet a säin Avis ofgëtt. Dëse Rapport-suivi MUSS d'office op Franséisch verfaasst ginn. Verschidde Strukture sinn awer domadder net zefridden, well si dëse Rapport-suivi och gär an der nämlechter Sprooch wéilte geschriwwe kréien, an där si och hire CAG verfaasst hunn.

Well d'Sproochegesetz vun 1984 dräi gläichberechtegt administrativ Sprooche virgesäit, wéilt ech dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Firwat kann den Agent régional net decidéieren, a wéi enger vun deenen dräi administrative Sproochen hie wéilt säi Rapport-suivi schreiwen respektiv an där Sprooch, an där den Dossier ugefaange gouf?

2. Wéi e Konzept vu Méisproochegkeet huet d'Regierung an hirer eegener Kommunikatioun mat deene concernéierte Strukturen, dëst an engem Kontext, wou si selwer jo d'Méisproochegkeet wëllt promouvéieren? Firwat insistéiert si do op Franséisch, eventuell géint de Wëlle vun deene betraffene Strukturen oder engem regionalen Agent, wann d'Sproochegesetz keng Hierarchie tëschent deenen dräi Verwaltungssprooche kennt?

Réponse (07.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Agents régionaux produzéiere verschidden Zorte Schrëftstécker: den Avis iwwert de Concept d'action général respektiv de Projet d'établissement an de jäerleche Rapport-suivi iwwer hir Visitte bei de Strukturen.

D'Services d'éducation et d'accueil kënnen hire Concept d'action général respektiv Projet d'établissement op Franséisch oder op Däitsch eraginn a kréien dann en Avis dozou an der respektiver Sprooch zréck.

D'Rapports-suivi ginn op Franséisch geschriwwen, well dës Dokumenter musse Bezuch op Gesetzer a Reglementer huelen, déi eben op Franséisch sinn. Dës Rapporte kënnen zitéiert ginn, wann de Ministère géint Bedreiwer virgeet, déi sech net un d'Regelen halen. Den offizielle Courrier ass an deem Fall ëmmer op Franséisch. Et geet also drëm, eng Kohärenz tëscht de Rapports-suivi an dem administrative Courrier ze garantéieren. D'Méiglechkeet, an Zukunft d'Rapports-suivi kënnen an deenen aneren administrative Sproochen ze redigéieren, gëtt analyséiert, an et gëtt gekuckt, ob dat engem reelle Besoin entsprécht.

ad 2. D'Publikatiounen an d'pedagogescht Material, dat de Service national de la jeunesse erausgëtt, ass zanter zwee Joer am Prinzip ëmmer op Däitsch an op Franséisch. Et kann awer duerch d'Iwwersetzungen zu Decalagë kommen.

Question 1145 (30.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **légalisation du cannabis récréatif :**

Am internationalen ëffentleche Recht gëtt et eng Rei vu Konventiounen, déi Droge betreffen an an deenen de Cannabis och explizit genannt a verbuede gëtt. Am Kader vun der UNO zum Beispill zielen zu deene wichtegste Rechtsinstrumenter an dësem Beräich d'Drogekonventioun vun 1961 (esou wéi 1972 ofgeännert), d'Konventioun iwwer psychotrop Substanze vun 1971 an d'Konventioun géint den illegalen Handel mat esou Substanze vun 1988.

Well d'Regierung jo wëll de Cannabis als sougenannten „Genossmëttel" legaliséieren, stelle sech Froe mat der Konformitéit vun eisem Land zu sengen internationalen Obligatiounen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Bausseminister an dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. A wéi wäit géing eng Legaliséierung vum Konsum, vum Verkaf, vun der Kultur, vum Handel asw., mat Cannabis a sengen derivéierte Produkter zu sougenannten „rekreativen Zwecker" eist Land an Netkonformitéit mat internationale Verflichtunge setzen? Wéi eng Traitéen oder aner Rechtsinstrumenter wäre genee betraff?

2. Missten dës international Traitéen net fir d'Éischt denoncéiert ginn, ier Lëtzebuerg seng national Legislatioun géif änneren? Plangt d'Regierung, vun deene betraffene Rechtsinstrumenter zréckzetrieden ier eis national Legislatioun soll geännert ginn, fir eng Kohärenz am Rechtskierper ze erhalen?

3. Wéi gesäit d'Regierung d'Diskussioun ronderëm d'Primautéit vum internationalen Droit an déi konstitutionell Implikatioune vun enger Netkonformitéit vum nationale Recht mat internationalen Traitéen? Wéi eng Implikatiounen hätt esou eng Entwécklung op eventuell weider Beräicher, an deene sech Kontradiktiounen tëschent internationalen an nationale legalen Dispositioune géife weisen?

4. Ass et opportun, datt e Land wéi Lëtzebuerg, dat bis elo ëmmer fir de Respekt vum internationalen ëffentleche Recht plädéiert huet, elo eng „Virreiderroll" spillt, wann aus ideologesche Grënn dat internationaalt Recht soll gebrach ginn?

5. Wéi wierkt sech d'Positioun vun der Regierung an der Fro vum sougenannte „rekreative" Cannabis op d'Relatioune mat eisen Nopeschlänner aus? Wat ass virgesinn, fir d'Bedenke vun eisen Nopeschlänner ze zerstreeën?

Réponse commune (26.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

D'Äntwerten op d'Froen 1 bis 3 sinn ofhängeg vum Konzept iwwert d'Reglementatioun vum Zougang zu net medezinneschem Cannabis. Dëst Konzept ass, wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum Deputéierte Claude Wiseler N° 0855 präziséiert, zu dësem Zäitpunkt an der Ausschaffung.

E wichteg Zil vun der Reglementatioun soll et och sinn, d'Gesondheet vun de Mënschen ze schützen déi mat Cannabis a Kontakt kommen. Déi genannten UNO- Konventiounen verfollegen, ënner anerem, och dëst Zil. Dofir steet d'Reglementatioun vum Zougang zu net medezinneschem Cannabis prinzipiell, wéi och vum allgemengen Usaz hir, net per se am Géigesaz zu de Konventiounen.

D'Regierung wäert sech och weiderhi fir de Respekt vum internationalen ëffentleche Recht a fir multilateral Kooperatioun asetzen.

E gudde Kontakt mat den Nopeschlänner steet dofir och am Mëttelpunkt vun den Iwwerleeungen. An deem Sënn gouf och scho Kontakt mat den zoustännegen Instanzen aus Frankräich, der Belsch an Däitschland opgeholl.

Question 1146 (30.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**hymne européen :**

Bei der ziviller Feier um Nationalfeierdag wéi och am zivillen Deel vun der Parad, gëtt déi sougenannten „Europahymn" gespillt. U sech ass déi Musek, an enger vokaler Fassung aus engem Gedicht vum Friedrich Schiller, e wonnerbaart Wierk vum Ludwig van Beethoven, awer ouni all offizielle Charakter. An enger Fassung ouni Vokalmusek an an engem bestëmmten Arrangement kann et awer och dei sougenannten „Europahymn" sinn, esou wéi den Europarot si 1972 zréckbehalen hat.

Protokollaresch huet déi Hymn awer net deeselwechte Statut wéi eng Nationalhymn. De Versuch, där Hymn en offizielle Charakter ze ginn, war am europäesche Verfassungsvertrag ënnerholl ginn, dee jo awer a Frankräich an an Holland ausdrécklech per Referendum zréckgewise gouf. Am Vertrag vu Lissabon ass dee Versuch, eng offiziell europäesch Hymn anzeféieren, dowéinst fale gelooss ginn.

Déi „Ode an die Freude" aus dem Ludwig van Beethoven senger néngter Symphonie kann also wuel musikalesch un den europäesche Gedanken erënneren - woubäi d'Interpretatioune vun deem Begréff wäit ausernee ginn - kann awer dobäi keen offizielle Charakter hunn.

Et ass dowéinst drop Uecht ze ginn, datt déi sougenannten „Europahymn" protokollaresch net d'selwecht wéi eng Nationalhymn behandelt gëtt, also datt d'Leit bei där Hymn net opstinn, d'Militär net salutéiert an och d'Waffen net presentéiert an datt och, no dem Ofspille vun där sougenannter „Europahymn", ka geklappt ginn, well et jo eng konzertant Opféierung vun engem schéine Musekssték ouni offizielle Charakter mat protokollareschem Rang ass.

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt et e protokollareschen Ënnerscheed tëschent Nationalhymnen an anere Musekssték gëtt, déi entweder iergende Gedanke sollen evoquéieren oder als Identifizéierung vun enger internationaler Organisatioun déngen?

2. Ass d'Regierung sech bewosst, datt de Versuch, enger „Europahymn" en offizielle Charakter ze ginn, no de Referenden a Frankräich an an Holland fale gelooss gouf an datt de Lissabonner Vertrag bewosst op d'Aféierung vun offiziellen europäeschen „Statssymboler" verzicht huet?

3. Wéi wëll d'Regierung bei offizielle Feieren zu Lëtzebuerg méi däitlech maachen, datt et e protokollareschen Ënnerscheed tëschent der Nationalhymn an där sougenannter „Europahymn" gëtt? Misst d'Organisatioun vun de Nationalfeierdagszeremonien net besser esou agencéiert ginn, datt d'Leit bei där sougenannter „Europahymn" sëtze bleiwen oder sech no der Nationalhymn nees kenne sëtzen?

Réponse (23.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. Jo.

ad 2. D'Regierung kennt d'Genèse an de Contenu vun den europäesche Verträg.

ad 3. D'Regierung gesäit kee Besoin, deen Ënnerscheed méi däitlech ze maachen. Et gëtt keng Uweisung, déi de Leit géif virschreiwen, bei der Nationalhymn oder der Europahymn opzestoen. Well d'Leit dat awer spontan maachen, ass dovun auszegoen, datt si, wat d'Europahymn ugeet, dat aus Respekt an als Ënnerstëtzung maache fir d'Wäerter, déi de Sockel vun der Europäescher Unioun duerstellen an där Lëtzebuerg als ee vun de Grënnerstaten déif verwuerzelt ass.

Question 1148 (02.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**exposition canine :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0225 hat ech den Här Landwirtschaftsminister ufanks des Joers no Informatiounen iwwert d'Organisatioun vun der diesjäreger Hondsausstellung zu Lëtzebuerg gefrot. D'Dog Show huet dunn effektiv den 31. August an den 1. September zu Lëtzebuerg stattfonnt. A wei aus der Äntwert vum Minister ervirgeet, goufen d'Kontrolle vum Déiereschutzgesetz vun ëffentlecher Säit aus mat Hëllef vun der Veterinärsinspektioun an der Douane organiséiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Landwirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. A wéi engem Ëmfang goufe Kontrollen op der Ausstellungsfläch an och um Parking organiséiert? Ass de Minister der Meenung, dass den Ëmfang vun dëse Kontrolle ausräichend war?

2. Goufen um Event iergendwellech Infraktioune géint d'Déiereschutzgesetz festgestallt? Falls jo, ëm wéi eng Infraktiounen huet et sech heibäi gehandelt?

3. Goufe bezüüglech dem Déierentransport Kontrollen duerchgefouert? Gouf zum Beispill kontrolléiert, ob d'Déieren an den Transportkäfeger genuch Plaz, Fudder a Waasser haten? A goufen och d'Temperatur an d'Anhale vun de Pause wärend dem Transport kontrolléiert?

- Falls jo, wei genee sinn dës Kontrollen ofgelaf?

- Wéi goufen d'Hondsziichter kontrolléiert, déi méi wäit Distanzen op Lëtzebuerg zréckgeluecht hunn?

4. Den éischten Artikel vum Déiereschutzgesetz schwätzt den Déieren eng Dignitéit (= Würd) zou. Ass d'Regierung der Meenung, dass ëffentlech Hondsaustellungen d'Würd vum Déier respektéieren? Sinn dës Déierenausstellungen des Weideren hautzudaags nach ethesch vertrietbar?

Réponse (08.10.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Am Virfeld vun der Dog Expo, déi den 31. August an 1. September 2019 zu Lëtzebuerg stattfonnt huet, waren déi verschidde Kontrollen tëschent dem Organisateur (FCL), der Douane, der Veterinärsverwaltung an de praktizéierende Veterinären ofgeschwat ginn.

Wärend d'Douane an d'ASV sech méi ëm d'Ëmfeld vun der Ausstellung gekëmmert hunn, waren d'Veterinären zoustänneg fir d'Kontrolle beim Agang an och an den Ausstellungshalen, wou si vun enger Rei vu Leit vun der FCL ënnerstëtzt goufen. Alles an allem kann ee behaapten, dass fir esou eng Zort vun Ausstellung den „dispositif de contrôle" exzeptionell ass.

ad 2. Infraktioune goufe keng festgestallt. Een Tëschefall war, dass een Aussteller Hënn am Auto um Parking sëtze gelooss hat, obschonn dëst vum Organisateur strikt verbuede gouf. Duerch den Asaz vun den Autoritéite konnt de Problem awer schnell behuewe ginn.

ad 3. Betreffend den Transport kann hei natierlech nëmmen „à destination" kontrolléiert ginn, wat d'Gefierer an Equipementer betrëfft. Hei huet haaptsächlech d'Douane, déi um Parking präsent war, Kontrollen duerchgefouert, an et goufe keng Verstéiss festgestallt.

ad 4. Hondsausstellunge gi vun nationalen Zuuchtverbänn, bei eis d'FCL (Fédération cynologique luxembourgeoise), déi un den internationalen Zuuchtverband FCI affiliéiert sinn, organiséiert.

Zil vun dësen Ausstellungen ass et ze beuerteelen, ob anatomesch oder morphologesch Detailer vun engem Hond dem Rassestandard entspriechen. Nëmmen anatomesch korrekt Déieren dierfen als Zuuchtdéieren agesat ginn. „Qualzuuchten" sollen esou verhënnert ginn; et ass een zum Beispill beim Däitsche Schéifer dovunner ofkomm, se esou ze ziichten, dass den hënneschte Laf méi déif ass wéi de viischten, well vill Problemer mat Hëftdysplasie duerch esou eng Zuucht virkomm sinn.

Ausserdeem ginn och Hënn vun der Zuucht ausgeschloss, déi en aggressiivt Verhalen opweisen. D'Riichter beuerteelen also net nëmmen d'Morphologie, mä och de Charakter vum Hond. Hondsausstellunge sinn also extrem wichteg, fir de Rassestandard, och am Sënn vun hirem Wiesen a Verhalen, vun eisen Hondsrassen ze erhalen an sinn dofir och nach hautdesdaag ethesch vertrietbar.

D'Organisateure vun der Dog Expo setze sech derfir an, dass bei den ëffentlechen Hondsausstellungen net nëmmen d'Würd vum Déier respektéiert gëtt, mä och säi Wuelbefannen. Dofir gi jo net nëmme Kontrolle bei der Entrée gemaach, mä et gëtt och eng Permanence vu Veterinären de ganzen Dag iwwer assuréiert.

Question 1149 (03.09.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **délais de candidature pour le stage pédagogique :**

Den Artikel 2 vum Arrêté ministériel vum 8. Juli 2019, fixant pour l'année scolaire 2019-2020 les dates de présentation des demandes d'admission au stage pédagogique pour les différentes fonctions enseignantes de l'enseignement secondaire, beseet, datt d'Demandes d'admission fir de Stage pédagogique am Secondaire bis de 4. August 2019 hu missen agereecht ginn.

An de vergaangene Jore konnte Kandidaten a Kandidatinne sech nach bis Mëtt September fir de Stage pédagogique am Secondaire umellen. Duerch de besoten Arrêté ministériel vum 8. Juli 2019 gouf dës Frist verkierzt. Fir eng Rëtsch Studentinnen a Studenten ass den ofgeännerten Delai fir d'Erareeche vun den Demandes d'admission ze kuerzfristeg ugesat, well si nach mat engem Fouss op der Universitéit sinn, natierlech awer wëlle méiglechst séier an de Beruff eraklammen. Bei der aktueller Penurie un Enseignanten am Secondaire stellt sech an deem Kontext d'Fro, firwat esou Schrëtt vum Ministère iwwerhaapt néideg sinn, verhënnere se dach, datt méi Leit kéinte fir déi entspriechend Poste postuléieren.

Eisen Informatiounen no huet den Educatiounsministère hisiichtlech dem verkierzten Delai fir d'Applikatioune fir de Stage pédagogique confirméiert, datt eng Demande de recours gracieux kéint un de Minister gestallt gi mam Zil, eng verspéiten Demande awer nach ze considereéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Goufen déi genannten Demandes de recours gracieux akzeptéiert? Falls neen, firwat net?

2. Ass de Minister net der Meenung, datt eng gewësse Kulanz an dësem Kontext och favorabel Effeten op d'Penurie un Enseignanten hätt?

3. Här Minister, firwat gouf am Joer 2019 keng Transitiounsphas virgesinn, fir déi verkierzten Delaien op eng méi transparent a manner abrupt Manéier ze kommunizéieren?

Réponse (08.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Et stëmmt, datt d'Demandes d'admission fir de Stage pédagogique am Secondaire ufanks hu misse bis de 4. August agereecht ginn.

Nodeems eng Partie Leit e Recours gracieux agereecht hunn, respektiv sech um Ministère iwwer Telefon gemellt hunn, ass decidéiert

ginn, d'Inscriptioun erëm opzemaachen an dat bis den 29. September.

All d'Leit, déi ee Recours gracieux agereecht hunn oder sech telefonesch gemellt haten, si perséinlech ugeschriwwe ginn, fir hinnen déi Informatioun matzedeelen. Des Weidere gouf dës Informatioun op dem Site vum MENJE veröffentlecht (http://www.men.public.lu/fr/actualites/index.html; http://www.men.public.lu/fr/secondaire/personnel-ecoles/recrutement-enseignant-fonctionnaire/index.html), d'Direktioune vun de Lycéeë goufen ugeschriwwen an et ass en neien Appel à candidatures an den Zeitunge veröffentlecht ginn.

Question 1150 (03.09.2019) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant l'**obligation d'équiper les camions des assistants de changement de direction :**

Dans le cadre de la révision du règlement (CE) 661/2009 du Conseil et du Parlement européen, il est prévu de rendre obligatoire l'équipement des camions et autobus avec des assistants de changement de direction à partir de 2022, respectivement 2024, afin de minimiser le risque d'accident avec des cyclistes.

En raison de ce délai très généreux, le Ministre fédéral allemand de la Mobilité et de l'Infrastructure digitale a lancé le programme de soutien « Aktion Abbiegeassistent » en 2018 pour promouvoir l'équipement de tels assistants au plus vite. Ainsi, à titre d'exemple, le Gouvernement régional de la Rhénanie-Palatinat a décidé récemment d'équiper l'intégralité des camions de son service « Landbetrieb Mobilität » avec un tel assistant.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Combien d'accidents y a-t-il eu entre cyclistes et camions, respectivement autobus au fil des cinq dernières années ?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de son homologue allemand qu'il est opportun d'accroître la sécurité routière dans ce domaine avant que cela ne devienne obligatoire au niveau européen ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre prévoit-il de légiférer au niveau national à cette fin ?

- Dans l'affirmative, combien de camions et autobus des administrations publiques ont déjà été équipés avec un tel assistant ? Pour quand tous les véhicules en question pourront-ils être équipés avec un tel assistant ?

- Monsieur le Ministre prévoit-il des mesures de soutien financier pour les acteurs du secteur privé afin d'installer les assistants susmentionnés au plus vite ?

- Dans la négative, pour quelles raisons Monsieur le Ministre est-il contre un renforcement des dispositifs de sécurité à cet égard ?

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Tout d'abord, il y a lieu de soulever qu'entre 2014 et 2018 quatre accidents avec des cyclistes gravement blessés sont survenus sur les voies publiques luxembourgeoises dans lesquels un véhicule lourd (trois poids lourds et un autobus) et un cycliste ont été impliqués.

Étant donné que la protection des usagers vulnérables est une des priorités afin d'améliorer la sécurité sur nos routes, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics supporte les initiatives à tout niveau pour atteindre ce but. Partant, le Luxembourg soutient pleinement l'initiative du législateur européen de rendre obligatoire pour les constructeurs de véhicules automoteurs l'équipement de leurs véhicules avec des systèmes d'assistance de haute performance, dont notamment les systèmes d'assistance de changement de direction des poids lourds. Dans ce contexte il est cependant important de ne pas se focaliser exclusivement sur un seul système dans l'objectif de réduire les accidents, mais de prendre en considération l'ensemble des efforts effectués au niveau européen afin de réduire ce genre d'accidents.

En effet, en 2019, la décision (UE) 2019/984 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 modifiant la directive 96/53/CE du Conseil en ce qui concerne le délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité a été adoptée. Une décision fortement supportée par les constructeurs, puisque la plupart des accidents avec des usagers vulnérables sont en effet liés à la configuration de la cabine traditionnelle en forme de brique, limitant fortement la visibilité du conducteur. Par ailleurs, un élément supplémentaire promotionnel pour les cabines élongées des camions consiste dans la réduction de la résistance au vent, diminuant ainsi la consommation de carburant. Suivant les études menées, la performance aérodynamique peut être augmentée de 12 % pour une réduction en consommation de carburant entre 3 et 5 %, ce qui est un fort incitatif pour le développement et la mise en circulation de ces camions.

Cependant, ce dépassement en longueur par rapport à la longueur standard peut uniquement être accordé pour autant que les cabines améliorent non seulement les performances aérodynamiques et énergétiques, mais également les performances en matière de sécurité. En effet, la future forme plus arrondie et plus aérodynamique des cabines va apporter certains avantages majeurs au niveau de la sécurité par rapport aux anciennes cabines. Avec des pare-brise plus grands et la modification du positionnement du siège du conducteur, une forte réduction de l'angle mort est réalisable. En outre, en cas d'accident, la forme arrondie de la zone de déformation peut prévenir les risques d'écrasement des cyclistes et des piétons.

Considérant ces avantages, il est fort probable que les premiers camions avec des formes optimisées en termes de sécurité vont être mis en circulation à partir du 1er septembre 2020 et ainsi contribuer, même sans être nécessairement équipés par un système d'assistance de changement de direction, à augmenter la sécurité routière.

Afin d'anticiper la législation européenne qui rendra les systèmes d'assistance de changement de direction des poids lourds obligatoires à partir de 2022, respectivement 2024, je vais proposer aux membres du Gouvernement d'aviser leurs services d'équiper tout nouveau véhicule de service dépassant 3,5t d'un tel système dans la mesure du possible.

Question 1153 (03.09.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **coupure de courant pour facture impayée :**

Laut aktueller Gesetzeslag ass et verbueden, d'Familljen oder d'Stéit, déi hir Stroum- oder Gasrechnung net kënne bezuelen, vum Netz ze huelen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madame Familljeministesch:

1. Wéi vill Famillje waren heivunner an de leschten zéng Joer betraff?

2. Wéi deelt sech d'Akommes vun dëse betraffene Familljen, no Akommesstufen, an?

3. Schielt sech bei dëse betraffene Familljen déi eng oder aner Kategorie eraus, oder gëtt et soss eng statistesch Zesummesetzung?

4. Wéi gouf dëse Stéit gehollef a wat fir eng Mesurë goufen hei geholl?

Réponse commune (08.10.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Bei Haushaltsclienten, déi hir Stroum- oder Gasrechnung net bezuelen, gesinn déi respektiv ofgeännert Gesetzer vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Stroum- a Gasmarché Prozedure vir, an deenen de Fournisseur berechtegt ass, e spezielle Compteur vum Netzbedreiwer installéieren ze loossen, deen eng Virausbezuelung viraussetzt.

Ier eng Ofschaltprozedur vum Fournisseur lancéiert gëtt, muss den zoustännegen Office social informéiert ginn, deen dem Fournisseur, gemäß Artikel 30 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'sozial Hëllef, bannent zéng Deeg eng Réckmeldung muss ginn, ob de Client effektiv eligibel ass, fir sozial Hëllef ze kréien. Am Fall, wou den zoustännegen Office social dem Fournisseur matdeelt, datt de Client sozial Hëllef an Usproch huele kann, däerf dëse Client och net ofgeschalt ginn.

Déi Clienten, déi net als eligibel vum Office social agestuuft ginn, kënnen dann no op d'mannst zwee Rappellen a fréistens zwee Méint no Oflaf vun der net bezuelter Rechnung op Ufro vum Fournisseur vum Netzbedreiwer ofgeschalt ginn.

A senge Rapporten iwwer seng Aktivitéiten an der Ausféierung vu senge Missiounen an de Secteure vu Stroum a Gas zu Lëtzebuerg weist den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) all Joer, wéi vill Ofschaltprozedure vun de Stroum- a Gasfournisseure bei Clienten, déi hir Rechnung net bezuelt hunn, ageleet goufen a wéi vill Ofschaltungen d'Netzbedreiwer op Ufro vun de Fournisseuren effektiv duerchgefouert hunn.

Bei dësen Ofschaltunge sinn, sou wéi déi zwee virgenannt Gesetzer dat virgesinn, keng Clienten dobäi, déi vum Office social gehollef kréien. Et ka sech dobäi zum Beispill ëm Uschlëss handelen, wou de Proprietaire vum Haus gewiesselt huet oder awer och ëm professionell Clienten.

Question 1156 (04.09.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **situation des réfugiés en Bosnie-Herzégovine :**

La « route des Balkans » est théoriquement fermée depuis mars 2016. Pourtant, des milliers de réfugiés continuent d'avancer sur les routes de la région. La situation humanitaire est de plus en plus désespérée, notamment en Bosnie-Herzégovine. Près de 10.000 réfugiés s'entassent dans la région de Bihac pour tenter de franchir la frontière croate. Les organisations humanitaires dénoncent de nombreux actes de violence de la part de la police croate. Des réfugiés sont battus, leurs téléphones portables sont brisés et beaucoup sont refoulés illégalement en Bosnie, sans que leur soit laissée la possibilité de demander l'asile en Croatie, pourtant prévue par les conventions internationales. Ces actes violent la Convention de Genève sur la protection des réfugiés et la souveraineté territoriale bosnienne. À cela s'ajoute que les camps dans la région de Bihac sont parfaitement inadaptés pour héberger autant de personnes. La Bosnie-Herzégovine manque de moyens pour installer des capacités d'accueil appropriées, alors que la Commission avait proposé l'appui financier nécessaire.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de cette situation en Bosnie-Herzégovine ?

2) Monsieur le Ministre prévoit-il d'adresser cette problématique lors d'une prochaine réunion avec ses homologues européens, et notamment avec son homologue croate pour trouver une solution rapide ?

Réponse (13.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) Oui, la situation décrite par l'honorable Député est connue.

ad 2) La Présidence du Conseil de l'Union européenne ainsi que la Commission européenne, avec la Bosnie-Herzégovine ainsi que tous les États membres, y inclus la Croatie, sont déjà saisis du dossier. La Commission européenne a ainsi décidé le 19 août 2019 d'allouer dix millions d'euros supplémentaires à la Bosnie-Herzégovine, notamment pour l'aider à bâtir des centres d'accueil supplémentaires.

Question 1157 (04.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **promotion de nouveaux systèmes de sécurité dans les véhicules :**

An de leschte Jore sinn an der Autosindustrie eng Rëtsch interessant Sécherheetsequipementer virgestallt ginn. Ee rezent Beispill ass ee sougenannte Rechtsabbiegeassistent, bei deem Sensore vum Auto Vëlosfuerer erkennen, déi vun hannen ugefuer kommen an eng automatesch Bremsung ausléisen. Aner Equipementer bidden dës automatesch Bremssystemer fir d'Verhënnere vu Frontalaccidenter mat Foussgänger un. Och d'Beliichtung an den Autoen huet sech an de leschte Jore weiderentwéckelt, soudass Autoe mat LED anstatt mat Halogen equipéiert kënne ginn.

All dës technesch Sécherheetsmesuren existéieren a kënnen derzou bäidroen, dat vun der Regierung deklaréiert Zil vun der Vision Zéro, dat heescht d'Reduzéierung vun de Stroossenaffer op null, ze erreechen. De Mobilitéitsminister huet am Aktiounsplang „Sécurité routière" d'Promotioun vu Sécherheetsequipementer als ee vun den Haaptdefien definéiert. Et ass natierlech ze betounen, dass den Abau vun esou Sécherheetsequipementer an den Autoe Geld kascht. Geld, wat virun allem déi sozial schwaach Akommesklassen an eisem Land net hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wëll de Minister den Abau vu moderne Sécherheetsequipementer a lëtzebuergeschen Autoe promouvéieren?

- Falls jo, wéi soll dëst geschéien?

- Falls neen, firwat ecartéiert de Minister dës Méiglechkeet?

2. Vu dass ënnert der aktueller Regierung d'Luuchtepottoen op den Autobunnen ofgeseet gi sinn, wär et do net sënnvoll, déi gespuerte Suen an d'Stroossesécherheet ze investéieren?

- Falls dëst geplangt ass, a wéi eng Mesurë wëllt de Minister dës Suen investéieren?

- Ënnert deem Aspekt, wäert de Minister sech dofir asetzen, modern a sécher Beliichtungstechnologië fir Autoen, wéi zum Beispill de Xenon oder de LED, fir all Autofuerer méi zougänglech ze maachen?

3. Wëll d'Regierung de Kaf vu moderne Sécherheetsequipementer an Autoen, äänlech wéi si et bei den Elektroautoe gemaach huet, subventionéieren?

- Falls jo, fir wéi eng Sécherheetsequipementer ass dëst virgesinn?

- Falls neen, wéi kënne sozial schwaach Akommesklassen an de Genoss vu modernen a sécheren Autoe kommen?

4. Consideréiert d'Regierung, iergendwann nëmmen nach Neiween zu Lëtzebuerg zouzeloossen, déi modern Sécherheetsequipementer virweise kënnen, wéi zum Beispill den automatesche Bremsassistent?

- Falls jo, ab wéi engem Datum gëtt dëst envisagéiert a fir wéi eng Sécherheetsequipementer?

- Falls neen, rechent d'Regierung domadder, dass de Marché dat vum selwe regele wäert?

Réponse (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte Marc Goergen freet a senger parlamentarescher Fro, ob a wéi de Mobilitéitsministère d'Notze vu moderne Sécherheetsequipementer an Autoe wëllt ënnerstëtzen.

Eng Mesure aus dem nationalen Aktiounsplang fir d'Verkéierssécherheet gesäit vir, datt d'Sécherheetsequipementer, déi zum Deel haut schonn an Autoen zum Asaz kommen, promovéiert solle ginn. An deem Kader ass geplangt, datt zesumme mat sämtlechen Akteure soll eng Informatiounscampagne lancéiert ginn, fir d'Leit iwwert d'Virdeeler an dat richtegt Notze vu Sécherheetsequipementer ze informéieren. Et ass extrem wichteg, d'Chaufferen iwwert de richtegen Émgang mat esou Equipementer ze sensibiliséieren. Nëmme wann d'Chaufferen d'Grenzen an d'Virdeeler vun esou Systemer och wierklech kennen, kënnen dës zu enger tatsächlecher Verbesserung vun der Verkéierssécherheet bäidroen. Duerch déi grouss Unzuel vu verschiddene Systemer vun ënnerschiddlechen Hiersteller ass et allerdéngs net ëmmer ganz einfach fir de potenzielle Keefer oder Notzer vun engem Auto, ze entscheeden, wéi eng Assistenzsystemer effektiv zu enger Verbesserung vun der Sécherheet bäidroen a wéi se genee funktionéieren.

An deem Kader ass et deemno wichteg, datt eng harmoniséiert Approche an Europa ugestrieft gëtt. Hei kann op déi rezent Aarbechten um europäesche Plang verwise ginn. Am Abrëll vun dësem Joer gouf vum Europäesche Parlament ee Reglementsentworf adoptéiert, dee virgesäit, datt an Zukunft d'Gefierer mat méi enger grousser Unzuel vun obligatoresche Sécherheetssystemer mussen equipéiert ginn. Ouni dës Sécherheetssystemer kënnen d'Gefierer an Zukunft net méi fir de Stroosseverkéier zougelooss ginn. D'Reglement gesäit vir, datt no an no verschidde Systemer obligatoresch an den Autoe solle ginn, woubäi als Éischt déi Systemer agefouert ginn, déi haut schonn um Marché sinn an ee reellen Effekt op d'Verkéierssécherheet hunn. No an no sollen dann och méi komplex Systemer an d'Gefierer integréiert ginn.

Lëtzebuerg kann dës harmoniséiert Approche ënnerstëtzen, déi am Kader vum europäeschen an internationalen Homologatiounssystem ausgeschafft gouf, ee System, dee fir Europa virgesäit, datt sämtlech Autoen, déi de Minimum vun den Exigenzen, déi iwwer europäesch Homologatioun virgeschriwwe sinn, erfëllen, mussen an engem Memberstat ouni weider administrativ Prozedure kënnen zougelooss ginn. Dëst stellt d'Grondiddi vun der europäescher Gesamthomologatioun duer. Deemno kann de Lëtzebuerger Stat et net verbidden, datt Autoen immatrikuléiert ginn, déi net mat spezifeschen Assistenzsystemer equipéiert sinn, falls

dëst net iwwert d'europäesch Direktiven a Reglementer gefuerdert ass.

Op Grondlag vun dësen Explikatioune sinn am Moment dofir och keng Subventioune fir esou Equipementer geplangt.

Question 1158 (05.09.2019) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant l'**infrastructure nationale de bornes de charge publiques :**

La loi du 7 août 2012 modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité a créé la base légale qui détermine les responsabilités des gestionnaires de réseaux et les principes organisationnels en vue d'une mise en œuvre d'une infrastructure nationale de bornes de charge publiques.

Cette loi constitue également la base légale pour le règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 relatif à l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique qui définit les fonctionnalités de cette infrastructure, les spécifications techniques, le nombre total des points de charge, le calendrier et l'organisation générale de déploiement par les gestionnaires de réseaux de distribution.

Le règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 définit notamment les tâches des gestionnaires de réseaux de distribution dans le cadre du déploiement d'une infrastructure publique liée à la mobilité électrique sur le territoire, les spécifications techniques des bornes de charge publiques et du système central commun ainsi que l'installation de bornes de charge publiques.

Ainsi les articles 5. et 6. dudit règlement disposent que le nombre maximal de bornes de charge publiques à être installées et mises en service sur les parkings relais et parkings de covoiturage est fixé à 400 respectivement que le nombre maximal de bornes de charge publiques à être installées et mises en service sur les emplacements de stationnement publics respectivement les parkings publics dans les communes du Grand-Duché de Luxembourg est fixé à 400.

Dans le cas des bornes sur les parkings relais et les parkings de covoiturage, au moins 80 % de ces sites auraient, d'après le règlement, dû être opérationnels jusqu'au 31 juillet 2019 et les 100 % devraient être atteints avant le 31 décembre 2020. Pour ce qui est des bornes sur les emplacements de stationnement publics et les parkings publics, les dates limites sont les mêmes, à l'exception du fait que dans ce cas et ce jusqu'au 31 juillet 2019 seulement 60 % des bornes auraient dû être opérationnelles.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que le nombre de bornes fonctionnelles, tel que défini dans le règlement grand-ducal cité ci-dessus, a pu être réalisé dans les délais prévus (à savoir jusqu'au 31 juillet 2019) ?

2) Sinon, quelles sont les raisons pour les retards en matière d'installation des bornes ? Quels sont les sites concernés par les retards ?

3) Quelle est la fréquence respectivement la durée d'utilisation des différentes bornes déjà en service ? Combien d'heures par jour ces bornes sont-elles utilisées en moyenne pour charger un véhicule ?

Réponse commune (08.10.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) À ce jour, 239 bornes de charge publiques « Chargy » ont déjà pu être installées par les gestionnaires de réseau de distribution sur les 400 emplacements de stationnement publics identifiés par les administrations communales, correspondant à l'objectif des 60 %, tel que fixé par le règlement grand-ducal modifié du 3 décembre 2015 relatif à l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique. S'y ajoutent encore 53 bornes « Chargy OK », donc celles qui ont été établies par des personnes publiques ou privées sur des emplacements accessibles au public et qui ont été intégrées dans le système du réseau « Chargy ».

En ce qui concerne les parkings relais, 72 bornes sont actuellement opérationnelles sur un total de dix des sites. Étant donné que jusqu'à présent 40 sites de parkings relais de ceux énumérés dans le règlement ministériel du 5 février 2016 fixant un plan d'implantation général sont opérationnels sans que des transformations ou extensions sont prévues, ceci équivaut à ce que 25 % des sites opérationnels sont munis à ce jour de bornes « Chargy ».

ad 2) Même si un nombre conséquent de bornes de charge publiques sont actuellement en cours de réalisation sur les parkings relais, une grande partie des 400 bornes prévues n'ont donc pas encore pu être mises en place parce que ces parkings sont ou bien encore en procédure d'autorisation ou bien ne sont pas encore opérationnels. Nonobstant ces contretemps, les gestionnaires de réseau de distribution estiment toutefois que jusqu'à la fin de 2020 les sites alors opérationnels de parkings relais devraient tous pouvoir être équipés par des bornes « Chargy ».

Il convient de souligner que certains projets d'envergure, tel que le parking relais au pôle d'échange Höhenhof, ont pris un retard de réalisation par rapport à un premier planning pris en compte pour l'élaboration du règlement ministériel prémentionné. Pour cette raison, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ont prévu d'ici peu une adaptation du plan d'implantation général en question.

ad 3) Le système central de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique enregistre le nombre de charges par point de charge ainsi que la consommation en énergie électrique à chaque opération de recharge. La durée d'utilisation de chaque point de charge n'est cependant pas perçue par le système central. Étant donné que la durée pour une recharge d'un véhicule électrique peut varier en fonction des spécificités techniques des différents modèles de véhicules (taille de la batterie et vitesse de chargement maximale), la durée réelle de chargement peut varier considérablement d'un véhicule à l'autre. Une durée moyenne des recharges effectuées sur les bornes « Chargy » serait ainsi de toute façon insignifiant.

La fréquentation et les volumes d'électricité chargée sur les différentes bornes de charge peuvent varier en fonction de la situation géographique des emplacements de ces bornes. Ainsi, certaines bornes installées dans des communes rurales sont rarement sollicitées, tandis que d'autres bornes installées dans le milieu urbain présentent des volumes d'électricité chargée très élevés. À titre d'exemple, au mois de juin, le site P&R Howald était le site avec la consommation la plus élevée avec 4.026 kWh alors que la seule borne installée à la place Saint Willibrord à Bonnevoie avec 3.034 kWh était celle avec la plus haute consommation dans le pays. En guise de comparaison, la consommation annuelle moyenne en électricité pour une maison unifamiliale est de l'ordre de 4.000 kWh. La consommation totale des bornes « Chargy » en juin était de l'ordre de 65.000 kWh. En ajoutant les bornes « Chargy OK », la consommation d'énergie électrique totale en juin de cette année a été de l'ordre de 80.000 kWh, ce qui équivaut à environ 400.000 km parcourus en mode électrique. Au mois de juin de l'année en cours, 7.373 recharges ont été enregistrées sur le réseau « Chargy ».

Il reste encore à signaler que la répartition des 800 bornes « Chargy », telle que définie dans le plan d'implantation général prémentionné, avait pour objectif de garantir l'accessibilité aisée à des bornes de charge partout dans le pays. Au moins une borne de charge publique a été ou sera installée dans chaque commune, indépendamment de sa taille, du nombre d'habitants ou du nombre d'emplois sur son territoire. Le maillage résultant de bornes de charge publiques permet aux utilisateurs de voitures électriques de se déplacer en milieu rural ou urbain sans restriction majeure concernant l'autonomie de leurs véhicules. Ainsi, la consommation en énergie et la fréquentation de toutes les bornes ou d'une borne en particulier ne sont pas à considérer comme seul critère de succès. Le fait que dans 90 des 102 communes du Grand-Duché du Luxembourg, au moins une borne « Chargy » a déjà été mise en place, assure déjà aujourd'hui une répartition homogène dans les régions et garantit un accès facile pour tous les utilisateurs.

Question 1160 (05.09.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **liste européenne d'espèces exotiques envahissantes préoccupantes :**

La liste européenne d'espèces exotiques envahissantes préoccupantes vient d'être complétée par 17 espèces, dont quatre animales et 13 végétales. Cette liste européenne compte désormais 66 espèces, dont la plupart ne sont pas encore très présentes, mais dont la prolifération plus importante pourrait causer d'importantes nuisances à l'environnement.

J'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelles sont les espèces figurant sur cette liste qui ont été répertoriées au Luxembourg ?

2) Étant donné que ces espèces constituent une menace pour la biodiversité et les services fournis par les écosystèmes, quelle est la stratégie de son ministère concernant les méthodes d'éradication, de gestion et de contrôle plus efficace pour lutter contre les effets néfastes liés à ce phénomène ?

Réponse (07.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Parmi les 66 espèces figurant actuellement sur la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union européenne, 14 espèces sont actuellement présentes au Grand-Duché de Luxembourg. Il s'agit des espèces suivantes :

Plantes (cinq espèces) :

1. ailante glanduleux (Ailanthus altissima),
2. balsamine de l'Himalaya (Impatiens glandulifera),
3. cerce du Caucase (Heracleum mantegazzianum),
4. élodée de Nuttall (Elodea nuttallii),
5. myriophylle du Brésil (Myriophyllum aquaticum).

Animaux (neuf espèces) :

6. écrevisse américaine (Orconectes limosus),
7. écrevisse de Californie (Pacifastacus leniusculus),
8. goujon asiatique (Pseudorasbora parva),
9. ouette d'Égypte (Alopochen aegyptiacus),
10. perche-soleil (Lepomis gibbosus),
11. ragondin (Myocastor coypus),
12. rat musqué (Ondatra zibethicus),
13. raton laveur (Procyon lotor),
14. tortue de Floride (Trachemys scripta).

ad 2) Conformément à la réglementation européenne, la stratégie luxembourgeoise pour contrecarrer les problèmes environnementaux et sociaux causés par les espèces exotiques envahissantes comporte quatre grands volets, à savoir :

1. la prévention,
2. la détection précoce et l'éradication rapide,
3. la gestion,
4. la sensibilisation et la formation.

La gestion des espèces exotiques envahissantes prend en compte les spécificités écologiques et biologiques propres à chaque espèce ainsi que leur répartition au Luxembourg et dans les régions environnantes.

Deux cas de figure se présentent :

1. l'installation des espèces émergentes et toute nouvelle espèce exotique envahissante détectée sur le territoire national est empêchée,
2. les populations des espèces largement répandues sont contrôlées, afin de réduire leurs impacts environnementaux et sociaux et éviter toute propagation supplémentaire.

Concernant les espèces largement répandues, des « plans d'action pour espèces exotiques envahissantes » ont été élaborés qui reprennent les actions à mettre en œuvre pour chaque espèce. Toutes les actions ainsi définies sont basées sur les meilleures connaissances scientifiques et tiennent dûment compte du rapport coûts-efficacité, ainsi que de la santé humaine, de l'environnement et du bien-être animalier.

Une consultation publique sera lancée prochainement pour chaque plan d'action.

Question 1162 (06.09.2019) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **75e anniversaire de la bataille des Ardennes :**

De 16. Dezember 2019 ass de 75. Joresdag vum Ufank vun der Ardennenoffensiv, e lescht grousst Opbeeme vum Naziregimm, bis an de Januar 1945 eran, wou den Norden an den Nordoste vum Lëtzebuerger Land ganz schlëmm betraff waren.

An dem Kontext géif ech dem Här Premier- a Statsminister gär folgend Froe stellen:

- Kann den Här Statsminister mer bestätegen, ob a wéi eng Gedenkzeremonien a Manifestatioune vun der Regierung organiséiert ginn, fir un dës lescht grouss Krichsgeschéien op Lëtzebuerger Buedem ze erënneren a viru Krich, Krichsdreiwerei, nationalistescher a rassistescher Hetz ze warnen?

Réponse (08.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

De 75. Joresdag vum Ufank vun der Ardennenoffensiv ass an den Ae vun der Regierung e ganz bedeitungsvolle Moment fir d'Memoire un d'Atrocitéiten, déi am Laf vum Zweete Weltkrich op Lëtzebuerger Territoire geschitt sinn, héichzehalen.

Well d'Ardennenoffensiv och bei eise belschen Nopere vill Affer gefuerdert huet, ass d'Regierung zesumme mam groussherzoglechen Haff un déi belsch Regierung an de belsche kinneklechen Haff erugetruden, fir ze analyséieren ob et méiglech ass, de 16. Dezember Commemoratiounszeremonië souwuel an der Belsch wéi och zu Lëtzebuerg ze organiséieren, déi sech géifen enchaînéieren.

D'Regierung communiquéiert den definitive Programm, soubal deen arrêtéiert gouf.

Question 1164 (06.09.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**introduction d'un label « Bien-être des animaux » :**

Verschidden Déiereschutzorganisatiounen, wéi zum Beispill den „Tierschutzverbund" an Däitschland, fuerdere scho säit Joren den Asaz vun enger Déiereschutzkennzeechnung, fir Déiereprodukter, déi op héijen Déiereschutzstandards foussen, ze kennzeechnen. Enger Etüd vum Eurobarometer no, op déi sech den „Tierschutzverbund berifft, ass e Grousseel vun de Konsumenten sech bewosst, dass hiert d'Kafverhalen en Afloss op den Déiereschutz huet. Wéi d'„Bundeszentrum für Ernährung" op hirer Website matdeelt, wäert déi däitsch Regierung fir 2020 e Label fir d'Déiereschutzkennzeechnung op de Wee bréngen.

Ech erënneren d'Regierung dorun, dass si am Koalitiounsaccord bekräftegt huet hiert Engagement am Déiereschutz weiderhin héichzehalen (Säit 194 vum Koalitiounsaccord).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz, Wirtschaft a Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wäert och d'lëtzebuergesch Regierung sech fir een Déiereschutzlabel asetzen?

- Falls jo,

  - wäert Lëtzebuerg sech der däitscher Initiativ uschléissen oder en eegent Gesetz op de Wee bréngen?

  - Wäert d'Regierung mat den heemeschen Déiereschutzorganisatiounen zesummeschaffen, fir d'Kritäre vum Label festzeleeën?

- Falls neen, firwat net?

Réponse commune (27.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

De Landwirtschaftsministère huet an der geplangter Agrementsdemarche vun de Lëtzebuerger Labelen och de Volet Bien-être animal virgesinn, domadder setze mir och en Zeechen, dass de Bien-être animal e wichtege Bestanddeel vun engem Laaschtenheft vun déieresche Produkter soll sinn. Dëse Projet de loi iwwert den Agrement vun de Labelen ass zur Zäit um Instanzewee. Fir den interesséierte Konsument, ergëtt sech da spéiderhin eng Méiglechkeet, fir erauszefanne wéi eng Labelen a puncto Bien-être animal nach méi wäit ginn, wéi dat souwisou schonns de Fall ass. Am Sënn vu gréisstméiglecher Transparenz ënnerstëtzt och de Konsumenteschutzministère dës Initiativ a setzt sech an, fir dem Konsument d'Informatiounen zougänglech ze maachen.

Mir hunn ausserdeem e modernt Déiereschutzgesetz an am Kader vum Regierungsprogramm ass och virgesinn, fir en Déiereschutzbeoptragten anzesetzen, wat et eis erlaabt an Zukunft nach méi proaktiv de Bien-être animal ze iwerwaachen an eventuell Problemer fréizäiteg ze erkennen.

Insgesamt ass de Niveau vum Bien-être animal héich zu Lëtzebuerg. Eis Kontrollen hei am Land sinn transparent an effikass a mir hunn an eisem Land an deem Sënn keng industriell Haltungsformen. Iwwert d'Agrargesetz gouf a leschter Zäit vill a modern an déieregerecht Stallungen investéiert. Dëst dréit seng Friichten a kënnt dem Déierewuel zegutt.

Niewent all dëse positiven Aspekter, wäerte mir awer weider den Dossier vun däitschen, europäeschen Déiereschutzlabelen/initiative suivéieren.

All Propose vun Déiereschutzorganisatioune sinn natierlech wëllkomm a wäerte vun eise Servicer genaustens analyséiert ginn.